

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
CENTRE – URBANISATION CULTURE SOCIÉTÉ

**LE DISCOURS INTERNATIONAL SUR L'APPROCHE FEMMES ET
VILLES ET SA TRADUCTION AU VIETNAM**

Par

Mélissa CÔTÉ-DOUYON

Maître ès Sciences, M. Sc.

Thèse présentée pour obtenir le grade de

Philosophiae doctor, Ph.D.

Doctorat en études urbaines

Programme offert conjointement par l'INRS et l'UQAM

Avril 2023

Cette thèse intitulée

**LE DISCOURS INTERNATIONAL SUR L'APPROCHE FEMMES ET
VILLES ET SA TRADUCTION AU VIETNAM**

et présentée par

Mélissa CÔTÉ-DOUYON

A été évaluée par un jury composé de

Mme Sandra BREUX, présidente, INRS

Mme Annick GERMAIN, directrice de thèse, INRS

Mme Julie-Anne BOUDREAU, codirectrice, INRS

Mme Danielle LABBÉ, codirectrice, Université de Montréal

Mme Catherine TRUDELLE, examinatrice interne, UQAM

Mme Marie GIBERT-FLUTRE, examinatrice externe, Université de Paris

RÉSUMÉ

Depuis la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains en 1996 (Habitat II), l'approche femmes et villes, qui consiste à intervenir sur les milieux urbains en prenant en considération les enjeux de genre, a intégré le discours de différents acteurs et actrices, dont de nombreuses organisations internationales (Michaud 1997; Biarrotte 2017). Le discours au sujet de cette approche circule d'autant plus à l'échelle internationale depuis que les organisations qui œuvrent en développement international prennent de plus en plus acte de l'urbanisation rapide dans les Suds en réorientant leur travail vers les villes (Clerc 2005). En parallèle, une préoccupation grandissante pour les enjeux de genre résulte de l'impulsion des mouvements féministes transnationaux qui militent, notamment au sein de forums internationaux, pour une prise en compte de ces enjeux dans la manière dont les villes sont planifiées (Brown 1997; Gabizon 2016). On observe aujourd'hui ce qu'on pourrait appeler un « urban gender agenda » (Chant et McIlwaine 2015, 14) qui s'incarne, par exemple, dans des cadres normatifs mondiaux comme les Objectifs de Développement Durable et le Nouveau Programme pour les Villes (Moser 2017).

Différents acteurs et actrices font circuler ce discours international à travers le monde dont au Vietnam, où on retrouve depuis quelques années plusieurs initiatives qui s'inscrivent dans cette approche. Contribuant à la littérature féministe en études urbaines en prenant appui sur les travaux sur les mobilités de politiques urbaines et ceux sur la circulation de la norme internationale d'égalité de genre, cette thèse s'articule autour de la question de recherche suivante : comment le discours international sur l'approche femmes et villes est-il traduit au Vietnam, et par quels passeurs ? En adoptant une approche conceptuelle multiéchelle centrée sur les acteurs et actrices, la thèse analyse cette traduction à partir de données d'entrevues avec des organisations internationales et vietnamiennes, d'une analyse documentaire et d'une revue de presse. Cette analyse permet, dans un premier temps, de caractériser le discours international sur l'approche femmes et villes et de mettre en lumière les mécanismes qui sous-tendent sa circulation à travers le monde. Dans un deuxième temps, la thèse analyse la manière dont l'approche femmes et villes prend forme au Vietnam grâce aux processus de traduction opérés par les passeurs de l'approche. Cette analyse met également en exergue l'influence du contexte vietnamien, dans ses dimensions politiques et sociales, sur la traduction de l'approche femmes et villes dans ce pays. L'analyse du cas du Vietnam fait valoir le rôle décisif des processus de traduction dans la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes à travers le monde.

Mots-clés : circulation internationale; action urbaine; genre; Vietnam; organisations internationales; sécurité des femmes dans l'espace public; discours international; traduction; passeurs.

ABSTRACT

Since the second United Nations Conference on Human Settlements in 1996 (Habitat II), the women and cities approach, which consists of intervening in urban environments by taking gender into account, has become part of the discourse of various actors, including many international organizations (Michaud 1997; Biarrotte 2017). This discourse has become even more widespread at the international level since organizations working in international development are increasingly taking note of the rapid urbanization in the South by reorienting their work towards cities (Clerc 2005). At the same time, a growing concern for gender issues has resulted from the impulse of transnational feminist movements that are campaigning, including in international forums, for these issues to be taken into account in the way cities are planned (Brown 1997; Gabizon 2016). We are now seeing what might be called an "urban gender agenda" (Chant and McIlwaine 2015, 14) that is materialized, for example, in global normative frameworks like the Sustainable Development Goals and the New Agenda for Cities (Moser 2017).

Various actors are circulating this international discourse around the world, including in Vietnam, where there have been several initiatives in recent years that are in line with this approach. Contributing to the feminist literature in urban studies by drawing on research on urban policy mobilities and research on the circulation of the international norm of gender equality, this thesis focuses on the following research question: how is the international discourse on the women and cities approach translated in Vietnam, and by which intermediaries? By adopting a multi-scale conceptual framework focused on actors, the thesis analyzes this translation process based on interview data with international and Vietnamese organizations, a documentary analysis and a press review. This analysis allows us to characterize the international discourse on the women and cities approach and to shed light on the mechanisms that underlie its circulation throughout the world. Secondly, the thesis analyzes the way in which the women and cities approach takes shape in Vietnam thanks to the translation processes carried out by the approach's intermediaries. This analysis also highlights the influence of the Vietnamese context, in its political and social aspects, on the translation of the women and cities approach in this country. The analysis of the Vietnamese case highlights the decisive role of translation processes in the circulation of the international discourse on the women and cities approach throughout the world.

Keywords: international circulation; urban action; gender; Vietnam; international organizations; women's safety in public space; international discourse; translation; brokers.

REMERCIEMENTS

À Julie-Anne Boudreau qui a cru en moi et en mon projet doctoral dès la première fois que je lui en ai glissé un mot dans les marches d'un café à Hanoï. À Danielle Labbé qui m'a transmis sa passion pour le Vietnam et pour la recherche. C'est grâce à leur direction et codirection dynamique, leurs commentaires judicieux et leur soutien indéfectible que j'ai pu mener à bien ma thèse.

À Pham Quynh Huong, Nguyen Thu Thuy, Chi Hoang Vu et Huyen Ngoc Chu. Sans elles cette recherche n'aurait pas été possible. Merci à toutes les personnes qui ont accepté de me rencontrer pour parler de leur travail en lien avec l'approche femmes et villes. Mention spéciale à Olivier et Giang qui ont rendu les séjours de recherche au Vietnam beaucoup plus plaisants.

À tous les collègues. Celles et ceux croisés aux activités de Thèsez-vous dont les encouragements ont rendu la dernière ligne droite agréable malgré tout. Aux collègues de ma cohorte de doctorat, dont les commentaires pertinents m'ont permis de préciser mes idées dès le début. Aux collègues du VESPA, partager avec vous idées, doutes et réussites a rendu ce parcours doctoral encore plus enrichissant.

À toutes les collègues du Conseil des Montréalaises qui, sans le savoir, ont alimenté mes réflexions tout au long de mon parcours doctoral.

À mon exceptionnel groupe d'ami.es, nos échanges, nos rires, nos traditions m'ont nourri et m'ont permis de m'évader. À mes ami.es proches, merci de m'avoir accompagnée de plus près dans les bons et mauvais moments de ce parcours. Ces longues années de doctorat n'auraient pas été les mêmes sans vous.

À ma belle-famille, pour leur intérêt et leur appui. À ma famille, j'ai hérité de vous la curiosité, le courage et la persévérance nécessaires pour écrire cette thèse. Merci pour tout.

À Thomas, mon amour, merci pour le soutien inconditionnel, la confiance constante, les encouragements précieux, et plus encore. Je suis très reconnaissante de t'avoir à mes côtés.

Enfin, merci au FRQSC, l'INRS, la Fondation de l'INRS, TRYSPACES, la Chaire de recherche du Canada en urbanisation durable dans le Sud Global et au CÉRIUM pour le support financier.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Liste des tableaux</i>	<i>xi</i>
<i>Liste des figures</i>	<i>xi</i>
<i>Liste des abréviations et des sigles</i>	<i>xiii</i>
Introduction	1
Questions de recherche	6
Organisation de la thèse	6
Chapitre 1 : Femmes, villes et circulations internationales dans la littérature scientifique	10
1.1 Étudier la ville dans une perspective féministe	10
1.1.1 Mettre en lumière les enjeux de genre en milieux urbains	11
1.1.2 Interroger l'action urbaine genrée	14
1.1.3 La circulation internationale.....	16
1.1.4 Les enjeux de genre dans les villes des Suds.....	19
1.2 Analyses féministes du développement international	20
1.2.1 L'institutionnalisation progressive de la prise en compte du genre en développement international	21
1.2.2 Critiques féministes de l'approche genre et développement et d'un de ses outils phare : le <i>gender mainstreaming</i>	23
1.3 Circulation de la norme internationale d'égalité de genre	26
1.4 La circulation internationale des politiques urbaines	31
1.4.1 Une circulation accélérée ?	33
1.4.2 Qu'est-ce qui circule et comment ?	34
1.4.3 Les acteurs et actrices derrière la circulation internationale des politiques urbaines.....	36
1.4.4 Porter le regard vers le contexte local	37
1.5 Cadre conceptuel : une approche multiéchelle centrée sur les acteurs et actrices	39
1.5.1 Le concept de discours international	42
1.5.2 Le concept de traduction.....	44
1.5.3 Le concept de passeur	45
Conclusion du chapitre	47
Chapitre 2 : Démarche méthodologique	49

2.1 Étudier le cas du Vietnam et le discours international sur l’approche femmes et villes	49
2.2 Collecte de données	51
2.3 Entretiens semi-dirigés.....	52
2.3.1 Stratégie d’échantillonnage	52
2.3.2 Accès au terrain.....	54
2.3.3 Préparation des entretiens.....	57
2.3.4 Déroulement des entretiens	59
2.4 Analyse documentaire.....	61
2.4.1 Documents sur le discours international sur l’approche femmes et villes.....	61
2.4.2 Documents sur l’approche femmes et villes au Vietnam.....	62
2.5 Revue de presse	65
2.6 Analyse des données.....	67
Conclusion du chapitre	70
<i>Chapitre 3 : Caractériser le discours international sur l’approche femmes et villes</i>	<i>71</i>
3.1 Évolution du discours international sur l’approche femmes et villes	71
3.1.1 Les prémisses	72
3.1.2 L’avènement.....	74
3.1.3 Le tournant du <i>gender mainstreaming</i>	77
3.1.4 Le tournant intersectionnel.....	78
3.1.5 Le renforcement.....	79
3.2 Les propositions du discours international sur l’approche femmes et villes.....	82
3.2.1 Différentes conceptions de la ville	83
3.2.2 Différentes conceptions des rapports de genre	87
3.2.3 Pourquoi faut-il adopter l’approche femmes et villes ?	89
3.4 Intervenir selon l’approche femmes et villes.....	93
3.4.1 Les champs d’action visés	93
3.4.2 Les mesures préconisées.....	99
3.4.3. Les acteurs et actrices à impliquer	104
Conclusion du chapitre	108
<i>Chapitre 4 : Circulation du discours INTERNATIONAL sur l’approche femmes et villes.....</i>	<i>110</i>

4.1 Les passeurs du discours international sur l'approche femmes et villes.....	110
4.1.1 Une diversité d'acteurs et d'actrices	110
4.1.2 Un réseau fragmenté.....	120
4.2 Les mécanismes de circulation de l'approche femmes et villes	124
4.2.1 Du partage de connaissances à la diffusion d'une norme.....	124
4.2.2 Les pratiques ordinaires de circulation	128
Conclusion du chapitre	135
<i>Chapitre 5 : Contexte politique et social de la traduction du discours international sur l'approche femmes et villes au Vietnam</i>	<i>137</i>
5.1 L'État vietnamien et ses rapports avec la société.....	137
5.1.1 Le système politique vietnamien.....	138
5.1.2 Un État centralisé	139
5.1.3 Mais pas monolithique	143
5.1.4 Rapports État-société : organisations de masse et organisations de la société civile.....	144
5.2 La planification des villes vietnamiennes	149
5.2.1 De la ville coloniale à la ville socialiste	149
5.2.2 Transition urbaine	150
5.2.3 Une planification urbaine inefficace et peu portée sur les enjeux sociaux.....	153
5.2.4 Des villes « modernes » et « civilisées ».....	156
5.3 Prise en charge de l'égalité de genre au Vietnam	158
5.3.1 Une volonté affichée de l'État vietnamien et un cadre institutionnel développé	158
5.3.2 Une actrice incontournable : l'Union des Femmes du Vietnam.....	161
5.3.3 Des progrès limités	163
5.3.4 L'action collective.....	170
5.4 Les organisations internationales au Vietnam : des actrices du développement urbain et des actions en égalité de genre	172
5.4.1 En développement urbain	173
5.4.2 En égalité de genre	175
5.4.3 Des dynamiques en évolution	177
Conclusion du chapitre	178
<i>Chapitre 6 : Traduire l'approche femmes et villes au Vietnam.....</i>	<i>181</i>

6.1 L'application du <i>gender mainstreaming</i> dans les projets urbains financés par les IFI	181
6.1.1 Une application encadrée, mais variable du <i>gender mainstreaming</i>	181
6.1.2 Le <i>gender mainstreaming</i> dans le cycle de projet : une traduction technocratique	184
6.1.3 Les pratiques femmes et villes dans les projets urbains	189
6.1.4 Convaincre à la chaîne.....	195
6.2 Les trois programmes « ville sûre » au Vietnam	199
6.2.1 Des programmes somme toute distincts	199
6.2.2 Des programmes mondiaux à adapter localement	203
6.2.3 Travailler en collaboration avec des partenaires vietnamiens.....	208
6.2.4 Produire des données : construire l'enjeu de la sécurité des femmes dans l'espace public au Vietnam	211
6.2.5 Appliquer l'idée d'une ville sûre pour les femmes sur le terrain	214
6.3 L'application des ODD au Vietnam.....	223
6.3.1 Un engagement soutenu.....	223
6.3.2 Une application limitée de l'ODD 11	225
6.4 Interactions entre les pratiques femmes et villes au Vietnam : rechercher l'effet de synergie..	228
Conclusion du chapitre	232
<i>Chapitre 7 : Influence du contexte social et politique sur la traduction de l'approche femmes et villes au vietnam.....</i>	235
7.1 Se moduler à un contexte social en transformation.....	235
7.1.1 Répondre à la transition urbaine du Vietnam	235
7.1.2 Composer avec la persistance des stéréotypes de genre	242
7.1.3 Vernacularisation de l'expression « harcèlement sexuel »	247
7.2 S'insérer dans un système politique centralisé, mais flexible.....	253
7.2.1 Influencer les politiques publiques.....	254
7.2.2 Miser sur les autorités publiques	261
7.2.3 Répondre aux besoins des gouvernements locaux	270
7.2.4 Le rôle de l'UFV dans la traduction locale de l'approche femmes et villes	276
Conclusion du chapitre	283
<i>Conclusion</i>	286
Bibliographie	292

<i>Annexe 1 : Profil des personnes participantes à la recherche</i>	<i>329</i>
<i>Annexe 2 : Guide d'entretien.....</i>	<i>331</i>
<i>Annexe 3 : Documents sur le discours international sur l'approche femmes et villes (1996-2019).....</i>	<i>333</i>
<i>Annexe 4 : Médias retenus pour la revue de presse</i>	<i>338</i>
<i>Annexe 5: Pratiques femmes et villes recensées dans les quatre projets urbains financés par des IFI analysés.....</i>	<i>339</i>
<i>Annexe 6 : Études sur la sécurité des femmes dans l'espace public réalisées dans les trois programmes « ville sûre » implémentés au Vietnam (2011-2019)</i>	<i>346</i>

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1 : Documentation sur les trois programmes « ville sûre » mis en œuvre au Vietnam (2010-2019).....	63
Tableau 2.2 : Documents sur l'approche femmes et villes au Vietnam repérés pendant la collecte de données (2010-2019)	64
Tableau 3.1 : Principaux repères historiques du discours international sur l'approche femmes et villes (1975-2019).....	71
Tableau 3.2 : Les principales mesures préconisées dans les documents sur le discours international sur l'approche femmes et villes (1996-2019).....	100
Tableau 3.3 : Acteurs et actrices à impliquer dans la mise en œuvre de l'approche selon les documents sur le discours international sur l'approche femmes et villes (1996-2019)	104
Tableau 4.1 : Principaux passeurs du discours international sur l'approche femmes et villes (2019).....	111
Tableau 6.1 : Principales procédures d'application du gender mainstreaming dans les étapes de conception et de suivi et évaluation des cycles des projets urbains des IFI au Vietnam	187
Tableau 6.2 : Quatre projets urbains financés par des IFI au Vietnam qui incluent de pratiques femmes et villes.....	189
Tableau 6.3 : Les trois programmes « ville sûre » implémentés au Vietnam (2013-2019)	200
Tableau 6.4 : Les trois programmes mondiaux « ville sûre » (2011-2021).....	204
Tableau 6.5 : Partenaires vietnamiens des programmes « ville sûre » au Vietnam	209
Tableau 6.6 : Stratégies et interventions dans le cadre des trois programmes « ville sûre » implémentés au Vietnam (2013-2019).....	214

LISTE DES FIGURES

Figure 3.1 : Principaux arguments utilisés pour promouvoir l'approche femmes et villes dans les documents du discours international sur l'approche (proportion en pourcentage d'utilisation) ...	90
Figure 3.2 : Ligne du temps du discours international sur l'approche femmes et villes (1975-2019).....	108
Figure 4.1 : Liens de collaboration répertoriés entre les passeurs du discours international sur l'approche femmes et villes (1996-2019).....	121
Figure 5.1 : Structure territoriale-administrative du Vietnam	139

Figure 5.2 : Organigramme de la branche exécutive et administrative du gouvernement vietnamien..... 141

Figure 6.1 : « Gender result chain » du projet Dynamic City Integrated Development de la BM 189

Figure 6.2 : Fréquence et type de pratiques femmes et villes recensées dans les quatre projets urbains financés par des IFI au Vietnam analysés..... 191

Figure 6.3 : Interactions entre les pratiques femmes et villes au Vietnam..... 229

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES

BAD	Banque asiatique de développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BM	Banque mondiale
BRT	Bus Rapid Transit
CCRE	Conseil des Communes et Régions d'Europe
CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CFAW	Committee For the Advancement of Women
CGLU	Cités et Gouvernements Locaux Unis
CRUEIP	Central Region Urban Environmental Improvement Project
DoLISA	Department of Labour, Invalids and Social Affairs
FCM	Fédération canadienne des municipalités
FVI	Femmes et villes international
GED	Genre et développement
HCMV	Hô Chi Minh-Ville
IFD	Intégration des femmes dans le développement
IFI	Institutions financières internationales
IULA	International Union of Local Authorities
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
MoC	Ministry of Construction
MoLISA	Ministry of Labour, Invalids and Social Affairs
MoT	Ministry of Transport
MPI	Ministry of Planning and Investment
NCFAW	National Committee for the Advancement of Women
NPV	Nouveau programme pour les villes

OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
ONGI	Organisation non gouvernementale internationale
ONGV	Organisation non gouvernementale vietnamienne
ONU	Organisation des Nations Unies
OSCV	Organisations de la société civile vietnamienne
PACCOM	People's Aid Coordination Committee
PCV	Parti communiste vietnamien
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
TAN	Transnational advocacy network
TRAMOC	Hanoi Public Transport Management and Operation Centre
UE	Union Européenne
UFV	Union des Femmes du Vietnam
VASS	Vietnamese Academy of Social Sciences
VUDPA	Vietnam Urban Planning and Development Association
WHCS	Women, Homes and Community Super Coalition

INTRODUCTION

En 2015, alors que je terminais mon projet de maîtrise qui portait sur l'appropriation des espaces publics par les jeunes femmes à Hanoï au Vietnam, je suis tombée sur un rapport de Plan International, une organisation non gouvernementale internationale (ONGI), qui portait exactement sur ce sujet. Ce rapport, *Adolescent Girls' Views on Safety in Cities* (Plan International 2013), relate les résultats d'un programme dans le cadre duquel l'ONGI a travaillé avec des adolescentes du Caire, de Delhi, de Kampala, de Lima et de Hanoï dans le but d'identifier avec elles leurs besoins en matière d'accès aux espaces publics. Les résultats du programme montrent entre autres que 54 % des adolescentes sondées se sentent rarement ou jamais en sécurité dans les transports publics à Hanoï. Plan International formule alors dans ce rapport des recommandations qui interpellent notamment les autorités de chaque ville afin que ces enjeux soient pris en compte dans l'aménagement et dans la gouvernance de la ville et des transports publics.

C'est aussi en 2015 que se tiennent les préparatifs pour la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) à Quito, en Équateur. Les groupes de femmes y sont des parties prenantes très actives et leur travail permet de mettre de l'avant les enjeux de genre dans les différents documents qui doivent informer la déclaration finale de la conférence Habitat III (Boccia 2016, 18). Cette déclaration, nommée le Nouveau programme pour les villes (NPV), est adoptée par les pays membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) à la fin de la conférence. Le NPV indique qu'il contribuera à « instaurer l'égalité des sexes » notamment « en prévenant et en éliminant toutes les formes de discrimination, de violence et de harcèlement à l'encontre des femmes et des filles dans les espaces publics et privés » (ONU 2016, 7). Les femmes et l'égalité des sexes sont en fait mentionnées à plusieurs reprises dans le NPV, car les groupes de femmes ont réussi à exercer une influence décisive sur son contenu final (Sánchez de Madariaga et Novella 2019, 182). En outre, le NPV s'inscrit dans la continuité du Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté par les pays membres de l'ONU où les enjeux de genre sont intégrés de manière transversale aux Objectifs de Développement Durable (ODD), incluant l'objectif 11 sur les villes. Cette conjoncture amène la chercheuse en planification urbaine Camilla Perrone à déclarer : « it's becoming more and more evident, at least in the international documents, that gender is a fundamental feature of the urban question for the twenty-first century » (Perrone 2020, 285).

À cette époque, j'étais nouvellement bénévole pour l'organisme Femmes et villes international (FVI) situé à Montréal et je suivais ces développements de près puisque FVI y participait activement. Le parallèle entre les activités de Plan International à Hanoï, les idées adoptées à Quito dans le cadre du NPV et le rôle joué par FVI m'a amenée à me demander quels liens existent entre les trois. Dans la mesure où il y a un intérêt grandissant pour le sujet des enjeux de genre dans les milieux urbains à l'échelle internationale, est-ce que les projets comme celui de Plan International à Hanoï vont se multiplier ? Est-ce qu'il s'agit seulement de projets sur la sécurité des femmes dans l'espace public ou d'autres enjeux liés au genre dans les milieux urbains sont-ils abordés ? Quel rôle jouent des organisations comme FVI dans ces dynamiques ? Quels sont les autres actrices et acteurs¹ impliqués ? Toutes ces interrogations constituent la bougie d'allumage de cette thèse.

La préoccupation pour les enjeux de genre en milieux urbains découle du travail de chercheuses et militantes féministes qui, au cours des dernières décennies, ont remis en question l'idée selon laquelle les interventions sur les villes sont neutres. Elles ont ainsi mis en valeur l'importance de ne pas considérer les villes seulement à partir d'un point de vue neutre qui est souvent, dans les faits, un point de vue masculin, dans la mesure où la majorité des personnes qui interviennent sur les villes sont des hommes. Ce point de vue laisse dans l'ombre la manière dont les dynamiques de genre font en sorte que les hommes et les femmes dans toutes leur diversité ont un rapport différencié à la ville. Les rôles sociaux de genre, croisés à d'autres facteurs de l'identité comme l'âge, engendrent des pratiques, des besoins et des intérêts différenciés dans les milieux urbains. Les militantes et chercheuses féministes considèrent alors que ces différences devraient être prises en compte dans la manière dont on intervient sur les milieux urbains.

À partir des années 1970, à la suite de ces critiques, certaines interventions en milieux urbains ont commencé à prendre en compte les enjeux de genre. D'abord, par des initiatives de militantes féministes, notamment sur le sujet de la sécurité des femmes dans l'espace public, puis, de plus en plus, dans l'action publique. Ces interventions portent sur différentes dimensions des milieux urbains. Par exemple, à Vienne, un projet de logement social pour femmes, le Frauen Werk Stadt, s'assure entre autres que l'aménagement du site facilite le travail de reproduction des femmes. Les projets de réaménagement des espaces publics afin que ceux-ci accueillent mieux les usages des adolescentes comme c'est le cas en Grande-Bretagne, sont un autre exemple de ce type d'intervention (Lange 2021). Un troisième exemple est la mise en place de wagons réservés aux femmes dans les transports publics de certaines villes, comme à Mexico ou à Tokyo. Une mesure

¹ La rédaction inclusive est privilégiée dans cette thèse.

très controversée, mais qui illustre la prise en considération par les autorités publiques de l'enjeu de la sécurité des femmes dans l'espace public.

Ces trois exemples s'inscrivent dans ce que je nomme, dans cette thèse, l'approche femmes et villes. Celle-ci peut être définie comme la prise en considération des enjeux de genre dans les interventions sur les milieux urbains. Dans la désignation de l'approche, j'utilise le mot « femmes » plutôt que « genre » dans la mesure où ces interventions, en plus d'évacuer complètement la non-binarité du genre, s'adressent dans les faits aux femmes, même quand le mot « genre » est utilisé (Hancock 2012, paragr. 3).

Depuis la deuxième Conférence des Nations unies sur les établissements humains (Habitat II) en 1996, l'approche femmes et villes a intégré le discours de différentes organisations, dont de nombreuses organisations internationales (Michaud 1997; Biarrotte 2017). Ces organisations font circuler ce discours à travers le monde par divers mécanismes comme la tenue de conférences internationales ou la publication de rapports. Celui-ci circule d'autant plus à l'échelle internationale étant donné que les organisations qui œuvrent en développement international prennent de plus en plus acte de l'urbanisation rapide des pays du Sud, en réorientant leur travail vers les villes (Clerc 2005, paragr. 2). Barnett et Parnell (2016, 88) parlent ainsi d'une « distinctive and new city-centric conception of development ». En parallèle, une préoccupation grandissante pour les enjeux de genre résulte aussi de l'impulsion des mouvements féministes transnationaux qui militent, au sein de forums internationaux comme dans le cas d'Habitat III, pour une prise en compte de ces enjeux. Ainsi, le genre « est aujourd'hui mobilisé à toutes les échelles (locale, nationale, internationale) par des acteurs aussi divers que l'ONU et ses agences, des gouvernements et des municipalités, des associations locales » (Cîrstocea et al. 2018, 16). Selon Direnberger et Schmoll (2014, paragr. 2), « l'approche genre » est aussi de plus en plus mobilisée par les professionnels et professionnelles de l'urbain. Ces dynamiques sont engendrées dans un contexte où l'action urbaine est de plus en plus liée à des phénomènes de circulation internationale des savoirs et des modèles (Béal Epstein et Pinson 2015, 104). Le phénomène de circulation du discours international sur l'approche femmes et villes s'inscrit dans ces dynamiques.

Différents types d'acteurs et d'actrices font circuler ce discours à travers le monde, notamment au Vietnam, le contexte géographique sur lequel se penche cette thèse. On y retrouve plusieurs organisations internationales qui des activités qui s'inscrivent dans l'approche femmes et villes. Plus particulièrement, le Vietnam est un territoire privilégié pour illustrer l'intérêt croissant envers un aspect précis de l'approche femmes et villes, celui de la sécurité des femmes dans l'espace public. En effet, depuis 2012, les antennes locales de trois organisations internationales, soit Plan

International, ActionAid et ONU Femmes, ont commencé à mettre en œuvre leur programme mondial de « ville sûre » pour les femmes dans ce pays. Ce sont à l'origine ces programmes qui m'ont mise sur la piste de la présence de l'approche femmes et villes au Vietnam, mais ce ne sont pas les seules pratiques liées à cette approche qu'on y retrouve. D'autres sont plutôt liées à l'application du *gender mainstreaming* dans les projets urbains financés par des institutions financières internationales (IFI) comme la Banque mondiale (BM). Ces différentes organisations internationales sont donc les passeurs de l'approche femmes et villes au Vietnam, où le gouvernement est aussi actif à mettre en application les ODD. Cette thèse interroge alors les liens entre les pratiques de ces passeurs et le discours international sur l'approche femmes et villes.

La thèse mobilise la notion de traduction pour appréhender ces liens. Dans son passage entre l'échelle internationale et l'échelle du Vietnam, l'approche femmes et villes connaît plusieurs processus de traduction afin de se moduler au contexte local. La littérature scientifique existante permet difficilement d'appréhender en profondeur ce processus de traduction. La littérature féministe en études urbaines commence en effet à peine à se pencher sur les processus de circulation internationale, tandis que celle sur les mobilités de politiques urbaines offre peu d'outils théoriques pour aborder la circulation d'un objet aussi diffus qu'un discours international. Afin de combler cette lacune, la présente thèse met en relation quatre corpus littéraires : 1) les travaux féministes en études urbaines; 2) les travaux féministes en études de développement; 3) les travaux en relations internationales sur la circulation de la norme internationale d'égalité de genre et finalement; 4) les travaux sur les mobilités de politiques urbaines. En articulant des idées issues de chacun de ces corpus, la présente thèse propose une approche multiéchelle centrée sur les acteurs et les actrices mieux à même d'appréhender le phénomène de la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes et sa traduction au Vietnam. Les quelques travaux qui ont analysé le phénomène de la circulation internationale de l'approche femmes et villes à ce jour (Whitzman et Perkovic 2010; Klodawsky, Andrew et Siltanen 2016; Biarrotte 2017) l'ont fait sous l'angle de sa mise en circulation à l'international, laissant dans l'ombre la question des modalités d'adoption, d'adaptation ou même de rejet – en d'autres mots de traduction – de cette approche dans différents contextes urbains. C'est ce que ma thèse cherche à éclairer.

Ce sont des questions particulièrement intéressantes à aborder dans le contexte du Vietnam. Dans ce pays d'Asie du Sud-Est de 97 millions d'habitants et d'habitantes sous régime communiste, mais ouvert à l'économie de marché, la traduction locale du discours international sur l'approche femmes et villes semble a priori se faire dans un contexte favorable. En effet, le Vietnam a hérité de l'ère socialiste d'un cadre institutionnel très développé en matière d'égalité

de genre. En plus des nombreuses lois et politiques publiques concernant l'égalité de genre, on retrouve des organes étatiques chargés de cette question du plus haut niveau du gouvernement jusqu'au niveau du quartier, le plus important étant l'Union des Femmes du Vietnam (UFV). Ainsi, l'organisation féministe la plus importante fait partie même de l'appareil étatique, et ce dans un contexte où l'État, incarné par le Parti Communiste Vietnamien (PCV), est autoritaire, la gouvernance, centralisée, et l'espace pour la société civile, réduit. Le Vietnam est un cas d'autant plus intéressant dans la mesure où, depuis l'ouverture du pays à l'économie de marché à la fin des années 1980, le pays s'est également ouvert au monde et est devenu un « donor darling » (Engel 2010, 61). Durant les années 1990, des centaines d'ONGI ont commencé à travailler au Vietnam et l'aide internationale des donateurs (ONU, agences bilatérales et multilatérales) a joué un rôle important dans le développement économique, au point où le Vietnam est devenu « one of the success stories of the international development industry » (Salemink 2006, 101). Plusieurs de ces organisations font circuler le discours international sur l'approche femmes et villes au Vietnam. Ceci dans le contexte d'un pays qui connaît une transition urbaine rapide et où l'action publique sur les milieux urbains connaît de nombreux défis. Comme on le verra dans les chapitres qui suivent, toutes ces dimensions particulières du contexte vietnamien contribuent à éclairer les mécanismes à l'œuvre dans la traduction locale du discours international sur l'approche femmes et villes.

Cette thèse prend acte des critiques postcoloniales en études urbaines qui considèrent que les théories dominantes de cette discipline reposent sur des analyses ethnocentrées du monde qui prennent peu en compte les réalités des Suds (Robinson 2002). En raison de cet occidentalocentrisme, Watson (2009) considère que les outils de la planification urbaine ne sont pas adaptés aux besoins des villes dans ces pays qui font face à des dynamiques particulières. C'est une remarque qui soulève des enjeux importants considérant que les Suds connaissent une urbanisation très rapide. En effet, 90 % de la croissance urbaine devrait y prendre place d'ici 2050 (ONU 2019a, 1). C'est une urbanisation qui est également particulièrement féminine, car elle est grandement alimentée par les migrations des campagnes vers les villes de femmes à la recherche d'opportunité d'emploi (Chant et McIlwaine 2016). Ainsi, les femmes constituent de plus en plus la majeure proportion des populations urbaines des Suds (Chant 2013). C'est aussi le cas au Vietnam où les femmes sont majoritaires à migrer vers les villes depuis 1999 (General Statistics Office of Vietnam, 2009). En 2019, le sexe-ratio dans les régions urbaines était de 100 femmes pour 96,5 hommes, comparativement à 100 femmes pour 100,4 hommes pour dans les régions rurales du Vietnam (General Statistics Office of Vietnam 2019). Ces dynamiques migratoires entraînent de nombreux défis (Razavi 2020; Azcona et Bhatt 2020; Brouder et Sweetman 2015)

auxquels l'approche femmes et villes cherche à répondre en partie. Dès lors, il s'avère pertinent d'analyser comment cette approche prend réellement forme dans un pays donné. En étudiant la manière dont le discours international sur l'approche femmes et villes est traduit dans le contexte vietnamien, cette thèse documente les potentiels et les limites de la mise en circulation de cette approche dans des milieux urbains concrets. Considérant que ceux-ci sont en voie de devenir les milieux de vie d'un nombre croissant de femmes, l'urbanisation rapide des Suds peut être l'occasion d'effectuer des interventions sur les milieux urbains qui contribuent à une plus grande égalité entre les hommes et les femmes de même qu'entre toutes les femmes. Cette thèse cherche à contribuer à ces réflexions.

Questions de recherche

Cette thèse, qui se veut exploratoire, cherche à répondre à une **question principale de recherche** : comment le discours international sur l'approche femmes et villes est-il traduit au Vietnam, et par quels passeurs ?

Pour y répondre, la thèse s'articule en deux temps. Il s'agit dans un premier temps de faire un état des lieux de la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes (sous-questions a et b) afin d'avoir un portrait plus précis de ce phénomène. Dans un deuxième temps, il s'agit d'analyser en détail la traduction de ce discours international à l'échelle du Vietnam (sous-questions c et d).

Sous-questions :

- a) En quoi consiste ce discours international ?
- b) Comment circule-t-il à travers le monde ?
- c) Comment l'approche femmes et villes prend-elle forme au Vietnam ? Quels sont les processus de traduction opérés et par quels passeurs ?
- d) Comment le contexte social et politique du Vietnam influence ces processus de traduction et le rôle des passeurs qui y participent ?

Organisation de la thèse

Pour répondre à ces questions, la thèse comprend sept chapitres. Le premier chapitre consiste en une revue de la littérature et en une présentation du cadre conceptuel de la thèse. La section sur la revue de la littérature porte sur les quatre champs de recherche en lien avec mon objet de recherche. C'est la littérature féministe en études urbaines et en études du développement qui est abordée en premier lieu. La revue de la littérature se poursuit en analysant les travaux s'intéressant à la circulation de la norme internationale d'égalité de genre et ceux sur les mobilités politiques urbaines. L'analyse de ces quatre champs de recherche donne à voir certains angles morts que cette thèse cherche à combler. Le chapitre se termine en présentant l'approche théorique privilégiée dans cette thèse et les outils conceptuels utilisés afin d'analyser les données et ainsi combler ces angles morts.

Le chapitre 2 fait état de la démarche méthodologique mobilisée pour répondre aux questions de recherche. Je présente d'abord la stratégie de recherche qualitative utilisée afin d'étudier le discours international sur l'approche femmes et villes et le cas de sa traduction au Vietnam. Puis, je présente le déroulement de la collecte de données qui repose sur trois principaux outils : les entretiens semi-dirigés, l'analyse documentaire et la revue de presse. Le chapitre rend ainsi compte du terrain de recherche effectué au Vietnam en 2018 et 2019 avant la pandémie de Covid-19. Cette démarche a permis de faire mener près d'une trentaine d'entretiens (avec des personnes qui travaillent au sein d'organisations internationales, d'organisations de la société civile vietnamienne et au sein de l'État vietnamien), de faire l'analyse documentaire d'une cinquantaine de publications qui portent sur le discours international sur l'approche femmes et villes et d'un peu plus d'une centaine de publications en lien avec la traduction de l'approche au Vietnam, et enfin de réaliser une revue de presse à partir d'un corpus de près de 300 articles provenant de neuf médias écrits vietnamiens. Le chapitre conclut sur la stratégie qui a été retenue pour effectuer l'analyse de contenu de ces diverses données de manière transversale.

Les deux chapitres suivants se concentrent sur le discours international sur l'approche femmes et villes. Le chapitre 3 vise à le caractériser et, pour ce faire, il commence par une discussion des principales étapes dans l'évolution de ce discours. Cette analyse fait ressortir les éléments à l'origine de l'approche femmes et villes et de sa construction progressive comme discours international. Dans un deuxième temps, ce chapitre présente les principaux arguments et propositions au cœur du discours international sur l'approche femmes et villes. Ces idées ne forment pas un ensemble monolithique dans la mesure où les différents types d'actrices et d'acteurs impliqués dans la circulation internationale de ce discours n'ont pas une conception uniforme de cette approche. Le chapitre 3 présente également les mesures qui sont préconisées

par le discours international pour intervenir sur les milieux urbains selon l'approche femmes et villes.

La chapitre 4 continue le travail d'analyse du discours international sur l'approche femmes et villes en examinant la manière dont celui-ci circule à travers le monde. Le chapitre commence en détaillant la manière dont les principales organisations qui contribuent à faire circuler le discours international sur l'approche femmes et villes (agences onusiennes, associations de gouvernements locaux, IFI, ONGI et villes modèles) exercent leur rôle de passeur. Le chapitre examine par la suite comment ces organisations forment un réseau fragmenté. Le chapitre se termine par une analyse des différents mécanismes qui sous-tendent la circulation internationale du discours sur l'approche femmes et villes ainsi que les diverses pratiques ordinaires derrière cette circulation.

Les trois chapitres suivants portent sur le cas de la traduction du discours international sur l'approche femmes et villes au Vietnam. Le chapitre 5 introduit le cas du Vietnam à partir d'une présentation du contexte politique et social. Le chapitre dépeint premièrement le contexte politique en présentant l'État vietnamien, son fonctionnement et ses rapports avec la société. Deuxièmement, il présente les enjeux liés à la planification des villes au Vietnam dans un contexte d'urbanisation rapide. Troisièmement, le chapitre décrit les dynamiques liées à la prise en charge des enjeux d'égalité de genre au Vietnam. L'action publique, incluant le rôle de l'UFV, l'action collective et les normes de genre, y est abordée. Quatrièmement, le chapitre présente la place qu'occupent les organisations internationales et les passeurs de l'approche femmes et villes au Vietnam dans les domaines du développement urbain et de l'égalité de genre. Cette mise en contexte en quatre temps offre ainsi un aperçu des principaux éléments du contexte local qui ont une influence sur la traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam.

Le chapitre 6 porte sur la manière dont l'approche femmes et villes prend forme au Vietnam. Il analyse ainsi les divers processus de traduction opérés par les passeurs de cette approche. Le chapitre s'intéresse dans un premier temps à l'application du *gender mainstreaming* dans les projets urbains financés par les IFI. Dans un deuxième temps, les résultats concernant la mise en œuvre des programmes « ville sûre », implémentés au Vietnam par trois organisations internationales différentes, sont analysés. Dans un troisième temps, c'est l'application des ODD au Vietnam qui est examinée. Finalement, le chapitre analyse les interactions entre ces différentes formes de l'approche femmes et villes au Vietnam et la manière dont ces interactions donnent lieu à un effet de synergie.

Le chapitre 7 analyse l'influence du contexte social et politique sur la traduction du discours international sur l'approche femmes et villes au Vietnam. Pour examiner cette influence, le chapitre est divisé en deux sections. La première porte sur le contexte social, plus particulièrement sur le rôle de l'urbanisation rapide, de la persistance des stéréotypes de genre et de la manière dont le harcèlement sexuel est discuté dans la sphère publique. La deuxième section analyse l'influence du contexte politique sur ces processus de traduction en se concentrant sur les effets du système politique centralisé, sur les rapports avec les autorités publiques, sur les besoins des gouvernements locaux et sur le rôle de l'UFV.

Enfin, le bref chapitre de conclusion revient sur les questions de recherche et les principaux résultats de la thèse avant d'exposer les contributions et les limites de celle-ci.

CHAPITRE 1 : FEMMES, VILLES ET CIRCULATIONS INTERNATIONALES DANS LA LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE

Le premier chapitre de cette thèse vise à la situer dans la littérature scientifique existante et à mettre en lumière la pertinence d'examiner la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes et sur sa traduction au Vietnam. Cet objet de recherche se situe à la jonction entre les écrits féministes en études urbaines et en études du développement international, la littérature sur la circulation de la norme internationale d'égalité de genre et celle sur les mobilités de politiques urbaines. Par cette articulation pluridisciplinaire, la revue de littérature donne aussi à voir l'intérêt et les limites de chacun de ces différents champs de recherche afin d'appréhender mon objet de recherche. Un autre objectif de ce chapitre consiste à présenter le cadre conceptuel qui structure ma recherche.

1.1 Étudier la ville dans une perspective féministe

Le genre² a longtemps été une variable ignorée par les spécialistes majoritairement masculins de la ville (Hainard et Verschuur 2004; Latendresse 2007; Sandercock et Forsyth 1992). C'est à partir des années 1970 que le champ de la recherche féministe en études urbaines s'est progressivement construit en analysant la ville à travers la lunette du genre. Les études urbaines féministes sont nourries par le travail de chercheuses en géographie, en sociologie, en science politique et en urbanisme, notamment. Ce sont plus particulièrement les géographes féministes qui ont d'abord interrogé les enjeux de pouvoir dans la production des connaissances sur l'urbain (McDowell 1979). Par cette nécessaire critique, elles ont mis en exergue l'androcentrisme de cette production dans laquelle les femmes ne sont pas considérées comme des productrices de connaissances (Rose 1993, 2). Pour contrer cet androcentrisme, les études urbaines féministes

² La notion de genre a d'abord été conceptualisée par Ann Oakley dans son ouvrage *Sex, gender and society* (1972). Le genre y est défini comme une construction sociale qui repose sur « un système de bicatégorisation hiérarchisée entre les sexes (hommes/femmes) et entre les valeurs et les représentations qui leur sont associées (masculin/féminin) » (Bereni et al. 2012, 10). Le genre ne constitue donc pas le pendant descriptif du sexe, car il s'attarde aussi aux rapports de pouvoir inhérents à ce système de bicatégorisation : « gender is about roles and relationships, about differentials in power and access to resources » (Fainstein et Servon 2005, 3). L'introduction de la notion de genre a aussi permis d'interroger la concordance entre sexe, genre et sexualité; elle s'intéresse alors aux questions d'identités de genre (notamment la non-binarité du genre), d'expression de genre et d'orientation sexuelle (Blidon 2017).

ont principalement contribué à rendre visibles les conditions de vie matérielle des femmes dans les milieux urbains et à démontrer le sexisme inhérent à la ville (Bondi et Rose 2003). Ces travaux ont toutefois eu au départ comme limite importante d'avoir comme catégorie de référence une femme blanche occidentale de classe moyenne (Bondi 1998). Depuis, les travaux féministes en études urbaines dépassent la critique formulée par Bondi en intégrant progressivement une perspective intersectionnelle³ dans leur analyse. Les différentes facettes des identités, comme la race et la classe, s'ajoutent ainsi à celle du genre et sont pensées en interaction avec l'espace.

Les études urbaines féministes connaissent un certain essor depuis la fin des années 2000 (Moghadam et Rafieian 2019). Au Québec, c'est à partir du milieu des années 1980 que des travaux féministes en géographie, en études urbaines et en aménagement du territoire ont commencé à émerger (Martin et Latendresse 2019, 978). Il faut aussi noter que la production scientifique française dans ce champ de recherche prend de l'ampleur depuis le début des années 2000 (Barthe et Hancock 2005; Blidon 2019). Ce dynamisme s'inscrit dans un contexte scientifique plus large, que Direnberger et Schmoll (2014, paragr. 3) identifient, dans une formule adroite, comme un « tournant spatial dans les études genre, d'une part, [et un] tournant genre dans les approches spatiales, d'autre part ». Les sous-sections suivantes offrent un survol de la littérature au centre de ce double tournant en se concentrant sur les débats qui sont plus directement liés au discours international sur l'approche femmes et villes.

1.1.1 Mettre en lumière les enjeux de genre en milieux urbains

En ayant comme point de départ l'idée que les rôles sociaux attribués aux hommes et aux femmes influencent leurs rapports aux environnements urbains, la plus grande contribution des études urbaines féministes est d'avoir rendu visibles les spécificités des réalités urbaines des femmes. Les travaux à ce sujet se caractérisent par un intérêt marqué pour le rôle de reproduction⁴ associé aux femmes et pour la manière dont il produit des pratiques et des besoins urbains différenciés.

³ Issu de la pensée féministe noire (Crenshaw 1989; Collins 2002), l'intersectionnalité est un concept qui permet d'analyser la manière dont différents systèmes d'oppression (sexisme, racisme, classisme, âgisme etc.) s'imbriquent pour produire et reproduire des inégalités sociales (Bilge 2009, 70).

⁴ Pour décrire le rôle de reproduction, la définition de Laslett et Brenner (1989, 6) est souvent retenue : « the activities and attitudes, behaviors and emotions, responsibilities and relationships directly involved in the maintenance of life on a daily basis, and intergenerationally. Among other things, social reproduction includes how food, clothing, and shelter are made available for immediate consumption, the ways in which the care and socialization of children are provided, the care of the infirm and elderly, and the social organization of sexuality. Social reproduction can thus be seen to include various kinds of work – mental, manual, and emotional – aimed at providing the historically and socially, as well as biologically, defined care necessary to maintain existing life and to reproduce the next generation ».

Comme l'explique Hayden (1984) dans son ouvrage phare, *Redesigning the American Dream : the future of housing, work, and family life*, en séparant les espaces d'emploi des espaces de résidence, les fonctions productives et reproductives se retrouvent ségréguées dans l'espace. La division entre espace public, associé aux hommes, et espace privé, associé aux femmes, constitue ainsi un thème majeur de la recherche féministe sur l'urbain (McDowell 1993). Or ce constat est applicable au contexte spécifique du développement des banlieues des villes occidentales (Bondi et Rose 2003). En effet, comme le soulèvent Huang et Yeoh (1996), la dichotomie entre espaces publics et espaces privés est moins saillante dans les villes des Suds comme celles du Vietnam, où les frontières entre espaces publics et privés sont poreuses (Drummond 2000). Il n'en demeure pas moins que ces travaux se sont révélés déterminants dans la compréhension de la manière dont la construction sociale des rôles de genre s'articule avec l'espace. Comme l'avancent Bondi et Davidson (2005, 20), en citant Bondi et Rose (2003), « gender relations and gender identities are constructed in and through space and place, and, conversely, space and place construct gender ». Il s'agit alors de poursuivre ces réflexions en étudiant une diversité de milieux urbains et de rapports de genre comme le fait cette thèse en s'intéressant à l'application de l'approche femmes et villes au Vietnam.

Parmi les spécificités des réalités urbaines des femmes mises en lumière par la recherche féministe, il y a notamment celles qui touchent au logement et au transport, deux dimensions importantes des milieux urbains. Toutefois, c'est sûrement par le thème de la sécurité et du sentiment de sécurité des femmes dans l'espace public que les études urbaines féministes ont le plus rayonné. Elles ont ainsi mis en lumière une des différences fondamentales, mais longtemps ignorées, entre les hommes et les femmes dans leur pratique de la ville. Considérant qu'il s'agit d'un sujet central dans l'approche femmes et villes, comme le démontre le chapitre 3, je m'attarde ici plus longuement sur cette thématique.

Les préoccupations de sécurité sont une contrainte centrale dans le quotidien des femmes en milieu urbain et ce, « regardless of age, socio-economic status, ethnic-cultural and educational background and disability » (Dymén et Ceccato 2012, 311). Dans son article phare de 1989, « The geography of women's fear », la géographe Gill Valentine explique de quelle manière la domination des hommes sur les femmes s'inscrit dans l'espace. Pour Valentine, les usages et pratiques des espaces publics des femmes sont restreints par une négociation permanente entre appropriation de l'espace public et stratégies de sécurité. Les femmes mobilisent effectivement plusieurs stratégies « d'auto-exclusion » (Lieber 2002) comme celles d'éviter de sortir le soir venu ou de prévoir un itinéraire conçu pour éviter les lieux inquiétants (Condon et al. 2005). Pourtant,

d'un point de vue statistique, les hommes devraient être plus craintifs dans les espaces publics que les femmes, celles-ci subissant la violence principalement dans la sphère privée et les hommes étant à l'inverse plus souvent victimes de violence dans l'espace public (Kaspar et Bühler 2009; Lieber 2002). Codon et al. (2005) soulignent à ce sujet que les médias, les institutions et l'entourage des femmes font circuler l'idée que les violences contre les femmes ont lieu à l'extérieur de la maison tandis que les femmes intériorisent en partie les vulnérabilités qu'on leur attribue. Or, selon Blais, Dumerchat et Simard (2021, 2), dans un rapport sur le harcèlement de rue⁵ à Montréal, il faut surtout souligner que « les anticipations des femmes sont plutôt ancrées dans des expériences concrètes et vécues de violences ». À travers le monde, jusqu'à 80 % des femmes ont subi au moins occasionnellement une attention non désirée de la part d'hommes inconnus dans l'espace public (Kearl 2010).

Les travaux sur la sécurité des femmes dans l'espace public ont mis en lumière la manière dont « women's inhibited use of space is a spatial expression of patriarchy » (Valentine 1989, 385). Dès lors, l'espace public serait un lieu où les relations de genre sont reproduites et renforcées :

Il me semble que les violences à l'égard des femmes font partie des mécanismes du processus de genre visant à donner sens aux catégories de sexe, un moyen pour que celles-ci revêtent toute leur force. Quelle que soit la diversité des expériences des femmes, les violences à leur endroit sont un moyen de conférer une signification au groupe social « femmes », de donner corps à la bicatégorisation. (Lieber 2002, 53)

Cependant, l'espace public n'est pas seulement considéré comme un lieu de contraintes pour les femmes. D'après Vacchelli et Kofman (2018, 2), à partir des années 1990, la recherche a commencé à aborder les espaces publics comme un « space for potential emancipation ». C'est une perspective encore marginale dans la recherche féministe sur les espaces publics, qui a plutôt eu tendance à se concentrer sur les contraintes. On peut toutefois souligner le travail de Yeoh et Huang (1998), qui démontre comment l'usage des espaces publics par les travailleuses domestiques immigrantes à Singapour leur permet d'être dans la contestation dans la mesure où le discours dominant les proscrit de l'espace public. Leur étude illustre ainsi l'intérêt d'aborder des concepts liés aux études urbaines féministes dans des contextes urbains des Suds, comme le

⁵ Le harcèlement de rue inclut « se faire suivre, siffler, menacer, insulter, toucher, interpellé de manière dégradante, regarder de manière insistante, questionner de façon intrusive et se faire montrer des parties génitales » (Blais, Dumerchat et Simard 2021, 9).

Vietnam, où les dynamiques particulières, telle que la présence d'organisations qui œuvrent en développement international, permettent d'amener un éclairage complémentaire.

1.1.2 Interroger l'action urbaine genrée

L'action urbaine genrée prend de plus en plus d'ampleur (Biarrotte 2017). Celle-ci est contingente des liens intimes entre la recherche féministe et la pratique en urbanisme (Tummers 2015; Biarrotte 2017; Gauger 2021).

Il faut toutefois souligner dans un premier temps que la participation des femmes à l'action urbaine précède les préoccupations théoriques concernant les rapports de genre en milieux urbains. En effet, les mobilisations urbaines des femmes sont présentes dès le début du XX^e siècle (Piché 1989; Sandercock et Forsyth 1992). Par exemple, aux États-Unis, plusieurs organisations de femmes ont été au-devant des luttes pour l'amélioration des conditions de vie urbaine : en protestant contre la précarité du logement et en se mobilisant pour de meilleures conditions hygiéniques, pour plus d'espaces adéquats pour les enfants et pour une meilleure intégration des personnes immigrantes (Velázquez 2006). Velázquez (2006, 20) parle alors d'une « critical contribution » des femmes aux milieux urbains. C'est toutefois un apport qui est ignoré par l'histoire conventionnelle de la planification urbaine, selon Sánchez de Madariaga et Neuman (2020, 1). Les travaux féministes ont en partie comblé ce manque de documentation, mais ils ont surtout porté attention aux mobilisations contemporaines des femmes en milieux urbains (Wyant et Spasić 2015; Levy, Latendresse et Carle-Marsan 2017; Garcia-Ramon, Ortiz et Prats 2004; Hainard et Verschuur 2001; Whitzman, Andrew et Viswanath 2014; Lind 1997). Cette mobilisation des femmes a joué un rôle crucial dans la mise à l'agenda des questions d'égalité de genre dans les politiques urbaines. L'implication des femmes à l'échelle de la ville est un des fondements d'une action urbaine genrée. Il apparaît alors important d'inclure dans l'analyse de la traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam le rôle de la société civile dans ce processus.

Au cours des dix dernières années, il y a eu un intérêt grandissant au sujet de la prise en considération des enjeux de genre dans la planification urbaine et dans les politiques urbaines, selon Parker (2021, 226). Une majorité de ces travaux portent sur le contexte particulier de l'Union européenne (UE), dont le domaine d'action inclut les politiques urbaines. En 1999, l'UE adopte le

Traité d'Amsterdam, qui entérine l'application du *gender mainstreaming*⁶ à toutes les politiques communautaires incluant les politiques urbaines (de Gregorio Hurtado 2017). Depuis, « le déploiement des dispositifs d'égalité femmes-hommes impulsée par l'Union européenne au niveau local s'est opéré » (Louargant et Côté 2017, paragr. 1).

Cette conjoncture a contribué à la publication de plusieurs travaux qui analysent les retombées de l'application du *gender mainstreaming* dans les villes européennes. Ces travaux ont donné lieu aux premières analyses critiques sur la prise en compte du genre dans l'action publique urbaine. Il y a quelques travaux qui portent sur des cas non européens d'action publique urbaine genrée, notamment dans l'ouvrage collectif *Engendering Cities* (Sánchez de Madariaga et Neuman 2020), mais les expériences des Suds se trouvent très peu dans la littérature francophone et anglophone sur ce sujet.

Certaines études sur l'Europe se sont attardées sur des cas précis comme la Suède (Larsson 2006), le Royaume-Uni (Greed et Reeves 2005), l'Allemagne (Huning 2020) ou encore sur la comparaison de plusieurs pays ou projets (Booth et Gilroy 2001; Zebracki 2014; Horelli 2017). Une publication importante à ce sujet, le livre *Fair Shared Cities : The Impact of Gender Planning in Europe*, de Roberts et Sánchez de Madariaga (2013), fait partie de cette deuxième catégorie. Parmi les cas étudiés, il y a notamment celui de Vienne, qui est considérée comme une ville modèle dans l'application locale du *gender mainstreaming* (Huning 2020, 92).

Dans l'ensemble, ces travaux donnent toutefois à voir un bilan en demi-teinte de la mise en œuvre du *gender mainstreaming* dans l'action publique urbaine en Europe. Pour de Gregorio Hurtado (2020, 215), les quinze années qui se sont écoulées depuis l'adoption du Traité d'Amsterdam ont donné lieu à une intégration très hétérogène du *gender mainstreaming* dans les différents champs d'action publique. Celui de la planification urbaine serait un des moins « permeable to the integration of gender-equality policies », selon de Sánchez de Madariaga et Novella (2019, 190), qui notent que cette intégration a surtout engendré des projets pilotes et des mesures ponctuelles. Perrone (2020, 282) dresse un bilan semblable en soulignant qu'en dépit de l'existence de pratiques urbanistiques sensibles au genre efficaces, ces pratiques n'ont jamais été intégrées de manière systématique à toutes les échelles et étapes de la planification urbaine. Aux yeux de Sánchez de Madariaga et Neuman (2020, 2), il faut toutefois noter que malgré ces lacunes,

⁶ Le *gender mainstreaming* consiste à prendre en compte les enjeux de genre à toutes les étapes de la conception et de la mise en œuvre d'une initiative, comme pour une politique publique. Pour une discussion plus détaillée du concept de *gender mainstreaming*, voir la section 1.2.2.

« specific experiences are widespread, and gender is finally becoming embedded in the city building agenda ».

La prise en charge des enjeux de genre par le secteur public connaît plusieurs limites. Pour Damyanovic et Zibell (2013), il faut distinguer le « women-centred planning », dans lequel les projets cherchent à répondre aux besoins spécifiques des femmes, du « gender-aware/sensitive planning », où on intègre le genre de manière transversale. Or, l'action publique urbaine genrée reposerait sur une certaine ambiguïté, dans la mesure où le genre est utilisé comme synonyme de femmes, selon Blidon (2017). Une autre chercheuse française souligne les conséquences de cet amalgame :

Ces limites évidentes du traitement par l'espace des questions sociales n'empêchent pas les villes de concevoir nombre de politiques « genrées », en fait à destination des femmes ou autres populations « vulnérables », qui présentent l'énorme problème de toujours poser que les femmes sont vulnérables, faibles, victimes, et qu'elles ont besoin de politiques spécifiques. De plus, ce que les pouvoirs publics voudraient nous faire prendre comme politique « favorable aux femmes » ou répondant à leurs besoins reconduit souvent une image stéréotypée des femmes. (Hancock 2014, paragr. 13)

Ainsi, en négligeant l'idée selon laquelle le genre est une question de rapport de pouvoir, l'action publique urbaine genrée risque de ne pas remettre en cause les structures de pouvoir qui cantonnent les femmes dans leur rôle de genre. De plus, si la recherche en études urbaines féministes s'ouvre progressivement aux analyses intersectionnelles, l'action publique, pour sa part, incorpore encore très peu les autres facteurs sociaux dans ses interventions urbaines genrées (Huning 2020). Dans un chapitre sur le cas de la France, Hancock et Biarrotte (2020, 164) avancent que les politiques urbaines genrées qui n'intègrent pas une perspective intersectionnelle peuvent avoir des effets pervers comme dans le cas de la prise en charge par les autorités françaises du dossier de la sécurité des femmes dans l'espace public, qui contribue à la marginalisation des populations racisées.

1.1.3 La circulation internationale

Les travaux féministes ont analysé les villes à travers la lunette du genre en abordant le sujet par le biais d'approches théoriques qui mettent en valeur l'échelle locale, et même microlocale, mais laissent largement dans l'ombre le rôle de l'échelle internationale. Or, selon Blidon (2017, 7), cette

échelle joue un rôle important dans l'avènement d'une action urbaine genrée : « hier considéré comme une approche spécifique, le genre est aujourd'hui progressivement intégré aux études urbaines, voire aux politiques publiques, dans un nombre croissant de pays, sous l'impulsion des directives onusiennes et européennes ». En dehors des travaux sur l'UE, l'analyse de l'influence de l'échelle internationale dans la mise à l'agenda d'une action urbaine genrée est à peine entamée.

Déjà, en 1997, Anne Michaud, qui était alors coordonnatrice du programme « Femmes et ville » à la Ville de Montréal, écrivait que « la participation des femmes au développement des villes et la prise en considération de leurs besoins particuliers est à l'ordre du jour des préoccupations internationales » (Michaud 1997, 181). Or, ce n'est qu'en 2017 qu'un examen plus poussé de la question de la circulation internationale est proposé par Biarrotte (2017). D'après elle, cette circulation est notamment liée à un « contexte global de circulation de "bonnes pratiques" dans des réseaux de métropoles, propice à la prise en compte des inégalités de genre » (Biarrotte 2017, 32). Ce contexte sous-tend la multiplication de ce qu'elle nomme les « initiatives d'aménagement dédiées à l'émancipation des femmes » (Biarrotte 2017, 26). Elle recense ainsi une centaine de ces initiatives à travers le monde entre le début du XX^e siècle et 2017. Elle tente aussi de déceler les liens d'influence entre ces différentes initiatives, tout en soulignant les difficultés inhérentes à cet exercice. Elle nomme notamment le fait que ces initiatives peuvent découler de différents types d'influence, comme les mobilisations féministes locales ou les organisations transnationales. Pour elle, il faut alors examiner en détail chacune des initiatives afin de révéler les différentes influences à leur origine. C'est un peu la démarche qu'entreprend cette thèse en examinant de près les principales pratiques liées à l'approche femmes et villes qu'on retrouve au Vietnam.

Au-delà de l'identification du phénomène de la circulation internationale des idées associées à une action urbaine genrée, les travaux qui s'intéressent au sujet tentent de répondre à une question centrale de la littérature sur les mobilités des politiques urbaines : dans quelle mesure cette circulation transforme-t-elle l'objet qui circule ? Aux yeux de Perrone (2020), qui conçoit les ODD et le NPV comme les incarnations d'un renouveau de l'application du *gender mainstreaming* dans l'action publique urbaine, il y a un décalage entre les « directives » nommées par Blidon (2017) et leur mise en œuvre sur le terrain : « problems regarding the implementation of gendered urban policies result from the breaking of the chain between official frameworks (international policy documents), planning policy at local and regional levels, and actual practices » (Perrone 2020, 287). Les travaux qui s'intéressent à la circulation internationale de certains outils liés à

l'approche femmes et villes mettent en lumière ce décalage. C'est notamment le cas du chapitre de Whitzman et Perkovic (2010) qui aborde les marches exploratoires⁷ comme un objet de circulation internationale. Elles expliquent que cet outil, né à Toronto puis diffusé à l'international, a été altéré pendant sa circulation, car ses aspects les plus radicaux sont laissés de côté dans ses diverses applications à travers le monde. Hancock et Biarrotte (2020) en arrivent aussi à ce constat en interrogeant la manière dont les marches exploratoires ont été adoptées en France. Cet outil cherchait à l'origine à favoriser l'*empowerment* et la participation des femmes dans la prise de décision en planification urbaine. Or, selon Hancock et Biarrotte (2020), en passant de l'Amérique du Nord à la France, les marches exploratoires sont surtout devenues des outils « top-down », imposés par les autorités publiques. La question du décalage est donc au cœur de ces travaux sur la circulation. C'est un aspect qui est également abordé de front dans cette thèse, qui se concentre sur les processus de traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam : dans quelles mesures ces processus entraînent-ils un décalage entre le discours international et son application dans ce pays ?

Une autre partie de ces travaux se penche plus particulièrement sur le rôle des actrices et acteurs impliqués dans cette circulation. L'article de Klodawsky, Andrew et Siltanen (2016) porte également sur les marches exploratoires, mais les chercheuses interrogent la circulation internationale de cette pratique à travers des réseaux féministes. Elles inscrivent leur recherche dans la littérature sur les mobilités de politiques urbaines à laquelle elles considèrent contribuer en mettant en valeur le rôle que peuvent jouer les réseaux militants transnationaux dans ces mobilités. Plus récemment, Bjorkdahl et Simun-Krupalija (2020) ont analysé la manière dont l'ODD 5, qui porte sur l'égalité de genre, est intégrée à la gouvernance urbaine locale en Bosnie-Herzégovine. Les deux chercheuses abordent le sujet comme un cas de traduction locale d'une norme internationale. Leur adoption du concept de localisation, telle que proposée par Acharya (2004), fait en sorte que leur analyse se focalise uniquement sur le rôle des actrices et acteurs locaux dans ce processus. Ces deux publications mettent donc en valeur le rôle des actrices et acteurs impliqués dans cette circulation, mais sans aborder le rôle des organisations internationales dans ces dynamiques, malgré qu'elles soient identifiées comme des joueurs de premier plan autant dans la littérature sur la circulation de la norme internationale d'égalité de genre que dans celle sur les mobilités de politiques urbaines. La thèse cherche à combler cette

⁷ Les marches exploratoires consistent, généralement, à regrouper des usagères d'un espace public afin qu'elles évaluent cet espace en termes de sentiment de sécurité à l'aide d'une grille d'évaluation.

lacune en analysant comment les différentes organisations internationales traduisent l'approche femmes et villes au Vietnam.

En somme, la littérature sur la circulation en est encore à ses débuts et notre compréhension du phénomène est parcellaire, mais ce sont ces premiers travaux qui m'ont mise sur la piste de la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes. Toutefois, à ma connaissance, aucune publication n'a encore fait un état des lieux de ce discours, les analyses ayant plutôt porté sur certains projets ou outils spécifiques comme les marches exploratoires. Cette thèse entend combler ce manque en prenant appui sur cette littérature émergente.

1.1.4 Les enjeux de genre dans les villes des Suds

Les études urbaines féministes francophones et anglophones reposent principalement sur l'étude des villes occidentales. Pourtant, les dynamiques urbaines ne se présentent pas de la même manière à travers le monde. C'est ce que mettent en évidence Yeoh et Huang (1996) dans un article intitulé *Gender and Urban Space in the Tropical World*. Pour elles, la manière dont les espaces sont genrés « cannot be divorced from the historical, socio-political and lived realities of a deeply fractured world » (Huang et Yeoh 1996, 105). Dans ce contexte, certains enjeux de genre peuvent s'avérer être spécifiques aux réalités des villes des Suds :

In the developing world women still face massive material needs and suffer explicit legal discrimination in terms of gender equality, for instance in access to property and inheritance rights (Giovarelli & Wamalwa 2011). In countries where water, energy, or sanitation is not widely accessible, women spend endless hours fetching for water and biomass because they cook without a steady source of energy and many still wash by hand. Lack of access to water, sanitation, and toilets in homes and schools is a major cause of girls not getting educated, resulting in reduced employment opportunities for adult women, and of sexual violence against them. (Sánchez de Madariaga et Neuman 2020, 4)

Comme l'illustre la revue de littérature développée dans les sections précédentes, ces sujets ne sont pas abordés de front dans les études urbaines féministes francophones et anglophones. En fait, ces mêmes sujets se retrouvent plus souvent dans les travaux en études de développement. Cette thèse est principalement défendue par Linda Peake, une géographe féministe qui est sans doute la chercheuse qui discerne le plus clairement les enjeux liés à ce décalage. Peake (2017)

estime que le champ des études urbaines n'intègre pas suffisamment les études de développement qui s'intéressent aux enjeux de genre dans les villes des Suds depuis les années 1980. Selon Peake et Rieker (2013,1), cela s'explique par le fait que les « feminist urban studies have mimicked the field of urban studies » en ce sens où elles connaissent les mêmes angles morts face au potentiel théorique des réalités des villes des Suds. En effet, comme l'ont mis en lumière les critiques postcoloniales en études urbaines, les théories sur l'urbain s'appuient seulement sur les réalités de quelques villes occidentales (Robinson 2002). Un statut universel est dès lors accordé à ces villes, mais pas à celles des Suds, qui ne jouissent pas de la même légitimité. Ces dernières seraient plutôt considérées comme des « objects in need of development », d'après Peake et Rieker (2013,1). C'est dans cette optique que ces chercheuses considèrent que les réalités des femmes dans les villes des Suds sont rarement théorisées dans le cadre des travaux féministes sur la ville – elles appellent donc à une meilleure prise en compte de ces réalités par la recherche. Il faut noter toutefois qu'il y a une importante exception à la règle : le travail de la chercheuse en anthropologie et praticienne en développement international, Caroline Moser (1989), qui, dès les années 1980, a réfléchi le genre, les villes et le développement international de manière intégrée.

Depuis, il est devenu beaucoup plus courant que les études urbaines féministes s'appuient sur les réalités des villes des Suds et sur la production scientifique de chercheuses des Suds. C'est aussi spécifiquement le cas de la géographie féministe anglophone, à laquelle participent de plus en plus des chercheuses issues des Suds, selon Blidon et Zaragocin (2019), et notamment dans une perspective décoloniale (Zaragocin 2021). Blidon et Zaragocin font ce constat dans l'article d'introduction du numéro spécial qui célèbre le 25^e anniversaire de la revue *Gender, Place & Culture* (26:7-9) en offrant un tour d'horizon de la production féministe en géographie à travers le monde. À propos de l'Asie du Sud-Est, où se situe le Vietnam, il est précisé que le « feminism has yet to make significant inroads into academic geography in the region » (Huang et Ramdas 2019, 1233). Dans une des rares publications sur le sujet au Vietnam, Phuoc Dinh Le et Huyen Minh Do (2021, 124) soulignent que « it seems that gender has literally been ignored or neglected in Vietnam's urban planning discipline ». Parmi les facteurs explicatifs à leurs yeux, il y a le fait que la planification urbaine au Vietnam se concentre sur la dimension « construction » de la planification, en portant moins attention aux dimensions sociales.

1.2 Analyses féministes du développement international

En mettant l'accent sur les dynamiques de genre à l'échelle locale et microlocale, en examinant l'action urbaine genrée en UE principalement, en portant une attention marginale au phénomène de circulation internationale et en n'intégrant pas suffisamment les réalités des villes des Suds, les études urbaines féministes francophones et anglophones n'offrent pas toutes les clés de lecture nécessaires pour analyser la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes et sa traduction au Vietnam. C'est dans cette perspective que la littérature féministe en études de développement est mobilisée ici. En travaillant sur le cas du Vietnam, il faut prendre en compte que l'approche femmes et villes prend forme dans un contexte qui est particulièrement marqué par la présence d'organisations qui œuvrent en développement international tel que le démontrera le chapitre 6. Comme le rappelle Novella Abril (2020, 267), c'est une des caractéristiques des Suds : « in developing countries, policies addressing women and gender have been, rather, linked to criteria set up by international development organizations, agencies, and banks ». En intégrant les études de développement, il s'agit alors de « mobilis[er] un corpus d'écrits plus spécifique au contexte de pratique observé » (Chitti 2020, 34).

1.2.1 L'institutionnalisation progressive de la prise en compte du genre en développement international

La littérature féministe sur le développement international a mis en lumière la manière dont la prise en compte du genre en développement international s'est institutionnalisée de manière progressive. Pour comprendre cette institutionnalisation, il faut d'abord souligner l'importance des quatre conférences mondiales des Nations Unies sur les femmes, qui se sont tenues entre 1975 et 1995. Au cours de ces vingt années, il y a eu une progression croissante de l'importance accordée à la place des enjeux de genre dans le développement.

La dernière de ces conférences, celle de Beijing en 1995, a eu un impact considérable. Le Programme d'action, adopté par les pays membres de l'ONU lors de celle-ci, incite les États à adopter le *gender mainstreaming*. C'est aussi à cette conférence qu'on adopte l'expression « égalité de genre » au profit d'« équité de genre » ou de « droits des femmes » (Rathgeber 2005). Ainsi, cette conférence « marked a critical turning point in global governance and development of the gender equality regime » (True et Parisi 2013, 37). À la suite de Beijing, le contrecoup contre les droits des femmes prend de l'ampleur et l'ONU ne tient pas d'autres conférences mondiales, de peur de reculer sur les droits des femmes (Rathgeber 2005 ; Esquivel et Sweetman 2016 ; Sandler et Goetz 2020). Le Programme d'action de Beijing est donc toujours considéré d'actualité,

25 ans après son adoption (Esquivel et Rodríguez Enríquez 2020). D'après Cornwall et Edwards (2015, 2), le travail des agences de développement en matière d'égalité de genre s'inscrit toujours dans l'héritage de celle-ci.

Par ailleurs, c'est à travers ces conférences que les mouvements féministes transnationaux se solidifient; elles ont « created momentum for the transnationalization of women's solidarities » (Dufour, Masson et Caouette 2010,11). C'est même une de leurs répercussions les plus significatives, selon Conway (2008). Les mouvements féministes transnationaux s'organisent de façon stratégique pour faire avancer certaines de leurs demandes, comme l'application du *gender mainstreaming* (Harcourt 2006). Dans ces réseaux, les organisations féministes issues de la société civile sont appuyées par des spécialistes genre engagés par les organisations qui œuvrent en développement international dans le but d'intégrer les enjeux de genre de manière transversale dans leurs actions (Kunz et Prügl 2019, 4). Comme nous le verrons au chapitre 3, les échanges entre ces actrices sont à l'origine d'un discours international sur l'approche femmes et villes.

Les chercheuses féministes en étude du développement international sont très proches de la pratique (Jaquette et Summerfield 2006; Moser 202). Cette proximité a notamment donné lieu à tout un pan de la recherche, qui analyse l'intégration des enjeux de genre dans les politiques de développement. Cette analyse prend entre autres la forme du débat classique entre l'approche de l'intégration des femmes dans le développement (IFD) et l'approche genre et développement (GED).

L'approche IFD a été la première à prendre en compte les enjeux de genre dans le développement. Auparavant, les spécificités des conditions de vie des femmes étaient ignorées par les projets de développement (Wilson 2015), mais à la suite des travaux précurseurs de Boserup (1970) et sous les pressions des mouvements féministes et des chercheuses occidentales, les agences de développement commencent largement à adopter l'approche IFD à partir de la fin des années 1970 (Connelly et al. 2000). L'approche IFD vise à « integrate women into economic development by focusing on income generation projects for women » (Henshall Momsen 2004, 13). L'approche IFD ne remet donc pas en question les structures de pouvoir qui perpétuent les inégalités de genre (Rathgeber 1990). Les projets qui en découlent sont alors des échecs et ne permettent pas d'améliorer les conditions matérielles des femmes (Henshall Momsen 2004).

En réaction à ces critiques, différentes alternatives à l'IFD sont proposées, mais c'est l'approche GED qui émerge dans les années 1980 qui est plus particulièrement retenue. Cette approche

adopte une analyse genrée des rapports sociaux dans le cadre du développement international. Les propos d'Ann Whitehead sont particulièrement éclairants à ce propos : « any study of women and development...cannot start from the viewpoint that the problem is women, but rather men and women, and more specifically the socially constituted relations between them » (Whitehead 1979,10). L'approche GED est largement adoptée par les différentes organisations internationales et est encore aujourd'hui l'approche privilégiée (Beck 2017). C'est par elle que le *gender mainstreaming*, partie intégrante de l'approche femmes et villes (voir chapitre 3), a été introduit.

1.2.2 Critiques féministes de l'approche genre et développement et d'un de ses outils phare : le *gender mainstreaming*

L'institutionnalisation des questions de genre en développement international entraîne dans son sillage de nombreuses critiques sur les retombées de ce processus. Une des principales critiques formulées par ces travaux concerne la dépolitisation du concept de genre tel qu'il est mobilisé dans le milieu du développement international. Comme l'explique clairement Verschuur (2009), en adoptant la notion de genre, les organisations qui œuvrent en développement international ont évacué une part importante de cette notion :

L'introduction du mot genre prétendait recentrer les programmes vers les hommes et les femmes, au lieu de se focaliser sur les femmes seulement, et « rééquilibrer les relations » entre hommes et femmes. Ces « relations » n'étaient pas entendues comme des rapports de pouvoir. Le mot genre dans le développement a remplacé le mot « femmes » ou celui de sexe, a été employé comme un outil descriptif plutôt que comme outil analytique et associé à des prescriptions normatives plutôt qu'à des revendications de droits. (Verschuur 2009, 786)

En outre, Cornwall et Rivas (2015) considèrent, dans une rare et nécessaire discussion sur le sujet, que l'approche GED repose sur une catégorisation binaire du genre. Celle-ci évacue la « fluidity and contingency » (Cornwall et Rivas 2015, 403) inhérentes aux rapports entre le masculin et le féminin.

Le genre dans le contexte du développement international serait plutôt devenu une question de compétences (par les formations au genre) et de procédures techniques (par des listes de contrôle facilement applicables) et administratives (par des indicateurs mesurables). L'analyse de genre est alors une fin en soi au lieu d'être un outil conceptuel pour mettre en évidence les rapports de

pouvoirs inégaux structurant les relations entre les femmes et les hommes (Rathberger 2005). Une des chercheuses qui se sont le plus prononcées à ce sujet, Andrea Cornwall, spécialiste en anthropologie politique, en arrive à la conclusion que, dans le contexte du développement international, « 'Gender equality' is a term that has lost a clear sense of meaning » (Cornwall 2007, 69). En s'intéressant aux processus de traduction de l'approche femmes et villes par des organisations qui œuvrent en développement international au Vietnam, la thèse examine si cette dépolitisation est aussi en jeu dans ces processus.

En outre, les analyses féministes postcoloniales⁸ ont exercé une grande influence sur les critiques formulées envers l'institutionnalisation du genre en développement international (Jaquette 2017; Falquet 2021)⁹. Dans un ouvrage phare des écrits postcoloniaux, *Under Western Eyes* (1986), Mohanty décortique le regard colonial qui est porté sur les femmes des Suds dans les écrits féministes. Ce processus de colonisation par les représentations discursives est aussi examiné par Spivak dans son texte *Can the Subaltern Speak* (1988). Elle donne à voir les dynamiques de pouvoir en jeu dans les constructions culturelles où « white men are saving brown women from brown men » (Spivak 1988, 92). Par leur travail de déconstruction, les critiques postcoloniales ont remis en question les prémices sur lesquelles reposaient les théories et les pratiques de développement en matière de femmes et de genre (Jaquette et Summerfield 2006). Du côté de la production scientifique, l'approche postcoloniale nourrit plus particulièrement les critiques à propos du discours du développement international comme dans les travaux de Narayanaswamy (2016). Elle souligne qu'en devenant le cadre de référence en matière d'égalité de genre, l'approche GED est devenue un discours dominant dans le langage du développement. Dès lors, les personnes qui maîtrisent ce langage se retrouvent dans des positions d'experts et expertes, comme les spécialistes genre des organisations internationales qui traduisent l'approche femmes et villes au Vietnam, tandis que les autres savoirs féministes n'ont pas droit à la même légitimité sur la scène du développement international (Mukhopadhyay 2014).

Par ailleurs, les critiques portent aussi précisément sur certains concepts associés à l'approche GED. Parmi ceux-ci on retrouve l'*empowerment* des femmes et le *gender mainstreaming*. Seul le sujet du *gender mainstreaming* est retenu dans cette revue de la littérature, car il a été une porte d'entrée importante pour l'approche femmes et villes (voir chapitre 3 et 4).

⁸ Comme l'explique Maillé (2014, 49) : « le féminisme postcolonial place l'expérience du colonialisme au centre de son analyse, dans une perspective qui inclut à la fois les femmes de l'Ouest et les femmes du tiers-monde ».

⁹ Le féminisme décolonial exerce pour sa part encore une influence marginale sur les études de développement selon Patel (2020).

Le *gender mainstreaming* constitue un des piliers du discours du développement international (Parpart 2014). Après la conférence de Beijing en 1995, il est rapidement adopté par l'ONU et les autres grandes institutions de développement, ce qui fait en sorte que les États l'adoptent également (Sénac-Slawinski 2008, 30). De cette façon, « it rapidly became the dominant operational approach », selon Moser (2020, 215).

La définition la plus souvent retenue pour caractériser le *gender mainstreaming* est celle adoptée par l'ONU :

Mainstreaming a gender perspective is the process of assessing the implications for women and men of any planned action, including legislation, policies or programmes, in all areas and at all levels. It is a strategy for making women's as well as men's concerns and experiences an integral dimension of the design, implementation, monitoring and evaluation of policies and programmes in all political, economic and societal spheres so that women and men benefit equally and inequality is not perpetuated. The ultimate goal is to achieve gender equality. (ECOSOC 1997/2)

C'est une approche qui prend de multiples formes : de politiques superficielles qui adoptent le vocable seulement à des projets qui impliquent les mouvements féministes (True et Parisi 2013). En théorie, le *gender mainstreaming* amène les organisations en développement international à intégrer les enjeux de genre de manière transversale dans l'ensemble de leurs divers projets. Par exemple, à la Banque asiatique de développement (BAD), dans un projet de construction d'infrastructures dans des villes du Bangladesh, l'application du *gender mainstreaming* donne lieu à des mesures telles que : « markets and bus terminals to include facilities for women (e.g., waiting room, security measures, toilets, booking counter) » (BAD 2006, 33). Le *gender mainstreaming* peut aussi se traduire, par exemple, par un budget sensible au genre qui révèle les impacts différenciés pour les hommes et les femmes des mesures budgétaires (True et Mintrom 2001).

Depuis les années 2000, les études féministes en développement international formulent de nombreuses critiques envers l'application réelle du *gender mainstreaming*. Milward, Mukhopadhyay et Wong (2015) ont publié une revue de littérature exhaustive de ces critiques qui, à leurs yeux, peuvent être catégorisées en fonction de l'angle d'analyse privilégié. L'angle le plus commun au départ consiste à considérer que le *gender mainstreaming* a un impact limité parce que sa mise en application évacue des éléments importants de l'analyse féministe. C'est le cas de Mukhopadhyay (2014), selon qui les ambitions féministes, notamment en termes de rapport de pouvoir, n'ont pas trouvé suite dans l'application du *gender mainstreaming*. Un autre angle

consiste à critiquer les aspects techniques de la mise en application comme l'allocation de ressources. Par exemple, Rathgeber (2005, 589) considère que les agences de développement manquent de capacité d'analyse de genre. D'autres travaux ont discuté de l'influence réelle des spécialistes genre au sein de leurs institutions (Ferguson 2015; Kunz et Prügl 2019; Altan Olcay 2022). Un troisième angle d'analyse consiste à examiner la « *gendered nature of organisational practices, procedures, routines and cultures* », selon Milward, Mukhopadhyay et Wong (2015, 77). On retrouve notamment dans cette catégorie les travaux qui portent sur l'intégration des enjeux de genre à la BM (Ferguson et Harman 2015; Jones 2018). Par ailleurs, les travaux critiques du *gender mainstreaming* mettent aussi en lumière la manière dont l'objectif d'atteindre l'égalité de genre a été perdu de vue dans la mesure où les efforts se sont concentrés sur la mise en place de processus organisationnels. À cet égard, Phillips (2005) parle d'une culture d'« *accountability* » où l'accent est mis sur les instruments de mesure et pas non sur les résultats. L'article de Milward, Mukhopadhyay et Wong (2015) conclut qu'en somme les premières critiques cherchaient à assurer une meilleure application du *gender mainstreaming*, mais que progressivement les critiques ont analysé l'intérêt intrinsèque du *gender mainstreaming*. Parpart (2014, 391) propose en effet que « *achieving gender mainstreaming's transformative goals will require new ideas, language and practices* ». La revue de littérature de Milward, Mukhopadhyay et Wong (2015) laisse cependant de côté les critiques qui découlent d'une analyse intersectionnelle comme celle de Hunting et Hankivsky (2020) et qui considèrent qu'on ne peut pas seulement additionner les autres facteurs sociaux à celui du genre dans l'application du *gender mainstreaming* – il faut les réfléchir de manière intégrée.

Bref, il existe un large consensus chez les chercheuses féministes au sujet des nombreuses lacunes du *gender mainstreaming*. Le fait qu'il s'agisse toujours d'une approche privilégiée en développement international, malgré toutes ces critiques, nous amène à nous interroger sur les facteurs qui facilitent la circulation internationale du *gender mainstreaming*. On peut imaginer que sa dépolitisation (évacuation des demandes féministes, accent sur les procédures administratives) fait partie de ces facteurs, notamment dans un contexte comme celui du Vietnam (voir le chapitre 5). Examiner l'application du *gender mainstreaming* dans un contexte déterminé, comme le fait cette recherche, permet alors d'analyser plus en détail ces facteurs.

1.3 Circulation de la norme internationale d'égalité de genre

Depuis les années 2000, les chercheuses féministes en relations internationales se sont aussi saisies du sujet de l'approche de genre. Cette littérature s'est principalement attelée à la tâche de « déchiffrer les logiques mêmes de sa diffusion et de ses appropriations différenciées », comme le résume Cîrstocea et al. (2018, 9).

Selon la figure de proue des études sur la circulation de la norme internationale d'égalité de genre, Susanne Zwingel (2020), l'égalité de genre est progressivement devenue une norme internationale pendant la période des quatre conférences mondiales des Nations Unies sur les femmes (1975-1995). Krook et True (2010) définissent les normes internationales comme étant constituées de :

Ideas of varying degrees of abstraction and specification with respect to fundamental values, organizing principles or standardized procedures that resonate across many states and global actors, having gained support in multiple forums including official policies, laws, treaties or agreements. (Krook et True 2010, 103)

Cette définition s'applique au concept d'égalité de genre dans la mesure où on le retrouve dans des cadres normatifs adoptés par une majorité de pays du monde comme le Programme d'action de Beijing de 1995 ou le NPV de 2016. L'égalité de genre se retrouve aussi dans des instruments légaux internationaux largement ratifiés comme la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF).

La recherche sur la norme internationale d'égalité de genre met toutefois en lumière le caractère imprécis de cette norme. Pour Cold-Ravnkild, Engberg-Pedersen et Fejerskov (2018, 89), il s'agit d'une norme ambiguë, dans la mesure où elle n'établit pas de standard clair. Fejerskov, Engberg-Pedersen et Cold-Ravnkilde (2020, 4) abondent dans le même sens en considérant qu'il n'y a pas de « consistent global set of norms of gender equality ». Toutefois, il est tout de même possible d'identifier certains contours à la norme internationale d'égalité de genre. Ainsi, Fejerskov, Engberg-Pedersen et Cold-Ravnkilde (2020) soulignent qu'il existe un point de convergence : le rejet de la discrimination basée sur le genre. Cette équipe de recherche relève l'existence de certains éléments centraux à cette norme : « elimination of violence against women, *gender mainstreaming*, sexual and reproductive health and rights, and women's empowerment » (Cold-Ravnkild, Engberg-Pedersen et Fejerskov 2018, 89).

Les travaux dans ce champ de recherche tentent d'identifier de quelle manière l'égalité de genre en est venue à constituer une norme internationale. Une des premières études sur le sujet, celle

de True et Mintrom (2001), adopte une approche constructiviste pour étudier plus précisément la diffusion du *gender mainstreaming* à travers le monde. Or, l'approche de True et Mintrom (2001) est remise en question par Krook et True (2010), qui considèrent qu'elle ne s'intéresse pas suffisamment aux changements que connaît la norme une fois qu'elle circule. Elles estiment qu'une approche discursive est plus à même de révéler que les normes internationales sont des processus marqués par des dynamiques de contestation. Dans la mesure où les normes sont des idées relativement vagues, les actrices et acteurs impliqués dans leur circulation sont en compétition pour leur attribuer un sens.

Les travaux sur la circulation de la norme internationale d'égalité de genre ont ainsi rejeté l'idée que les normes internationales suivent une logique de diffusion linéaire et ont mis de l'avant l'idée que les normes sont en constante évolution à mesure qu'elles circulent. Cette prise de position fait en sorte que cette littérature n'a pas suffisamment porté attention aux différents mécanismes par lesquels cette norme circule. Elle a par contre accordé beaucoup d'importance aux processus d'adaptation locale de la norme internationale.

Dans la mesure où la norme d'égalité de genre est imprécise (Cold-Ravnkild, Engberg-Pedersen et Fejerskov 2018; Fejerskov, Engberg-Pedersen et Cold-Ravnkilde 2020), un pan important de cette littérature consiste à analyser les mécanismes par lesquels elle est interprétée dans les différents contextes où on l'a adoptée. Comme l'expliquent Cîrstocea et al. (2018, 14), c'est justement la « plasticité » de la norme d'égalité de genre qui demande que la recherche s'attarde à ses différentes « reconfigurations ». C'est ce que fait cette thèse en analysant les reconfigurations de l'approche femmes et villes au Vietnam.

Le concept qui est le plus mobilisé pour expliquer ce phénomène est celui de traduction. Il a été mis de l'avant par Zwingel (2005) dans son étude incontournable sur l'internationalisation de la CEDEF. Zwingel a été une des premières à mettre en relief l'idée que la norme internationale d'égalité de genre passe par un processus de traduction quand elle est adoptée localement. Pour elle, la traduction « implies that a norm or discourse is not just 'placed' on an international agenda, but that it remains subject to interpretation, adaptation, restriction or expansion- in other words, global discourse translation is unfinished and ongoing » (Zwingel 2005, 115). D'autres chercheurs et chercheuses ont proposé différents concepts pour analyser les processus d'adaptation locale. Levitt et Merry (2009) proposent de parler de « vernacularisation » pour nommer les mécanismes par lesquels les idées associées à une norme internationale sont transformées pour mieux correspondre aux contextes historique, politique et social locaux. Pour elles, « vernacularisation is a process of translation within context » (Merry et Levitt 2020, 148). Cette définition met l'accent

sur le contexte local, mais la distinction avec le concept de traduction semble très ténue. L'idée d'une « situated approach to engagement with norms » défendue dans l'introduction de *Rethinking Gender Equality in Global Governance* (Engberg-Pedersen, Fejerskov et Cold-Ravnkilde, 2020) s'avère plus enrichissante théoriquement. L'intérêt principal de leur approche réside dans la mise en valeur de l'idée que la norme n'existe pas en dehors des acteurs et actrices qui la portent. Cette approche informe directement mon cadre conceptuel, comme nous le verrons dans la dernière section de ce chapitre.

En outre, le concept de traduction amène la recherche féministe en relations internationales à s'intéresser au langage associé à la norme internationale d'égalité de genre. Par exemple, la recherche de Silfver (2010) explore ce qui arrive lorsque la vision suédoise du *gender mainstreaming* est exportée au Laos à travers l'aide au développement dans le domaine de l'éducation. Ses résultats montrent que les décideuses et décideurs politiques laotiens mettent beaucoup d'effort à adopter le langage des donateurs suédois pour s'assurer de recevoir les financements. Pour leur part, Østebø et Haukanes (2016) analysent la manière dont les actrices et acteurs impliqués en développement international en Norvège et en Éthiopie mobilisent le langage lié à la norme internationale d'égalité de genre. Les chercheuses font deux constats. Le premier : dans les deux pays étudiés, les actrices et acteurs locaux adoptent l'« universalizing gender language » qui découle du discours des grandes organisations de développement comme l'ONU et la BM. Le deuxième : malgré ce discours dominant, plusieurs significations, parfois contradictoires, sont accordées à l'expression d'égalité de genre. Selon elles, ces résultats permettent de remettre en question le pouvoir qu'aurait le langage international sur l'égalité de genre; il faut plutôt porter attention à la manière dont les actrices et acteurs situés dans différents environnements se saisissent et transforment ce langage. L'intérêt pour la question du langage dans la traduction locale de la norme internationale d'égalité de genre amène la recherche à s'attarder également à la traduction sous l'angle linguistique. C'est ce que font Rajaram et Zararia (2009) en analysant les différents types de microprocessus à l'œuvre dans la traduction des idées associées aux droits des femmes par des groupes de femmes dans le contexte de l'Inde. Parmi ces microprocessus, elles relèvent que la traduction linguistique par ces groupes a un effet sur l'impact que peut avoir la norme internationale d'égalité de genre et sur les différents concepts qui lui sont associés :

We found, for example, that because a parallel concept did not exist in Gujarati [langue indienne] the word 'women's rights' was translated but not 'human rights'. Activists were introduced as people working on women's rights. Agency leaders often translated

selectively or incompletely and staff members were not particularly interested in learning more because human rights had not gained much saliency. Therefore, human rights and ideas associated with them did not reach most clients. (Rajaram et Zararia 2009, 477)

Les résultats d'Østebø et Haukanes (2016) et de Rajaram et Zararia (2009) font écho aux propos de Kennett et Lendvai (2014,11) pour qui la traduction renvoie nécessairement aux pouvoirs des actrices et acteurs impliqués : « as such global policy production of gender equity and gender justice is always plural. Inevitably then, translation of global gender paradigms is a deeply political process, where who gets to translate, what and how are critical questions to be answered ». D'où l'intérêt de se focaliser sur les actrices et acteurs dans le cadre de cette thèse.

Paradoxalement, si la plupart des études privilégie l'échelle nationale dans leur analyse, le rôle de l'acteur étatique, lui, n'est pas suffisamment creusé, selon Thomson (2017). En effet, les travaux sur la circulation internationale de la norme internationale de genre mettent de l'avant les échanges entre les organisations internationales et les organisations féministes, mais elles laissent de côté l'influence importante de l'État. Les organisations internationales sont considérées comme déterminantes dans la circulation de la norme à travers le monde (Kennett et Lendvai 2014, 8). Aux yeux de Zwingel (2020, 41), ces organisations sont des « sites where gender norms are introduced, developed, contested and partially practiced, or in other words, not only as spaces of norm creation but also as arenas of norm engagement and implementation ». Pour Kardam (2004, 85), ce sont plus particulièrement les liens entre les organisations en développement international et les organisations féministes qui ont permis de façonner la norme internationale d'égalité de genre. Les organisations féministes, particulièrement, jouent un rôle de premier plan dans la « vernacularisation » de la norme internationale d'égalité de genre : ce sont elles qui font le travail d'adapter la norme aux contextes politique et historique locaux en matière de droits des femmes, selon Merry et Levitt (2020, 149). Ces réflexions m'amènent à porter une attention particulière aux organisations féministes et aux organisations internationales dans mon analyse de la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes et de sa traduction au Vietnam.

Selon Thomson (2017), l'étude de Savery (2007) est une exception en matière d'intégration de l'État dans l'analyse. Savery analyse la diffusion de la norme internationale du droit des femmes en Allemagne, en Espagne, au Japon et en Inde. Pour elle, l'adoption inégale de mesures pour

les droits des femmes s'explique par le fait qu'il y a dans chaque contexte des régimes de genre¹⁰ qui sont institutionnalisés au sein même de l'État et qui prévalent : « the gender-biased corporate identity of many states represents the most significant barrier to diffusion » (Savery 2007, 1). Ainsi, intégrer l'État dans l'analyse, comme le propose cette thèse, permettrait de mieux apprécier l'influence des régimes de genre institutionnalisés sur la norme internationale d'égalité de genre. La recherche d'Alnıaçık et al. (2017) met aussi en valeur le rôle de l'État en étudiant la manière dont l'État turc participe à la vernacularisation de deux concepts promus par la norme internationale d'égalité de genre, le *gender mainstreaming* et la conciliation travail-famille. Leurs résultats démontrent que les politiques adoptées sur ces sujets en Turquie sont très différentes de la norme internationale, dans la mesure où l'État pilote le processus de vernacularisation de la norme et que celle-ci est alors « filtered through existing ideological convictions and policy priorities » (Alnıaçık et al. 2017, 316). Les travaux de Savery (2007) et Alnıaçık et al. (2017) démontrent bien l'importance de s'intéresser autant à l'État qu'aux organisations internationales et aux organisations féministes. Cela est d'autant plus important dans un contexte comme le Vietnam, où l'État, de l'échelle nationale à l'échelle locale, est difficilement contournable (voir le chapitre 5).

En somme, les travaux sur la circulation internationale de la norme d'égalité de genre explorent la tension entre une internationalisation homogène des normes d'égalité de genre et les différentes interprétations de cette norme dans des contextes précis (Cold-Ravnkild, Engberg-Pedersen et Fejerskov 2018, 80). De manière générale, ces travaux ont tendance à se concentrer sur le caractère contingent de la norme internationale d'égalité de genre et négligent l'étude des mécanismes qui font circuler cette norme. Dans cette perspective, le sujet de la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes gagne à être abordé sous l'angle des mobilités de politiques, un champ de recherche qui offre davantage d'outils théoriques pour penser en détails les mécanismes de la circulation.

1.4 La circulation internationale des politiques urbaines

Dans le cadre de cette thèse, je mobilise aussi la littérature qui permet de mieux comprendre la manière dont les politiques urbaines circulent à travers le monde. Depuis les années 2000, cette littérature, qui porte sur ce que Jacobs (2012) a nommé les « urban policy mobilities », cherche à

¹⁰ Selon Lett (2012, 565), « un régime de genre peut être défini comme un agencement particulier et unique des rapports de sexe dans un contexte historique, documentaire et relationnel spécifique ».

étudier la manière dont « socially produced and circulated forms of knowledge addressing how to design and govern cities that develop in, are conditioned by, travel through, connect, and shape various spatial scales, networks, policy communities, and institutional contexts » (McCann 2011,109). Ces travaux, qui sont principalement dans les domaines de la géographie, des études urbaines et de la théorie de la planification urbaine, examinent plus largement la façon dont le développement des villes est façonné par la circulation d'idées à travers des réseaux géographiquement étendus (Jacobs 2012). Ainsi, ces recherches s'inscrivent dans ce qui a été identifié comme le « mobility turn » en sciences sociales, où l'on interroge comment la mobilité façonne les sociétés (Söderström et al. 2013).

Une première catégorie des travaux sur les mobilités de politiques urbaines a cherché à identifier ses assises théoriques et à réfléchir aux enjeux méthodologiques (Temenos et Baker 2015; Temenos et McCann 2013; Craggs et Neate 2016; Cochrane et Ward 2012; McCann et Ward 2012; 2015; Wood 2016; Robinson 2015; Kennedy 2016; Healey 2013; McCann 2011; Temenos, Baker et Cook 2019; Peck et Theodore 2012; Cook 2015; Harris et Moore 2013; Lieto 2015; Parnreiter 2011; Peck 2011; Roy 2011; Jacobs 2012). Ils ont notamment visé à distinguer cette littérature de celle en science politique, qui étudie la diffusion et le transfert de politiques. Les géographes ont notamment reproché à cette littérature de ne pas suffisamment porter attention à l'agentivité des personnes impliquées dans les circulations, de s'intéresser uniquement à l'échelle nationale et de ne pas considérer la manière dont les politiques mutent quand elles circulent (Cook 2015, 836). Ce sont ces aspects que les études sur les mobilités de politiques urbaines cherchent à creuser en s'attardant aux « practices, the politics and the power embodied in the mobility », comme l'explique Ward (2018, 276). En ce sens, cette littérature se concentre sur la circulation en soi. Une telle approche permet d'analyser de plus près les diverses mutations que connaît le discours international sur l'approche femmes et villes lorsque qu'il circule à travers le monde, dont au Vietnam.

La deuxième catégorie de travaux cherche à appliquer ces propositions théoriques à différents cas d'études. Les objets d'études sont divers : il peut s'agir de modèle en transport public comme le Bus Rapid Transit (BRT) (Wood 2015; Jacobsen 2020), de politiques sociales municipales comme le modèle de Vancouver sur la toxicomanie (McCann et Ward 2010), de politiques environnementales (Bok 2017; Rapoport 2015; Mukhtarov et al. 2013), de formes urbaines (Söderström 2013; Söderström et Greetman 2013), de villes intelligentes (Crivello 2015; Joss et al. 2019; Varro et Bunders 2020) ou créatives (Prince 2010; Cohen 2015; Borén et Young 2021). Dans l'ensemble, ces objets qui circulent sont étudiés afin d'examiner comment ils sont promus,

mis en circulation et adoptés dans un nouveau contexte (Temenos et al. 2017). Ce champ de recherche mobilise d'ailleurs régulièrement des villes des Suds comme cas d'étude, bien que celles-ci restent minoritaires (Ward 2018). Selon Peyroux et Sanjuan (2016), ces travaux adoptent l'approche postcoloniale en études urbaines (Robinson 2006) en mettant en perspective l'idée selon laquelle il s'agit seulement d'un phénomène de transfert de l'expertise occidentale vers les Suds. Il faut d'ailleurs noter que les chercheuses et chercheurs français ont particulièrement participé aux discussions sur les circulations des politiques urbaines dans ces pays (Peyroux 2016; Clerc 2005; Moussi 2010; Verdeil 2005; Cusset 2005).

1.4.1 Une circulation accélérée ?

Un premier axe de réflexion d'importance dans cette littérature concerne la vitesse de ces phénomènes de circulation. C'est que, dans un contexte de mondialisation et de néolibéralisation, la compétition entre les villes aurait entraîné une accélération et une intensification de la circulation des politiques urbaines (Silvestre 2016, 63). Cette thèse est défendue par les géographes économiques comme Jamie Peck, qui propose en 2001 le concept de *fast policy* pour nommer la rapidité avec laquelle les savoirs et les techniques circulent d'une ville à l'autre dans un contexte néolibéral. Les politiques urbaines considérées comme ayant du succès sont rapidement empruntées ailleurs, selon Peck (2011, 773), qui estime que dans ce contexte, « policy ideas and techniques have become mobile in entirely new ways ».

Cette nouvelle et importante mobilité décrite par Peck constitue une des prémisses des recherches sur les mobilités de politiques urbaines. Elle a toutefois été remise en question par d'autres chercheurs et chercheuses (Grimwood et al. 2021; Borén et Young 2021; Wood 2015), qui considèrent que cette circulation connaît différents rythmes. Cette conception, plus en phase avec le rythme réel de l'élaboration et de la mise en œuvre des décisions politiques, il me semble, est notamment adoptée par Wood (2015). En étant sensible à l'historique de l'adoption du BRT en Afrique du Sud, Wood démontre que la circulation d'une politique est un processus qui peut avoir des racines temporelles lointaines. Elle contribue ainsi à la recherche sur les mobilités des politiques urbaines qui s'est trop peu préoccupée du caractère historique des phénomènes de circulation de politiques (Temenos et Baker 2015).

En effet, la thèse des *fast policy* ne prend pas suffisamment acte de l'importance du contexte historique comme l'ont pourtant démontré les théoriciennes et théoriciens de la planification

urbaine qui se sont penchés sur le rôle de la circulation des concepts urbanistiques dans le développement des villes à travers l'histoire (Silvestre 2016, 63). C'est notamment le cas des villes coloniales des Suds étudiées par Anthony King (1976). Les travaux sur l'histoire de la planification urbaine ont progressivement été intégrés à la littérature sur les mobilités des politiques urbaines. Selon Ward (2018, 275), à présent, cette littérature « avoids the presentism-trap, historicizing the contemporary focus on urban policy-making while acknowledging a wider historical perspective ». Ces considérations orientent ma thèse qui, sans être une étude historique, prend soin de revenir sur l'évolution du discours international sur l'approche femmes et villes pour mieux saisir comment celui-ci s'est construit dans le temps.

1.4.2 Qu'est-ce qui circule et comment ?

Comme évoqué précédemment, le contexte de mondialisation et néolibéralisation entraîne les villes à s'inspirer des expériences urbanistiques des autres (Béal, Epstein et Pinson 2015, 104). Ces expériences sont mises en circulation à l'international sous la forme de modèles urbains, de « meilleures pratiques » ou de ville modèle qui ont tous pour fonction de « servir de référence à l'imitation ou à la reproduction dans un contexte autre que celui de sa production initiale » (Peyroux et Sanjuan 2016, paragr. 2).

Les travaux empiriques dans la littérature sur les mobilités de politiques urbaines ont particulièrement orienté leur recherche vers la question des modèles urbains. Comme le souligne Chitti (2019, 70), une « stratégie typique » dans ces travaux consiste à étudier la circulation d'un modèle urbain pour mettre en exergue les mutations que ce modèle connaît lorsqu'il est appliqué dans un milieu différent. Il existe aussi la notion de « meilleure pratique », qui fait l'objet de plusieurs études dans lesquelles les chercheurs et chercheuses examinent « the social construction of best practice » (Andersson et Cook 2019, 1365). Pour leur part, les villes modèles sont « defined as the local deployment of another city's experience as an argumentative resource supporting particular policy claims » (Kennedy 2016, 96). Pour Peck et Theodore (2012), les villes modèles n'existent pas en soi, mais en relation, dans la mesure où une ville devient modèle lorsqu'il y a une audience potentielle pour l'adopter. C'est pour cette raison que Kennedy (2016) considère qu'il faut aborder les circulations de politiques à travers leurs aspects argumentatifs (et donc discursifs), plutôt que de se centrer uniquement sur les objets qui circulent.

En s'attardant aux modèles urbains, aux « meilleures pratiques » et aux villes modèles, ces travaux ont tendance à porter une trop grande attention à la circulation d'objets dont les contours sont relativement bien définis, comme le modèle du BRT (Wood 2015; Jacobsen 2021). Cette approche est moins appropriée quand l'objet qui circule a une forme moins précise et une origine plus diffuse comme le discours international sur l'approche femmes et villes.

Néanmoins, une des principales contributions de la littérature sur les mobilités de politiques urbaines est d'avoir mis en valeur le rôle des différentes pratiques ordinaires par lesquelles les modèles urbains, les « meilleures pratiques » et les villes modèles circulent à travers le monde. Ainsi, ce champ de recherche porte une attention particulière aux « various objects, spaces, technologies and times » (Ward 2018, 278) par lesquels les politiques urbaines sont mises en circulation. C'est ce que Lovell (2019, 48) nomme « the materiality of policy ». Cette matérialité prend notamment la forme de rapports, de guides, de chartes, de sites internet, de conférences, de cérémonies de remise de prix et de visites d'étude. À propos des événements, les travaux sur le sujet ont plus particulièrement étudié le rôle des visites d'études (Cook et Ward 2011; Wood 2014) et des conférences (Andersson et Cook 2019; Cook et Ward 2012; Temenos 2016). Ces dernières sont considérées comme d'importants lieux de production et de diffusion de connaissances en plus de participer aux renforcements des réseaux transnationaux des mouvements sociaux (Temenos 2016, 125). De plus, selon Andersson et Cook (2019, 1375), c'est lors de conférences que certaines pratiques sont consacrées comme étant de « meilleures pratiques » transférables. Ces événements remplissent ainsi une fonction importante dans la circulation de politiques urbaines : « these are sites of encounter, persuasion, and motivation. They are places where mobilized policy knowledge must touch down in one sense or another to gain fuel and traction » (Temenos et McCann 2013, 346). Il n'est donc pas surprenant que les conférences aient joué un rôle important dans la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes, comme le démontrera le chapitre 3.

Examiner ce matériel documentaire et événementiel de plus près permet de mettre en exergue « the relational and mundane aspects of where policy gets conceived, advocated for and mobilized in particular, situated ways » (Temenos 2016, 125). Comme l'explique Ward (2018, 278), la circulation de politiques urbaines est un processus incarné qu'il est possible de décortiquer en portant attention aux échanges des actrices et des acteurs impliqués. C'est le parti pris par cette recherche pour étudier la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes et sa traduction au Vietnam.

1.4.3 Les acteurs et actrices derrière la circulation internationale des politiques urbaines

Un autre angle d'analyse privilégié dans les travaux en mobilités de politiques urbaines consiste à étudier le rôle des actrices et des acteurs qui sont au cœur des dynamiques de circulation. Ces travaux mettent en évidence que la circulation de politiques urbaines n'est pas que le fait d'acteurs et d'actrices étatiques, mais ils ont tout de même tendance à porter trop souvent sur des individus ou des organisations de l'élite, particulièrement de l'international (Baker et al. 2019). C'est notamment le cas de la figure du consultant international, comme individu ou comme organisation, à laquelle beaucoup d'attention a été accordée (McCann 2008; McCann et Ward 2012; Cook et Ward 2012; Prince 2010; Rapoport 2015; Verdeil 2005).

Dans le cas de la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes, ce sont plutôt les organisations internationales qui sont des actrices de premier plan. Leur rôle en matière de circulation internationale a particulièrement été mis en valeur par les travaux qui portent sur les villes des Suds (Souami 2003; Vainer 2014; Chitti 2019; Clerc 2005). Ces travaux interrogent les enjeux liés à la thèse soutenue par Souami (2003, 266) : « aujourd'hui, les premiers lieux où s'opère une mondialisation de la pensée urbaine sont les organismes internationaux ».

Comme l'explique Vainer (2014), depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'aide au développement joue un rôle important dans la diffusion de modèles de développement urbain. Chitti (2019, 67) estime que dans ce contexte, « la diffusion des meilleures pratiques, des modèles de succès et des standards de planification urbaine est au cœur de l'agenda urbain élaboré au sein des institutions multilatérales ». Ce rôle s'est intensifié avec l'urbanisation rapide des Suds qui a poussé les organisations internationales à réorienter leur travail vers les villes depuis les années 1990 (Clerc 2005). Aux yeux de Vainer (2014), les urbanistes dans les villes des Suds travaillent désormais dans un contexte où ils et elles doivent composer avec des agences de développement qui promeuvent les pratiques urbanistiques correspondant à leurs conceptions du développement urbain, des conceptions qui incluent de plus en plus les enjeux de genre (voir le chapitre 4). Tomlinson et al. (2010, 175) considèrent que des grandes organisations internationales comme la BM et ONU-Habitat sont les protagonistes de ce phénomène dans la mesure où elles « dominate explanations of urban issues and appropriate policies; that they set the 'urban agenda' » (Tomlinson et al. 2010, 175). Cette « policy hegemony » (Tomlinson et al. 2010, 185) passe par leur capacité à générer du savoir et à partager et à promouvoir ce savoir. À ce sujet, McCann (2011) considère qu'ONU-Habitat confère une légitimité à certains modèles

urbains grâce à ses rapports et à ses compétitions de « meilleures pratiques ». On voit ici tout l'intérêt d'analyser, comme dans cette thèse, les différentes pratiques mobilisées par les organisations internationales pour faire circuler certaines politiques urbaines. Ces pratiques exercent une influence directe sur la capacité de ces politiques à être adoptées.

La thèse de Souami (2003) est par contre remise en question par l'étude de Clerc (2005) qui illustre que, malgré leur influence importante, l'impact des organisations internationales dépend surtout du contexte dans lequel la circulation se produit. Elle en fait la démonstration en examinant l'influence des idées véhiculées par les organisations internationales (ONU-Habitat et l'Asian Coalition for Housing Rights) dans les changements rapides qui ont lieu en matière de gestion des quartiers informels à Phnom Penh, au Cambodge. Ses résultats montrent que cette influence ne s'exerce pas dans le cadre d'un simple transfert de savoirs techniques, car elle s'inscrit dans des dynamiques politiques locales :

L'adoption progressive des idées du réseau et des organisations internationales n'est pas le seul fruit des formations, des voyages et des échanges d'idées. Elle entre dans le cadre d'un jeu d'acteurs où les rapports de forces sont complexes et déterminants. Certaines recommandations des experts des organisations internationales n'ont pas été suivies lorsqu'elles ne correspondaient pas aux vues ou aux intérêts des décideurs. (Clerc 2005, paragr. 33)

Il est donc primordial que l'étude des mobilités de politiques urbaines incorpore une analyse des effets des enjeux politiques locaux sur ces dynamiques. C'est ce que propose de faire cette thèse en analysant notamment l'influence du contexte politique vietnamien, à l'échelle nationale et locale, sur la traduction de l'approche femmes et villes dans ce pays.

1.4.4 Porter le regard vers le contexte local

La littérature sur les mobilités de politiques urbaines met également en valeur l'idée que la circulation d'une politique urbaine n'arrête pas au moment où elle est introduite dans un nouveau milieu. L'étude des processus d'adoption et d'adaptation est considérée comme étant essentielle à l'analyse de la circulation, car, comme le résume Prince (2017, 335), « the local remains the most important space when it comes to policy formation ».

C'est par le concept d'assemblage que cette littérature a le plus approfondi l'étude de ces processus. Celui-ci met en valeur l'importance du contexte local : « an implemented policy is an assemblage of texts, actors, agencies, institutions, and networks. They come together at particular policy-making locales that are constituted by a complex of relations » (Prince 2010, 173). Le concept d'assemblage donne alors à voir le caractère relationnel des politiques, car celles-ci sont le résultat de la mise en commun de différentes influences. Une telle approche remet en question l'idée que les politiques émergent toutes formées : elles seraient au contraire toujours en processus d'être formées (McCann et Ward 2012).

La géographe Jennifer Robinson a particulièrement contribué à attirer l'attention sur les milieux d'adoption des politiques urbaines en circulation par son appel à s'intéresser à « how cities "arrive at" policies in the context of a globalized world of urban policy circulations » (Robinson 2013, 2). Pour elle, il s'agit d'analyser l'immobile dans le mobile, notamment en s'intéressant à la manière dont les décideuses et décideurs politiques choisissent leurs influences en matière de politiques urbaines. Ainsi, les politiques ne sont-elles pas seulement transférées, mais reconstruites à travers les choix des actrices et acteurs locaux. L'appel de Robinson a entre autres été entendu par Temenos et Baker (2015, 842), qui considèrent que cette perspective permet de mieux comprendre les processus concrets et complexes qui sous-tendent la circulation internationale de politiques urbaines. Toutefois, si cette littérature nous invite à porter attention au contexte local, comme le fait cette thèse, elle souffre tout de même d'un « lack of clear frameworks to study the grounding and institutionalisation process of circulating ideas in local policymaking » (Silvestre 2016, 92). D'où l'intérêt, selon moi, d'intégrer dans cette thèse la littérature sur la circulation de la norme internationale d'égalité de genre, qui offre davantage d'outils théoriques à cet égard.

De plus, l'attention accordée au contexte local n'est pas tout à fait complète. En effet, une des lacunes importantes de la littérature sur les mobilités de politique urbaines est d'avoir évacué l'État de ses analyses (Bok 2017; Lovell 2017; Béal, Epstein et Pinson 2015). En cherchant trop à dépasser le nationalisme méthodologique des études en science politique, ces travaux ont porté une attention disproportionnée aux actrices et acteurs internationaux et aux décideurs et décideuses politiques locaux. D'après Bok (2017), les écrits sur les mobilités de politiques urbaines abordent l'État comme un simple contexte institutionnel et non comme un acteur à part entière dans les processus de circulation. Béal, Epstein et Pinson (2015) rappellent que, bien que son rôle ait évolué dans un contexte néolibéral, l'État a pourtant toujours une fonction importante dans les circulations de politiques urbaines.

Cette lacune est de plus en plus comblée par les travaux qui portent sur les Suds. Selon Bok (2017), étudier des cas asiatiques où l'on retrouve des États forts et centralisés montre à quel point on ne peut délaissier l'échelle nationale. C'est un travail qu'effectuent notamment He et al. (2018), qui ont analysé la circulation de politiques d'entrepreneuriat urbain dans certaines villes chinoises. Cette équipe de recherche fait ainsi la démonstration que l'État chinois participe activement à cette circulation en la facilitant. Ce ne sont toutefois pas uniquement les contextes asiatiques qui permettent de mettre en valeur le rôle de l'État. Les travaux de Peyroux (2016) sur Johannesburg, en Afrique du Sud, et ceux de Croese (2018) sur Luanda, en Angola, montrent tous les deux que les intérêts politiques nationaux ont un effet structurant sur les circulations de politiques urbaines dans ces villes. En étudiant le cas du Vietnam, où l'État est très présent, cette thèse poursuit ces efforts d'enrichissement de la littérature sur les mobilités de politiques.

Le cas du Vietnam fait déjà l'objet de quelques études sur les circulations de politiques urbaines. Cusset (2005) a procédé à l'étude de l'influence de l'expertise étrangère sur les infrastructures et les services urbains au Vietnam. Sa recherche vise à identifier les transferts de savoir-faire et interroge la notion de modèle. Toutefois, elle évacue de l'analyse le rôle des dynamiques politiques locales. La même limite peut être adressée aux travaux les travaux du géographe Ola Söderström (2014) qui s'intéresse aux relations transnationales et translocales de Hanoï. Pour leur part, Mukhtarov et al. (2013) pallient en partie le manque d'intérêt pour les dynamiques politiques locales sur les circulations de politiques au Vietnam en examinant l'introduction de certains concepts associés à la conservation de l'environnement dans ce pays. Dans cette analyse, Mukhtarov et al. se concentrent sur l'agentivité des actrices et acteurs (organisations internationales, communautés locales, organes étatiques) impliqués dans le processus de circulation. Leur agentivité s'exprime par leurs différentes stratégies qui visent à influencer le processus politique autour de l'adoption de la norme de conservation de l'environnement. Au sujet du Vietnam, il s'agit d'une des rares études à mettre de l'avant le rôle des organisations internationales. Cette rareté contraste avec la recherche sur les mobilités de politiques urbaines, qui leur accorde beaucoup d'attention. Cette thèse, qui s'intéresse aux organisations internationales, contribuera alors à mieux connaître les influences de ces mobilités dans la circulation de politiques urbaines au Vietnam.

1.5 Cadre conceptuel : une approche multiéchelle centrée sur les acteurs et actrices

La revue de littérature a mis en lumière les approches théoriques qui permettent d'appréhender les différentes dimensions du phénomène de la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes et de sa traduction au Vietnam. Or, l'analyse de ces corpus d'écrits révèle plusieurs angles morts. Certains ont été comblés par l'articulation des différents champs de recherche, mais il en demeure d'autres. Parmi ces principaux angles morts, on retrouve celui de l'attention limitée portée à la question de la circulation dans les études urbaines féministes. Un deuxième angle mort concerne les travaux sur les mobilités de politiques urbaines qui ont tendance à étudier la circulation d'objets bien définis – tel modèle ou telle « meilleure pratique » – et moins des objets plus diffus comme un discours international. Enfin, le troisième angle mort est l'évacuation du rôle de l'État dans les études sur la circulation de la norme internationale d'égalité de genre et dans celles sur les mobilités de politique urbaines. Ma démarche consiste alors à développer une approche pluridisciplinaire qui permet de combler ces lacunes afin de mieux appréhender mon objet de recherche.

Si ce sont les travaux sur la circulation de l'action urbaine genrée dans la littérature féministe en études urbaines qui m'ont mise sur la piste de la circulation, ce sont toutefois les approches théoriques de la littérature sur les mobilités de politiques urbaines et de celle sur la circulation de la norme internationale d'égalité de genre que je mobilise pour contribuer à cette littérature. Ma démarche théorique découle donc de la mise en commun des lentilles théoriques privilégiées par ces deux champs de recherche. Comme établi dans la revue de littérature, le champ des mobilités de politiques urbaines adopte une approche qui met en valeur la circulation comme un objet d'étude en soi (Chitti 2020) tout en nous invitant à porter le regard vers le contexte local, où les politiques urbaines qui circulent prennent forme. Pour sa part, le champ de recherche sur la circulation de la norme internationale d'égalité de genre permet de préciser ce regard vers le contexte local grâce à une approche de traduction qui dissèque les processus de reconfigurations locales. C'est la transition d'un regard à l'autre, de la circulation à la traduction, qui structure ma thèse.

Pour effectuer le maillage entre ces deux lentilles théoriques, je développe une approche qui se veut multiéchelle et centrée sur les acteurs et actrices. Cette démarche prend appui sur les réflexions de Cîrstocea et al. (2018, 16), qui considèrent que la circulation de la norme internationale d'égalité de genre « n'est ni linéaire ni unidirectionnelle ». Ma thèse n'est donc pas l'étude d'un parcours origine-destination (discours international-pratiques vietnamiennes), mais plutôt l'étude des jeux d'échelles et d'acteurs et actrices qui sous-tendent la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes et sa traduction au Vietnam.

Il me semble qu'une approche multiéchelle est la plus à même d'aborder mon objet de recherche, qui se déploie sur trois niveaux. Comme la revue de littérature l'a mis de l'avant, les échanges entre l'échelle internationale et l'échelle locale sont médiés par l'échelle nationale, bien que ces dynamiques ne soient pas suffisamment observées dans les débats sur les mobilités de politiques urbaines et sur la circulation de la norme internationale d'égalité de genre. Le travail empirique qu'effectue cette thèse porte alors à la fois sur l'échelle internationale, à travers l'étude du discours international sur l'approche femmes et villes et de sa circulation, sur l'échelle nationale, à travers l'étude de l'influence du contexte politique et social sur la traduction de cette approche au Vietnam, et sur l'échelle locale, à travers l'étude des pratiques femmes et villes implémentées dans différentes villes vietnamiennes. C'est la combinaison de ces trois échelles d'analyse qui permet d'appréhender mon objet de recherche, car chacune offre ses propres clés de compréhension de ce phénomène (Lacoste 1976). L'analyse porte également sur « la coprésence des échelles » (Chitti 2020, 85). Par exemple, ce sont des initiatives locales qui nourrissent le discours international sur l'approche femmes et villes. C'est en prenant en compte cette coprésence que je vais pouvoir observer les échos entre l'approche femmes et villes telle qu'elle existe dans le discours international et telle qu'elle prend forme au Vietnam. Bref, il s'agit d'étudier les dynamiques propres à chaque échelle, mais aussi l'articulation de ces dynamiques, d'une échelle à l'autre.

Mon approche est aussi centrée sur les acteurs et actrices dans la mesure où ce sont eux et elles qui connectent ces différentes échelles, considérant qu'aucun n'évolue uniquement à une seule échelle. Les interactions de ces acteurs et actrices se font à travers les trois échelles analysées dans cette thèse. Ils et elles sont au cœur du phénomène que j'étudie : « circulations happens through active appropriation; it is characterized by dynamic engagements of territorially committed actors with ideas and practices from within and beyond their particular locality » (Robinson 2011, 35). La revue de littérature a bien démontré qu'il est impératif d'orienter le regard vers les acteurs et actrices, tant individuels que collectifs, dans l'analyse des dynamiques circulatoires. Elle a également permis de mettre en lumière le fait que plusieurs types d'acteurs et actrices sont importants pour ce qui est de mon objet de recherche : les organisations internationales, les organisations féministes, les réseaux féministes transnationaux, les spécialistes genre et les décideurs et décideuses politiques nationaux et locaux. En m'appuyant sur l'approche de Fejerskov, Engberg-Pedersen et Cold-Ravnkilde (2020), qui met de l'avant l'idée que la norme internationale d'égalité de genre n'existe pas en dehors de ceux et celles qui la portent, je considère que ce sont ces acteurs et actrices qui engendrent et façonnent la circulation du

discours international sur l'approche femmes et villes et sa traduction au Vietnam. C'est en analysant leurs discours, leurs pratiques et leurs échanges que je vais pouvoir appréhender ce phénomène.

En somme, je développe dans ma thèse une approche multiéchelle centrée sur les acteurs et actrices dans une perspective pluridisciplinaire qui permet d'épouser à la fois la lentille théorique de la littérature sur les mobilités de politiques urbaines, axée sur la circulation, et à la fois la lentille théorique sur la circulation de la norme internationale d'égalité de genre, axée sur les dynamiques de reconfigurations locales. Pour opérationnaliser cette approche, trois principaux outils conceptuels sont mobilisés. C'est la rencontre entre l'approche conceptuelle et l'analyse des données qui a informé le choix des concepts retenus. Le concept de « traduction » est central à ce projet, mais avant d'en détailler les contours, il faut préciser ce qui est traduit, c'est-à-dire le « discours international » sur l'approche femmes et villes. Puis, le concept de « passeurs » est approfondi pour mieux saisir le rôle des différentes actrices et acteurs impliqués dans ces dynamiques de traduction.

1.5.1 Le concept de discours international

Pour mieux appréhender les dynamiques à l'échelle internationale, je m'appuie sur le concept de « discours international ». C'est un outil conceptuel qui permet également de réfléchir le passage d'une échelle à l'autre, dans la mesure où le discours international peut être mobilisé à l'échelle nationale et locale, tout en étant nourri en retour par les expériences qui se déroulent à ces deux mêmes échelles.

Dans le cadre de cette thèse, le discours est défini « as an ensemble of ideas, concepts, and categories through which meaning is given to a phenomena » (Hajer 1993, 45). Pour développer plus amplement le concept de discours international, je m'appuie sur l'approche constructiviste développée par Clarke et al. (2015) pour aborder les mobilités de politiques. Dans un livre qui met l'accent sur le rôle de la traduction et de l'assemblage dans les mobilités de politiques, ces auteurs et autrices proposent d'analyser les politiques à travers les discours qui les sous-tendent. À leurs yeux, on ne peut pas considérer que le discours a automatiquement des effets productifs, car certains discours ne donnent lieu à aucun effet tangible. Le discours serait par contre résolument performatif dans la mesure où il est donné à voir et à entendre à un public. Le discours de politique vise ainsi à présenter certaines propositions comme étant « logical, innovative, necessary,

obvious and so on » (Clarke et al. 2015, 30). C'est donc par la performance du discours que la politique prend sens, selon Clarke et al. (2015, 30). Ma thèse aborde le discours international sur l'approche femmes et villes dans une perspective semblable à celle-ci. Le fait d'examiner le discours en soi permet de faire ressortir la manière dont l'approche femmes et villes est construite par l'effet performatif de ce discours international. C'est une perspective foucauldienne du discours dans la mesure où celui-ci est perçu comme ayant un effet sur le réel – dans ce cas-ci l'effet consisterait à donner corps à l'approche femmes et villes à travers divers mécanismes comme nous le verrons aux chapitres 3 et 4. Toutefois, ce n'est pas une approche qui embrasse la « transcendental definition of discourse » (Van Neste 2014, 58) de Foucault, considérant que je traite le discours « as one social logic among others » (Holzscheiter 2014, 145).

Cette conceptualisation permet en outre de mettre en valeur la logique interne du discours. Dès lors, le discours international sur l'approche femmes et villes peut être appréhendé à partir de cette logique interne. En prenant appui sur les réflexions de Stone (2004a) à propos des « transnational discourse communities », je considère qu'on peut identifier les diverses dimensions de la logique interne du discours international en portant attention aux différentes fonctions du discours. Stone (2004a, 96) rapporte que ces fonctions sont : identifier les objectifs des propositions présentées dans le discours, justifier le changement proposé, identifier les moyens de mise en œuvre de la proposition et laisser entrevoir les résultats possibles. Il s'agit alors d'identifier quelles sont les principales propositions retrouvées dans le discours international sur l'approche femmes et villes. De plus, un discours peut être considéré comme étant dominant si ce qu'il propose devient la principale manière dont la société appréhende un enjeu en particulier (Stone 2004a, 96). Il convient donc de s'intéresser aux acteurs et actrices et à leur capacité à légitimer certaines propositions du discours international étudié.

Par ailleurs, dans la mesure où on ne peut pas assumer que les discours ont automatiquement un effet productif, l'approche du discours proposé par Clarke et al. (2015) oblige à porter une attention tout aussi grande aux pratiques femmes et villes comme telles. Cet autre penchant de la conceptualisation du discours proposée par ces auteurs et autrices a donc aussi informé la manière dont les pratiques femmes et villes sont abordées dans cette thèse. Ces pratiques, qui prennent place au Vietnam, sont considérées comme s'inscrivant dans le phénomène plus large de la circulation du discours international de l'approche femmes et villes sans être analysées comme étant le résultat direct d'un effet productif de la part du discours international.

Enfin, la partie « internationale » du concept de discours international fait référence au fait que ce discours résonne dans des cadres où on retrouve plusieurs États, des organisations internationales et des actrices et acteurs transnationaux (Krook and True 2010, 104).

1.5.2 Le concept de traduction

Le concept de traduction est utilisé ici pour étudier le passage du discours international sur l'approche femmes et villes d'une échelle à l'autre et d'un acteur ou d'une actrice à l'autre. Je m'appuie principalement sur les réflexions de Zwingel (2012; 2013), mais aussi sur celles d'autres chercheuses et chercheurs qui se sont penchés sur le concept de traduction dans le cadre de travaux sur la circulation de la norme internationale d'égalité de genre et sur les mobilités de politiques urbaines. Zwingel (2012, 116) définit la traduction comme : « an open process of negotiation in which various actors are involved. All these actors are considered contextualized – there is no qualitative difference between local, national, or international – and seen as being part of a nonlinear dynamic of norm production ». L'accent est donc mis ici sur le caractère dynamique de la traduction. Il s'agit d'un processus continu, mais non linéaire, qui est nourri par les échanges d'une diversité d'acteurs et d'actrices intervenant à différentes échelles. Cette conceptualisation met en valeur la nature politique des processus de traduction (Cold-Ravnkild, Engberg-Pedersen et Fejerskov 2018, 83).

Cette conceptualisation de la traduction met également en exergue l'idée que diverses interactions sont possibles entre l'approche femmes et villes telle qu'elle circule à travers le discours international et telle qu'elle prend forme au Vietnam. En effet, la traduction donne lieu à la production d'une multiplicité de sens. Stone (2017, 67) considère que « translation embraces deviation and difference ». Pour Lendvai et Stubbs (2007, 175) la traduction produit des « series of interesting, and sometimes even surprising, disturbances ». En ce sens, la traduction est un processus « profoundly generative » (Gal et al. 2015, 613). Dans le cadre de cette thèse, considérer que la traduction du discours international sur l'approche femmes et villes peut générer de multiples possibilités a façonné la manière de documenter comment l'approche femmes et villes prend forme au Vietnam. Il s'agissait d'en suivre les différentes traces d'un document à l'autre, d'une organisation à l'autre, d'un projet à l'autre afin d'examiner la diversité de ce microprocessus de traduction à l'œuvre (Engberg-Pedersen 2020, 18).

En outre, la définition du concept de traduction de Zwingel place au cœur de l'analyse l'idée de négociation. Celle-ci implique une confrontation entre les interprétations de différents acteurs et actrices (Fejerskov 2018, 129). Ce travail d'interprétation consiste à attribuer de nouveaux sens à l'objet qui est traduit tout en gardant l'essentiel du sens d'origine de cet objet traduit (Monstadt et Schramm 2017, 109). La traduction suppose alors que les actrices et acteurs impliqués dans la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes et dans sa traduction au Vietnam contribuent à la transformation de l'approche par leurs diverses interprétations, comme individu et comme organisation, mais aussi par la mise en relation de ces interprétations avec celles des autres acteurs et actrices.

Un dernier élément central au concept de traduction est celui du contexte. La traduction consiste à recontextualiser (Gal et al. 2015, 612) l'objet qui circule afin que les nouveaux sens qui lui sont attribués, à travers l'interprétation des actrices et acteurs impliqués, correspondent au nouvel environnement (Clarke et al. 2015, 35). Pour Fejerskov (2019, 129), cela implique de prendre également en considération les facteurs plus structurels qui influent sur leur travail d'interprétation. En effet, les acteurs et actrices ne traduisent pas un objet qui circule en vase clos, leurs interprétations sont aussi façonnées par d'autres facteurs comme le contexte organisationnel (Fejerskov 2018, 129), l'histoire et la culture locale (Levitt et Merry 2009, 442) ainsi que les dynamiques politiques (Cold-Ravnkild, Engberg-Pedersen et Fejerskov 2018, 83). De cette façon, l'approche de traduction m'amène à intégrer dans l'analyse les différents facteurs contextuels qui ont une incidence sur la manière dont le discours international sur l'approche femmes et ville est traduit par différents acteurs et actrices au Vietnam.

1.5.3 Le concept de passeur

Comme souligné précédemment, les acteurs et les actrices sont au cœur même du processus de traduction. Ces organisations ou individus impliqués dans la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes et sa traduction au Vietnam sont considérés ici dans leur fonction de passeur. La conceptualisation du passeur mobilisée dans cette thèse s'inspire en partie de celle proposée par Jobard et al. (2020). Pour ces chercheurs et chercheuses, le concept de passeur permet d'embrasser toute l'étendue des fonctions jouées par les divers intermédiaires impliqués dans la circulation internationale de politiques. Leur conception se distingue dans la mesure où les actrices et acteurs ne sont pas catégorisés en fonction de leur rôle comme producteur, diffuseur ou récepteur de l'objet qui circule. Jobard et al. (2020) proposent au contraire

de considérer que les actrices et acteurs impliqués dans les circulations peuvent remplir différentes fonctions à la fois : « producteurs *et* diffuseurs ou diffuseurs *et* récepteurs » (Jobard et al. 2020, 558, italiques d'origine).

L'archétype du producteur *et* diffuseur peut être illustré par le concept d'infrastructures informationnelles de McCann (2011). Les infrastructures informationnelles sont des organisations qui « interpret, frame, package and represent information about best policy practices, successful cities, and cutting-edge ideas » (McCann 2011, 114). Cette information est représentée dans des productions communicationnelles qui lui confèrent une certaine légitimité : sites internet, rapports, conférences, ateliers, prix pour les « meilleures pratiques », etc. (McCann 2011, 114). Selon McCann, les organisations internationales jouent souvent ce rôle dans les mobilités de politiques urbaines.

Pour sa part, l'archétype du diffuseur *et* récepteur peut être illustré par le concept de vernacularisateur de Levitt et Merry (2009). Ce concept met de l'avant le rôle des acteurs et des actrices qui adoptent les idées venues d'ailleurs et les reformulent pour qu'elles résonnent dans le contexte local. Les vernacularisateurs se retrouvent alors dans une position d'entre-deux qui fait en sorte qu'ils et elles sont « conversant with both sides of the exchange but able to move across borders of ideas and approaches » (Levitt et Merry 2009, 449). Selon ces chercheuses, c'est un rôle qui est souvent rempli par les organisations féministes impliquées dans la traduction locale de la norme internationale d'égalité de genre.

J'utilise le mot archétype, car entre les deux existent d'autres façons pour les acteurs et les actrices de jouer leur rôle de passeur. Ainsi, la proposition de Jobard et al. (2020) m'a mise sur la piste de l'accumulation des fonctions, mais je considère que les trois fonctions (producteur, diffuseur, récepteur) peuvent se cumuler chez le même acteur ou la même actrice. Par exemple, une organisation internationale peut être productrice d'un guide lié à l'approche femmes et villes, diffuser ce guide dans les pays où elle intervient, mais aussi être dans une posture de récepteur lorsqu'elle adopte les ODD. De même, un organe de l'État vietnamien peut être producteur d'une politique publique liée à l'approche femmes et villes, diffuser cette politique vers les villes vietnamiennes, mais être récepteur du NPV. Cette conception du passeur met en valeur l'idée que les actrices et acteurs impliqués dans les circulations de politiques ne participent pas au mouvement de la politique dans une seule direction : « un passeur est d'abord caractérisé en ce qu'il occupe simultanément plusieurs positions dans le processus circulatoire, ce qui permet de l'envisager comme intermédiaire » (Jobard et al. 2020, 559). Adopter cette perspective permet

d'aborder les organisations et les individus impliqués dans la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes et dans sa traduction au Vietnam à travers leur rôle d'intermédiaire (producteur, diffuseur, récepteur), qui change en fonction du contexte.

Conclusion du chapitre

Dans ce chapitre, j'ai d'abord exploré les diverses dimensions de mon objet d'étude, la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes et sa traduction au Vietnam, à travers une recension des écrits féministes en études urbaines et en études du développement international, ainsi que des écrits sur la circulation de la norme internationale d'égalité de genre et ceux sur les mobilités de politiques urbaines.

Les foisonnantes études urbaines féministes mettent largement en exergue l'intérêt d'aborder le fait urbain par le biais de la lunette du genre. L'analyse de la mise à l'agenda des enjeux de genre dans l'action urbaine en est toutefois à ses débuts, notamment lorsqu'elle est liée à des dynamiques de circulations internationales. Cette analyse se concentre essentiellement sur l'application en demi-teinte du *gender mainstreaming* par les villes des pays membres de l'UE. Ces différentes thématiques ont surtout été étudiées à l'aune des expériences des villes occidentales. La revue de littérature a en effet démontré l'introduction tardive des réalités des Suds dans la littérature féministe francophone et anglophone en études urbaines. Ces réalités sont surtout abordées dans les études féministes du développement international qui sont intégrées dans la revue de littérature afin de mieux saisir le contexte dans lequel l'approche femmes et villes prend forme au Vietnam. Cette littérature s'est beaucoup penchée sur l'institutionnalisation progressive des enjeux de genre à l'échelle internationale et par les organisations qui œuvrent en développement international. L'étude de cette institutionnalisation donne lieu à de nombreuses critiques sur les politiques de développement qui intègre le genre comme l'approche GED et le *gender mainstreaming*. Ces travaux critiques permettent de mettre en lumière le décalage entre la conception à l'origine de la notion de genre, qui inclut la question des relations de pouvoir, et l'application de cette notion dans les interventions en développement international, où cette question est évacuée. Ces réflexions montrent combien l'évacuation de la question des relations de pouvoir risque d'engendrer des interventions, notamment en milieu urbain, qui ne contribuent pas réellement à une plus grande égalité de genre. Ce décalage est notamment lié au fait que la norme internationale d'égalité de genre est floue, et donc malléable, comme le démontrent les travaux sur la circulation de la norme internationale d'égalité de genre.

Il s'agit alors d'étudier comment la norme est reconfigurée, par un processus de traduction (Zwingel 2012; 2013), dans les milieux où elle est adoptée. Pour creuser davantage la notion de circulation, la revue de littérature intègre également les travaux sur les mobilités de politiques urbaines. Ceux-ci m'amènent à m'intéresser plus particulièrement à la temporalité des circulations, aux objets qui circulent et les pratiques ordinaires qui sous-tendent leur circulation, au rôle des organisations internationales et des États dans ces circulations et à l'importance de prendre en considération le contexte local.

Le tour d'horizon de ces quatre champs de recherche a permis d'explorer les débats importants en lien avec ma recherche, mais l'analyse de ces débats montre que certains angles morts persistent à la jonction entre ces quatre champs de recherche. La dernière section du chapitre présente alors la démarche pluridisciplinaire que j'adopte afin de combler ces lacunes grâce à une approche multiéchelle centrée sur les acteurs et actrices. La thèse s'intéresse aux trois échelles (internationale, nationale et locale) qui façonnent le phénomène de la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes et sa traduction au Vietnam, ainsi qu'aux discours, pratiques et échanges des acteurs et actrices qui sont au cœur de ce phénomène. Cette approche est opérationnalisée par trois principaux outils conceptuels, les concepts de discours international, de traduction et de passeurs. Ceux-ci permettent d'analyser les données de recherche récoltées afin de répondre aux questions de recherche présentées dans l'introduction de la thèse. Le chapitre suivant fait état de la démarche méthodologique suivie pour la collecte et l'analyse de ces données.

CHAPITRE 2 : DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Ce chapitre vise à présenter la démarche méthodologique sur laquelle repose ma thèse. Cette démarche s'appuie sur une stratégie de recherche qualitative qui permet de mettre l'accent sur les détails et de donner accès aux récits des processus et à leur contexte (Bryman 2008). Elle me permet d'analyser, dans une perspective exploratoire, le discours international sur l'approche femmes et villes et sa traduction au Vietnam. Ce chapitre présente comment cette stratégie qualitative a été mobilisée et mise en œuvre dans cette recherche. D'abord je présente les grandes orientations méthodologiques de ma démarche. Puis, j'explique les objectifs de la collecte de données. C'est ensuite l'administration de chacun des outils de collecte de données (entretiens semi-dirigés, analyse documentaire et revue de presse) qui est présentée en détail. Enfin, le chapitre se termine en expliquant comment l'analyse des données de terrain a été réalisée.

2.1 Étudier le cas du Vietnam et le discours international sur l'approche femmes et villes

Cette sous-section fait état des orientations qui sous-tendent la démarche méthodologique de la thèse. Celle-ci a d'abord été envisagée comme l'étude du cas vietnamien de la traduction de l'approche femmes et villes. En ce sens, le cas du Vietnam est considéré comme un « sous-système dont l'analyse permet de mieux comprendre un système plus large » (Roy 2016, 199). Dans ce cas-ci, c'est la circulation internationale du discours femmes et villes en général qui constitue le système plus large. Yin (2003) considère que l'étude de cas est caractérisée par l'importance du contexte. Il s'agit pour lui d'une « empirical inquiry that investigates a contemporary phenomenon within its real-life context, especially when the boundaries between phenomenon and context are not clearly evident » (Yin 2003, 13). C'est l'accent mis sur le contexte qui m'apparaît comme particulièrement pertinent par rapport à mes questions de recherche, qui visent notamment à comprendre de quelle manière le contexte vietnamien influence la traduction de l'approche femmes et villes dans ce pays. Pour sa part, Gerring (2004, 342) considère que l'étude d'un cas permet d'éclairer d'autres cas similaires. Le Vietnam est donc abordé comme un cas de la traduction du discours international de l'approche femmes et villes pour lequel la « compréhension du cas en tant que tel cède le pas à une connaissance plus générale que le cas lui-même » (Pires 1997, 147).

Les forces de l'étude de cas mettent en exergue combien cette stratégie de recherche est pertinente pour ce projet. D'une part, les études de cas sont particulièrement adaptées aux questions de recherche exploratoires (Roy 2016). D'autre part, elles sont aussi adaptées pour étudier les Suds dans la mesure où les théories dominantes ont souvent été formulées à partir des contextes occidentaux qui correspondent mal aux réalités des Suds (Roy 2016). Aux yeux de Duminy et al. (2014, 9), réaliser des études de cas « grounded » dans les villes des Suds est crucial dans un contexte où l'ampleur des enjeux urbains, liés notamment à l'urbanisation rapide, est autant importante que le manque de données. Cette conception des études de cas s'inscrit dans les réflexions de Roy (2016, 195), selon qui l'étude de cas est « une approche privilégiée pour comprendre des réalités complexes et leurs liens avec l'environnement qui les entoure ».

Il est toutefois reproché aux études de cas, particulièrement celles à cas unique, de ne pas être suffisamment généralisables (Platt 1988). Considérant qu'il n'y a pas de cas typique, les cas ne sont pas représentatifs de la population dont ils font partie et on peut donc difficilement généraliser à partir d'un seul d'entre eux (Roy 2016). Platt renverse le débat en interrogeant la généralisation comme seul objectif de la recherche. Elle considère qu'on peut aussi chercher à identifier le particulier. Cet exercice laisse alors place à une généralisation théorique (Pires 1997). Cette généralisation émerge de la description en profondeur que permet l'étude de cas. Une telle description est l'occasion d'offrir aux lecteurs et lectrices une « série de clés susceptibles de les aider à comprendre ce qui se passe ailleurs » (Pires 1997, 152). On passe ainsi du particulier au général grâce à une profondeur d'analyse. C'est donc en ayant comme objectif de récolter des données de terrain qui permettent une telle profondeur que la collecte de données a été envisagée.

Au départ, cette thèse devait prendre la forme d'une étude de cas multiples dans laquelle chaque cas représente un projet mis en œuvre au Vietnam et s'inscrivant dans le discours international sur l'approche femmes et villes. Ces projets avaient été sélectionnés selon certains critères : 1) ils incluent la dimension urbaine et la dimension genre, 2) ils réunissent des organisations internationales et des organisations vietnamiennes, 3) ils sont assez récents pour être documentés et 4) l'ensemble des projets choisis impliquent une diversité d'acteurs et d'actrices. Avant d'aller sur le terrain, ces critères avaient permis d'identifier trois projets : deux programmes « ville sûre » pilotés par ActionAid et par Plan International et un projet d'observatoire urbain piloté par ONU-Habitat. L'objectif était d'étudier en détail chacun de ces projets, mais ils n'ont en fin de compte été qu'un point de départ pour la collecte de données. En effet, en commençant cette collecte au Vietnam, la réalité du terrain s'est imposée. D'une part, peu de gens détenaient de

l'information à propos du projet d'ONU-Habitat¹¹. D'autre part, j'ai appris qu'il existait un troisième programme « ville sûre » qui était en train d'être mis en œuvre, soit celui d'ONU Femmes. En outre, les entretiens ont rapidement mis en lumière le fait que plusieurs pratiques s'inscrivent dans le discours international étudié en dehors des projets que j'avais identifiés au préalable. Parmi ces autres pratiques, on retrouve notamment les IFI, qui intègrent le *gender mainstreaming* dans les projets urbains qu'elles financent au Vietnam et dans les différentes activités qui visent à appliquer les ODD au Vietnam (voir le chapitre 6). En prenant en compte ces nouveaux éléments, il m'est apparu nécessaire d'ajuster ma démarche méthodologique afin qu'elle saisisse mieux ce qui se passe réellement sur le terrain. J'ai donc décidé de suivre les traces de la traduction de l'approche femmes et villes à mesure que la collecte de données se déroulait, sans me cantonner à l'étude des trois projets sélectionnés avant d'aller sur le terrain.

En outre, il a rapidement été évident qu'il fallait aussi étudier le discours international sur l'approche femmes et villes en soi pour mieux comprendre sa circulation jusqu'au Vietnam. Ce travail était nécessaire dans la mesure où la revue des littératures scientifique et grise n'a pas permis d'établir un état de lieux de cette approche. Dès lors, la collecte de données vise également à avoir des résultats qui permettent de caractériser le discours international sur l'approche femmes et villes et à analyser la manière dont ce discours circule à travers le monde. Cette démarche complémentaire permet de mettre en contexte le cas du Vietnam.

2.2 Collecte de données

Les choix en matière de collecte de données sont également éclairés par les travaux sur les mobilités de politiques urbaines. Cochrane et Ward (2012) considèrent qu'il y a peu de réflexions méthodologiques qui s'intéressent à la complexité des objets de recherche dans la littérature sur les circulations de politiques. C'est que la nature même des objets pose des défis importants; leurs caractères transnational, translocal et multiscalaires en font des sujets difficiles à saisir. Plusieurs approches sont proposées pour étudier comment les politiques urbaines circulent à travers le monde.

Dans une approche centrée sur les acteurs et actrices, on retrouve la proposition de se concentrer sur les différents professionnels et professionnelles qui font partie des processus de circulation,

¹¹ Le projet en deux phases a commencé en 2009 et s'est terminé en 2016. Lors de mon arrivée au Vietnam en 2018, certaines personnes impliquées au cœur du projet avaient déjà quitté le Vietnam.

ce que McCann et Ward (2012) nomment « follow the people ». Pour Temenos et Baker (2015), cette attention aux acteurs et actrices permet de ne pas fétichiser la circulation en elle-même et de comprendre les rapports de pouvoir qui la sous-tendent. Il s'agit également d'avoir une perspective historique sur les événements, à travers les réflexions rétrospectives des personnes impliquées dans ces circulations (Wood 2016). En outre, une approche distincte pour saisir la circulation des politiques urbaines consiste à retracer les lieux au sein desquels une politique est adoptée en s'attardant particulièrement sur le matériel communicationnel qui accompagne ces circulations (McCann et Ward 2012). De cette façon, il s'agit de s'intéresser aux textes sous ses diverses formes (rapports, guides, pages internet, etc.) qui accompagnent la circulation de la politique pour mieux appréhender ses différentes mutations (Cochrane et Ward 2012).

En s'appuyant sur ces réflexions, la collecte de données vise alors à rassembler des données de terrain qui permettent de développer une compréhension du discours international sur l'approche femmes et villes et de sa traduction Vietnam, en s'intéressant à la fois aux acteurs et actrices et aux documents. Pour atteindre cet objectif, trois outils de collecte de données ont été mobilisés : 1) l'entretien semi-dirigé; 2) l'analyse documentaire et 3) la revue de presse. L'utilisation de plusieurs outils de collecte de données se fait dans une perspective de triangulation méthodologique. L'effet recherché est d'examiner les « levels of convergence, complementarity, and dissonance » (Farmer et al. 2006, 380) entre les différentes sources de données. Les données récoltées par chacune des méthodes concernent donc toutes les questions de recherches, mais la caractérisation du discours international sur l'approche femmes est villes est principalement informée par l'analyse documentaire.

2.3 Entretiens semi-dirigés

Dans la perspective de « follow the people », la première méthode de collecte de données dans le cadre de cette thèse est l'entretien semi-dirigé. Selon Wood (2016), c'est la meilleure façon de comprendre les échanges entre les actrices et acteurs impliqués dans la circulation de politiques urbaines, car les entretiens donnent accès à de l'information sur les expérimentations et les échecs en matière de circulation, qui sont rarement documentés. Par ailleurs, les entretiens servent aussi à connaître comment les représentations individuelles diffèrent des discours officiels qui, dans le cadre de cette thèse, sont documentés par l'analyse documentaire (Wood 2007).

2.3.1 Stratégie d'échantillonnage

La sélection des personnes participantes aux entretiens semi-dirigés repose principalement sur l'échantillonnage théorique complété par l'échantillonnage boule de neige. Pour l'échantillonnage théorique, les critères de sélection ont été élaborés en fonction de l'objet de recherche. Il s'agit d'« échantillonner (choisir) les milieux, les acteurs et actrices, les événements et les processus à l'étude (paramètres d'échantillonnage au sens de Huberman & Miles, 1991) en fonction de la pertinence de leurs caractéristiques par rapport aux objectifs de la recherche » (Mukamurera 2006, 30). Les personnes à rencontrer ont donc été sélectionnées en fonction de leur implication dans la traduction du discours international sur l'approche femmes et villes au Vietnam. Plus précisément, il s'agit d'individus qui travaillent soit pour des organisations internationales actives au Vietnam dans le champ de l'urbain et/ou dans le champ de l'égalité de genre, soit pour des organisations de la société civile vietnamienne (OSCV), ou soit pour l'État vietnamien. Les personnes participantes ont donc été sélectionnées sur la base de leur expérience de travail en lien avec l'approche femmes et villes au Vietnam. En ce sens, les entretiens ont été conduits auprès des personnes sélectionnées en fonction de leur rôle social plutôt que comme individu (Sauer 2018).

Les premières personnes participantes ont été identifiées grâce à la documentation sur les programmes « ville sûre ». Dans les différentes publications qui portent sur ces programmes, on retrouve le nom des personnes qui y ont participé, mais également le nom des organisations partenaires. Les recherches sur Internet ont aussi permis d'identifier des organisations qui ont des pratiques femmes et villes au Vietnam, mais généralement, le nom des personnes directement impliquées et les informations pour les contacter n'était pas disponibles, d'où l'importance de l'échantillonnage boule de neige. J'ai demandé à chacune des personnes participantes si elle pouvait me mettre en contact avec d'autres personnes potentiellement intéressantes pour mon projet de recherche. Les demandes de mise en contact étaient faites selon le réseau auquel la personne appartenait. Par exemple, lorsque je rencontrais une personne d'une organisation internationale, je lui demandais si elle pouvait me présenter aux personnes responsables de l'égalité de genre dans les autres organisations internationales identifiées dans mes recherches en ligne. Lorsque c'était la personne participante qui me suggérait une autre personne à rencontrer, la suggestion était par la suite filtrée en fonction des critères de l'échantillonnage théorique mentionnés précédemment. Dans le cadre de cette thèse, dans laquelle les personnes d'intérêt font partie des mêmes milieux, cette stratégie d'échantillonnage s'est avérée appropriée. D'autant plus qu'un des intérêts de ce type d'échantillonnage est sa capacité à rendre les personnes participantes potentielles plus réceptives aux demandes

d'entretien puisque le chercheur ou la chercheuse arrive recommandé (Small 2009). C'est un enjeu important de la recherche au Vietnam, comme en fait état la sous-section suivante.

2.3.2 Accès au terrain

La collecte de données par les entretiens semi-dirigés s'est déroulée en deux temps sur le terrain au Vietnam. Le premier séjour au Vietnam, d'une durée de cinq mois, s'est déroulé entre juin et octobre 2018 et le deuxième séjour, d'une durée de cinq semaines, d'avril à mai 2019. Un premier séjour de recherche de plus longue durée avait été envisagé pour avoir le temps de me construire un réseau de connaissances qui me permettrait de rentrer en contact avec les personnes participantes. De plus, considérant que plusieurs des pratiques femmes et villes documentées étaient toujours en cours de réalisation à ce moment-là, le fait d'être présente sur le terrain pendant une longue période, grâce à deux séjours de terrain, a permis de voir ces pratiques évoluer presque en temps réel.

Ces séjours de terrain ont soulevé plusieurs questions par rapport à ma positionnalité comme chercheuse. Les géographes féministes réfléchissent depuis longtemps à la positionnalité des chercheurs et chercheuses dans leurs démarches (McDowell 1992; England 1994; Rose 1997; Bondi 2003; Valentine 2002). Pour elles, il s'agit d'une question centrale dans la mesure où le type de savoir produit dépend de qui produit ce savoir (Rose 1997, 306); le savoir est donc toujours situé (McDowell 1992, 409). Aux yeux d'England (1994, 80), c'est un aspect structurant du travail de terrain : « I argue that the researcher's positionality and biography directly affect fieldwork and that fieldwork is a dialogical process which is structured by the researcher and the participants ». En ce sens, il convient de réfléchir aux ressemblances et aux différences entre la personne qui effectue la recherche et les populations qu'elle étudie (Valentine 2002). Très tôt dans ma démarche doctorale, j'ai décidé de concentrer mes recherches sur le travail des professionnels et professionnelles. Ce choix méthodologique, en phase avec mes questions de recherche, s'inscrit également dans une volonté de dépasser un dilemme identifié par England (1994, 81) : « in our rush to be more inclusive and conceptualize difference and diversity, might we be guilty of appropriating the voices of "others"? ». À cet égard, faire des entretiens avec des personnes dont le profil professionnel peut s'apparenter au mien, puisque je travaillais pour FVI à l'époque, me semblait être une manière d'atténuer quelque peu le fait que je sois « autre » tout en faisant en sorte que je sois « à l'aise au sein de la culture que [j'] étudie » (Olivier de Sardan

2000, 434). Il demeure toutefois évident que sur le terrain, je restais une étrangère, et ce statut a grandement influencé la conduite de ma collecte de données.

Faire de la recherche au Vietnam comporte des défis qui sont particuliers au contexte politique autoritaire. Cela demande notamment d'avoir certaines autorisations (Turner 2013). Généralement, les chercheuses et chercheurs étrangers doivent établir des liens avec une institution de recherche locale (Scott, Miller et Lloyd 2006). Dans mon cas, pour avoir accès à un visa de recherche, il m'a fallu être reliée à une institution hôte, la Vietnamese Academy of Social Sciences (VASS), qui est partenaire dans les projets de recherche de ma directrice et co-directrice de thèse depuis plusieurs années. Pour pouvoir demander ce visa, le VASS devait transférer aux autorités plusieurs documents : mon curriculum vitae, une copie de mon diplôme de maîtrise, une lettre de mon université et un plan de travail présentant mes activités de collecte de données selon un calendrier détaillé. Il faut préciser que le niveau de demandes administratives s'avère être différent d'un cas à l'autre. Bonnin (2013) explique qu'il est difficile de faire un portrait uniforme de ces demandes, car celles-ci changent constamment et qu'elles dépendent de plusieurs facteurs : l'institution hôte, la localisation du terrain de recherche, le sujet abordé et les personnes participantes envisagées. Pour ma thèse, je n'ai pas dû demander d'autres autorisations, mais il était parfois nécessaire de passer par le VASS pour solliciter des membres du gouvernement pour des entrevues.

Un autre défi de la recherche au Vietnam est celui du capital social que les chercheuses et chercheurs étrangers doivent se bâtir pour établir des contacts. Comme l'indiquent Boggiano, Harris et Duy Thang Nguyen (2015, 1), « as cultural outsiders – known as *bà tây* in Vietnamese – we were challenged with gaining access ». Boggiano, Harris et Duy Thang Nguyen (2015) expliquent que les chercheuses et chercheurs étrangers peuvent se bâtir un capital social au Vietnam en travaillant de près avec les membres de l'organisation hôte, leurs informatrices et informateurs clés et leurs interprètes. Considérant que ces personnes ont déjà un réseau établi et des connaissances initiées, elles peuvent agir comme courroie de transmission entre la personne étrangère qui fait de la recherche au Vietnam et la population que cette personne cherche à rencontrer. C'est un capital social qui repose sur ce qu'on désigne en vietnamien par *quan hệ*, c'est-à-dire des relations interpersonnelles. Dans le cas de la Chine, où le rôle du *guanxi*, équivalent en mandarin du *quan hệ*, dont le travail de terrain a été plus étudié, Liang et Lu (2006, 161) soulignent l'importance des relations interpersonnelles : « one's *guanxi* appeared to be critical in site selection, research access, and quality of data obtained ». Le duo rapporte par exemple qu'il faut avoir du *guanxi* non seulement pour avoir accès à des personnes participantes,

mais aussi pour s'assurer de leur coopération tout au long du processus. Par exemple, passer par des relations peut contribuer à ce que la personne sollicitée ne se désiste pas sans prévenir. Ainsi, venir recommandée par quelqu'un de son réseau de contact facilite la conduite de la recherche dans des contextes comme celui du Vietnam ou de la Chine, où le capital social revêt une importance particulière.

Pendant mon terrain de recherche, cette question constituait un enjeu important considérant mon statut de doctorante étrangère de passage, qui me confère peu de capital social. Par contre, j'ai eu la chance d'avoir l'appui précieux de deux informatrices clés qui m'ont généreusement donné accès à leurs réseaux de contacts. J'ai été mise en contact avec elles par ma codirectrice, qui avait collaboré avec elles par le passé. Ce sont deux chercheuses vietnamiennes qui sont proches des milieux de pratiques qui m'intéressent. La prise de contact avec plusieurs personnes participantes potentielles s'est donc réalisée grâce à ces informatrices, qui ont mis à profit leurs réseaux de connaissances pour me présenter aux personnes identifiées par les démarches d'échantillonnage théorique et boule de neige.

Lors de mes six mois de terrain, j'ai sollicité près d'une quarantaine de personnes pour des entretiens. À plusieurs reprises, je n'ai pas reçu de réponse lorsqu'il s'agissait d'une prise de contact à froid, sans passer par une personne de mon réseau. Lorsque j'étais mise en contact par une des informatrices ou une autre personne participante, j'obtenais généralement une réponse. J'ai parfois eu des réponses négatives, qui étaient justifiées par un manque de temps, par l'impression d'avoir peu à dire sur le sujet ou parce que la personne n'était pas au Vietnam. D'autres fois, l'échantillonnage boule de neige connaissait des difficultés. Par exemple, à la fin d'une entrevue avec une professionnelle d'une organisation internationale au Vietnam, j'ai demandé à la participante si elle pouvait me mettre en contact avec les partenaires du gouvernement vietnamien avec lesquels elle avait travaillé dans le cadre du projet étudié. Elle m'a répondu de façon évasive, visiblement mal à l'aise, en expliquant qu'elle aurait aimé pouvoir le faire, mais qu'elle ne peut pas parce qu'elle sait que cette équipe du gouvernement est partie en voyage. En quittant son bureau, je me suis demandé si c'était vrai ou si c'était un refus lié au fait que j'étais étrangère et, dans ce cas-là, si c'était lié au contexte autoritaire ou à mon manque de *quan hệ*. J'ai finalement pu obtenir un entretien avec une représentante de cette équipe du gouvernement vietnamien quelques mois plus tard grâce à une autre participante. Cependant, cette représentante n'était pas prête à ce que ce soit moi qui la rencontre, car elle avait des réticences à se faire voir avec une étrangère. Dans le contexte autoritaire vietnamien, ce désir de discrétion

n'est pas surprenant. C'est donc une des interprètes qui est allée réaliser l'entretien¹². C'était le compromis à faire pour ne pas passer à côté de cette entrevue avec un acteur important de la traduction du discours international sur l'approche femmes et villes au Vietnam. Cette anecdote illustre certaines des difficultés d'accès qui ont caractérisé mon terrain de recherche, mais celui-ci m'a quand même permis de rencontrer plusieurs personnes participantes.

Au final, j'ai réalisé 26 entretiens avec des personnes (voir leur profil à l'annexe 1) qui travaillent dans cinq types d'organisations : 11 personnes d'organisations internationales¹³, six d'OSCV qui travaillent sur les enjeux de genre¹⁴, cinq d'OSCV qui travaillent sur l'urbain¹⁵, trois personnes de l'appareil étatique vietnamien¹⁶ et une universitaire. Ce nombre d'entretiens s'est révélé suffisant pour recueillir de l'information sur les différentes manières dont le discours international sur l'approche femmes et villes prend forme au Vietnam. En effet, une certaine saturation a semblé être atteinte lorsque les personnes participantes ont commencé à me référer à des personnes et des organisations que j'avais déjà rencontrées. Dans la perspective où il ne s'agit pas de saisir l'opinion de l'ensemble des actrices et acteurs impliqués dans ces circulations, rencontrer un nombre restreint de personnes par types d'organisation s'avère suffisant pour répondre aux questions de recherche.

2.3.3 Préparation des entretiens

Les premiers jours du séjour de recherche au Vietnam ont été consacrés à la recherche de personnes participantes, à la préparation des entretiens et à me refamiliariser avec le quotidien à Hanoi¹⁷. En préparation aux entretiens, avec l'aide d'une de mes informatrices, j'ai engagé deux interprètes vietnamiennes – une étudiante à la maîtrise et une étudiante au doctorat qui s'intéressent toutes deux à l'urbanisme – pour m'accompagner dans la collecte de données. Elles ont aussi traduit le guide d'entretien et le document d'information en vietnamien.

¹² La rencontre a été enregistrée et l'interprète en a ensuite fait la transcription directement en anglais.

¹³ Ce sont des ONGI, des agences de l'ONU, des IFI et des agences bilatérales de développement.

¹⁴ Ce sont des organisations qui font de l'intervention et/ou de la recherche sur les droits des femmes et l'égalité de genre au Vietnam.

¹⁵ Ce sont des organisations qui interviennent et/ou font de la recherche sur les environnements urbains au Vietnam et des associations de villes.

¹⁶ Au niveau central et au niveau local.

¹⁷ Il ne s'agissait pas de mon premier séjour au Vietnam : mes deux premiers séjours, en 2014 et en 2015 ont été réalisés dans le cadre de ma maîtrise en urbanisme. J'ai suivi des cours de vietnamien pour me préparer à mes terrains de recherche de maîtrise et de doctorat et ces cours m'ont permis de me débrouiller au quotidien, mais je ne maîtrise absolument pas la langue.

Le guide d'entretien a été construit dans la perspective où l'entretien est considéré comme un moment de co-construction des données et non comme un accès direct à la réalité de la personne participante (Roulston et al. 2003). Pour qu'une telle dynamique puisse se développer lors de l'entretien, la chercheuse ou le chercheur se doit d'être préparé tout en étant suffisamment flexible pour saisir les relances. Dans le cadre de ma recherche, le guide d'entretien avait d'abord été conceptualisé pour l'ensemble des entretiens, peu importe le type d'actrice ou d'acteur rencontré. Cependant, après les premiers entretiens, il s'est avéré essentiel de l'adapter sur mesure selon le type d'acteur ou d'actrice pour poser des questions qui prennent mieux en compte la réalité de la personne participante et de son organisation. Le guide d'entretien final (annexe 2) a été construit autour de cinq blocs thématiques : 1) information sur l'organisation; 2) information sur les programmes « ville sûre »; 3) information sur l'application du *gender mainstreaming* dans les projets de l'organisation; 4) l'égalité de genre au Vietnam et 5) les enjeux femmes et villes au Vietnam. Tous les entretiens ont abordé les blocs 1, 4 et 5. Pour le bloc 2, il était abordé si la personne faisait partie d'une organisation qui a travaillé sur un des trois programmes « ville sûre » étudiés. Pour le bloc 3, il était abordé si la personne faisait partie d'une organisation qui applique le *gender mainstreaming* à des projets urbains.

Le premier bloc thématique visait à connaître les activités de l'organisation rencontrée, ses partenariats et la place accordée aux enjeux de genre dans son travail. Ces informations permettent entre autres de faire le portrait du réseau d'acteurs et actrices qui interviennent sur les questions femmes et villes au Vietnam. Le bloc sur les programmes « ville sûre » cherchait à recueillir des informations sur la planification et la mise en œuvre de ces programmes et à connaître les contributions particulières de chacune des organisations impliquées. Il s'agissait également de saisir comment la personne participante considère les retombées du programme et son influence dans la mise en circulation de l'approche femmes et villes au Vietnam. Le bloc sur le *gender mainstreaming* a été utilisé pour comprendre de quelle manière les organisations qui l'appliquent, essentiellement des donateurs internationaux, le mettent concrètement en œuvre dans leurs projets urbains et interagissent avec leurs partenaires à ce sujet. De plus, il s'agissait aussi de comprendre l'influence de leur travail sur la circulation de l'approche femmes et villes au Vietnam selon leur point de vue. Le bloc 4, sur l'égalité de genre, visait à faire le portrait, d'une part, des interventions en égalité de genre, autant dans l'action publique que collective et, d'autre part, de l'influence du discours international dans ce domaine d'après la personne participante. Enfin, le bloc 5, sur les enjeux femmes et villes au Vietnam, cherchait à comprendre comment les

personnes rencontrées considèrent ces enjeux, comment ceux-ci sont pris en compte au Vietnam à leurs yeux et l'influence du discours international à ce sujet.

2.3.4 Déroulement des entretiens

Après avoir été présentée par courriel, message texte ou téléphone à une personne participante potentielle grâce à une personne de mon réseau de contacts, je demandais aux personnes sollicitées si je pouvais communiquer avec elles par courriel. Dans la majorité des cas où les communications pouvaient se faire en anglais¹⁸, je leur envoyais un courriel dans lequel je me présentais, en présentant mon objectif de recherche et les raisons pour lesquelles je souhaitais la rencontrer. Le courriel se terminait en demandant si la personne était intéressée à me rencontrer pour un entretien d'environ une heure, au lieu et à l'heure de son choix. Lorsque la réponse était positive, je leur demandais si la rencontre pouvait être enregistrée et je joignais à ma réponse une lettre d'information en anglais et en vietnamien qui permettait d'avoir leur consentement. J'ai procédé par consentement oral pour les entretiens, car dans le contexte vietnamien, il est difficile de demander à des personnes participantes de signer un formulaire de consentement écrit (Labbé 2011). Un consentement écrit peut être perçu comme un signe de méfiance du chercheur ou de la chercheuse quant à la véracité des informations fournies pendant l'entretien ou encore comme un document qui pourrait être utilisé contre les personnes participantes dans le futur. Le consentement oral permettait alors d'être en plus grande adéquation avec les pratiques vietnamiennes.

Toutes les entrevues, sauf deux, ont eu lieu à Hanoï, la capitale vietnamienne où se retrouvent le gouvernement central, les bureaux des organisations internationales et ceux des organisations de la société civile d'intérêt pour cette recherche. Une entrevue a eu lieu à Hoi An, ville du centre du Vietnam, et une autre à Montréal, où se situe le siège d'une des organisations internationales impliquées dans la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes.

Les entretiens ont eu lieu dans différents types de lieux, selon ce qui convenait le mieux à chaque personne participante. La majorité se sont déroulés dans les bureaux de l'organisation pour laquelle la personne rencontrée travaille. Trois entretiens ont eu lieu au domicile de la personne rencontrée, deux dans des cafés et un dans le hall d'un hôtel. Dans les deux derniers cas, les conditions d'entretiens étaient plus difficiles à cause du bruit, mais cette flexibilité était nécessaire

¹⁸ À deux reprises la prise de contact s'est fait en vietnamien par l'entremise d'une des interprètes.

pour ne perdre l'occasion que représentaient ces entretiens. Je me déplaçais vers les différents lieux d'entretien en scooter, qui est le moyen de transport le plus répandu. Ces déplacements pouvaient devenir compliqués considérant ma connaissance limitée de la ville, mais ils se sont avérés être de bons sujets de conversation en début d'entretien. En effet, avant de poser les questions du guide d'entretien, je débutais la rencontre en parlant de mon projet de recherche, de la durée de mon séjour au Vietnam, de l'endroit où j'habitais à Hanoï et de mes déplacements en scooter. Ces conversations permettaient de fluidifier les échanges avant de commencer à poser mes questions.

Les entretiens ont duré en moyenne 55 minutes. La majorité d'entre eux ont été enregistrés. Lorsque ce n'était pas possible, je prenais en note les réponses de la personne participante pendant l'entretien et je complétais les notes après l'entretien. Lors des entretiens enregistrés, je prenais tout de même des notes : cette prise de note permettait de ralentir le rythme de la conversation et les courts moments de silence permettaient souvent aux personnes participantes d'ajouter des éléments de réponse. Une autre stratégie utilisée pour préparer ces moments de co-construction de données a été de prendre connaissance le plus possible du travail de l'organisation avant la rencontre. Cette préparation permettait d'avoir des questions de relance précises et des réponses plus approfondies. Lors des premiers entretiens, je m'étais rendu compte que si les questions n'étaient pas assez collées à la réalité de l'organisation, les réponses restaient assez générales. Par ailleurs, au lieu de suivre précisément l'ordre des questions, le fait de travailler par bloc thématique permettait d'aborder les sujets selon les liens qui émergeaient au cours de la conversation. J'ai donc pu tirer avantage de la flexibilité des méthodes qualitatives (Bryman 2008) pour affiner ma façon d'administrer la grille d'entretien.

Sur les 26 personnes participantes, on comptait 24 personnes d'origine vietnamienne, une d'origine française et une d'origine canadienne. La très grande majorité des entretiens se sont déroulés en anglais, dans la mesure où ce sont des personnes qui travaillent pour des organisations internationales ou avec celles-ci et que la maîtrise de l'anglais fait généralement partie de leurs compétences. Une interprète a été présente pour trois entretiens. Dans deux cas, la rencontre s'est déroulée en anglais, mais sa présence permettait de clarifier certains termes. Dans le troisième cas, l'entretien s'est déroulé entièrement en vietnamien. L'interprète posait les questions en vietnamien, puis faisait la traduction simultanée des réponses pour l'enregistrement et pour me permettre de réagir. Enfin, deux entretiens se sont déroulés en français avec un ressortissant de la France et une Vietnamiennne qui a fait ses études en France.

Tout compte fait, les entretiens se sont révélés être une source très riche d'information. Par contre, il faut considérer que ces représentations individuelles ne correspondent pas exactement aux pratiques réelles dans la mesure où, entre autres, il y a un décalage temporel entre le moment où l'action a eu lieu et le moment où l'action est rapportée en entretien (Bongrand et Laborier 2005). C'est notamment dans cette perspective que les entretiens sont complétés par d'autres outils de collecte de données.

2.4 Analyse documentaire

Le deuxième outil de collecte de données est l'analyse documentaire. Cet outil a deux fonctions. D'une part, il a permis de récolter des données qui ont été triangulées avec les données issues des entretiens semi-dirigés. Cela a permis d'avoir accès à plus d'information sur le contexte des personnes participantes. L'analyse documentaire s'avère aussi utile d'un point de vue historique, puisqu'elle donne accès à des périodes plus étendues que ce que les personnes rencontrées en entretien ont personnellement connu. D'autre part, les questions de recherche portant précisément sur le discours international sur l'approche femmes et villes ont reçu des réponses principalement à partir des données de l'analyse documentaire. Bref, l'analyse documentaire est ici une méthode de collecte de données complémentaire qui s'inscrit dans la perspective de profondeur des études de cas.

La question centrale de l'analyse documentaire est celle du corpus. Celui-ci est constitué de tous les documents à analyser et son élaboration s'appuie sur une démarche systématique (Leray et Bourgeois 2016). Une des spécificités de ce type de données est qu'elles sont déjà élaborées, l'enjeu n'étant alors pas de les construire, mais de les sélectionner et de les récupérer. Dans le cadre de cette thèse, le corpus est constitué de deux différentes catégories de documents portant respectivement sur le discours international sur l'approche femmes et ville et sur l'approche femmes et villes au Vietnam.

2.4.1 Documents sur le discours international sur l'approche femmes et villes

La première catégorie est constituée de documents publics qui portent sur le discours international sur l'approche femmes et villes. C'est par ces documents, notamment, que les idées associées à ce discours sont véhiculées à travers le monde. Ce premier corpus a été construit à partir de

différents critères. Le premier critère concerne la temporalité : les documents récoltés ont été produits dans une période de temps précise, soit entre 1996 et 2019. L'année 1996 correspond au moment où la conférence Habitat II a eu lieu. Cet événement est considéré comme un moment charnière dans la mise à l'agenda urbain international des enjeux d'égalité de genre, tel que démontré au chapitre 3. Depuis, des organisations internationales, des événements internationaux, des réseaux de gouvernements locaux et des villes ont produit des documents qui portent sur le discours international sur l'approche femmes et villes. Le corpus s'est donc formé en étapes : la première consistait à repérer ces différents acteurs et actrices et événements, et la deuxième, à récolter leurs publications. Le repérage s'est fait à partir d'une recherche sur le moteur de recherche Google¹⁹, dans les programmes des conférences internationales, dans la littérature scientifique et à partir de mon expérience de travail avec l'organisation FVI. Puis, pour récolter la documentation produite par ces organisations, il s'agissait d'aller sur le site internet de chacune d'elles pour récupérer les documents. Dans les faits, cette recherche documentaire a été un processus itératif, dans la mesure où les premiers documents repérés faisaient référence à d'autres documents qui étaient également récupérés par la suite. Le corpus n'est pas exhaustif considérant que la récolte des documents dépend de leur niveau d'accessibilité et de publicité²⁰, mais ce sont justement les documents les plus accessibles qui mettent le plus en circulation le discours international sur une approche femmes et villes. Finalement, 48 documents publiés par 18 organisations différentes, en français, en anglais et en espagnol, ont été identifiés, récupérés et analysés (voir l'annexe 3).

2.4.2 Documents sur l'approche femmes et villes au Vietnam

La deuxième catégorie de documents concerne la traduction de l'approche femmes et villes. Cette catégorie de documents n'a pas fait l'objet d'une recherche systématique; il s'agit plutôt de documents qui ont été mentionnés par des personnes participantes pendant les entretiens ou de documents qui ont été repérés en préparant les entretiens. Cette catégorie concerne principalement les trois programmes « ville sûre » qui font l'objet de plusieurs communications de la part des organisations internationales qui les pilotent. Ces documents sont constitués de documentation publique, de publications Facebook et d'articles de presse (tableau 2.1).

¹⁹ En utilisant les mot-clés suivants : « women and cities », « gender and urban planning », « gender and urban development », « femmes et villes », « genre et planification urbaine ».

²⁰ Les limites méthodologiques de cette thèse sont discutées en conclusion.

Tableau 2.1 : Documentation sur les trois programmes « ville sûre » mis en œuvre au Vietnam (2010-2019)

	Documentation publique	Publications Facebook	Articles de presse (en anglais)	Total
ActionAid	12	17	9	38
Plan International	18	23	10	51
ONU Femmes	17	15	8	40
Total	47	55	27	129

Source : autrice

La documentation publique est principalement constituée des programmes, des plans d'action, des rapports annuels et des rapports de programme qui portent sur les trois programmes étudiés. Ils proviennent particulièrement des organisations internationales, mais aussi des organisations partenaires. Les documents ont été récupérés soit en ligne soit sur place dans les bureaux des organisations pendant les entretiens. Certains sont des traductions de documents en vietnamien et d'autres n'existent qu'en anglais. Pour les publications Facebook, celles-ci ont été récupérées en parcourant systématiquement toutes les publications de la page Facebook de chacune des organisations porteuses d'un programme « ville sûre » au Vietnam²¹ à partir de la première année de mise en œuvre de leur programme respectif jusqu'en 2019. La majorité des publications étaient en vietnamien et en anglais et dans les quelques cas où elles étaient seulement en vietnamien, la fonction de traduction de Facebook a été utilisée pour obtenir une version anglaise. Pour les articles de presse, ceux-ci ont été récupérés de différentes façons. Dans la majorité des cas, les articles étaient relayés par les organisations internationales sur leur site internet et sur leurs réseaux sociaux. Dans les autres cas, les articles ont été récupérés sur les sites internet de médias vietnamiens (voir la section 2.5 sur la revue de presse).

L'autre partie du corpus de cette partie de l'analyse documentaire porte sur les autres pratiques femmes et villes retrouvées au Vietnam. Ce sont aussi des documents récupérés à travers les entretiens semi-dirigés ou les recherches effectuées avant les entretiens.

²¹<https://www.facebook.com/planinternationalvietnam>
<https://www.facebook.com/unwomenvietnam>
<https://www.facebook.com/actionaidvn>

Tableau 2.2 : Documents sur l'approche femmes et villes au Vietnam repérés pendant la collecte de données (2010-2019)

Titre	Année	Organisation	Nombre de pages
Gender Equality Results in ADB Projects Vietnam Country Report	2010	Banque asiatique de développement	80
Building Capacity to Make Transport Work for Women and Men in Vietnam: Gender and Transport Challenges	2012	Banque mondiale	6
Country Partnership Strategy. Vietnam 2016-2020. Fostering More inclusive and Environmentally Sustainable Growth	2016	Banque asiatique de développement	30
National Report for United Nation Conference on Housing and Sustainable Urban Development (Habitat III)	2016	Ministry of Construction	80
Nation Action Plan for the Implementation of the 2030 Sustainable Development Agenda	2017	Ministry of Planning and Investment	78
Country Partnership Framework for the Socialist Republic of Vietnam. For the Period FY18-22	2017	Banque mondiale	162
Vietnam's Voluntary National Review on the Implementation of the Sustainable Development Goals	2018	Ministry of Planning and Investment	94
Gender equality in urban areas	2019	Banque mondiale	104

Source : autrice

L'analyse de la documentation qui accompagne les pratiques femmes et villes au Vietnam permet de contextualiser les projets et de trianguler les données avec celles des entretiens semi-dirigés. Un enjeu ici concerne les documents qui sont rendus accessibles et récupérés : ceux-ci ne sont pas systématiquement les mêmes d'une organisation à l'autre. Toutefois, en croisant plusieurs sources de documents, les angles morts sont moindres.

En somme, les deux corpus de l'analyse documentaire, soit les documents sur le discours international sur l'approche femmes et villes et les documents sur l'approche femmes et villes au Vietnam, sont des sources importantes pour analyser la manière dont le discours étudié est traduit au Vietnam. Il faut cependant être attentif aux différentes limites de l'analyse documentaire en

adoptant une posture critique face à ces documents. Pour Courville (1995), les documents sont aussi des constructions sociales qui renvoient à des représentations spécifiques d'un contexte historique et géographique. Autrement dit, ce n'est pas parce que quelque chose est écrit qu'il s'agit d'un reflet exact de la réalité. Il faut alors interroger les sources en prenant en compte le contexte dans lequel les documents ont été formulés ainsi que l'objectif et le public visé. En ce sens, selon Ramognino (1992, 57), les documents sont élaborés en relation aux enjeux politiques, sociologiques et économiques qui les entourent, c'est-à-dire qu'ils « participent en quelque sorte des enjeux qui se nouent autour de leur constitution ». Cela fait en sorte que ce sont des données d'autant plus riches en information puisqu'elles permettent de mettre en relief le contexte. La revue de presse vient compléter ce tableau.

2.5 Revue de presse

Le troisième outil de collecte de données est une revue de presse. Elle est composée d'articles récupérés dans des médias vietnamiens, publiés en anglais et en vietnamien. Dans le cas des articles en vietnamien, la revue de presse a été faite par une assistante de recherche vietnamienne spécialisée en développement urbain international. Autant pour les articles en anglais qu'en vietnamien, le corpus a été construit de manière systématique. En effet, tous les articles identifiés selon certains critères de sélection ont été inclus dans le corpus. Ce caractère systématique est une grande force, dans la mesure où il permet d'éviter les biais de sélection (Leray et Bourgeois 2016).

Concrètement, la revue de presse s'est réalisée en plusieurs étapes. La première étape consistait à identifier les médias écrits vietnamiens à retenir. Ceux-ci ont été retenus selon certains critères. Il s'agit de journaux généralistes nationaux (sauf dans un cas²²) et de médias spécialisés qui s'adressent à des publics cibles qui sont potentiellement proches de l'approche femmes et villes au Vietnam (voir l'annexe 4). De plus, ce sont des médias dont le contenu est disponible en ligne. Dans la majorité des cas, il ne s'agit pas seulement d'une version électronique de l'édition papier, mais d'un média qui publie en continu des articles sur son site internet.

Dans une deuxième étape, pour chacun de ces médias, des critères de sélection ont été mobilisés pour récupérer les articles de façon systématique. Une série de mots-clés a été utilisée pour

²² Un média de Hô Chi Minh-Ville a été inclus parce qu'on y retrouve plusieurs articles sur le programme « ville sûre » mis en œuvre dans cette ville.

identifier des articles qui portent sur les différentes dimensions de la traduction du discours international sur l'approche femmes et villes au Vietnam :

- Gender equality
- Safer cities for girls
- Safe cities for women
- HCM City safe and friendly city
- Sexual harassment
- Safe city

Pour ne garder que les articles qui portent sur l'objet de recherche de cette thèse, les mots-clés « gender equality » et « sexual harassment » étaient accompagnés d'une deuxième étape de sélection. Parmi les articles trouvés au moyen de ces mots-clés, seuls les articles qui portent sur des gouvernements locaux, sur le développement et la planification urbaine ou sur des organisations internationales et des cadres internationaux (ex. ODD) étaient conservés.

La période couverte par la revue de presse s'étend de janvier 2012 à mai 2019. La date de début a été choisie en fonction de la première année de mise en œuvre du premier programme « ville sûre » au Vietnam et parce que ces médias n'ont pas, en général, d'archives en ligne très complètes avant cette période.

Enfin, il y avait pour l'assistante de recherche une autre étape de sélection. Considérant que plusieurs des articles en anglais sont des traductions des articles en vietnamien, l'assistante devait vérifier dans les résultats que j'avais réunis au préalable si l'article avait déjà été récupéré dans sa version anglaise. Elle ne gardait donc que les articles en vietnamien qui étaient originaux.

Avec ces critères de sélection, 161 articles en anglais et 150 articles en vietnamien ont été retenus. La troisième étape a consisté à rapporter les informations dans un tableau Excel. Pour chaque article, les informations suivantes ont été notées :

- Le titre (et la traduction anglaise du titre pour les articles en Vietnamien)
- Mot-clé utilisé
- Date de publication
- Nom du journal
- Nom de l'auteur ou l'autrice²³
- Type d'article : information ou opinion
- Adresse URL de l'article
- Date d'accès

²³ Lorsque disponible, puisque ce n'est pas systématiquement le cas dans les médias vietnamiens.

- Résumé en anglais²⁴

En plus de permettre de trianguler les données avec celles des entretiens et l'analyse documentaire, la revue de presse permet de documenter le contexte dans lequel le discours international sur l'approche femmes et villes prend forme au Vietnam de même que les retombés médiatiques des pratiques qui s'inscrivent dans ce discours. Il faut noter qu'au Vietnam, la presse est contrôlée par l'État, la couverture médiatique de ces enjeux est donc réalisée en prenant en compte l'encadrement des autorités. C'est aussi une façon d'avoir un certain accès au point de vue des autorités sur les questions d'égalité de genre au Vietnam. Enfin, avoir des articles en vietnamien et en anglais permet de voir s'il y a une différence de traitement entre l'information présentée à la population vietnamienne et celle présentée aux personnes étrangères.

2.6 Analyse des données

Les données provenant des entretiens semi-dirigés, de l'analyse documentaire et de la revue de presse ont fait l'objet d'un processus d'analyse de contenu en plusieurs étapes. Bien que la thèse s'intéresse de près au concept de discours international, l'analyse de discours n'a pas été retenue pour traiter les données, considérant que cette thèse ne s'inscrit pas seulement dans l'univers du discours : la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes et sa traduction au Vietnam est aussi un phénomène qui s'inscrit dans la pratique. En effet, mon approche conceptuelle porte une attention particulière aux pratiques des acteurs et actrices notamment dans leur fonction de passeur (voir le chapitre 1). Dans ces circonstances, l'analyse de contenu s'avère plus à propos pour analyser conjointement les discours et les pratiques en lien avec mon objet de recherche. Le reste de cette sous-section fait état des différentes phases de la démarche d'analyse des données qui s'est déroulée de manière itérative.

Après le premier séjour de terrain en 2018, toutes les notes d'entretiens ont été retranscrites et un verbatim a été produit pour tous les entretiens enregistrés. Les verbatim ont été réalisés par moi ou par une personne engagée pour faire la transcription de l'enregistrement. Dans ce deuxième cas de figure, j'ai révisé toutes les retranscriptions en écoutant les entretiens pour m'assurer de la fidélité du verbatim.

²⁴ Pour l'assistante de recherche qui a effectué la revue de presse en vietnamien, des lignes directrices ont été transmises pour lui indiquer quelles informations devaient se retrouver dans le résumé de l'article.

Ces premiers entretiens retranscrits ont fait l'objet d'une première phase d'analyse qui consistait à dégager des segments de verbatim pour les réunir sous les différentes thématiques qui émergeaient des entretiens. Cette étape préliminaire d'analyse a permis par la suite d'orienter le reste de la collecte de données lors du deuxième séjour de terrain en 2019, notamment en affinant les questions des entretiens semi-dirigés pour valider certains constats préliminaires. De plus, ces premiers résultats ont aussi permis d'établir les balises pour la revue de presse. Pour Mukamera et al. (2006, 112), ce travail itératif entre la cueillette et l'analyse des données « permet d'obtenir des précisions nécessaires à une bonne compréhension des processus en jeu et de vérifier les premières conclusions sur les données de façon à s'assurer de leur plausibilité ».

Après le deuxième séjour de terrain et la fin de la collecte des documents et des articles de presse, le volume de données était très important et il s'est avéré nécessaire d'utiliser un logiciel de traitement de l'information. J'ai fait appel au logiciel NVivo²⁵ pour gérer et stocker de manière systématique ces données qui proviennent de différentes sources. Dans un premier temps, le logiciel a donc permis de réunir toutes les informations récoltées et de les catégoriser selon le type de sources.

Dans un deuxième temps, il a été utilisé pour effectuer une analyse de contenu transversale et triangulaire. L'analyse a été faite de façon inductive en suivant Thomas (2006, 240), pour qui l'analyse inductive résulte en un « development of categories into a model or framework that summarizes the raw data and conveys key themes and processes ». Dans le cadre de cette étude, l'analyse inductive est adéquate, car, comme l'expliquent Blais et Martineau (2006, 4), celle-ci « se prête particulièrement bien à l'analyse de données portant sur des objets de recherche à caractère exploratoire, pour lesquels le chercheur n'a pas accès à des catégories déjà existantes dans la littérature ».

L'analyse s'est poursuivie par un premier cycle de codage dans la perspective de condenser les données. Celles-ci ont été codées en suivant un certain ordre pour correspondre au plus près aux questions de recherche, j'ai donc commencé par les documents sur le discours international sur l'approche femmes et villes avant de poursuivre avec les entretiens, les documents sur l'approche femmes et villes au Vietnam et enfin, la revue de presse. Pour chacune de ces sources de données, j'ai lu en profondeur le corpus puis repéré les segments des verbatim, des documents²⁶

²⁵ Ce logiciel a été sélectionné parce que j'étais déjà familière avec son fonctionnement et parce qu'il m'était rendu accessible par ma directrice de recherche.

²⁶ Pour les documents du discours international sur l'approche femmes et villes, lorsque l'un d'entre eux dépassait les 50 pages, ce n'est pas l'ensemble du document qui a été codé. En effet, l'intérêt d'analyser ces documents réside dans

et des résumés d'articles de presse qui sont en lien avec les questions de recherche. Ces segments sélectionnés ont été réunis dans de grandes catégories descriptives qui découlent des questions de recherche. Ces catégories sont : 1) le discours international versus le discours au Vietnam; 2) les mécanismes de circulation; 3) les acteurs et actrices et leurs pratiques; 4) le contexte politique et 5) le contexte social. De cette manière, les trois différentes sources de données sont croisées dans chacune de ces catégories, ce qui permet de regrouper les différents points de vue pour chacune des thématiques d'analyse.

En effectuant ce premier cycle de codage, j'ai également utilisé la fonction mémo du logiciel NVivo pour consigner mes réflexions dans une perspective d'« itération entre le chercheur et les données » (Mukamera et al. 2006, 112). J'ai pris des notes sur la description de la catégorie, sur le processus de codage, sur les sous-catégories qui semblaient émerger, sur des pistes d'interprétation, sur les éléments surprenants et sur les liens avec le cadre conceptuel. Les mémos ont été rédigés afin de « make explicit all the ideas, perceptions and decisions that have arisen during observation and analysis » (Peters et Wester 2007, 637). Ces réflexions ont directement nourri le deuxième cycle de codage.

Pour chacune des cinq catégories issues du premier cycle, le corpus a fait l'objet d'une autre étape de codage. Les sous-catégories qui ont été assignées lors de cette étape découlent d'un processus inductif qui prend appui sur les réflexions notées lors de la première étape de codage. Les codes qui ont été attribués à cette étape sont des codes plus analytiques qui visent à caractériser les différentes dimensions des catégories identifiées lors de la première étape (Peters et Wester 2007). Il en résulte une arborescence de codes qui a été conçue pour identifier les éléments constitutifs de chacune des thématiques.

En fin de compte, ces deux cycles de codage ont produit 404 pages de données classées par catégories et sous-catégories et provenant du croisement des trois types de sources. L'interprétation de ces données a été réalisée en fonction des questions de recherche. L'objectif à cette étape est de « searching for patterns in the material. Searching for patterns implies that the researcher has to make comparisons between separate segments, either within a single unit of text or across various units. These patterns are used to formulate answers to the research

l'argumentaire qui y est déployé autour de l'approche femmes et villes. Dans ces documents, l'argumentaire se retrouve principalement dans l'introduction, les autres chapitres présentant en général des marches à suivre ou des exemples de projets qu'on retrouve à travers le monde. Considérant que dresser un inventaire exhaustif des pratiques femmes et villes ne fait pas partie des objectifs de cette thèse, il a été décidé, pour les documents de plus de 50 pages, de limiter l'analyse au résumé exécutif, à l'introduction, à la conclusion et aux recommandations.

questions » (Peters et Wester 2007, 637). L'interprétation prend donc appui sur ce travail de comparaison et d'identification de motifs (dans les sous-catégories, entre les sous-catégories et entre les types de sources) en utilisant les fonctions de requête de NVivo comme point de départ.

Conclusion du chapitre

Pour répondre à la question : « comment le discours international sur l'approche femmes et villes est-il traduit au Vietnam, et par quels passeurs ? », la démarche méthodologique retenue s'appuie sur une stratégie qualitative. Ce chapitre a présenté toutes les étapes de cette démarche qui a inclus une collecte de données réalisée à partir d'entretiens semi-dirigés, d'une analyse documentaire et d'une revue de presse. L'administration des trois outils de collecte de données, et plus particulièrement des entretiens, a demandé une certaine flexibilité afin d'être réactive aux réalités du terrain vietnamien. Les résultats de recherche proviennent d'une triangulation des sources d'information et d'une analyse de contenu transversale des données récoltées. L'interprétation de ces données est présentée dans les chapitres 3 et 4 pour les résultats concernant le discours international sur l'approche femmes et villes plus particulièrement, et dans les chapitres 5, 6 et 7 pour les résultats sur la traduction de cette approche au Vietnam. Les limites de cette démarche méthodologique sont présentées dans la conclusion.

CHAPITRE 3 : CARACTÉRISER LE DISCOURS INTERNATIONAL SUR L'APPROCHE FEMMES ET VILLES

Ce troisième chapitre analyse en quoi consiste le discours international sur l'approche femmes et villes. L'objectif de ce chapitre est de comprendre comment ce discours s'est institué et quelles en sont les principales idées. Pour ce faire, le chapitre se divise en deux grandes sections. La première donne à voir l'historique du discours international. Cette analyse, qui repose sur la revue de la littérature et sur les publications récoltées pour l'analyse documentaire, révèle comment l'approche femmes et villes a progressivement été construite comme un discours international. La deuxième partie porte sur les différentes idées qui composent ce discours. Dans cette section plus descriptive, je présente en détail les principales propositions formulées sur l'approche femmes et villes et les interventions préconisées pour mettre en pratique l'approche, en analysant les 48 documents qui portent ce discours (annexe 3).

3.1 Évolution du discours international sur l'approche femmes et villes

Pour dresser un portrait du discours international sur l'approche femmes et villes, il s'agit, dans un premier temps, d'identifier les repères historiques importants de ce discours. À quel moment a-t-il émergé ? Par quels passeurs ? Comment a-t-il évolué par la suite ? À partir de la revue de littérature et de la documentation rassemblée par la collecte de données, il est possible de réaliser un tour d'horizon de l'évolution de ce discours. Cette évolution se déroule en cinq étapes qui représentent chacun des moments charnières dans le développement du discours (tableau 3.1). L'analyse de ces moments charnières montre combien c'est par des échanges entre l'échelle locale et l'échelle internationale, principalement impulsés par les mouvements féministes, que ce discours s'est d'abord construit, puis qu'il s'est renforcé au fil du temps par l'adoption par les États de cadres normatifs internationaux.

Tableau 3.1 : Principaux repères historiques du discours international sur l'approche femmes et villes (1975-2019)

Étapes	Période	Évènements phares
Les prémisses	Du milieu des années 1970 au milieu des années 1990	- Création de Women Plan Toronto (1985) -Création du programme Femmes et ville à la Ville de Montréal (1989)

		- Création du Red Mujer y Habitat en Amérique latine (1989)
L'avènement	Milieu des années 1990	- Conférence de l'OCDE : « Les femmes et la ville : logements, services et environnement urbain » (Paris, 1994) - Quatrième conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995) - Création de la Commission Huairou (1995) - Conférence Habitat II (Istanbul, 1996)
Le tournant <i>gender mainstreaming</i>	Fin des années 1990	- Entrée en vigueur du traité d'Amsterdam en UE (1999)
Le tournant intersectionnel	Fin des années 2000	- Deuxième conférence sur la sécurité des femmes (Mexico, 2004) - Troisième conférence sur la sécurité des femmes (Dehli, 2010)
Le renforcement	Milieu des années 2010	- 57 ^e Commission de la condition de la femme de l'ONU (2013) - Adoption des Objectifs de Développement Durable (2015) - Conférence Habitat III (Quito) et adoption du Nouveau Programme pour les Villes (2016)

Source : autrice

3.1.1 Les prémisses

La mise à l'agenda international de l'approche femmes et villes repose dans un premier temps sur les initiatives locales qui émergent entre les années 1970 et le milieu des années 1990. Ce sont les actrices et acteurs impliqués dans ces différents projets locaux qui ont contribué à ce qu'un discours international sur le sujet émerge par la suite. D'où l'importance d'identifier les premières initiatives sur lesquelles repose l'approche femmes et villes. Ces initiatives ont découlé de la mise sur pied de nouveaux organismes et de l'adoption de structures institutionnelles grâce aux mobilisations des mouvements féministes locaux. Ces premières initiatives ont été précédées ou accompagnées par les travaux en géographie féministe (Biarrotte 2017). L'analyse de ces premières initiatives montre à quel point elles ont rapidement circulé à l'international par le travail de production, de réception et de diffusion des mouvements féministes.

Selon Piché (1989, 116), on a commencé à partir de 1975 à avoir un intérêt pour la prise en considération des enjeux de genre dans les interventions sur les environnements urbains. C'est principalement grâce à la vigueur du mouvement féministe dans les années 1970, dont les revendications portaient notamment sur l'éradication des violences faites aux femmes (Whitzman, Andrew et Viswanath 2014). C'est pendant cette décennie qu'auront lieu les premières marches « take back the night » pour dénoncer ces violences. La première a eu lieu à Bruxelles en 1976, puis elles ont rapidement été déployées dans d'autres villes d'Europe, d'Australie et d'Amérique du Nord (Whitzman, Andrew et Viswanath 2014). Ces marches sont considérées comme le début des mobilisations pour des villes sûres pour les femmes (ActionAid 2011).

En 1982, à Toronto, le groupe Women In/And Planning est formé pour contrer la déconnexion entre la pratique de l'urbanisme et les besoins des femmes. La même année naît le Comité Femmes au sein du Conseil du Grand Londres²⁷, qui développe des programmes municipaux précisément pour les femmes et dont le travail permet d'avoir un chapitre sur les femmes dans le plan de développement de Londres (Piché 1989).

À Toronto, Women In/And Planning mène, entre autres, à la mise sur pied de l'organisme Women Plan Toronto. Débuté en 1985, leur projet de recherche-action vise à comprendre l'expérience quotidienne des femmes à Toronto (Modlich 2012). Les travaux de Women Plan Toronto s'inspirent du rapport produit par le Comité Femmes du Conseil du Grand Londres, *Changing Places : Positive Action on Women and Planning*, qui faisait état de l'opinion des femmes sur les enjeux de planification à Londres (Falu, Viswanath et Whitzman 2020). Les résultats de la recherche de Women Plan Toronto ont constitué la base de leurs nombreuses activités qui ont fait connaître les revendications des femmes auprès de l'administration torontoise (Piché 1989). C'est aussi à Toronto, en 1989, que les marches exploratoires sur la sécurité des femmes (*women safety audit*) sont créées par l'organisme METRAC. Les marches exploratoires ont depuis été utilisées et adaptées dans plusieurs villes à travers le monde (Michaud 2002; Whitzman, Andrew et Viswanath 2014; Klodawsky, Andrew et Siltanen 2016; Hancock et Biarrotte 2020).

À Montréal, des groupes de femmes et des professionnelles de l'aménagement urbain, inspirés entre autres par les expériences torontoises (Biarrotte 2012), demandent à ce qu'on prenne en compte les besoins particuliers des femmes dans le cadre de consultation sur le plan d'urbanisme en 1988. Le programme Femmes et ville est alors instauré au sein de l'administration montréalaise l'année suivante (Michaud 1997). La coordonnatrice de ce programme explique dans une

²⁷ Organe administratif du Grand Londres de 1965 à 1986.

entrevue que l'une de leurs premières activités a été d'adapter l'outil torontois des marches exploratoires (Côté 2013, 125). Cette adaptation a notamment pris la forme du *Guide d'aménagement pour un environnement urbain sécuritaire*. Tout comme Londres et Toronto ont inspiré d'autres villes, « les réalisations montréalaises dans le domaine de la sécurité urbaine ont fait l'objet d'un intérêt croissant à l'échelle internationale » (Biarrotte 2012, 54). En effet, Montréal est devenue à ce moment-là une ville-modèle dans le discours international sur l'approche femmes et villes, comme le précise le chapitre suivant.

Les expériences canadiennes ont notamment été une source d'inspiration en Amérique latine, où un important réseau est établi en 1989 : le Red Mujer y Habitat (Falu, Viswanath et Whitzman 2020). Ce réseau vise à réunir des ONG et des organisations féministes de plusieurs pays d'Amérique latine autour de la question de l'équité entre les hommes et les femmes dans le domaine de l'habitat. Selon son site internet, le réseau fonctionne comme une instance de coordination qui fait de la recherche, de la consultation, du transfert de connaissances, de la formation et du développement de projets. Le réseau a débuté en travaillant sur les sujets du logement, des services publics et du budget-temps des femmes, avant de se concentrer sur l'enjeu des violences faites aux femmes en s'inspirant du travail de Montréal et Toronto (Falu, Viswanath et Whitzman 2020).

En somme, ces premières initiatives constituent le socle sur lequel le discours international sur l'approche femmes et villes se développe par la suite. On peut parler de l'étape des prémisses dans la mesure où elle donne déjà à voir certaines caractéristiques importantes du discours international sur l'approche femmes et villes, comme l'importance du sujet des violences faites aux femmes. De plus, des organisations toujours importantes de nos jours dans la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes sont nées à cette époque.

3.1.2 L'avènement

Au milieu des années 1990, il y a une certaine effervescence sur la scène internationale à propos de l'approche femmes et villes. C'est la période pendant laquelle les initiatives locales qui prennent en compte les besoins particuliers des femmes dans la planification urbaine sont intégrées dans des cadres normatifs internationaux sous l'impulsion des réseaux féministes transnationaux. Ainsi, le discours international sur l'approche femmes et villes est directement nourri par les expériences qui ont lieu à l'échelle locale et qui sont mises en circulation à l'échelle

internationale par les mouvements féministes. Ces dynamiques s'inscrivent dans les réflexions de Merry et Levitt (2020, 149) au sujet de la construction de la norme internationale d'égalité de genre : « women's rights are typically produced in particular places, become redefined as global, and then are adopted in local contexts ».

La mise à l'agenda international de l'approche femmes et villes se fait en plusieurs étapes, à travers une série de grandes conférences internationales culminant par la deuxième Conférence des Nations-Unies sur les établissements humains, Habitat II, en 1996. En 1994, trois conférences internationales sur le sujet des femmes et de la planification urbaine ont eu lieu en Europe. La première, qui a lieu en Suède, est commanditée par le Conseil de l'Europe. La deuxième est organisée par l'Institut néerlandais de planification physique. La troisième conférence est organisée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à Paris. Ces trois conférences ont réuni des décideurs et décideuses politiques, des professionnels et professionnelles, des spécialistes et des militantes féministes d'une trentaine de pays (Booth et Gilroy 2001). Celle de l'OCDE est particulièrement influente. Les 27 pays membres de l'OCDE participent à cet événement nommé *Les femmes et la ville : logements, services et environnement urbain*. L'objectif de la conférence est de faire connaître les différentes expériences locales sur le sujet (FCM et Ville de Montréal 2004). Pour Michaud (1997, 183), il s'agit d'un moment important dans la circulation de l'approche femmes et villes : « déjà, la conférence de Paris révèle l'existence de nombreux projets et stimule la création de réseaux de contacts et d'échanges d'idées. Le contenu de la conférence suscite un tel intérêt que les actes deviennent un des best-sellers de l'OCDE ».

En 1994, la *European Charter for Women in the City*, qui est le résultat d'une recherche-action financée par la Commission européenne, est publiée. La charte porte sur cinq thèmes : urbanisme et environnement, mobilité, sécurité sociale, logement et stratégies. L'objectif de la charte est de créer un réseau international qui mettra en lumière l'aspect genré de ces enjeux. En 1995, à la suite de la série de conférences et de la publication de la charte, le réseau EuroFEM est créé pour continuer les réflexions et les échanges dans l'optique de favoriser l'application d'une approche genre à la planification urbaine dans les villes européennes (Booth et Gilroy 2001).

Toujours en 1995 a lieu à Beijing la quatrième conférence mondiale sur les femmes de l'ONU, qui a aussi contribué à l'intégration de l'approche femmes et villes dans le discours international. D'une part, les 189 pays qui ont signé la déclaration et le Programme d'action de Beijing sont incités à appliquer le *gender mainstreaming*. D'autre part, avec les 2100 ONG participantes, la

conférence de Beijing est l'occasion pour les réseaux féministes transnationaux de renforcer leurs liens. En préparation à la conférence de Beijing, une coalition internationale de réseaux féministes, la Women, Homes and Community Super Coalition (WHCS), est formée dans l'objectif de susciter une plus grande attention aux enjeux liés aux établissements humains (Schilen 1997). Au cours de la conférence de Beijing, les membres de la WHCS se rencontrent pendant une dizaine de jours dans le cadre des forums parallèles pour les ONG qui ont lieu à Huairou, un district du nord de Beijing. La dernière journée, le secrétaire général de la future conférence Habitat II rencontre la WHCS, écoute leurs recommandations et offre son aide pour que les enjeux de genre se retrouvent au cœur de la conférence Habitat II qui aura lieu à Istanbul l'année suivante (Michaud 1997). C'est ainsi que la super-coalition donne lieu à la création de la Commission Huairou (ONU-Habitat 2000). Aux yeux de Moser (2017, 231), la Commission Huairou, qui réunit des groupes de femmes de la base du Sud et du Nord, est un « impressive global urban gender network ». Ce réseau a à l'origine pour mission de faire le lien entre Beijing et Istanbul et de conseiller le secrétaire général afin de favoriser l'intégration des questions de genre lors d'Habitat II, car à Beijing les enjeux urbains ne sont pas directement discutés (Carrasco 2007). Selon Sweetman (1996), le manque d'intérêt pour ces enjeux pendant la conférence de Beijing pourrait avoir contribué à ce que les militantes féministes s'impliquent encore plus dans Habitat II par un travail soutenu de recherche et de lobbying. Finalement, ce travail a eu un impact significatif sur l'agenda urbain adopté lors d'Habitat II (Brown 1997). On voit ici combien la construction du discours international sur l'approche femmes et ville est intimement lié aux échanges entre différents types d'acteurs et d'actrices.

Habitat II est considérée comme un jalon important dans l'intégration dans l'agenda international des questions liées à l'égalité de genre et aux établissements urbains (Michaud 1997; FCM et Ville de Montréal 2004; Carrasco 2007). Dans la version finale du programme urbain adopté pendant la conférence, on retrouve la notion de genre dans 69 des 241 paragraphes du document (Brown 1997). L'importante mobilisation des réseaux féministes transnationaux a une influence décisive sur les engagements contenus dans le programme :

Ces engagements visent à assurer la pleine et égale participation des femmes au développement des villes, à implanter l'approche différenciée selon les sexes dans l'ensemble de la planification et du développement urbain à l'échelle locale et à établir un partenariat étroit entre les autorités locales, les groupes de femmes, les organismes communautaires et les autres actrices et acteurs visés. (Michaud 1997, 183)

À partir de cet évènement, il y a eu une multiplication d'initiatives qui s'inscrivent dans l'approche femmes et villes et d'échanges de bonnes pratiques sur le sujet (FCM et Ville de Montréal 2004). Selon Michaud (2002, 5), c'est depuis la conférence d'Istanbul que les questions de sécurité et de participation des femmes font partie du cadre de la « bonne gouvernance urbaine ». Ainsi, l'intégration de l'approche femmes et villes dans un cadre normatif global comme la Déclaration d'Istanbul marque l'avènement du discours international sur cette approche.

3.1.3 Le tournant du *gender mainstreaming*

Le tournant du *gender mainstreaming* a rapidement suivi les conférences de Beijing et d'Istanbul. Avec la signature du Programme d'action de Beijing par 189 pays, le *gender mainstreaming* est largement adopté par l'ONU, les institutions de développement, les ONG et les États. Il a aussi été intégré dans la déclaration de la conférence Habitat II. En effet, les pays signataires de la déclaration d'Istanbul en font un engagement :

We commit ourselves to the goal of gender equality in human settlements development. We further commit ourselves to: (a) Integrating gender perspectives in human settlements related legislation, policies, programmes and projects through the application of gender-sensitive analysis (Déclaration d'Istanbul 1996, 28)

Selon Michaud (1997, 187), il s'agit d'« un changement de paradigme important dans les stratégies à mettre en place », car on ne considère plus les enjeux de genre comme une problématique à part, on cherche plutôt à les intégrer de façon transversale dans l'ensemble des enjeux urbains.

Bien que le *gender mainstreaming* soit entériné dans la plateforme de Beijing dès 1995, c'est à la fin des années 1990 qu'il est intégré plus nettement dans l'approche femmes et villes, sous l'impulsion de l'UE et de son adoption du *gender mainstreaming* en 1998 (voir détails au chapitre 1). Ainsi, à partir des années 2000, les projets qui ciblent les femmes sont remplacés par des initiatives de *gender mainstreaming* (Tummers 2015). D'après Damyanovic et Zibell (2013), on s'éloigne alors des initiatives qui proviennent des mouvements féministes de base et on se rapproche d'une stratégie plus *top-down* qui découle de l'action publique. Ainsi, dans les processus de traduction qui accompagnent le passage de l'approche femmes et villes des initiatives féministes vers les cadres normatifs internationaux, l'approche prend un autre sens.

Du côté du discours des acteurs et actrices qui font circuler l'approche femmes et villes, le *gender mainstreaming* est particulièrement mis de l'avant. Par exemple, dans le guide *The Town for Equality, a Methodology and Good Practices for Equal Opportunities Between Women and Men*, produit par le Conseil des Communes et Région d'Europe (CCRE) en 2005, l'expression *gender mainstreaming* est utilisée à 66 reprises dans un document de 68 pages.

Cette dynamique s'inscrit dans le contexte d'un intérêt durable et récemment renouvelé pour le *gender mainstreaming* à l'échelle internationale (Engberg-Pedersen 2018, 162). D'ailleurs, selon Perrone 2020 (286), il faut considérer les ODD et le NPV comme les incarnations d'un « new generation of gender mainstreaming in spatial and urban planning ». Dès lors, on peut parler d'un tournant *gender mainstreaming*, car partant du Programme d'action de Beijing et de la Déclaration d'Istanbul au milieu des années 1990 jusqu'à ce jour, le *gender mainstreaming* demeure une stratégie largement préconisée, ce qui en fait un pilier du discours international sur l'approche femmes et villes.

3.1.4 Le tournant intersectionnel

Un autre repère historique important se situe à la fin des années 2000 avec le début du tournant intersectionnel. Il s'agit d'un tournant dans la mesure où cette période marque le début de la prise en compte dans le discours international sur l'approche femmes et villes des inégalités entre les femmes elles-mêmes et plus uniquement des inégalités entre les hommes et les femmes. Ainsi, le genre n'est plus considéré comme le seul marqueur identitaire qui explique les conditions de vie urbaine des femmes. Les acteurs et actrices qui portent le discours international reconnaissent que leurs expériences urbaines ne sont pas homogènes, mais qu'elles varient en fonction d'autres marqueurs tels que la race et la classe.

Une première piste pour expliquer ce changement de perspective renvoie aux dynamiques à l'œuvre au sein du réseau d'actrices et d'acteurs impliqués dans le mouvement pour des villes sûres pour les femmes. En effet, selon Whitzman, Andrew et Viswanath (2014), c'est le passage des conférences internationales sur la sécurité des femmes du Nord au Sud qui aurait permis une plus grande intégration des autres sources d'inégalités dans les questions sur la sécurité des femmes dans l'espace public. La première conférence internationale sur la sécurité des femmes a eu lieu à Montréal en 2002 et les deux suivantes ont eu lieu à Bogota en 2004 et Delhi en 2010. Pendant ces deux dernières conférences, les initiatives locales présentées mettaient l'accent sur

les besoins des femmes qui vivent d'autres sources d'inégalité comme la situation de pauvreté, le statut migratoire, la situation de handicap et la caste. Ces expériences des Suds « forced a reconceptualization of women's safety » (Whizman, Andrew et Viswanath 2014, 447). Ces réflexions renouvelées ont dépassé le réseau des actrices et acteurs mobilisés pour la sécurité des femmes, pour s'inscrire dans l'ensemble du discours international sur l'approche femmes et villes, car ce réseau joue un rôle de premier plan dans la circulation de ce discours (voir le chapitre 4). Ce positionnement central fait en sorte que les propositions mises de l'avant par ce réseau d'acteurs et d'actrices exercent une influence déterminante sur l'ensemble des idées qui composent le discours international sur l'approche femmes et villes.

Plus généralement, on peut aussi considérer que l'évolution des réflexions féministes sur l'intersectionnalité, tant dans le milieu académique que militant, s'est transposée en parallèle dans le discours international sur l'approche femmes et villes dans la mesure où il est aussi porté par des organisations qui sont proches des milieux féministes. Cette transposition s'inscrit dans ce que Hancock (2015, 4) décrit comme « the vast geographic travels of intersectionality both beyond academe (in a reciprocal relationship with activism) and across national borders ». En s'imposant au sein du féminisme, l'intersectionnalité est aussi devenue un incontournable de l'approche femmes et villes. À partir du moment où il y a eu une reconnaissance des autres facteurs d'inégalité sociale, il ne semble pas avoir eu de retour en arrière dans le discours des actrices et des acteurs impliqués dans la circulation internationale de l'approche femmes et villes.

3.1.5 Le renforcement

Un dernier repère historique important est celui du renforcement du discours international sur l'approche femmes et villes au milieu des années 2010. Avec l'adoption des ODD en 2015 et du NPV en 2016, la légitimité accordée au niveau international à l'approche femmes et villes a été consolidée. En effet, ces deux cadres normatifs globaux, adoptés consécutivement par les pays membres de l'ONU, reconnaissent les enjeux de genre comme étant une dimension à considérer dans le développement des villes. Cette conjoncture est considérée comme un moment décisif : « the intrinsic links between gender equality and urban development are more evident today than ever before » (ONU Femmes, ONU-Habitat et Commission Huairou 2018, 8).

Les liens entre égalité de genre et environnements urbains sont effectivement pris en considération dans ces deux cadres internationaux. Dans les 17 ODD énoncés dans le

Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'égalité de genre et l'*empowerment* des femmes sont pris en compte de façon transversale dans tous les objectifs, en plus de l'objectif spécifique à l'égalité de genre. Selon Razavi (2019, 149), « this was not a given, but hard-won through successful strategizing and advocacy by a range of women's rights organizations brought together through broad-based coalitions ». En lien avec l'approche femmes et villes plus précisément, l'objectif 11 des ODD est de « make cities and human settlements inclusive, safe, resilient and sustainable ». Cet objectif se décline à travers plusieurs cibles. Parmi celles-ci, on retrouve la cible 11.2 qui vise à avoir un système de transport sûr et accessible pour tous et toutes²⁸ et la cible 11.7 qui cherche à offrir des espaces publics sûrs, inclusifs et accessibles pour tous et toutes²⁹. Dans les deux cas, il est précisé qu'il faut faire particulièrement attention aux besoins des femmes, des enfants et des personnes âgées et handicapées. Cette intégration des enjeux de genre dans l'ODD 11 est aussi le résultat du travail des mouvements féministes transnationaux qui ont beaucoup participé au processus d'élaboration des ODD (Gabizon 2016). En outre, on souligne également l'influence de la 57^e édition de la Commission de la condition de la femme³⁰ à l'ONU en 2013. Les conclusions concertées de cette édition de la Commission ont participé à la conjoncture favorable pour l'intégration des enjeux de genre dans les ODD et plus particulièrement de l'enjeu de la sécurité des femmes dans l'espace public (ONU Femmes 2017, 2). L'intégration de cette préoccupation dans les ODD est un évènement important considérant la grande influence des ODD : « development Agenda 2030 has recently become the most cited policy document and it certainly provides a reference point for most of the other international agendas » (Perrone 2020, 182).

Les ODD ont notamment exercé une influence sur le NPV qui est adopté pendant la conférence Habitat III, à Quito en octobre 2016. Ce programme définit les principes et les orientations que les pays signataires s'engagent à adopter afin de relever les défis urbains pour les vingt prochaines années. Le cinquième énoncé du NPV affirme que le programme aidera à « instaurer l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et toutes les filles » (ONU 2016, 3). Plus généralement, le programme promeut un « gender-responsive planning », expression utilisée à neuf reprises dans la version anglaise du document³¹. En plus des espaces publics et des transports comme

²⁸ « 11.2 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des systèmes de transport sûrs, accessibles et viables, à un coût abordable, en améliorant la sécurité routière, notamment en développant les transports publics, une attention particulière devant être accordée aux besoins des personnes en situation vulnérable, des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées ».

²⁹ « 11.7 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, en particulier des femmes et des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées, à des espaces verts et des espaces publics sûrs ».

³⁰ Instance intergouvernementale dédiée à l'égalité de genre chapotée par l'ONU.

³¹ La version française parle d'une planification qui tient compte des questions d'égalité des sexes.

dans les ODD, les femmes et les filles sont entre autres mentionnées en lien avec le logement, le droit foncier, la gouvernance locale, l'offre d'infrastructures urbaines de base et l'économie informelle. Selon Metropolis, l'association internationale des grandes métropoles, « ce document intègre pour la première fois le droit à la ville et la dimension de genre » (2018b, 8). Ici encore, c'est le résultat de l'influence des mouvements féministes sur le processus du NPV :

Women have been key protagonists who have been the most successful advocates from among all representatives of civil society. They were able to make their voice heard in the process in the most articulate and decisive way. Judging by the high number of mentions of women and gender, the document finally adopted could be considered a success of women. (Sánchez de Madariaga et Novella 2019, 182)

Toutefois, aux yeux de Horelli (2017), le NPV ne prend pas suffisamment en compte l'idée que les villes devraient offrir des infrastructures qui permettent de remplir son rôle de reproduction. Comme la revue de la littérature féministe en études urbaines l'a démontré, il s'agit-là d'une question centrale dans les enjeux de genre en milieux urbains.

L'ancrage institutionnel renouvelé de l'approche femmes et villes contribue à son renforcement. En plus de l'engagement par les pays membres de l'ONU, ces cadres normatifs globaux semblent agir comme des catalyseurs dans l'adoption de l'approche par un effet d'entraînement. Par exemple, Metropolis déclare son engagement envers ces deux cadres : « Metropolis is committed to implementing the New Urban Agenda and the 2030 Agenda, specifically to comply with Sustainable Development Goal 5 (SDG5) : to achieve gender equality and empower all women and girls » (Metropolis 2018c, 7). En ce sens, plusieurs organisations qui portent le discours international sur l'approche femmes et villes considèrent que les ODD et le NPV représentent une réelle « opportunité » pour traiter des enjeux d'égalité de genre dans les villes (CGLU 2015, 7; ONU Femmes, ONU-Habitat et Commission Huairou 2018, 2; ONU Femmes 2016a, 5). Avec l'intégration des enjeux de genre dans ces deux « milestones of the international policy on urban issues » (Perrone 2020, 281), c'est un second souffle qui a été donné à l'approche femmes et villes au niveau international. Comme le présente le chapitre 6 de cette thèse, ce souffle a aussi atteint le Vietnam.

L'analyse de cette étape de renforcement montre encore une fois le rôle clé des réseaux féministes transnationaux qui ont efficacement rempli leur fonction de passeur en s'assurant que leurs préoccupations pour l'égalité de genre soient intégrées dans les ODD et le NPV. À présent, le discours international sur l'approche femmes et villes est porté par différents types d'acteurs et

actrices : agences onusiennes, associations de gouvernements locaux, IFI, ONG et villes. Leur rôle dans la circulation internationale du discours est analysé au chapitre suivant.

3.2 Les propositions du discours international sur l'approche femmes et villes

Quelles sont les propositions mises de l'avant par les organisations qui portent ce discours ? Pour offrir un tour d'horizon de ces propositions, les résultats découlent de l'analyse de contenu d'une partie spécifique des données récoltées : 48 documents qui portent le discours international sur l'approche femmes et villes (annexe 3). Ce sont des rapports, des guides, des chartes, des notes de politiques et des actes de conférences qui ont été produits entre 1996 et 2019 par 18 organisations différentes (agences onusiennes, associations de gouvernements locaux, IFI, ONG, villes) jouant un rôle de passeur dans la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes. En se concentrant sur leurs publications, la focale est mise sur les fonctions productrices de ces organisations qui « frame and package knowledge » (McCann 2011, 114) à propos de l'approche femmes et villes. L'analyse porte donc ici sur le discours de ces différents types d'acteurs et actrices et comment celui-ci construit le discours international sur l'approche femmes et villes.

Comme vu en introduction, l'approche femmes et villes consiste à prendre en considération les enjeux de genre dans les interventions sur l'environnement urbain. Le corpus documentaire étudié donne à voir la façon dont ces deux éléments, intégration des enjeux de genre et intervention sur l'environnement urbain, se retrouvent dans le discours des organisations qui font circuler cette approche. Il donne aussi à voir les diverses façons dont ces deux éléments sont mis en mots³². L'objet du chapitre n'est pas de discuter des multiples façons dont l'approche femmes et villes est nommée, mais de discuter des propositions qui y sont rattachées pour mieux discerner de quoi est composé ce discours avant d'analyser la traduction de ces propositions au Vietnam. Les mécanismes qui font circuler internationalement ces propositions sont discutés au chapitre suivant.

³² Les organisations utilisent plusieurs expressions pour parler de la prise en considération des enjeux de genre dans les interventions sur l'environnement urbain. Pour parler des enjeux de genre, les organisations utilisent le mot « genre » (ex. « gender-conscious city »), le mot « femmes » (ex. « women-friendly cities ») et le mot « égalité » (ex. « espaces métropolitains égalitaires »). Pour parler d'intervenir sur les milieux urbains, les organisations utilisent le mot « ville » (ex. « women in the city »), l'expression « gouvernement local » (ex. « women in local governments »), l'expression « planification urbaine » (ex. « gender-responsive urban planning »), l'expression « développement urbain » (ex. « gender mainstreaming in urban development »).

Les sous-sections suivantes montrent premièrement que les organisations qui font circuler le discours international sur l'approche femmes et villes ont des conceptions différentes de la ville et des rapports de genre. Ces conceptions, présentées ici succinctement, sont à la base des propositions mises de l'avant par ces organisations. Deuxièmement, l'analyse porte sur les quatre principaux arguments utilisés par les différents types d'acteurs et actrices pour promouvoir l'approche femmes et villes. Dans l'ensemble, ces résultats indiquent que l'idée d'intervenir sur les environnements urbains en prenant en compte les enjeux de genre se traduit de multiples façons en fonction du type de passeur qui tient le discours sur l'approche femmes et villes.

3.2.1 Différentes conceptions de la ville

Parmi les quatre principales conceptions de la ville qu'on retrouve dans le discours international sur l'approche femmes et villes, la première peut être nommée la « ville indifférente au genre ». Certaines organisations qui adoptent cette conception utilisent l'adjectif « gender-blind » pour décrire la manière dont les politiques urbaines ne prennent pas en compte les différences entre les hommes et les femmes (Metropolis et Ville de Bruxelles 2007, 24; ONU-Habitat, FVI, OCDE 2016, s.p.). C'est une critique qui est formulée par des acteurs et actrices qui sont proches des milieux urbains principalement : des villes, des associations de gouvernements locaux et ONU-Habitat. Selon cette critique, les interventions urbaines sont réalisées dans une perspective de neutralité, mais celle-ci cache qu'en réalité, ce qui est considéré comme neutre est le point de vue masculin (Metropolis 2016, 1). Dès lors, si des interventions urbaines genrées sont nécessaires, c'est parce que les villes ont été développées jusqu'à présent avec un angle mort important à propos des différences entre les hommes et les femmes. Cette critique fait écho à un des principaux apports des travaux féministes en études urbaines, qui ont démontré que les pratiques urbaines des femmes diffèrent de celles des hommes en raison des rôles sociaux de genre (voir le chapitre 1). Dans le discours des organisations impliquées dans la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes, cette idée est traduite sous différentes formes.

L'idée d'une ville dont les politiques sont indifférentes aux différences entre les hommes et les femmes peut n'être qu'un constat de départ (Metropolis et Ville de Bruxelles 2007, 24) ou être la principale raison pour laquelle il est nécessaire d'adopter une approche de genre en planification urbaine (Ville de Vienne 2013, 7). En outre, dans les documents étudiés, cet angle mort est présenté comme étant d'autant plus problématique que les femmes sont peu présentes dans les gouvernements locaux (ONU-Habitat, FVI et OCDE 2016, s.p.). Cette faible représentation

politique a pour conséquence le fait que les besoins et les intérêts des femmes ne sont pas suffisamment pris en compte dans divers aspects de la planification urbaine (BAD 2013b, 4; BM 2010a, 2). D'autres organisations déplorent cette présence moindre des femmes au regard de l'importance des enjeux urbains, comme le logement, dans leurs conditions de vie (FCM et Ville de Montréal 2004, III).

Deuxièmement, les villes sont aussi présentées par les organisations qui soutiennent le discours international sur l'approche femmes et villes comme des lieux d'opportunités où les femmes ont le potentiel de jouir plus pleinement de leurs droits, de s'émanciper et d'améliorer leurs conditions de vie. Selon cette conception, en milieu urbain, les femmes profitent de services et d'opportunités auxquelles elles n'auraient pas accès dans les milieux ruraux. Les opportunités créditées aux villes sont de plusieurs ordres dans le corpus documentaire analysé. Ces opportunités sont résumées de façon exhaustive dans cet extrait de note de politique :

In cities, there are growing opportunities for women in education and to engage in professional activities. Also in cities, women marry later, girls are less likely to become mothers, women and girls have better access to health care and they are more likely to go to school. Cities have also increased demand for women workers in services and industries. The greater cultural diversity found in urban areas can deconstruct social norms, gender stereotypes and traditions or customs that hold women and disadvantaged groups back, thereby reducing associated discrimination. (ONU Femmes, ONU-Habitat et Commission Huairou 2018, 4)

La ville comme lieu d'opportunités pour les femmes est un des rares arguments du discours international femmes et villes qui n'est mentionné qu'à partir de 2010 dans le corpus étudié. On peut supposer que cet argument est associé à l'accélération de l'urbanisation dans les Suds, car cette accélération est présentée par certaines grandes organisations internationales comme une opportunité pour les femmes (BM 2010a, 1; ONU-Habitat 2013, VII; ONU Femmes, ONU-Habitat, Commission Huairou 2018, 4), ce dans un contexte de montée d'un discours plus positif sur les villes (voir Brugmann 2009; Saunders 2010; Glaeser 2011). Ce n'est toutefois pas un point de vue partagé par tous les acteurs et actrices. Face aux discours optimistes des agences de l'ONU et des IFI, qui sont les principales organisations à défendre l'idée d'une ville d'opportunités, l'ONG Red Mujer y Habitat met en relief combien l'influence positive des villes sur l'égalité de genre est indissociable des discriminations contre les femmes dans les milieux urbains, car c'est dans les

villes que « se produisent les résistances les plus rétrogrades et les hostilités les plus directes contre les droits et le progrès des femmes » (Red Mujer y Habitat 2006, 9, traduction libre).

Troisièmement, les différentes organisations qui portent le discours international sur l'approche femmes et villes se préoccupent également de ce à quoi les villes devraient aspirer. Dans le corpus documentaire analysé, l'expression régulièrement utilisée pour traduire ces considérations est celle de la « ville sûre ». Comme présenté précédemment, l'enjeu de la sécurité des femmes dans l'espace public fait partie des problématiques abordées par cette approche depuis ses prémises. La « ville sûre » fait d'abord référence à un environnement urbain exempt de violence envers les femmes. Ces violences sont présentées comme le principal obstacle à la jouissance des opportunités qu'offre la ville aux femmes (FVI 2012, 2; Jagori 2011, 4). Or, le discours international sur la « ville sûre » laisse entrevoir qu'il s'agit d'une expression fourre-tout qui évoque toutes les qualités d'un environnement urbain où les femmes ne sont pas discriminées. Cette conception est surtout portée par le réseau d'actrices et d'acteurs, des ONG principalement, impliqués dans le mouvement pour des villes sûres pour les femmes (voir le chapitre 4). En effet, chacun des documents qui présentent cette conception a été produit par au moins une organisation membre de ce mouvement (UNIFEM, FVI et Red Mujer y Habitat 2010, 6; ONU Femmes, ONU-Habitat et Commission Huairou 2018, 11; Jagori 2011, 4; FVI 2012, 2). Un guide publié par l'ONG indienne Jagori illustre bien cette conception globale de la « ville sûre » :

A city where women and girls can enjoy public spaces and public life without fear of being assaulted. A city where violence is not exercised against women and girls in either the home or the street. A city where women and girls are not discriminated against and where their economic, social, political, and cultural rights are guaranteed. A city where women and girls participate in making decisions that affect the community in which they live. A city where the state guarantees the human rights of all people without excluding women and girls. A city where the state and local government take actions to provide attention, prevention, and punishment for violence against women and girls. A city where the state and local government guarantee women's and girls' access to justice. (Jagori 2011, 4)

Ainsi, pour les organisations qui adoptent ce point de vue, c'est en s'assurant qu'une ville est sûre pour les femmes qu'on peut s'assurer que les femmes puissent jouir de l'ensemble de leurs droits (UNIFEM, FVI et Red Mujer y Habitat 2010, 6), dont le droit à la ville (ONU Femmes, ONU-Habitat et Commission Huairou 2018, 11).

Une dernière conception de la ville se retrouve dans le discours international sur l'approche femmes et villes. Les différentes organisations qui portent ce discours évoquent également l'idée d'une ville inclusive pour décrire des milieux urbains présentant une égalité entre les hommes et les femmes, mais aussi entre les femmes elles-mêmes. D'après les propos de ces organisations, on reconnaît dans la ville inclusive l'existence de différences entre les femmes, car on prend en compte les autres formes de discrimination. À celle basée sur le genre, on incorpore les discriminations basées sur d'autres marqueurs d'identité, comme dans cet extrait d'un rapport d'ONU-Habitat (2012b, IX) : « since gender cuts across other equality groupings such as disability, age and religion, a need exists to ensure that planning addresses diverse groups of women and men ».

La conception de la ville inclusive est donc directement liée au tournant intersectionnel dans le discours international sur l'approche femmes et villes, ce qui explique pourquoi cette conception de la ville n'apparaît qu'à partir de 2010 dans les documents étudiés. À partir de ce tournant, ces idées se retrouvent dans les documents produits par les agences de l'ONU, les associations de gouvernements locaux, les ONG et les villes, mais pas dans ceux produits par les IFI. Dans les documents analysés, ceux-ci parlent uniquement des femmes en général. Suivant les réflexions de Fejerskov (2018), qui considère que la manière dont les organisations internationales traduisent certaines idées internationales doit être comprise en fonction du contexte organisationnel, on peut émettre l'hypothèse que ce manque de considération pour les différences entre les femmes est peut-être lié au fait que les IFI, de par la nature de leur mission, sont moins en contact avec les milieux féministes d'où émanent l'analyse intersectionnelle.

Dans les documents étudiés, la ville inclusive est abordée de différentes manières. La première consiste à l'aborder comme une question de diversité (Metropolis 2016; CCRE 2005; ONU-Habitat, FVI et OCDE 2016). Par exemple, il est écrit dans un rapport d'ONU-Habitat, FVI et l'OCDE (2016, s.p.) que « to be truly inclusive, urban governance must take into account women's diversity ». Pour d'autres organisations, il ne s'agit pas seulement d'incorporer la diversité, mais de reconnaître que les différences entre les femmes découlent de dynamiques d'exclusions (Metropolis et FVI 2018; ONU Femmes, Onu-Habitat et Commission Huairou 2018). Enfin, certains documents publiés plus récemment adoptent la notion d'intersectionnalité pour aborder la question de l'inclusion dans les villes (Urbact 2019; Metropolis et FVI 2018). Selon Urbact, l'intersectionnalité est un des piliers pour une « gender equal city » :

Intersectionality: This report refers a lot to the different experiences of women and men in the city. Poor women, women of colour, migrant women, LGBTQ+ women and disabled women and men experience different, multiple, over-lapping discrimination and disadvantages, based on the different elements of their reality and subsequent marginalisation. (Urbact 2019, 60)

Dans l'extrait précédent, un aspect de l'intersectionnalité, telle que conceptualisée à l'origine, est évacué. En effet, on n'y retrouve pas l'idée que les différents facteurs d'oppression (comme le racisme) ne sont pas seulement additionnés, mais qu'ils se renforcent mutuellement. On peut se demander s'il s'agit là d'un exemple de ce que Rajaram et Zararia (2009) nomment « simplification ». Selon elles, une norme internationale peut notamment être vernacularisée par un exercice de simplification par lequel cette norme est dépouillée de certaines de ses dimensions pour être plus facilement adoptée. Dans cette optique, Urbact a peut-être cherché à traduire une notion féministe en la simplifiant pour son public de gouvernements locaux.

3.2.2 Différentes conceptions des rapports de genre

Un autre pan des conceptions de base dans le discours international sur l'approche femmes et villes touche à l'interprétation des rapports de genre. Cette interprétation diffère selon l'angle d'analyse mis de l'avant par les différents types d'acteurs et actrices. Le premier angle d'analyse met simplement de l'avant l'idée que les hommes et les femmes sont différents. Cet angle ne semble pas privilégié dans le discours international sur l'approche femmes et villes, car il n'a été repéré que dans deux des 48 documents analysés (BAD 2013c; ONU-Habitat 2012b). Il est toutefois pertinent de le présenter parce qu'il s'agit du plus petit dénominateur commun entre les diverses conceptions des rapports de genre. Les organisations qui adoptent cet angle attribuent une expérience urbaine distincte et spécifique aux hommes et aux femmes. Ces expériences sont mises sur un pied d'égalité et sont présentées comme étant simplement différentes :

Since the way women and men live their lives differs, the accessibility and usability of places are therefore gendered. Contemporary urban planning processes, particularly in developing countries, have tended not to distinguish among the specific needs of women, men, boys and girls, and as a result, they have not adequately addressed gender equality. (ONU-Habitat 2012b, 12)

D'autres organisations adoptent un second angle d'analyse qui souligne que les différences entre les femmes et les hommes découlent des rôles sociaux distincts qui leur sont attribués. ONU-Habitat (2013, VIII) explicite ce point de vue dans une de ses publications : « although the focus in this report is on women, reference is made to men where relevant reflecting a 'relational' approach that emphasizes the dynamic interactions and negotiations around power that underpin women and men's identities and roles ». Ces rôles expliquent le rapport différencié à la ville des hommes et des femmes (ONU-Habitat 2000, 3; Metropolis 2016, 4; Banque mondiale 2010a, 1; BAD 2013a, 3). Cette conception se retrouve entre autres dans une des notes de politique étudiées :

The persistent division of labour based on gender, continues to feature women in reproductive roles while men are the breadwinners [...]. Considerations of how women and men use time and space differently, and [sic] this must be incorporated into urban planning which would contribute to alleviate women's double burden of reproductive and productive work. (ONU Femmes, ONU-Habitat et Commission Huairou 2018, 5)

Dans l'ensemble, cet angle d'analyse apparaît comme faisant consensus dans le discours international étudié, car il est adopté par tous les types d'actrices et d'acteurs impliqués dans la circulation de l'approche femmes et villes.

Un dernier angle d'analyse des rapports de genre porte sur les barrières systémiques à l'égalité. Ici, l'accent est mis sur les systèmes qui renforcent les rapports de pouvoir et qui font en sorte que les femmes sont discriminées en raison de leur genre. Dans les documents qui adoptent cet angle, on retrouve des termes comme exclusion, oppression et discrimination pour illustrer que ce sont les structures de pouvoir qui édifient des barrières à l'égalité. Les organisations qui adoptent ce point de vue expliquent que les rapports de genre sont marqués par des rapports de pouvoir foncièrement inégaux au détriment des femmes (Metropolis 2016, 1). Par exemple, dans un rapport d'ONU-Habitat (2012a, 1), on explique que : « women and girls face gender-based discrimination across all aspects of daily life. These abuses range from gender-based violence to more subtle discrimination, including exclusion from political and socio-economic participation and limited access to services ». Dans un autre des documents étudiés, une structure de pouvoir en particulier est désignée, celle du patriarcat : « cette omission de genre, non seulement des femmes, reflète une société construite dans une logique patriarcale et révèle un parti pris androcentrique commun à l'action politique » (Metropolis 2018b, 6). La notion de patriarcat, mentionné dans un seul des 48 documents étudiés, a d'ailleurs une place très marginale dans le

discours international sur l'approche femmes et villes. Deux pistes peuvent expliquer cette marginalité. D'une part, le rapport de Metropolis a été rédigé par une chercheuse féministe, figure importante du mouvement pour des villes sûres pour les femmes. D'autre part, en n'utilisant pas cette notion féministe les organisations qui participent à la circulation de l'approche femmes et villes pourraient vouloir privilégier un vocabulaire plus consensuel ou plus accessible pour le public cible de leur documentation.

Enfin, il est pertinent de souligner la manière dont la Ville de Berlin traite des rapports de genre. C'est la seule actrice, parmi ceux et celles dont la documentation a été analysée, à parler d'une diversité de genre, comme dans cet extrait : « the goal of *gender mainstreaming* in urban development is to call attention to the social inequalities between divers genders » (Ville de Berlin 2011, 69). Elle considère aussi que le *gender mainstreaming* « seeks to avoid the reinforcement of so-called gender stereotypes ». Le caractère distinctif de ces propos permet de mettre en évidence la conception binaire du genre qui prévaut dans le discours international sur l'approche femmes et villes.

3.2.3 Pourquoi faut-il adopter l'approche femmes et villes ?

Dans l'analyse que j'effectue du discours international sur l'approche femmes et villes, je mets à présent la focale sur les propositions qu'on retrouve dans ce discours pour « justify the necessity of change » (Stone 2004a, 96). Les différentes conceptions des villes et des rapports de genre constituent le socle sur lequel se développe l'argumentaire qui promeut l'adoption de l'approche femmes et villes. Ces arguments sont de quatre ordres et ne sont pas mis de l'avant dans les mêmes proportions (figure 3.1) .

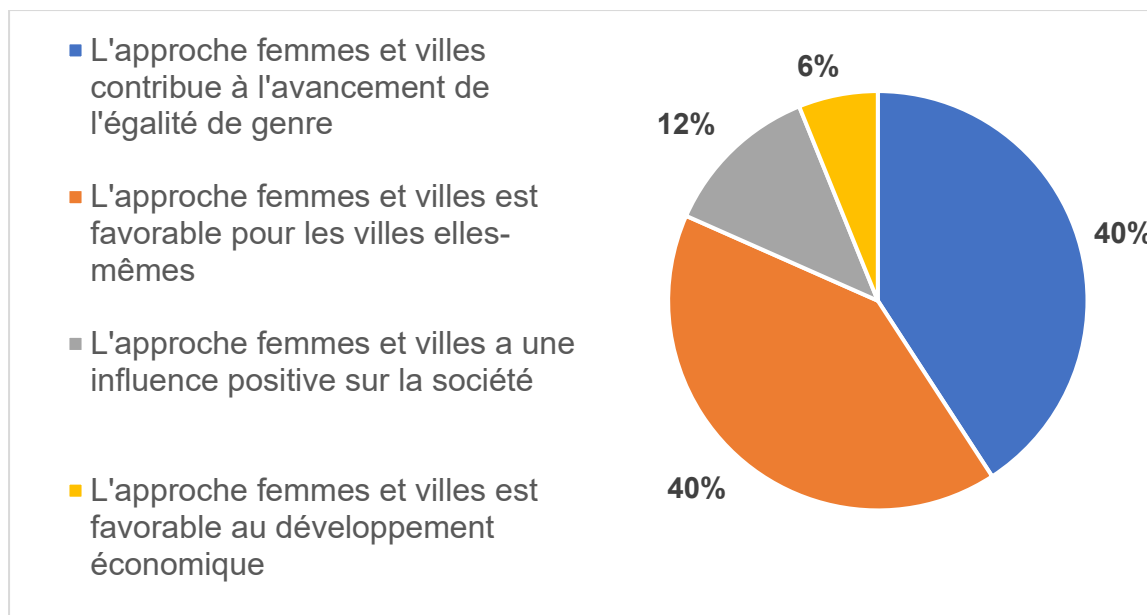


Figure 3.1 : Principaux arguments utilisés pour promouvoir l'approche femmes et villes dans les documents du discours international sur l'approche (proportion en pourcentage d'utilisation)

Source : autrice

Premièrement, l'approche femmes et villes est régulièrement promue pour sa contribution à l'avancement de l'égalité de genre. Cet argument, soulevé par tous les types d'organisations, constitue l'une des principales propositions du discours international sur l'approche femmes et villes. L'apport de l'approche dans l'atteinte de l'égalité de genre est apprécié à divers degrés. Pour certaines organisations, elle constitue un pas de plus vers l'égalité sans nécessairement être primordiale. En ce sens, ONU-Habitat parle de « role to play » (2012b, IX) et la BAD de « significant impact » (2013a, XVIII). Pour d'autres, l'approche est essentielle pour réduire les inégalités de genre (CCRE 2006, 7; Metropolis 2016, 3).

D'ailleurs, si l'adoption de mesures femmes et villes favorise l'égalité de genre, c'est parce que les villes sont les mieux placées pour le faire selon une majorité d'associations de gouvernements locaux. Un extrait d'actes de conférences publiés par Cité et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) indique que cela tient au fait que les gouvernements locaux et régionaux sont « the level of governance closest to the citizens, as service providers and as employers » (CGLU 2013, s. p.). Dans d'autres documents produits par ce type d'organisation, on parle de « niveaux d'intervention les mieux placés » (CCRE 2006, 3), de « critical role » (IULA 1998 s.p.) et de « leading role » (FCM et Ville de Montréal 2004, III). Bien qu'il s'agît d'un point de vue particulièrement mis de l'avant par les associations de gouvernements locaux, celles-ci ne sont pas les seules à l'adopter.

L'ONG Red Mujer y Habitat tend à partager ce point de vue : « la conviction que nous avons est que la sphère municipale est potentiellement la plus appropriée et la plus privilégiée pour construire et développer des politiques et des actions efficaces pour l'égalité des chances entre les genres » (Red Mujer y Habitat 2006, 9, traduction libre).

Selon un deuxième argument, tout autant soulevé que le précédent, l'approche femmes et villes est favorable pour les villes elles-mêmes. Dans cette perspective, l'adoption de l'approche femmes et villes est présentée comme une manière d'améliorer les milieux urbains. Par exemple, pour Urbact (2019, 6), c'est un « necessary step towards building thriving cities ». Pour ONU-Habitat (2014, 5), l'approche permet « that economically productive, socially inclusive and environmentally sustainable cities and other human settlements can be achieved more rapidly, completely and sustainably ». L'approche est aussi justifiée par l'idée qu'elle permet d'avoir une ville qui convient à tout le monde, comme l'explique la Députation de Barcelone (2016, 148) : « a city that is safer, more accessible, in which it is easier to combine personal and family life with work, is a city that is good not just for women, but for all of its citizens ».

De plus, selon cet argument, l'approche femmes et villes permet d'améliorer la façon dont on intervient sur les milieux urbains. Certaines associations de villes présentent l'approche comme ayant un apport positif sur les actions des gouvernements locaux (IULA 1998; CGLU 2013; FCM et Ville de Montréal 2004). C'est un point de vue notamment partagé dans le guide *A City Tailored to Women, The Role of Municipal Governments in Achieving Gender Equality*, qui avance que les gouvernements locaux auraient avantage à intégrer la perspective de genre dans leurs activités pour qu'elles soient plus finement adaptées aux besoins des hommes et des femmes (FCM et Ville de Montréal 2004, 22). Pour sa part, la Ville de Vienne développe un point de vue particulier en mettant de l'avant à quel point la pratique de la planification urbaine peut être bonifiée par l'intégration du *gender mainstreaming*. Cette intégration permet de « continuously develop innovative planning approaches » (Ville de Vienne 2013, 9). Les autres organisations ont plutôt tendance à discuter des villes en général alors que pour l'administration viennoise, améliorer la pratique de la planification urbaine est une justification primordiale : « *gender mainstreaming* improves the "precise fit" of planning products and services and hence contributes essentially to quality assurance in planning » (Ville de Vienne 2013, 11). Enfin, dans le cas de la seule IFI qui adopte cet argument dans les documents étudiés, la BAD, ce sont précisément les projets urbains qu'elle finance elle-même qui sont améliorés : « women and men differ in their roles, needs, and perceptions regarding [urban development and housing]. Conscious efforts to address their views lead to better project design and performance » (BAD 2006, 3).

Dans le troisième argument, adopter l'approche femmes et villes est présenté comme exerçant une influence positive sur la société. Ainsi, on ne parle plus ici seulement des femmes ou des villes, mais de la société dans son ensemble. Cette adoption serait un catalyseur faisant évoluer la société afin qu'elle soit plus égalitaire. Il s'agit d'un point de vue très minoritaire (Metropolis 2018a; 2018b; CCRE 2006; Ville de Berlin 2011), mais le rapporter ici permet d'illustrer l'étendue des arguments utilisés dans le discours international sur l'approche femmes et villes. Certaines organisations imputent des bénéfices très importants à l'application d'une approche femmes et villes. Ces revendications semblent vagues, car on attribue à cette approche des effets assez considérables, comme dans l'extrait suivant : « pour parvenir à l'instauration d'une société fondée sur l'égalité, il est capital que les collectivités locales et régionales intègrent pleinement la dimension du genre dans leurs politiques, leur organisation et leurs pratiques » (CCRE 2006, 4). Metropolis soutient la même conception vague des bienfaits pour la société : « les stratégies, les politiques et les espaces métropolitains égalitaires sont des moyens de transformation sociale et des sociétés plus équitables et plus inclusives » (Metropolis 2018a, s.p.). Tandis que la Ville de Berlin, avec sa conception distinctive du genre, explique comment sa stratégie locale de *gender mainstreaming* contribue à faire évoluer une des structures principales de la société, les rôles sociaux de genre : « as part of this process, differences between the typical woman and the typical man should not simply be taken for granted – instead, gender-specific role assignments and stereotypes should be overcome by facilitating new and individual ways of life » (Ville de Berlin 2011, 69).

Le dernier argument porte lui aussi sur la société en général, mais du point de vue économique. Cet argument marginal n'est porté que par des IFI. Selon celui-ci, l'approche femmes et villes est favorable au développement économique, car il permet d'améliorer la productivité et la croissance économique. Cette idée s'inscrit directement dans la tendance des *smart economics*, c'est-à-dire l'idée selon laquelle investir dans l'égalité de genre équivaut à investir dans l'économie (Chant et Sweetman 2012). Cette logique se retrouve donc reprise dans le discours international sur l'approche femmes et villes tenu par les IFI comme la BM, qui a été critiqué à ce sujet dans les travaux féministes en études du développement (Chant et Sweetman 2012; Roberts et Soederberg 2012). L'extrait suivant illustre cette tendance :

Les facteurs de genre doivent être considérés lors de la conception et la planification des infrastructures de transport et de services, car les inégalités fondées sur le sexe ralentissent la croissance économique et les progrès faits en matière de réduction de la pauvreté dans les pays en développement. (Banque mondiale 2010b, 11)

Le raisonnement derrière l'approche *smart economics* est expliqué dans un guide sur l'intégration du genre dans le développement urbain et le logement produit par la BAD (2006). On y explique que si les femmes ont un meilleur accès aux infrastructures urbaines, elles vont disposer de plus de temps pour participer à des activités qui génèrent du revenu, ainsi « the economy, as a whole, therefore also benefits » (BAD 2006, 5).

3.4 Intervenir selon l'approche femmes et villes

Le discours international sur l'approche femmes et villes est résolument orienté vers l'action, considérant que l'idée centrale de cette approche est d'intervenir sur l'environnement urbain en prenant en compte les enjeux de genre. Le dernier objectif de ce chapitre consiste donc à examiner l'aspect « intervention ». Comment les acteurs et actrices qui font circuler le discours international sur l'approche femmes et villes proposent-ils de traduire ce discours dans la pratique ? Pour réaliser un état des lieux des principales pratiques qui sont préconisées dans le discours étudié, l'analyse s'est concentrée sur les recommandations et les appels à l'action mis de l'avant dans le corpus documentaire. Les résultats montrent que les passeurs du discours sur l'approche femmes et villes à l'échelle internationale interpellent l'échelle locale pour mettre en application cette approche. Elles proposent ainsi d'intervenir dans différents champs d'action des gouvernements locaux par des mesures institutionnelles principalement, mais ils proposent aussi qu'une diversité d'actrices et d'acteurs soit interpellée pour appliquer l'approche.

3.4.1 Les champs d'action visés

Les organisations qui font circuler l'approche femmes et villes proposent un programme qui touche à trois champs d'action des gouvernements locaux : la gouvernance, la planification urbaine et les politiques sociales.

La gouvernance

En termes de gouvernance, la recommandation qui est le plus souvent avancée dans les documents étudiés est d'adopter une stratégie de *gender mainstreaming* qui vise à incorporer les enjeux d'égalité de genre dans l'ensemble des actions du gouvernement local. Depuis le tournant

gender mainstreaming, à la fin des années 1990, cette stratégie est une des principales façons d'intégrer les enjeux de genre dans les interventions sur l'environnement urbain. Elle est mise de l'avant par tous les types d'acteurs et actrices et pendant toute la période couverte par le corpus documentaire analysé. En fait, le *gender mainstreaming* est mentionné dans 30 des 48 documents étudiés. Par exemple, Metropolis (2016, 5) suggère de l'intégrer dans « all policies, planning, programmes and actions in cities ». Concrètement, le *gender mainstreaming* est mis en pratique par les gouvernements locaux par l'usage de « gender analysis, gender impact assessment and gender-responsive budgeting » (Metropolis 2009, s.p.) pour informer leurs actions. Par ailleurs, avec le tournant intersectionnel, certaines organisations considèrent qu'il faut aussi évaluer le projet par rapport à d'autres facteurs sociaux comme dans le cas du rapport de suivi de l'implantation de l'ODD 11, qui parle de « mainstreaming gender, youth, persons with disabilities and culture » (ONU 2018, 31). L'intérêt du *gender mainstreaming* est toutefois nuancé par certaines organisations. En ce sens, le CCRE reconnaît que l'objectif d'intégrer le *gender mainstreaming* dans toutes les politiques locales est « difficult to conceptualise and implement » (CCRE 2005, 12) tandis que le Red Mujer y Habitat (2006, 11, traduction libre) parle du « plus grand degré de difficulté ». Or, comme vu dans la littérature sur l'action urbaine genrée, cette stratégie demeure une priorité. Dans le rapport d'Urbact (2019, 20), par exemple, elle fait partie des « most important governance mechanisms, levers and processes that local authorities have at their disposal to impact on gender equality ».

Les recommandations dans le discours international sur l'approche femmes et villes mettent également de l'avant la nécessité d'instaurer des mesures spécifiques pour les femmes en parallèle du *gender mainstreaming* (Metropolis 2016, 6; CCRE 2005, 58; ONU-Habitat 2013, VII). Ces mesures particulières peuvent prendre la forme d'une politique locale d'égalité consacrée à améliorer les conditions de vie des femmes, comme le propose le CCRE (2005, 58). C'est toutefois un type de mesure qui est mis en évidence beaucoup moins souvent dans les recommandations des documents étudiés lorsqu'on le compare à l'intégration du *gender mainstreaming* dans toutes les sphères d'actions des gouvernements locaux.

Toujours au sujet de la gouvernance, une autre recommandation importante consiste à favoriser une présence accrue des femmes dans les différents lieux de décision. Il s'agit d'une question primordiale dans le discours international sur l'approche femmes et villes qui était déjà abordée lors de la conférence Habitat II : « formulating and strengthening policies and practices to promote the full and equal participation of women in human settlements planning and decision-making » (Déclaration d'Istanbul 1996, 29). C'est toujours un enjeu d'intérêt de nos jours, comme le

rappellent ONU Femmes, ONU-Habitat et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) (2018, 8), qui recommandent, pour implémenter les ODD, de renforcer la participation des femmes comme élues, mais aussi comme professionnelles et participantes aux processus décisionnels en matière d'urbanisme. Les associations de gouvernements locaux sont également nombreuses à inclure cette recommandation dans leurs documents (IULA 1998, s.p.; CCRE 2005, 12; CGLU 2013, s.p. Metropolis 2009, s.p.; 2016, 6). Selon le CCRE (2005, 12), une participation équitable des femmes à la prise de décision est essentielle pour une meilleure gouvernance et pour construire « a city of equality ». Pour une des IFI, la BAD, la faible représentation des femmes dans les lieux de décisions fait en sorte que leurs besoins et priorités sont rarement pris en compte dans la planification urbaine (BAD 2013a, XV). Les moyens proposés afin de renforcer la présence des femmes dans les instances décisionnelles sont toutefois peu discutés, comme dans le NPV, où on indique seulement que les signataires « [prendront] des mesures » en ce sens (ONU 2016, 29). L'extrait du NPV laisse entrevoir que les organisations préfèrent peut-être laisser le choix aux décideurs et décideuses politiques. Néanmoins, un rapport d'ONU-Habitat suggère d'adopter : « affirmative action, gender quotas and leadership training in order to increase women's formal and informal political participation » (ONU-Habitat 2013, XIV).

La planification urbaine

La planification urbaine est un autre champ d'action visé par le discours international sur l'approche femmes et villes. La planification urbaine a un rôle à jouer pour aider les femmes à exercer leurs droits, selon ONU-Habitat (2012a, 2). À ce sujet, dans les documents étudiés, la principale proposition est de considérer les enjeux de genre comme un axe d'analyse à intégrer dans la planification urbaine. C'est une idée qui est promue dans les documents produits par tous les types d'acteurs et actrices, ce depuis l'avènement du discours international sur l'approche femmes et villes. Pour désigner cette idée, on retrouve dans les documents des expressions comme « gender sensitive urban planning and design » (ONU-Habitat 2013, XIV) et « gender-responsive urban planning » (BAD 2013b, 1). Concrètement, il s'agit d'appliquer le *gender mainstreaming* très précisément dans la planification urbaine. Cette application est recommandée pour contribuer à l'égalité de genre plus généralement (BAD 2013a, XVIII), mais aussi pour contrer l'indifférence des politiques urbaines aux enjeux de genre (Metropolis et Bruxelles 2007, 24) et pour comprendre l'impact de la planification urbaine sur l'égalité de genre (ONU Femmes, ONU-Habitat et Commission Huairou 2018, 34). En outre, considérer les enjeux de genre comme un axe d'analyse à intégrer dans la planification urbaine permet de porter une attention particulière

au rôle de reproduction associé aux femmes et qui influe sur leurs pratiques urbaines, comme l'a démontré la littérature féministe en études urbaines. Ce sont toutefois des considérations qui sont rares dans le discours international : elles se retrouvent seulement dans trois des documents étudiés. Cette idée est notamment soulevée dans cet extrait de note de politique :

Considerations of how women and men use time and space differently, and this must be incorporated into urban planning which would contribute to alleviate women's double burden of reproductive and productive work, by for example improving the proximity of services and social infrastructure. (ONU Femmes, ONU-Habitat, Commission Huairou 2018, 5)

Dans le même ordre d'idée, d'après Metropolis, pour concilier les rôles productifs et reproductifs des femmes, il faut promouvoir une nouvelle organisation du temps dans les villes (Metropolis 2016, 5) et avoir une répartition plus équitable des services et infrastructures (Metropolis 2018b, 10).

Généralement, dans les documents étudiés, une planification urbaine sensible au genre est plus particulièrement discutée par rapport aux secteurs du transport et du logement. La présence considérable du sujet du transport reflète en partie la composition du corpus documentaire, dans lequel quelques documents portent précisément sur le transport (voir annexe 3). Néanmoins, il s'agit tout de même d'un sujet central dans les documents qui promeuvent l'approche femmes et villes. Il est abordé dès l'adoption de la *Worldwide Declaration on Women in Local Governments* (IULA 1998) et l'intérêt pour le sujet a été réaffirmé dans la cible 11.2 du programme de développement durable de l'ONU. C'est aussi un sujet qui est très présent dans le discours des IFI puisque le financement des infrastructures de transport fait partie de leurs activités principales. Les préoccupations pour le secteur du transport reposent sur l'idée que l'utilisation et l'accès aux moyens de transport sont « deeply gendered » (ONU-Habitat 2011, 1). En ce sens, le discours international fait directement écho aux études urbaines féministes qui ont mis de l'avant l'idée que « how people move (where, how fast, how often etc.) is demonstrably gendered and continues to reproduce gendered power hierarchies » (Cresswell et Unteng 2008, 20). Dans les documents étudiés, les enjeux d'accessibilité, de sécurité et de qualité du service sont abordés dans la perspective de rendre le secteur du transport mieux adapté aux aspects genrés de la mobilité. Par exemple, dans la *Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale*, un article stipule que les signataires s'engagent « à faire en sorte que les services de transport offerts aux citoyens sur son territoire aident à répondre aux besoins spécifiques ainsi

qu'aux besoins communs des femmes et des hommes » (CCRE 2006, 28). De plus, c'est un domaine qui est régulièrement visé par les questions de sécurité dans l'espace public. Les lieux associés aux transports collectifs (ex. la gare) sont identifiés comme des espaces où il faut intervenir pour combattre les violences faites aux femmes.

Un deuxième secteur particulièrement considéré pour l'intégration d'une perspective de genre en planification urbaine est celui du logement. Il s'agit là encore d'un sujet central des études urbaines féministes, dans lesquelles le logement est considéré comme « une dimension cruciale de la vie urbaine des femmes » (Desroches 2018, paragr. 3) dans la mesure où le rôle reproductif des femmes y est intimement lié. C'est une idée qui est reprise dans le discours international sur l'approche femmes et villes, comme dans une note de politique d'ONU-Habitat (2000, 4) où on explique que « women's rights are also closely connected to housing rights ». Quant à la mise en pratique d'une perspective de genre dans le secteur du logement, elle est peu définie. On parle en termes généraux de l'importance d'intégrer les enjeux de genre dans le logement (ONU Femmes, ONU-Habitat et Commission Huairou 2018, 25; ONU 1996, 40), de prendre en compte les besoins des femmes en matière de logement (ONU 2016, 15) et, surtout, de favoriser l'accès au logement (ONU-Habitat 2013, XIII; 2014, 6; ONU Femmes, ONU-Habitat et PNUE 2018, 4; BAD 2013b, 4; CGLU 2019, s. p.). Il faut aller voir du côté de l'ONG Red Mujer y Habitat (2006), qui se concentre sur l'enjeu du logement, pour trouver un discours plus développé à ce sujet. L'ONG propose notamment de « promouvoir les droits des femmes au logement et à la sécurité d'occupation en exigeant la parité des genres dans les organes gouvernementaux nationaux et locaux et dans les organisations communautaires » (Red Mujer y Habitat 2006, 21, traduction libre).

Dans les documents qui traitent plus particulièrement des villes des Suds, l'accent est plutôt mis sur les enjeux de propriété foncière. Selon ONU-Habitat (2008a), les femmes à faible revenu dans les Suds sont confrontées à des barrières légales en termes de propriété de logement et de foncier. Dans un de ses rapports, ONU-Habitat explique comment contribuer aux droits des femmes sur ces questions : « pro-female housing rights initiatives should entail statutory joint or individual land and property titling » (ONU-Habitat 2013, XIII). Un autre élément spécifique aux Suds dans le discours international consiste à s'assurer que les femmes aient un accès adéquat aux services urbains de base. Il s'agit alors d'intégrer une perspective de genre dans l'approvisionnement en eau et dans l'assainissement et l'élimination des déchets. Selon la BAD (2013b, 2), une telle perspective peut contribuer à leur accessibilité.

Les politiques sociales

Les politiques sociales municipales, soit celles qui cherchent à améliorer les conditions de vie des populations urbaines, sont un troisième champ d'action visé dans le discours international sur l'approche femmes et villes. L'objectif est de concevoir « specific policies (according to the municipality's competencies) which take into account the needs of women and which aim to improve their daily lives » (CCRE 2005, 58). À titre d'illustration, la *Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale* indique que les signataires s'engagent à ce que :

Les besoins spécifiques des femmes et des hommes concernant, par exemple, l'emploi, l'accès aux services et la vie culturelle, l'éducation et l'exercice des responsabilités familiales, fondés sur des données pertinentes locales ou autres y compris les analyses sexuées réalisées par l'organisation signataire, sont correctement pris en compte. (CCRE 2006, 28)

La première thématique, en termes de politiques sociales, est celle des violences faites aux femmes. C'est une thématique qu'on retrouve au cœur du discours international sur l'approche femmes et villes depuis ses prémises. Tous les types d'acteurs et actrices qui portent ce discours se sont saisis du sujet et en traitent dans leurs publications en parlant de combattre, de réduire, d'éradiquer ou d'éliminer toutes les formes de violence envers les femmes (Metropolis 2009, s.p.; 2016, 2; ONU Femmes, ONU-Habitat et Commission Huairou 2018, 5; ONU-Habitat 2000, 11; FVI 2012, 5). Selon ONU-Habitat, les gouvernements locaux peuvent agir de plusieurs manières sur cet enjeu :

En concevant des politiques et programmes de prévention de la criminalité prenant en compte la condition des femmes, notamment au moyen de campagnes de sensibilisation, de programmes de formation, du développement des services et du logement et de l'amélioration de l'environnement physique des villes afin de les rendre plus sûres. (ONU-Habitat 2008b, 9)

Dans le discours international sur l'approche femmes et villes, on n'accorde pas la même importance aux violences dans les espaces publics et privés. En ordre de prévalence, les documents étudiés parlent principalement des espaces publics, puis du logement, des lieux de travail et enfin du transport. Selon Adur et Jha (2018) les violences envers les femmes dans la

sphère privée sont depuis longtemps reconnues comme un enjeu de droits humains, tandis que les violences quotidiennes dans l'espace public sont reléguées au second plan. Pour Lieber (2021, 94), il a fallu dépasser la « naturalisation des violences de genre dans les espaces publics » pour réfléchir ce sujet comme un enjeu collectif. Or, selon l'ONG FVI, il existe toujours un décalage dans la prise en compte des violences dans la sphère publique et la sphère privée, l'idée qu'il s'agit d'un continuum de violence n'a pas encore été intégrée (FVI 2012, 4).

Une deuxième thématique prioritaire en termes de politiques sociales est celle de l'*empowerment* économique des femmes. Cet enjeu n'apparaît pas dans les documents étudiés qui ont été publiés avant 2009. Cette année-là, Metropolis discute dans une déclaration des effets de la crise économique de 2008 en écrivant que les métropoles doivent se préoccuper de : « empowering women during the economic crisis: by creating more decent work for women ; by supporting women-led businesses ; by promoting actions to avoid poverty during economic crisis » (Metropolis 2009, s.p.). Depuis, c'est une thématique qui est abordée par différents types d'acteurs et actrices. Dans un rapport d'ONU-Habitat, *State of Women in Cities 2012-2013*, l'*empowerment* économique des femmes est le sujet même de la première recommandation (ONU-Habitat 2013, XIII). Selon la Banque interaméricaine de développement (BID) (2018, 23), « supporting women's integration into economic activity and entrepreneurial activities » est un enjeu clé pour la productivité urbaine et des villes inclusives.

3.4.2 Les mesures préconisées

En plus des trois champs d'action qui sont visés dans le discours international sur l'approche femmes et villes, les documents diffusent toute une série de mesures concrètes à adopter. Cette sous-section examine les mesures qui sont le plus souvent promues. Elles ont toutes été mises de l'avant à plusieurs reprises dans les documents étudiés³³. Les principales mesures recommandées peuvent être catégorisées selon qu'elles visent à intervenir au niveau des individus (micro), des institutions (méso) ou des structures sociales (macro). Presque toutes les mesures portent sur des changements institutionnels (tableau 3.2). Elles sont aussi toutes promues depuis l'avènement du discours international sur l'approche femmes et le sont toujours après le renforcement du discours au milieu des années 2010. Les résultats montrent également

³³ Il existe toute une série de mesures qui ne sont recommandées qu'une ou deux fois et qui n'apparaissent donc pas comme étant dominantes dans le discours international sur l'approche femmes et villes. Elles ne sont pas rapportées ici.

que les différents types d'actrices et d'acteurs impliqués dans la circulation du discours international de l'approche femmes et villes mettent de l'avant les mêmes mesures.

Tableau 3.2 : Les principales mesures préconisées dans les documents sur le discours international sur l'approche femmes et villes (1996-2019)

Mesures au niveau microsociologique	Formations et renforcement des capacités
Mesures au niveau mésociologique	Collecte de données genrées
	Participation publique
	Partenariats multisectoriels
	Améliorer l'aménagement des espaces publics
	Développer des guides et des outils
	Nouvelles structures administratives
	Budgétisation sensible au genre
	Appuyer les organisations de la société civile
Mesures au niveau macrosociologique	Campagne de sensibilisation

Source : autrice

Au niveau microsociologique, il s'agit essentiellement de proposer des formations et des activités de renforcement des capacités à deux publics cibles, les actrices et acteurs publics et les femmes. Ce type de recommandation est l'un des plus mentionné par les organisations qui font circuler le discours international sur l'approche femmes et villes. Elle vise à ce que les décideurs et décideuses politiques et les urbanistes, principalement, soient sensibilisés aux enjeux d'égalité de genre. Le principe qui sous-tend ce type d'intervention est que les personnes qui prennent les décisions en termes de politiques publiques et de planification urbaine doivent elles-mêmes, comme individus, se préoccuper de ces enjeux pour que leurs actions s'en préoccupent également. Dans la majorité des documents qui présentent cette recommandation, les formations doivent permettre aux actrices et aux acteurs publics d'apprendre à intégrer une perspective de genre dans leur travail (ONU Femmes, ONU-Habitat et PNUE 2018, 8) et d'améliorer leurs capacités et expertises sur le sujet (Metropolis 2016, 7), notamment en les formant précisément sur le sujet des villes sûres pour les femmes (UNIFEM, FVI, et Red Mujer y Habitat 2010, 12). Du côté des femmes, l'objectif est de renforcer leurs capacités dans une perspective d'*empowerment*. C'est un élément qui est souvent considéré comme une priorité. Par exemple, dans une note de politique d'ONU-Habitat (2000, 11), il est indiqué que « building capacity of women » fait partie des enjeux importants auxquels il faut s'attaquer. Metropolis (2016, 7) explique en quoi consistent

les ateliers sur l'*empowerment* des femmes : « workshops dedicated to inspiring and guiding women to regain self-esteem and a sense of self-identity, and to setting and achieving personal and professional goals, tapping into various empowerment tools ». On vise donc à ce qu'elles développent des compétences qui leur permettent de mieux défendre leurs droits, tout en les incitant à devenir des décideuses (ONU Femmes, ONU-Habitat et Commission Huairou 2018, 22).

La grande majorité des mesures recommandées sont au niveau mésosociologique. Elles sont présentées ici par ordre de prévalence dans les documents étudiés. Parmi les plus populaires, on retrouve la collecte de données genrées. L'objectif est de récolter de l'information à propos des conditions de vie et des pratiques urbaines des hommes et des femmes, ce dans une perspective binaire du genre et grâce à des données statistiques principalement (mais non uniquement). Cette mesure fait partie des actions à prioriser depuis la conférence Habitat II. En effet, les signataires de la déclaration s'engageaient à collecter des données ventilées par le genre (Déclaration d'Istanbul 1996, 29). Ces données permettent « d'incorporer la perspective de genre et les droits des femmes à la ville et aux territoires dans les plans stratégiques et d'aménagement du territoire » (Metropolis 2018b, 17) et de « tailor policies and interventions to better respond to women and girls in urban areas » (ONU Femmes, ONU-Habitat et PNUE 2018, 4). Par ailleurs, dans les dernières années, à partir du tournant intersectionnel, l'importance de collecter des informations sur les autres marqueurs d'identité a aussi été soulevée. Il s'agit, notamment, d'impliquer les personnes concernées : « involve stakeholders in the co-production of data to have a deep understanding of the extent and nature of the problem as it concerns particular areas or spaces in the city, or how it impacts different groups of women (age, ethnicity, and other factors) » (ONU femmes, ONU-Habitat et Commission Huairou 2018, 11). Ainsi, en plus de la collecte de données statistiques réalisée par les autorités, certaines organisations suggèrent d'utiliser des approches participatives pour la collecte de données. C'est aussi le cas pour les questions de violences faites aux femmes, car c'est un domaine où les données officielles sont peu fiables à cause du phénomène de sous-déclaration des crimes liés à ces violences (FVI 2012, 3). Les marches exploratoires sur la sécurité des femmes sont un exemple d'outils de collecte de données participatifs.

Une deuxième mesure populaire vise une plus grande participation publique dans la gouvernance urbaine. Les organisations proposent de mettre en place des processus décisionnels plus participatifs et de s'assurer que les femmes en soient parties prenantes. Pour la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et la Ville de Montréal (2004, 20), il s'agit d'une mesure

importante : « mechanisms for citizen consultation and participation lie at the core of the basic principles of good urban governance ». Cette participation est présentée comme une manière d'en connaître plus sur le quotidien et les besoins des hommes et des femmes (Députation de Barcelone 2006 148; Metropolis 2016, 7), notamment parce que les femmes ont un savoir spécifique comme usagères de la ville (Députation de Barcelone 2006, 148). Selon la Déclaration de Séoul (Metropolis 2009, s.p.), il s'agit également d'une manière de contribuer à l'application du *gender mainstreaming* dans les politiques de la ville.

Les partenariats multisectoriels sont également considérés comme une stratégie primordiale pour une réelle prise en considération des enjeux de genre dans les interventions sur les milieux urbains. Ces partenariats visent principalement à faire en sorte que les actrices et acteurs publics collaborent avec les organisations de la société civile pour appliquer l'approche femmes et villes. Dans une note de politique, on explique que ces partenariats « create force and impact multipliers to help build to scale strategic and effective safe and sustainable city approaches » (ONU Femmes, ONU-Habitat et Commission Huairou 2018, 11). La FCM et la Ville de Montréal (2004, 20) considèrent qu'un dialogue constant entre la ville et les groupes de femmes permet une meilleure compréhension des réalités et des besoins des femmes. Pour la BAD (2013a, XVI), ces partenariats favorisent également la participation des femmes dans la planification urbaine.

Les mesures recommandées concernent également l'aménagement des espaces publics. D'un côté, l'amélioration de l'aménagement vise à rendre l'environnement physique des villes plus sûr (ONU-Habitat 2008b, 9). Selon Metropolis (2009, s.p.; Metropolis et Bruxelles 2007, 158), améliorer le design des espaces publics est une des manières de construire des « villes sûres » pour les femmes. D'un autre côté, certaines organisations suggèrent de revoir les aménagements pour que leur design réponde mieux aux besoins des femmes et des hommes (CCRE 2006, 27; ONU-Habitat 2012a, 2).

Une autre recommandation concerne le développement des guides et des outils d'analyse et de suivi, le but étant que les autorités locales soient mieux outillées pour intégrer le *gender mainstreaming* à leurs actions. Parmi ces outils, certains servent à guider les interventions des actrices et acteurs publics : « develop concrete, practical guidance protocols, tools, and policy guidance, and provide supplementary, on-going technical on integrating gender issues into all housing and urban development policies and programmes at the national and local levels » (ONU femmes, ONU-Habitat et Commission Huairou 2018, 34). Ces outils peuvent être des « gender impact assessment » (ONU Femmes, ONU-Habitat, PNUE 2018, 8), des indicateurs genrés

(Déclaration d'Istanbul 1996, 29; Metropolis 2018b, 17) ou d'autres outils de suivi et d'évaluation de l'intégration du *gender mainstreaming* (ONU femmes, ONU-Habitat et Commission Huairou 2018, 31).

Dans les documents étudiés, on recommande de mettre en place de nouvelles structures administratives qui seraient responsables des enjeux d'égalité de genre au sein de l'administration municipale. Dans le guide de la FCM et de la Ville de Montréal (2004,18), on désigne ces structures comme un « “women” or “gender equality” office ». Ces structures devraient avoir un accès à la direction et aux personnes élues (ONU-Habitat 2012b, IX). Elles devraient aussi avoir suffisamment de ressources et de pouvoir d'influence sur les politiques publiques (ONU femmes, ONU-Habitat et Commission Huairou 2018, 31). Selon Metropolis (2016, 7), ces nouvelles structures administratives peuvent suivre et examiner la manière dont le *gender mainstreaming* est appliqué dans les politiques publiques.

La budgétisation sensible au genre est aussi recommandée par les organisations qui font circuler le discours international sur l'approche femmes et villes. Celle-ci consiste à appliquer le *gender mainstreaming* dans les processus budgétaires en analysant comment les dépenses et les recettes impactent différemment les hommes et les femmes. Pour Metropolis (2016, 6), il s'agit également d'une façon de faire le suivi du financement accordé aux enjeux de genre.

On retrouve également des mesures recommandées au niveau institutionnel qui sont beaucoup plus marginales, comme celle d'appuyer directement le travail des organisations de la société civile, proposée dans seulement trois documents. Metropolis (2009) parle d'appuyer les ONG qui combattent les violences faites aux femmes, tandis qu'ONU Femmes recommande d'appuyer les groupes de femmes en général :

Ensuring a conducive legal framework for women's organizing; including measures to protect spaces for women's rights advocacy; scaling up funding for women's organizations to engage in political advocacy with their governments; ensuring that women are equally represented in leadership, trade unions and other social movements; (ONU Femmes, s.d., 7)

Finalement, on retrouve une seule mesure préconisée qui vise à intervenir au niveau des structures sociales. On cherche à faire évoluer les rapports de genre grâce à des campagnes de sensibilisation (Metropolis 2016, 7; Urbact 2019, 60). Pour FVI, il s'agit de modifier les attitudes et

les comportements au sujet du genre et des violences afin que l'ensemble de la société reconnaisse et défende le droit à la ville des femmes (FVI 2012, 3).

3.4.3. Les acteurs et actrices à impliquer

Plusieurs catégories d'actrices et d'acteurs sont appelées à participer à la mise en œuvre de l'approche femmes et villes (tableau 3.3). Parmi celles-ci, on retrouve des actrices et acteurs publics à qui on impute la responsabilité d'intégrer les enjeux d'égalité dans les interventions urbaines, mais certaines des organisations de la société civile et des membres de la société en général sont aussi invités à y participer.

Tableau 3.3 : Acteurs et actrices à impliquer dans la mise en œuvre de l'approche selon les documents sur le discours international sur l'approche femmes et villes (1996-2019)

Acteurs publics	Gouvernements locaux
	Gouvernements nationaux
	Décideurs et décideuses politiques
	Fonctionnaires
	Urbanistes
	Corps policiers
Organisations de la société civile	Groupes de femmes
	Organisations de la société civile
Autres catégories d'acteurs et actrices	Les hommes en général
	Secteur privé
	Milieu académique
	Médias

Source : autrice

Plusieurs paliers de gouvernements sont interpellés à propos de ces enjeux. De toute évidence, les gouvernements locaux le sont particulièrement, mais comme l'explique Urbact le contexte politique doit être pris en compte : « much of the advice in this report is targeted at city-level administrations, policy-makers and planners while bearing in mind the challenges of multi-level governance. Different legal, socio-political and cultural contexts operate at local, regional, national and EU level » (Urbact 2019, 60). Dans un contexte de gouvernance multiniveaux, les gouvernements nationaux, et leurs mécanismes nationaux sur l'égalité de genre (*national gender*

machinery), sont aussi appelés à contribuer à la mise en œuvre de l'approche femmes et villes (ONU femmes, ONU-Habitat et Commission Huairou 2018, 31). Ils sont toutefois toujours sollicités pour travailler en partenariat avec les gouvernements locaux. Dans la déclaration de IULA, sept des 37 points de la déclaration sont adressés directement aux gouvernements nationaux, mais les signataires, des gouvernements locaux, leur font également cet appel : « we call upon national governments to: acknowledge that local government has a critical role to play in creating sustainable democracies and gender equal societies » (IULA 1998, s.p.). Dans l'ensemble du corpus documentaire analysé, les gouvernements nationaux sont identifiés comme des joueurs importants par tous les types d'actrices et d'acteurs impliqués dans la circulation du discours international, sauf les IFI. Encore une fois, il faut considérer le contexte organisationnel (Fejerskov 2018) : les IFI négocient avec leur client du gouvernement dans le cadre des financements de projets urbains. C'est notamment le cas au Vietnam (voir le chapitre 6), ce qui peut expliquer qu'elles préfèrent ne pas les interpeller publiquement dans leurs publications.

Le premier acteur d'intérêt demeure le gouvernement local. Tous les types d'acteurs et actrices leur attribuent un rôle primordial, car généralement la responsabilité de mettre en place les mesures associées à l'approche femmes et villes tombe directement dans leur champ de compétences. Parmi ces responsabilités, on retrouve principalement celles de mettre en place des politiques publiques (ONU-Habitat 2013, VII) et d'intégrer le *gender mainstreaming* dans l'élaboration de celles-ci (CGLU 2015, 6). Dans certains documents, les gouvernements locaux sont simplement mentionnés comme des parties prenantes avec lesquelles il faut travailler en partenariat (UNIFEM, FVI, et Red Mujer y Habitat 2010, 12; BAD 2013a, XV; FVI 2012, 3). Néanmoins, d'autres organisations leur attribuent un rôle de leadership comme dans un rapport d'ONU-Habitat (2012a, 2) où on explique que « the local government must recognize the systemic impacts of discrimination ». Ce rôle de leadership explique aussi pourquoi plusieurs des documents analysés s'adressent à eux en premier lieu. Un des documents relève toutefois le manque d'imputabilité des autorités locales sur les enjeux d'égalité de genre : « the limited capacity of local governments to offer financing for gender equality and to deliver gender responsive services, shows a general lack of accountability for women's rights and women's empowerment » (ONU Femmes, ONU-Habitat et Commission Huairou 2018, 5).

Certaines organisations considèrent que la mobilisation des décideuses et des décideurs politiques en particulier est essentielle. Selon Metropolis (2016, 6), « strong and concrete commitment by the major local political representatives » est un élément clé dans l'application du *gender mainstreaming* dans les politiques urbaines. Leur rôle est également important au niveau

du changement de culture d'organisation qui est nécessaire pour que le *gender mainstreaming* devienne un réflexe chez les fonctionnaires et chez toutes les personnes élues, selon Urbact (2019, 61).

La culture d'organisation mentionnée par Urbact concerne également les fonctionnaires. Les documents étudiés font notamment valoir l'importance de les mobiliser et de les former. Les fonctionnaires municipaux qui sont le plus souvent sollicités sont les urbanistes, et ce par tous les types d'actrices et d'acteurs impliqués dans la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes. Comme l'expliquent Mogdham et Rafienane (2019, 14), « planners' limited knowledge of the complexity of gender prevents an in-depth discussion about the gendered and dynamic nature of space ». C'est ce qu'on cherche à faire évoluer dans le discours international sur l'approche femmes et villes. Dans les documents étudiés, on leur attribue un rôle considérable dans la planification de villes qui répondent aux besoins des femmes : « urban planners can work with women to build infrastructure and services which respond to women's needs and which discourage violence and other criminal behaviour » (FVI 2012, 4). Les urbanistes sont interpellés pour « integrate a gender perspective in their work, and ensure that gender expertise is available in planning, infrastructure and other relevant departments in local and regional administrations » (ONU Femmes, ONU-Habitat et PNUE 2018, 8). On recommande notamment que les enjeux de genre soient abordés dès leur formation, mais aussi dans leur code de conduite professionnel (ONU-Habitat 2012b, IX).

Enfin, toujours du côté du secteur public, les corps policiers sont interpellés dans trois des documents analysés pour ce qui est de mesures touchant plus particulièrement à l'enjeu des violences faites aux femmes.

Du côté de la société civile, les groupes de femmes sont les organisations les plus régulièrement identifiées dans le corpus documentaire, tout autant que les gouvernements locaux, comme des parties prenantes essentielles dans l'application de l'approche femmes et villes. Les groupes de femmes sont présentés dans les documents étudiés comme des groupes d'expertes qui détiennent un savoir spécifique dont on devrait tirer profit. À titre d'illustration, Urbact souligne que la reconnaissance de leur expertise est fondamentale pour l'élaboration de politiques sensibles au genre (Urbact 2019, 60). Certaines organisations proposent alors d'« incorporer leurs voix » (Metropolis 2018b, 17) et de les intégrer aux processus de planification (Députation de Barcelone 2006, 148). Ces groupes sont aussi désignés comme des partenaires de choix que ce soit dans la mise en œuvre et l'évaluation de certaines initiatives sur la sécurité des femmes dans les villes

(UNIFEM, FVI, Red Mujer y Habitat 2010, 12) ou dans le suivi, plus généralement, de la prise en compte des enjeux de genre dans les politiques publiques locales (Metropolis 2016, 7). Selon une note de politique d'ONU Femmes, leur inclusion vise à améliorer cette prise en compte : « creating feedback loops for urban policy implementation through social audits by women's organizations and service users are all critical to improve performance on gender-responsiveness of urban regulation, social protection and social services » (ONU Femmes 2016a, 8).

De plus, on fait parfois appel à toutes les organisations de la société civile, bien que ce soit dans une moindre mesure. Par exemple, selon Metropolis (2016, 7) on devrait inviter l'ensemble de la société civile à participer à l'application du *gender mainstreaming* en prenant en compte leurs opinions, leurs suggestions et leurs évaluations.

Finalement, il existe d'autres catégories d'actrices et d'acteurs qui sont également identifiées comme des parties prenantes de l'implantation de l'approche femmes et villes, selon les organisations dont la documentation a été analysée. Ainsi, les hommes en général sont directement sollicités dans la perspective de faire évoluer les rôles de genre. D'une part, on cherche à favoriser un partage équitable des responsabilités du travail reproductif entre ceux-ci et les femmes (Metropolis 2016, 5; ONU-Habitat 2013, VII). D'autre part, on propose de les intégrer dans les efforts de la lutte contre les violences faites aux femmes (ONU femmes, ONU-Habitat et Commission Huairou 2018, 11). En fin de compte, les hommes sont identifiés comme des acteurs à impliquer dans seulement trois documents, tous publiés après 2010. C'est une catégorie difficile à définir comme partie prenante de la mise en œuvre de l'approche femmes et villes puisqu'il s'agit de 50 % de la population. Toutefois, l'intérêt limité qui leur est accordé dans le discours international sur l'approche femmes et villes illustre combien cette approche n'est pas vraiment une approche de genre. Si les rapports de genre étaient véritablement au centre de l'approche, les hommes seraient beaucoup plus interpellés.

En outre, le secteur privé, le milieu académique et les médias sont aussi identifiés comme des partenaires possibles pour l'application de l'approche femmes et villes. On les retrouve en général lorsqu'un document liste les parties prenantes à impliquer :

Gender mainstreaming in all policies, planning, programmes and actions in cities while partnering with different stakeholders (local governments, women's organisations, academia, the private sector, political parties, the media, etc.) as an effective mechanism to bring about real and positive change in our cities. (Metropolis 2016, 5)

Leur apport potentiel est rarement précisé. Par exemple, aucun document étudié n'indique comment le secteur privé pourrait s'impliquer. Néanmoins, on retrouve quelques indications pour le monde académique et pour les médias. Urbact (2019, 60) considère que les universités peuvent contribuer en apportant leurs connaissances. Quant aux médias, FVI (2012) les inclut dans les campagnes de sensibilisation contre les violences faites aux femmes.

Conclusion du chapitre

Les résultats présentés dans ce chapitre ont servi à caractériser le discours international sur l'approche femmes et villes sous deux angles. Le premier consiste à appréhender ce discours sous l'angle de son évolution à travers le temps (figure 3.2).

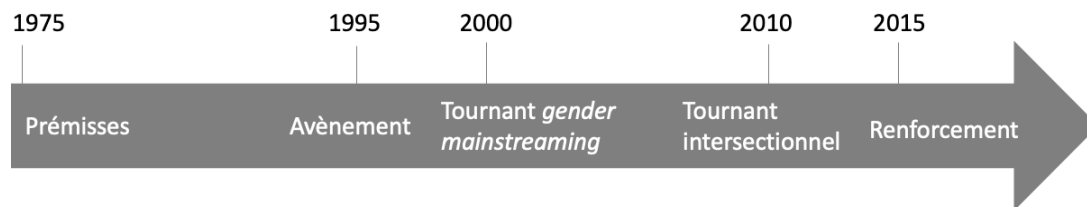


Figure 3.2 : Ligne du temps du discours international sur l'approche femmes et villes (1975-2019)

Source : autrice

Le discours international sur l'approche femmes et villes a évolué en plusieurs étapes par des échanges entre les échelles locale, internationale et nationale. L'étude de cette évolution met particulièrement en lumière le rôle clé qu'ont joué les mouvements féministes à chacune de ces étapes. Ce résultat fait écho aux travaux sur la circulation internationale de la norme internationale d'égalité de genre qui considèrent que les organisations féministes jouent un rôle de premier plan dans la circulation de cette norme (Merry et Levitt 2020; Lacombe et al. 2011; Kardam 2004).

Pour aborder le discours international sur l'approche femmes et villes, le deuxième angle retenu dans ce chapitre consiste à analyser le discours des organisations par l'étude de leurs publications, qui participent à la circulation internationale de l'approche. Le chapitre a d'abord présenté les principales propositions du discours international en analysant les différentes conceptions des villes et des rapports de genre qu'on y retrouve, en plus de l'argumentaire utilisé pour promouvoir l'adoption de l'approche femmes et villes. Puis, le chapitre s'est penché sur la manière dont est présentée la mise en application de l'approche femmes et villes dans le discours international en identifiant les champs d'action visés, les mesures préconisées et les actrices et

acteurs interpellés. Ces résultats montrent combien les idées qui composent le discours international sur l'approche femmes et villes ne constituent pas un ensemble monolithique, bien que ces idées évoluent peu dans le temps. Les passeurs de ce discours donnent à voir dans leurs publications des interprétations parfois consensuelles, parfois divergentes de cette approche. En ce sens, quand chaque acteur ou actrice traduit l'approche femmes et villes dans ses publications, il le fait avec son langage et ses priorités. Cela rappelle les propos de Stone (2012, 483), qui considère que les « intermediaries 'mutate' policy ideas in a process of policy translation ».

Du côté des consensus forts, on retrouve la conception binaire du genre qui est adoptée dans le discours de tous les passeurs sauf un (Ville de Berlin). Il y a aussi un consensus à propos des rapports de genre qui sont perçus comme découlant des rôles sociaux attribués aux hommes et aux femmes. De plus, tous les types d'acteurs et actrices considèrent que l'approche femmes et villes permet de favoriser l'égalité de genre en milieu urbain, en plus d'améliorer les villes elles-mêmes. Toujours du côté des consensus, les mesures préconisées sont en très grande majorité des mesures institutionnelles qui mettent particulièrement l'accent sur le rôle des gouvernements locaux et des groupes de femmes dans l'application de l'approche femmes et villes. Enfin, le sujet de la sécurité des femmes dans l'espace public et celui de l'intégration du *gender mainstreaming* dans l'action urbaine constituent deux axes centraux du discours international sur l'approche femmes et villes. Du côté des divergences, les associations de gouvernements locaux mettent particulièrement l'accent sur certaines propositions, comme le fait que les politiques urbaines sont indifférentes au genre, mais que les villes sont quand même les mieux placées pour contribuer à l'égalité de genre. En revanche, les ONG, souvent accompagnées d'ONU femmes, mettent l'accent sur les villes comme des lieux d'opportunités pour les femmes et sur l'idée d'une ville sûre pour les femmes. Le type d'acteurs qui diverge le plus sont les IFI qui, notamment, sont les seules à soutenir que l'application de l'approche femmes et villes est bénéfique pour l'économie. Par ailleurs, dans ce discours international, certaines notions féministes moins grand public, comme le patriarcat et l'intersectionnalité, sont peu mobilisées et les différences entre les réalités des villes occidentales et les villes des Suds ne sont pas mises de l'avant sauf aux sujets de la propriété foncière et des services urbains de base. La manière dont toutes ces idées qui composent le discours international sur l'approche femmes et villes circulent à travers le monde est analysée de près au chapitre suivant, qui s'attarde sur le rôle des passeurs et sur les mécanismes de circulation.

CHAPITRE 4 : CIRCULATION DU DISCOURS INTERNATIONAL SUR L'APPROCHE FEMMES ET VILLES

Des pratiques qui mettent en application le discours international sur l'approche femmes et villes se retrouvent sur tous les continents (Biarrotte 2017). Ce chapitre cherche alors à expliquer comment se produit cette circulation internationale : qui sont les actrices et acteurs impliqués dans cette circulation ? Comment cette circulation prend-elle forme ? En se basant sur une analyse des données de l'analyse documentaire principalement, les résultats de recherche présentés dans ce chapitre répondent à ces questions en deux temps. Dans un premier temps, le rôle de passeur des différents types d'actrices et acteurs impliqués dans la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes est discuté, de même que la manière dont ces passeurs forment un réseau. Dans un deuxième temps, le chapitre examine de plus près les mécanismes qui sous-tendent la circulation du discours étudié. Ces résultats mettent en exergue les dynamiques qui mènent à la circulation de l'approche femmes et villes au Vietnam.

4.1 Les passeurs du discours international sur l'approche femmes et villes

4.1.1 Une diversité d'acteurs et d'actrices

Le discours international sur l'approche femmes et villes « do[es] not “float” in the world » (Hajer 1993, 46). Il existe à travers les acteurs et actrices qui le portent et le font circuler, comme le considèrent Fejerskov, Engberg-Pedersen et Cold-Ravnkilde (2020) à propos de la norme internationale d'égalité de genre. Il circule à l'échelle internationale par le concours d'une diversité de passeurs, définis comme « des intermédiaires dans le processus de transferts d'une norme ou de pratiques » (Jobard et al. 2020, 558). Afin d'identifier les actrices et acteurs qui jouent ce rôle d'intermédiaire dans la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes,

plusieurs sources ont été mobilisées³⁴. Cette recherche montre que ces passeurs proviennent de différents horizons. En concordance avec les travaux sur les mobilités de politiques urbaines et ceux sur la circulation de la norme internationale d'égalité de genre (Souami 2003; Vainer 2014; Tomlinson et al. 2010; Kennett et Lendvai 2014; Zwingel 2020; Kardam 2004), on retrouve parmi ces passeurs plusieurs organisations internationales, bien qu'il en existe d'autres types. Au final, cinq types d'acteurs et actrices peuvent être identifiés : des agences de l'ONU, des associations de gouvernements locaux, des IFI, des ONG et des villes modèles (tableau 4.1). Comme vu au chapitre précédent, ces passeurs ne se saisissent pas de l'approche femmes et villes de manière uniforme; leurs façons de faire circuler l'approche à l'international prennent aussi différentes formes. Cette section présente donc comment chaque type de passeur participe de manière particulière à cette circulation. Ainsi, si dans le chapitre précédent l'accent était mis sur leur fonction de producteur, dans celui-ci, l'accent est plutôt mis sur leur fonction de diffuseur.

Tableau 4.1 : Principaux passeurs du discours international sur l'approche femmes et villes (2019)

Type de passeur	Nom
Agences de l'ONU	ONU Femmes
	ONU-Habitat
Associations de gouvernements locaux	Cités et Gouvernements Locaux Unis
	Conseil des Communes et Régions d'Europe
	Metropolis
Institutions financières internationales	Banque asiatique de développement
	Banque interaméricaine de développement
	Banque mondiale
ONG	ActionAid
	Commission Huairou

³⁴ Il s'agissait de suivre les traces du discours international sur l'approche femmes et villes en identifiant les organisations qui produisent ce discours. Ces organisations ont été identifiées par des recherches sur le moteur de recherche Google, dans les programmes des conférences internationales, dans la littérature scientifique et à partir de mon expérience de travail avec l'organisation FVI. Les organisations qui sont considérées ici comme des passeurs ont été sélectionnées en fonction de certains critères. Plusieurs organisations ont des activités qui s'inscrivent dans l'approche femmes et villes, mais elles ne contribuent pas toutes au même niveau à sa circulation internationale. Ainsi, les organisations ont été sélectionnées selon leur niveau de présence à l'échelle internationale. Ce sont des organisations qui participent aux conférences internationales, qui travaillent dans plusieurs pays et qui publicisent l'approche femmes et villes à l'international, et non pas seulement localement. De plus, ce sont des organisations qui sont reconnues par les autres organisations comme étant des actrices et des acteurs importants. Pendant la collecte de données, qui s'est terminée en 2019, le milieu était très actif et il se peut que d'autres acteurs et actrices aient émergé dans les dernières années.

	Femmes et villes international
	Jagori
	Plan International
	Red Mujer y Habitat
Villes modèles	Montréal
	Vienne

Source : autrice

Les agences de l'ONU

Du côté de l'ONU, deux agences ont des missions qui les amènent à être plus particulièrement impliquées dans la circulation de l'approche femmes et villes : ONU-Habitat et ONU Femmes. À partir de 1990, ONU-Habitat, dont le rôle est d'appuyer les autorités locales dans leurs réponses aux défis de l'urbanisation, a inclus dans son travail les questions de genre, dans le cadre de son Programme des Femmes et Établissements Humains³⁵ (Carrasco 2007). Ce programme d'ONU-Habitat a joué un rôle de premier plan dans la promotion de l'approche femmes et villes selon Brown :

It has been instrumental in drawing attention to the issues of women and human settlement within the UN and in funding research and training projects which promote women's involvement in human settlement development. As a result of the work of the Program, UNCHS [ONU-Habitat³⁶] has published several studies and guides on women and human settlement. (Brown 1997, 59)

En effet, parmi les documents qui promeuvent le discours international sur l'approche femmes et villes, plusieurs ont été publiés par ONU-Habitat (voir l'annexe 3). Ce genre d'activité s'inscrit directement dans la mission de cette agence onusienne, qui cherche à remplir sa mission en « providing normative or policy advice and technical assistance on transforming cities and other human settlements into inclusive centres » (ONU-Habitat 2014, 6). À cet égard, McCann (2011, 119) considère qu'ONU-Habitat est une infrastructure informationnelle de premier plan en matière de mobilité de politiques urbaines. L'agence onusienne joue notamment ce rôle à travers le Forum Urbain Mondial (*World Urban Forum*), une rencontre qu'elle organise tous les deux ans, qui est

³⁵ Qui par la suite s'est appelé Femmes et Habitat puis le Secrétariat pour l'égalité des sexes.

³⁶ ONU-Habitat est un diminutif de United Nations Centre for Human Settlements.

aussi une plateforme importante dans la promotion de l'approche femmes et villes. Par exemple, pendant ces forums, des assemblées des femmes sont organisées pour discuter des enjeux de genre en milieu urbain. En outre, sur le terrain ONU-Habitat travaille également auprès de plusieurs partenaires sur des programmes « ville sûre » pour les femmes. Par exemple, son programme *Safer Cities*, développé en 1996, a contribué à la circulation internationale des marches exploratoires sur la sécurité des femmes (Whitzman, Andrew et Viswanath 2014). Depuis l'avènement de ce programme, l'engagement d'ONU-Habitat sur l'approche femmes et villes a évolué et prend à présent beaucoup plus la forme de production de connaissances que de programmation.

ONU-Habitat collabore également avec l'agence de l'ONU pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ONU Femmes. ONU Femmes travaille sur un large éventail d'enjeux d'égalité de genre. Son engagement envers les enjeux urbains est plus récent que l'intérêt d'ONU-Habitat pour les questions de genre et ses activités, qui s'inscrivent dans l'approche femmes et villes, sont principalement réalisées sous l'égide d'un de ses principaux axes de travail : « mettre fin à la violence à l'égard des femmes ». En 2002, UNIFEM³⁷ lance en Amérique latine le *Programme mondial pour des villes sûres exemptes de violence contre les femmes*, le premier de plusieurs programmes. En 2010, ONU Femmes met sur pied l'initiative mondiale *Des villes sûres et des espaces publics sûrs pour les femmes et les filles*, qui est déployée dans 54 villes de 32 pays, dont le Vietnam (voir le chapitre 6). Depuis, ONU Femmes est devenue une actrice incontournable du discours international sur l'approche femmes et villes. Au fil des ans, ONU Femmes est devenu le partenaire de plusieurs autres organisations porteuses de l'approche femmes et villes. Ainsi, si ONU-Habitat participe à la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes à travers de nombreuses publications et conférences, ONU Femmes y participe plus particulièrement à travers son programme sur le terrain et comme partenaire des actrices et acteurs clé de cette circulation.

Les associations de gouvernements locaux

Trois passeurs clé de la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes se retrouvent dans la catégorie des associations de gouvernements locaux : Cités et Gouvernements

³⁷ ONU Femmes a été créée en 2010 par la fusion de trois structures onusiennes dont UNIFEM (United Nations Development Fund for Women), établie en 1976.

Locaux Unis (CGLU), Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE) et Metropolis³⁸. Ces associations et leurs villes membres participent à la circulation de l'approche femmes et villes depuis l'avènement d'un discours international sur le sujet. À la conférence Habitat II, elles jouent déjà un rôle important selon Michaud (1997, 182), qui explique que l'engagement pris par l'Assemblée Mondiale des Villes et Autorités Locales³⁹ lors de cette conférence « illustre le rôle central des villes dans la réalisation des engagements pourtant pris par les États et indiquent déjà que le suivi d'Habitat II se fera bien plus sur le plan local que le plan national ». De cette façon, l'approche femmes et villes a été mobilisée par des gouvernements locaux dès le départ et leur rôle s'est perpétué par la suite. Ce rôle s'inscrit dans un contexte plus large dans lequel les gouvernements locaux exercent ce que Viltard (2010) nomme une « diplomatie des villes » qui prend progressivement de l'ampleur et qui fait en sorte qu'ils deviennent des acteurs de l'échelle internationale.

CGLU, créé en 2004 par la fusion de deux réseaux de villes⁴⁰, est la plus grande association de gouvernements locaux (Viltard 2010). Elle vise à représenter et à défendre leurs intérêts, mais « elle vise également à devenir la source principale d'information sur les bonnes pratiques locales » (CGLU 2018, s.p.). L'information sur les bonnes pratiques en matière d'égalité de genre fait partie de la mission de CGLU. En effet, depuis le départ, CGLU est engagée à devenir une source d'information importante sur la participation des femmes dans la gouvernance locale (FCM et Ville de Montréal 2004, 4). Au sein de l'association se retrouve la Commission permanente sur l'Égalité des Genres, qui considère que « the gender perspective must be mainstreamed into all areas of policy making and management in local government » (CGLU 2013, s.p.). Dans cette optique, CGLU a publié plusieurs documents sur le sujet (voir l'annexe 3) en plus de participer aux instances onusiennes sur l'égalité de genre (CGLU 2013, s.p.). Metropolis s'implique d'une manière semblable. Cette organisation, qui représente les grandes villes et régions métropolitaines du monde, possède une mission femmes depuis 1995. Cette mission vise à « assurer la vision égalitaire de notre organisation; identifier et partager les expériences politiques entre nos villes, en générant une base commune de connaissances sur le genre » (Métropolis 2018a, s.p.). Tout comme CGLU, Metropolis a publié plusieurs documents sur le sujet et plus particulièrement depuis 2016 (voir l'annexe 3). Elle participe aussi aux grandes conférences internationales urbaines, comme le Forum Urbain Mondial, en collaborant par exemple à l'organisation de sessions qui portent sur les enjeux de genre. Pour sa part, le CCRE, se

³⁸ Le CCRE constitue la section européenne de CGLU et Metropolis la section des métropoles.

³⁹ La première assemblée mondiale des villes et autorités locales a été convoquée pendant Habitat II.

⁴⁰ L'International Union of Local Authorities (IULA) et la Fédération Mondiale des Cités Unies.

concentrait surtout au départ sur les femmes élues dans les gouvernements locaux avec un comité Femmes créé en 1991. Ce comité a par la suite (en 2004) fait financer par la Commission européenne, un projet qui visait à faire le portrait d'une ville où les discriminations contre les femmes sont éradiquées (CCRE 2005). Ce projet a donné lieu à l'adoption d'une charte qui joue un rôle important dans la circulation de l'approche femmes et villes (voir la section 4.2.2). Le rôle de passeur que jouent ces trois associations de villes dans la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes est en concordance avec une tendance identifiée par Peyroux (2016, par.11), qui considère que ces associations « sont devenu[e]s aujourd'hui non seulement des lieux d'échanges d'expertise et de "bonnes pratiques", mais aussi des lieux stratégiques de production et de diffusion de normes internationales ». Peyroux donne comme exemple de norme la gouvernance environnementale, mais l'approche femmes et villes constitue un autre exemple parlant à cet égard.

Les institutions financières internationales

La circulation du discours international sur l'approche femmes et villes résulte également de l'implication des IFI et plus particulièrement de la BAD, la BID et la BM. En finançant et en contribuant à la mise en œuvre de projets de développement dans les Suds, les IFI contribuent à faire circuler l'approche femmes et villes à travers le monde. En effet, ces institutions financent des projets d'infrastructures urbaines, comme des infrastructures de transport collectif, auxquels ils appliquent le *gender mainstreaming*. Les IFI jouent donc seulement un rôle de passeur dans la circulation de l'approche depuis le tournant *gender mainstreaming*, à la fin des années 1990. C'est un rôle qui prend de l'ampleur dans les dernières années dans la mesure où les infrastructures sont redevenues un secteur d'investissement important en développement international (Ferguson et Harman 2015, 653).

Du côté de la BM, la plus importante de ces IFI, bien qu'elle ait adopté une première politique de *gender mainstreaming* en 1995, c'est seulement à partir de l'adoption d'une nouvelle stratégie d'intégration de genre en 2002 que les préoccupations en termes d'égalité de genre font partie des projets d'investissements directs et d'infrastructures (Carrasco 2007). Selon Carrasco, la BM joue un rôle de leader sur ces questions :

En effet, depuis quelques d'années, cette agence envoie un signal clair à propos de son nouveau positionnement dans l'établissement des règles du jeu de l'agenda global de

genre. Donc, pour le meilleur ou pour le pire, les traces de la BM sont suivies non seulement par les autres banques de développement, mais aussi par d'autres types d'institutions (dont les gouvernements), influençant ainsi les politiques et les priorités dans les différents secteurs. (Carrasco 2007, 74)

Ferguson et Harman (2015) expliquent que la BM a adopté une nouvelle approche où les investissements dans les infrastructures sont également considérés comme une manière d'agir sur le développement social. Dans cette optique, « a concern for gender in infrastructure programmes is key to this new approach » (Ferguson et Harman (2015, 660).

Dans le cadre d'un travail d'analyse systématique de l'intégration du *gender mainstreaming* dans les institutions internationales, Moser et Moser (2005) notent que les trois IFI particulièrement impliquées dans la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes, la BM, la BAD et la BID, avaient toutes adopté une politique de *gender mainstreaming* et des actions ciblées en égalité de genre en 2005. Dans le cadre de ces politiques, les trois IFI exigent qu'une analyse de genre soit réalisée pour tous les projets. Avec ces politiques, les IFI cherchent à ce que les projets qu'elles financent, notamment des projets urbains au Vietnam, intègrent des considérations de genre dans l'ensemble du projet de la conception à l'évaluation, afin que les résultats du projet contribuent à une plus grande égalité de genre. Dans la pratique, Ferguson et Harman (2015) considèrent que dans le cas de la BM, cette intégration est sporadique⁴¹. Néanmoins, les IFI exercent tout de même une influence dans la circulation de l'approche femmes et villes notamment en produisant et en diffusant des connaissances. Dans le cas de la BAD, par exemple, pour appuyer ses équipes dans le développement de projets urbains qui intègrent les enjeux de genre, celle-ci a développé et rendu public un outil nommé *Gender Checklist : Urban Development and Housing* (2006). Pour sa part, la BID (2018) a publié un rapport nommé *Inclusive Cities : Urban Productivity Through Gender Equality* afin de partager les connaissances sur le sujet aux pays d'Amérique Latine et des Caraïbes. La circulation de connaissances, notamment celles en lien avec l'application du *gender mainstreaming* dans les projets urbains, est au centre des activités des IFI. Weber (2015, 26) note, au sujet de la BM plus particulièrement, qu'elle met l'accent sur le partage des enseignements tirés de différents projets d'un pays partenaire à l'autre. Cela s'inscrit dans un contexte où :

⁴¹ Mes résultats de recherche sur l'application de l'approche femmes et villes au Vietnam présentées au chapitre 6 indiquent que l'intégration du *gender mainstreaming* à la BM s'est approfondie depuis la publication de Ferguson et Harman (2015).

Les acteurs des configurations développementistes internationales se veulent les professionnels du transfert de modèles de politiques publiques. Ils emploient une rhétorique spécifique pour promouvoir l'adoption, dans les pays où ils interviennent, d'instruments et de savoirs qu'ils tiennent pour des standards internationaux. (Allal 2010, 98)

Ces standards incluent l'approche femmes et villes depuis le tournant *gender mainstreaming*.

Les ONG

Diverses ONG font également circuler l'approche femmes et villes à travers le monde depuis les années 1980. Ces ONG peuvent être divisées en deux catégories, soit les ONG qui sont au cœur de cette circulation du discours international sur l'approche femmes et villes depuis ses débuts et les grandes ONGI qui travaillent sur les enjeux de genre et qui ont récemment porté une attention particulière aux milieux urbains.

Dans la première catégorie, on retrouve entre autres la Commission Huairou et le Red Mujer y Habitat dont les rôles clé dans l'historique du discours international sur l'approche femmes et villes ont été présentés au chapitre précédent. Dans cette catégorie, on retrouve également FVI et Jagori. FVI est née à Montréal en 2002 et découle directement des premières initiatives de la période des prémises du discours international. L'objectif était de créer un réseau international qui réunit les organisations et les personnes qui travaillent sur les sujets de la participation des femmes au développement urbain et de la sécurité des femmes dans les environnements urbains. Depuis, FVI est au cœur du discours international sur l'approche femmes et villes : « [Our] strength lies in our international network, our expertise, our feminist principles, and our history of being at the center of more than 20 years of work towards more gender-just and equal urban spaces » (FVI, 2019, s.p.). La participation de FVI à de nombreux projets, publications et conférences qui s'inscrivent dans l'approche femmes et villes en fait une actrice incontournable. Pour sa part, Jagori est une ONG indienne qui s'intéresse aux enjeux des violences faites aux femmes depuis 1984 et qui a commencé à travailler sur les enjeux de la sécurité des femmes dans l'espace public en 2004 (Whitzman, Andrew et Viswanath 2014). Depuis, l'ONG est devenue une actrice importante sur ces questions notamment parce qu'elle a été un partenaire du programme onusien *Gender Inclusive Cities* (2009-2012), mais aussi parce qu'elle a participé à l'invention de

l'application SafetiPin⁴² (qui permet de faire des audits de l'espace public en termes de sécurité pour les femmes), utilisée dans 65 villes à travers le monde depuis 2013. Comme la section suivante le démontre, ces quatre ONG (Commission Huairou, FVI, Jagori et le Red Mujer y Habitat) sont au cœur du réseau d'acteurs et actrices qui font circuler le discours international sur l'approche femmes et villes.

Dans la deuxième catégorie d'ONG, on retrouve ActionAid et Plan International, qui sont deux grandes ONGI œuvrant en développement international depuis plusieurs décennies et dans des dizaines de pays. ActionAid travaille dans plusieurs secteurs, dont les droits des femmes tandis que Plan International travaille plutôt sur les droits des enfants spécifiquement. Au début des années 2010, ces deux ONGI se sont intéressées à la thématique des villes sûres pour les femmes et ont développé des programmes sur le sujet qui ont été implémentés dans plusieurs pays à travers le monde, dont le Vietnam. C'est l'ampleur de ces programmes qui fait en sorte que ces ONGI sont des actrices significatives dans la circulation de l'approche femmes et villes. Le programme d'ActionAid est mis en œuvre dans 19 pays à travers le monde et celui de Plan International dans 11 pays. Grâce à ces programmes, elles ont développé des partenariats avec les autres passeurs de l'approche femmes et villes. Elles participent à présent à des panels sur le sujet dans le cadre de grandes conférences internationales où elles présentent notamment les résultats de leurs programmes « ville sûre ». Comme nous le verrons au chapitre 6, ceux-ci sont devenus des vecteurs de la circulation internationale de l'approche femmes et villes comme c'est le cas au Vietnam.

Les villes modèles

Les villes jouent aussi le rôle de passeur dans la circulation internationale du discours sur l'approche femmes et villes. En plus de participer à cette circulation à travers les associations de gouvernements locaux dont elles sont membres, certaines villes sont particulièrement actives dans la promotion de l'idée d'intervenir sur les environnements urbains en prenant en compte les enjeux de genre. C'est en étant considérées comme des villes modèles que Montréal et Vienne participent à la circulation de l'approche à l'échelle internationale. Une ville modèle est considérée comme telle lorsqu'une politique particulière leur est automatiquement associée (Temenos et McCann 2013, 349). Dans le cas de Montréal et de Vienne, c'est en raison de leur niveau

⁴² SafetiPin est elle aussi devenue une ONG depuis.

d'institutionnalisation des mesures qui s'inscrivent dans l'approche femmes et villes qu'elles sont associées à cette approche. Ainsi, bien que d'autres villes aient été le décor de pratiques qui s'inscrivent dans l'approche, comme Toronto et Berlin, ce qui distingue Montréal et Vienne est leur implication active dans la circulation internationale de l'approche.

Montréal est devenu un modèle au début des années 1990, pendant la période des prémices du discours international sur l'approche. Cette réputation découle de son rôle de passeur : « worldwide interest in Montreal's initiatives has been growing since the 1990s, and thanks to information sharing and knowledge-transfer activities, the Montreal strategies have been adapted to municipalities in Europe, Africa and South America » (FCM et Ville de Montréal 2004, 45). Le programme *Femmes et ville* de l'administration montréalaise cherchait activement à promouvoir ses activités à l'international (Biarrotte 2012). Par exemple, l'implication de l'administration montréalaise au sein du Comité d'action femmes et sécurité urbaine est devenu un modèle de partenariats entre le secteur public et le secteur communautaire pour d'autres villes à travers le monde (Whitzman, Andrew et Viswanath 2014). Il est important de noter que depuis, Montréal est de moins en moins considérée comme un modèle, le programme *Femmes et ville* ayant pris fin au milieu des années 2000. Des traces demeurent tout de même : CGLU a produit en 2019 une déclaration sur *The Right to the City for Women* qui a été signée par la mairesse de Montréal ainsi que les mairesses de Barcelone et de Mexico. Selon Mocca (2018, 140), dans les réseaux de villes, l'échange de connaissance entre les villes « is dominated by successful cities, which set the policy trends that other cities seek to emulate ». Cette aura de succès semble durer dans le temps.

Vienne a remplacé Montréal en tant que ville modèle dans l'application de l'approche femmes et villes. Comme évoqué dans le chapitre 1, c'est avec le tournant *gender mainstreaming* en Europe à la fin des années 1990 que Vienne a commencé à se démarquer. La ville a notamment adopté une stratégie de *gender mainstreaming* en 2001. Dans son guide *Gender mainstreaming in Urban Planning and Urban Development* (2013, 7), Vienne embrasse ce rôle de modèle : « in the field of gender planning, Vienna is accorded a top position at the European level with regard to both the conceptual depth and thematic width of its activities. This is also evidenced by the great international interest in the experience 'made in Vienna' ». Si Berlin, qui a adopté le *gender mainstreaming* à la même époque que Vienne, est moins perçue comme un modèle, c'est que Vienne est impliquée activement dans la circulation internationale de l'approche femmes et villes. Par exemple, lors d'un atelier nommé *Gender Equality in Urban Areas*, organisé par la BM au Vietnam en 2019, une représentante de la ville de Vienne était invitée. Dans les actes de

conférence de l'évènement (BM 2019, 66), il est écrit que « the 'Vienna Model' is regarding [sic] one of the most comprehensive deliberate models for thinking in gender equality to city planning ». C'est en partageant leurs expériences locales à l'échelle internationale que Montréal et Vienne ont tour à tour porté le rôle de ville modèle de l'approche femmes et villes et participé à sa circulation internationale.

4.1.2 Un réseau fragmenté

Les différents types de passeurs ont été présentés un à la suite de l'autre afin d'établir un portrait d'ensemble. Ce portrait montre à quel point le discours international sur l'approche femmes et villes est porté par une diversité d'acteurs et d'actrices. Par contre, ils et elles ne travaillent pas seulement de manière indépendante. Les passeurs du discours international sur l'approche femmes et villes forment aussi un réseau. Les réseaux « are forms of organization characterized by voluntary, reciprocal, and horizontal patterns of communication and exchange » (Keck et Sikkink 1998, 8). Cette définition assez large de la notion de réseau « permet de mieux saisir le caractère mouvant et parfois moins intense de certaines formes de coopération entre des acteurs » (Lazreg 2016, 39). Dans le cas du réseau d'actrices et d'acteurs impliqués dans la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes, la coopération est effectivement plus ou moins intense en fonction du type de passeur. Les données récoltées montrent que ces passeurs collaborent régulièrement sur des projets liés à l'approche femmes et villes, que ce soit par la production conjointe de documents, par la mise sur pied de panels dans des conférences, par des partenariats pour la mise en œuvre de programmes ou par des comités de travail conjoint⁴³. Cependant, l'analyse de ces liens de collaboration montre aussi qu'ils forment un réseau fragmenté.

Pour mettre à jour le réseau d'actrices et d'acteurs impliqués dans la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes, un travail de cartographie a été nécessaire (figure 4.1). Comme le dit adroitement Silvestre (2016, 90), « the mapping of these networks is helpful to counter notions of 'free floating' knowledge circulation ». À partir de mon corpus, chaque mention de collaboration à des projets liés à l'approche femmes et villes ont été recensées. Au total, trente

⁴³ Il faut préciser que certaines personnes collaborent avec plusieurs organisations en même temps. Par exemple, Ana Falu est une chercheuse qui travaille de près sur l'approche femmes et villes avec Red Mujer y Habitat, ONU-Habitat, ONU Femmes et Metropolis.

liens de collaboration ont été répertoriés⁴⁴. À partir de cette liste, il a alors été possible de dénombrer les collaborations des différents passeurs du discours international de l'approche femmes et villes. Il est important de noter par contre que ces liens de collaboration ne sont pas pondérés, c'est-à-dire que le même poids a été accordé à chaque collaboration peu importe son intensité, considérant que les données que j'ai à ma disposition ne permettent pas d'aller à ce niveau de détail. De plus, il s'agit d'un échantillon limité de liens de collaboration⁴⁵. Les 30 liens répertoriés offrent donc seulement un aperçu des rapports entre les passeurs.

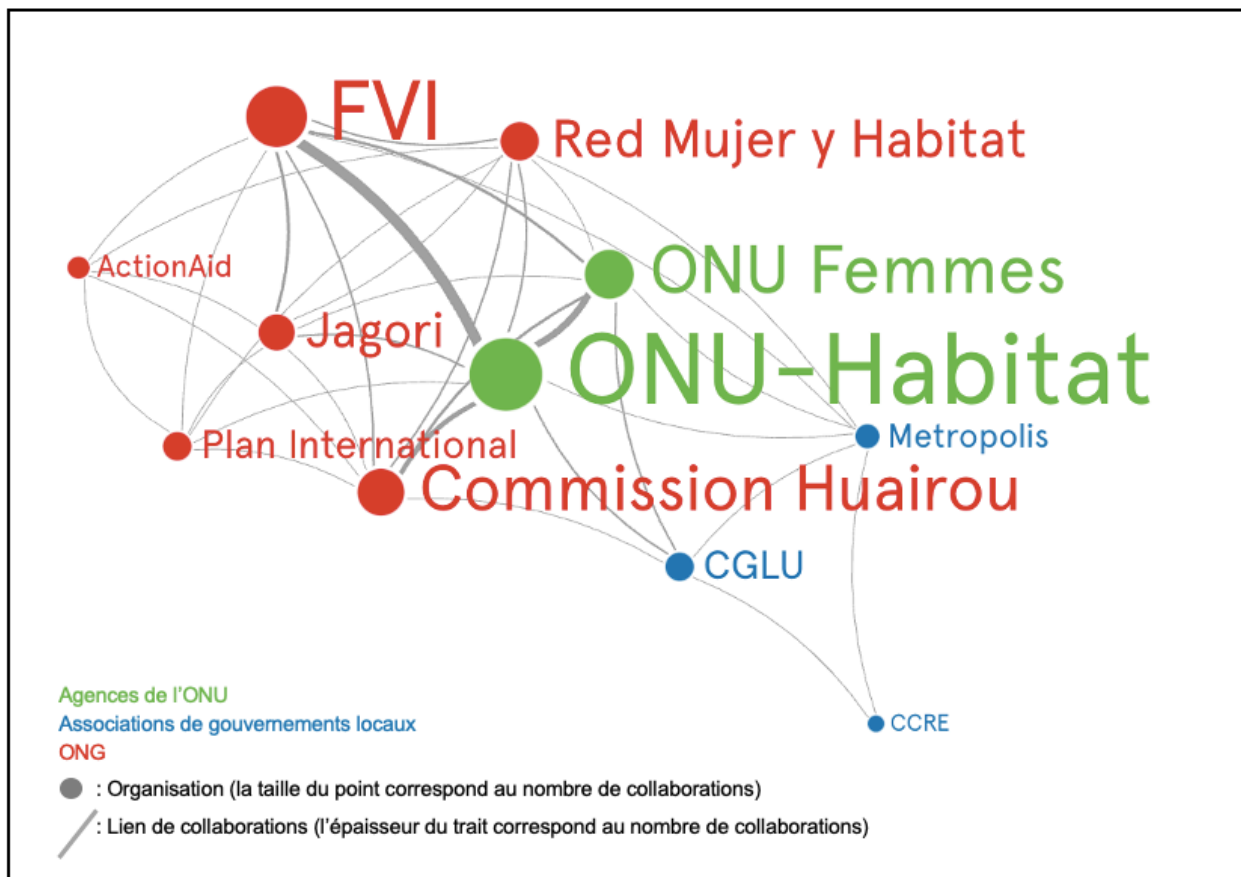


Figure 4.1 : Liens de collaboration répertoriés entre les passeurs du discours international sur l'approche femmes et villes (1996-2019)

Source : autrice

Ce portrait parcellaire fournit tout de même des indices à propos du réseau d'actrices et d'acteurs impliqués dans la circulation de l'approche femmes et villes. Selon Lazreg (2016, 40), les réseaux

⁴⁴ Pour chaque lien de collaboration, le nom du projet, le type de projet et le nom des organisations impliquées ont été notés.

⁴⁵ La plupart ont été identifiés grâce aux documents portant sur le discours international sur une approche femmes et villes (annexe 3). Il est certain que le portrait aurait été plus complet s'il avait été demandé directement à chacune des organisations de rapporter toutes ces collaborations.

sont caractérisés par leur « caractère souvent polymorphe et fragmenté [...] ». Ceux-ci sont loin d'être toujours bien intégrés et homogènes, c'est-à-dire qu'ils sont rarement des ensembles au sein desquels tous les acteurs sont reliés les uns aux autres ». Ces réflexions s'appliquent parfaitement à ce cas-ci. En effet, parmi les cinq types de passeurs impliqués dans cette circulation, certains se retrouvent au cœur du réseau, d'autres se retrouvent en périphérie, et d'autres encore ont des liens surtout entre eux.

Ainsi, il apparaît que les agences de l'ONU et les ONG ont des rôles plus centraux que les autres types d'acteurs et actrices. Ces passeurs sont plus centraux dans la mesure où ils ont un niveau plus soutenu de collaboration avec les autres. Parmi ces protagonistes, on retrouve ONU-Habitat, ONU Femmes, FVI et la Commission Huairou. Ces organisations ont des liens plus nombreux avec un nombre plus élevé d'organisations⁴⁶. Ils ont aussi collaboré avec une diversité de types d'organisations : agences de l'ONU, associations de gouvernements locaux et ONG. À ces quatre organisations centrales du réseau on peut adjoindre Jagori et la Red Mujer y Habitat. Selon Metropolis (2018c,11), ce sont les six organisations qui ont contribué à la diffusion à travers le monde de mesures qui participent à l'intégration du genre en planification urbaine.

Dans ce réseau, certains passeurs forment un sous-réseau en soi. Comme le souligne Lazreg (2016, 40), les réseaux sont aussi composés de « sous-ensembles d'acteurs bien connectés entre eux ». Dans ce cas-ci, le principal sous-ensemble est composé des ONG qui portent l'approche femmes et villes depuis ses prémisses. Ces ONG sont même désignées par d'autres passeurs comme un mouvement pour des villes sûres pour les femmes (ActionAid 2011, 5; 2015, 9; ONU Femmes 2018, 2). ONU Femme identifie les organisations membres de ce mouvement dans le rapport d'un forum qu'elle a organisé :

We acknowledge the strong contributions in the Forum made by partner organizations in the women's safety in cities global movement including : Women in Cities International, Women and Habitat Network for Latin America and the Caribbean, and the Huairou Commission. (ONU Femmes 2018, 2)

ActionAid explique que le programme « ville sûre » qu'elle met en œuvre dans plusieurs pays prend appui sur le travail du « global safe cities for women mouvement » (ActionAid 2011, 5). En 2020, FVI, le Red Mujer y Habitat, la Commission Huairou, Jagori et SafetiPin se sont

⁴⁶ Pour chacune de ces organisations, plus de vingt liens de collaboration avec sept organisations et plus, ont été repérés.

constitués comme la *Global Coalition on Inclusive and Safe Spaces and Cities for Women and Girls* afin de porter ensemble certaines actions, notamment celles de « compile good practices » et d'organiser des « learning exchanges » (Dhar 2020). Par exemple, la coalition a organisé un webinaire intitulé *Building Gender Friendly Cities : Towards Greater Inclusion and Rights*. Il s'agit aussi d'un noyau de personnes qui forment une « community of safe cities for women practitioners » (FVI, 2012, 58). Ces personnes appuient entre autres les organisations nouvellement intéressées aux enjeux de sécurité dans l'espace public, comme l'explique Jade, une participante à la recherche qui travaille pour une des organisations impliquées dans la circulation internationale de l'approche femmes et villes :

I think one of the big successes, probably the biggest in fact, was because of that group of people who work on safe cities issues for women, are a small kind of technical group. So when ActionAid launched the programme, we reached out to them as a collective. Saying we are already doing this we're happy to share information, please join us and communicate we have these monthly calls and whatever.

Ces activités montrent que ce sous-ensemble composé d'ONG forme ce que Keck et Sikkink (1998) ont nommé un *transnational advocacy network* (TAN). Ces réseaux s'organisent autour d'un projet de plaidoyer et ils sont « bound together by shared values or 'principled beliefs' and a shared discourse where the dominant modality is information exchange » (Stone 2004b, 90). La description que font Keck et Sikkink des activités des TAN correspond au rôle de ce sous-ensemble dans la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes :

NGOs introduce new ideas, provide information, and lobby for policy changes. Groups in a network share values and frequently exchange information and services. The flow of information among actors in the network reveals a dense web of connections among these groups, both formal and informal. (Keck and Sikkink 1998, 9)

Ces ONG forment donc un des sous-ensembles importants du réseau fragmenté d'actrices et d'acteurs impliqués dans la circulation du discours international sur une approche femmes et villes. Dans ce réseau, certaines actrices semblent être plus à la périphérie : les associations de gouvernements locaux et les deux grandes ONGI. Elles ont un nombre beaucoup moins élevé de collaborations. Dans le cas des associations de gouvernements locaux, celles-ci forment un sous-ensemble en soi. Du côté du CCRE, particulièrement, leur document phare de la *Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale* en fait un joueur incontournable au niveau de l'Europe, mais beaucoup moins important ailleurs. Quant à

Metropolis, il faut noter que, bien que ses partenariats soient peu nombreux, ils sont principalement avec les actrices et acteurs centraux du réseau. Dans le cas d'ActionAid et Plan International, comme mentionné précédemment, ces ONGI ne se sont que récemment intéressées à l'approche femmes et villes, ce qui explique qu'elles occupent une place marginale dans le réseau. D'autres passeurs du discours international sur l'approche femmes et villes semblent à première vue être en dehors du réseau. En effet, aucun lien de collaboration n'a été repéré pour les trois IFI, pour Montréal et pour Vienne. Au sujet des IFI, cela n'exclut pas qu'il y ait des collaborations sur le terrain, mais celles-ci ne sont pas recensées dans les données que j'ai recueillies. Néanmoins, si les IFI collaboraient souvent avec les autres acteurs et actrices du réseau, cette dynamique se serait probablement reflétée dans l'échantillon de liens de collaboration recensés. Quant aux villes, elles participent au réseau à travers les associations de gouvernements locaux dont elles sont membres. Du fait de leur fonction de gouvernement local, elles ne sont pas portées à collaborer directement avec les autres passeurs. Comme l'a démontré le chapitre précédent, tous ces passeurs partagent un même discours, mais les différents niveaux d'intégration dans le réseau illustrent toutefois que « not all actors adhering to a discourse necessarily share a relation » (Van Nest 2014, 92). Ils partagent par contre les mêmes mécanismes de circulation qui sont exposés dans le reste de ce chapitre.

4.2 Les mécanismes de circulation de l'approche femmes et villes

4.2.1 Du partage de connaissances à la diffusion d'une norme

Après avoir défini le réseau de passeurs qui participent à la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes, ce chapitre poursuit en examinant la circulation elle-même. L'objectif est de décortiquer les logiques qui sous-tendent cette circulation avant de présenter les différentes pratiques par lesquelles ce discours est rendu mobile. Il s'agit ici de considérer « mobility as a process infused with meaning » (Ward 2018, 275). Ce qui ressort tout d'abord est que la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes est activement recherchée. À ce sujet, Biarrotte (2017, 27) parle de « l'importance de logique de diffusions internationalisées » pour expliquer l'émergence d'initiatives qui s'inscrivent dans l'approche femmes et villes à travers le monde. Cette logique est effectivement présente depuis les débuts du discours international sur cette approche. Par exemple, comme l'expliquait la responsable du programme *Femmes et ville* à Montréal dans son discours d'ouverture lors de la première

conférence internationale sur la sécurité des femmes (Montréal, 2002) : « exchange, transfer, and sharing of tools and knowledge have been underway for many years now » (Michaud 2002, 5). C'est une intention qui aussi est nommée par différents passeurs dans leurs publications (FCM et Ville de Montréal 2004, 4; Metropolis et Bruxelles 2007, 24; FVI 2012, 9; CCRE 2006, 4). Bien que l'intention soit partagée, il faut souligner, en portant attention au contexte organisationnel (Fejerskov 2018), que les moyens utilisés divergent d'un passeur à l'autre. La capacité des organisations à générer, partager et promouvoir des connaissances diffère selon les ressources disponibles et la réputation de l'organisation. Selon Stone (2004b, 89), c'est une question d'accès et de pouvoir, toutes les organisations n'ayant pas accès à l'échelle internationale de la même manière. Ces différences ont une incidence sur les choix de mécanismes de circulation qui sont utilisés, mais aussi sur l'influence des pratiques circulatoires implémentées (McCann et Ward 2012, 45).

La circulation du discours international sur l'approche femmes et villes est envisagée selon deux logiques. Selon la première, les pratiques circulatoires mobilisées visent à partager des connaissances tandis que, selon la deuxième logique, ces pratiques visent à construire et diffuser une norme internationale. Il n'existe pas de séparation étanche entre ces deux logiques, considérant que certaines pratiques circulatoires peuvent viser les deux simultanément, mais il s'agit d'envisager les mécanismes de circulation selon les deux logiques principales qui les animent.

Du côté du partage des connaissances, cette logique fait partie de ce que Stone (2017, 62) nomme le « 'soft' transfer » en contraste avec le « 'hard' transfer », où l'objectif est qu'une politique publique soit adoptée ailleurs. Dans le « 'soft' transfer », c'est plutôt la diffusion des idées qui est visée. Dans le cas de la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes, les idées associées à ce discours sont mises en circulation à l'international sous la forme de connaissances à partager. En effet, le mot qui est utilisé le plus souvent par les passeurs de ce discours est « knowledge ». Ces connaissances correspondent à la catégorie que Lovell (2019) nomme « codified knowledge ». En citant Howells (2002, 872), Lovell (2019, 54) explique que ce type de connaissances « involves know-how that is transmittable in formal, systematic language and does not require direct experience ». C'est exactement l'objectif nommé par le CCRE (2005, 38), qui parle d'organiser des « activities designed to share information and transfer know-how ». D'autres organisations parlent de partager des « expériences » (BAD 2013a, V), des « successes, challenges and lessons learned » (FVI 2012, 9), de l'« expertise », des « workable development solutions » (BM 2019, 4), des « practices » (FCM et Ville de Montréal 2004, 4) et

des « good practices » (ONU Femmes 2018, 8). Selon Lovell (2019, 54), ce genre de connaissances peut facilement être « translated, packaged and standardized », ce qui contribue à leur circulation. Par ailleurs, dans cette logique, les pratiques circulatoires mises en place s'adressent plus particulièrement à un public cible de praticiens et de praticiennes qui travaillent au sein des gouvernements locaux, notamment des urbanistes, ou au sein d'organisations de la société civile. Comme vu au chapitre précédent, ces publics cibles font partie des acteurs et actrices à impliquer pour appliquer l'approche femmes et villes selon le discours international.

La définition de McCann (2011, 109) des mobilités de politiques urbaines parle de « socially produced and circulated forms of knowledge ». Or, dans le cas de la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes, l'objectif n'est pas seulement de partager des connaissances, mais aussi de construire une norme internationale et de la diffuser. La définition de norme internationale de Krook et True (2010) est reprise ici pour étayer ce point :

International norms are typically defined as ideas of varying degrees of abstraction and specification with respect to fundamental values, organizing principles or standardized procedures that resonate across many states and global actors, having gained support in multiple forums including official policies, laws, treaties or agreements (cf. Wiener, 2009 : 183ff.).(Krook and True 2010, 104)

Dans un premier temps, les organisations impliquées dans cette circulation cherchent à légitimer l'approche femmes et villes à l'échelle internationale pour en faire une question de valeurs et de principes. Dans cette optique, différentes expressions, plus ou moins vagues, sont utilisées par ces organisations pour cadrer les valeurs qu'elles souhaitent attribuer à l'approche dans le but de la valider. Elles utilisent des expressions comme « new philosophy » (Barcelone 2005, 8), « city model we need in the future » (Metropolis 2016, 1), « principe » (CCRE 2006, 3), « make cities 'smarter' » (ONU Habitat 2013, IX). L'objectif de construire une norme est aussi parfois directement nommé, comme dans cet extrait du rapport d'une ONGI : « Plan has developed an 8 Point Call to Action on Girls' Rights in the city as a way to create a new normative framework of rights for girls in urban spaces » (Plan International 2010, 88). Le cas de Plan International illustre les propos d'ONU-Habitat, qui considère qu'« international and regional organisations continue to play a key role in setting of norms, principles and standards » (ONU Habitat 2008a, 78). Dans un deuxième temps, la construction et la diffusion de la norme internationale autour de l'approche femmes et villes passe par son intégration dans des cadres normatifs internationaux. C'est pour cette raison que son adoption dans les ODD et le NPV est un moment de renforcement pour le

discours international sur cette approche, comme nous l'avons vu précédemment. C'est aussi dans cette logique que des chartes et des déclarations sont élaborées en lien avec l'approche femmes et villes. Ainsi, les pratiques circulatoires qui s'inscrivent dans la logique de construction et de diffusion d'une norme s'adressent plus particulièrement aux décideuses et décideurs politiques, à l'échelle nationale ou locale, dont l'adhésion à la norme est essentielle. D'autant plus que la plupart des mesures recommandées par l'approche femmes et villes visent des changements institutionnels, comme discuté au chapitre 3.

Un autre élément à soulever pour décortiquer les logiques qui sous-tendent la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes est que cette circulation n'est pas seulement envisagée dans l'optique de faire circuler les connaissances ou la norme de l'échelle internationale vers l'échelle locale. Les organisations qui participent à cette circulation considèrent en effet que le discours international est directement nourri par les initiatives femmes et villes implémentées sur le terrain. Par exemple, dans le cadre de son programme « ville sûre », ONU Femmes fait le constat suivant :

We can see that cities can both IMPLEMENT international norms and standards (CEDAW, Beijing Platform for Action) and INFORM norms and standards – including the Agreed Conclusions of the 57th Session of the Commission on the Status on Women which focused on Violence against Women, the Sustainable Development Goals (SDGs) and their recognition of violence against women as a sustainable development goal, and the New Urban Agenda. (ONU Femmes 2018, 16)

Selon ActionAid (2018, 35), il s'agit pour les actrices et acteurs individuels de participer aux conférences internationales autant pour apprendre de nouveaux savoirs que pour y contribuer en partageant ses expériences locales, comme celles ayant lieu au Vietnam (voir le chapitre 6).

Un dernier élément important est que cette circulation internationale, que ce soit pour partager des connaissances ou pour diffuser une norme, se déroule majoritairement en anglais. Les différentes pratiques circulatoires décrites dans la sous-section suivante sont dominées par l'usage de l'anglais ce qui pose un certain nombre d'enjeux. D'une part, cette domination détermine quelles sont les connaissances qui sont considérées comme méritant de circuler à l'échelle internationale. Pour Whitney (2022), qui étudie le rôle des médias anglophones dans la circulation de « meilleures pratiques » en urbanisme, les meilleures pratiques qui sont présentées en anglais ont plus d'occasions d'être disséminées. Il considère ainsi qu'« English-language media can be conceptualized as another way in which the global North continues to perpetuate

the normalization of some ideas over others within the global South » (Whitney 2022, 470). Dans le même ordre d'idées, aux yeux de Narayanaswamy (2020), pour que certains savoirs soient considérés légitimes dans le cadre de la norme internationale d'égalité de genre, ceux-ci doivent être communiqués en anglais, ce qui influe sur l'intégration des savoirs féministes locaux dans la norme internationale d'égalité de genre.

D'autre part, au niveau de la traduction locale du discours international sur l'approche femmes et villes, cette domination de l'anglais pose la question de qui sont les actrices et acteurs locaux pouvant réellement être impliqués dans cette traduction. Comme le nomme Whitney (2022, 469), « best practices that are written about in English are not equally accessible to those who do not speak it or who are not connected to the globalized networks that produce and circulate best practices to begin with ». Dans le cas du Vietnam par exemple, les groupes de femmes, qui selon la littérature sur la circulation de la norme internationale d'égalité de genre sont des acteurs de premier plan dans cette circulation, ne sont pas constitués seulement de membres qui peuvent parler anglais. Ainsi, les branches locales de l'UFV ont probablement plusieurs membres qui ne parlent pas anglais. Dès lors, on peut se demander qui sont les femmes qui peuvent exercer une influence décisive sur le processus de traduction locale de l'approche femmes et villes. Rajaram et Zararia (2009) ont noté, dans leur étude sur la mobilisation de la norme internationale des droits des femmes en Inde, que les femmes à la tête de certains groupes de femmes, des femmes qui parlent anglais, traduisaient de manière sélective les expressions liées aux droits des femmes à l'échelle internationale. Dans le cas des groupes des femmes actives à l'échelle internationale et maîtrisant largement l'anglais, Narayanaswamy (2020, 253) s'interroge sur la possible déconnexion entre les réalités des femmes locales et ces groupes de femmes qui disent représenter ces réalités à l'échelle internationale. Bref, la domination de l'anglais a des implications tant au niveau de la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes qu'au niveau de sa traduction au Vietnam.

4.2.2 Les pratiques ordinaires de circulation

Cette circulation se matérialise par différentes pratiques. Comme le suggère Roy (2012, 36), il s'agit ici d'examiner « the practices through which policy is made mobile ». En dehors des programmes multi-pays de certaines organisations (comme ONU Femmes et son programme « ville sûre »), les pratiques qui participent à la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes prennent plusieurs formes : mise sur pied de bases de données, publication de

documents, organisation d'évènements, remise de prix dans le cadre de concours, élaboration de déclarations et de chartes. Ce sont donc une « plethora of ordinary practices » (Wood 2016, 2) qui sous-tendent la circulation du discours étudié dans cette thèse. Pour bien saisir la manière dont ces pratiques incarnent les logiques de partage de connaissances et de construction et diffusion d'une norme, il est pertinent de voir plus en détail leur utilisation par les passeurs du discours international sur l'approche femmes et villes.

Mise sur pied de bases de données

Parmi les pratiques circulatoires dont l'objectif penche particulièrement vers le partage de connaissances, on retrouve la mise en place de bases de données en ligne. Ces bases de données, qui réunissent un ensemble de pratiques, peuvent être spécifiques à l'approche femmes et villes ou être dédiées aux politiques urbaines plus généralement. Un exemple de base de données spécifique est porté par ONU Femmes. Dans le cadre de son programme, *Des villes sûres et des espaces publics sûrs pour les femmes et les filles*, l'agence onusienne a développé une base de données spécifiquement dédiée à l'enjeu des villes sûres pour les femmes. Nommée *Knowledge and Exchange Platform Community of Practice*, cette base de données vise à appuyer le partage de connaissances entre les dizaines de villes participantes au programme. Dans les bases de données consacrées aux politiques urbaines en général, il est possible de faire ressortir les pratiques qui correspondent à la catégorie genre ou égalité de genre. Par exemple, ONU-Habitat a alimenté de 1996 à 2017 un *Best Practices Database* dans lequel on peut faire ressortir les pratiques de la catégorie « gender equality and social inclusion » (ONU-Habitat 2005). Selon Whitney (2022, 468), « selecting best practices is a contested process that is influenced by powerful knowledge networks ». L'utilisation de l'expression *best practice* dans la base de données d'ONU-Habitat n'est donc pas anodin. Le fait qu'une organisation réputée comme ONU-Habitat accorde le label de « meilleure pratique » à certaines initiatives participe à conférer une certaine légitimité à ces initiatives. D'après les propos d'Arab (2007, 34), il n'est pas surprenant de retrouver une telle base de données dans un contexte où : « l'idée qu'il existe des "bonnes pratiques" dont il faut a minima s'inspirer ou qu'il faut, a maxima, reproduire est largement répandue dans le champ de l'aménagement urbain ».

Par ailleurs, les bases de données demandent des ressources importantes et une capacité de diffusion qu'on retrouve généralement dans les plus grandes organisations. Des organisations plus petites peuvent tout de même mettre en place ce type de pratique en prenant appui sur les

plus grandes organisations. Ainsi, une plateforme nommée *Women Friendly Cities Challenge* a été lancée par une ONG canadienne pendant le Forum Urbain Mondial organisé par ONU-Habitat de 2018. Cette plateforme vise à être « a living library of Wise Practices from around the world that help make cities more women friendly » (Women Transforming Cities International Society 2020). Il existe tout de même peu de ces bases de données; il ne s'agit pas d'une pratique majeure en termes de circulation du discours international sur l'approche femmes et villes.

Publication de documents

Comme l'illustre le chapitre 3, il existe un large corpus documentaire qui contribue à faire circuler le discours international sur l'approche femmes et villes. Ce sont essentiellement des rapports, des guides et des notes de politiques qui peuvent viser à la fois le partage de connaissances et la diffusion d'une norme. Certains documents sont conçus comme des manuels auxquels les personnes qui travaillent sur le terrain dans les villes peuvent se référer : « the report themes mirror city departments and sectors, providing practical guides for professionals who work both in specific policy-areas and across sectors » (Urbact 2019, 6). D'autres documents sont des rapports qui visent à faire connaître des résultats de projets ou à consigner des expériences pratiques afin d'« inform and guide » (ActionAid 2015, 9; FVI 2015, 21) d'autres organisations. D'autres documents, sans être des chartes ou des déclarations, semblent plutôt tendre vers la construction et la diffusion d'une norme, comme le montrent les propos de Metropolis au sujet d'une de leur note de politique : « the METROPOLIS Women International Network has prepared the following document in an endeavour to lay the foundations for the type of city model we need in the future, i.e. a city that integrates gender mainstreaming » (Metropolis 2016, 1). Ces documents ont une fonction importante dans la cristallisation des propositions qui constituent le discours international sur l'approche femmes et villes. Aux yeux de Ferguson (2015, 385), qui étudie le travail des spécialistes genre dans les institutions de développement, une fois qu'un document est approuvé au sein d'une institution, les idées qu'il contient sont « fixed as the 'right' gender knowledge ».

Par ailleurs, les documents ne cherchent pas seulement à partager l'expérience d'une organisation vers d'autres organisations, il s'agit également de faire circuler les connaissances au sein des différentes équipes d'une même organisation. C'est entre autres le cas pour un rapport de la BAD qui est conçu comme un « reference guide for gender and urban sector specialists in ADB and its partner agencies » (BAD 2013a, XII). Pour Sondarjee (2021, 352), ce type de document n'est pas nécessairement synonyme d'une standardisation du travail. Celle-ci considère

que « while organisations' how-to manuals and reports are less ambiguous than poems, they are still open to interpretation because they pertain to a network of other texts and meaning and because their interpretation depends on the web of meaning that the reader inhabits ». Ainsi, si les documents fixent certaines idées, l'interprétation de ces idées est un processus continu.

Contrairement à d'autres pratiques circulatoires, les documents sont utilisés par l'ensemble des acteurs et actrices qui participent à la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes. Néanmoins, tous les documents, dépendamment de qui les produit, n'ont pas le même niveau de circulation. Par exemple, ONU-Habitat explique que ses publications « intitulées "Gender Mainstreaming in Local Authorities : Best Practices" et "Gender in Local Governments : The Sourcebook for Trainers" sont très demandées. Ces documents sont spontanément utilisés par des partenaires canadiens, ghanéens et sud-africains et d'autres pays » (ONU-Habitat 2008b, 9). Toutes les organisations et leurs documents n'ont en effet pas le même niveau d'influence. Par exemple, Altan-Olcay (2020) rapporte dans un article sur les spécialistes genre qu'ils et elles utilisent les documents produits par les grandes institutions spécifiquement, comme la BM, comme une stratégie pour convaincre leurs partenaires gouvernementaux. Par ailleurs, Narayanaswamy (2020) parle de comment la professionnalisation du développement international, qui passe notamment par la production de beaux rapports, a un impact sur le type de voix qui réussissent à se retrouver à l'échelle internationale.

Organisation d'évènements

L'organisation d'évènements contribue de plusieurs manières à la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes. Le mot évènement fait référence aux occasions où des personnes se réunissent : conférences, forums, panels, séminaires, ateliers, formations, rencontres de comité, etc. Selon Temenos et McCann (2013), ces évènements sont des occasions de rencontre et de persuasion. L'aspect persuasion est particulièrement important pour les évènements qui ont une plus grande connotation normative comme les conférences Habitat II et III, qui ont eu des effets catalyseurs dans l'évolution du discours international sur l'approche femmes et villes, tel que démontré au chapitre précédent. L'effet normatif de ces conférences est très important avec la signature par les États membres de l'ONU des programmes qui en découlent. Ce ne sont toutefois pas les seuls types d'évènements où l'approche est mise en circulation. Parmi les autres évènements importants, on peut noter les conférences qui portent plus précisément sur l'approche femmes et villes, comme celle de l'OCDE en 1994 (voir le chapitre

3) ou comme les trois conférences internationales sur la sécurité des femmes (Montréal 2002, Bogota 2004, Dehli 2010) qui ont eu un grand impact sur la mise en place d'initiatives « ville sûre » pour les femmes à travers le monde (Klodawsky, Andrew et Siltanen 2016). Du côté des conférences généralistes, on peut noter les Forums Urbains Mondiaux, organisés par ONU-Habitat et pendant lesquels des séances portant spécifiquement sur les enjeux d'égalité de genre ont lieu. Koleth et Temenos (2022, 4) mettent cependant en évidence que ce genre d'évènement ne fait que cantonner les enjeux de genre dans l'itinéraire thématique « femmes » de la conférence, un itinéraire où on retrouve une très grande majorité de femmes, tandis que les autres activités de la conférence n'intègrent pas les questions de genre. D'après ces chercheuses, il faut donc relativiser le potentiel circulatoire de ces événements dans la mesure où « the 'malestream' (O'Brien, 1981; Wekerle, 1984, p. 18) continues as the dominant paradigm of knowledge translation in global urban policy » (Koleth et Temenos 2021, 4).

Par ailleurs, selon Wood (2016), les événements constituent des « learning event » dans la mesure où des connaissances sont échangées entre les personnes participantes. Par exemple, à propos d'une rencontre de spécialistes organisée par des agences de l'ONU, on rapporte que celle-ci a été l'occasion de « discuss good practices, implementation challenges and lessons learned in the gender-responsive implementation of the 2030 Agenda » (ONU Femmes, ONU-Habitat et le PNUE 2018, 2). Les événements sont aussi des moments importants de partage des connaissances de l'échelle locale vers l'échelle internationale. À cet égard, Jade, une participante à la recherche, explique l'objectif des forums organisés dans le cadre du programme *Des villes sûres et des espaces publics sûrs pour les femmes et les filles* d'ONU Femmes : « so it's really meant to be a place where cities can showcase what they have been learning, learn from each other, workshop, different things ». Le partage de connaissances dans le cadre d'évènements peut également avoir une dimension normative. C'est en étant présentées à un public dans ce type d'activités que certaines pratiques sont labélisées comme étant les « meilleures » (Andersson et Cook 2019) et que certaines villes deviennent des modèles (Peck et Theodore 2012).

De plus, les événements sont aussi l'occasion pour les organisations de créer des liens entre elles. Dans le guide de la FCM et de la Ville de Montréal (2004, 4), on explique que les conférences internationales ont permis aux groupes de femmes de former un réseau avec les associations de gouvernements locaux. C'est un aspect que Temenos (2016) met particulièrement de l'avant en parlant des conférences qui participent à la mobilité des politiques urbaines. À ses yeux, « conferences are both important spaces for the social reproduction of

advocacy movements through the production and dissemination of knowledge, and for the encounters that contribute to creating and strengthening relationships among people » (Temenos 2016, 126). C'est exactement à ce type de dynamique qu'Anne Michaud, coordonnatrice du programme *Femmes et ville* à Montréal, fait référence lorsqu'elle rapporte avoir créé des liens avec les femmes d'autres pays lors de la conférence de l'OCDE en 1994 (Côté 2013, 125). Il faut toutefois noter que la participation aux événements est étroitement liée aux ressources dont disposent les organisations et souvent à la capacité des individus de parler en anglais. Aux yeux de Narayanaswamy (2020, 245), ces dynamiques ont pour effet que seules les voix des élites des Suds se retrouvent dans ce genre d'événements. Les effets que chaque événement peut avoir en termes de circulation de l'approche femmes et villes sont alors directement reliés à leur niveau d'accessibilité.

Remise de prix dans le cadre de concours

Dans les différentes pratiques qui participent à la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes, les remises de prix dans le cadre de concours font partie de celles qui tendent particulièrement vers la construction et la diffusion d'une norme internationale. Au fil de l'évolution du discours international sur l'approche femmes et villes, plusieurs concours, principalement organisés par ONU-Habitat et ses partenaires, ont contribué à faire connaître et à légitimer certaines initiatives qui s'inscrivent dans cette approche. Ces concours portent précisément sur le sujet ou il s'agit d'une catégorie dans un concours au sujet de pratiques urbanistiques.

Comme exemple de concours dans le cadre de la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes, il y a eu au début des années 2000 un concours organisé par ONU-Habitat et UNIFEM qui portait sur les *Gender Responsive Municipal Governments* dans les régions d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Asie et du Pacifique (ONU-Habitat 2008). Des pratiques liées à l'approche femmes et villes peuvent aussi recevoir des prix dans le cadre de concours généraliste en urbanisme, comme dans le cas de SafetiPin qui, avec son application d'audit de sécurité pour les femmes dans l'espace public, a gagné en 2018 le *Dubai International Award for Best Practices* organisé conjointement par ONU-Habitat et la Municipalité de Dubai.

Les effets recherchés par les concours et les remises de prix sont de plusieurs ordres :

The launch of contests to recognize good practices in gender equality and women's participation in local decision-making, as well as the inclusion of these criteria in several other contests on good urban practices, have validated the actions and publicized them in other municipalities and communities. (FCM et Ville de Montréal 2004, 4)

Ainsi, c'est notamment une manière d'encourager d'autres villes à adopter ce genre de pratiques (Métropolis et Bruxelles 2007, 25). Selon Andersson et Cook (2019, 1362), il s'agit de présenter ces pratiques comme « transportable and effective ». En outre, pour ONU-Habitat, c'est également un mécanisme qui permet d'augmenter les chances que la pratique soit adoptée dans différents contextes politiques : « competitions have proved valuable in: [...] increasing political mileage for innovative practices that may not be fully accepted in their home country or district » (ONU-Habitat 2008a, 5). C'est donc aussi une pratique qui est intimement liée à la réputation de l'organisation qui organise le concours. Plus celle-ci est connue et a une grande capacité de diffusion, comme une agence de l'ONU, plus le concours a le potentiel de faire circuler l'approche femmes et villes à travers le monde. Le type d'organisation derrière la labélisation de « meilleure pratique » n'est pas anodin. Selon Whitney (2022, 476), même si on retrouve dans les meilleures pratiques des expériences qui proviennent des Suds, le fait que la labélisation soit faite par des organisations occidentales s'inscrit toujours dans un « global urbanism agenda that continues to be dominated by the global North ».

Élaboration de déclarations et de chartes

Comme mentionné dans la définition de Krook et True (2010), une norme internationale découle aussi de son enchâssement dans des cadres officiels comme des accords internationaux. Dans le cas de l'approche femmes et villes, celle-ci a été enchâssée dans des cadres normatifs internationaux comme les ODD et le NPV, mais elle fait aussi l'objet de plusieurs déclarations et chartes. En effet, au cours de l'évolution du discours international sur l'approche femmes et villes, plusieurs chartes et déclarations ont ponctué cette évolution et ont contribué à faire circuler l'approche (ONU 1996; IULA 1998; CCRE 2006; Métropolis 2009; CGLU 2019). Ce sont des mécanismes particulièrement utilisés par les associations de gouvernements locaux pour leurs villes membres.

Il y a une déclaration et une charte auxquelles les passeurs du discours international sur l'approche femmes et villes font particulièrement référence dans les données récoltées. La

première est la *Worldwide Declaration on Women in Local Governments*, de l'International Union of Local Authorities (IULA)⁴⁷. Cette déclaration, promulguée en 1998, est érigée comme « the foundational document of international principles and commitments with regard to the action of local and regional governments in the field of women's rights » (CGLU 2015, 4). Quant à la charte, il s'agit de la *Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale*, qui a été lancée par le CCRE en 2006 afin d'encourager les gouvernements locaux européens à agir pour assurer l'égalité entre les femmes et les hommes sur leur territoire. Les collectivités locales et régionales sont invitées à la signer et à ainsi « prendre publiquement position sur le principe de l'égalité des femmes et des hommes, et à mettre en œuvre, sur leur territoire, les engagements définis dans la Charte » (CCRE 2006, 3). L'administration de Barcelone explique l'influence qu'a eue la charte pour sa collectivité : « the European Charter for Women in the City, a proposal to rethink the city from the perspective of women, which alerted us to the need to eliminate those obstacles that still prevent women from having full rights in the city » (Députation de Barcelone 2006, 8). En 2017, il y avait 1688 signataires de la *Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale* et, en 2021, de nouvelles collectivités continuaient de la signer. Cette charte rayonne également à l'extérieur de l'Europe. En 2019, l'association Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique s'en est inspirée pour rédiger la *Charte des villes et des collectivités territoriales pour l'égalité des genres en Afrique*.

Par ces chartes et ces déclarations, l'objectif est de faire en sorte que les gouvernements locaux prennent des engagements publics sur le sujet, mais aussi d'inciter d'autres autorités locales à les adopter dans une logique d'émulation. C'est ce que True et Mintrom (2001) identifient comme la socialisation à la norme. En outre, les chartes et déclaration peuvent aussi devenir un outil de plaidoyer pour les organisations de la société civile qui cherchent à influencer les autorités locales à adopter certaines idées et pratiques liées à l'approche femmes et villes.

Conclusion du chapitre

Ce chapitre cherchait à rendre tangible le phénomène de la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes. Tout comme ce discours ne « flotte » pas en dehors des acteurs actrices qui le portent, sa circulation est aussi un processus qui se matérialise par les activités des organisations jouant un rôle de passeur dans cette circulation. Ceux-ci sont caractérisés par

⁴⁷ Il s'agit d'une des deux associations dont la fusion a mené à la création de CGLU.

leur diversité. On retrouve plusieurs organisations qui travaillent en développement international (agences onusiennes, IFI, ONG), mais aussi des associations de gouvernements locaux et des villes. Tous ces passeurs n'ont pas commencé à s'impliquer au même moment dans la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes. Après les ONG comme le Red Mujer y habitat, qui ont été pionnières, les agences onusiennes, les villes et les associations de villes ont suivi, tandis que les IFI se sont engagées sur cette question seulement à partir du tournant du *gender mainstreaming*. Dans l'ensemble, ces passeurs, réunis autour d'un même discours, collaborent entre eux sur plusieurs projets en lien avec la circulation internationale de l'approche femmes et villes. Par contre, le réseau qu'ils forment est fragmenté. Au cœur de ce réseau se trouvent les ONG mobilisées pour des villes sûres pour les femmes et qui sont reconnues comme des leaders en la matière. Ces ONG travaillent sur cette question de près avec ONU Femmes et ONU-Habitat et de moins près avec les associations de gouvernements locaux et les deux grandes ONGI (ActionAid et Plan International). D'autres passeurs se trouvent pour leur part à l'extrême périphérie du réseau, les IFI et les villes, qui étant donné leur mission, sont connectés entre eux, mais pas au reste du réseau.

La première partie du chapitre sur les passeurs a montré que chaque type d'acteurs et d'actrices est impliqué à sa manière dans la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes. Leurs pratiques circulatoires s'inscrivent dans deux logiques : celle du partage des connaissances et celle de la diffusion d'une norme internationale. C'est aussi une circulation aller-retour, dans le sens où les expériences qui ont lieu à l'échelle locale nourrissent le discours international qui, en retour, inspire les expériences locales. Par ailleurs, c'est une circulation qui est marquée par l'usage de l'anglais, ce qui a une incidence sur les allers-retours possibles entre échelles internationale et locale. Enfin, la dernière partie du chapitre cherchait à décortiquer plus en détail les pratiques ordinaires de la circulation que sont la mise sur pied de base de données, la publication de documents, l'organisation d'évènements, la remise de prix dans le cadre de concours et l'élaboration des déclarations et des chartes. Ces pratiques, qui demandent différents niveaux de ressources et dont le potentiel circulatoire est variable, peuvent s'inscrire davantage dans la logique du partage de connaissances ou dans celle de la construction et de la diffusion d'une norme. En somme, ce réseau fragmenté de passeurs fait circuler le discours international sur l'approche femmes et villes par la mise en commun de différentes pratiques de circulation. Comme le démontrera la suite de cette thèse, ces passeurs et ces pratiques font en sorte que l'approche est également traduite au Vietnam. Pour commencer cette démonstration, le chapitre suivant met d'abord la table en présentant le contexte vietnamien.

CHAPITRE 5 : CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL DE LA TRADUCTION DU DISCOURS INTERNATIONAL SUR L'APPROCHE FEMMES ET VILLES AU VIETNAM

Dans les deux derniers chapitres, la focale a été mise sur le discours international sur l'approche femmes et villes pour dégager son évolution, ses idées, ses passeurs et ses mécanismes de circulation. Après cet examen, qui nous permet de saisir en quoi consiste ce discours, la thèse cherche à présent à analyser comment celui-ci est traduit au Vietnam. Pour ce faire, une première étape essentielle consiste à présenter le contexte vietnamien. En effet, l'approche femmes et villes n'est pas traduite dans un espace vide; les dimensions politiques et sociales de l'environnement vietnamien ont un « effet structurant » (Arab 2007) sur les recompositions de cette approche dans ce contexte spécifique. Comme le soulève Cochrane (2011, X), « apparently global phenomena, globalised policies, only exist in particular, grounded, localised ways ». Dès lors, il est nécessaire de présenter dans un premier temps les forces susceptibles de structurer la traduction du discours international sur l'approche femmes et villes au Vietnam. Pour examiner ces forces, je m'appuie principalement sur la littérature sur le Vietnam et j'incorpore mes données de recherche lorsqu'elles permettent d'apporter un éclairage complémentaire. Ces sources me permettent d'aborder successivement l'État vietnamien et ses rapports à la société, la planification des villes, la prise en charge de l'égalité de genre au Vietnam et le rôle des organisations internationales sur ces questions. L'examen de ces quatre composantes du contexte local, dans leurs dimensions politique et sociale, donne aussi à voir les actrices et acteurs, des échelles nationale et locale, présents au Vietnam, qui entrent en jeu dans les processus de traduction du discours international sur l'approche femmes et villes dans ce contexte. Ce chapitre vise ainsi à offrir les principales clés de compréhension qui permettront, au prochain chapitre, dans un deuxième temps de mieux saisir comment cette approche prend forme au Vietnam.

5.1 L'État vietnamien et ses rapports avec la société

Les institutions politiques, les acteurs et actrices, les politiques publiques : tous constituent des éléments qui participent à l'assemblage local d'une politique urbaine circulant internationalement (Prince 2010). Cette sous-section met alors en exergue les différents éléments du contexte politique vietnamien qui peuvent avoir un effet sur le travail de traduction des passeurs impliqués

dans l'application locale de l'approche femmes et villes. En continuité avec les travaux qui intègrent l'État dans leur analyse des mobilités de politiques urbaines (He et al. 2018; Peyroux 2016; Croese 2018) et de la circulation de la norme internationale d'égalité de genre (Savery 2007; Alnriçık et al. 2017), je débute la présentation du contexte politique vietnamien en mettant en exergue l'État vietnamien et ses rapports avec la société.

5.1.1 Le système politique vietnamien

Le Vietnam est une République socialiste à parti unique dirigée par le PCV. Fondé en 1930⁴⁸, le PCV a pris le pouvoir dans le nord du Vietnam en 1954 puis dans le Sud en 1976, suite à la réunification du pays. Le PCV est toujours au cœur du système politique vietnamien de nos jours. Le Comité central du PCV élit le Politburo et le secrétaire général du PCV qui est, dans les faits, la plus importante autorité politique vietnamienne. On retrouve tout de même à la tête de l'État un président élu par la branche législative, l'Assemblée nationale. Le président nomme à la tête du gouvernement, soit la branche exécutive, un premier ministre⁴⁹. Le gouvernement, composé du premier ministre, de ses adjoints et adjointes et des ministres, est responsable de l'appareil administratif et rend des comptes à l'Assemblée nationale et au président. Les membres de l'Assemblée nationale sont élus par des élections nationales qui ont lieu tous les cinq ans, mais l'Assemblée demeure soumise au Politburo (London 2014a, 9).

Le PCV, qui se décline de manière gigogne à tous les paliers de gouvernement, pénètre l'ensemble de l'appareil étatique (London 2014a, 7). Les rapports entre l'État et le PCV sont si rapprochés que certains auteurs parlent d'une « fusion » (Thayer 2010, 424; Bony-Cisternes 2019, 49). L'expression État-parti traduit cette dynamique. Dans ce cadre, c'est le PCV qui prend les décisions tandis que l'appareil administratif applique ces décisions comme il est formulé dans la constitution vietnamienne de 1992, qui indique que « the State provides management and the Party leadership ». Selon London, (2014a, 7), il faut noter néanmoins que les organes exécutifs et administratifs peuvent avoir une certaine autonomie face au PCV.

Un trait important de l'État-parti vietnamien est qu'il « remains solidly authoritarian » (London 2014a, 3) et en ce sens, la dissidence politique est réprimée (Kerkvliet 2014) et l'information est contrôlée (Abuza 2015). C'est cependant un autre aspect de ce système politique qu'il est

⁴⁸ De 1930 à 1976, le Parti se nomme le Parti Communiste Indochinois.

⁴⁹ Techniquement, le président propose un premier ministre et l'Assemblée nationale l'élit.

pertinent de détailler plus en profondeur ici, car son influence sur la traduction locale de l'approche femmes et villes est déterminante. Il s'agit d'un système politique qui est particulièrement centralisé dans la mesure où les décisions sont prises au niveau central, c'est-à-dire national, avant d'être appliquées par les paliers de gouvernement inférieurs. Toutefois, dans la pratique, cette centralisation est nuancée par l'espace d'expérimentation qui est laissé, informellement, aux paliers inférieurs (Malesky et London 2014). Ce cadre politique teint grandement la manière dont l'approche femmes et villes prend forme au Vietnam, comme le détaillera le chapitre 7.

5.1.2 Un État centralisé

Le Vietnam est un État unitaire, organisé de façon verticale et qui se décline en quatre principaux niveaux territoriaux-administratifs (figure 5.1). Ainsi, le territoire est divisé en 63 provinces (incluant les cinq villes qui ont un statut de province) qui sont divisées en différents districts, eux-mêmes composés de plusieurs communes/sous-districts. Ainsi, le budget des niveaux inférieurs provient principalement du budget central et il sert à mettre en œuvre les décisions qui ont été prises au niveau central. En ce sens, les autorités locales ne sont « que des démembrements et émanations locales du pouvoir de l'État » (Bony-Cisternes 2019, 46). Les provinces ont toutefois un plus grand pouvoir de décision, en plus de superviser les niveaux territoriaux-administratifs inférieurs qui eux interviennent surtout en matière de supervision et de contrôle (OECD 2018, 150).

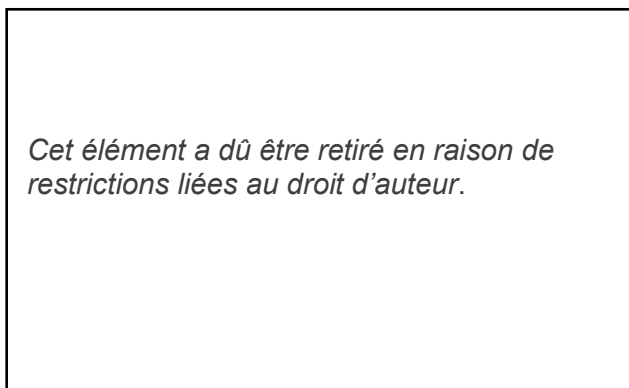


Figure 5.1 : Structure territoriale-administrative du Vietnam

Source : Albrecht, Hocquard et Papin (2010, 19)

Un tel cadre administratif permet à l'État-parti d'assurer son autorité sur l'ensemble du territoire vietnamien. D'autant plus que le quatrième niveau territorial-administratif, celui des communes/sous-districts, est lui-même subdivisé de telle façon que le contact entre les autorités

et la population se déroule aussi à l'échelle de l'unité de voisinage (*tổ dân phố*⁵⁰) (Gibert et Segard 2015, 15). De cette manière, comme l'expliquent Gibert et Segard (2015, 2), « le régime maintient son pouvoir à travers un ensemble de structures politiques socialistes, qui quadrillent le territoire à une échelle très fine et assurent au pouvoir central des relais à chaque échelon de la nation ». Un tel centralisme n'est pas que l'apanage du système politique communiste. En effet, cette hiérarchie verticale fait partie de l'historique de la gouvernance du Vietnam depuis le XV^e siècle (Marr 2004, 47). Selon Bony-Cisternes (2019), tant le confucianisme⁵¹ que le communisme ont privilégié le centralisme politique et administratif dans un effort d'unification de la société vietnamienne. Le chapitre 7 démontrera que les passeurs de l'approche femmes et villes au Vietnam mobilisent ce cadre administratif centralisé de manière stratégique dans leur travail de traduction locale de l'approche.

Les provinces, les districts et les communes/sous-districts fonctionnent de la même manière. Une branche législative, le Conseil populaire, est liée à l'Assemblée nationale, et une branche exécutive, le Comité populaire, est sous la supervision du gouvernement. C'est dans les mains des membres du Comité populaire que réside la gestion des affaires quotidiennes, notamment en termes d'accueil des organisations internationales qui veulent mettre en œuvre des pratiques femmes et villes dans certains districts (voir le chapitre 7). Tandis que le Conseil populaire, qui ne se réunit que quelques fois par année, ne fait qu'entériner les décisions du Comité populaire. Plus particulièrement, c'est le secrétaire du Comité populaire, généralement un membre important de l'échelon local du PCV (Kerkvliet 2004, 8), qui exerce le plus d'autorité politique. Cela exemplifie « l'interpénétration » de l'État par le PCV au niveau local, comme le nomme London (2014a, 9).

Sur le plan administratif, on retrouve à chaque niveau territorial-administratif différentes agences qui sont en fait des branches locales des ministères du niveau central. Elles assistent les Comités populaires dans l'implémentation locale des lois et des politiques publiques définies au niveau central. Par exemple, dans le cas de la traduction de l'approche femmes et villes, l'interlocuteur administratif généralement interpellé est, au niveau central, le ministère responsable de l'égalité de genre, le Ministry of Labour – Invalids and Social Affairs⁵²(MoLISA), qui est représenté au niveau de la province par le Department of Labour – Invalids and Social Affairs (DoLISA) et au niveau du district par la Division of Labour – Invalids and Social Affairs. Sur le plan vertical, la division est sous l'autorité du département, qui est lui-même sous l'autorité du ministère, mais ces

⁵⁰ Les *tổ dân phố* sont des « groupements résidentiels comprenant généralement une trentaine de foyers » (Segard 2014, 210).

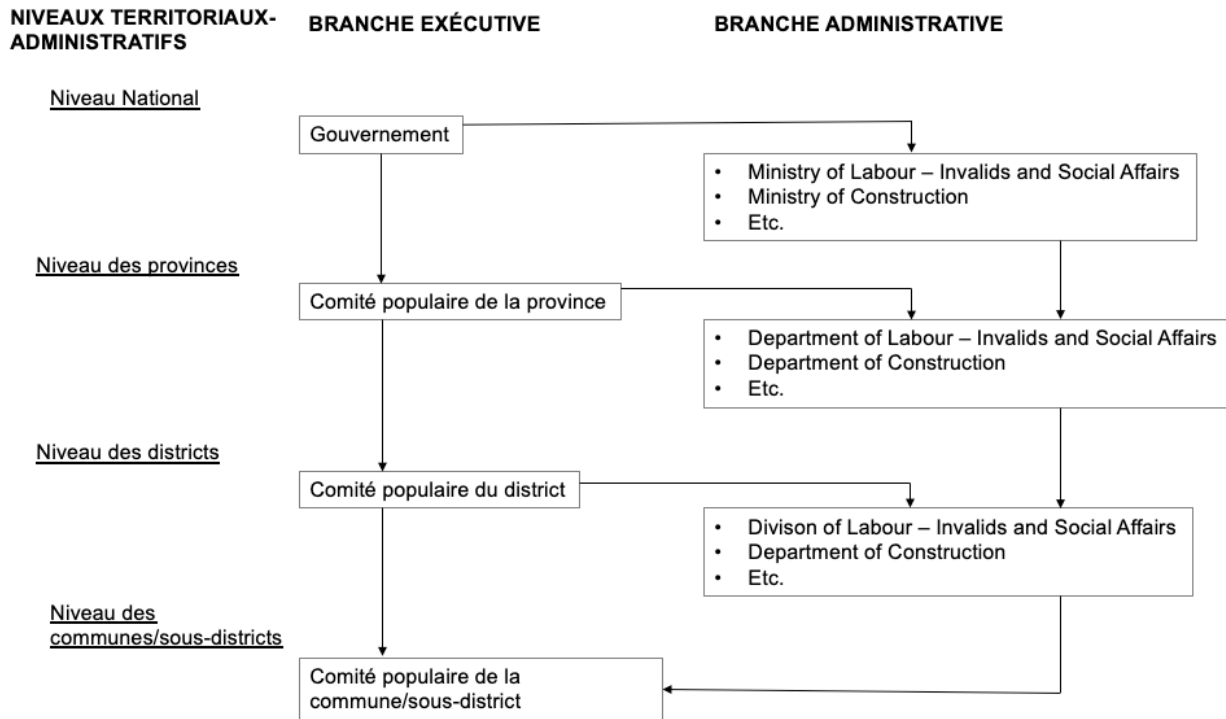
⁵¹ Voir la section 5.3 pour des détails au sujet de l'adoption du confucianisme au Vietnam.

⁵² Je retiens les traductions anglaises qu'on retrouve sur les sites internet du gouvernement vietnamien.

agences doivent également rendre des comptes sur le plan horizontal au Comité populaire local (figure 5.2).

Figure 5.2 : Organigramme de la branche exécutive et administrative du gouvernement vietnamien

Source : adaptée de Thu Van Trung Ho et al. (2012)



Dans les faits, l'autorité sur le plan vertical est plus importante que la coordination sur le plan horizontal (Bony-Cisterne 2019, 145). Ainsi chaque secteur travaille essentiellement en silo bien qu'ils doivent tous répondre à l'autorité du Comité populaire du même niveau territorial-administratif. On entrevoit déjà là une disjonction entre le discours international sur l'approche femmes et villes qui, comme présenté au chapitre 3, véhicule une vision intégrée des interventions sur la ville, notamment à travers l'application du *gender mainstreaming* dans toutes les actions des gouvernements locaux. Dans un environnement où on travaille en silo, cela représente un réel défi.

En outre, entre les quatre niveaux territoriaux-administratifs, le partage des responsabilités n'est pas toujours clair (The Asia Foundation 2013, 19). Ce système peut entraîner des conflits entre les villes et les provinces, qui cherchent toutes à affirmer leur autorité (Albrecht, Hocquard et Papin 2010, 19). Ce système a aussi des implications pour la traduction de l'approche femmes et villes considérant que dans le discours international sur celle-ci, les acteurs qui sont le plus interpellés pour la mettre en œuvre sont les gouvernements locaux. Dans le contexte vietnamien,

où les paliers inférieurs ont un « pouvoir d'application, non d'initiative » (Bony-Cisternes 2019, 93), cela pose la question de savoir qui sont les passeurs vietnamiens qui reçoivent et diffusent l'approche femmes et villes. Le chapitre 7, qui porte sur l'influence des contextes politique et social sur les processus de traduction, montrera que pour chaque pratique qui s'inscrit dans cette approche, le jeu d'acteurs est différent.

Ce système politique centralisé tend toutefois à évoluer. En effet, avec les réformes implémentées par le PCV à la fin des années 1980, une certaine décentralisation est en cours (Jones et Tran Thi Van Anh 2012). En 1986, le sixième congrès du PCV adopte des réformes nommées *đổi mới* en vietnamien (souvent traduit par « renouveau » ou « rénovation » en français). Ces réformes ouvrent la porte à l'économie de marché au Vietnam qui avait auparavant une économie planifiée. L'État-parti vietnamien utilise cependant l'expression d'« économie de marché à orientation socialiste » (*kinh tế thị trường định hướng xã hội chủ nghĩa*) pour désigner le nouveau modèle économique.

Le *đổi mới* ne s'est pas fait du jour au lendemain. Selon London (2014b, 87), celui-ci découle d'un « 10-year process of institutional decay ». Pendant cette période (de 1975 à 1985 environ), les répercussions de la guerre avec les États-Unis, de l'isolement international, des faiblesses de l'économie et des capacités étatiques limitées ont affaibli l'État vietnamien. Dans ce contexte, il y avait de plus en plus de mécontentement au sein de l'élite politique (Beeson et Hung Hung Pham 2012, 42). Ces pressions ont mené aux réformes qui ont pris effet au début des années 1990. Avec le *đổi mới*, le Vietnam a connu une forte croissance économique, notamment grâce à l'arrivée des investissements étrangers (Yip et Hoai-anh Tran 2008, 193) et à la permission d'exercer des activités économiques privées. Le Vietnam est passé d'un des pays les plus pauvres au monde à un pays à revenu moyen. Le niveau de vie a augmenté et la pauvreté a diminué, mais de façon inégale, tandis que la responsabilité de payer pour les services publics (santé, éducation) a été transférée aux ménages (London 2014b, 98).

Du côté politique, la transition vers l'économie de marché a stimulé la décentralisation du système politique (Jones et Tran Thi Van Anh 2012). L'État-parti cherche à redéfinir le rôle du gouvernement central afin que les relations avec les paliers inférieurs soient moins centralisées et hiérarchiques (Fritzen 2003, 236). Ainsi, davantage d'autorité aux niveaux administratif et fiscal sont transférées aux paliers de gouvernement inférieurs. Néanmoins, Bony-Cisternes (2019, 71), dont la thèse porte sur la décentralisation au Vietnam, considère qu'« en 2016, le bilan tiré de la décentralisation est très mitigé : sans parler d'autonomie politique, quasi inexistantes, les

collectivités manquent toujours d'autonomie administrative et de ressources financières ». D'après cet auteur, il existe une crainte au sein du PCV que la décentralisation menace son leadership. Fritzen (2006, 2) souligne pour sa part que l'écart entre les orientations politiques qui supportent la décentralisation et l'application de ces politiques sur le terrain est particulièrement influencé par les résistances bureaucratiques au transfert d'autorité. Or, les provinces ont tout de même gagné en autorité dans ce processus, notamment en violant certaines règles établies par l'État-parti et en prenant des initiatives sur des enjeux comme l'immobilier, une dynamique nommée « fence-breaking » (Malesky 2004). Dans l'ensemble toutefois, le système politique au Vietnam demeure particulièrement *top-down* et c'est dans cette optique que certains passeurs de l'approche femmes et villes au Vietnam investissent beaucoup d'efforts dans l'influence des décideurs et des décideuses ainsi que dans les politiques publiques du niveau central (voir chapitre 7).

5.1.3 Mais pas monolithique

Il serait toutefois trompeur de considérer ce système comme une manifestation d'une autorité étatique unifiée et clairement définie. En effet, selon Gibert et Segard (2015, 4), « l'État-Parti vietnamien n'est pas un bloc monolithique ». Il y a plusieurs centres de pouvoir au sein de l'État; l'ensemble des parties de l'État travaillent rarement ensemble et ne bougent pas nécessairement dans la même direction (Gainsborough 2010, 180). Ces parties peuvent même se trouver en compétition entre elles (Culas et Nguyen Van Suu 2010, 15). L'approche adoptée par Labbé (2011) pour conceptualiser les relations entre l'État et la société au Vietnam est utile pour expliquer cette dynamique. Elle s'appuie sur les travaux de Migdal (2001) et de son concept de « state-in-society », qui proposent de considérer, entre autres, les diverses situations où les différentes parties de l'État s'allient à des groupes sociaux, qui peuvent se situer à l'extérieur de l'appareil étatique, pour atteindre leur but. Ces interactions donnent à voir la manière dont « the state is a contradictory entity and a social construction that entertains a "mutually transformative" relationship with society. In this contingent relationship, the state induces social changes while at the same time being transformed by society » (Labbé 2011, 13). Les données récoltées dans le cadre de cette thèse montrent que le travail des passeurs qui traduisent l'approche femmes et villes au Vietnam s'inscrit dans ce type d'influence (voir le chapitre 7).

Ne pas considérer l'État comme un monolithe permet également d'aborder l'autoritarisme du régime vietnamien sous l'angle de son fonctionnement au quotidien, comme le suggèrent Gibert

et Segard (2015). Ces chercheuses proposent de parler d'un « autoritarisme négocié » pour décrire la flexibilité avec laquelle l'État-parti exerce son pouvoir. Comme l'explique Kervliet (2014, 101), « rarely does an authoritarian regime rely only or even primarily on repression to deal with critics and dissenters. Toleration, accommodation, dialogue, and concession also figure in the mix ». Dans le cas du régime vietnamien, l'autoritarisme ne peut pas être compris comme une application inflexible des décisions prises au sein des organes de l'État. L'observation de l'exercice du pouvoir au quotidien permet de mettre à jour son caractère flexible. Une flexibilité qui entre notamment en jeu dans la manière dont le discours international sur l'approche femmes et villes est traduit au Vietnam comme nous le verrons dans les deux chapitres suivants.

Kerkvliet (2009) parle de « everyday politics » pour décrire l'action politique qui découle de gestes qui sont pourtant banals et rarement organisés. Ce point de vue invite à s'intéresser aux dynamiques locales, dans lesquelles les rapports États-société et l'autoritarisme négocié sont particulièrement mis en lumière. Avec un quadrillage administratif serré du territoire (Gibert et Segard 2015, 1), l'administration locale est le principal moyen par lequel l'État-parti intervient dans la société et exerce un contrôle politique et social. C'est aussi à ce niveau que les autorités ont un plus grand degré de latitude. Le travail de l'administration se trouve alors marqué par des négociations de personne à personne (Leaf 199, 300-302). Dans sa recherche sur les constructions illégales, Koh (2004, 337) souligne combien la supervision de plusieurs règles et politiques vietnamiennes se fait au plus bas niveau administratif. Les administratrices et administrateurs locaux jouent alors un important rôle d'arbitrage entre l'application des règles et les demandes sociétales. Dans ces interactions, des notions comme l'empathie, la compassion et les sentiments sont impliquées dans la manière dont les règles sont appliquées, d'après Schwenkel (2015, 212). Les rapports de transformation mutuelle entre l'État et la société sont ainsi en jeu quotidiennement et, dès lors, ils le sont aussi dans la traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam.

5.1.4 Rapports État-société : organisations de masse et organisations de la société civile

Il faut souligner par ailleurs le rôle des organisations de masse (*đoàn thể*) dans les rapports État-société au Vietnam. Ces organisations typiques des régimes communistes réunissent différents secteurs de la population. Au Vietnam, on retrouve notamment l'Union des paysans, l'Union de la jeunesse communiste d'Hô Chi Minh et l'UFV qui est impliquée dans la traduction de l'approche

femmes et Villes au Vietnam. Toutes ces organisations sont réunies au sein du Front de la Patrie du Vietnam (*Mặt trận Tổ quốc Việt Nam*) et font partie intégrante du système politique vietnamien. Norlund calculait en 2007 que l'ensemble des organisations de masse réunissaient environ 37 % de la population (31.3 millions de membres sur une population à l'époque de 85,4 millions). Il faut toutefois noter qu'on peut être membre sans être impliqué activement (Norlund 2007). La fonction première des organisations de masse est d'être un intermédiaire entre le PCV et la population dans leur domaine respectif (Waibel et Glück 2013, 344). Leur mise sur pied avait pour objectif de diffuser la doctrine du parti et de surveiller la population (Read 2009, 4). Il consiste également à transmettre de l'information venant des membres au PCV afin de nourrir la conception des politiques publiques (Vasavakul 2003, 30). L'expression « courroie de transmission » est souvent utilisée pour décrire ce rôle.

Les organisations de masse sont structurées comme le PCV, c'est-à-dire avec une structure gigogne qui s'étend du niveau de la commune/sous-district jusqu'au niveau central et dans laquelle les niveaux inférieurs se rapportent aux niveaux supérieurs. Les Comités populaires des différents niveaux territoriaux-administratifs considèrent les organisations de masse comme des instances qui les appuient dans l'implémentation des politiques publiques en mobilisant les citoyens et les citoyennes de leur secteur respectif (Parenteau et Nguyen Quoc Thong 2010, 175). Les échelons locaux des organisations de masse aident à financer et administrer des activités politiques et sociales en plus d'apporter une aide aux personnes les plus marginalisées (Kerkvliet 2004, 13). Le fait que les organisations de masse jouent un rôle de représentation de la population fait en sorte qu'elles sont catégorisées dans certaines études comme faisant partie de la société civile (Wells-Dang 2014, 165). Or, considérant l'autorité qu'ont le PCV et les Comités populaires sur les organisations de masse, leur fonction politique est indéniable (Wells-Dang 2014, 166). Dès lors, dans le cadre de cette thèse, elles ne sont pas considérées comme des membres de la société civile vietnamienne.

Comme le détaille le chapitre suivant, certaines OSCV sont impliquées dans la traduction locale du discours international sur l'approche femmes et villes. Avant les réformes du *đổi mới*, par contre, il n'y avait presque pas d'espace politique pour les organisations de la société civile. À partir de la fin des années 1950 dans le nord et de 1975 dans le sud, le système politique laissait peu de place aux organisations sociales et seuls les organismes établis par le PVC ou une autre agence de l'État étaient autorisés à être mis sur pied, à quelques exceptions près (Kerkvliet 2003, 2). Toute la diversité d'organisations sociales et politiques qui existait lors de la prise de pouvoir du PCV a essentiellement été remplacée par les organisations de masse (Wells-Dang 2014, 262).

Le *đổi mới* a entraîné une ouverture économique, mais aussi une ouverture dans l'espace politique. En 1992, un décret permettant la formation d'organisations sociales à but non lucratif est adopté. Selon Sidel (2010, 53), l'État-parti a notamment pris cette décision parce qu'il avait des difficultés à répondre aux besoins sociaux. Ces organisations pourraient alors participer à l'offre de services publics dans un contexte où l'État se retirait de la prestation de ces services (Hannah 2009, 88). Les organisations de la société civile se multiplient alors rapidement. Wells-Dang (2014) en dénombre 200 à la fin des années 1990 et 1700 en 2014, et il estime qu'il y en a encore davantage qui ne sont pas officiellement enregistrées. Il existe une grande diversité de types d'organisations de la société civile, mais il est difficile de les catégoriser :

This complex history and regulatory environment have produced a sector difficult to define, with organizations varying widely in size and organizational structure referred to variously as unions, associations, clubs, funds, institutes, centers, committees, and volunteer groups. (Taylor et al. 2012, 7)

Différents chercheurs et chercheuses (Wischermann et Nguyen Quang Vinh 2003; Norlund 2007) ont ainsi cherché à catégoriser ces divers types d'organisations de la société civile, mais ces typologies étaient rapidement dépassées par l'évolution rapide sur le terrain, constate Thayer (2009, 5). Il faut donc préciser que lorsque j'utilise l'expression « société civile », j'exclue les organisations de masse et les organisations internationales et je fais plutôt référence aux ONG vietnamiennes (ONGV), aux organisations communautaires ainsi qu'aux « unions, associations, clubs, funds, institutes, centers, committees, and volunteer groups » (Taylor et al. 2012, 7).

À propos des OSCV, un autre débat dans la littérature consiste à analyser les rapports entre celles-ci et l'État. Il arrive que certaines personnes considèrent qu'il n'y a pas de société civile indépendante au Vietnam, comme le rapportent Taylor et al. (2012, 6) et Hannah (2009, 85). À cet égard, le concept de « straddler » proposé par Read et Pekkanen (2009) pour caractériser les organisations locales qui sont particulièrement proches de l'État en Asie de l'Est et du Sud-Est est particulièrement porteur. Il permet d'embrasser toute la complexité des rapports entre État et organisations de la société civile au Vietnam. En français, un « straddler » désigne quelqu'un qui chevauche quelque chose, un « chevaucheur ». On peut considérer que les OSCV sont dans cette position : « [straddlers] are groups that have extensive presence at the grassroots and that engage widespread participation, yet are institutionally linked to the state rather than independent of it » (Read 2009, 1). La pertinence du concept de « straddler » apparaît donc dans la manière dont l'État encadre le travail des organisations de la société civile. Ces organisations sont sous le

contrôle de l'État et, en ce sens, « there is universal agreement that such organizations operate in a restrictive environment » (London 2014a, 12). Ainsi, aucune organisation ou presque ne peut opérer sans une forme de sanction de l'État (Hannah 2009, 85). Les nouvelles organisations doivent s'enregistrer auprès d'une des agences du gouvernement et soumettre leurs projets et financements étrangers pour approbation auprès de l'agence qui les supervise (Wells-Dang 2014, 163). Ce système fait en sorte que les organisations de la société civile sont techniquement des sous-unités de l'agence gouvernementale qui les supervise. Dans les faits néanmoins, ces organisations sont indépendantes dans leur fonctionnement (programmation, décisions, financement). L'État-parti s'assure seulement d'avoir la possibilité de sanctionner ou de fermer une organisation qui dépasserait les limites (Wells-Dang 2014, 170). Dans l'ensemble, l'État-parti accepte et encourage les activités de la vaste majorité des organisations (Sidel 2010, 53) notamment sur les enjeux d'égalité de genre. Selon une étude sur l'espace politique pour la société civile au Vietnam (Lê Quang Bình et al. 2016), il est cependant généralement admis que cet espace demeure étroit. C'est d'ailleurs un élément soulevé par les personnes participantes à la recherche. Chung (coordonnateur de programme, OSCV genre) souligne que l'encadrement des OSCV est une des difficultés rencontrées par les organisations comme celle où il travaille : « it's very hard to register, most of the CSOs they cannot register. The law of associations is not passed yet. Actually, if some people find out that I am using that word CSO I might get in trouble ». Pour sa part, Oanh (directrice, OSCV genre) qualifie les rapports de son organisation avec le gouvernement comme étant « not a very good relationship because we have a lot of public opinion ». Cet environnement politique restrictif est toutefois constamment en changement, comme le suggèrent certains signaux. Au moment de la rédaction de ce chapitre, les arrestations de dissidents et dissidentes politiques commençaient à s'étendre aux « environmental and social NGOs » selon le directeur adjoint de la division asiatique de Human Rights Watch (Humphrey 2022).

En outre, les organisations de la société civile font également du plaidoyer de politique (Thayer 2009, 7). Ce travail de plaidoyer peut par exemple prendre la forme de formations ou d'ateliers dans lesquels de « bonnes pratiques » sont présentées aux personnes représentantes de l'État (Hannah 2009, 88). Ce n'est toutefois pas un mode d'action privilégié par toutes les OSCV. À cet égard, Chung, une des personnes participantes à la recherche qui travaille comme coordonnateur de programme genre dans une OSCV, explique que « our approach is very very different from UN

Women, CGFED⁵³ because we work with young people, we don't do policy advocacy, they just don't want, and we work very closely with grassroots groups and we keep expanding ». Pour les organisations qui choisissent de faire du plaidoyer, Vasavakul (2003, 26) considère que celles qui ont le plus de succès à influencer les politiques publiques sont celles qui établissent, entre autres, des rapports avec les autorités des niveaux supérieurs dans la structure de l'État-parti. En général, établir des relations étroites avec différents niveaux administratifs est un facteur déterminant du succès des activités des OSCV (Taylor et al. 2012). Comme nous verrons au chapitre 7, c'est aussi un facteur important dans la mise en œuvre des pratiques liées à l'approche femmes et villes au Vietnam.

Par ailleurs, le caractère « straddler » des OSCV apparaît également dans la manière dont elles réalisent leur mandat. Elles préfèrent coopérer avec le gouvernement et évitent l'activisme politique sur des sujets sensibles comme les conflits fonciers (Wells-Dang 2014, 169). Les organisations de la société civile considèrent que leur rôle est d'être un partenaire de l'État dans la mise en œuvre de politiques publiques (Thayer 2009, 7). Mes résultats de recherche sur les OSCV qui travaillent sur les enjeux de genre font écho à ces remarques. En effet, selon une des participantes de la recherche, Ân, directrice d'une OSCV genre, « NGOs can go help the government to implement policy, because small and go to the local provinces and work and achieve work ». Aux yeux d'une autre participante, Mai, qui est directrice adjointe dans une autre OSCV genre, il s'agit d'un rôle qui est accepté par les autorités : « the Vietnamese government is changing in their attitudes. Now, they accept the CSOs, the local NGOs in Vietnam like the implementing agency in Vietnam ». En plus d'aider à la réalisation des orientations gouvernementales, les OSCV considèrent que leur rôle implique également de « monitor the government and to give feedback » (Chung, coordonnateur de programme, OSCV genre).

Être un partenaire de l'État est un moyen privilégié par les OSCV de contribuer à des changements politiques (Hannah 2009, 91) et c'est une posture stratégique adoptée par ces organisations (Wells-Dang 2014, 169). Selon Hannah (2009, 88), c'est grâce à l'encadrement serré de l'État que les organisations de la société civile sont en mesure d'induire des changements sociaux et politiques au bénéfice des groupes sociaux qu'elles représentent. En ce sens, l'influence des « straddlers » est justement possible parce que les propositions des organisations de la société civile « give the appearance of emerging from "within the system" » (Read 2009, 16). Les propos de Hannah sont aussi révélateurs des rapports entre État et organisations de la

⁵³ Le CGFED (Centre for Gender, Family and Environment in Development), établi en 1993, est une des plus vieilles organisations de la société civile qui travaille sur l'égalité de genre au Vietnam.

société civile au Vietnam. Il considère que ces dernières sont « colonized by the state, which itself is colonized by the personnel and ideas from these organizations » (Hannah 2009, 85). Ces dynamiques semblent être au cœur de la traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam, comme le présentent les chapitres suivants.

5.2 La planification des villes vietnamiennes

L'approche femmes et villes consiste à prendre en considération les enjeux de genre dans les interventions sur les milieux urbains. Dès lors, il importe de présenter comment on intervient sur les milieux urbains dans le contexte vietnamien en général, car c'est dans ce cadre que les processus de traduction locale de l'approche se déroulent. Cette section présente alors les forces importantes qui influent sur le développement et sur la planification des villes vietnamiennes. Dégager les principales dynamiques à ce sujet permet d'entrevoir comment celles-ci peuvent participer à façonner la configuration de l'approche femmes et villes dans ce pays.

5.2.1 De la ville coloniale à la ville socialiste

Peu de travaux de recherche se sont penchés sur le développement des villes vietnamiennes avant 1990 (Labbé 2011, 7). La littérature existante permet toutefois de faire ressortir quelques éléments clés qui mettent en lumière la trajectoire des villes vietnamiennes. L'urbanisation du Vietnam est somme toute un phénomène récent. Avant la colonisation française, le pays « consistait davantage en une juxtaposition de villages, administrés de manière autonome et soumis au pouvoir centralisateur, y compris à Hanoï, la capitale historique du Vietnam, composée d'une centaine de villages » (Bony-Cisternes 2019, 20). La colonisation française fera passablement évoluer l'occupation du territoire. McGee (2001, 3) explique que pendant cette période (1887-1945), un système urbain est développé afin de répondre aux impératifs administratifs et commerciaux de la métropole. Dans ce système urbain, Hanoï est le cœur administratif de la colonie, Saïgon, devenu Hô Chi Minh-Ville (HCMV) en 1975, est un important centre commercial et des capitales sont développées dans les provinces. Dans ce contexte, la population urbaine s'accroît. Les autorités coloniales consentent néanmoins des moyens limités aux villes pour la gestion de l'espace urbain (Herbelin 2012, para. 14).

Avec l'indépendance (1945), on assiste à l'avènement de la ville socialiste. Selon Bony-Cisternes (2019, 21), la « conception socialiste de la ville » prend principalement la forme d'un « urbanisme collectif » qui répond aux objectifs économiques du régime. En termes de formes urbaines, cette conception se traduit par de grandes industries gérées par l'État, des logements collectifs pour les travailleurs et travailleuses, des espaces publics socialistes (McGee 2009, 235) et des lieux de manifestation du pouvoir (monuments et bâtiments) (Bony-Cisternes 2019, 21). Dans l'ensemble, les villes socialistes à travers le monde sont très différentes en raison de leur culture et historique spécifiques (Schwenkel 2013, 255). On peut toutefois retrouver certaines formes architecturales semblables d'une ville à l'autre. C'est notamment le cas au Vietnam, où les pays socialistes ont appuyé la reconstruction du nord du Vietnam après la guerre en participant, par exemple, à la construction de nouveaux logements collectifs (Schwenkel 2015, 210). L'État est très présent dans le domaine du logement pendant la période socialiste. La construction privée était découragée par des processus administratifs trop exigeants et lents, mais la construction de logements par l'État est insuffisante (Koh 2004, 338).

Les pratiques « anti-urbaines » (Murray et al. 1988, 23) sont un autre élément similaire dans plusieurs États socialistes. Au Vietnam, l'État-parti cherche d'une part à atténuer les inégalités sociales et économiques entre les villes et les campagnes qui s'étaient développées sous la colonie (McGee 2009, 235). D'autre part, les villes sont considérées par le PCV comme une menace contre la révolution socialiste parce que la population citadine est perçue comme étant proche du pouvoir colonial (Bony-Cisternes 2019, 22). Il en résulte une volonté de freiner la croissance urbaine. Pour ce faire, les autorités mettent notamment en place un système rigide de permis de résidence (*hộ khẩu*) et elles déplacent les populations des grandes villes vers des villes plus petites ou des régions moins peuplées. Ces mesures ont eu un certain succès, car l'urbanisation a stagné et même diminué entre 1976 et 1984 (McGee 2001, 4). Ce fut particulièrement le cas dans le sud du Vietnam après la réunification, celui-ci étant passé de 43 % de population urbaine en 1975 (une urbanisation liée à l'économie de guerre) à 25 % en 1979 (Murray et al. 1988, 23). Cet historique influe sur les dynamiques urbaines vietnamiennes d'aujourd'hui qui, en retour, viennent influencer la manière dont l'approche femmes et villes se module au contexte local. La dynamique la plus importante à cet égard est la transition urbaine.

5.2.2 Transition urbaine

Depuis les années 1990, le Vietnam connaît un processus d'urbanisation rapide après des années de stagnation de la croissance urbaine. En 1986, 20 % de la population vivait en milieu urbain, tandis qu'aujourd'hui, il s'agit de 36 % de la population (BM 2020, VIII). Entre 2009 et 2019, le taux d'urbanisation a été de 2,6 % par année (General Statistics Office of Vietnam, 2019). À ce rythme, le Vietnam devrait devenir majoritairement urbain autour de 2039 (ONU 2018).

La transition urbaine qui s'opère au Vietnam est liée aux transformations économiques entraînées par les réformes du *đổi mới* à la fin des années 1980. Bony-Cisternes (2019, 13) explique que « l'amorce de la transition économique joue un rôle de catalyseur du développement urbain, aboutissant souvent à condenser dans une période de temps réduite (une dizaine d'années) un phénomène d'urbanisation et de métropolisation massive ». Labbé (2011) considère que certaines forces en place avant les réformes ont joué un rôle dans les processus contemporains d'urbanisation au Vietnam. Il serait donc trompeur de considérer le *đổi mới* comme un moment de rupture total dans l'évolution de l'urbanisation du Vietnam; il serait plutôt un accélérateur du processus d'urbanisation que sa cause première.

L'introduction de l'économie de marché et l'ouverture du pays exercent une influence déterminante sur les opportunités économiques qu'on retrouve en milieu urbain (Bony-Cisternes 2019, 29). Dans ce contexte, il y a une augmentation de l'emploi dans les secteurs des industries, du service et le secteur informel, qui attire les travailleuses et travailleurs agricoles des zones rurales (BM 2020, 1). L'économie urbaine est également nourrie par les investissements étrangers et le droit à la propriété privée (bien que la terre reste la propriété de l'État). L'État n'est alors plus le seul acteur derrière le développement urbain, qui implique à présent des actrices et acteurs non étatiques comme des entreprises privées et des organisations internationales, dont celles qui ont des pratiques femmes et villes. Face au nouveau caractère « stratégique » des villes d'un point de vue économique, les politiques deviennent davantage pro-urbaines (Bony-Cisternes 2019, 138; McGee 2009, 237). Le discours international sur l'approche femmes et villes aurait sûrement eu peu d'écho au Vietnam si les pratiques « anti-urbaines » étaient toujours de mise.

La rapidité avec laquelle la transition urbaine se déploie depuis trente ans s'accompagne d'un certain nombre de défis. Il faut d'abord noter que l'urbanisation ne se déroule pas de façon uniforme sur tout le territoire. C'est dans les régions de Hanoï au nord et HCMV au sud, où réside 39 % de la population vietnamienne (BM 2020, 7), que la croissance urbaine a principalement lieu. Selon la tendance actuelle, la taille de ces deux villes risque même de doubler (Bony-Cisternes 2019, 29). Dans un rapport sur l'urbanisation du Vietnam (2020), la BM parle d'un

système d'urbanisation à deux niveaux par lequel, en dehors des deux métropoles, l'urbanisation est très spatialement dispersée. Dans un tel contexte d'urbanisation rapide et concentrée, « les autorités publiques, avec des moyens humains et financiers limités, doivent ainsi relever de nouveaux défis pour répondre aux besoins croissants en matière de logement, d'emploi, de services urbains, de transport, etc. » (Quertamp, Pandolfi et Petibon 2012, 17). Un exemple de défi important est la congestion routière à Hanoï et HCMV, qui a des conséquences négatives sur le développement économique (Albrecht, Hocquard et Papin 2010, 90; BM 2020). Dans l'ensemble, les investissements dans les routes et dans les transports en commun ne sont pas suffisants face à l'augmentation de la population. D'autres infrastructures sont également surchargées comme les infrastructures de gestion des eaux usées, les écoles et les hôpitaux (BM 2020, 15), tandis que l'offre de logements pour les ménages à revenu moyen ou faible est insuffisante, tout comme l'offre d'espaces verts (Quertamp, Pandolfi et Petibon 2012, 87; OECD 2018, 23). On assiste également à une plus grande ségrégation sociospatiale dans les grandes villes vietnamiennes avec ce que Waibel (2006, 45) décrit comme des « socially highly selective suburbanization processes ». La production de nouvelles zones urbaines en périphérie contribue à cette ségrégation (Labbé et Boudreau 2011, 275). Déjà en 2000, Smith et Scarpaci (2000, 755) considéraient que la transition urbaine, qui n'en était alors qu'à ses débuts, est un processus inéquitable « in which the benefits of growth are unevenly spread spatially, socially and in terms of sustainability ».

Les iniquités sont particulièrement flagrantes dans les conditions de vie des populations migrantes. Les personnes qui se déplacent vers les villes sont majoritairement des jeunes et des femmes. Ces personnes sont « more vulnerable to physical and psychological violence, including trafficking, because of their isolation, weak social networks and lack of access to legal protection » (ONU Femmes 2011, 2). Dans le cas des femmes en particulier, elles se déplacent pour trouver du travail dans les villes, notamment dans le secteur informel où elles sont prédominantes. Dans ce secteur d'emploi, elles ne sont pas protégées par les lois en matière d'emploi et sont donc vulnérables à des abus et de l'exploitation (ONU Femmes 2011, 3). Il faut noter que ce ne sont pas toutes des migrantes permanentes. Dans un rapport de la BAD (2005, 21), on note que les habitantes des milieux ruraux qui se déplacent vers les villes quotidiennement pour le travail sont vulnérables aux vols et aux agressions sexuelles lors de leurs déplacements. Un enjeu directement en lien avec l'approche femmes et villes, qui porte une attention particulière à la sécurité des femmes dans l'espace public, comme l'a démontré le chapitre 3.

Les autorités vietnamiennes reconnaissent que : « urbanization and migration need to be guided » (République Socialiste du Vietnam, 2016, 65). Or, une certaine inadéquation existe entre l'urbanisation rapide et l'encadrement de celle-ci. Il faut se tourner vers la trajectoire historique des villes vietnamiennes pour identifier des pistes d'explication à cette dynamique. La maîtrise de l'État sur le développement urbain, établie à l'époque de l'économie planifiée, a du mal à s'adapter à l'urbanisation rapide dans un contexte d'économie de marché (Labbé 2019). Ainsi, « s'il est établi que la transition économique a engendré une transition urbaine, la transition urbaine n'a quant à elle pas provoqué de transition administrative, et encore moins politique » (Bony-Cisternes 2019, 47). Cela se reflète dans la manière dont les villes vietnamiennes sont planifiées.

5.2.3 Une planification urbaine inefficace et peu portée sur les enjeux sociaux

La planification urbaine au Vietnam repose sur une fragmentation des responsabilités entre différents ministères et niveaux territoriaux-administratifs (Quertamp, Pandolfi et Petitbon 2012, 21). Il s'agit d'un système complexe où les plans de différents secteurs sont impliqués dans l'encadrement du développement urbain (OECD 2018, 15). Un tel système laisse entrevoir que l'application de l'approche femmes et villes, qui dans le discours international se focalise entre autres sur le champ de la planification urbaine (voir le chapitre 3), doit composer au Vietnam avec un jeu d'échelles et d'acteurs et d'actrices complexe.

On retrouve d'abord le *Ministry of Construction* (MoC), qui est le ministère au niveau central officiellement responsable de la planification urbaine. Celui-ci ainsi que ses échelons locaux au niveau de la province (*Department of Construction*) et du district (*Division of Construction*) sont responsables de la production des plans de construction qui encadrent la planification urbaine spatiale. Depuis l'adoption de la *Law on Urban Planning* en 2009, trois niveaux de plans doivent être produits. Des schémas directeurs (*master plan*) doivent être produits au niveau provincial pour essentiellement définir les orientations du développement spatial de la province et, dans le cas des villes au statut de province, de la ville et de ses grandes infrastructures sociales et techniques. Les schémas directeurs des villes doivent également s'harmoniser aux différents plans sectoriels comme ceux du *Ministry of Transport* (MoT) ou du *Ministry of Natural Resources and Environment* qui est responsable de la planification du sol. Le MoC produit également des plans d'usage du sol qui indiquent notamment les fonctions de chaque lot. Enfin, des plans détaillés (à une échelle de 1 : 500) qui visent à réaliser le contenu des schémas directeurs et des plans de zonage doivent être préparés au niveau des districts.

Le MoC a donc des responsabilités importantes en termes de planification urbaine, mais c'est une responsabilité qui « focuses more on the creation of physical environment while less focuses on social aspects » (Phuoc Dinh Le et Huyen Minh Do 2021, 124). Dans cette optique, le MoC peut difficilement être un passeur de l'approche femmes et villes, qui cherche à introduire des préoccupations sociales, particulièrement sur l'égalité de genre, dans les interventions sur les milieux urbains. On voit ici une des déconnexions importantes entre le discours international sur l'approche, qui conçoit l'intervention sur la ville de manière intégrée, et le contexte vietnamien, dans lequel la planification urbaine est très segmentée.

Bien que le MoC soit responsable de la planification urbaine, les plans qu'il produit doivent se conformer aux plans du ministère qui chapeaute les stratégies de développement socio-économique, le *Ministry of Planning and Investment* (MPI). Dès lors, le MoC n'est le leader de la planification urbaine qu'en « théorie », car en réalité ses plans sont la traduction physique et spatiale des plans quinquennaux du MPI, qui servent notamment à définir les quotas et les cibles socioéconomiques (Labbé 2019, 44-45). Les plans du MPI pourraient potentiellement être des portes d'entrée plus adaptées pour l'approche femmes et villes puisque ceux-ci doivent également se préoccuper de développement social, mais le MPI prend peu en compte les enjeux de genre (Jones et Tran Thi Van Anh 2012).

La planification urbaine repose sur un principe de conformité horizontale et verticale qui soulève plusieurs enjeux. Sur le plan horizontal, il y a des difficultés de coordination entre les différents ministères impliqués et l'intégration de leurs plans (République Socialiste du Vietnam 2016, 62) et ce, à tous les niveaux territoriaux-administratifs (OECD 2018, 15). Le fait que les responsabilités en planification urbaine soient divisées entre plusieurs organes étatiques contribue à faire en sorte que les plans sont « fragmentés au point d'en devenir incohérents et inapplicables du fait des conflits existants entre eux » (Bony-Cisternes 2019, 34). De plus, les rapports de force sont inégaux. Dans les faits, le MoC a moins de pouvoir que le MPI ce qui influence la manière dont les plans sont intégrés (Bony-Cisternes 2019, 144). En fin de compte, chaque secteur travaille essentiellement en silo, bien qu'ils doivent tous répondre à l'autorité du Comité populaire local pour lequel ils produisent leurs plans. Ces dynamiques font en sorte que l'autorité sur le plan vertical est plus importante que la coordination intersectorielle sur le plan horizontal (Bony-Cisternes 2019, 145). Ainsi, les plans définis à chaque niveau territorial-administratif sont plus conformes aux plans définis au niveau supérieur qu'ajustés aux autres plans sectoriels du même niveau. En outre, bien que la loi de 2009 ait décentralisé certaines responsabilités au niveau local, c'est le MoC au niveau central qui garde le contrôle et conceptualise les plans des provinces et

des districts dans la mesure où les départements et les divisions de construction de ces niveaux territoriaux-administratifs ont des capacités limitées (République Socialiste du Vietnam 2016, 69). En somme, la multiplication des intervenants tant sur le plan vertical qu'horizontal, la délimitation floue des mandats des différents organes étatiques impliqués et le manque de coordination expliquent en partie l'inefficacité de la planification urbaine.

D'autres limites importantes se rapportent au contenu des documents de planification eux-mêmes. Les plans qui sont produits sont trop éloignés de la réalité sur le terrain. Les écarts entre les plans et la réalité portent par exemple sur la population attendue et sur la population réelle, sur les équipements planifiés et sur ceux véritablement construits et sur l'urbanisation des zones identifiées comme non constructibles dans les plans (Quertamp, Pandolfi et Petibon 2012, 19). Selon Labbé (2019, 46), le décalage est dû à la manière de conceptualiser cette planification :

Vietnamese planning is prescriptive and static, laying out specific ways to use land in specific locations. Construction masterplans depict an ideal outcome to be realized by an assigned target date which, according to local and foreign senior planners alike, is often hardly attainable.

En plus d'être trop statiques, les plans sont élaborés sur une trop longue période, ce qui fait en sorte que la réalité a eu le temps de changer au moment où les plans sont prêts, d'après Quertamp, Pandolfi et Petibon (2012, 20). Une autre limite importante des plans est que ceux-ci n'intègrent pas les logiques de l'économie de marché. Ainsi le MoC n'a pas incorporé dans son approche de la planification le fait que le développement urbain est maintenant alimenté par des investissements privés (Labbé 2019, 47). Tout cela fait en sorte que l'approche du MoC en matière d'aménagement du territoire est devenue progressivement déconnectée des réalités du terrain où une urbanisation rapide se déploie (Labbé 2019, 45). Le chapitre 7 montrera comment les passeurs de l'approche femmes et villes au Vietnam s'insèrent dans cet écart.

Avec ses nombreuses limites, l'urbanisme réglementaire est peu appliqué dans un contexte où les actrices et acteurs impliqués dans le développement urbain se sont multipliés (Quertamp, Pandolfi et Petibon 2012, 20-21). L'ambiguïté qui découle du système de planification urbaine complexe, contradictoire et dépassé ouvre alors la porte à des pratiques discrétionnaires dans l'application des règles (Leaf 1999, 301). Par exemple, Labbé (2019, 41) décrit la manière dont ces dynamiques donnent lieu à des pratiques prédatrices par des coalitions État-secteur privé dans les zones périurbaines de la région de Hanoï. On se retrouve finalement avec des autorités publiques qui sont davantage au service des intérêts privés et de leurs investissements dans le

développement urbain plutôt qu'au service des besoins de la population citadine (Schwinkel 2015, 211). Le gouvernement vietnamien reconnaît les limites de ses façons de faire en planification urbaine et cherche à corriger la situation en rendant le système de planification plus stratégique et intégrée (République Socialiste du Vietnam 2016, 63; Quertamp, Pandolfi et Petibon 2012, 7). Cette volonté achoppe face entre autres au manque de formation des personnes professionnelles de l'aménagement urbain, en termes de planification stratégique et intégrée (République Socialiste du Vietnam 2016, 74). Selon Labbé (2019, 44), qui s'accorde à DiGregorio et al. (2016,18), la planification urbaine serait pour l'instant coincée dans la transition entre l'ancien système prescriptif et un nouveau modèle qui serait plus flexible. Une flexibilité qui serait potentiellement plus propice à l'application de l'approche femmes villes.

5.2.4 Des villes « modernes » et « civilisées »

L'État-parti semble par contre avoir une vision très claire de ce que devraient être les villes vietnamiennes. L'urbanisation, qui était intentionnellement ralentie avant les réformes du *đổi mới*, est à présent considérée comme étant liée à la modernisation du pays (Segard 2016, 36). C'est dans cette perspective que « les opérations d'aménagement conduites par les autorités vietnamiennes répondent [sic] un vaste projet – à la fois urbanistique et idéologique – de “modernisation urbaine” (hiện đại hóa) et de “civilisation urbaine” (văn minh đô thị) » (Gibert et Segard 2015, 8). Par exemple, Coe (2015, 618) rapporte qu'une campagne de communication nommée « Hanoi, Civilized City » (*Hà Nội, Văn Minh Đô Thị*) s'est déployée dans la capitale dans les années 2000 à l'approche du millième anniversaire de la capitale. Selon cette campagne, c'est le devoir de chaque Hanoïen et Hanoïenne de faire des efforts pour maintenir une ville civilisée. Ce discours donne lieu à des pratiques discriminatoires qui marginalisent certaines franges de la population comme les vendeuses et vendeurs de rue (Gibert et Segard 2015, 8).

La vision de l'État-parti d'une ville civilisée repose sur les notions de collectivisme, de modernisation, de cosmopolitisme et de nationalisme (Coe 2015, 621). Dans cette perspective, l'aménagement des villes est un instrument utilisé par les autorités pour construire l'image d'une ville mondiale, selon Hoai Anh Tran (2019, 37). Certaines formes urbaines sont alors valorisées, comme les gratte-ciels et les centres commerciaux, tandis que d'autres, comme l'urbanisation informelle, sont discréditées par cette vision (Segard 2016, 36). Le discours officiel sur la ville moderne et civilisée s'inscrit dans la vision intégrée de « projet urbain et de civilisation » comme on en trouve ailleurs en Asie (Gibert et Segard 2015, 8). D'après Hoai Anh Tran (2019, 37), ce

n'est pas une posture surprenante au Vietnam où il existe une « long-standing tradition of social engineering in which the ordering of urban space was effectively used to establish the state's vision of social order ». Dans un tel contexte, les organisations internationales qui implémentent des programmes « ville sûre » pour les femmes au Vietnam semblent s'adapter à ce discours étatique en adoptant dans leurs communications des expressions comme « friendly, safe and civilised », comme le détaille le chapitre 7.

Selon Gibert et Segard (2015, 9), la population est généralement en accord avec les principes de modernité et de civilisation, mais elle peut se montrer en désaccord avec certains modes opératoires. Par exemple, à la fin des années 2000, les autorités de Hanoï ont approuvé un projet d'aménagement d'un hôtel dans le parc de la Réunification (*Công viên Thống nhất*). Ce projet était promu comme participant à construire une ville civilisée, mais il y a toutefois eu des mouvements de résistance qui ont réussi à stopper le projet (Coe 2015). C'était la deuxième fois qu'un projet était arrêté dans ce parc : quelques années auparavant, l'idée de construire un parc thématique avait soulevé des résistances importantes de la part du public (Wells-Dang 2010). Plus récemment, en 2015, le *Tree Hug Movement* s'est constitué pour s'opposer à la coupe de milliers d'arbres dans le cadre d'une décision du Comité populaire de Hanoï, qui voulait remplacer les arbres dans un projet de modernisation urbaine (Geertman et Boudreau 2018, 3). Ce mouvement, qui a commencé sur Facebook, a réuni beaucoup de jeunes et de femmes pour qui les propos d'une des leaders du mouvement, une jeune mère au foyer, résonnaient avec leur propre réalité (Geertman et Boudreau 2018, 17). Considérant que l'implication des femmes à l'échelle de la ville est à la base de l'approche femmes et villes, comme vu aux chapitres 1 et 3, c'est le genre de dynamiques à considérer pour comprendre quelle forme prend cette approche au Vietnam. En fin de compte, le mouvement citoyen a réussi à sauver plusieurs arbres. Ainsi, même dans un environnement politique autoritaire, la population vietnamienne use de diverses stratégies pour influencer le gouvernement en matière de planification urbaine.

Ces épisodes mettent également en lumière la présence d'organisations de la société civile qui travaillent sur les enjeux urbains. Dans le cas de l'hôtel, les membres de la Vietnam Urban Planning and Development Association (VUPDA), qui réunit des architectes et des urbanistes, se sont mobilisés avec succès contre le projet. C'est une organisation qui est somme toute proche du gouvernement⁵⁴, mais c'est cette proximité qui lui a permis de se prononcer publiquement sur le sujet (Coe 2015, 618). Le cas de la VUDPA illustre la présence au Vietnam d'organisations non

⁵⁴ À la manière des « straddlers » (Read et Pekkannen 2009).

étatiques et non privées qui proposent d'autres approches dans la planification des villes. Geertman et Le Quynh Chi (2010, 17) rapportent que les impulsions populaires et les organisations de la société civile influencent de plus en plus la forme urbaine. Parmi ces organisations, on retrouve des associations, des ONG et des organisations communautaires qui peuvent, par exemple, avoir des projets d'aménagement à l'échelle du quartier ou s'impliquer dans le développement urbain à plus grande échelle. Certaines de ces organisations s'avèrent être impliquées dans la traduction du discours international sur l'approche femmes et villes au Vietnam. Nous en reparlerons davantage dans les prochains chapitres.

5.3 Prise en charge de l'égalité de genre au Vietnam

En plus de l'idée d'intervenir sur les milieux urbains, l'autre part essentielle de l'approche femmes et villes consiste à prendre en considération les enjeux de genre. Cette section du chapitre est donc consacrée à la manière dont l'égalité de genre est prise en charge au Vietnam. Approfondir cet aspect permet de mettre en exergue l'influence du contexte local à ce sujet :

Si le genre est « globalisé », ses enjeux restent bien souvent localisés. La singularité des sociétés réceptrices et les divers mouvements associatifs de femmes (y compris au sein d'un même pays) donnent à voir des adaptations et des réappropriations composites des prescriptions internationales de genre. (Lacombe et al. 2011, 9)

L'analyse de la traduction du discours international sur l'approche femmes et villes demande alors de saisir avant tout comment l'égalité de genre est considérée dans le contexte vietnamien.

5.3.1 Une volonté affichée de l'État vietnamien et un cadre institutionnel développé

Le Vietnam possède un des cadres juridiques et politiques en matière d'égalité de genre les plus progressistes de l'Asie du Sud-Est (Waibel et Glück 2013, 345). Selon le bureau d'ONU Femmes au Vietnam (2015, 18), le pays a fait des progrès significatifs dans la réduction des inégalités de genre dans les dernières décennies. C'est notamment grâce au PCV, qui a joué un rôle important dans l'avancement des droits des femmes. Dès la fondation du Parti, l'égalité de genre faisait partie de ses objectifs : « gender liberation was a crucial part of the August 1945 revolution, thus Vietnam attempted to increase gender equality as part of its own revolutionary project, most notably through legislation and social programming » (ISDS 2015, 21). Aux yeux du PCV, les

Vietnamiennes sous la colonisation française étaient les plus opprimées de la société, les « slaves of slaves » (Eisen 1984). À son arrivée au pouvoir, le Parti fait alors de l'égalité de genre un concept social et légal (Duong 2001, 275). Il a reconnu l'égalité des droits des hommes et des femmes dans la loi et a mis en place plusieurs mesures pour améliorer les conditions de vie des femmes. Par exemple, en 1959, une loi est adoptée pour interdire les mariages forcés ou précoces, le mauvais traitement des femmes au sein du mariage et pour permettre le divorce (Drummond et Rydstrom 2004, 3). Pour les communistes, l'égalité de genre passe par l'égalité économique. Ainsi, en 1967, une résolution sur le travail est adoptée afin que les femmes occupent 35 % de tous les postes (Grosse 2015, 259). Dans l'ensemble, ces politiques ont eu des impacts positifs sur de multiples aspects des conditions de vie des femmes : éducation, santé reproductive, taux de participation au marché du travail et en politique (ISDS 2015, 21). Selon Duong (2001, 275), l'État-parti est fier de sa contribution à la libération des femmes au Vietnam. Werner (2009, 170) souligne toutefois que le féminisme d'État mis de l'avant par le PCV en est un où c'est l'État-parti « who define[s] what gender equality is and what women's needs are ». En ce sens, c'est une approche *top-down* de l'égalité de genre qui est à l'œuvre au Vietnam depuis son indépendance.

Le Vietnam s'efforce par ailleurs d'être un élève modèle du cadre normatif mondial sur les droits des femmes. Dans sa thèse sur l'adoption du *gender mainstreaming* au Vietnam, Kelly (2010, 126) rapporte que « as soon as there is some international standard set on gender equality, Vietnam is very good at meeting it ». Mes données de recherche renforcent ce constat. Une des participantes à la recherche, Chuyên, professeure retraitée qui a travaillé sur les enjeux de genre dans un département d'architecture, confirme que « le Vietnam signe tout ». D'autres personnes participantes à la recherche reconnaissent également cet engagement, comme Phuong (coordonnatrice de programme, OI), qui considère qu'à ce sujet, le « Vietnam is really committed, we have a committed government ». Un autre participant, Long, un conseiller sénior en égalité de genre dans une OSCV et retraité de la fonction publique, explique pour sa part que cet engagement n'est pas que récent : « Vietnam is very good at international convention. For example, CEDAW [CEDEF], there is a very strong commitment. Beijing program 1995 up to now, strong engagement ». Le Vietnam a en effet été un des premiers pays à signer et à ratifier la CEDEF qui est encore aujourd'hui une des pierres d'assise des droits des femmes à l'échelle internationale (Zwingel 2012). Selon le bureau d'ONU Femmes au Vietnam (2015, 18), le gouvernement vietnamien a fait des efforts importants pour ajuster son cadre légal afin d'appliquer la CEDEF. Par ailleurs, en 1995, le Vietnam envoie une délégation à la quatrième conférence

mondiale sur les femmes et s'engage à mettre en œuvre la plateforme d'action de Beijing qui met notamment de l'avant le *gender mainstreaming*. Le Vietnam s'est aussi engagé à mettre en œuvre les Objectifs du Millénaire en 2000 et les ODD en 2015. Les nombreuses mesures institutionnelles mises en place par le gouvernement vietnamien sont en partie une réponse à ces différents engagements internationaux. Comme le rapporte Long (conseiller sénior, OSCV genre), « policies change in line with international commitments ». Ces engagements illustrent combien le Vietnam interagit avec plusieurs composantes de la norme internationale d'égalité de genre. La traduction locale du discours international sur l'approche femmes et villes s'inscrit en continuité de ces dynamiques, comme le chapitre suivant le présente.

En théorie, l'action publique prend largement en charge l'égalité de genre. Selon Pistor et Le Thi Quy (2014, 106), « the commitment of the government is evident in its policies and at the institutional and structural level ». Sur le plan des politiques publiques, il en existe plusieurs, dont certaines, nous le verrons au chapitre 7, jouent un rôle dans la traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam. Parmi les plus importantes politiques publiques, on retrouve la *National Strategy on Gender Equality (2011-2020)*. C'est la quatrième stratégie sur le sujet, la première ayant été adoptée à la suite de la Conférence de Beijing en 1995 dans l'objectif d'appliquer le Programme d'action de Beijing au Vietnam (ONU 2008). La stratégie porte sur l'égalité de genre en politique, en emploi, en éducation, dans l'accès aux soins de santé, dans la vie familiale, dans les médias et sur le renforcement des capacités institutionnelles du gouvernement sur l'égalité de genre (ONU Femmes Vietnam 2015b, 19). Tous les ministères et leurs échelons provinciaux sont tenus de participer à son implémentation notamment en développant un plan d'action sur cinq ans pour atteindre leurs cibles (ONU Vietnam 2016, 24).

Sur le plan des lois, on retrouve la *Law on Gender Equality* adoptée en 2006. Elle vise à éliminer la discrimination de genre afin d'atteindre une égalité de fait entre les hommes et les femmes. Elle a été conçue pour avoir un effet structurant, selon Kelly (2010, 130) : « this law was seen as the first in a series of strategies devised to help promote a "rights-based" approach to development and move gender mainstreaming from national policy statements, or mere discursive commitments, to modify local practices and induce cultural change ». C'est par cette loi que les Comités populaires des paliers de gouvernements inférieurs se retrouvent avec des responsabilités en égalité de genre, ce qui a une incidence importante sur la traduction de l'approche femmes et villes, comme le démontrera le chapitre 7.

Par ailleurs, à propos du *gender mainstreaming*, celui-ci avait déjà été adopté en 2001 par le gouvernement vietnamien dans sa stratégie de développement national. Suite à cette adoption, des expertes en matière d'enjeux de genre ont été formées avec l'aide considérable des donateurs internationaux et particulièrement de l'ONU. Ces expertes se retrouvent à présent au gouvernement, dans les centres de recherche, dans les échelons supérieurs de l'UFV et dans des ONG (Kelly 2010, 5). Elles ont participé à l'élaboration de la *Law on Gender Equality* qui officialise l'obligation d'appliquer le *gender mainstreaming*. Ce dernier doit à présent être intégré dans la conception de tous les documents légaux adoptés par l'Assemblée nationale du Vietnam.

Sur le plan de la structure institutionnelle, différentes instances sont responsables des questions d'égalité de genre dans le système politique vietnamien. Chaque niveau territorial-administratif de l'État vietnamien comprend trois instances qui se partagent les responsabilités et la mise en œuvre des différentes politiques publiques touchant à l'égalité de genre (ONU Vietnam 2016). Au niveau central, ces trois instances sont le MoLISA, le *National Committee for the Advancement of Women* (NCFAW) et l'UFV. Au niveau des provinces et des districts, on retrouve également les échelons locaux de ces trois instances, qui exercent différentes fonctions. Au sein du MoLISA se trouve le *Department of Gender Equality* qui est responsable de la mise en œuvre des politiques publiques sur l'égalité de genre, comme la stratégie nationale et la loi de 2006. Le NCFAW est un comité consultatif interministériel qui réunit des personnes représentantes de 17 ministères et agences centrales. Son rôle est de conseiller le premier ministre sur les enjeux d'égalité de genre et sur l'avancement des femmes. Enfin, l'UFV contribue à l'élaboration ainsi qu'à la supervision des politiques sur l'égalité de genre. Ces trois instances jouent un rôle clé dans la traduction de l'approche femmes et villes.

Par ailleurs, au niveau central, chaque ministère ou agence centrale est responsable d'intégrer l'égalité de genre dans son secteur. Pour réaliser cette fonction, chaque ministère comprend un *Committee for The Advancement of Women* (CAW) sur le modèle du NCFAW et une personne est chargée de l'égalité de genre au sein du ministère. C'est notamment le cas du MoC, qui est responsable de la planification urbaine.

5.3.2 Une actrice incontournable : l'Union des Femmes du Vietnam

Parmi ces différentes instances, il est important de se pencher plus en détail sur le rôle de l'UFV dans la mesure où celle-ci est considérée comme « the primary vehicle for policy development

and for the implementation of gender equality » (Chiricosta 2010, 139). Goetz (2003, 73) considère même que l'UFV est dans les faits l'acteur public réellement responsable de l'égalité de genre. La mission de l'UFV consiste essentiellement à représenter les femmes auprès du gouvernement. Le gouvernement dépend de ses propositions dans la formulation de politiques publiques au sujet des femmes et de l'égalité de genre (Chiricosta 2010, 139). L'UFV a été fondée en 1930 et fut d'abord une organisation clandestine lors de la colonisation française (Eisen 1984). En tant que bras du mouvement révolutionnaire, sa priorité était de mobiliser les femmes pour l'indépendance (Werner 2002, 43), puis, comme organisation de masse au service du PCV, de mobiliser les femmes dans les efforts de guerre. À l'origine, défendre les droits des femmes constitue seulement une tâche secondaire (Eisen 1984, 126).

Selon le site internet de l'UFV, l'organisation compte 17 millions de membres, soit 34 % de toutes les femmes vietnamiennes. Il faut toutefois noter que l'adhésion peut être obligatoire pour celles qui travaillent dans certaines agences de l'État comme l'armée (Waibel et Glück 2013, 346). L'UFV se finance en partie par des frais d'adhésion et par des transferts du gouvernement, mais il y a généralement un manque important de ressources, bien que ce soit la plus grande des organisations de masse (Goetz 2003, 73).

À propos des activités, en théorie, le bureau central émet des directives qui sont transmises aux échelons inférieurs, mais ceux-ci jouissent d'une certaine indépendance qui peut toutefois être restreinte par le Comité populaire local (Pistor et Le Thi Quy 2014, 101). Au niveau local, c'est particulièrement à l'échelle de la commune/sous-district, soit au sein des clubs auxquels participent les membres, que les interactions entre les femmes vietnamiennes et l'UFV ont lieu (Waibel et Glück 2013, 348). Son rôle est particulièrement important auprès des femmes pauvres et des membres des minorités ethniques dans les localités rurales (Pistor et Le Thi Quy 2014, 103). L'UFV offre par exemple des formations professionnelles ou du microcrédit aux femmes, s'occupe de l'hébergement d'urgence pour les femmes victimes de violence conjugale et déploie différentes campagnes pour mobiliser les femmes. Sa présence importante au niveau locale en fait une organisation populaire auprès de la population (Pistor et Le Thi Quy 2014, 103).

Sa longue expérience sur l'ensemble du territoire vietnamien fait d'ailleurs en sorte que l'UFV est un partenaire de choix pour les différentes organisations internationales d'aide au développement qui travaillent au Vietnam (Pistor et Le Thi Quy 2014, 96), notamment sur des projets en lien avec l'approche femmes et villes. Aux yeux de Chung (coordonnateur de programme, OSCV genre), il faut toutefois relativiser la force de l'UFV : « I think they're quite strong. Maybe not in Hanoi

because no one really care about what they're doing in Hanoi. But in other provinces, if you want to work with women in provinces you have to go through them ». L'UFV n'est donc pas aussi influente sur l'ensemble du territoire, mais elle demeure tout de même incontournable en égalité de genre.

Depuis les années 1950, l'UFV a participé à l'adoption de lois qui améliorent les conditions de vie des femmes et particulièrement dans le domaine de l'emploi (Goetz 2003, 73). Avec le *đổi mới* son rôle a été renforcé (Werner 2002, 43). Un décret de 1988 stipule que les autorités de chaque palier de gouvernement doivent faciliter la participation de l'échelon local de l'UFV dans la formulation de politiques publiques. Elle participe à cette formulation en faisant des propositions et en rapportant l'opinion de ses membres. C'est le cas pour les politiques directement en lien avec l'égalité de genre, les femmes, la famille et les enfants, mais pas uniquement. Par exemple elle a aussi proposé des changements à la loi sur les personnes avec des handicaps (UFV 2013, 3). Elle exerce aussi un rôle de supervision en monitorant l'implémentation des orientations du PCV et des politiques publiques et le travail des autres agences étatiques sur le sujet (Werner 2002, 44). Si des lacunes sont constatées, celles-ci sont communiquées aux agences étatiques compétentes (UFV 2013, 4). Or, selon Pistor et Le Thi Quy (2014, 104), l'espace que l'UFV peut occuper dans les processus de décisions est en réalité très restreint. Mes résultats de recherche à ce sujet, présentés au chapitre 7, renforcent l'idée que l'UFV exerce une influence politique limitée, ce qui pèse sur son rôle de passeur de l'approche femmes et villes.

5.3.3 Des progrès limités

Bien que des instances soient responsables de l'égalité de genre à tous les niveaux territoriaux-administratifs et qu'il y ait un cadre politique et juridique bien développé, l'amélioration des conditions de vie pour les femmes connaît plusieurs lacunes. Le gouvernement vietnamien reconnaît même que « the progress of gender equality in Vietnam is still slow, sometimes stagnant, or even regressive in various areas » (MoLISA 2015, cité dans ISDS 2015, 10).

Plusieurs personnes participantes à la recherche considèrent que les inégalités de genre sont encore importantes au Vietnam. Liên (directrice, OSCV urbain), une participante vietnamienne qui a travaillé auparavant à l'international et aux États-Unis, résume cette opinion en déclarant : « inequality is everywhere in this country ». Selon Ân (directrice, OSCV genre), cette inégalité se retrouve dans plusieurs sphères : « in practice, many problems, because in family, in society, in

customs, in cultural, everything is inequality between men and women ». Parmi les enjeux qui sont toujours importants, celui du déséquilibre du sexe-ratio est particulièrement parlant. La préférence pour les fils est en augmentation depuis 2013 et en 2018, le taux de naissance atteignait 115 garçons pour 100 filles (GBVNet et ONU Femmes Vietnam 2019, 12). L'ampleur de la problématique de la violence conjugale a par ailleurs été reconnue par le gouvernement avec l'adoption d'une loi contre les violences domestiques en 2007 (Pistor et Le Thi Quy 2014, 99). De plus, les femmes sont peu nombreuses dans des positions de leadership dans l'État-parti, et plus particulièrement au niveau local, bien que le Vietnam fasse bonne figure en comparaison à d'autres pays asiatiques (ISDS 2015, 13).

Un autre enjeu d'importance est celui de la division sexuelle du travail. C'est principalement cet enjeu qui a été mis de l'avant par les personnes participantes lorsque j'ai abordé la question des normes de genre au Vietnam en entrevue avec eux et elles. En effet, plusieurs ont souligné que les femmes ont toujours la responsabilité principale des tâches domestiques bien qu'elles soient très présentes sur le marché du travail⁵⁵. Pour Oanh (directrice, OSCV genre), « it's a big problem in Vietnam now ». Selon Lê (spécialiste genre, OI), consultante dans différents projets de développement, c'est une des inégalités persistantes : « in decision-making and in money making, it's OK, but in workload it's not OK. Cooking, taking care of the children, it's the women responsibility, husband are unhappy if women have higher position ». À ce sujet, une étude calculait en 2012 que les femmes en milieu urbain consacrent 17,5 heures par semaine aux tâches domestiques comparativement aux hommes, qui y consacraient 11,2 heures (Jones et Tran Thi Van Anh 2012).

Ces rapports inégalitaires dans la maison sont directement en lien avec l'approche femmes et villes, car ils exercent aussi une influence sur les pratiques urbaines des femmes. Par exemple, Hoa, chargée de projet dans une organisation internationale qui travaille notamment sur les enjeux urbains au Vietnam, explique que « in travel behaviour within the cities, I have some data showing that most of trip purposes for men are business, working and business. But for women, the business purposes are more diversified, not only to work but also to markets, to schools, etc. ». Dans le même ordre d'idées, Phuong (coordonnatrice de programme, OI) déplore que « in the city, my husband can go freely out of the house in the evening and he can come back home late, midnight, he doesn't care ». Pour sa part, Doãn (directrice, OSCV urbain), qui travaille sur les

⁵⁵ Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), en 2019, 70,9 % des Vietnamiennes en âge de travailler étaient sur le marché du travail. Ainsi, « women in Viet Nam participate in the labour force at a higher rate than the global and regional average » (OIT 2021, 2). C'est un des héritages du socialisme au Vietnam.

espaces publics, rapporte qu'elle a remarqué qu'il y a moins de filles dans les terrains de jeux et qu'en demandant aux garçons où sont les filles, « they say they're working at home, like helping the mother. So, I think at about ten, the girls usually help their mother cooking, cleaning the house ». C'est notamment pour cette raison que cette participante collaboratrice du programme *Safer Cities for Girls* de PIV trouve que ce programme « contribute a lot for gender, they promote gender equality ».

Les inégalités entre les femmes elles-mêmes sont également importantes. Deux participantes précisent d'ailleurs que les inégalités sont plus importantes chez les minorités ethniques (Thanh, directrice adjointe, État vietnamien; Lê, spécialiste genre, OI). Les femmes des minorités ethniques (qui représentent 15 % de la population) sont effectivement plus souvent en situation de pauvreté (Jones et Tran Thi Van Anh 2012, 1). C'est sans parler des personnes issues des communautés LGBTQ qui connaissent de nombreuses discriminations, bien que l'homosexualité n'ait jamais été criminalisée au Vietnam (Lan Anh Hoang 2020, 305).

Un des consensus dans la recherche au sujet de l'action publique sur l'égalité de genre au Vietnam concerne l'écart entre les politiques adoptées et leur implémentation (Jones et Tran Thi Van Anh 2012, 6; BAD 2005, 45; Pistor et Le Thi Quy 2014, 99). Cet écart fait en sorte que les politiques et les lois ont un impact limité dans l'atteinte de l'égalité de fait (BAD 2005, 45). Mes données de recherche appuient l'idée que le défi principal en termes d'action publique en égalité de genre se situe au niveau de la mise en œuvre, car celle-ci est « bad » (Thuy, directrice, OSCV genre) et un « big issue » (Anh, spécialiste genre, OI). À ce sujet, Ân, participante directrice d'une OSCV genre, insiste fortement sur l'importance de se concentrer sur la mise en œuvre :

The law is good, the law is OK. The problem is implementing the law. No need now talking about the law and at least we have the law but nobody is implementing, it is a problem implementing. I said that, if I get some more funding, I only do implementing. Don't talk, because the law, I think, is enough.

Le manque d'implémentation découle notamment du fait qu'il s'agit d'un engagement superficiel, comme le suggère Liêm (spécialiste genre, OI) : « it's true that in terms of ideology it's a communist country and it still is. So they, on the surface, they show a very strong interest in promoting gender equality ». En réalité, il ne s'agit pas d'une véritable priorité pour le gouvernement qui ne met pas en place les moyens nécessaires à la réalisation de tous les engagements pris au sujet de l'égalité de genre. Selon ONU Femmes, le financement représente ainsi un enjeu primordial : « inadequate financing has been identified as a major factor in the low achievement of national gender equality targets, and in closing gender gaps. Budget allocations

for gender equality plans have not matched commitments » (ONU Femmes Vietnam 2021, 59). Long (conseiller sénior, OSCV genre) confirme que s'il y a effectivement des plans d'action, il y a par contre « little money », et uniquement des montants « symbolic ». Par exemple, pour la stratégie nationale d'égalité de genre 2010-2015, le budget initial de 46 millions de dollars américains a été coupé de 20 %, puis de 50 % (ONU Vietnam 2016, 14). Le manque de financement entraîne entre autres un manque important de ressources humaines, notamment au sein du *Department of Gender Equality*, où une rotation importante du personnel fait que celui-ci constamment être formé (Kelly 2010, 125-126). Vãn, spécialiste genre dans une organisation internationale, déplore le manque de capacité du département : « it's a small team and they have fewer resources for implementing so far [...] then I don't see much progress from them ». Participante qui travaille au sein du gouvernement central, Thanh (directrice adjointe, État vietnamien) explique que l'application du *gender mainstreaming* s'en retrouve limitée parce que « we lack experts on gender » et que « the problem is that maintaining resources is still difficult ». À cet égard, le cas du Vietnam est loin d'être exceptionnel, comme le rapportent Cornwall et Edwards (2015, 5) au sujet des impacts de la conférence de Beijing : « it has become evident that states were happier to sign up in lip service to its promises than to commit resources and policy space to realising their obligations. Implementation remains a persistent challenge ».

Par ailleurs, dans une note de politique sur les politiques de genre et de protection sociale au Vietnam, Jones et Tran Thi Van Anh (2012) rapportent que différents enjeux institutionnels limitent la mise en œuvre des politiques publiques en égalité de genre. Il y a d'abord un manque de coordination entre les différents secteurs du gouvernement qui fait en sorte que les questions de genre sont prises en compte par les secteurs sociaux et non par les autres, notamment par l'important MPI. De plus, étant données toutes les instances responsables de l'égalité de genre, les responsabilités sont dispersées et il manque de coordination (Pistor et Le Thi Quy 2014, 99; ONU Vietnam 2016, 15). Cette désorganisation s'entremêle avec la perception que le dossier des droits des femmes est une responsabilité de l'UFV (Jones et Tran Thi Van Anh 2012, 8; Pistor et Le Thi Quy 2014, 104). Il en résulte un désengagement des autres organes étatiques malgré leurs obligations en la matière. Jones et Tran Thi Van Anh (2012, 8) parlent même d'une « ghettoisation of gender issues » pour caractériser les conséquences de cette dynamique. Celle-ci est d'autant plus problématique dans la mesure où l'UFV a peu de pouvoir :

The reality that is created on the ground includes a national government that has established a formal organ for women's rights and gender issues but yet concedes only

limited influence to that organ (the VWU) [UFV], preferring to retain decision-making power within the VCP [PCV] and to itself. (Pistor et Le Thi Quy 2014, 105)

Selon Pistor et Le Thi Quy (105), ces enjeux sont particulièrement flagrants aux niveaux territoriaux-administratifs inférieurs, où les autorités se déresponsabilisent et ignorent la question de l'égalité de genre dans leur juridiction en attribuant presque systématiquement les activités qui y sont liées à l'UFV. Le chapitre 7 montrera que cette déresponsabilisation a notamment des conséquences sur la mise en œuvre de certaines pratiques femmes et villes au Vietnam.

Un autre élément de réponse explique les effets limités de l'action publique en égalité de genre sur les conditions de vie des femmes. Il ne s'agit pas seulement d'un manque de ressources ou d'un manque de volonté politique, mais c'est aussi une question de rôle de genre, selon les conclusions d'une recherche sur les déterminants sociaux des inégalités de genre au Vietnam : « traditional rigid gender perceptions towards men's and women's values and roles are found as underlying causes of gender inequality in Vietnam » (ISDS, 2015,11).

Les rôles de genre traditionnels découlent en partie du confucianisme. Pistor et Le Thi Quy (2014, 99) parlent du « stubbornness of the patriarchal hierarchies deriving from Confucian social traditions ». Le confucianisme a été introduit au Vietnam pendant l'occupation chinoise qui a duré plus d'un millénaire (111 AEC à 938 EC). C'est sous la dynastie des Ly au X^e siècle que celui-ci est devenu une doctrine d'État (Chiricosta 2010, 126)⁵⁶. Le confucianisme est une doctrine qui fixe les valeurs sociales, les comportements adéquats et les devoirs de l'individu à la société. Il structure également les rapports sociaux au sein de la famille (Burr 2006). Dans cette doctrine, les rôles des femmes tournent autour de la domesticité (Teerawichitchainan et al. 2010, 61). Leur première responsabilité est de préserver l'harmonie familiale, car c'est la base de la stabilité de la société et de la nation (Chiricosta 2010, 126). Ainsi, dans la morale confucéenne, qui était enseignée à l'école, les femmes doivent suivre le code moral des « trois obédiences », qui dicte aux femmes de se soumettre à leur père avant le mariage, à leur mari quand elles sont mariées et à leur fils quand elles sont veuves (Nhung Agustoni-Phan 1997, 46). Le PCV a rejeté le

⁵⁶ Il faut toutefois noter qu'au Vietnam l'influence du confucianisme est moindre que dans d'autres pays confucéens notamment parce qu'il a été adapté au contexte vietnamien où les femmes jouissaient de certains droits (Chiricosta 2010, 126). En effet, Drummond et Rydstrom (2004, 1) rapportent que dans toutes les discussions historiques sur les femmes vietnamiennes, il est mentionné que le Vietnam était une société matriarcale avant l'arrivée du confucianisme. Par ailleurs, le confucianisme n'a pas exercé une influence uniforme sur l'entièreté du territoire. Il a été moins présent dans le sud du pays (Teerawichitchainan et al. 2010, 61) et les femmes à la campagne y étaient moins assujetties que celles de l'élite des villes (Chiricosta 2010, 126).

confucianisme, mais son influence est toujours importante d'après Chiricosta (2010, 139), qui considère que le marxisme vietnamien est teinté par celui-ci.

Les avancées pour l'égalité de genre réalisées sous la gouverne du PCV vont de pair avec ce que Werner (2009, 172) nomme le « paradox of equality ». Cette notion de paradoxe est révélatrice de la posture ambivalente du PCV dans le dossier de l'égalité, mais elle semble aussi s'inscrire dans une tendance qu'on retrouve généralement dans les pays socialistes (Gal et Kligman, 2012 cité dans Lan Anh Hoang 2020, 298). Lors de son arrivée au pouvoir, le PCV voulait officiellement mettre de côté les normes confucéennes et appelait les femmes à se défaire des exigences qu'il véhicule en termes de rôle de genre (Ngo Thi Ngan Binh 2004, 54). L'objectif était de faire participer les femmes à la construction d'un état socialiste (Knodel et al. 2004, 3). Toutefois, il s'avère que l'État-parti a gardé certains éléments du patriarcat confucianiste et les a reconfigurés (Pettus 2003, 8). Les Vietnamiennes devaient contribuer à la production collective en travaillant dans l'espace public, mais elles devaient également préserver certains rôles de genre liés à l'idéologie confucianiste au sein des familles, dans l'espace privé (ISDS 2015, 21). En d'autres mots, les femmes devaient être « good at national tasks, good at household tasks » comme l'avance un slogan utilisé par l'État-parti dans les années 1960 et 1970 (Schuler et al. 2006, 386). Selon Pettus (2003), les États socialistes ont remplacé une forme de patriarcat par une autre, malgré leur engagement pour l'égalité de genre. Lan Anh Hoang (2020, 309) explique que l'État-parti cherche ainsi à atteindre ses objectifs : « the Communist Party seeks to reinforce its authority and legitimacy by constructing a gender regime that socializes women into the roles and identities that fit its ideological and political purposes ». D'après Werner (2009, 12), il s'agit d'atteindre des objectifs économiques et de maintenir une certaine stabilité sociale. À cet égard, le Vietnam n'est pas exceptionnel : « governance of gender-related policy problems is always entangled in competitions for defining cultural difference, national independence, imperialism and economic development, among other things » (Altan-Olcay 2022, 210). Comme vu dans le chapitre de revue de littérature, les régimes de genre étatiques exercent une influence déterminante dans l'adoption locale de la norme internationale d'égalité de genre (Savery 2007) et on peut imaginer que c'est aussi le cas dans la traduction du discours international sur l'approche femmes et villes.

Les objectifs poursuivis par l'État-parti ont évolué depuis le *đổi mới*. Avec les réformes, les objectifs de développement changent et le discours de genre étatique qui accompagne ces changements évolue lui aussi. Par exemple, en laissant de côté le système de coopérative, la famille est devenue une préoccupation pour le développement économique, car elle incarne à présent « the basic production unit » (Waibel et Glück 2013, 346). De plus, l'ouverture du pays

s'accompagne d'une « moral panic about capitalist individualism, materialism and corrupt Western values » (Lan Anh Hoang 2020, 298). Cette panique influence le régime de genre étatique qui prend alors une tournure nostalgique pour la famille traditionnelle présentée comme une valeur vietnamienne importante menacée par l'ouverture du pays (Kelly 2010, 72). Cette combinaison de facteurs politiques entraîne un recul selon Pettus (2003, 12) :

The state's desire to foster prosperous, self-sufficient and politically compliant households in the doi moi era has increased the cultural premium placed on women's « traditional » roles as nurturing mothers, devoted wives and skilled housekeepers, largely at the expense of the progressive ideals of the socialist years.

Dans ce contexte, l'État-parti s'appuie largement sur l'UFV pour que le régime de genre étatique soit incarné dans les pratiques quotidiennes de la vie privée (Kelly 2010, 121). L'UFV réoriente alors son travail pour se concentrer sur le rôle domestique des femmes et moins sur leur rôle public (Chiricosta 2010, 141), ce à quoi elle contribue en organisant notamment des concours pour les femmes où les critères de réussite sont liés aux succès des membres de leur famille (Schuler et al. 2006; Lan Anh Hoang 2020). Selon Werner (2009, 171), c'est une dynamique qui concorde tout à fait avec la raison d'être de l'UFV : il ne s'agit pas de modifier les rapports de pouvoir inégaux entre les hommes et les femmes, mais bien de servir le PCV. L'UFV a ainsi joué un rôle clé dans les efforts du PCV pour réinventer la féminité au cours des différentes périodes historiques récentes du Vietnam (Kelly 2010, 103).

Le régime de genre étatique a des impacts concrets dans la vie des femmes, qui internalisent en partie les valeurs qui y sont véhiculées (ISDS 2015, 12). Ce n'est pas seulement le cas pour les femmes membres de l'UFV qui bénéficient de leurs programmes. Selon l'étude de l'ISDS (2015,12), « traditional gender roles and stereotypes are widely prevalent among people across all social strata ». Pistor et Le Thi Quy (2014, 99) expliquent les effets de la persistance des rôles de genre traditionnels :

In Vietnamese society, strong gender stereotypes and gender-specific identifications influence the appropriateness of behaviour, appearance, and the forms of expressions between men and women of different ages. Examples of these stereotypes can be found in nearly all areas of everyday life.

Ces stéréotypes sont aussi en jeu pour les plus jeunes générations. Bien que les femmes des plus jeunes générations connaissent un plus grand éventail de libertés depuis l'ouverture du pays

et de la transition vers l'économie de marché (Drummond 2006, 248), elles sont tout de même sujettes aux mêmes pressions en termes de rôle de genre au sein de la famille. Ainsi, Lan Anh Hoang (2020, 308) explique que les femmes de la classe moyenne élargissent leur définition du rôle de mère pour qu'il incorpore à la fois le travail de reproduction et leur participation à des activités économiques, au lieu de rééquilibrer le partage du travail de reproduction au sein du couple. Les femmes demeurent donc aujourd'hui les « ministres de l'intérieur », expression utilisée pour illustrer à quel point les responsabilités domestiques reviennent aux femmes (Jamieson 1993, 27). L'influence de cette persistance des rôles traditionnels de genre sur la traduction locale du discours international sur l'approche femmes et villes est discutée au chapitre 7.

5.3.4 L'action collective

Comme le soulèvent Lacombe et al. (2011, 9), les spécificités locales en termes de mouvement féministe entrent également en jeu dans les reconfigurations locales de ce que les chercheuses nomment les « prescriptions internationales de genre ». De plus, comme l'a mis de l'avant le chapitre 3, les groupes de femmes ont joué un rôle clé dans l'avènement de l'approche femmes et villes. Il s'avère donc important de s'y intéresser pour comprendre comment le contexte vietnamien influe sur la traduction de l'approche.

Au Vietnam, où la société civile a très peu d'espace politique jusque dans les années 1990 et où l'UFV « still dominates the wider context of women's collective action and feminist activities in Vietnam » (Waibel et Glück 2013, 347), le mouvement féministe s'est développé selon des paramètres très particuliers qu'on peut appréhender en parlant d'une première et d'une deuxième vague féministe.

La première vague féministe au Vietnam est difficile à définir parce qu'elle ne peut pas être séparée des mouvements nationaliste et socialiste (Duong 2001). C'est à cette époque que l'idée d'égalité, telle que formulée pendant la Révolution française, circule chez l'élite vietnamienne et inspire des conversations à propos de l'*empowerment* des femmes (Chiricosta 2010, 27). Des groupes de femmes se forment et font des demandes en termes d'éducation et de droits de vote (Kelly 2010, 99). Il s'agit aussi d'un mouvement littéraire et de nombreuses publications sur les enjeux des femmes émergent (Scott et Truong Thi Kim Chuyen 2007, 244). Dans les années 1910 et 1920, les nationalistes vietnamiens débattent des conditions de vie des femmes dans une

perspective de modernisation culturelle. Cependant, face à la priorité de la lutte de classes, le sujet de l'émancipation des femmes s'efface rapidement (Pettus 2003, 7; Drummond et Rydstrom 2004, 2; Kelly 2010, 101).

À la fin des années 1980 et au début des années 1990, plusieurs centres de recherche sur les études des femmes ou de genre sont fondés (Tran Han Giang 2005, s.p.). Selon Duong (2001, 280), ce sont les signes d'un premier mouvement féministe qui serait indépendant du socialisme ou du nationalisme⁵⁷. Or, Pistor et Le Thi Quy (2014, 93) considèrent que c'était un mouvement fragile et que la véritable deuxième vague féministe émerge seulement au cours de la deuxième moitié des années 2010, pendant lesquelles on assiste à une multiplication des organisations de la société civile qui travaillent sur les droits des femmes et sur l'égalité de genre. Maintenant, « there are a lot of organisations who work on gender equality » d'après Oanh, une participante à la recherche elle-même directrice de l'une de ces organisations. Les OSCV interviennent en égalité de genre par une diversité d'activités. Parmi les activités des six OSCV genre rencontrées dans le cadre de cette thèse, plusieurs touchent à des sujets comme la santé reproductive des femmes, les droits des travailleuses, les stéréotypes de genre dans l'espace public, la diversité de genre, le suivi de l'implémentation de la CEDEF, les travailleuses du sexe, les violences faites aux femmes. Elles offrent des services aux femmes, mènent des campagnes de sensibilisation, font de la recherche, tiennent des activités de renforcement des capacités et de plaidoyer politique, etc. Pistor et Le Thi Quy (2014, 93) parlent des circonstances qui expliquent cette vague : « supported by the government's stronger commitment in these areas, this process has been driven by international directives, practical implementation of related policy, and numerous projects by the emerging civil society ». Auparavant, les quelques organisations qui travaillaient sur le dossier ne faisaient qu'écho aux programmes de l'UFV tandis que les nouvelles organisations sont plus militantes et mettent en place plusieurs projets locaux de qualité, d'après Pistor et Le Thi Quy (2014, 95).

Ces organisations font aussi du plaidoyer politique et ont contribué à des politiques publiques comme la *Law on Gender Equality*, en plus d'offrir des formations à des fonctionnaires (Le Quang Binh et al. 2016, 107). Les organisations de la société civile se rassemblent également dans des coalitions pour leur travail de plaidoyer. Les efforts des organisations de la société civile permettent également de mettre à l'agenda politique certains sujets : « CSOs [OSC] have been playing a catalytic role in advancing taboo topics such as domestic violence, human trafficking

⁵⁷ Néanmoins, Scott et Truong Thi Kim Chuyen (2007, 245) soulignent que les chercheurs et chercheuses qui travaillent sur les enjeux de genre n'adoptent pas nécessairement l'étiquette féministe ou une épistémologie féministe.

and LGBTI rights by overcoming the initial resistance of governmental agencies through independent research, persistent advocacy and international support » (Pistor et Le Thi Quy 2014:100). Le gouvernement s'intéresse et reconnaît le travail de ces organisations notamment en les invitant dans des comités avisés auprès de l'Assemblée nationale (Le Quang Binh et al. 2016, 107). C'est une reconnaissance qui est toutefois limitée. Ân (directrice, OSCV genre) déplore cette situation : « I always think it is limited because we lack of funding, government doesn't support funding for NGO like our institute ». Aux yeux d'Anh, une experte genre dans une organisation internationale, cela limite le travail des OSCV genre : « we also have the different NGOs, CSOs. They claim that they are working for women's rights or gender equality. But actually their capacities, they lack capacity and also they are also facing problems with finding the finance and human resources to implement their project ». Malgré ces conditions, « gender equality is one of the most vibrant, diverse and relatively successful areas of Vietnamese NGOs' work » (Le Quang Binh et al. 2016, 107). Il n'est donc pas étonnant que ces organisations soient également impliquées dans la traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam.

5.4 Les organisations internationales au Vietnam : des actrices du développement urbain et des actions en égalité de genre

Les actrices de premier plan dans la traduction du discours international sur l'approche femmes et villes au Vietnam sont les organisations internationales. Le chapitre de revue de littérature de cette thèse mettait aussi de l'avant le rôle important des organisations internationales qui œuvrent en développement dans la circulation des politiques urbaines (Vainer 2014; Tomlison et al. 2010; Chitti 2019) et dans la circulation de la norme internationale d'égalité de genre (Kenett et Lendvai 2014; Zwingell 2020; Kardam 2004). L'examen du discours international sur l'approche femmes et villes aux chapitres 3 et 4 a aussi montré le rôle important de passeur joué par ces organisations en termes de production et de diffusion des idées liées à l'approche. L'analyse du contexte vietnamien met également en exergue l'importance de leur rôle.

Les organisations internationales se sont multipliées au Vietnam à la suite des réformes du *đổi mới*, qui est aussi un moment d'ouverture du pays à l'international. Selon Spence (2021, 154), qui a étudié l'influence des organisations internationales sur le système de protection de l'enfance au Vietnam, l'aide internationale « ha[s] had an influence in Vietnam in encouraging engagement with global agencies and in incentivising policy and program development in certain areas ». Les organisations internationales ont en effet introduit au Vietnam de nouvelles idées à propos de la

société civile, de l'égalité de genre et des approches participatives en développement, d'après Salemink (2006, 102). C'est dans ce contexte que certaines organisations internationales sont des passeurs de l'approche femmes et villes au Vietnam.

Les organisations internationales travaillent sur plusieurs fronts :

Directly supporting policy research, establishing forums for debate of developmental issues with government counterparts, funding projects on administrative and legal reform and central level capacity building, and providing direct financial and sometimes indirect support for « indigenous » NGOs, primarily development service organizations working as contractors for particular development projects. (Fritzen 2003, 238)

Les organisations internationales sont encadrées de près par l'État vietnamien. Un cadre légal strict a été mis en place pour réglementer leurs activités (Bosold 2013, 15). Les organisations internationales doivent d'abord s'enregistrer auprès du People's Aid Coordination Committee (PACCOM) puis renouveler leurs permis régulièrement. Elles doivent aussi rapporter leurs progrès et les résultats de leurs projets au PACCOM (Anh Nguyen Thuc 2011, 14). Selon Morris-Jung (2017, 442), cet encadrement vise notamment à gérer les échanges entre les organisations internationales et les organisations vietnamiennes. En effet, les organisations internationales travaillent régulièrement avec les OSCV et avec les organisations de masse.

5.4.1 En développement urbain

Les organisations internationales d'aide au développement sont également des actrices impliquées dans le développement urbain au Vietnam. Le développement urbain est toujours mené par le secteur public, mais certaines activités sont déléguées à ces organisations (Nguyễn et al. 2004, 18). Ainsi, des agences d'aide bilatérales, multilatérales, des ONGI et des organismes de coopération intermunicipale sont parties prenantes de différentes interventions sur l'environnement urbain vietnamien. L'aide publique au développement offert par les donateurs est même « un des éléments moteurs du développement urbain dans les grandes villes vietnamiennes » (Nguyễn et al. 2004, 101). L'implication internationale dans le développement des villes vietnamiennes n'est pas un phénomène nouveau. Schwenkel (2014, 13) rappelle qu'on retrouve au Vietnam un « palimpseste » de formes urbaines qui découle notamment du transfert de design architecturaux et urbains des pays socialistes qui ont participé à la reconstruction du pays après la guerre avec les États-Unis.

Parmi les actrices et acteurs internationaux, certains sont plus particulièrement impliqués dans le financement de projets de développement urbain. Du côté des agences multilatérales, la BM et la BAD sont très présentes et on retrouve du côté des agences bilatérales l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et l'Agence française de développement (Geertman et Le Quynh Chi 2010, 29). Ces donateurs financent des infrastructures comme des projets d'autoroute, de ponts, d'aqueduc, de traitement des eaux usées et de transport en commun, mais également des études et des plans. Comme vu aux chapitres 3 et 4, la BM et la BAD sont des actrices importantes de la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes. C'est par ce type de projets que les deux IFI introduisent l'approche femmes et villes au Vietnam, en appliquant le *gender mainstreaming* à leurs projets urbains. Le chapitre suivant examine en détail ce rôle de passeur de l'approche femmes et villes joué par la BM et la BAD au Vietnam.

L'influence des deux IFI à ce sujet s'inscrit dans un contexte où les organisations internationales sont des vecteurs de circulation des politiques urbaines au Vietnam, comme avancé dans la littérature. Selon Franck et Goldblum (2012, 294), les interventions urbaines qui découlent de l'aide internationale « sont à l'origine de la promotion de principes et conceptions de l'aménagement urbain; [elles] contribuent ainsi également à la mise aux normes internationales des villes concernées ». Tandis que Cusset (2005), qui interroge les transferts de savoir-faire entre l'expertise étrangère et les professionnels et professionnelles de l'urbain au Vietnam, arrive pour sa part à la conclusion qu'« au Viêt-nam, la thèse du transfert de "modèles" par les consultants internationaux ne semble pouvoir être validée » (Cusset 2005, 234). Les propos de Nguyễn et al. (2004, 39) à cet égard peuvent expliquer en partie ce double constat. Nguyễn et al. (2004, 39) rapportent que les parties prenantes du gouvernement vietnamien considèrent l'aide publique au développement urbain comme une source de ressources financières et matérielles, alors que ce sont surtout les donateurs qui considèrent que ce sont aussi des occasions de transferts de connaissances techniques et d'expertises. Le partage de connaissances entre actrices et acteurs internationaux et vietnamiens peut toutefois être formalisé. Par exemple, le Forum Urbain Vietnamien, actif au début des années 2000, réunissait des agences multilatérales, bilatérales, des ONG internationales et locales, des agences gouvernementales, des villes et des entreprises privées. Le forum visait à « promote dialogue for sharing of experience and knowledge » entre toutes les parties prenantes locales et internationales du développement urbain (République Socialiste du Vietnam 2016, 66). Le forum a joué un rôle central dans les débats sur les politiques urbaines, d'après Geertman et Le Quynh Chi (2010, 31). En somme, il semble que même si les organisations internationales sont très actives dans le développement

urbain et qu'un transfert de connaissances est envisagé et planifié, la circulation de connaissances est importante sans être automatique. Nous verrons au chapitre suivant que c'est aussi le cas dans le cadre de la traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam.

5.4.2 En égalité de genre

L'apport des organisations internationales au dossier de l'égalité de genre au Vietnam est reconnu par plusieurs des personnes participantes à la recherche. C'est d'ailleurs une des contributions de la thèse, car la littérature sur le Vietnam fait pour l'instant très peu état de leur rôle à cet égard. Ce sont donc principalement mes données de recherches qui sont mobilisées dans cette sous-section.

Les organisations internationales sont pourtant nombreuses à travailler sur ces enjeux au Vietnam. On y retrouve des agences onusiennes (plus particulièrement ONU Femmes, le PNUD et l'UNFPA), des agences d'aide bilatérales (comme celle de l'Australie qui est très active sur cet enjeu au Vietnam) et multilatérales et de nombreuses ONGI. Le répertoire des ONGI présentes au Vietnam du *Vietnam Union of Friendship Organizations* recense 31 ONGI qui travaillent sur les « gender issues ». Parmi celles-ci : ONU Femmes, Plan International et ActionAid sont particulièrement actives dans la traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam.

Ces organisations internationales sont impliquées de diverses façons dans les actions en égalité de genre : des projets qui visent à améliorer directement les conditions de vie des femmes vietnamiennes dans certaines communautés, un appui dans la formulation des politiques publiques en égalité de genre ou dans l'intégration du genre dans d'autres politiques⁵⁸, un renforcement des capacités en statistiques genrées, un appui dans le suivi et l'évaluation de l'implémentation de la loi sur l'égalité de genre, etc. Bref, la contribution des organisations internationales découle d'une grande diversité d'activités.

Comme vu précédemment, le gouvernement vietnamien prend des engagements en égalité de genre en signant des cadres normatifs internationaux et en adoptant des lois et des politiques, mais il n'accorde pas les ressources nécessaires à la réalisation de ces engagements. Il s'agit là d'un des éléments qui expliquent que les organisations internationales se retrouvent à remplir l'écart qui subsiste entre les politiques publiques adoptées et leur réelle mise en œuvre. La grande

⁵⁸ Par exemple, au moment de la collecte de données au Vietnam en 2018, des consultations avaient lieu sur la révision de la loi sur le droit du travail. J'ai assisté à deux conférences où des organisations internationales étaient invitées à parler d'une meilleure intégration des enjeux de genre dans cette loi.

contribution des organisations internationales aux actions en égalité de genre découle de ces dynamiques.

D'une part, le gouvernement vietnamien cherche activement à ce que la communauté internationale les appuie financièrement dans la réalisation de ses engagements, comme l'explique Tiên (coordonnatrice de programme, OI) : « they [the government] want to mobilize money from the development partners and from the private sector, not from their own pocket. [...] they want to bring the money from the outside to the country, not inside ». Même que selon une autre participante, le gouvernement est d'abord intéressé par l'argent. C'est ce que pense Thuy, directrice d'une OSCV genre, qui explique que le département d'égalité de genre au MoLISA n'a pas l'expertise pour faire de la recherche, mais qu'il le fait quand même parce qu'« international organisations come to them with the money so they do it. That's why policies don't have influence ». Le gouvernement vietnamien exprime publiquement et régulièrement vouloir les ressources de la communauté internationale. Par exemple, c'est ce qui est directement écrit dans le *National Thematic Project for Gender-Based Violence Prevention and Response 2016-2020*, dont le texte stipule qu'il faut « strengthening international cooperation in order to mobilize resources ».

D'autre part, bien que le travail des OSCV genre soit reconnu par le gouvernement, celui-ci les soutient tout de même peu. Dans ce contexte, l'appui des organisations internationales peut être bienvenu. Oanh (directrice, OSCV genre) mentionne par exemple la BM, la BAD, et l'ASEAN comme sources de financement pour son organisation, tandis qu'Ân (directrice, OSCV genre) salue en général l'appui des agences d'aide bilatérales qui « support many NGOs, many projects, very good ». Pour sa part Maiï, qui est directrice adjointe dans une OSCV travaillant sur les enjeux de genre, se montre enthousiaste en entrevue lorsqu'elle explique que les organisations internationales et les OSCV sont à son avis complémentaires :

All the international organizations can take the role as technical advisors for the projects, for all the projects. They provide the international consultancy, they provide the technical for the process and the CSO in Vietnam is implementing agency because it's based on the policy of Vietnam. But I think that this is very good, because it depends on the cooperation between the international organizations and the CSO.

Par contre, une des critiques qui est faite à l'égard de ces dernières est qu'elles se focalisent trop sur le gouvernement depuis quelques années. C'est une remarque que fait notamment Ân (directrice, OSCV genre), qui déplore que les organisations internationales appuient seulement le *Department of Gender Equality* et non les OSCV comme la sienne. Cette critique est également

faite par la directrice d'une autre OSCV genre, Thuy : « in the past international organizations came to us. But now international organizations are less interested in academic research, more interested to work directly with ministries, so they can influence policy ». Chung (coordonnateur de programme, OSCV genre) critique fortement cette dynamique. À ses yeux, le rapprochement entre les organisations internationales et le gouvernement se fait au détriment des OSCV dans un contexte où l'espace politique dont jouissent ces dernières n'est pas assuré : « I think there's one like role that UN agencies or INGO they should be helping to strengthen the CSO in Vietnam. Because for CSOs in Vietnam the space has been restricted a lot. I think the government is trying to you know, like, make it difficult for us to run ».

Or, l'apport des organisations internationales est aussi vu d'un bon œil. Une participante qui travaille au gouvernement central souligne ainsi leur contribution : « through international cooperation, Vietnam gets supports in terms of technical and money to deploy activities. In general, international organizations bring many advantages in promoting gender equality in Vietnam » (Thanh, directrice adjointe, État vietnamien). Pour Ân, directrice d'une OSCV genre, les organisations internationales « contribute very much. They do big work in Vietnam for changing society ». Une autre participante, Vân (spécialiste genre, OI), souligne pour sa part que « with support from international actors we change faster ». Pour illustrer cette idée, elle ajoute : « I think that the fact that in Vietnam had this law on gender equality, the law on the prevention on domestic violence had much do with the donor support ». D'autres personnes participantes soulignent que l'apport des organisations internationales inclut l'introduction au Vietnam de nouvelles idées liées à l'égalité de genre. C'est notamment le cas d'Anh (spécialiste genre, OI) qui considère que :

When we talk about the women economic empowerment, women political participation and different things, yeah sure, it's linked to the gender equality work in Vietnam. And it also comes from the donors because the donors also bring the new approach into Vietnam and also when they discuss with the receiving and receiving organizations to implement it.

Parmi ces nouvelles approches introduites par les organisations internationales, on retrouve aussi l'approche femmes et villes, comme le détaille le chapitre 6.

5.4.3 Des dynamiques en évolution

Ces dynamiques sont appelées à évoluer en fonction des changements qui s'opèrent dans les rapports entre le gouvernement vietnamien et les organisations internationales. Au niveau des organisations internationales, on remarque que l'espace politique qui leur est accordé par le

gouvernement vietnamien est en transformation. À cet égard, les Nations Unies au Vietnam notent un « shrinking civil society space as reported by development partners, CSOs, and UN agencies » (ONU Vietnam 2017, 59) ce qui constitue un défi dans l'implémentation de leur plan stratégique 2017-2021. Pour AAV, cet enjeu prend la forme suivante : « ActionAid and its partners have witnessed the space for programme implementation and policy advocacy in-country shrinking recently » (AAV 2018, 38). AAV explique alors qu'ils ont de la difficulté à recevoir les autorisations nécessaires pour l'organisation de rencontres et d'évènements, ce qui ralentit la mise en œuvre des projets quand ceux-ci ne sont pas simplement suspendus. Pour sa part, PIV considère que c'est un enjeu continu : « civil society activity and operating space are very limited in Vietnam and will likely remain very constrained for the foreseeable future » (PIV 2017, 4).

Les rapports entre les organisations internationales, les OSCV et le gouvernement vietnamien vont également évoluer en fonction de la disponibilité des financements accordés par les donateurs, car l'ascension du Vietnam au statut de pays à revenu moyen en 2010 a eu plusieurs effets sur cette disponibilité. L'ONU au Vietnam relate les conséquences sur l'aide au développement accordé au Vietnam : « this has recently contributed to a rapid decline in grant Official Development Assistance (ODA), as several development partners have significantly reduced and/or ended their concessional grant-based development assistance » (ONU Vietnam 2017, 8). PIV explique que les donateurs, en plus de diminuer leur financement, ont changé leurs priorités : « it is clear that donors remaining in Vietnam are giving priority to local Vietnamese NGOs » (PIV 2017, 2). On peut aussi imaginer que la pandémie de Covid-19 a eu un effet sur les priorités des donateurs. Ces changements impactent la capacité des ONGI comme PIV et AAV à trouver des ressources financières. Même l'ONU au Vietnam « has had to cope with a decline in the core/regular budget in 2017 » (ONU Vietnam 2017, 59). AAV dresse d'ailleurs un constat alarmant de la situation : « the funding available for international NGO work is decreasing so significantly in Vietnam that it may be non-existent in 2023 » (AAV 2018, 39).

En somme, les changements sur le plan de l'espace politique et de l'aide au développement transforment les rapports entre les organisations internationales, les OSCV et le gouvernement du Vietnam et, par le fait même, ils transforment aussi la manière dont l'approche femmes et villes pourra prendre forme au Vietnam à l'avenir.

Conclusion du chapitre

Ce chapitre sur le contexte vietnamien visait à présenter les éléments importants du contexte social et politique vietnamien qui peuvent influencer la traduction du discours international sur l'approche femmes et villes au Vietnam. Ces éléments ont été présentés en quatre temps. Le premier a été consacré au fonctionnement de l'État vietnamien et à ses rapports avec la société, le deuxième, à la manière dont on intervient sur les villes, le troisième temps concerne la prise en charge de l'égalité de genre et le quatrième, la manière dont les organisations internationales interviennent sur ces questions au Vietnam.

L'examen de ces quatre dimensions du contexte vietnamien a permis de mettre en exergue les actrices et acteurs importants ainsi que les forces qui peuvent avoir un effet sur les processus de traduction de l'approche. Parmi celles-ci, il y a le fait que l'État fonctionne de manière particulièrement centralisée dans un système où la prise de décisions est concentrée dans les plus hauts niveaux territoriaux-administratifs et où le rôle des niveaux inférieurs est généralement limité à leur mise en œuvre. Ce système entraîne un certain nombre d'enjeux en termes de coordination de l'action publique, qui a tendance à se faire en silo. Ce système n'est toutefois pas rigide : il y a de l'espace pour de l'expérimentation de la part des différents paliers de gouvernement et tous les organes de l'État ne forment pas un ensemble monolithique; ils peuvent se laisser influencer par des organisations non étatiques. C'est notamment le cas des OSCV qui se considèrent comme des partenaires de l'État et qui sont dans un rapport d'influence mutuelle avec celui-ci (Hannah 2009). Ces organisations sont toutefois plus indépendantes de l'État que les organisations de masse comme l'UFV, qui sont de véritables instruments de l'État-parti. D'autres forces importantes concernent la manière dont les villes sont planifiées au Vietnam. Après des années d'anti-urbanisation, une transition rapide et féminine se déploie depuis les réformes du *đổi mới*. L'arrivée de cette population migrante, et plus particulièrement dans les plus grandes villes, pose un certain nombre de défis pour les autorités qui souhaitent que les villes vietnamiennes soient « modernes » et « civilisées ». Cet enjeu est exacerbé par le système vietnamien de planification urbaine qui, comme discuté, est axé sur l'aménagement physique des milieux urbains et est peu efficace. Du côté de la prise en charge de l'égalité de genre, on note que le Vietnam a des cadres juridique, politique et institutionnel bien développés et que le PCV affiche une volonté en la matière. Toutefois, cette prise en charge est minée par le manque de ressources allouées. De plus, une vision traditionnelle des rôles de genre persiste et limite les progrès pour les conditions de vie des femmes. Cette vision traditionnelle est notamment reproduite par l'UFV, à qui on impute de grandes responsabilités en matière d'égalité de genre, mais dont l'influence politique et les ressources sont limitées. Les OSCV sont nombreuses à

travailler sur la question. Elles travaillent de près avec le gouvernement vietnamien, qui reconnaît leur travail, mais les soutient peu. Un dernier élément important du contexte local concerne la présence des organisations internationales qui sont des actrices importantes en matière de développement urbain et d'égalité de genre. Dans les deux cas, elles sont aussi actives à partager avec leurs partenaires vietnamiens de nouvelles idées et approches.

Enfin, la présentation de ce contexte a aussi laissé entrevoir certaines disjonctions entre le discours international sur l'approche femmes et villes et les réalités vietnamiennes. Parmi les disjonctions principales, il y a le fait que les secteurs du gouvernement travaillent en silo, notamment ceux qui sont responsables de la planification urbaine et ceux responsables du développement social, tandis que l'approche femmes et villes cherche essentiellement à intégrer le social et le spatial. Cette situation laisse deviner que les préoccupations sociales au cœur de l'approche femmes et villes ont plus de chance d'avoir des échos auprès des actrices et acteurs, nombreux et aussi présents à l'échelle locale, qui œuvrent dans le secteur de l'égalité de genre. De plus, le discours international met beaucoup de l'avant le rôle des gouvernements locaux dans l'application de l'approche, mais au Vietnam, ceux-ci sont principalement des exécutants, bien qu'ils aient de l'espace pour l'expérimentation, et ce dans un contexte où le gouvernement consacre peu de ressources en égalité de genre tant à l'échelle nationale que locale.

CHAPITRE 6 : TRADUIRE L'APPROCHE FEMMES ET VILLES AU VIETNAM

L'objectif de ce chapitre est d'analyser comment l'approche femmes et villes prend forme au Vietnam. Pour ce faire, le chapitre examine comment certaines actrices et acteurs clés du discours international sur l'approche femmes et villes, soit des IFI, des ONGI et ONU Femmes, exercent leur rôle de passeur de l'approche dans ce pays. Le chapitre s'attarde donc sur les processus de traduction auxquels ces passeurs participent dans le contexte vietnamien. Le chapitre s'intéresse également au rôle des ODD, un cadre normatif important du discours international sur l'approche femmes et villes, dans la traduction de cette approche au Vietnam.

Dans l'optique de documenter ce à quoi ressemble l'approche femmes et villes une fois qu'elle prend forme au Vietnam, le chapitre analyse d'abord la manière dont les IFI, principalement la BM et la BAD, intègrent le *gender mainstreaming* à leurs projets urbains. Puis, ce sont les trois programmes « ville sûre » mis en œuvre par ActionAid, Plan International et ONU Femmes qui sont examinés, avant que l'application des ODD au Vietnam soit étudiée. Ces trois cas de figure montrent que dans le passage entre l'échelle internationale et l'échelle du Vietnam, la traduction de l'approche femmes et villes est en fait un ensemble de microprocessus de création de sens (Engberg-Perdersen 2020, 18).

6.1 L'application du *gender mainstreaming* dans les projets urbains financés par les IFI

6.1.1 Une application encadrée, mais variable du *gender mainstreaming*

Depuis le tournant *gender mainstreaming* dans le discours international sur l'approche femmes et villes à la fin des années 1990, les IFI sont devenues des actrices importantes de la circulation de cette approche. Comme le présentait le chapitre 4, c'est à travers les projets urbains qu'elles financent et auxquelles elles appliquent le *gender mainstreaming* que ces IFI jouent leur rôle de passeurs. C'est notamment le cas au Vietnam, où elles sont très présentes dans le secteur du développement urbain. Les résultats de recherche donnent à voir plusieurs actions (détaillées dans la section 6.1.3) découlant des projets urbains des IFI, qui s'inscrivent directement dans l'approche femmes et villes. Parmi les grandes IFI, c'est plus particulièrement la BM et la BAD qui

sont très actives sur ce sujet au Vietnam. Une des participantes à la recherche, Tiên, qui travaille pour une grande organisation internationale au Vietnam, confirme leur rôle important en la matière : « urban planning much depends on the ODA [aide officielle au développement], funding and loans from different banks. For example, in Vietnam, World Bank [BM] and ADB [BAD] Bank really care about gender responsive and gender needs in urban planning, in any project they propose for the loans ».

Cette influence sur le développement urbain s'inscrit dans un contexte plus large où « the World Bank, and regional development banks have all identified infrastructure as a core site of development assistance in the coming years » (Ferguson et Harman 2015, 653). Ferguson et Harman (2015, 653) précisent que dans le cas de la BM, cette orientation s'accompagne de l'idée que les infrastructures sont des vecteurs importants de transformation sociale. Cette focale sociale prend place dans un contexte où le *gender mainstreaming* est reconnu comme la meilleure stratégie pour atteindre des objectifs d'égalité de genre dans l'action en développement international (Brière et Auclair 2020, 501). C'est dans cette perspective qu'on retrouve au Vietnam des projets urbains financés par des IFI (infrastructures de base, transport collectif, services publics, etc.) et qui intègrent le *gender mainstreaming*. À cet égard, Tao, l'ancien directeur d'une OSCV qui travaille sur les enjeux urbains, rapporte sur un ton qui suggère une évidence que « when we work with big donors, gender is always in their project ». Aux yeux de Vân, une spécialiste genre dans une IFI, c'est le type de secteurs où intervient son IFI qui explique justement l'influence de ces organisations : « [we have] lots of sectors, metro project, we have water, we have urban and those are big opportunity to influence *gender mainstreaming* ». Cette influence que peuvent avoir les IFI en termes d'intégration des enjeux de genre découle directement de leur pouvoir économique selon Jade, directrice d'une organisation internationale : « it's interesting because they control a lot of resources. So I think that they have a lot of potential influence. [...] I think that the banks can insist on that, that they won't give up money until these things are nuanced ». Par exemple, la BM est le deuxième fournisseur d'aide officielle au développement au Vietnam, après le Japon (Engel 2010, 64). C'est ce qui donne aux IFI une capacité d'influence considérable.

L'examen de l'application du *gender mainstreaming* dans les projets urbains financés par les IFI au Vietnam met en lumière les propos de Engberg-Pedersen (2020) à propos de la traduction. Pour lui, « the concept of translation acknowledges how such processes take place in and are shaped by institutional and organisational contexts and cannot be understood outside of them » (Engberg-Pedersen 2020, 18). L'analyse présentée dans cette section à propos des IFI montre

combien leur rôle de passeur de l'approche femmes et villes est façonné par leur contexte organisationnel.

Premièrement, les pratiques femmes et villes retrouvées dans le cadre de leurs projets urbains se réalisent dans un cadre très régi. Les IFI ont mis en place des politiques et des stratégies afin d'orienter l'application du *gender mainstreaming*. Chaque IFI détaille dans ces politiques les secteurs prioritaires en termes d'égalité de genre sur lesquels elle veut se concentrer dans ses opérations. Par exemple, une des cinq priorités de la BAD porte sur « women's time poverty and drudgery reduced » (BAD 2019, III) tandis qu'une des quatre priorités de la BM porte sur « enhancing women's voice and agency and engaging men and boys » (BM 2016, 1). Les IFI déclinent ces politiques et stratégies en différents plans d'action régionaux et/ou nationaux. Les priorités établies dans ces plans d'action sont alors plus spécifiques au contexte de chacun des territoires où les IFI interviennent. Dans l'ensemble, toutes les IFI ont une approche semblable dans l'intégration transversale des enjeux d'égalité de genre : « all institutions seek to strike a balance between recording the integration of gender equality into the design of most or all projects and a more strategic approach that would monitor whether key outcomes have been defined and are being achieved » (BM 2016, 24).

Cependant, toutes les IFI n'appliquent pas le *gender mainstreaming* de la même façon ni dans les mêmes proportions (Moser et Moser 2005). Comme l'expliquent Ferguson et Harman (2015, 660), si le *gender mainstreaming* est maintenant intégré aux projets d'infrastructure, cette intégration a été « somewhat sporadic ». Par exemple, la BM reconnaît dans le bilan qu'elle fait de ses opérations au Vietnam que « the quality of gender mainstreaming varies » (BM 2017, 81). C'est un constat aussi partagé par des personnes participantes à la recherche qui travaillent dans différentes organisations internationales :

World Bank has a lot of study on gender mainstreaming but ADB really care about gender equality. World Bank care about the analysis but not in the implementation. (Lê, spécialiste genre, OI)

But I know that the other donors they are not, so far, they may support this but then they are not really strong in terms of mainstreaming gender. As far as I know. For example, World Bank in Vietnam they ask for conducting gender analysis and for that they consider it as gender mainstreaming. But they don't have that much like a gender action plan. (Vân, spécialiste genre, OI)

Cette variation est à aborder au regard de l'évolution à travers le temps de l'intégration transversale des enjeux de genre dans les projets urbains des IFI. Cette intégration se réalise de façon progressive. Liêm, un spécialiste genre dans une IFI, a pris le temps en entrevue de relater toute cette évolution au sein de l'IFI où il travaille. Il rapporte d'abord une application très limitée : « for a long time [IFI] had the same ideology. That they talk about gender mainstreaming it means that when you do anything good for women, that operation is considered gender mainstreamed ». Depuis, l'application du *gender mainstreaming* s'est renforcée progressivement au sein de cette IFI selon Liêm. Au départ, si la dimension du genre était au moins considérée lors d'une des trois étapes du cycle de projet (conception, mise en œuvre et suivi et évaluation), le projet était considéré « gender informed ». Aux yeux de ce spécialiste, il était « very easy » de répondre à cette exigence. Il explique qu'il suffisait, par exemple, de rapporter dans l'analyse qu'il y a un écart en éducation entre les garçons et les filles. Par la suite, il a été exigé que les enjeux de genre soient considérés à chacune des étapes du cycle de projet, mais il n'était pas nécessaire qu'il y ait un lien logique entre les dimensions de genre de chacune des étapes. Enfin, c'est seulement depuis 2016 que cette IFI exige qu'il y ait un lien logique entre les dimensions de genre qui sont intégrées dans la conception, dans la mise en œuvre et dans le suivi et l'évaluation. L'objectif est à présent de « contribute to close gender gaps in a substantive manner » comme l'explique le participant. À ses yeux, l'application du *gender mainstreaming* est alors devenue « really challenging ». Les propos de Liêm, et tout le temps qu'il a mis à relater cette évolution, illustrent une des critiques soulevées par la recherche à propos du *gender mainstreaming*. Selon cette critique, les efforts en termes d'application du *gender mainstreaming* ont surtout été concentrés sur la mise en place de stratégies et de procédures organisationnelles (Milward, Mukhopadhyay et Wong 2015). Ces procédures sont de plusieurs ordres, comme le détaille la section suivante.

6.1.2 Le *gender mainstreaming* dans le cycle de projet : une traduction technocratique

Les organisations qui œuvrent en développement international sont régulièrement considérées comme fonctionnant de façon technocratique (Sondarjee 2021). C'est aussi le cas par rapport à l'approche femmes et villes. Dans leur application du *gender mainstreaming* dans les projets urbains qu'elles financent, les IFI traduisent l'approche par des mécanismes technocratiques. En effet, cette application se fait à travers ce que Jones (2018, 176) nomme des « technologies of gender mainstreaming » qui prennent la forme d'une série de procédures dans lesquelles l'accent est mis sur les indicateurs. Selon Brière et Auclair (2020, 506), dans la mesure où les projets en

développement international reposent en partie sur une vision traditionnelle de la gestion de projet, on y retrouve la même focale sur les plans et les outils.

D'après Sondarjee (2021), qui étudie plus précisément la BM, les équipes de cette IFI traduisent des notions à l'origine radicales, comme l'*empowerment*, dans des mécanismes technocratiques. Dans le cas du *gender mainstreaming*, les actrices et acteurs principaux de cette traduction sont les spécialistes genre. Pour appuyer l'application des politiques, des stratégies et des plans d'action sur le *gender mainstreaming* dans chaque pays où elles œuvrent, les équipes locales des IFI⁵⁹ comprennent souvent un ou une de ces spécialistes genre. Kunz et Prügl (2019, 2) définissent ainsi le rôle :

Employed by governments, international organizations, non-governmental organisations (NGOs) and businesses, gender experts work to change organizational practices and insert gender considerations into various issue areas and policies. In addition to generating new knowledge, they implement gender mainstreaming, offer specialized training, spread gender equality considerations throughout organizational structures, and seek to bring about social change through the implementation of gender-sensitive projects.

C'est en remplissant ce rôle que les spécialistes genre sont des passeurs de premier plan dans la production, réception et diffusion de l'approche femmes et villes.

Selon Kunz et Prügl (2019, 2), un des succès importants du mouvement féministe du XX^e siècle est le « development of specialized knowledge about gender relations and the packaging of this knowledge as expertise ». Cette expertise est demandée pour différentes organisations dans lesquelles les spécialistes genre considèrent occuper une position complexe où « they [are] on the inside, but not *insiders* » selon Altan-Olcay (2020, 8, italiques d'origine), qui a interviewé quarante spécialistes genre de différentes institutions en développement international. Les spécialistes rencontrés par Altan-Olcay proviennent de différents horizons : presque la moitié ont déjà travaillé au sein d'organisations féministes et 38 % possèdent des doctorats et proviennent du monde universitaire. Les recherches d'Altan-Olcay (2020) montrent en outre que ces spécialistes genre sont souvent d'accord avec les critiques qui leur sont adressées. Certaines critiques à leur égard soulignent que leur travail participe à dépolitiser les idées féministes par leurs mécanismes technocratiques (Kunz et Prügl 2019, 4). Ferguson (2015), chercheuse et elle-même spécialiste genre, indique que ces spécialistes sont conscients des compromis politiques

⁵⁹ Le travail opérationnel est transféré vers des bureaux de pays depuis le début des années 2000 (Jones 2018, 178).

nécessaires dans leur travail au quotidien. D'après Altan-Olcay (2020), les spécialistes genre poursuivent ce travail parce qu'ils et elles croient que des changements incrémentaux sont possibles.

Les spécialistes genre sont très sollicités en raison de l'application croissante du *gender mainstreaming*. Elles font office de points de référence sur les enjeux d'égalité de genre et sont généralement les seules personnes qui remplissent le rôle de « gender focal point » au sein du bureau local, d'après Anh, spécialiste genre dans une organisation internationale au Vietnam. Vân, qui occupe la même fonction, rapporte que dans le cas de l'IFI où elle travaille, elle est responsable d'appuyer l'application du *gender mainstreaming* dans 42 de la soixantaine de projets en cours. Vân soutient qu'elle est débordée, mais qu'elle est au moins appuyée par deux spécialistes genre consultantes qui travaillent à temps plein. Une participante qui exerce ce rôle de consultante, Lê, explique qu'elle est engagée pour travailler à chacune des étapes de l'application du *gender mainstreaming* dans les projets.

Selon les spécialistes genre rencontrés, leur fonction principale consiste à appuyer les équipes de projet. Une spécialiste genre au sein d'une IFI précise que « [her] responsibility is to support the different programs to do the gender mainstreaming in the project and the program by providing technical input » (Anh, spécialiste genre, OI). Leur spécialité en genre est donc considérée comme une expertise technique. Dans le même ordre d'idée, Liêm, spécialiste genre d'une autre IFI, affirme : « I just help to provide technical support ». Ce spécialiste genre a d'ailleurs une conception de l'égalité de genre qui est elle-même très technique : « when you talk about promoting gender equality, it means that you need to make effort to close the gender gaps. And in order to close the gender gap, first you need to identify what are the country gender gaps and how you contribute to that ». Lê (spécialiste genre, OI) utilise également l'expression de « gender gap » pour discuter des enjeux d'égalité de genre au Vietnam. Le langage technocratique teinte donc leur façon de considérer l'égalité de genre et illustre l'argument d'une certaine dépolitisation du concept de genre (Verschuur 2009; Cornwall 2007).

Le côté technocratique apparaît également dans les tâches que les spécialistes genre doivent accomplir. Ils et elles doivent appliquer toute une série de procédures afin de s'assurer d'intégrer de manière transversale les enjeux de genre au sein de chacune des étapes du cycle de projet. Ce sont entre autres ces procédures qui mènent à des pratiques femmes et villes au Vietnam.

Le cycle de projets est découpé ici en trois grandes étapes : conception, mise en œuvre et suivi et évaluation⁶⁰. L'étape de la mise en œuvre des projets financés par les IFI revient aux partenaires gouvernementaux qui ont souscrit aux financements des IFI, c'est donc principalement aux étapes de la conception et du suivi et évaluation que les spécialistes genre exercent leur fonction de passeur. À partir des entretiens avec les spécialistes genre de trois IFI qui œuvrent au Vietnam, le tableau 6.1 présente les différentes procédures d'application du *gender mainstreaming* dans le cycle de projet. Les procédures de différentes IFI ont été réunies afin de donner à voir l'ensemble des procédures qui existent en termes de *gender mainstreaming*.

Tableau 6.1 : Principales procédures d'application du *gender mainstreaming* dans les étapes de conception et de suivi et évaluation des cycles des projets urbains des IFI au Vietnam

		Procédures
Étapes du cycle de projet	Conception	<ul style="list-style-type: none"> - Au début de la conception du projet, les spécialistes genre contribuent au document de réflexion (<i>concept paper</i>) préparé par l'équipe de projet pour identifier les potentiels enjeux de genre. - Si le projet est évalué comme ayant un potentiel de <i>gender mainstreaming</i>, une ou un spécialiste genre est inclus dans l'équipe de projet. - Le ou la spécialiste genre réalise une analyse de genre qui présente les enjeux d'égalité de genre et les écarts hommes/femmes liés au projet. - Des données genrées sont récoltées et incluses dans les données de référence (<i>baseline data</i>) du projet. - Le ou la spécialiste genre prépare un plan d'action genre qui identifie les cibles et les activités qui traitent des enjeux d'égalité de genre. - Des indicateurs genrés sont inclus dans le document du cadre de résultats du projet. - Au moment de l'approbation du projet, les analyses de genre sont nécessaires et un examen de la qualité du <i>gender mainstreaming</i> est réalisé.

⁶⁰ Ces trois grandes étapes ont été retenues dans l'objectif de simplifier la compréhension du cycle de projet, mais en général les principales IFI découpent le cycle de projet en quatre étapes ou plus. Par exemple, à la BM, le cycle de projet comprend cinq étapes : 1) identification; 2) préparation; 3) examen; 4) négociation et approbation; 5) réalisation et évaluation. À la BAD, le cycle est également en cinq étapes : 1) stratégie régionale/nationale; 2) préparation; 3) approbation; 4) implémentation; 5) achèvement et évaluation. Il y a quatre étapes à la BID, sept à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et neuf à la Banque africaine de développement.

Suivi et évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Le ou la spécialiste genre fait le suivi de la réalisation des activités du plan d'action genre. Si le pourcentage de réalisation des activités genre est trop bas, le ou la spécialiste genre offre plus de soutien au projet. - Au moment de la révision à mi-parcours, les cibles liées au <i>gender mainstreaming</i> sont revues et ajustées si elles ne sont pas réalistes. Les changements doivent être justifiés. - Lors de l'évaluation de projet, les indicateurs genrés sont examinés. - Dans le document de clôture de projet, l'implémentation du <i>gender mainstreaming</i> est examinée et des leçons sont tirées.
----------------------------	---

Source : autrice, à partir des entretiens avec Vãn, Ân et Liêm

Comme l'illustrent ces procédures, les indicateurs sont les instruments privilégiés pour s'assurer de l'intégration transversale des enjeux de genre tout au long du cycle de projet. Par exemple, à la BM, les indicateurs jouent un rôle clé dans l'application du *gender mainstreaming* dans le projet de métro à HCMV :

Integrating Women's Mobility Needs: the Ho Chi Min City Metro Project. A gender analysis was conducted at the design stage, leading to gender action plans and relevant M&E [suivi et évaluation] indicators. [...] Through monitoring indicators, the project team was constantly revisiting and analyzing the intervention, adjusting the intervention approach as needed. (BM 2019, 31)

La figure 6.1, qui présente la « gender result chain » du projet *Dynamic City Integrated Development Project* de la BM au Vietnam, illustre également l'importance accordée aux indicateurs chiffrés. En effet, ceux-ci sont utilisés pour démontrer le passage entre des écarts de genre documentés à des interventions qui impactent positivement les conditions de vie des femmes.

Cet élément a dû être retiré en raison de restrictions liées au droit d'auteur.

Figure 6.1 : « Gender result chain » du projet Dynamic City Integrated Development de la BM

Source : BM 2019, 44

Les indicateurs occupent donc une place centrale dans l'application du *gender mainstreaming*. Selon Jaquette (2017), ce sont les exigences bureaucratiques qui font en sorte que les agences de développement collectent des données pour mesurer l'égalité de genre. À cet égard, Razavi (2019, 151) parle d'un « measurement imperative » qui est, d'après elle, difficile à réaliser puisque mesurer un phénomène qui est autant intrinsèquement lié au contexte est très complexe. C'est un aspect des indicateurs que Liêm (spécialiste genre, OI) souligne aussi : « it's a headache to identify the indicators ». Il explique qu'un bon indicateur doit permettre de suivre les impacts qui découlent du projet, mais cet indicateur doit être mesurable pendant la durée du projet. Il utilise donc des indicateurs qui sont des « proxy » dans le sens où ils se rapprochent le plus possible des impacts désirés. La recherche d'indicateur à tout prix illustre cette idée du « measurement imperative ». Cet impératif s'inscrit dans ce que Ferguson (1994) nomme la « antipolitics machine » du développement international. Selon lui, cette machine fonctionne en « insistently reposing political questions of land, resources, jobs, or wages as technical “problems” responsive to the technical “development” intervention » (Ferguson 1994, 270) ». Ainsi, un enjeu politique comme l'égalité de genre est problématisé comme un enjeu technique pour justifier les interventions des agences de développement (Li 2011, 112).

6.1.3 Les pratiques femmes et villes dans les projets urbains

L'application du *gender mainstreaming* dans les projets urbains des IFI au Vietnam donne lieu à plusieurs pratiques qui font directement écho au discours international sur l'approche femmes et villes. En effet, les pratiques des IFI correspondent largement aux mesures préconisées dans ce discours et qui ont été présentées au chapitre 3. À partir de l'analyse de quatre projets urbains financés par la BM et la BAD au Vietnam (voir tableau 6.2), il est possible de faire le portrait des types de pratiques femmes et villes qui découlent de ces projets. L'étude de ces projets ne permet pas de faire un recensement exhaustif des pratiques femmes et villes, mais en raison de la diversité de leur champ d'intervention, ils offrent un aperçu de l'éventail de ces pratiques.

Tableau 6.2 : Quatre projets urbains financés par des IFI au Vietnam qui incluent des pratiques femmes et villes

IFI	Nom du projet	Objectifs	Financement	Période
Banque asiatique de développement	Ho Chi Minh City Urban Mass Rapid Transit (MRT) Line 2 Investment Program	Développer deux lignes de transport en commun rapide	540 millions de dollars américains	2010 - 2021
	Central Region Urban Environmental Improvement Project (CRUEIP)	Améliorer les conditions urbaines et environnementales dans six villes.	44 millions de dollars américains	2003 - 2012
Banque mondiale	Da Nang Sustainable City Development Project	Étendre l'accès à des services améliorés de drainage, de collecte et de traitement des eaux usées, de réseau routier et de transports publics dans certaines zones de Da Nang.	272 millions de dollars américains	2013 - 2021
	Ho Chi Minh City Development Policy Operation	Améliorer les informations spatiales pour la gestion urbaine, la gestion des actifs et passifs publics et les services municipaux prioritaires.	125 millions de dollars américains	2019 - 2020

Sources : BAD 2013c; BM 2010a; BM 2019; www.adb.org; www.worldbank.org

Pour le projet de la BAD nommé *Ho Chi Minh City Urban Mass Rapid Transit (MRT) Line 2 Investment Program*, le gouvernement vietnamien a emprunté 540 millions de dollars américains pour développer deux lignes de transport rapide dans la plus grande ville du Vietnam. Le plan d'action genre touche à toutes les composantes du projet. Au moment de la collecte de données, le projet, dont la mise en œuvre est sous la responsabilité du Comité populaire de HCMV, était toujours en cours.

Le projet *Central Region Urban Environmental Improvement Project (CRUEIP)* de la BAD est plus ancien. Ce projet vise à construire des infrastructures de base (collecte et traitement des eaux usées et gestions des déchets) dans six villes du centre du Vietnam (Thanh Hoa, Ha Tinh, Dong Ha, Lang Co, Tam Ky et Quang Ngai). Le projet vise aussi à renfoncer les capacités des diverses parties prenantes en matière de gestion des eaux usées et des déchets. C'est sur cette

composante du projet que le plan d'action genre se concentre. Sa mise en œuvre était sous la responsabilité du Comité populaire des provinces dans lesquelles se situent ces villes.

Le projet *Da Nang Sustainable City Development Project* de la BM vise à améliorer plusieurs infrastructures de la ville de Da Nang : collecte et traitement des eaux usées, drainage, réseau routier et transport public (SRB). Ce projet, dont la mise en œuvre est sous la responsabilité du Comité populaire de cette ville à statut de province, a aussi une composante de renforcement des capacités sur laquelle se concentre le plan d'action genre.

Le projet *Ho Chi Minh City Development Policy Operation* de la BM vise à renforcer la gestion urbaine à HCMV sous plusieurs angles : « To contribute to (i) Integrated and transparent spatial information for urban management; (ii) Strengthened management of public assets and liabilities; and (iii) Enhanced delivery of priority municipal services » (BM 2019, 84). Le Comité populaire de HCMV est responsable de la mise en œuvre du projet dont le plan d'action genre qui se concentre principalement sur les services de transport.

Dans les plans d'action genre préparés par des spécialistes genre pour ces quatre projets, on retrouve une cinquantaine de pratiques femmes et villes (voir l'annexe 5). Dans la figure 6.2, ces nombreuses pratiques sont catégorisées selon le type de pratiques et la fréquence à laquelle on les retrouve.

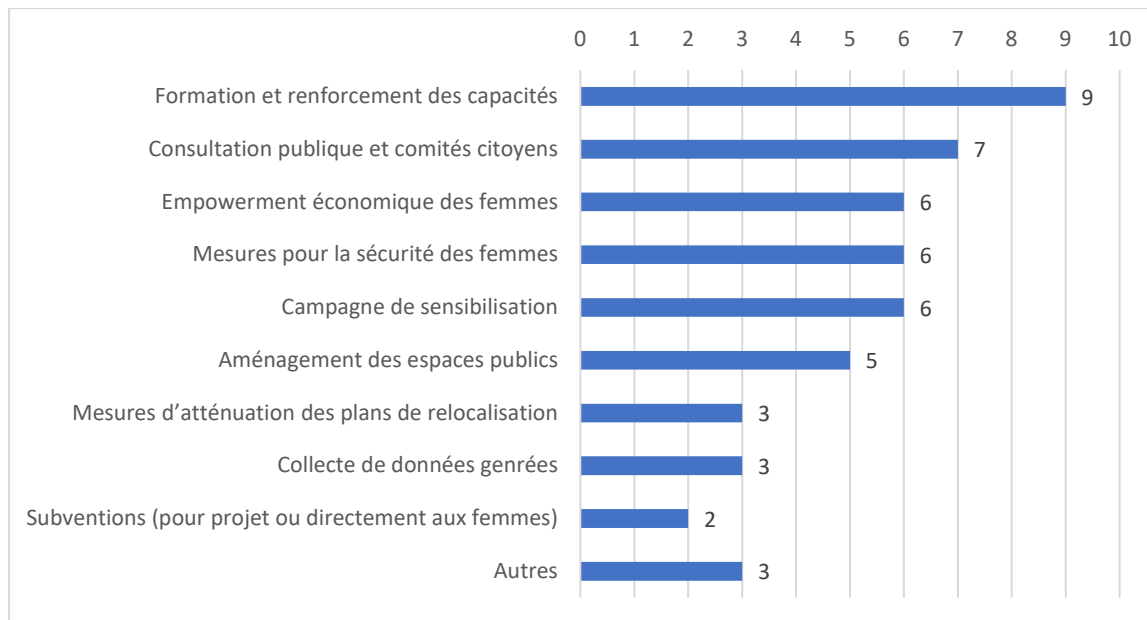


Figure 6.2 : Fréquence et type de pratiques femmes et villes recensées dans les quatre projets urbains financés par des IFI au Vietnam analysés

Source : autrice

Ces pratiques des plans d'action genre dans le cadre des projets urbains des IFI au Vietnam sont détaillées à l'annexe 5, mais je soulève ici leurs caractéristiques principales. Tous ces types de pratiques se retrouvent dans le discours international sur l'approche femmes et villes à l'exception des mesures d'atténuation des plans de relocalisation et des subventions octroyées à des projets ou à des femmes. Comme dans le discours international, l'accent est particulièrement mis sur les formations, sur le renforcement des capacités et sur la participation publique (consultation publique et comités citoyens). En effet, ce sont les seuls éléments qui se retrouvent dans les quatre projets étudiés. Il s'agit de former les parties prenantes des projets aux enjeux de genre et de s'assurer de la présence des femmes dans les formations, dans les consultations publiques et dans les comités citoyens. Au sujet des formations plus particulièrement, celles-ci sont selon Jones (2018, 178) une des trois principales « technologies of gender mainstreaming ».

Par ailleurs, ces pratiques femmes et villes montrent qu'opérationnaliser l'intégration des enjeux de genre dans les interventions urbaines peut demander des ajustements précis. Par exemple, dans le *Ho Chi Minh City Development Policy Operation* de la BM, une des actions consiste à s'assurer que les noms des femmes se retrouvent sur les invitations envoyées aux ménages pour les consultations publiques. Ce niveau de détail montre une compréhension des enjeux de genre comme étant très contextuelle, comme le considère Razavi (2019). C'est aussi le cas des pratiques en transport public. Dans le même projet de la BM par exemple, une autre des mesures dans le plan d'action genre consiste à « applying free smart cards, considering convenience for women and girls who need to carry many bags » (BM 2019, 85). Ainsi, on demande de réfléchir aux cartes d'accès au transport public en prenant en compte le rôle de reproduction qui revient aux femmes et aux filles. Cette mesure fait écho aux résultats de recherche de Hoai Anh Tran et Schlyter (2010), qui ont étudié les enjeux de genre et de classe dans le transport urbain de Hanoï et de Xian, en Chine. Au sujet de Hanoï, leurs résultats montrent entre autres que 25 % des déplacements des Hanoïennes ont pour but de faire des achats, comparativement à 5 % des déplacements des Hanoïens.

Parmi les pratiques femmes et villes spécifiques aux IFI, il n'est pas surprenant de retrouver des mesures qui portent sur l'*empowerment* économique des femmes. C'est effectivement cohérent avec l'argumentaire tenu par les IFI, selon lequel l'approche femmes et villes permet de contribuer au développement économique, comme le détaillait le chapitre 3. Concrètement, il s'agit d'établir des cibles d'embauche de femmes pour les emplois générés par le projet, de réserver des

espaces commerciaux à des entreprises appartenant à des femmes dans les gares, de mettre sur pied des garderies pour les personnes employées dans le transport public, etc. Ces mesures montrent également que prendre en considération les enjeux de genre dans les interventions sur les milieux urbains peut donner lieu à large éventail de pratiques qui ne s'inscrivent pas nécessairement dans la planification urbaine.

Une autre mesure se retrouve spécifiquement dans le cadre de projets qui demandent de déplacer les populations comme dans le cas des projets d'infrastructures financés par les IFI. Comme Razavi (2020) le note, un des enjeux importants en termes de logement pour les femmes dans les milieux urbains des Sud, c'est le risque d'être évincé. Or, les mesures en lien avec la relocalisation des ménages ne se retrouvent pas dans le discours international sur l'approche femmes et villes, qui distingue peu les différences entre les pays du Sud et du Nord. Dans les projets des IFI, les spécialistes genre s'assurent que les mesures d'atténuation des risques liés à la relocalisation s'adressent spécifiquement aux femmes, comme dans l'offre de formations professionnelles pour les femmes impactées. Elles s'assurent aussi que ces mesures bénéficient aux femmes cheffes de famille.

Par ailleurs, l'importante place accordée aux mesures pour la sécurité des femmes dans l'espace public est en concordance avec le discours international sur l'approche femme dont c'est un des axes principaux. Dans le cas des projets des IFI, l'enjeu est principalement traité par rapport aux espaces publics liés aux infrastructures de transport en proposant notamment d'installer des caméras de sécurité ou d'améliorer l'éclairage.

Un dernier élément qui caractérise les pratiques femmes et villes qui découlent des projets urbains des IFI au Vietnam est que les mesures préconisées dans le discours international qui portent sur la gouvernance urbaine ne s'y retrouvent pas. Ainsi, il n'y a pas d'appui aux organisations de la société civile et les partenariats multisectoriels se limitent à l'intégration de l'UFV comme partenaire de projet. Ce qui fait sens dans le contexte Vietnam où les dossiers d'égalité de genre sont automatiquement renvoyés à l'UFV, comme le démontrait le chapitre 5.

Ces pratiques sont celles proposées par les spécialistes genre dans les plans d'action genre qui accompagnent ces projets. Comme évoqué précédemment, la réalisation de ces actions est sous la responsabilité des partenaires gouvernementaux. Il est également prévu que les agences gouvernementales responsables de l'exécution, généralement les Comités populaires et les départements des provinces concernés par le projet, comprennent un *gender focal point* responsable de s'assurer de la mise en œuvre effective des actions du plan d'action genre.

Comme l'explique Vãn, ce sont les spécialistes genre des IFI comme elle qui forment et appuient ces *gender focal point*. Cette participante considère que ces *gender focal point* peuvent avoir de la difficulté à faire le suivi de la mise en œuvre. Selon elle, « the capacity of partners is not good enough and they don't have enough resources ». Ainsi, si toutes ces pratiques femmes et villes sont conçues et planifiées, elles ne sont pas nécessairement toutes réalisées. Brière et Auclair (2020, 501) notent qu'un des enjeux principaux dans l'application du *gender mainstreaming* dans les projets en développement international est qu'il existe une rupture entre l'adoption officielle du *gender mainstreaming* dans une organisation et son opérationnalisation réelle dans la mise en œuvre des projets.

Dans le cas des quatre projets analysés ici, un seul était conclu au moment de la collecte de données, il est donc difficile d'analyser la mise en œuvre effective et les impacts de ces diverses pratiques femmes et villes⁶¹. Par contre, pour le seul projet terminé, soit le CRUEIP, la BAD fait état des résultats et des effets des actions réalisées :

In CRUEIP, women's participation in project activities was very high with all the targets for women's participation in training, committees, and management positions exceeded. This led to a range of practical benefits including improved living and environmental conditions due to small infrastructure activities managed by the Viet Nam Women's Union (VWU) and changed attitudes and behavior on waste disposal and sanitation practices. Training increased the skills, confidence, and status of women. CRUEIP also achieved some important strategic and institutional results such as the strengthened capacity of the VWU to manage and monitor civil works activities and an increase in women's participation in community decision making. Another strategic change is that more men participate in community sanitation activities. (BAD 2010, viii)

Lorsque questionnées sur la mise en œuvre des mesures dans les plans d'action genre, les personnes participantes à la recherche ont soulevé que leur réalisation effective est liée de très près au contexte de chaque projet. Par exemple, une participante rapporte que dans le cadre du projet de métro à Hanoï, « they see relevant gender issues, they're cooperative but the project is too big and they have lots of other problems so it's in between » (Vãn, spécialiste genre, OI). Toujours selon cette participante, un autre exemple d'élément de contexte qui influence la

⁶¹ Pour les autres projets, il serait intéressant de voir dans les rapports de fin de projet, lorsqu'ils seront rendus publics, la conformité avec les conditionnalités du financement. Ces données indiqueraient à quel point les pratiques femmes et villes ont réellement été mises en place par les partenaires gouvernementaux.

réalisation des pratiques femmes et villes est le calendrier du projet. Elle explique qu'il faut une certaine concordance entre les calendriers des projets financés par les IFI et celui des priorités des autorités publiques vietnamiennes. Dans un contexte où l'action publique est encadrée par des plans quinquennaux, il s'agit d'un enjeu fondamental. On voit transparaître ici l'importance de prendre en compte le contexte local pour bien saisir les impacts des pratiques femmes et villes au Vietnam. Cet angle est développé plus en profondeur au chapitre suivant.

Il faut souligner néanmoins que même si toutes ces pratiques femmes et villes ne sont pas réellement implémentées, tout le processus qui mène à leur planification fait en sorte que les IFI jouent tout de même un rôle de passeur de l'approche femmes et villes. Liêm, spécialiste genre dans un IFI, souligne que le travail des donneurs a fait évoluer la façon dont le gouvernement vietnamien aborde les enjeux de genre. Ainsi, il rapporte que le « MoLISA, now they start changing the way their mindset on gender issues. Because before whenever people say about gender people always think it's about women's things. But now people start changing that gender is about both women and men ». Il explique en outre que ces changements affectent également leur façon de travailler sur l'égalité de genre : « they start promoting gender equality with more substantive changes which is more measurable. [...] There is a big mindset change from the state management agency ». Pour sa part, Lê (spécialiste genre, OI) se montre très enthousiaste pendant l'entrevue au moment de parler de l'influence des organisations internationales au Vietnam en matière d'égalité de genre : « there is good achievement due to international organizations because they can do policy pressure. They bring new approach. [...] They have a positive impact because day by day it gets replicated and impact the government ». Comme le laissent transparaître les propos de Lê, cette influence demande de la persuasion.

6.1.4 Convaincre à la chaîne

Dans sa définition de la traduction, Zwingel (2012, 16) met au cœur du concept l'idée qu'il s'agit d'un processus de négociation entre différents acteurs et actrices. Dans le cas du *gender mainstreaming* dans les projets urbains des IFI, les spécialistes genre doivent convaincre toute une série de parties prenantes pour s'assurer de son application du *gender mainstreaming*. Ainsi, leur rôle de passeur de l'approche femmes et villes est particulièrement mis en exergue dans ces processus de négociation. Selon Ferguson (2015, 391), il s'agit d'un aspect central du travail de ces spécialistes, qui sont dans de « constant processes of negotiation and renegotiation ».

Liêm, spécialiste genre d'une IFI, rapporte que plusieurs étapes de persuasion sont nécessaires. Comme il l'explique, la première étape implique les spécialistes genre des IFI et les personnes cheffes d'équipe de projet. Les spécialistes genre ne travaillent pas directement avec le partenaire gouvernemental qui bénéficie du financement : ils et elles travaillent plutôt avec ces personnes cheffes d'équipe qui sont elles-mêmes les interlocutrices désignées pour les tractations avec les « clients » du gouvernement. Or, ces personnes ne sont pas nécessairement personnellement convaincues de l'intérêt des activités liées aux enjeux de genre, comme le relate Liêm. C'est un point également soulevé par Ferguson (2015, 385) : « there are many scenarios in which we need to “sell” gender to skeptical colleagues and, in particular, senior colleagues with the power to finance gender activities ». Les spécialistes genre doivent alors persuader leurs collègues :

Here I need to work with the task team to convince them [...]. I think it really depends on the willingness of the task team leader, the one who is in charge of that project. If they are really supportive, then they can do, they can work well with the client to do that. But not all the task team leader, they are really convinced. [...] It is challenging even internally as well.
(Liêm, spécialiste genre, OI)

Afin de persuader leurs collègues, les spécialistes genre doivent faire de la traduction au sein même de leur institution en adaptant leurs connaissances sur les enjeux de genre au langage dominant au sein de leur IFI. Comme l'explique Jones (2018, 181) à propos de la BM : « a large proportion of staff are economists and those who are not economists generally acquire a way of framing things that would make sense to economists ». Ainsi, les spécialistes genre traduisent leurs propos sur l'égalité de genre dans un langage qui parle à leurs collègues économistes pour avoir une plus grande influence (Jones 2018, 176).

Il y a ensuite une deuxième étape de persuasion, au cours de laquelle la personne cheffe d'équipe de projet, appuyée par la personne spécialiste genre, doit convaincre le partenaire gouvernemental, qui est responsable de la mise en œuvre du projet, d'adopter les interventions du plan d'action genre et les dépenses qui les accompagnent. Cette étape est essentielle dans la mesure où les conditionnalités qui accompagnent les financements sont maintenant discutées entre les deux parties et plus seulement imposées par l'IFI comme ce fut déjà le cas (Sondarjee 2020, 94). Comme l'explique Vân (spécialiste genre, OI) : « we have to discuss with the partner because at the end they want the project approved and they are the one that implement the project. We have to discuss with them ». En plus d'être responsable de la mise en œuvre, c'est le client qui engage des dettes. La décision leur revient donc, en fin de compte :

They need to work with the client because, in order to close that gap usually, they need to do something in the design and then in order to make an impact on the design they need to get agreement of the client because it's not us who spend money, it's the client who spend money. So they need to convince their counterpart, their client to accept that. (Liêm, spécialiste genre, OI)

Pour le client gouvernemental, l'enjeu semble principalement porter sur une question financière : « when you do the advocacy with the client, the question, the main key important question they are often concerned about is resources and how you address the resources issue » (Liêm, spécialiste genre, OI). D'après Vân (spécialiste genre, OI) : « for loan the government wants something that they can benefit ». D'autant plus que depuis l'ascension du Vietnam au statut de pays à revenu moyen, le pays se retrouve à emprunter plus d'argent à l'étranger (ONU Vietnam 2017). Le gouvernement vietnamien doit gérer cet endettement, comme le rapporte Liêm : « from the government side, they have a problem with the ceiling of the public debts, so over the past two fiscal years there is some unfortunate slow down in the number of the lending project. So we don't have many as before ». La volonté du gouvernement à diminuer sa dette a donc un effet direct sur les pratiques femmes et villes que les IFI réussissent à intégrer dans leurs projets urbains au Vietnam, comme le déplore Vân :

Because we have a government that has a debt ceiling issue, one of the ways to control the debt ceiling and to make it less is for the soft component we shouldn't borrow, but training activity and a lot of those things are good opportunity for gender mainstreaming. Because they only want to borrow for infrastructure and, of course, we include the gender feature in the design but it's not enough.

Ce que rapporte Vân à propos du Vietnam correspond aux difficultés rencontrées dans l'intégration du genre à la BM, tel que le rapporte Jones (2015, 388) : « because gender is often considered a "bonus" activity, not fundamentally linked to the success and failure of institutional operations, it is extremely difficult to make the case for substantive and sustained funding ».

Selon Anh, spécialiste genre dans une organisation internationale, les équipes de projets doivent alors « promote » le *gender mainstreaming*. Pour ce faire, une des stratégies utilisées consiste à organiser des formations ou des ateliers au cours desquels les clients du gouvernement sont invités à prendre connaissance des « meilleures pratiques » liées à l'approche femmes et villes. C'est ce que la BM a fait au Vietnam en 2019 en organisant un atelier à Da Nang intitulé *Gender Equality in Urban Areas*. C'est un objectif qui est explicitement nommé :

The workshop aimed to build the business case with our clients as to why gender equality is relevant for urban investments. This was done through sharing evidence from around the world and good practices in EAP [Est Asia Pacific] of what can be done to address the gender gaps in urban areas. (BM 2019, 7)

Ici, le partage de « good practices » cherche à rendre légitime la prise en considération des enjeux de genre dans les interventions sur les milieux urbains. En ce sens, cet atelier s'inscrit dans la logique de la construction et la diffusion d'une norme présentée au chapitre 4. Comme l'explique Liêm (spécialiste genre, OI) à propos de ce genre d'atelier : « step by step, we change the mindset of the local authority and hopefully, they will absorb it and do it on their own ». À cet égard, Stone explique qu'il s'agit d'une manière de socialiser les clients à une norme internationale :

The World Bank and the other multilateral development banks have engaged in persuasion: training, conferences, secondments and other forms of knowledge transmission to inculcate local policy elites into dominant development norms. This is the 'soft-side' of policy transfer that builds common understanding and local bases of support for the transferral of policy reforms. (Stone 2017, 62)

L'autre stratégie consiste à utiliser des chiffres pour persuader le gouvernement. Liêm (spécialiste genre, OI) explique que pour lui, les indicateurs sont un outil important pour convaincre les clients. Altan-Ocay (2022, 207) rapporte que c'est effectivement une des stratégies que les spécialistes genre utilisent pour « create spaces of authority for themselves ». Ainsi, comme mentionné précédemment, si les indicateurs posent un problème de dépolitisation de l'égalité de genre, selon Altan-Ocay, il ne faut pas seulement les considérer sous cet angle dans la mesure où ils aident à faire avancer le travail des spécialistes genre.

Ces diverses stratégies semblent fonctionner, Vân (spécialiste genre, OI) se réjouit en entrevue en parlant de l'influence qu'elle et ses collègues réussissent à exercer : « maybe they are reluctant to take in, but to please us, potentially they will have to yeah! Sometimes we recommend! Yeah sometimes we have a certain influence! ».

Toutefois, une autre étape de persuasion peut être nécessaire dans certains projets, car toutes les parties du gouvernement vietnamien impliquées dans les projets ne sont pas nécessairement au diapason sur la question du *gender mainstreaming*. Comme le mentionne Liêm (spécialiste genre, OI) : « from the client side they need to coordinate with other department or ministry or other city or something like that. Because sometimes, they're alone, they cannot do that, it's

challenging ». Par exemple, la BM rapporte que dans le cadre du projet *Dynamic City Integrated Development*, le partenaire principal du projet, le Comité populaire de la ville de Thai Nguyen, était convaincu de l'intérêt de financer les services de garde dans le cadre du projet, mais le Comité a dû persuader des ministères parties prenantes de la pertinence de ce financement :

Key appraisal ministries didn't see the necessity to prioritize preschool education, among many other competing priorities, thus they were not convinced to allocate ODA [aide publique au développement] funds for repairing and constructing the preschools. However, the City's leaders used evidence on actual demand and successful experiences for advocacy with the right champions from the appraisal ministries and succeeded in securing the necessary funds for the investment they wanted to prioritize. (BM 2019, 45)

Dans un contexte politique où les organes de l'État ne forment pas un tout monolithique (Gibert et Segard 2015, 4) et où ils n'avancent pas nécessairement dans la même direction (Gainsborough 2010, 180), ce type de négociation entre organes étatiques à propos de l'approche femmes et villes n'est pas surprenant.

Ces résultats montrent qu'à travers toutes ces étapes de persuasion, l'approche femmes et villes telle qu'elle circule à l'échelle internationale connaît plusieurs mutations avant d'être mise en œuvre à l'échelle du Vietnam. Les programmes « villes sûres » implantés au Vietnam connaissent aussi ces mutations, mais selon d'autres modalités.

6.2 Les trois programmes « ville sûre » au Vietnam

6.2.1 Des programmes somme toute distincts

Un des fils conducteurs important du discours international sur l'approche femmes et villes, est l'accent mis sur les enjeux de sécurité des femmes dans les espaces publics. Ce sujet occupe également une place importante dans la manière dont l'approche femmes et villes prend forme au Vietnam. Tel que mentionné au chapitre 3, les ONGI Plan International et ActionAid, ainsi que l'agence onusienne ONU Femmes ont toutes adopté un programme mondial « ville sûre » pour les femmes, qu'elles appliquent notamment au Vietnam (voir tableau 6.3). Déployés dans plusieurs pays, ces programmes ont été introduits au Vietnam à partir de 2013. En 2019, les trois programmes étaient toujours en cours de mise en œuvre dans plusieurs villes vietnamiennes,

mais principalement dans les deux plus grandes villes du pays, Hanoï et HCMV. L'analyse de ces programmes montre que le travail de traduction de l'approche femmes et villes effectué par ces trois passeurs diffère quelque peu, même s'il s'agit de trois programmes portant sur le même sujet. Ces résultats illustrent les propos de Cold-Ravnkilde, Engberg-Pedersen et Fejerskov (2018, 91) :

Despite the many efforts undertaken at the international level to establish global norms and frame development activities, development organizations engage with these norms in substantially different ways. The normative environment, the stakeholders and the history of these organizations differ significantly and almost exclude similar translations.

Dans l'analyse qui suit, la mise en œuvre des trois programmes « ville sûre » est examinée en prenant en compte la manière dont chacune des organisations internationales interprète l'idée d'intervenir pour rendre les villes sûres pour les femmes. Ce travail d'interprétation est au cœur de la traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam.

Tableau 6.3 : Les trois programmes « ville sûre » implémentés au Vietnam (2013-2019)

Organisation porteuse du programme	Nom du programme	Territoires de mise en œuvre	Début	Objectif principal
ActionAid Vietnam	Safe Cities for Women	Hanoï, HCMV, Hai Phong, Uong Bi, Tra Vinh	2013	« The campaign aims to hold governments to account to make streets, public places, work places, learning institutions and transportation safer, so that women and girls are able to share in the vast benefits of their cities »
Plan International Vietnam	Safer Cities for Girls	Hanoï	2013	« The programme goal is to build safe, accountable, and inclusive cities with and for adolescent girls (aged 13-18). The expected outcomes of the programme include increased safety and access to public spaces, increased active and meaningful participation in urban development and governance and increased autonomous mobility in the city for girls »

ONU Femmes	HCMC Safe and Friendly City for Women and Children	HCMV	2016	« The overall goal of this programme is: women and children are socially, economically and politically empowered in public spaces in Ho Chi Minh City which are free from sexual harassment and other forms of sexual violence »
------------	--	------	------	--

Sources : AAV 2018; PIV 2022; ONU Femmes Vietnam 2017

Le programme *Safer Cities for Girls*⁶², implanté au Vietnam depuis 2013, a été développé par Plan International en partenariat avec FVI et ONU-Habitat. Plan International est une ONGI qui travaille à avancer les droits des enfants et l'égalité pour les filles dans 75 pays à travers le monde. Leur présence au Vietnam remonte à 1954, mais c'est à partir de 1993 que l'ONGI s'est véritablement installée au Vietnam en concentrant ses interventions auprès des enfants marginalisés et des minorités ethniques (Plan International 2021). Le programme *Safer Cities for Girls* est une initiative sur la sécurité des femmes dans l'espace public qui cible plus particulièrement les jeunes femmes, en concordance avec la mission de Plan International. L'objectif du programme « is to build safe, accountable, and inclusive cities with and for adolescent girls » (Plan International 2017, 1). Deux éléments distinguent le programme mis en œuvre à Hanoï par Plan International Vietnam (PIV) des autres programmes : une approche participative auprès des filles et les efforts concentrés sur la réalisation d'un projet pilote dans le district de Dong Anh à Hanoï. Ce district a été choisi parce qu'on y retrouve une large population migrante. Le programme de PIV est ainsi le seul dont la perspective intersectionnelle, sans être nommée comme telle, a informé les principaux choix du programme. Dans sa conception de la ville sûre, PIV reprend certaines des idées du discours international sur l'approche femmes et villes. D'une part, le slogan « safety for girls = safety for everyone », qu'on retrouve sur la page Facebook de PIV, rappelle l'argument qui suggère que l'approche femmes et villes permet d'avoir une ville qui convient à tout le monde (voir le chapitre 3). D'autre part, PIV a une conception de la ville sûre qui englobe plusieurs dimensions des milieux urbains, comme dans le discours international. C'est ce que suggèrent les propos de Phuong, une coordonnatrice de programme au sein d'une organisation internationale qui a travaillé sur le programme de PIV : « when we're talking about the safer city it should be the comprehensive one, even about the services ». Dans les faits, toutefois, le programme de PIV ne s'est pas particulièrement penché sur les services publics

⁶² Le programme a d'abord été nommé *Because I am a Girl, Urban Program* jusqu'à la décision de changer de nom en 2016, lors d'un atelier qui réunissait les équipes locales de Plan International de toutes les villes participantes (Plan International 2017).

lorsqu'on le compare au programme d'ActionAid. Phuong explique que c'est parce que la question des services tombe en dehors des champs d'action de Plan International.

La programme *Safe Cities for Women* est implanté dans plusieurs villes vietnamiennes par ActionAid Vietnam (AAV) depuis 2013. ActionAid, une ONGI qui travaille dans plus de 40 pays, a pour mission d'« achieve social justice and gender equality, and to eradicate poverty » (<https://actionaid.org>). Pour ce faire, le travail d'ActionAid se concentre notamment sur la réalisation de campagnes de mobilisation afin de faire pression sur les autorités publiques (Abraham et al. 2015, 33). ActionAid est présente au Vietnam depuis 25 ans et ses activités ont lieu dans les zones rurales et urbaines de plusieurs provinces du pays. Le programme *Safe Cities for Women* vise à influencer les autorités publiques afin qu'elles agissent sur l'enjeu de la sécurité des femmes dans l'espace public. Le trait distinctif du programme d'ActionAid est qu'il se concentre particulièrement sur les services publics. Ceux-ci sont au cœur de leur conception d'une ville sûre pour les femmes, comme le suggèrent les propos de Linh, coordonnatrice de programme dans une organisation internationale qui a travaillé sur le programme d'AAV : « if it is a public service that is good it will reduce violence against women and sexual harassment in public spaces ». L'ONGI parle ainsi de « gender-responsive public services » (Abraham et al. 2015, 34). Au Vietnam, ce sont le transport public et les toilettes publiques qui ont été particulièrement visés par le programme d'AAV. Par ailleurs, AAV a adopté en 1999 l'approche basée sur les droits⁶³ dans tous ses secteurs d'intervention (Magrath 2014). Cette approche s'applique donc aussi à leur programme « ville sûre ». Ce sont les seuls à parler de la sécurité des femmes dans l'espace public au Vietnam comme une question de droit à la ville. Dans les documents étudiés pour analyser le discours international sur l'approche femmes et villes (voir le chapitre 3), un seul mentionne le droit à la ville (ONU Femmes, ONU-Habitat et Commission Huairou 2018, 11). AAV adopte donc un point de vue distinctif en écrivant dans une note de politique liée à leur programme « ville sûre » que « all citizens should have the right to live in a safe city, especially for women and girls who currently do not enjoy their right to the city » (AAV 2016, 33). Oanh, directrice d'une OSCV genre partenaire du programme, parle également de la sécurité des femmes dans l'espace public comme un enjeu de droit à la ville. Cette spécificité du programme d'AAV illustre combien

⁶³ « the rights-based approach to development encourages a redefinition of the nature of the problem and the aims of the development enterprise into claims, duties, and mechanisms that can promote respect and adjudicate the violation of rights. Typically, this brings about a 'root cause' approach, focusing primarily on matters of state policy and discrimination. The move from needs to rights, and from charity to duties, also implies an increased focus on accountability » (Uvin 2007, 602).

le contexte organisationnel influe sur le travail de traduction des organisations internationales (Cold-Ravnkilde, Engberg-Pedersen et Fejerskov 2018).

Le programme *HCMC Safe and Friendly City for Women and Children*, implanté à HCMV depuis 2017, s'inscrit principalement dans le programme mondial d'ONU Femmes nommé *Des villes sûres et des espaces publics sûrs pour les femmes et les filles*, mais il intègre aussi des éléments de l'initiative d'Unicef intitulée *Child Friendly Cities*, qui vise à appuyer les villes dans la réalisation des droits des enfants (UNICEF 2016). ONU Femmes au Vietnam est responsable de la direction et de la coordination des actions des agences onusiennes présentes au Vietnam en matière de droits des femmes. L'agence travaille sur les enjeux d'égalité de genre dans les sphères politiques, économiques et sociales. Le programme mondial d'ONU Femmes est différent des deux autres programmes « ville sûre » implémentés au Vietnam par AAV et PIV, car il n'est qu'un cadre auquel les villes participantes se réfèrent pour mettre en œuvre le programme. En effet, les villes qui s'inscrivent dans le programme d'ONU Femmes sont responsables de le mettre en œuvre avec leurs propres ressources. En participant au programme, les villes s'engagent à :

1. Identify gender-responsive locally relevant and owned interventions.
2. Develop and effectively implement comprehensive laws and policies to prevent and respond to sexual violence in public spaces.
3. Inves[t] in the safety and economic viability of public spaces.
4. Change attitudes and behaviors to promote women's and girls' rights to enjoy public spaces free from violence. (ONU Femmes 2019, s.p.)

Le programme d'ONU Femmes met donc l'accent sur la prise en charge de l'enjeu par les autorités publiques, ce qui est en concordance avec le discours international sur l'approche femmes et villes dans le cadre duquel les gouvernements locaux sont considérés comme un des principaux acteurs appelés à participer à l'application de l'approche.

6.2.2 Des programmes mondiaux à adapter localement

Les trois programmes « ville sûre » implémentés au Vietnam sont aussi déployés dans des dizaines de villes à travers le monde depuis le début des années 2010 (voir tableau 6.4). Ces programmes mondiaux ont été développés en fonction de leur répliquabilité d'une ville à l'autre. Dès le départ, le programme de Plan International était mis en œuvre simultanément dans cinq

villes (Caire, Delhi, Hanoï, Kampala, Lima) dans l'intention de l'étendre à vingt villes à travers le monde (Thoi Dai 2018). Pour ONU Femmes, le programme a également débuté dans cinq villes (Delhi, Caire, Quito, Port Moresby, Kigali) tandis que pour ActionAid, le programme a commencé dans plusieurs villes de cinq pays différents (Brésil, Cambodge, Éthiopie, Libéria, Népal). Dans les trois cas, le nombre de villes participantes a augmenté au cours des dernières années.

Tableau 6.4 : Les trois programmes mondiaux « ville sûre » (2011-2021)

Organisation internationale	Début du programme mondial	Nombre de territoires participants
ActionAid	2011	19 pays
Plan International	2012	18 villes dans 11 pays
ONU Femmes	2011	54 villes dans 32 pays

Source : autrice

Dès lors, comme le résume une participante qui a contribué au programme de PIV : « Safer city is not designed by Vietnamese team » (Maï, directrice adjointe, OSCV genre). En effet, ces programmes sur les « villes sûres » pour les femmes sont avant tout conçus au niveau mondial et non pas spécifiquement pour les villes vietnamiennes. Ces programmes émanent au départ des sièges des trois organisations internationales, tandis que les bureaux locaux sont responsables de les adapter au contexte local et de les réaliser. Comme le met en exergue Fejerskov, il s'agit d'une manière de fonctionner qui a une incidence significative :

Perhaps the most distinctive feature of many development organizations is the fragmented or decentralized structure of separated head office and local implementing bodies, [...] creating not just physical but political, cognitive and cultural spaces between the two. (2019, 130)

La manière dont ces trois programmes mondiaux sont répliqués d'une ville à l'autre diffère. Dans le cas d'ActionAid, la répliquabilité du programme repose essentiellement sur l'usage local d'outils conçus au niveau mondial. Ce type de circulation renvoie à l'idée soutenue par Allal (2010, 106) selon qui, en développement international, les processus de transfert se font principalement entre le siège de l'organisation internationale et ses équipes dans les bureaux locaux, bien que les organisations se considèrent comme des spécialistes de transfert de politiques. Dans le cas d'ActionAid, les outils qui sont transférés portent principalement sur la collecte de données. Les

équipes locales d'AAV participantes ont reçu un « toolkit from which they selected approaches and tools to capture women's safety experiences » (ActionAid 2011, 6). C'est à partir de cette boîte d'outils qu'AAV a réalisé sa première recherche sur la sécurité des femmes dans l'espace public à Hanoï et à HCMV (voir l'annexe 6). Par contre, il semble y avoir dans le programme *Safe Cities for Women* une certaine tension entre l'équipe à l'échelle internationale et celle à l'échelle locale. L'équipe d'AAV considère avoir manqué d'encadrement dans la mise en œuvre :

There was not enough clear guidance from ActionAid Headquarters on how to use the research results to design and implement programmes. Further, there was no long-term funding for programme design or implementation. In the future, intervention development based on the audit results should be built into the project from the outset. (ONU Femmes 2016b, 38)

Les propos d'AAV mettent en lumière la manière dont les processus de traduction ne sont pas nécessairement fluides, dans ce cas-ci entre le programme tel qu'il est conçu par le siège d'ActionAid et tel qu'il est mis en œuvre par l'équipe d'AAV, comme le soulèvent Bjorkdahl et Simun-Krupalija (2020, 110) : « we apply the notion of translation to describe the complex, conflictual and frictional processes through which global ideas are translated into local practices ». Ces frictions liées à la traduction peuvent se dérouler au sein d'une même organisation.

Dans le cas du programme *Safer Cities for Girls*, Plan International et ses partenaires FVI et ONU-Habitat ont travaillé avec les équipes locales de Plan International pour développer les outils qui guident la mise en œuvre du programme (FVI, ONU-Habitat et Plan International 2012). Plus précisément, FVI était responsable de développer les outils, mais la validation de ces outils s'est réalisée autant à l'échelle internationale qu'à l'échelle locale : « expert feedback and guidance was offered from the global and local teams to ensure that the tools could in fact be carried out effectively in the five different cities » (FVI et Plan International 2013, 12). Les outils ont été finalisés par FVI qui, par la suite, a donné des formations aux cinq équipes locales de Plan International : « cities were reminded of the goals of the study and provided with specific guidance on carrying out the five tools » (FVI et Plan International 2013, 52). Plan International semble ainsi travailler de plus près avec ses équipes locales que dans le cas d'ActionAid. Le cas du programme d'ONU Femmes se situe entre les deux.

Au départ, différents bureaux locaux d'ONU Femmes ont soumis des propositions pour devenir les premières villes participantes à *Des villes sûres et des espaces publics sûrs pour les femmes et les filles*. Selon Jade, directrice d'une organisation internationale qui a collaboré à la conception

du programme, ces premières villes ont été beaucoup plus « incubated » par le siège d'ONU Femmes, qui était très impliqué dans leur développement, tandis que les nouvelles villes participantes au programme mondial ont surtout reçu un appui technique, comme mentionné précédemment. Ces villes doivent mettre en œuvre le programme à l'aide de leurs propres ressources, comme l'explique Tiên (coordonnatrice de programme, OI), une participante impliquée dans ce programme. Pour sa part, Jade (directrice, OI) précise l'encadrement offert par ONU Femmes :

Because of funding limitations, when you are part of the programme it doesn't mean that UN-Women will support you to do it, but it does mean you'll have access to some resources, you do have certain common criteria to refer too, and definitely access to all the technical tools that they produced for their cities.

La réplication du programme mondial d'ONU Femmes d'une ville à l'autre est alors particulièrement dépendante des choix des décideuses et des décideurs locaux, des acteurs et actrices de premier plan dans les mobilités de politiques urbaines, selon Robinson (2015).

Les trois organisations internationales soutiennent que des efforts sont entrepris afin que leur programme soit adapté localement. Ce travail d'adaptation revient aux équipes locales, composées majoritairement de Vietnamiens et de Vietnamiennes, qui sont alors au premier rang du processus de traduction locale du programme mondial. C'est ce qui fait d'eux des passeurs de premier plan de l'approche femmes et villes, comme les spécialistes genre des IFI. En effectuant ces opérations d'adaptation, les équipes locales des organisations internationales correspondent à ce que Levitt et Merry (2009) nomment des vernacularisateurs. Comme présenté au chapitre 1, les vernacularisateurs sont des passeurs qui sont particulièrement axés sur les fonctions de récepteur et de diffuseur : ils reçoivent les idées formulées à l'échelle internationale et les reformulent afin que celles-ci résonnent mieux dans le contexte local.

D'après Allal (2010, 104), le travail de ces équipes locales formées de « locaux » est reconnu : « leur opinion prévaut quand il s'agit de déterminer précisément quels éléments des programmes internationaux doivent être considérés comme localement applicables et quels autres doivent être écartés ou adaptés ». En effet, dans les cas de PIV et d'AAV, les équipes locales ont une certaine latitude dans l'adaptation locale du programme « ville sûre » mondial. Par exemple, dans le cadre de *Safe Cities for Women* : « in each of the five countries, ActionAid country teams and local partners identified a target group of women and/or focus area. [...] Country teams were encouraged to adapt tools so as to capture the information they sought in ways that were culturally

and contextually appropriate » (ActionAid 2011, 6). La même stratégie est adoptée dans le programme *Safer Cities for Girls* :

Since the tools were developed at the global level for local implementation, it was crucial for research teams to adapt them to ensure local ownership of the process and relevance to each of the five cities. This process began during the on-site training workshops of the tools delivered by WICI where research teams were able to pilot and adapt the tools. (FVI et Plan International 2013, 18)

Les échanges entre l'échelle locale et l'échelle internationale dans le cadre du programme de Plan International exemplifient la manière dont « the translations between the different organizational levels that constitute the development project are multidirectional and occur continuously as the different levels meet, whether in project monitoring, reporting or evaluation » (Fejerskov 2019,138).

Dans le cas du programme d'ONU Femmes, ce sont les autorités locales qui effectuent le travail d'adaptation, selon Tiên, coordonnatrice de programme dans une organisation internationale : « they gather together to develop the program based on the priority of the city and the program develops with the local authority and they own it and they localize all of the UN Women global initiative into their city context ». Dans ce cas-ci, c'est principalement le Comité populaire de HCMV qui effectue le travail de réception et de diffusion, avec l'appui de l'équipe locale d'ONU Femmes.

L'adaptation des outils est un long processus qui dépasse la seule traduction vers le vietnamien. Dans le cadre de *Safer Cities for Girls*, une participante explique avec enthousiasme les nombreuses étapes suivies afin d'adapter les manuels conçus à l'échelle internationale par Plan International qui s'adressent aux jeunes participants au programme :

When we adapt the manual, it's not only based on my experience, but we also collect all the feedback from the youth, from the boys and girls, from our partners, from our facilitators. For each module it takes a long time. The first step is only to translate from English in Vietnam. The second, we edit this manual to make it easier and can understand it. Third, we also do pre-test with the facilitator. The fourth step, we also do pre-test for the boys and the girls in the class activities. Stage five is to collect feedback from the boys and the girls and feedback from the facilitator and we come back to adapt the manual. (Maï, directrice adjointe, OSCV genre)

L'adaptation peut se révéler être un défi pour les équipes locales. Pour PIV, certains concepts liés au programme étaient difficiles à traduire localement : « the Hanoi research team mentioned that a key challenge they encountered was making concepts such as 'inclusion', 'confidence', and 'decision-making' clear enough for girls to properly rate them » (FVI et Plan International 2013, 41). Le rapport n'offre pas de détails qui expliqueraient pourquoi ces termes étaient particulièrement difficiles à traduire et il est difficile d'interpréter le manque de familiarité des adolescentes hanoïennes avec ces termes sans plus d'information. Par contre, ces défis rencontrés par l'équipe de PIV illustrent bien les difficultés inhérentes au travail de vernacularisation. Selon Merry et Levitt (2020, 165), le concept de vernacularisation « captures the agency of intermediaries who remake transnational ideas and practices to fit into the local ». Dans ce cas-ci, l'opération qui vise à « remake » ces trois expressions demande un plus grand effort que la simple traduction de la langue.

Dans le cas des membres de l'équipe d'AAV, leur agentivité d'intermédiaire a été limitée. En effet, l'équipe d'AAV déplore l'écart entre les enjeux priorités dans le programme mondial et les enjeux qu'elle considère importants : « there has been a focus on improving public services. Although this is important, changing social norms and preventing violence were underemphasized. The link with prevention should be made more explicit in the next round » (ONU Femmes 2016b, 38). Ici, dans son rôle de vernacularisateur, AAV n'a pas pu « re-contextualize » (Gal et al. 2015, 612) le programme mondial autant qu'elle l'aurait souhaité.

Ces processus d'adaptation font en sorte que ces trois programmes conçus au niveau mondial prennent des trajectoires différentes dans les différentes villes où ils sont implémentés. À cet égard, Stone (2017, 67) considère que dans les processus de traduction, « divergence is expected », à un point tel que la seule constante demeure la traduction elle-même. Comme le résume Jade, directrice d'une organisation internationale qui a collaboré avec plusieurs des programmes « ville sûre » : « it just depends on local context, on local priorities ». Le chapitre suivant développe plus en détail la manière dont les éléments contextuels influencent la traduction de ces programmes au Vietnam. Une étape préalable consiste à examiner quelles formes prennent les programmes « ville sûre » au Vietnam.

6.2.3 Travailler en collaboration avec des partenaires vietnamiens

Il faut d’abord préciser que ces programmes sont mis en œuvre en partenariat avec plusieurs partenaires vietnamiens, dont plusieurs OSCV. C’est un élément pertinent à soulever par rapport à la traduction de l’approche femmes et villes au Vietnam si l’on prend en considération les propos de Mützelburg (2020, 598) à ce sujet : « les OI produisent des postes de passeurs en proposant des financements destinés à des ONG locales. Afin d’élargir le nombre et la répartition géographique des points d’entrée de leurs normes, des OI suscitent l’émergence de passeurs ». Ces collaborations sont donc des parties intégrantes de la traduction de l’approche femmes et villes au Vietnam. Parmi les différents partenaires vietnamiens qui deviennent des passeurs de l’approche femmes et villes en collaborant sur les programmes « villes sûre », on retrouve des organisations de la société civile et des organes étatiques, comme l’indique le tableau 6.5. En ce sens, la réalisation des programmes « ville sûre » au Vietnam s’inscrit directement dans le discours international sur l’approche femmes et villes, qui préconise des partenariats multisectoriels grâce auxquels collaborent le secteur public et la société civile.

Tableau 6.5 : Partenaires vietnamiens des programmes « ville sûre » au Vietnam

Organisation porteuse du programme	Partenaires de la société civile	Partenaires étatiques
ActionAid Vietnam	<ul style="list-style-type: none"> - Centre for Gender, Family and Environment in Development (CGFED) - Aid for Social Protection Program Foundation Vietnam (AFV) 	<ul style="list-style-type: none"> - Department of Gender Equality du MoLISA - Branche locale de l’UFV dans les cinq villes du programme
Plan International Vietnam	<ul style="list-style-type: none"> - Institute for Development and Community Health (LIGHT) - Institute for Social Development Studies (ISDS) -Think Playground 	<ul style="list-style-type: none"> - Department of Gender Equality du MoLISA - Hanoi Public Transport Management Centre (Tramoc) - Comité populaire de Dong Anh - UFV de Dong Anh
ONU Femmes		<ul style="list-style-type: none"> - DoLISA de HCMV - CFAW de HCMV

Source : autrice

Tous ces partenaires ne sont pas impliqués de la même manière. Dans le programme d'AAV, l'ONG CGFED a particulièrement été impliquée dans le programme, notamment dans la réalisation des études (voir l'annexe 6) tandis que les branches locales de l'UFV servent principalement à mobiliser des participantes, comme l'explique Oanh (directrice, OSCV genre). Dans le programme de PIV, l'ONG LIGHT a particulièrement été impliquée dans la mise en œuvre de *Safer City for Girls* autant dans les études que dans les interventions auprès des filles. Pour sa part, Think Playground a construit sept terrains de jeux à Dong Anh, où PIV a un projet pilote dans lequel l'UFV locale est aussi très impliquée. Autant dans le cas d'AAV que de PIV, la collaboration avec le *Department of Gender Equality* du MoLISA porte sur la diffusion du modèle « ville sûre » pour les femmes au Vietnam (cette collaboration est détaillée au chapitre suivant). Enfin, comme mentionné précédemment, dans le cas d'ONU Femmes, c'est le Comité populaire de HCMV qui est responsable de mettre en œuvre le programme, mais, plus précisément, ONU Femmes offre son appui technique au DoLISA de HCMV, qui est son interlocuteur principal.

Comme abordé au chapitre 5, les partenariats entre les organisations internationales, les OSCV et les organes étatiques sont appréciés à différents niveaux par les personnes participantes à la recherche. Ils et elles ont souligné le financement et l'appui technique offerts par les organisations internationales tout en déplorant que celles-ci concentrent trop leurs efforts sur le gouvernement vietnamien. Une autre dynamique qui n'a pas été abordée précédemment peut également entrer en jeu ici, dans le cadre des programmes « ville sûre ».

Comme le souligne Anh, une participante à la recherche spécialiste genre dans une IFI, il y a un risque que le travail des OSCV soit dicté par les organisations internationales :

They [OSCV] are still driven by the donors. It does not really come from their mission or their vision, but in some way they are driven by their donors. And when the project or program finished they have no money and they don't have any activity to implement it. [...]
The receiving organizations they also adapt their strategy to meet the donor, the requirements.

Or, les personnes représentantes de certaines OSCV font plutôt part des stratégies qu'elles utilisent pour éviter d'être « donor-driven ». Du côté de l'organisation de Mai (directrice adjointe, OSCV genre), qui est partenaire de PIV, celle-ci explique que les organisations internationales qui les financent ne sont pas considérées comme des « donors », mais comme des « strategic partners » avec lesquels son organisation coopère en fonction de ses objectifs.

De plus, d'autres personnes participantes qui travaillent dans des organisations de la société civile soulignent qu'ils et elles rejettent certaines approches portées par les organisations internationales. Par exemple, Chung (coordonnateur de programme, OSCV genre) rapporte les raisons pour lesquelles son organisation, qui a collaboré avec ONU Femmes, n'utilise pas l'expression « gender equality » : « it's highly misunderstood in Vietnamese culture. [...] [M]ost people think "oh you want men to be the same as women or women as to be the same as men" ». Son organisation adopte par contre la conception d'égalité de genre retrouvée dans la CEDEF, qui est le cadre normatif mondial le plus important en matière de droits des femmes : « we use the definition from CEDAW [CEDEF]. So when you talk about gender equality, we have to talk about equality in terms of opportunity, and the outcomes, the distribution ». Ainsi, les OSCV choisissent quelles influences internationales leur semblent les plus pertinentes dans le contexte social vietnamien. Ces choix sont au cœur des processus de traduction.

Du côté de l'organisation de Liên, directrice d'une OSCV qui travaille sur les enjeux urbains, celle-ci explique que son organisation « avoided the trap into donor-driven quite early on. We are looking for ways of having multiple forms of capital and not relying on donors from day one of the organisation. We've been aware of that trap that many NGOs fall into, like you got to do what donor tells you to do ». Comme Maï, Liên souligne l'importance d'établir des rapports égalitaires. En effet, il s'agit pour elle d'établir de « real partnerships, you know continuous and win-win and mutual learning ». En outre, Liên, explique que son organisation n'adopte pas de façon explicite le « gender agenda » parce que ses collègues et elle ont décidé stratégiquement de ne pas mettre un agenda en particulier de l'avant, car ils et elles préfèrent que les enjeux émergent d'eux-mêmes du terrain. Cette approche est d'ailleurs non négociable : « if they don't like us, then they don't work with us ».

L'expérience des organisations de Maï, de Chung et de Liên démontrent que les OSCV sont stratégiques dans leur collaboration avec les organisations internationales et essaient d'établir des rapports égalitaires qui fonctionnent selon leurs propres priorités. En ce sens, la traduction de l'approche femmes et villes à travers les partenariats avec les acteurs vietnamiens est aussi une question de rapport de force : « translation takes places through patterns of power-laden, frictional interaction » (Bjorkdahl et Simun-Krupalija 2020, 110).

6.2.4 Produire des données : construire l'enjeu de la sécurité des femmes dans l'espace public au Vietnam

Pour traduire dans le contexte vietnamien le discours international sur l'approche femmes et villes, et plus particulièrement en ce qui a trait à la sécurité des femmes dans l'espace publique, la production de données occupe une place importante dans les trois programmes « ville sûre ». D'après les données récoltées, au moins deux études ont été réalisées dans chacun des programmes (voir l'annexe 6)⁶⁴. Dans l'ensemble, ces études s'intéressent principalement aux événements de harcèlement sexuel et de violences sexuelles vécus dans l'espace public par les femmes et les filles ainsi qu'à leur perception de la sécurité. De plus, la perception des témoins est également prise en compte dans certaines de ces études, tout comme l'opinion d'informatrices et informateurs clés (des fonctionnaires, par exemple). Pour ce faire, les méthodologies retenues sont principalement quantitatives, mais certaines études sont aussi qualitatives. Au final, des milliers de Vietnamiens et Vietnamiennes de plusieurs villes ont participé à ces études.

Les organisations porteuses des programmes « ville sûre » présentent ces études comme une première étape pour s'assurer de la pertinence de mettre en œuvre un programme « ville sûre » au Vietnam. Elles permettent également de mettre en lumière les angles d'approches les plus pertinents pour aborder le sujet dans l'environnement vietnamien. En ce sens, c'est un des processus opérés pour traduire l'idée d'une ville sûre pour les femmes dans le contexte local. C'est particulièrement le cas pour les études exploratoires. Celle de PIV « aimed to contextualise the global programme to the local situation of each of the cities » (FVI et Plan International 2013, 12). Selon Phuong, coordonnatrice de programme dans une organisation internationale qui a travaillé sur ce programme, il s'agissait d'abord de s'assurer de la pertinence d'aborder la question de la sécurité des filles dans l'espace public dans le contexte local : « so we conduct the rapid situation analysis in the three locations of Hanoi. And based on the result of consultation with the girls, with the local people, we bring all the local people to come together to identify whether the issue is a big issue or not ». Dans le programme d'ONU Femmes, il s'agit la première étape que doit suivre la ville participante pour implémenter le programme. L'objectif est de : « provide valid and specific data to ensure a deep understanding of local forms of sexual violence against women and girls in public spaces and the context in which it occurs » (ONU Femmes Vietnam 2016, 3). Ainsi, ces études exploratoires permettent d'apprécier l'enjeu de la sécurité des femmes dans l'espace public selon les caractéristiques de l'environnement local : « the HCMC Scoping Study which is a broad qualitative assessment on SVAWG [sexual violence against women and girls] in

⁶⁴ Il se peut que d'autres études aient été réalisées, mais qu'elles n'aient pas été rendues publiques ni été abordées au cours des entretiens.

public spaces to map the relevant parameters and explore opportunities to address the problem of SVAWG in public spaces » (ONU Femmes Vietnam 2018, 2).

Ces études servent également à informer la mise en œuvre du programme. Elles permettent notamment d'identifier « where we needed to go in each of the cities » (Jade, directrice, OI). Dans le cadre du programme d'ONU Femmes, les données récoltées ont permis d'identifier les lieux d'implémentation selon Tiên (coordonnatrice de programme, OI), qui rapporte comment le Comité populaire de HCMV s'est approprié le programme : « they will pilot in the public transport system first and some public spaces, identified as high risk for sexual harassment based on the scoping study and the baseline survey ». C'est le même scénario pour le programme *Safer Cities for Girls*. Selon l'étude de base, les adolescentes subissent du harcèlement sexuel dans les transports publics particulièrement, d'où l'accent qui est mis sur les bus dans les actions du programme (ONU Femmes 2016b, 62). Par ailleurs, afin d'informer la suite de la mise en œuvre du programme, les études de base servent un objectif particulier : produire des indicateurs qui permettent de faire le suivi et l'évaluation. Les indicateurs sont une manière récurrente de traduire les enjeux d'égalité de genre dans l'action des organisations qui œuvrent en développement international, comme vu précédemment.

Les objectifs poursuivis par ces études consistent aussi à faire reconnaître l'enjeu de la sécurité des femmes dans l'espace public comme un sujet de l'action publique vietnamienne. En effet, dans le cadre des programmes « ville sûre », ces études correspondent à la stratégie identifiée par Spence (2021, 219) à propos de la manière dont les organisations internationales ont introduit l'enjeu de la protection à l'enfance au Vietnam :

IOs undertook a series of research projects and provided data and reports that were significant in defining the child protection problems to be addressed. In this way IOs were influential in setting the agenda and framing the terms of the child protection policy discourse in Vietnam.

Chiffrer l'enjeu est une manière d'apporter des preuves, comme l'explique Jade, directrice d'une organisation internationale impliquée dans plusieurs programmes « ville sûre » : « the first thing is, when you are doing that kind of programming is you need to generate the data. So even if you know that there are issues or challenges or whatever it is, you have to make the case ». Ces chiffres sont d'autant plus importants que l'on retrouve au Vietnam une culture qui favorise l'usage de données empiriques pour guider l'action publique (Spence 2021, 226). Les résultats de recherche de Spence (2021, 226) montrent effectivement que les autorités publiques

vietnamiennes ont une « predisposition to acceptance of research data, particularly statistical data ». Cette prédisposition est entrée en jeu dans le cadre du programme d'ONU Femmes, comme le relate Tiên (coordonnatrice de programme, OI) :

After that scoping study, the local authority agreed that there's the issue of sexual harassment against women and girls and then they gather together to develop the program based on the priority of the city and the program develops with the local authority and they own it and they localize all of the UN Women global initiative into their city context.

Pour Li (2011), ce n'est toutefois pas uniquement une question d'« agenda setting ». Les efforts que fournissent AAV, PIV et ONU Femmes à documenter cet enjeu est aussi une manière de justifier leurs programmes. C'est ce que Li (2011) conclut à propos du travail de l'équipe en développement social de la BM : « their purpose was not to increase the stock of scholarly knowledge, it was to diagnose deficiencies and delineate a technical field. [...] The problems identified were those for which the social development team had (or was attempting to devise) technical solutions » (Li 2011, 107). Ainsi, en construisant la sécurité des femmes dans l'espace public comme un enjeu qui devrait être pris en compte par les autorités vietnamiennes, les organisations internationales rendent légitimes, par un même mouvement, les solutions qu'elles proposent sous la forme d'un programme « ville sûre ».

6.2.5 Appliquer l'idée d'une ville sûre pour les femmes sur le terrain

Ces programmes « ville sûre » prennent différentes formes. L'examen des interventions qu'on retrouve dans ces programmes permet de voir comment les équipes locales d'AAV, de PIV et d'ONU Femmes (en partenariat avec le Comité populaire de HCMV) interprètent l'idée d'une ville sûre pour les femmes dans le contexte vietnamien. Dans l'ensemble, ces interventions se concentrent autour de cinq stratégies principales : sensibiliser la population, mobiliser les jeunes, cibler le domaine du transport, faire du plaidoyer de politique et intervenir dans l'aménagement de l'espace public (voir le tableau 6.6). Il faut noter que certaines interventions peuvent toucher à plus d'une stratégie à la fois.

Tableau 6.6 : Stratégies et interventions dans le cadre des trois programmes « ville sûre » implémentés au Vietnam (2013-2019)

Stratégies	Interventions	Programmes « ville sûre »
------------	---------------	---------------------------

		Safe Cities for Women	Safer Cities for Girls	HCMC Safe and Friendly City for Women and Children
Sensibiliser la population	Campagne de sensibilisation	X	X	X
	Mobiliser les médias	X	X	X
	Impliquer les hommes		X	X
	Mobiliser les parents et le corps enseignant		X	
Mobiliser les jeunes	Évènements	X	X	
	Concours	X	X	
	Application mobile	X		
	Club pour les jeunes		X	
	<i>Empowerment</i> des filles		X	
Cibler le domaine des transports	Sensibiliser et former le personnel de transport	X	X	X
	Diffusion de connaissances		X	
Influencer les politiques publiques		X	X	X
Intervenir dans l'aménagement des espaces publics			X	X

Source : autrice

La plupart de ces stratégies sont mobilisées dans les trois programmes, mais les organisations internationales porteuses des programmes « ville sûre » investissent certaines plus que d'autres. Dans le cas de *Safer Cities for Girls*, de PIV, plusieurs des interventions s'inscrivent dans la stratégie de mobilisation des jeunes, ce qui est cohérent avec les objectifs de ce programme. Dans le cas du programme d'ONU Femmes, toutes les stratégies sont sollicitées sauf celles concernant précisément la mobilisation des jeunes. Enfin, dans le programme d'AAV, les interventions touchent un peu à chacune des stratégies.

Par ailleurs, PIV semble à première vue mettre en œuvre une grande quantité d'activités, mais il faut prendre en compte l'échelle à laquelle ces activités sont réalisées : certaines se font à

l'échelle de la ville de Hanoï, mais plusieurs ont lieu spécifiquement dans le district de Dong Anh, où PIV réalise son projet pilote. Pour ONU Femmes, toutes les activités ont lieu à HCMV et pour AAV, les activités ont principalement lieu à Hanoï et à HCMV.

Sensibiliser la population

Depuis l'adoption de l'approche GED, les projets en développement international mettent l'accent sur les rapports de genre et non seulement sur les besoins des femmes. Cette perspective se retrouve dans le discours international sur l'approche femmes et villes, pour lequel une des mesures préconisées consiste à mener des campagnes de sensibilisation pour faire évoluer les rapports de genre (chapitre 3). Cette perspective est aussi reprise par les équipes locales des organisations internationales qui mettent en œuvre des programmes « ville sûre » au Vietnam. Par exemple, ONU Femmes explique qu'elle vise à : « first, to address the root causes of gender inequality, discrimination and violence through the promotion of public awareness, thereby developing a culture of respect and equality among all genders in all contexts: at home, at schools, at workplaces and in public spaces » (ONU Femmes Vietnam 2019b, paragr. 7).

Concrètement, dans le cadre des trois programmes « ville sûre », de nombreuses campagnes de sensibilisation ont été réalisées. Ces campagnes ont pris la forme d'évènements, d'affiches dans l'espace public et, plus rarement, d'expositions ou encore de bandes dessinées. Par exemple, dans *Safe Cities for Women*, les évènements prennent plusieurs formes : « several awareness-raising activities such as street music festivals, a cycling race and banners on buses will take place in the cities. » (Vietnam News 2015a). Dans le cadre de *HCMC Safe and Friendly City for Women and Children*, une des actions importantes en termes de sensibilisation est la campagne nommée *Orange The World*. Dans le cadre de cette campagne, 26 bus et un arrêt de bus du réseau de transport public de HCMV ont été peints en orange avec des messages sur l'égalité de genre et sur le harcèlement sexuel. À l'intérieur des bus, des messages étaient diffusés afin de sensibiliser les passagers et passagères à ces enjeux.

En outre, les programmes d'AAV et de PIV ont mobilisé les médias pour leurs campagnes de sensibilisation. Selon Oanh (directrice, OSCV genre), l'engagement des médias est une des forces du programme d'AAV : « I think a lot of people know about city rights, know about the situation of violence with girls and women in public space. Because we had a lot of activities in the media, in the press media. So the public opinion, on this issue, is very good ». C'est également

un des succès du programme de PIV selon Phuong, coordonnatrice de programme dans une organisation internationale qui a travaillé sur le programme : « we have really got the investment from the mass media. It has really become an emerging issue and get attention and we got a lot of invitations from the national television to come there to talk on the issue ». À ses yeux, intervenir dans les médias a contribué à faire changer la perspective des gens sur le sujet.

De plus, comme préconisé dans le discours international sur l'approche femmes et villes, certaines activités de sensibilisation visent spécifiquement les hommes dans les programmes de PIV et d'ONU Femmes. Par exemple, dans le programme d'ONU Femmes, cela prend la forme d'un club pour les hommes :

Ho Chi Minh City has established 7 clubs with participation of 200 men to promote gender equality. These men were selectively chosen to receive training on how to transform negative masculinities and to develop equal and respectful relationships with women. (ONU Femmes Vietnam 2019d, s.p.)

Pour les participantes impliquées dans la réalisation des programmes « ville sûre », changer les normes de genre est une part essentielle de ces programmes. Dans le cadre de *Safer Cities for Girls* de PIV, Phuong (coordonnatrice de programme, OI), qui a participé à sa mise en œuvre, explique comment l'équipe de PIV aborde ce travail de changement d'attitude face aux normes de genre :

They also have a gender transformative programming, the first thing when they are talking about it, they have to change the norm and the practice and the behaviour of people toward the issue of gender. [...] They do a lot to increase people's awareness, changing the behaviour, thinking, take action when the issue happens.

Selon une participante impliquée dans le programme *Safe Cities for Women* d'AAV, Linh (coordonnatrice de programme, OI), c'est également un aspect essentiel de ce programme : « raising awareness for people is very important, patriarchy in southeast Asia or Asia is like horrible. So it also has some impact on the safety of women ». Une partenaire du programme déplore que « we need to change the social norm but we don't have a strong tool, strong method to change » (Oanh, directrice, OSCV genre).

Ces participantes apparaissent comme étant personnellement persuadées de l'importance de changer les normes de genre lorsqu'elles en parlent en entrevue. On peut quand même se

demander s'il ne s'agit pas d'une illustration de l'argument soulevé par Narayanaswamy (2016), selon qui l'approche GED est devenue un discours tellement dominant en développement international que l'espace pour d'autres conceptions de l'égalité de genre est très limité. Ainsi, les propos de ces participantes, qui travaillent en développement international ou avec les organisations qui œuvrent dans ce champ, feraient aussi écho à ce « dominant development knowledge system » (Narayanaswamy 2016, 2157). Cela illustre la manière dont le travail de traduction de l'idée d'une ville sûre pour les femmes, effectué par ces passeurs, est conditionné par des facteurs structurels, comme le soutient Fejerskov (2019, 129).

Mobiliser les jeunes

Une deuxième stratégie d'importance dans les programmes « ville sûre » consiste à mobiliser les jeunes. C'est une particularité de l'approche femmes et villes au Vietnam, les jeunes n'étant pas considérés comme des acteurs importants dans le discours international dans le contexte de cette approche. Jacobs (2012, 418) considère que la traduction implique aussi une « multiplicity of additions ». Dans ce cas-ci, l'ajout consiste en cet accent sur la mobilisation des jeunes qu'on retrouve dans les programmes de PIV (en concordance avec leur mission) et d'AAV. Dans le cas du programme d'ONU Femmes, bien qu'on y aborde également les violences faites aux enfants, aucune des interventions réalisées jusqu'en 2019 ne visait spécifiquement à mobiliser les jeunes. Le chapitre suivant développe plus en détail les raisons qui pourraient expliquer cette particularité vietnamienne; dans ce chapitre-ci, je m'attarde plutôt à décrire comment celle-ci prend forme.

Pour atteindre les jeunes, PIV et AAV ont deux types d'intervention en commun : organiser des événements qui s'adressent spécifiquement à eux et organiser des concours. En termes de concours, AAV a organisé un concours de design de toilettes publiques qui s'adressaient aux étudiants et étudiantes en architecture et en design. L'objectif était de « find good design concepts for public toilets in the city towards safety and user-friendliness, particularly for women and teenager girls » (Minh Phuong 2017, s.p.). Pour sa part, PIV a organisé un concours de courts métrages sur le thème de la sécurité des filles dans l'espace public et dans les transports publics, réalisés par des étudiants et étudiantes de l'école secondaire (Phuong Nguyen 2018).

Dans le cadre de *Safe Cities for Women*, une des principales actions du programme vise particulièrement les jeunes à travers une application mobile nommée S-City. Cette application est directement inspirée de l'application Safetipin, créée par l'ONG indienne Jagori, qui est une actrice

importante de la circulation internationale du discours international sur l'approche femmes et villes (voir le chapitre 4). S-City permet d'évaluer la qualité et la sécurité des services publics, de cartographier les lieux sûrs et ceux qui le sont moins, de contacter des relations ou d'appeler au secours en cas d'urgence (AAV 2017a, 26). En plus de ses fonctionnalités pratiques, l'application s'inscrit aussi dans l'objectif d'« expand the political and economic space for disadvantaged people to raise their voices in local governance » (AAV 2018a, 8). Des améliorations sont envisagées pour rendre l'application accessible à une diversité de personnes en intégrant les langues H'Mong, Tay et Khmer et en s'assurant que l'application soit accessible pour les gens qui ont un handicap moteur, visuel ou auditif (AAV 2018c). L'application est ainsi une des rares pratiques femmes et villes qu'on retrouve au Vietnam réfléchi d'un point de vue intersectionnel. Cette application illustre par contre le fait que la traduction est également du « trial and error », comme le soulève Stone (2017, 56). En effet, pendant mon terrain de recherche, j'ai régulièrement consulté l'application et le nombre de lieux sûrs ou non sur la carte interactive n'augmentait pas vraiment. Il semble que l'application d'AAV n'a pas eu le même succès que celle de Jagori.

Du côté de PIV, les jeunes sont notamment mobilisés par une série de clubs nommés *Champions of Change* dans les écoles secondaires du district de Dong Anh et à l'Université du Transport et des Communications. Les membres de ces clubs sont des ambassadeurs de l'idée d'une ville sûre pour les filles. Dans le cas de l'Université du Transport et des Communications, les membres ont notamment participé à l'évaluation de la sécurité aux arrêts de bus et aux stations de train (PIV 2019a). Le programme de PIV comprend aussi un important volet d'*empowerment* pour les filles, une mesure qui est souvent mise de l'avant dans le discours international sur l'approche femmes et villes (voir le chapitre 3). Au Vietnam, « empowerment for girls is [an] approach that Plan International Vietnam is using in Safer Cities for Girls Project [to] encourage girls' participation into city planning and management » (PIV s.d., s.p.). Un exemple d'activité qui a été réalisée dans cette perspective est un atelier au cours duquel les filles étaient invitées à utiliser le jeu Minecraft afin de faire des propositions d'aménagement pour rendre leur communauté plus sécuritaire. Cet accent sur l'*empowerment* s'inscrit aussi directement dans l'approche GED : « the GAD [GED] approach sees women as agents of change rather than as passive recipients of development assistance, and it stresses the need for women to organize themselves for a more effective political voice » (Rathgeber 1990, 494).

Cibler le domaine du transport

Autant dans les stratégies de sensibilisation du public que dans celles de mobilisation des jeunes, on remarque que le domaine du transport est régulièrement le théâtre d'interventions des programmes « ville sûre ». Ce domaine est en effet particulièrement ciblé dans les trois programmes, comme c'est le cas dans le discours international sur l'approche femmes et villes. Les études réalisées au début des programmes ont mis en évidence le fait que le transport public est un lieu où le harcèlement sexuel est très présent, comme dans le cadre de *Safer Cities for Girls* :

Public transport was the first area of intervention that Plan International focused on. Many women and girls, particularly adolescent girls, use buses as their main means of transport in urban cities in Viet Nam. According to Plan International's baseline study, female bus passengers complained of overcrowding, groping, sexual harassment and theft. (ONU Femmes 2016b, 62)

Le transport public est aussi considéré comme permettant d'avoir un impact plus grand, comme l'explique une participante impliquée dans *Safer cities for Girls* : « we just had small funding, we make decision whether we can tackle all the three outcomes or only one, so with a small budget, we make decision that we make intervention with the transportation where we can bring hundred thousand of girls » (Phuong, coordonnatrice de programme, OI).

En plus des nombreuses activités de sensibilisation du public qui ont lieu dans le transport public, la principale intervention qu'on retrouve dans cette stratégie consiste à sensibiliser les personnes qui y travaillent. Ainsi, dans les programmes d'AAV, de PIV et d'ONU Femmes, des formations destinées au personnel du transport public ont été organisées. Dans ces formations, ils et elles apprennent « how they need to behave, what is the definition, how they need to detect, how to report, how to help sexual harassment once they see it in the bus » (Liêm, spécialiste genre, OI).

De plus, dans le cadre du programme de PIV, plusieurs activités, comme des ateliers, ont été réalisées avec le *Hanoi Public Transport Management and Operation Centre* (TRAMOC) et l'Université du Transport et des Communications. Dans le cas du TRAMOC, PIV a fait du « capacity building for the members » (Maï directrice adjointe, OSCV genre). Avec l'Université, PIV a investi la bibliothèque d'un coin lecture visant à « provide knowledge and understanding about gender equality, girls and women's rights, gender-based violence and sexual harassment against girls and women in public places, safety for women and girls in the city » (PIV 2019b, s.p.).

Influencer les politiques publiques

Comme mentionné précédemment, AAV, PIV et ONU Femmes tentent tous les trois de traduire l'idée d'une ville sûre pour les femmes en un objet de l'action publique. Le chapitre suivant analyse plus précisément la manière dont l'approche femmes et villes s'insère dans le système politique vietnamien. Dans ce chapitre-ci, il s'agit seulement de présenter comment les ONGI et ONU Femmes jouent différemment leur rôle de passeur de cette approche en adoptant des stratégies distinctes en matière de plaidoyer de politique.

L'influence sur les politiques publiques prend une forme particulière dans le cas du programme d'ONU Femmes dans la mesure où c'est en fin de compte la ville participante qui est responsable de la mise en œuvre du programme mondial. Dans ce cas-ci, l'influence sur les politiques publiques se fait à travers une collaboration étroite avec les autorités de HCMV. Par exemple, Tiên (coordonnatrice de programme, OI) explique que l'agence onusienne accompagne de près le Conseil populaire de HCMV dans l'adoption d'une budgétisation sensible au genre, une mesure qui est également promue dans le discours international sur l'approche femmes et villes (voir le chapitre 3).

Bien qu'elles soient moins proches des autorités publiques, AAV et PIV connaissent aussi un certain succès en termes de plaidoyer politique, comme le démontre le chapitre suivant. Dans le cas d'AAV, l'accent est mis sur les résultats de leurs études, comme l'explique Oanh, directrice d'une OSCV genre partenaire du programme : « we need to change the policy to change for more good things for people. So first, we have research, we need some evidence for all of our activity. After research we use research result for advocacy ». Par exemple, « in 2014 they used the data from their survey to request the local government in Ho Chi Minh City take action to combat the issue of public violence against women » (ActionAid 2016b, s.p.). Dans le cas du programme de PIV, on considère essentiel d'influencer les politiques publiques, comme l'explique une participante : « we have to work with [People's] Committee, because girls themselves they cannot create this, very important when we work with the government to change the policy, that's the way » (Phuong, coordonnatrice de programme, OI). Dans leur cas, le travail de plaidoyer repose principalement sur le projet pilote mis en œuvre dans le district de Dong Anh. En effet, deux participantes impliquées dans le programme de PIV (Phuong, coordonnatrice de programme, OI; Mai, directrice adjointe, OSCV genre) expliquent que le projet pilote a notamment pour objectif de démontrer la pertinence de ce programme « ville sûre » aux autorités afin que celles-ci intègrent le modèle « ville sûre » dans les politiques publiques.

Bref, les trois programmes « ville sûre » visent à avoir une influence sur les politiques publiques vietnamiennes. Les impacts de ce travail de plaidoyer sont examinés plus en détail au chapitre suivant.

Intervenir dans l'aménagement des espaces publics

Enfin, une dernière stratégie privilégiée dans les programmes « ville sûre » consiste à intervenir directement sur l'aménagement des espaces publics. Comme dans le discours international sur l'approche femmes et villes, il ne s'agit pas d'une des principales mesures. Elle est mobilisée dans les programmes de PIV et d'ONU Femmes. Dans le cas d'AAV, l'organisation s'intéresse aux toilettes publiques et aux arrêts de bus, mais n'intervient pas directement dans leur aménagement.

Du côté d'ONU Femmes, les interventions sur l'aménagement des espaces publics s'inscrivent dans les « gender responsive infrastructure principles » (BM 2019, 23). Au moment de la collecte de données, ces interventions n'avaient pas encore eu lieu, mais elles étaient envisagées par les autorités de HCMV. Une participante explique comment ces interventions se réaliseront : « we work with the pilot district and public transport system to do a safety audit, both with the public transport system and some public area of the two districts, district 1 and district 10 and then inform the urban design and renovation of those kinds of areas » (Tiên, coordonnatrice de programme, OI).

C'est dans le cadre du programme de PIV qu'on retrouve le plus d'interventions directes dans l'espace public. Différents espaces publics dans le district de Dong Anh ont été réaménagés pour mieux répondre aux besoins des filles : cours d'école, terrain de jeux et passages souterrains. Dans le choix des lieux, My, une partenaire du programme qui est directrice adjointe dans un organe de l'État vietnamien, explique que son organisation a aussi un souci d'améliorer les espaces publics dans les zones où on retrouve beaucoup de populations migrantes. C'est donc une des quelques mesures implantées dans une perspective intersectionnelle.

En 2019, PIV et ses partenaires ouvraient trois nouveaux terrains de jeux construits avec la participation de la communauté : « the project attracted participation of the whole community, either financial support or technical support like rebuilding the space, planting and wall-painting. After two months of construction, 3 well-equipped playgrounds for adults and children, especially girls have been finalised and bring into daily use » (PIV 2019c). Une participante rapporte comment les besoins des filles sont intégrés dans ces aménagements : « we try to focus on the

girls character, what they like to play mostly, not all of them. And also there is painting on the walls to promote that boys and girls are in harmony together » (Doàn, directrice, OSCV urbain). Dans le cas d'un passage souterrain, le réaménagement permet de « make it lighter, cleaner, put pictures of propaganda of protection » comme l'explique My (directrice adjointe, État vietnamien). Les images de propagande sont une manière récurrente de mener des campagnes de sensibilisation au Vietnam et en ce sens, cela fait écho aux propos de Merry et Levitt (2020, 148) à propos de la vernacularisation : « in order for globally established ideas of gender equality to be accepted, they have to be adapted to some extent to local cultural categories, symbols and ideologies ». Les images de propagande sont ainsi un moyen d'adapter à la culture vietnamienne l'idée d'une ville sûre pour les femmes.

6.3 L'application des ODD au Vietnam

6.3.1 Un engagement soutenu

Pour compléter le portrait de la manière dont l'approche femmes et villes prend forme au Vietnam, j'inclus aussi dans l'analyse l'application des ODD au Vietnam. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une organisation qui joue un rôle de passeur, comme dans le cas des IFI, des ONGI et d'ONU Femmes, les ODD sont particulièrement intéressants à aborder dans la mesure où ils constituent un cadre normatif important dans le renforcement du discours international sur l'approche femmes et villes, comme le présentait le chapitre 3. Les ODD correspondent à ce que Finnemore et Sikkink (1998, 891) nomment des « constitutive norms », celles-ci « create new actors, interests, or categories of action ». Dans le cas du Vietnam, c'est en participant à créer de nouveaux champs pour l'action publique que l'application des ODD participe à la traduction locale de l'approche femmes et villes dans le pays.

Avant de développer sur l'ODD 11, qui est plus précisément en lien avec l'approche femmes et villes, il faut mettre en contexte la place qu'occupent en général les ODD au Vietnam. Selon trois personnes participantes (Liêm, spécialiste genre, OI; Tiên, coordonnatrice de programme, OI; Anh, spécialiste genre, OI), le gouvernement vietnamien est « committed » à appliquer les ODD. Cet engagement est rapporté par le gouvernement vietnamien : « as a responsible member country of the United Nations, Viet Nam has been actively participating in the implementation of the global sustainable development agendas » (République socialiste du Vietnam 2018b, 7). C'est par une décision du gouvernement vietnamien (No:622/QĐ-TTg) que cet engagement s'est

concrétisé. Avec cette décision, le gouvernement s'est doté en 2017 d'un plan d'action national pour guider l'implémentation du programme de développement durable 2030 au Vietnam. Ce plan d'action constitue la base juridique pour l'application des ODD au Vietnam. Il témoigne de l'engagement du gouvernement dans l'adoption locale des ODD, selon un participant : « for the SDGs in fact, the Vietnam government, of course, is committed to all the 17 SDGs, they even localize, and they say it's VDG, Vietnamese Development Goals, basically based on the SDGs » (Liêm, spécialiste genre, OI). En effet, le plan d'action définit les 115 cibles des *Viet Nam's Sustainable Development Goals* (VSDG) qui correspondent largement aux cibles qu'on retrouve dans les ODD (République Socialiste du Vietnam 2017, 9). De nombreux organes du gouvernement sont concernés par la mise en œuvre de ce plan d'action :

Ministers, Heads of ministerial-level agencies, Heads of subordinate bodies of the Government, Chairmen of peoples' committees of provinces and centrally-managed cities are accountable to the Prime Minister for the implementation arrangement and achievements of the National Action Plan and the sustainable development goals to 2030. (République Socialiste du Vietnam 2017, 12).

Toutefois, la responsabilité principale en termes de suivi de la mise en œuvre et de coordination des parties prenantes revient à l'influent MPI, qui a mis sur pied une division pour faire ce suivi.

De plus, des mécanismes sont mis en place afin de faire atterrir les VSDG au niveau des gouvernements locaux. Par exemple, en plus de l'intégration des VSDG dans la stratégie nationale de développement socio-économique, les provinces et les villes à statut de province doivent également intégrer les VSDG dans leur plan socio-économique (Vietnam Plus 2019a). À ce propos, Dao, l'ancienne directrice d'une OSCV qui travaille sur les milieux urbains rapporte qu'elle a participé à sonder les autorités des villes afin de savoir à quel point celles-ci connaissent et comprennent les VSDG. Il y a donc une volonté affichée du gouvernement de faire percoler les ODD dans l'ensemble du territoire vietnamien. Selon Odera et Mulusa (2020, 110), c'est un élément important de l'application des ODD : « localization – the process of defining, implementing and monitoring strategies at the local level for achieving global, national and subnational SDG targets is crucial ».

Pour mener à bien l'adoption des ODD au Vietnam, le gouvernement vietnamien souligne l'importance de recevoir l'appui de la communauté internationale comme dans le cas de l'égalité de genre (voir le chapitre 5). C'est dans cet ordre d'idées que le vice-ministre du MPI a déclaré lors d'une présentation à l'ONU que : « we also consider ODA [official development assistance],

FDI [foreign direct investment], remittances are important sources for SDG implementation in Vietnam » (République Socialiste du Vietnam 2018a, s.p.). En plus de l'apport financier, l'apport technique des organisations internationales présentes au Vietnam est également recherché. À ce sujet, la présidente de l'UFV reconnaît le soutien des organisations internationales dans la mise en œuvre des ODD au Vietnam lors d'un atelier sur l'évaluation de l'implémentation de l'ODD 5 sur l'égalité de genre : « the engagement of scientists and international organisations in mapping out orientations, solutions and mechanisms to eliminate gender inequality was significant to the building of a national plan of action for the implementation of Việt Nam's sustainable development goals » (Vietnam News 2016b, paragr. 4). Cet appui prend plusieurs formes. Par exemple, le bureau de statistique du Vietnam a produit avec le support de GIZ, l'agence de coopération internationale allemande, 158 indicateurs pour faire le suivi de la mise en œuvre des VSDG. Tandis qu'ONU Femmes appuie le gouvernement pour que les cibles en lien avec l'ODD 5 sur l'égalité de genre soient atteintes. Les ONGI se disent également « willing and able to contribute to the implementation and monitoring of the SDGs in Vietnam » (AAV et al. s.d. 1). Bref, le gouvernement vietnamien s'engage à appliquer les ODD au Vietnam, mais il considère que cette application nécessite le soutien technique et financier de la communauté internationale.

6.3.2 Une application limitée de l'ODD 11

Deux cibles des ODD s'inscrivent directement dans l'approche femmes et villes. Les cibles 11.2 et 11.7 stipulent respectivement qu'il faut porter attention aux besoins des femmes en termes de système de transport et d'espace public. Ces cibles sont intégrées dans le plan d'action des VSDG. La formulation de l'énoncé des cibles 11.2 et 11.7 dans les VSDG est sensiblement pareille à celle des ODD. C'est l'examen des actions en lien avec chaque cible, tel que précisé dans le plan d'action, qui permet de faire ressortir comment les ODD en lien avec l'approche femmes et villes sont traduits dans les VSDG. Dans le cas de la cible 11.2 sur les transports, les actions sont en concordance avec l'énoncé de la cible telle qu'elle est formulée dans les VSDG et les ODD. Ainsi, les actions pour cette cible sont :

Improve service conditions of public transport in keeping with the conditions of people with disabilities, elderly people, women and children.

Invest in developing the transport system paying attention to the challenges faced by needs of people with disabilities, elderly people, women and children;

[...]

Evaluate and scale up exemplary lines of public transport vehicles which are accessible to people with disabilities, elderly people, women and children. (République Socialiste du Vietnam 2017, 52)

Par contre, dans le cas de la cible 11.7 sur les espaces publics, bien que l'énoncé de la cible dans les VSDG mentionne les femmes comme dans les ODD, aucune des actions en lien avec cette cible n'inclut les femmes dans le plan d'action des VSDG. Néanmoins, l'absence des femmes dans la cible 11.7 des VSDG ne signifie pas que les besoins des femmes dans l'espace public sont totalement évacués dans l'application des ODD au Vietnam. En effet, dans les VSDG, une des actions de la cible 5.2 sur la réduction des violences faites aux femmes et aux filles traite directement de l'enjeu de la sécurité des femmes dans l'espace public : « Develop and roll-out a “city without violence against women and girls” model (for urban centres), a “countryside without violence against women and girls” model (for rural areas » (République Socialiste du Vietnam 2017, 33). Le fait que ce sujet se retrouve dans le VSDG 5 montre que l'enjeu de la sécurité des femmes dans l'espace public est considéré par les autorités vietnamiennes comme une question d'égalité de genre et moins comme une question de planification urbaine.

Au sujet de la mise en œuvre réelle des VSDG, comme dans le cas des politiques publiques sur les droits des femmes (voir le chapitre précédent), « the implementation is still the problem », explique Anh (spécialiste genre, OI). En effet, leur mise en œuvre connaît plusieurs limites. Il y a notamment un enjeu à propos de la coordination entre les différents organes de l'État, comme le rapporte un participant :

SDG is the responsibility of one division within MPI, so other ministries they don't know about that [...] it's not their fault but anyway because as you know, only one division within MPI and that one they don't reach out, how can they know about that. They might know about SDG, for their own sector but they don't know about cross-cutting, especially about gender equality within their sector. (Liêm, spécialiste genre, OI)

Le travail en silo, caractéristique de l'action publique vietnamienne, fait donc en sorte que des éléments transversaux des ODD, plus particulièrement l'égalité de genre, peuvent se perdre. De plus, on manque de capacité en termes de statistiques pour mesurer les indicateurs en lien avec chaque cible, comme le rapporte le gouvernement vietnamien : « many SDG indicators do not have metadata, must be newly collected, with complicated calculation methods, and/or with data from non conventional sources » (République Socialiste du Vietnam 2018a, 6). C'est notamment le cas pour l'objectif 11 des ODD : « policies related to SDG 11 have not included adequately

some M&E [monitoring and evaluation] indicators proposed by the UN and these indicators have not been systematically collected in Viet Nam » (République Socialiste du Vietnam (2018b, 60). En effet, les cibles de l'ODD 11 en lien avec les femmes ne sont pas mesurées dans le cas du Vietnam (<https://dashboards.sdgindex.org>). Cela pose la question de savoir comment les ODD peuvent être traduits dans des pays qui n'ont pas la capacité statistique d'en faire le suivi. Comme l'avance Ferjerskov (2018, 129), « contextuality is decisive in shaping and facilitating different forms of translation ». Ici, ce sont les ressources du gouvernement vietnamien qui déterminent à quel point les ODD sont traduits au Vietnam.

Or, bien que la mise en œuvre connaît des limites, les ODD exercent tout de même une influence sur les politiques publiques selon Tiên, qui travaille pour une grande organisation internationale collaborant de près avec le gouvernement : « in the party resolution or like high-level document they do address the importance of gender equality to the development of the city, especially now with the national action plan to implement SDG ». Cette même participante souligne que la signature d'un cadre normatif global comme les ODD a un impact, dans la mesure où le gouvernement doit répondre de ses actes : « it's kind of accountability to make sure that you sign and you do but it's also a risk because the government doesn't want to really expose with the bad issue, they want to make up the data and report it nicely with the international community » (Tiên, coordonnatrice de programme, OI). Le gouvernement vietnamien doit répondre de ses actes face à la communauté internationale, mais aussi face aux OSCV. Comme vu au chapitre 1, il s'agit d'un mécanisme important dans la construction d'une norme internationale d'égalité de genre. En effet, les engagements pris par les pays membres de l'ONU à chaque conférence mondiale sur les femmes n'auraient pas eu autant de suites sans le travail des organisations féministes, qui s'assurent que leur gouvernement donne suite à ces engagements pris à l'international (Esquivel et Sweetman 2016). C'est aussi le cas pour les ODD au Vietnam. Par exemple, les OSCV se sont notamment réunies pour fournir au gouvernement des commentaires à propos de l'examen national volontaire soumis par le gouvernement à l'ONU et faisant état de la mise en œuvre des ODD au Vietnam. Dans leurs commentaires, les organisations de la société civile soulignent par rapport à l'objectif 5 le manque de données sur les violences contre les femmes, notamment celles dans l'espace public. Par rapport à l'objectif 11, elles soulignent l'absence de considérations au sujet de : « accessibility for women and girls (for example, women's access to public toilets) and safety for vulnerable and marginalised groups, such as migrant workers and street vendors » (AAV et al., s.d., 14). Au sujet de l'absence des femmes dans le VSDG 11, Hoa, une participante à la recherche chargée de programme dans une OSCV et travaillant sur les enjeux urbains, se montre

surprise quand je soulève cette omission en entrevue. Elle va alors chercher sa copie du plan d'action des VSDG pour vérifier et fait le même constat :

It doesn't mention anything about women. And the collaboration organisations here, no Women Union here. [...] They mention the responsibility of elderly association, but they didn't mention the responsibility of the Women Union. They do not mention anything special about gender. So even though they follow the 11.7, but in the action plan no. So, I think that we need to advocate for that! (Hoa, chargée de programme, OSCV urbain)

Cette pression sur le gouvernement représente un autre aspect du rôle de passeur. Selon Cold-Ravnkilde, Engberg-Pedersen et Fejerskov (2018, 89), le travail de traduction « includes campaigning, sophistication and strengthening of the norm in local and other contexts ». En s'assurant que le gouvernement vietnamien est imputable des engagements qu'il a pris par rapport aux ODD, les OSCV contribuent à la traduction locale de l'approche femmes et villes.

En somme, l'analyse de la prise en compte des ODD au Vietnam donne à voir une traduction limitée des éléments des ODD liés à l'approche femmes et villes. La section suivante fait toutefois état d'un rôle significatif pour les VSDG dans l'ensemble des pratiques femmes et villes au Vietnam.

6.4 Interactions entre les pratiques femmes et villes au Vietnam : rechercher l'effet de synergie

Le *gender mainstreaming* dans les projets urbains des IFI, dans les programmes « ville sûre » et dans les VSDG ne sont pas seulement déployés en parallèle. Il s'agit dans les faits d'un ensemble de pratiques qui interagissent entre elles (voir figure 6.3). La traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam se réalise donc aussi à travers les interactions des différents passeurs de l'approche. Du côté des programmes « ville sûre », les trois organisations internationales implémentent certaines activités en collaborant. On retrouve également des collaborations entre les programmes « ville sûre » et les IFI. Enfin, l'application des ODD au Vietnam sert de caisse de résonance pour les programmes « ville sûre », tandis que le *gender mainstreaming* des IFI appuie la réalisation des VSDG. Ces dynamiques entraînent un effet de synergie par la mise en commun des ressources et par la construction d'un *momentum*. Il en résulte que les différentes pratiques femmes et villes se renforcent mutuellement. Ces exemples d'interactions entre IFI,

ONGI et ONU Femmes montrent aussi combien les passeurs de l'approche femmes et villes au Vietnam forment un réseau autour de cette approche.

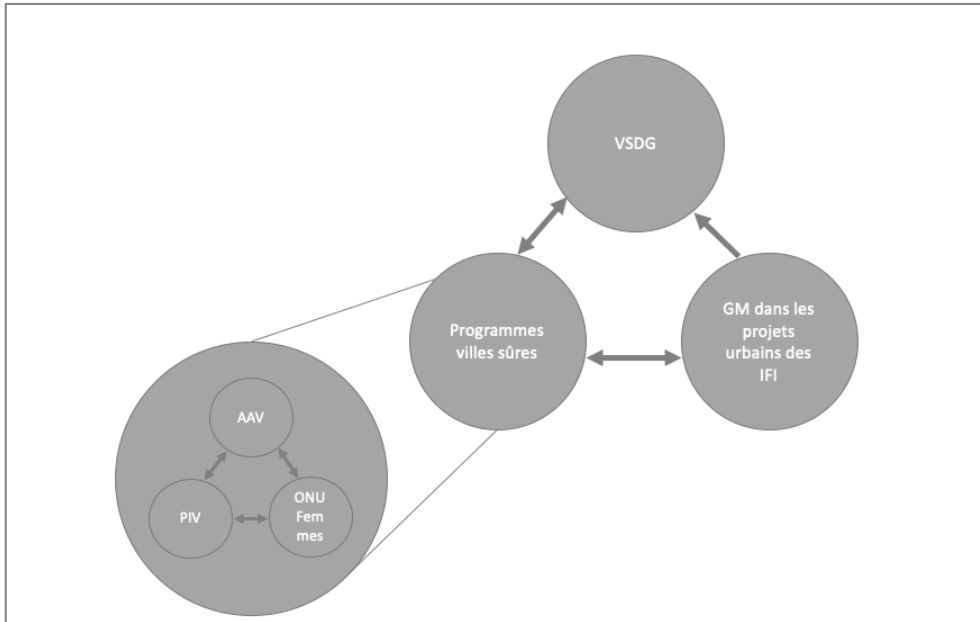


Figure 6.3 : Interactions entre les pratiques femmes et villes au Vietnam

Source : autrice

Dans les rapports entre les trois organisations internationales porteuses des programmes « ville sûre », l'aspect *momentum* s'est particulièrement développé entre les programmes d'AAV et de PIV. Une participante qui a collaboré à ces programmes raconte comment les équipes de PIV et d'AAV ont été réunies dans cette perspective : « the other thing that happened in Vietnam was that there was an ActionAid programme [...] So we put them in touch with each other, you know trying to gain a momentum, which I think that they did » (Jade, directrice, OI). Afin de contribuer à ce que le sujet de la sécurité des femmes dans l'espace public prenne de l'ampleur au Vietnam, PIV et AAV ont donc réalisé certaines activités en commun. Par exemple, comme l'explique Phuong, participante coordonnatrice de programme dans une organisation internationale qui a travaillé sur *Safer Cities for Girls*, PIV et AAV se sont coordonnées en 2014 pour présenter aux autorités les résultats de leurs études respectives, l'étude de base dans le cas de PIV et l'étude sur le harcèlement sexuel dans l'espace public à Hanoï et HCMV dans le cas d'AAV (voir l'annexe 6). Ce genre d'activité commune s'inscrit dans ce que PIV désigne comme étant des « joint advocacy initiatives with relevant networks to address violence in schools and cities (e.g. Safe City and GBV networks) to influence policy » (PIV 2017, 30). Ainsi, il s'agit essentiellement de réunir ses forces en termes de plaidoyer politique. Ce fut aussi le cas dans le programme

d'ONU Femmes où « the HCM city delegation visited Hanoi to learn about Plan International's experiences » (ONU Femmes Vietnam 2017a, s.p.).

D'autres activités sont réalisées conjointement afin de mettre en commun des ressources dans un contexte de budgets limités. Par exemple, Oanh, directrice d'une OSCV genre partenaire du programme d'AAV, rapporte que son organisation a travaillé avec PIV pour donner des formations aux personnes qui conduisent les bus et qui perçoivent les billets dans le transport public à Hanoï. Dans le même ordre d'idées, AAV a participé à la campagne des bus orange d'ONU Femmes. Dans l'ensemble, il y a davantage de collaboration entre les deux ONGI, PIV et AAV, qu'avec ONU Femmes. Par ailleurs, deux participantes (Linh, coordonnatrice de programme, OI; Oanh, directrice, OSCV genre) mentionnent qu'à un certain point, un réseau de neuf organisations internationales et de la société civile vietnamienne a été formé sous le nom de *City Safety Network*, mais il semble que ce réseau n'a finalement pas été très actif. Les collaborations entre les programmes « ville sûre » se sont réalisées à la pièce, selon les activités.

Il y a également des échanges et des collaborations entre les programmes « ville sûre » et les IFI qui appliquent le *gender mainstreaming* dans leurs projets urbains au Vietnam. Par exemple, un spécialiste genre d'une IFI explique que, dans le cadre d'un projet particulier, au lieu d'effectuer leur propre étude sur la sécurité des femmes dans l'espace public, ses collègues et lui ont pu utiliser les données produites dans le cadre des programmes « ville sûre ». Ces données sont pertinentes dans plusieurs aspects du projet, d'après lui :

We use the analysis from ActionAid and from Plan International to inform the project, to do the intervention, otherwise how we can convince the client when you don't have the data. They have good data, that's a good report and we convince them with that and they agreed to include it. (Liêm, spécialiste genre, OI)

Il semble toutefois que les interactions avec les IFI sont plus importantes du côté d'ONU Femmes. En effet, l'agence onusienne a collaboré à plusieurs reprises avec des IFI dans le cadre de *HCMC Safe and Friendly City for Women and Children*. En termes de mise en commun des ressources, par exemple, dans le cadre d'un projet urbain d'une IFI à HCMV dans lequel l'analyse de genre a mis en évidence que le harcèlement sexuel dans les transports est une barrière à l'accès à l'emploi, une des interventions prévues dans le projet est de former les chauffeurs et chauffeuses de bus à cet enjeu. Pour ce faire, l'IFI a collaboré avec ONU Femmes afin que les formations s'inscrivent dans leur programme « ville sûre », ainsi « the resources come from the UN Women it's very in time [sic], which is very good » (Liêm, spécialiste genre, OI).

On retrouve aussi ONU Femmes dans un exemple de construction de *momentum*, en termes de plaidoyer de politique. Tiên, une coordonnatrice programme dans une organisation internationale, rapporte comment l'agence onusienne a collaboré avec des IFI à cette fin : « So [ONU Femmes] also cooperate with the World Bank and ADB to make sure that the government, when they do urban planning especially the transport sector, they have some criteria to evaluate whether the project is gender responsive or not ». Concrètement, cette coopération a notamment donné lieu à un projet de budgétisation sensible au genre dans le secteur du transport à HCMV avec l'appui de la BAD (BAD et ONU Femmes 2019).

Enfin les ODD interagissent également avec les autres pratiques femmes et villes au Vietnam en jouant un rôle de caisse de résonance pour les programmes « ville sûre ». Comme évoqué précédemment, le gouvernement a intégré dans son plan d'action sur les VSDG le concept de « “city without violence against women and girls” model » (République Socialiste du Vietnam 2017, 33). C'est le résultat du travail de plaidoyer de politiques des organisations impliquées dans les programmes « ville sûre », comme le démontrera le chapitre suivant. L'intérêt d'intégrer les programmes « ville sûre » dans les VSDG est souligné par une participante qui explique le rôle que les ODD ont joué dans l'adhésion de HCMV au programme d'ONU Femmes :

At that time we use the SDG agenda to talk with the government because at the higher level the government of Vietnam committed to implement SDG and in SDG there's a separate goal of gender equality separate target on ending violence against women and girls in both private and public spheres and there's a separate target on inclusive city for women and girls. (Tiên, coordonnatrice de programme, OI)

Certaines activités des programmes « ville sûre » sont présentées comme s'inscrivant directement dans les ODD. Dans le programme *Safe Cities for Women*, un événement a été organisé pour « raise awareness among youth on Sustainable Development Goals, especially goals on safe community for women and girls » (AAV 2017b, s.p.). Dans le cadre de de *Safer Cities for Girls*, PIV indique que ses activités d'*empowerment* pour les filles contribuent à atteindre les ODD (Thoi Dai 2016). Tandis que la ville d'HCMV a lancé, en partenariat avec l'UFV, la campagne *Safety for Women and children* dans le cadre du plan d'action des VSDG (Vietnam Plus 2019b).

Enfin, l'application des ODD au Vietnam reçoit l'appui des IFI. Un participant rapporte que le travail de l'IFI où il travaille contribue à l'application des ODD au Vietnam et plus particulièrement à

l'intégration transversale de l'objectif d'égalité de genre. Le participant explique comment il appuie ses collègues afin qu'ils appuient à leur tour le gouvernement :

Gender equality is crosscutting for all the 17 development goals, [...] it's always a crosscutting objective in their sector, they need to pay attention to that. So it's my job, I always need to remind the team that they think about SDG is relevant to that particular policy, strategy, and how they can contribute to remind that to the client, the government side. [...] So our advantage is that here we have different sectors and we work with different ministries and sectors wherever we work particular strategy, policy, we need to remind them about [SDGs] and they need to integrate, that's also something important here [in our IFI] we can contribute based on our advantages (Liêm, spécialiste genre, OI)

Ainsi, tout comme les ODD amplifient les programmes « ville sûre » au Vietnam, les IFI amplifient l'intégration des ODD au Vietnam. Les résultats ne mettent toutefois pas en évidence comment les ODD contribuent en retour au travail des IFI en matière de pratiques femmes et villes.

Conclusion du chapitre

Ce chapitre visait à analyser la traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam à travers les projets urbains des IFI, des programmes « ville sûre » d'AAV, PIV et ONU femmes, ainsi qu'à travers l'application des ODD. Elle a permis de montrer qu'il s'agit en fait d'un ensemble de microprocessus de traduction menés différemment selon le type de passeur. Du côté des IFI, ce sont les spécialistes genre qui sont les plus importants passeurs de l'approche femmes et villes. Le principal processus de traduction opéré par ces spécialistes genre, est le développement d'un langage technocratique, notamment d'indicateurs, afin d'intégrer le *gender mainstreaming* aux projets urbains des IFI. De plus, dans le cas des IFI, les négociations entre les différentes parties prenantes sont réellement au cœur du processus de traduction de l'approche femmes et villes. Du côté des programmes « ville sûre », les trois initiatives mises en œuvre au Vietnam par AAV, PIV et ONU Femmes montrent que l'adaptation locale de ces programmes mondiaux se fait principalement par les équipes locales de ces organisations. Ces équipes sont, comme les spécialistes genre des IFI, des passeurs d'avant-plan de l'approche femmes et villes au Vietnam. Elles la diffusent notamment en collaborant avec des partenaires vietnamiens de la société civile et de l'État sur ces programmes. Ces passeurs ont en commun un important procédé de traduction qui consiste à produire des données sur la sécurité des femmes dans les espaces publics des

villes vietnamiennes afin de traduire ce sujet du discours international comme un enjeu à l'échelle du Vietnam. Du côté des ODD, le gouvernement vietnamien est lui-même un passeur de l'approche femmes et villes lorsqu'il traduit les ODD, notamment les objectifs 5 et 11, en VSDG. C'est une traduction qui est toutefois très limitée en raison notamment du manque de données, mais à laquelle les OSCV contribuent en faisant du plaidoyer politique auprès du gouvernement sur le sujet des ODD. Dans les trois cas, soit les projets urbains des IFI, les programmes « ville sûre » et les ODD, on remarque que la traduction de l'approche femmes et villes ne se fait pas seulement séparément, il y a des échanges entre ces trois formes qui donnent lieu à un certain effet de synergie autour de l'approche.

Les trois cas ont illustré la place importante qu'occupent les données quantitatives dans la traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam. Dans les projets urbains des IFI et pour les ODD, les indicateurs sont un moyen d'implémentation de l'approche femmes et villes. Dans les programmes « ville sûre », c'est un moyen pour construire l'enjeu de la sécurité des femmes dans l'espace public. De plus, autant du côté des IFI que des programmes « ville sûre », produire des données est une stratégie utilisée pour persuader les autorités vietnamiennes, sensibles aux données quantitatives, d'agir sur les enjeux liés à l'approche femmes et villes. On peut alors supposer que la culture politique vietnamienne renforce la mise en chiffres des enjeux d'égalité de genre et ainsi leur dépolitisation.

Cette analyse a aussi permis de montrer que l'approche femmes et villes, en prenant forme à l'échelle du Vietnam, reprend plusieurs des idées qu'on retrouve à l'échelle internationale. Ainsi, les passeurs de l'approche mettent en place au Vietnam des mesures qui sont préconisées dans le discours international comme des activités de formation, de renforcement des capacités, de participation publique, de campagne de sensibilisation, de collecte de données genrées, d'*empowerment* économique des femmes, de partenariat multisectoriel, d'aménagement des espaces publics et de budgétisation sensible au genre. Par contre, les mesures qui sont davantage tournées vers les enjeux de gouvernance, comme de nouvelles structures administratives ou l'appui aux organisations de la société civile, ne sont pas présentes. Des thématiques comme une présence accrue des femmes dans les lieux décisionnels et le logement sont de plus très peu abordées, tandis que d'autres, comme le transport, prennent une place importante. D'autres encore, comme l'accent mis sur les jeunes, se retrouvent au Vietnam, mais pas dans le discours international. Parmi les actrices et acteurs qui sont appelés à participer à la mise en œuvre de l'approche femmes et villes dans le discours international et qui y participent effectivement au Vietnam, il y a par ailleurs le gouvernement central et les gouvernements locaux,

les fonctionnaires qui travaillent dans le domaine du transport (mais peu d'urbanistes), les organisations de la société civile et les médias. Un dernier élément de comparaison entre le discours international et l'approche femmes et villes au Vietnam est l'impact limité du tournant intersectionnel. L'intersectionnalité est principalement intégrée dans les pratiques femmes et villes qui prennent en considération le statut migratoire des femmes, tandis que l'origine ethnique et la situation de handicap sont prises en compte de manière anecdotique. Ainsi, si le tournant intersectionnel est bien établi dans le discours, ce n'est pas le cas lorsque l'approche femmes et villes est appliquée dans un contexte concret. Pour approfondir l'analyse de l'approche femmes et villes et des raisons pour lesquelles elle adopte cette forme au Vietnam, le chapitre suivant, soit le dernier chapitre de la thèse, examine l'influence du contexte social et politique local sur la traduction de l'approche.

CHAPITRE 7 : INFLUENCE DU CONTEXTE SOCIAL ET POLITIQUE SUR LA TRADUCTION DE L'APPROCHE FEMMES ET VILLES AU VIETNAM

Ce dernier chapitre analyse la traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam en se concentrant sur le contexte local. Il vise à identifier et examiner les facteurs sociaux et politiques qui peuvent expliquer, du moins en partie, la trajectoire et l'impact de l'approche femmes et villes telle qu'elle prend forme au Vietnam. Ces facteurs émergent de l'analyse transversale des données de recherche. Celles-ci donnent à voir deux grandes catégories d'éléments contextuels qui influencent la traduction locale de l'approche femmes et villes. Le chapitre présente d'abord l'influence du contexte social, avant de s'attarder sur l'influence du contexte politique aux échelles nationale et locale. L'analyse montre que plus on se rapproche de la mise en application de l'approche femmes et villes sur le terrain, plus les facteurs locaux exercent une influence déterminante sur les actrices et acteurs qui remplissent leur rôle de passeurs, comme l'ont constaté d'autres chercheurs (e.g. Fejerskov 2019).

7.1 Se moduler à un contexte social en transformation

La traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam a pour toile de fond un contexte social en transformation à la suite de l'ouverture du pays à l'économie de marché et au monde lors des réformes du *Đổi Mới*, en 1986. Depuis, le Vietnam « has undergone rapid societal changes » (Rydstrom 2006, 283) et les pratiques femmes et villes sont modulées en fonction de ce paysage social mouvant. Dans la perspective de « focusing on how policies are 'arrived at' in particular places » (Temenos et Baker 2015, 842), considérer ce paysage permet d'appréhender la manière dont celui-ci opère une influence sur les diverses formes que prend l'approche femmes et villes au Vietnam. Dans ce contexte social en transformation, trois éléments exercent plus particulièrement une influence sur la traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam, soit l'urbanisation rapide, la persistance des stéréotypes de genre et la façon dont le harcèlement sexuel est abordé dans l'espace public.

7.1.1 Répondre à la transition urbaine du Vietnam

Populations migrantes : un défi pour les autorités

La rapide transition urbaine qui se déroule au Vietnam depuis les années 1990, présentée précédemment au chapitre 5, représente une conjoncture favorable pour les pratiques femmes et villes dans la mesure où celles-ci sont positionnées comme une réponse aux défis qui découlent de cette transition. En effet, le déplacement massif d'habitants et d'habitantes des milieux ruraux vers les villes entraîne de nombreux enjeux avec lesquels les autorités ont de la difficulté à composer, comme l'explique Karis (2013, 27) dans sa thèse sur les migrations urbaines au Vietnam :

If recent trends toward economic liberalization and the global movement of capital have created fertile environments for migrants to stake out in search of better lives, they have also placed unprecedented pressures on national and city governments to themselves adapt and respond to new demographic arrangements.

Parmi ces pressions, on invoque dans le plan stratégique de PIV le risque d'« exacerbating urban poverty » (PIV 2016, s.p.). Il s'agit même d'un « primary development challenge facing Vietnam as the country opens and the economy modernizes » (PIV 2016, s. p.). Cette pauvreté découle notamment du fait que les populations migrantes, par leur manque de formation, sont cantonnées à des emplois faiblement rémunérés et aux conditions de travail difficiles. Ces enjeux sont d'autant plus exacerbés par le manque d'encadrement des conditions de travail dans le secteur informel, où se retrouvent majoritairement les femmes migrantes (Van Nguyen 2015, 45).

Les femmes sont majoritaires à se déplacer vers les villes. Comme mentionné au chapitre 5, ce sont les opportunités économiques accessibles aux femmes en milieux urbains, dans l'industrie du textile par exemple, qui engendrent ce phénomène décrit comme une « feminization of migration » (Huong Vo 2021, 2). Or, « women in particular are highly vulnerable upon arriving in cities » (PIV 2016, s. p.). Linh (coordonnatrice de programme, OI), une participante impliquée dans un des programmes « ville sûre » au Vietnam, explique dans quelles mesures celles-ci sont vulnérables :

Many women have to migrate to the big cities where the social protection sometimes they cannot qualify for them⁶⁵. [...] It is about the social protection, about the wage that they

⁶⁵ L'accès au filet de sécurité social est dépendant du système d'enregistrement de résidence, le *hộ khẩu*. Sans cette preuve de résidence, que les personnes migrantes doivent obtenir en s'enregistrant auprès des autorités locales, l'accès aux services publics leur est limité.

receive, so women will have more issues in the future, sexual harassment in the workplace, anything happen to women.

Ân (directrice, OSCV genre), une des premières à avoir travaillé sur les enjeux de genre après l'ouverture du pays, considère que ces femmes migrantes qui travaillent dans le secteur informel représentent « a big problem for the government [...] up to now, I don't think we have any good policy for them ». Une autre participante, Dao (OSCV urbain, ancienne directrice), abonde dans le même sens. Ayant longtemps travaillé auprès des gouvernements locaux, ceux-ci ont selon elle des « difficulty with migrants ».

En plus des enjeux entourant les conditions de travail, les autorités doivent se préoccuper de ceux concernant les services publics, car « migration to urban areas has put increasing pressure on insufficient government social services » (PIV 2016, s. p.). Comme expliqué au chapitre 5, les infrastructures urbaines et les services publics ont de la difficulté à composer avec toutes ces nouvelles populations alors que l'accès est particulièrement limité pour les populations migrantes qui n'ont pas de preuve de résidence. Ces enjeux se retrouvent au cœur des réflexions dans le cadre du programme *Safe City for Women* d'AAV : « it is said that the process of urbanization brings many occupation opportunities, but also brings a lot of challenges, particularly in the provision and maintaining of accessible, affordable and safe public services for women and girls » (AAV 2016, 6). Long (conseiller sénior, OSCV genre), un sociologue retraité du gouvernement, déplore que ces dynamiques soient « undocumented », ce qui d'après lui limite l'action des autorités. Tandis que Ân (directrice, OSCV genre), qui considère que le gouvernement n'est pas en mesure de gérer ces enjeux, déplore pour sa part que les organisations de la société civile ne soient pas suffisantes : « if we had a stronger movement of NGOs, they could control, they could move. But now we don't, only government office, it doesn't work ». Avec l'espace politique restreint pour les OSCV (voir le chapitre 5), ces organisations ne suffisent pas à répondre aux besoins des populations migrantes.

Néanmoins, le processus d'urbanisation rapide n'est pas seulement une source de défis pour les autorités. Comme dans le discours international à propos de l'approche femmes et villes examiné au chapitre 3, les passeurs de cette approche au Vietnam soulignent ainsi que l'urbanisation représente aussi une opportunité pour les femmes. Plan International résume cette idée : « girls in cities contend with the duality of increased risks and increased opportunities » (Plan International 2017, 1). Pour la BM au Vietnam, il s'agit alors de mettre en place « relevant social and economic gender-informed policies, so as to ensure women's equal access to the benefits of

urbanization » (BM 2017, 132). C'est notamment dans cette perspective que l'approche femmes et villes est appliquée au Vietnam.

Un enjeu ciblé dans les pratiques femmes et villes au Vietnam

Dans cette conjoncture, où les autorités apparaissent dépassées et où les organisations de la société civile ont un pouvoir d'action limité, la transition urbaine rapide du Vietnam semble favoriser l'adoption de pratiques femmes et villes au Vietnam. En effet, plusieurs organisations internationales qui font circuler cette approche au Vietnam ciblent les femmes migrantes dans leurs interventions. Elles répondent ainsi aux besoins des autorités et de cette façon réussissent également à mobiliser des partenaires vietnamiens.

En phase avec le tournant intersectionnel dans le discours international sur l'approche femmes et villes dans les années 2000 (voir chapitre 3), certains passeurs appliquent l'approche au Vietnam en prenant en compte le fait que toutes les femmes n'ont pas les mêmes conditions de vie, et donc les mêmes expériences urbaines, ce en raison de différents facteurs comme celui du statut migratoire. En ce sens, une représentante d'ONU Femmes au Vietnam explique lors d'un séminaire que « sexually [sic] violence against women and girls in public places is at an alarming level. Migrant, disabled and young women, lesbians, bisexuals and transgenders face a higher risk of sexual violence as they suffer from different forms of discrimination » (Vietnam Plus 2016b, paragr. 2). Les résultats des études réalisées dans le cadre du programme *HCMC Safe and Friendly City for Women and Children* d'ONU Femmes et de *Safe Cities for Women* d'AAV démontrent effectivement que les femmes migrantes sont particulièrement vulnérables au harcèlement sexuel (Vietnam Plus 2016b; AAV 2016).

AAV met d'ailleurs particulièrement l'accent sur les femmes migrantes dans le cadre de son programme « ville sûre », comme évoqué au chapitre précédent. Par exemple, dans une de leur publication, la définition même du concept de « violence » intègre ce sujet : « "Violence" in the policy brief covers all forms of harassment, sexual assault against women, most of them are migrant women and girls in public places » (AAV 2016, 7). Dans cette publication, qui fait état de leur deuxième étude sur le harcèlement sexuel dans les espaces publics au Vietnam, AAV explique que « the survey result shows that regions discrimination still exists which make women and girls who come from other areas or other places face with higher risk than locals » (AAV 2016, 19). C'est dans cette perspective qu'AAV identifie comme priorité dans son plan d'action

stratégique de « mobilize the state and organizations to allocate more resources for investment in gender responsive public services including priorities for migrants » (AAV 2018a, 21). Aux yeux d'Oanh (directrice, OSCV genre), le phénomène de migration urbaine des jeunes « is about gender equality. It's one of the most important issue ». C'est pour cette raison qu'elle considère important que son organisation, une des plus anciennes organisations féministes vietnamiennes, collabore au programme d'AAV.

Plan International Vietnam a traditionnellement travaillé auprès des enfants et des adolescentes et adolescents marginalisés des régions rurales et ce n'est que récemment que l'organisation internationale a été plus active en milieu urbain, où elle continue de se concentrer sur les populations marginalisées comme les populations migrantes (Plan International 2017, 1). Cette orientation se retrouve également dans leur programme *Safer Cities for Girls*, comme il est précisé dans le plan stratégique de PIV : « the rights of marginalized urban migrant youth and young women will be addressed by the development of safe and inclusive cities able to offer decent work and access to quality services » (PIV 2016, s.p.). PIV se focalise sur les populations migrantes de différentes manières. D'une part, l'équipe locale de PIV a choisi de réaliser leur projet pilote dans un district particulier de Hanoï dans cette perspective comme l'explique une participante impliquée dans le programme, Phuong (coordonnatrice de programme, OI) :

Plan made the decision to choose Dong Anh, because it is a peri-urban district but we think they have a huge number of female migrant people. So that's the reason why we are also working there, we're thinking about the safer city, that we create a community safe for everyone both local girls and also female migrant worker.

My, directrice adjointe dans un organe de l'État vietnamien, explique que l'intérêt qu'elle et son équipe ont eu à collaborer à *Safer Cities for Girls* découle du fait que son organisation partage les mêmes préoccupations que PIV à propos des travailleuses migrantes, nombreuses dans le district de Dong Anh.

D'autre part, pour renforcer leurs interventions auprès de cette population, le programme *Safer Cities for Girls* reprend des éléments d'un autre projet de PIV intitulé *Empowering Female Migrant Youth to Succeed in the City and Workplace*. Phuong (coordonnatrice de programme, OI) rapporte qu'avec ce projet « we're talking about the empowerment of the female migrant with work and living conditions, so it's merging two interventions ». C'est d'ailleurs pour cette raison que l'organisation de la société civile où travaille Mai (directrice adjointe, OSCV genre) collabore avec PIV : « I remember that, eight years ago, we tried to discuss with them about the migrant workers,

like the potential target groups. Because [we] had the experience to work with the migrant workers and after that, we worked together to develop some new programs ».

Les IFI se préoccupent également de ces populations dans les projets urbains qu'elles financent. Ainsi, dans la stratégie de la BAD au Vietnam, une des priorités consiste à : « inclusive urbanization. To assist those living in poor, peri-urban situations, including migrant populations, ADB [BAD] will build on existing operations in water supply and sanitation and the ADB secondary cities initiative to promote inclusive urbanization » (BAD 2016, 10). Tandis qu'à la BM, la problématique est abordée à travers les besoins en services de garde pour les travailleuses migrantes. Plus précisément, c'est dans le cadre du projet *Dynamic City Integrated Development*, à Thai Nguyen, que la BM intervient sur le sujet. Dans ce projet, qui vise à améliorer l'accès aux infrastructures urbaines, une des interventions consiste à construire deux garderies. La BM explique que « the demand for developing preschool education in this emerging industrial city is very high due to its young population, especially from migrant flows » (BM 2019, 45). Il s'agit d'un enjeu émergent selon PIV : « migrant workers are increasingly bringing and caring for children, a trend that will have implications on the future poverty characteristics of the urban poor » (PIV 2016, s.p.). Liêm (spécialiste genre, OI) mentionne en outre que c'est un enjeu répandu : « the lack of affordable and quality childcare facilities especially in Vietnam is well known for industrial zones ». Il s'agit donc d'un autre enjeu lié à la transition urbaine rapide avec lequel les autorités vietnamiennes doivent composer et auquel les passeurs de l'approche femmes et villes répondent dans leur manière d'adapter l'approche au contexte local.

Un Vietnam toujours majoritairement rural

Avec un taux d'urbanisation de 2,6 % par année, le Vietnam devrait devenir majoritairement urbain aux alentours de 2039 (ONU 2018). Pour l'instant, 63 % de la population du Vietnam habite toujours en milieu rural (ONU 2018), ce qui a une incidence sur les pratiques femmes et villes qu'on retrouve dans ce pays.

Comme expliqué au chapitre précédent, le gouvernement vietnamien a traduit les ODD par les VSDG en reprenant généralement la formulation des objectifs et des cibles tels que définis dans le programme de développement durable 2030 de l'ONU. Or, dans l'objectif 11 sur les villes et les communautés, le gouvernement vietnamien a ajouté une cible qui traite spécifiquement des milieux ruraux et qui n'apparaît pas dans les ODD :

Target 11.10: Develop sustainable rural areas and ensure harmony between economic development, urbanization, inclusion, environmental and ecological protection; develop technical infrastructure and improve the quality of life for rural people from economic, cultural, social, environmental and democratic perspectives (an additional target for Viet Nam) (République Socialiste du Vietnam 2017, 55)

De cette façon, au cœur des VSDG, le gouvernement vietnamien souligne que le développement du pays ne peut pas se faire sans porter attention au développement des milieux ruraux dans un contexte comme celui du Vietnam. Cela illustre bien le travail de recontextualisation que demande la traduction locale du discours international sur l'approche femmes et villes.

Ce souci se retrouve également dans une autre pratique liée à l'approche femmes et villes au Vietnam. Dans le cadre du programme *Safe Cities for Women*, AAV a approché le MoLISA afin que le gouvernement vietnamien adopte le concept de « ville sûre »⁶⁶. Linh (coordonnatrice de programme, OI), qui a travaillé avec AAV, est enthousiaste au moment d'expliquer comment l'organisation internationale a décidé d'adapter le concept de « ville sûre » afin de mieux correspondre au contexte local :

According to the context of Vietnam, 70 % provinces are rural, so that's why when AAV cooperates with the Gender Equality Department under MoLISA, they try to make it safe communities. Because if they talk about girls in cities, how about the girls and women in rural area? And when you have only one policy, people will say why you only have the policy for girls in cities only.

AAV a donc traduit *safe city* par *safe community* dans leur stratégie de plaidoyer auprès du gouvernement vietnamien. En agissant ainsi, AAV « demonstrates the active role of intermediaries in reinterpreting global ideas for local contexts » (Merry et Levitt 2020, 147). Cet exemple fait également écho aux propos de Stone (2017, 66) pour qui le travail des intermédiaires, comme AAV, implique aussi de créer de l'hybridité.

Plusieurs expressions sont par contre envisagées pour désigner l'application du concept de « ville sûre » dans les milieux ruraux. Ainsi, dans une publication Facebook d'AAV, on rapporte qu'AAV, en collaboration avec le MoLISA, planifie : « deploy the pilot model of safe community and villages which are friendly with women and girls » (AAV 2018b). Une participante, Thanh, directrice

⁶⁶ Pour des détails sur le travail de plaidoyer de politiques publiques dans le cadre des pratiques femmes et villes, voir la section 7.2.

adjointe au sein du gouvernement vietnamien, utilise elle-même l'expression « safe village ». Tandis que dans les VSDG, sous la cible 5.2 sur la réduction des violences faites aux femmes et aux filles, une des actions identifiées consiste à développer un « countryside without violence against women and girls model (for rural areas) » (République Socialiste du Vietnam 2017, 33). La coexistence de ces diverses expressions illustre la manière dont la traduction locale d'une idée internationale, ici le concept de « ville sûre », est un processus non linéaire et continu, comme le considère Zwingel (2012, 116) dans sa définition du concept de traduction.

7.1.2 Composer avec la persistance des stéréotypes de genre

Changer les attitudes face aux normes genre en s'appuyant sur les jeunes

Le chapitre 5 sur le contexte vietnamien faisait état des dynamiques qui sous-tendent la persistance des stéréotypes de genre. Ceux-ci sont au cœur des rapports de genre inégalitaires selon ONU Femmes : « persistent gender stereotypes, exacerbated by media portrayal of the traditional roles of women and men, remain barriers to changing society's perceptions of women and gender » (ONU Femmes Vietnam 2019c, 1). C'est une opinion partagée par Anh (spécialiste genre, OI), qui considère que ces stéréotypes ont un effet déterminant sur les actions en égalité de genre : « the gender stereotype is the root cause for the challenges in implementing the gender equality in Vietnam ». Ces dynamiques ont également une incidence sur la manière dont l'approche femmes et villes prend forme au Vietnam. En effet, les pratiques qui s'inscrivent dans cette approche mettent particulièrement l'accent sur le changement d'attitudes face aux normes de genre. Par exemple, dans le cadre des trois programmes « ville sûre » mis en œuvre au Vietnam, cela fait partie des objectifs principaux. Comme décrit au chapitre précédent, une majorité des interventions dans ces programmes s'inscrivent dans une stratégie de sensibilisation de la population.

Toutefois, plusieurs personnes participantes soulignent que changer les attitudes face aux normes de genre est un long processus. Par exemple, pour Maï (directrice adjointe, OSCV genre) : « it takes a long time », tandis que pour Dao (ancienne directrice, OSCV urbain), « step by step it gets better ». Selon Tiên (coordonnatrice de programme, OI) les changements sont tout de même certains : « in Vietnam you cannot see the things change in a second. It takes like five-ten years, but now they really do care about that and it's changing. There is a good side, even if it's slow, it changes ».

L'ouverture du pays qui découle des réformes du *Đổi Mới* de 1986 représente un tournant en la matière. Pour Ân (directrice, OSCV genre) c'est un moment décisif : « after Renovation we began to open the door with other countries in the world and feminism, I myself was one of the first feminists in Vietnam ». Châu, qui est chargée de projet dans un organe de l'État vietnamien, soutient également qu'il s'agit d'un tournant : « now we are open and global so I think everything is changing ». Or, cette participante considère tout de même que changer les normes de genre est un processus lent : « to change their minds, to change their conception about gender, sex and gender. So I think it's not like easy and can be quick but step by step it's changing now ».

Face à ce long processus, Chung (coordonnateur de programme, OSCV genre) rapporte que son organisation a hésité à adopter le dossier de l'égalité de genre : « so we had to argue a lot on whether or not we should start a new program on gender because we could see that a lot of people have been doing gender for a long time and the changes have been slow in terms of society perspective on gender norms ». Chung explique que ses collègues et lui ont quand même décidé de travailler sur l'égalité de genre, mais en se concentrant spécifiquement sur les jeunes. Depuis le *Đổi Mới*, les jeunes sont au centre des transformations sociales en cours au Vietnam puisqu'ils sont la première génération à évoluer dans le bain des pratiques culturelles et matérielles mondiales (Hsing-Huang et Wan, 2007). Ces transformations concernent également les stéréotypes de genre. Comme le déclare Châu, une jeune participante (chargée de projet, État vietnamien), « the young generation, we think a different way [...] like me, I think now it's different with my mother or even my grandmother, so everything is different now ».

Comme le relate le chapitre précédent, les organisations internationales qui mettent en œuvre des programmes « ville sûre » au Vietnam se concentrent également sur les jeunes dans leurs activités. Leur mobilisation fait même partie des principales stratégies des programmes de PIV et d'AAV. Oanh (directrice, OSCV genre) explique la réflexion derrière ce choix stratégique dans le programme d'AAV : « there is more profit working with young people because when we change the young people, we think about the future. I think it works very well in Vietnam ». Phuong (coordonnatrice de programme, OI), une autre participante qui, elle, a travaillé sur le programme de PIV, tient des propos semblables : « we think that perhaps we can give more efforts for the young, for the adolescent, for the teenagers. It can change in the future; it's not very quick, it's not a short time. It takes a long, long time ».

Se concentrer sur les jeunes prend un sens particulier dans le contexte vietnamien. Historiquement, les jeunes ont reçu beaucoup d'attention du PCV dans leurs campagnes de

mobilisation (Phuong An Nguyen 2006, 328). Ils étaient considérés comme un segment particulièrement important de la population : « there is a tradition for communist parties in Marxist-Leninist countries to place strategic importance on youth, because young people are considered 'a white sheet of paper' (to giay trang) on which everything can be printed (see Kwong, 1994; Gold, 1996) » (Phuong An Nguyen 2006, 330). Dans leur manière de se concentrer sur les jeunes dans leur programme « ville sûre », les équipes locales PIV et AAV semblent reproduire cette même conception de la jeunesse. C'est une autre manière de vernaculariser l'approche femmes et villes au Vietnam.

Les stéréotypes de genre chez les autorités : une barrière aux pratiques femmes et villes

La traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam est également affectée par la persistance des stéréotypes de genre dans les rapports qu'entretiennent les passeurs de l'approche avec les autorités vietnamiennes. En effet, les décideuses et décideurs politiques, qui sont très majoritairement des hommes, véhiculent eux-mêmes ces stéréotypes, ce qui a un impact particulier sur les pratiques femmes et villes dans un système politique qui repose sur une « ubiquitous person-to-person negotiation » (Leaf 1999, 300). De cette façon, les stéréotypes de genre véhiculés par les décideuses et décideurs constituent une barrière à la mise en œuvre des pratiques femmes et villes. Cette dynamique s'inscrit directement dans celles identifiées par Clerc (2005, paragr. 33) dans son analyse du rôle des organisations internationales dans la gestion des quartiers informels à Phnom Penh, au Cambodge : « certaines recommandations des experts des organisations internationales n'ont pas été suivies lorsqu'elles ne correspondaient pas aux vues ou aux intérêts des décideurs ».

Bien que le Vietnam ait un cadre législatif qui promeut la participation politique des femmes depuis l'adoption de la *Law on Gender Equality*, en 2006, les femmes sont toujours largement minoritaires dans les postes de décisions (ONU Femmes Vietnam 2021, 156). Comme le résume Thuy (directrice, OSCV genre) : « the voice of women are not heard in politics. So in politics their status is the lowest [...] In the political system, women is very low, they do not have many top position ». C'est le cas à tous les paliers de gouvernement. Tao (ancien directeur, OSCV urbain), qui a travaillé auprès des gouvernements locaux à travers le Vietnam, rapporte que : « in the cities, I saw very few women, almost all men. Totally men, very few ladies, some vice chairwomen ». Parmi les raisons soulevées par les personnes participantes pour expliquer cette faible participation, on soulève le rôle des stéréotypes de genre : « most women don't want to be

promoted higher, some want, but there is a traditional concept that women don't need to be too high position » (Hiên, chargée de projet, OSCV urbain). Ces stéréotypes sont largement partagés : « we can see that women themselves also stereotype the women leaders » (Anh, spécialiste genre, OI). Tao, véhicule lui-même certains stéréotypes de genre en entrevue lorsqu'il explique qu'une des raisons expliquant la présence moindre de femmes qui travaillent en planification urbaine au Vietnam est que les femmes « prefer working closer to their house » tandis que le travail de planification urbaine demande d'aller sur le terrain ce qui est d'après lui « hard » pour les femmes.

Selon une représentante du gouvernement central, Thanh (directrice adjointe, État vietnamien), « in some places, local people and governments do not pay attention to the problem [d'égalité de genre] ». D'après ONU Femmes, le « little commitment or awareness demonstrated by leaders with respect to gender equality » constitue un obstacle à l'avancée du dossier de l'égalité de genre (ONU Femmes Vietnam 2019a, 20). Lorsqu'interrogées plus particulièrement sur l'intérêt des gouvernements locaux pour l'égalité de genre, les personnes participantes rapportent que les autorités politiques locales manquent d'intérêt, de compréhension et de connaissance (Lê, spécialiste genre, OI; Tiên, coordonnatrice de programme, OI; Chung, coordonnateur de programme OSCV genre; Anh, spécialiste genre, OI). Ce qui a pour résultat que « in the mind of leaders, it's still discrimination between women and men », selon ce qu'avance My, elle-même directrice adjointe dans un organe de l'État vietnamien. Pour sa part, Tien (directrice, OSCV urbain) explique les conséquences des croyances personnelles des décideurs et décideuses sur le dossier de l'égalité de genre :

If it's something on paper yes [they care], but I don't think they truly believe so. Because mostly men are in leadership. So, again, you can introduce gender, and the UN has worked for years on this. However it is not what they believe at the back of their minds. They have double standard. I mean I do not say all of them, but I can see it's a lot of them! That's why I think that the agenda on gender has a long way to go. [...] Because if you look at their policies it looks good. But because they are not concerned, or truly believe, they have way of blocking it.

Le manque d'intérêt des décideurs et décideuses est à mettre en perspective avec l'important historique de prise en compte du sujet des droits des femmes par le PCV (voir le chapitre 5 pour des détails à ce sujet). En effet, le double standard mentionné par Tiên semble découler de cet historique, d'après les propos de Liêm (spécialiste genre, OI) : « they think they promote gender equality just from the historical perspective because for a long time the propaganda here talked

about that. So they think that they promote equality because that's the Party policy ». Cette dynamique fait directement écho au concept de « paradox of equality » utilisé par Werner (2009, 172) pour nommer la posture ambivalente du PCV dans le dossier de l'égalité de genre. Les organisations internationales impliquées dans l'application de l'approche femmes et villes au Vietnam doivent composer avec cette ambivalence dans leurs activités. Ainsi, Liêm souligne que plusieurs efforts doivent être faits pour convaincre les décideurs et décideuses dans le cadre des projets urbains financés par son IFI :

When you talk with them officially “yes, it's important, we pay attention to that” but informally, they think that gender equality is not a life and death matter, it's not an emergency issue, so it's always at the bottom of the priority list. We need to change that mindset as well by focussing by indicating economic benefit of that, and then let them absorb it and then they take action. It takes a long time.

Par exemple, dans le programme *Safer Cities for Girls* de PIV, un des objectifs consiste à convaincre les autorités du transport public à Hanoï de considérer les problématiques de harcèlement sexuel dans les bus comme faisant partie de leurs responsabilités. À ce propos, PIV rapporte que « it takes lots of time to convince our partners about the seriousness of the issues ». Au départ, ces autorités ne considéraient pas que c'était un enjeu qui les concernait, ce qui a contraint PIV à faire de nombreux efforts : « so we have to organize lots of workshops sharing about the key findings from the baseline [study] to convince them of the seriousness of the issue » (ONU Femmes 2016b, 62). Mai (coordonnatrice de programme, OI) rapporte que les autorités ont finalement changé d'opinion : « now they say that it's very important for them [...] so change takes time, but there is change, it happens ».

Dans le cas du programme d'AAV, on retrouve une problématique similaire. Oanh (directrice, OSCV genre), une partenaire du programme, relate que lorsque les résultats de leur étude sur le harcèlement sexuel dans l'espace public à Hanoï et HCMV ont été présentés aux membres du gouvernement local en 2014, il a fallu les persuader : « because they think it is not important when we gave them our research. So I highlighted the report, we have learned 85 % of girls have been attacked in public space. They are like: 'no it is not true.' So I invited them to go with us in the bus station ». Après cette visite de terrain, Oanh rapporte que les membres ont été convaincus « but first they not believe [...] so we need to provide more evidence to convince them ». Selon cette participante, convaincre les membres du gouvernement de l'importance de ces enjeux constitue la difficulté la plus importante dans la mise en œuvre du programme *Safe Cities for Women*.

L'importance des relations interpersonnelles dans le système politique vietnamien transparaît clairement ici⁶⁷. Les organisations internationales qui cherchent à traduire localement l'approche femmes et villes doivent composer avec les croyances personnelles des décideurs et décideuses politiques sur les rapports de genre, bien que dans le discours officiel l'égalité de genre soit promue.

La manière dont la persistance des stéréotypes de genre dans la société vietnamienne influence les pratiques femmes et villes au Vietnam nous ramène directement au discours international sur l'approche. Comme discuté au chapitre 3, dans ce discours, un des principaux arguments pour promouvoir l'approche consiste à affirmer que celle-ci contribue à l'avancement de l'égalité de genre. Or, ce que l'étude de la traduction de l'approche dans un contexte déterminé permet de mettre en lumière, c'est que cet argument se confronte sur le terrain à un régime de genre qui a une influence déterminante sur la manière dont il peut réellement s'actualiser à travers les pratiques femmes et villes. Comme le considèrent Lacombe et al. (2011, 9), les enjeux de genre restent « localisés », même dans un contexte de norme internationale d'égalité de genre. C'est aussi le cas pour les enjeux abordés par le discours international sur l'approche femmes et villes.

7.1.3 Vernacularisation de l'expression « harcèlement sexuel »

Une expression contestée

Un autre exemple de négociation avec les autorités vietnamiennes mérite d'être détaillé plus amplement. Celui-ci concerne l'expression « harcèlement sexuel », dont l'utilisation a été un point de tension entre les autorités et les organisations internationales. Pourtant, il s'agit d'un sujet central du discours international sur l'approche femmes et villes. Comme expliqué au chapitre 3, les revendications féministes contre les violences faites aux femmes dans l'espace public constituent les prémisses de ce discours. Le harcèlement sexuel est donc au cœur de cette approche depuis ses débuts, dans les années 1970. C'est également le cas dans les pratiques femmes et villes qu'on retrouve au Vietnam. Par exemple, le premier programme « ville sûre » mis en œuvre au Vietnam, celui d'AAV, a commencé par l'étude du harcèlement sexuel dans les espaces publics de Hanoï et HCMV. Le harcèlement sexuel est aussi abordé dans certains projets urbains financés par les IFI, comme dans le *Da Nang Sustainable City Development Project* de la

⁶⁷ Cette importance est abordée plus amplement dans la section 7.2.2.

BM. Enfin, par ricochet, le sujet se retrouve également dans les VSDG qui intègrent le concept de « ville sûre ». Bref, le harcèlement sexuel est un sujet central dans les discours et les pratiques liées à l'approche femmes et villes, mais dans le contexte vietnamien, il s'agit d'un sujet contesté.

En effet, au début de la mise en œuvre du programme *Safer Cities for Girls* de PIV, les autorités vietnamiennes étaient réticentes à parler de « harcèlement sexuel ». Mai (coordonnatrice de programme, OI), qui a collaboré de près à ce programme, rapporte qu'en 2014, lorsque le gouvernement devait approuver une campagne de communication de PIV (les activités des organisations internationales sont monitorées par les autorités), le gouvernement a prévenu PIV que l'organisation internationale « should not mention about the sexual harassment term », même que « PIV were not allowed to talk about it in the workshops ». Mai explique que les autorités leur ont dit que « it is not appropriate for Vietnamese when we talk about sexual harassment, when we translate in Vietnamese ». Ils ont plutôt suggéré à PIV d'utiliser le mot « protection » (*bảo vệ* en vietnamien), c'est-à-dire de parler de « child protection » ou de « women protection » plutôt que de parler de stopper le « harcèlement sexuel ».

En parlant de « protection », les autorités renvoient directement à la vulnérabilité attribuée aux corps féminins, une vulnérabilité qui légitime en retour une forme paternaliste du pouvoir (Butler, Gambetti et Sabsay 2016). Les autorités en lien avec PIV adoptent ainsi une posture paternaliste caractéristique de l'État-parti vietnamien (Toan N. Dang 2018; Gainsborough 2010; Benedikter 2016). Ce paternalisme fait en sorte que l'État-parti a tendance à croire qu'il peut s'occuper efficacement de la population locale (Toan N. Dang 2018, 104). On peut alors imaginer que les autorités cherchent notamment à légitimer leur rôle en la matière lorsqu'elles demandent à PIV de parler plutôt de « protection ».

En outre, l'expérience de PIV s'inscrit aussi dans un contexte plus large où « the concept of sexual harassment itself seems a foreign import to many », d'après ce que rapporte une journaliste dans un article sur le mouvement *metoo* au Vietnam (Taft 2018, paragr. 15). Un chercheur vietnamien commente dans cette perspective l'étude réalisée par AAV sur le harcèlement sexuel dans l'espace public :

Nguyen Huu Minh, director of Institute for Family and Gender, agreed with the definition [de harcèlement sexuel] but urged researchers to adapt the concept to Vietnam's culture. Minh said the current cultural context hindered him from conducting a similar survey 15 years ago: "Sexual harassment is a very broad term that could falsely condemn friendly teasing between males and females," he said. "This is an international term that should be

addressed carefully when brought into Vietnam's cultural context." (Trang Bui 2016, paragr. 9)

Ainsi, au début des programmes « ville sûre » au Vietnam, il y avait une certaine réticence à utiliser une expression perçue comme étant étrangère au Vietnam. En suggérant à PIV de ne pas utiliser ce terme, les autorités vietnamiennes ont cherché à dépouiller l'approche femmes et villes implémentée au Vietnam d'un de ces concepts clés. Cet exemple illustre les propos de Fejerskov, (2018, 129) qui considère que les processus de traduction dans les projets de développement international impliquent des conflits d'interprétation entre les actrices et acteurs impliqués.

Plusieurs pistes de réponse peuvent expliquer que les autorités interprètent ainsi l'expression « harcèlement sexuel ». Leurs réticences s'inscrivent dans un contexte plus large, soit celui où il est malaisant de parler de sexe dans l'espace public au Vietnam. Par exemple, les manifestations romantiques dans l'espace public sont perçues comme transgressives et comme étant en contradiction avec la culture vietnamienne (Charton et Boudreau 2017). En interrogeant un autre participant, Liêm (spécialiste genre, OI), par rapport à l'expérience de PIV, celui-ci explique que selon lui : « it's simply a cultural reason. Here for a long time, they say 'sexual' is taboo, people don't mention it publicly [...] So when in a culture it's taboo, the government also makes it taboo ». Selon le chercheur vietnamien Khuat Thu Hong, interviewé dans le cadre de l'article sur le mouvement *metoo* au Vietnam, le fait que le harcèlement sexuel ne soit pas discuté publiquement découle de préoccupations politiques : « acknowledging sexual harassment would call into question the improvements socialism had wrought in women's lives » (Taft 2018, paragr. 15). Liêm décrit les conséquences de ces dynamiques : « [the government] considers it taboo so they don't mention it, they don't do research, they don't do public things, even for the public things, they use something under the name of something else ».

L'absence de discussion publique sur le sujet du harcèlement sexuel exerce aussi une influence sur les pratiques femmes et villes. Par exemple, Linh (coordonnatrice de programme, OI), qui a travaillé sur *Safe Cities for Women* d'AAV, explique l'incidence de cette absence pendant la collecte de données pour les études réalisées dans le cadre du programme : « during the interviews, many interviewers they feel shy and they don't really talk about the sexual harassment ». Par ailleurs, la traduction de l'expression « harcèlement sexuel » en vietnamien est récente et peu connue. En effet, avant d'être traduite de l'anglais par l'expression « quấy rối tình dục », il n'existait pas de terme en vietnamien équivalant à l'expression « harcèlement sexuel », selon Khuat Thu Hong (2004, 119) dans un chapitre intitulé « Sexual Harassment in Vietnam: a New Term for an Old Phenomenon ». Cela peut expliquer que la collecte de données sur le

harcèlement sexuel dans le cadre des études réalisées dans le programme d'AAV a connu des difficultés : « initially many misinterpreted the term "sexual harassment" » Hoang Phuong Thao, the country director of ActionAid Vietnam, said. "They thought we were only asking about rape cases" » (Trang Bui 2016, paragr. 4). Plus généralement, « in Viet Nam, awareness about what sexual harassment is and identifying sexual harassment is very poor » (Vietnam News 2015a, paragr. 8). On peut alors s'interroger sur la validité des études sur le harcèlement sexuel réalisées dans le cadre des programmes « ville sûre » considérant l'écho limité de la notion de « harcèlement sexuel » dans le contexte vietnamien à cette époque. Il peut paraître s'agir à première vue d'un cas d'imposition d'une idée étrangère, or les développements face au harcèlement sexuel présentés à la section suivante permettent de faire un portrait plus nuancé de la question.

Selon les organisations qui travaillent sur les programmes « ville sûre », l'enjeu qui sous-tend le harcèlement sexuel concerne surtout le fait qu'il est toléré, car celui-ci fait l'objet d'une banalisation et d'une normalisation. Selon ONU Femmes : « awareness, attitudes and an understanding of sexual harassment/violence are limited due to the prevalence of stereotypes and social norms that accept sexual harassment/violence and victim blaming » (ONU Femmes Vietnam 2019a, 53). Pour sa part, la directrice d'AAV considère que : « Vietnamese sayings such as "As a flower is meant to be nipped, a woman is meant to be teased" reflect misconceptions and a lack of awareness that can hinder efforts to fight sexual harassment » (Trang Bui 2016, paragr. 12). Ainsi, comme pour les questions de stéréotypes de genre dans les pratiques femmes et villes, plusieurs des interventions visent à sensibiliser le public au harcèlement sexuel. C'est même un élément clé des programmes « ville sûre », incluant celui d'ONU Femmes, comme le rapporte Tiên (coordonnatrice de programme, OI) :

The most challenging is the capacity and awareness of people on the issue with our culture have the idea of saying that women are born to be tease. Flowers are born to be picked up. So they consider sexual harassment against women in public places is normal, it's not a big deal. So to change that mindset is very difficult. At the end, I think it's the culture of victim blaming, even if they do are aware of the issue, but they blame women for causing or for attracting the attention of the perpetrator and make men do something bad. So we have to work a lot on that.

Adoption progressive

La réticence à parler de sexe dans l'espace public, la traduction récente et la compréhension limitée de l'expression « harcèlement sexuel », combinés à une banalisation de ces violences, font en sorte que le harcèlement sexuel n'est pas véritablement un objet de l'action publique, comme l'évoquait précédemment Liêm (spécialiste genre, OI). Selon AAV, le harcèlement sexuel « is often treated as a moral issue rather than a legal one » (Quynh Trang 2016). Pour ONU Femmes, il en découle des « gaps in evidence, policies, laws and awareness » (ONU Vietnam 2016, 2). En fait, le harcèlement sexuel est intégré dans le cadre législatif, mais de manière très circonscrite :

The term "sexual harassment" was only mentioned in the legislation system for the first time in the amended Labour Law in 2012, and just at the provisions in workplace. Before that, only serious acts of rape were handled according to the Penal Code. The shortage in definition on this issue leads to the difficulty for Government agencies to specify offenses for offenders as well as protect the rights of victims. (AAV 2016, 31)

Pour Long (conseiller sénior, OSCV genre), un sociologue retraité du gouvernement, ce changement est un pas dans la bonne direction : « in the past sexual harassment not recognized and accepted, now it's a violation of the law ».

Les pratiques femmes et villes au Vietnam cherchent à renforcer la prise en compte du harcèlement sexuel dans l'action publique. Le plaidoyer de politique dans le cadre des programmes « ville sûre » vise notamment à ce que le harcèlement sexuel soit plus largement intégré dans les lois et les politiques publiques. En ce sens, Tiên (coordonnatrice de programme, OI) indique que dans le programme d'ONU Femmes :

The second outcome is to revise the policy and develop the policy to address sexual harassment and sexual violence in public space. [...] We support [the government] to provide evidence developed from the program to inform the revision of the gender equality law. So the gender equality law can consider to put the definition of sexual harassment in public places and other kind of sanction to sexual harassment.

Dans le cadre de *Safe Cities for Women* d'AAV, plusieurs des recommandations formulées par l'organisation internationale concernent le harcèlement sexuel. Par exemple, dans sa première étude publiée, AAV recommande au gouvernement vietnamien d'« ensure the integration of specific definition of sexual harassment in the legal framework » (AAV 2014, 22) tandis que dans sa deuxième étude, AAV recommande « further regulations and legal mechanisms to protect

children and women against sexual harassment, especially the behavior that is often perceived as normal and easily overlooked » (AAV 2016, 33).

La réalisation des objectifs poursuivis par les organisations internationales sur l'intégration du harcèlement sexuel dans les lois et politiques publiques est facilitée par un contexte qui évolue rapidement autour de cet enjeu. La notion de « harcèlement sexuel » semble passer par un processus de « vernacularisation » (Levitt et Merry 2009), car elle commence à avoir un certain écho à l'échelle locale. En effet, c'est un sujet de moins en moins sensible qui est de plus en plus traité dans la sphère publique. Ces changements ont commencé avec les réformes du *Đổi Mới*, comme dans le cas des stéréotypes de genre, qui ont mené à l'économie de marché et à l'ouverture du pays à la fin des années 1980 : « since doi moi, previously hidden issues including sexuality and sexual harassment have emerged as topics for public discussion » (Khuat Thu Hong 2004, 118). Or, il semble que c'est la vague du mouvement *metoo* qui a véritablement changé la donne au Vietnam, comme l'explique Liêm (spécialiste genre, OI) :

So now, in recent years, that issue become more pronounced in the country because there are, at first, some celebrities they revealed some cases within the showbiz of sexual harassment. And then, because the celebrity is considered the most vocal people, especially about sensitive issues like that. They raised this issue first. And then the whole country they follow, they say: it's a serious issue, we need to discuss, so it desensitized the issue a lot.

De plus, des cas de harcèlement sexuel en dehors du monde du spectacle ont aussi été dénoncés dans les médias. En 2019, deux cas de harcèlement sexuel ont été particulièrement médiatisés et ont largement choqué le public vietnamien qui, sur les réseaux sociaux, a critiqué le manque de sévérité des peines pour les cas de violences sexuelles (Ngoc Dinh 2019). Trois ans auparavant, dans un autre cas médiatisé de harcèlement sexuel, le public vietnamien s'était mobilisé : « the stories inspired an online petition that called on the government to make a statement about the incident and mete [sic] out harsh punishments to the men involved. The petition fell just short of 7,500 signatures out of a targeted 8,000 and, apparently, never accomplished either goal » (Quynh Trang 2016, s.p.). Cette mobilisation est d'autant plus significative dans un système autoritaire comme celui du Vietnam. Liêm explique que tous ces événements ont une incidence sur la position des autorités par rapport au harcèlement sexuel :

Recently, they revealed a lot of sexual harassment in public spaces. Then now the government realized that it is serious. So now they feel more comfortable. In the newspaper, they say it publicly. [...] I haven't got a chance to talk directly with an official so

I don't know to what extent they became more open about it. But I guess they will be much open now when you do research and you mention explicitly. Because in the social media, and also in official media, now they talk it very widely and explicitly. That is a recent trend, it changes.

Une des illustrations les plus flagrantes de ces changements a lieu en 2019, lors du lancement de la *Year of Action for Women and Children's Safety* par l'UFV. À cette occasion, des dignitaires, des représentantes et représentants d'ambassade, d'organisations internationales et d'organisations de la société civile sont présents, de même que le premier ministre du Vietnam de l'époque. La BM rapporte la signification de ce lancement par rapport au sujet du harcèlement sexuel :

In Vietnam, there is an increased recognition of the need to tackle sexual harassment and other forms of gender-based violence in public spaces. This was publicly acknowledged by Prime Minister Nguyen Xuan Phuc at the launch of 2019 as the Year for Safety [sic] Women and Children in Hanoi and HCMC. (BM 2019, 22)

Le sujet du harcèlement sexuel n'est donc plus aussi tabou qu'au début des programmes « ville sûre ». Phuong (coordonnatrice de programme, OI), qui a rapporté les difficultés avec les autorités qu'a éprouvées PIV à ses débuts à propos de cette expression, explique que « now you see that we can talk about it ».

Le harcèlement sexuel est dorénavant une notion qui a un écho vietnamien. Se dessine alors ce que Zwingel (2013, 113) nomme un « transnational assemblage », dans la mesure où la notion est devenue le produit à la fois du discours international et des mises en pratiques quotidiennes et contextualisées de cette notion. Les autorités vietnamiennes ont d'abord été réticentes face à celle-ci, qui se retrouve au cœur de l'approche femmes et villes, mais l'évolution du contexte social a permis aux organisations internationales d'intervenir contre le harcèlement sexuel en le nommant comme tel progressivement. Ces changements démontrent notamment que l'encadrement autoritaire de l'État vietnamien s'inscrit dans un cadre où les relations entre la société et l'État sont mutuellement transformatrices, comme le suggère Labbé (2013).

7.2 S'insérer dans un système politique centralisé, mais flexible

L'environnement politique local a aussi une incidence directe sur la trajectoire de l'approche femmes et villes au Vietnam. De fait, le fonctionnement du système politique vietnamien, un

ystème qui est centralisé mais flexible, comme vu au chapitre 5, a un effet structurant sur la manière dont les pratiques femmes et villes sont déployées au Vietnam. Cet effet apparaît dans l'influence sur les politiques publiques, dans l'engagement des autorités publiques, dans la réponse aux besoins des gouvernements locaux et dans l'implication de l'UFV. Ces résultats illustrent « the often political nature of translation » (Cold-Ravnkild, Engberg-Pedersen et Fejerskov 2018, 83).

7.2.1 Influencer les politiques publiques

Du plaidoyer politique à toutes les échelles

Comme évoqué au chapitre précédent, plusieurs efforts sont consacrés au plaidoyer politique, autant dans le cadre de l'application du *gender mainstreaming* dans les projets urbains financés par les IFI que dans le cadre des trois programmes « ville sûre ». En effet, les organisations internationales, en collaboration avec leurs partenaires de la société civile vietnamienne, cherchent à faire intégrer certains éléments de l'approche femmes et villes dans les politiques publiques, tant à l'échelle nationale que locale.

Au niveau central, plus spécifiquement dans le cadre des programmes « ville sûre », ce sont principalement les politiques ou les stratégies nationales qui portent sur les droits des femmes et l'égalité de genre qu'on cherche à influencer. Les deux ONGI et ONU Femmes ont eu un certain succès à cet égard, comme nous le verrons à la sous-section suivante. Le travail de plaidoyer politique dans le cadre de la traduction locale de l'approche femmes et villes ne vise toutefois pas uniquement ce champ d'action du gouvernement. À titre d'illustration, Maï (directrice adjointe, OSCV genre) rapporte qu'une des activités de plaidoyer dans le cadre de *Safer Cities for Girls*, de PIV, consiste à faire en sorte que le *Ministry of Education* intègre dans le programme national les manuels conçus par Plan International pour discuter de harcèlement sexuel et d'égalité de genre avec les jeunes. Par ailleurs, toujours au niveau central, les politiques publiques qui sont particulièrement influentes, de par leur transversalité et leur grande portée, font aussi l'objet de ce travail de plaidoyer, comme cela été le cas avec le plan d'action national des VSDG (AAV et al. s.d., 1).

Au niveau local, les IFI sont plus particulièrement actives à faire intégrer certaines pratiques associées à l'approche femmes et villes dans les différents champs d'action des gouvernements

locaux à travers les projets qu'elles financent. Les propos de Liêm (spécialiste genre, OI) résument l'approche préconisée par les IFI : « after we have all the analytical work, we will advocate so that the city can adopt our advice in their urban planning ». Vân, qui est également spécialiste genre, précise comment l'IFI où elle travaille applique le *gender mainstreaming* au niveau des villes : « we say OK, is gender included in the smart city strategy, socio-economic development strategy? Those things. Or like the water sector strategy in the city, etc. ». Il s'agit donc ici d'exercer une influence sur des stratégies locales d'importance considérable, comme les politiques de développement socio-économique. Ce sont des efforts qui s'inscrivent directement dans le discours international sur l'approche femmes et villes, où l'accent est particulièrement mis sur l'intégration transversale des enjeux de genre dans l'action publique locale. Toutefois, comme le présentait le chapitre 5, le réel partage du pouvoir entre les différents paliers et secteurs du gouvernement fait en sorte que les paliers inférieurs appliquent essentiellement les décisions politiques prises aux paliers supérieurs (Bony-Cisternes 2019, 93). On peut alors s'interroger sur l'impact que peuvent vraiment avoir les IFI lorsqu'elles visent à influencer les politiques sous la responsabilité des paliers inférieurs.

Les passeurs de l'approche femmes et villes prennent toutefois en compte les particularités du contexte politique vietnamien et visent également à influencer les autorités locales dans leurs responsabilités de supervision des politiques publiques. C'est notamment le cas dans *Safer Cities for Girls* de PIV, comme l'explique une collaboratrice du programme, Maï (directrice adjointe, OSCV genre) : « at the city level, it's not only the big policies, but also it focuses on some policies like the punishment for the problem, for example ». Dans ce cas-ci, Maï parle plus précisément de sanctionner les personnes qui commettent des infractions en violences sexuelles. Toujours à ce sujet, dans le contexte du programme d'ONU Femmes, l'agence onusienne a contribué à ce que les autorités de HCMV développent un nouveau règlement : « UN Women also supports them to develop the city code of conduct on this issue. The code of conduct is a kind of city regulation, how to behave in a public place for the people. It's not compulsory, but it's on a voluntary base, it's a policy, like community policy » (Tiên, coordonnatrice de programme, OI). Enfin, l'influence sur les politiques publiques se joue aussi au niveau de la mise en application locale des politiques. Par exemple, Maï explique que par le passé son organisation a réussi à influencer les autorités de Hanoï afin qu'elles permettent un plus grand accès aux services publics pour les populations migrantes. Cette participante dit espérer reproduire le même type de résultat dans le cadre de *Safer Cities for Girls*.

L'intégration de certaines pratiques liées à l'approche femmes et villes dans les politiques publiques est recherchée pour différentes raisons. La première consiste à s'assurer de pérenniser et d'étendre le déploiement de ces pratiques sur le territoire vietnamien. Dans cet ordre d'idées, Liêm (spécialiste genre, OI) soutient que : « to make it sustainable and applicable at a wider scale you need to do something at the policy level [...], if you can influence on the planning and budgeting than the whole city will benefit, and it will be more sustainable ». C'est notamment dans cette perspective, comme l'explique une collaboratrice du programme, que PIV collabore avec le *Department of Gender Equality* du MoLISA, dans le cadre du programme *Safer Cities for Girls* : « the reason why we partner with them, you know, we want to bring the practice to everywhere, to the national level » (Phuong, coordonnatrice de programme, OI). Cette collaboration s'inscrit dans l'ambition de PIV d'« integrate its projects with government programs, to sustain and scale up as appropriate » (PIV 2016, 15).

Une deuxième raison évoquée pour justifier le travail de plaidoyer politique est de s'assurer que des ressources soient allouées par les autorités. Par exemple, dans le contexte de *HCMC Safe and Friendly City for Women and Children*, ONU Femmes a contribué à ce que des ressources financières de la ville soient accordées à certaines pratiques femmes et villes :

UN Women has worked with HCMC local authorities to encourage the use of transportation sectoral budgets to address gender-based violence in public spaces. This resulted in the Department of Transport obtaining budget commitments from HCMC to increase senior management capacity for gender-based analysis, and also for innovative initiatives such as the bus driver training to increase their awareness of sexual harassment and violence prevention in relation to the bus system. (BM 2019, 23)

Selon Liêm (spécialiste genre, OI), la manière la plus efficace pour s'assurer que des fonds publics soient alloués à des pratiques femmes et villes consiste à les intégrer dans le plan de développement socio-économique. Liêm explique ainsi que « once you're in the plan, you are considered key development priority and you will be allocated resources, that's a good rationale for you to get resources ». Comme vu précédemment, les plans de développement socio-économique, sous la responsabilité du MPI, ont prépondérance dans la mesure où les autres plans sectoriels doivent s'y conformer. Le fait de les intégrer revêt donc une importance particulièrement stratégique.

Une troisième raison d'influencer les politiques publiques est liée à la volonté d'avoir plus largement un impact sur l'ensemble de la société vietnamienne. Les propos d'Oanh (directrice,

OSCV genre), qui a participé à la mise en œuvre de *Safe Cities for Women* d'AAV, s'inscrivent directement dans cette idée. À ses yeux, les normes sociales sont « more about the policy from the government, we have a lot of policy support for the social norm [...] we have a lot policy advocacy because we need to change the policy to change for more good things for people ». Les commentaires d'Oanh correspondent à ceux d'ONU Femmes : « the legal framework is an essential foundation, and can in some cases precede social change » (ONU Femmes Vietnam 2021, 48). Dans cet ordre d'idées, Phuong (coordonnatrice de programme, OI) rapporte que dans le cadre de *Safer Cities for Girls*, « when we work with the government to change the policy that's the way for a more gender transformative program ». Cet objectif rappelle par ailleurs le discours international sur l'approche femmes et villes, dont un des principaux arguments soutient que l'approche a le potentiel d'exercer une influence positive sur l'ensemble de la société en contribuant à l'égalité de genre en général.

Une dernière raison pour laquelle des efforts sont consacrés au plaidoyer politique concerne la mise en œuvre des pratiques associées à l'approche femmes et villes. Celle-ci est facilitée dès lors qu'elle s'inscrit dans le cadre politique et réglementaire existant. Selon Benedikter (2016, 24) « planning is omnipresent » au Vietnam, d'où l'importance d'intégrer les politiques publiques. À titre d'exemple, Tiên (coordonnatrice de programme, OI) explique que ce cadre a été utilisé pour plaider avec succès l'adhésion de HCMV au programme d'ONU Femmes : « so there is all the global and national framework and policy and legal framework and also evidence from the city to advocate for the interest of the city to this program. So far they're happy to join with us ». De plus, toujours selon Tiên, l'absence de cadre réglementaire lorsqu'AAV et PIV en étaient à démarrer leur programme a fait en sorte que les autorités de HCMV n'ont pas souscrit à leur programme respectif : « before that ActionAid and Plan also approached the city but they did not care because they did not have the legal framework to do that ». Selon Liêm (spécialiste genre, OI), l'importance de s'inscrire dans le cadre politique est un trait vietnamien distinctif :

Although some outsider who don't understand the country context, when they hear about the [socio-economic] plan, they get a plan is a plan, we plan but we don't implement it. But a plan here is more meaningful, it's stronger. Once it is included in the plan, then, they allocate resources from the central and at the local, based on the plan they have.

Ces propos font écho à ceux d'une autre participante, Chuyên (professeure retraitée, université), qui ont eu sur moi une forte impression. Celle-ci a en effet commencé l'entrevue en déclarant qu'au Vietnam : « tout est document ».

Un certain succès en termes d'influence sur les politiques publiques

La traduction locale de l'approche femmes et villes dans le cadre des programmes « ville sûre » ou des financements des IFI donne lieu à une certaine percolation de l'approche dans les politiques publiques vietnamiennes. Je rapporte ici les principaux exemples d'influence réussie sur les politiques publiques. Ceux-ci mettent en lumière la manière dont les organisations internationales et leurs partenaires de la société civile vietnamienne tirent profit du fait qu'au Vietnam, malgré un État autoritaire, « the political structures do provide some political space for nonstate actors », comme le soutiennent Thuy T. Pham et al. (2014, s.p.).

Au niveau du gouvernement central, deux politiques publiques importantes ont intégré certains éléments des programmes « ville sûre ». Dans un système politique centralisé comme celui du Vietnam, cette intégration représente un succès considérable dans la mesure où cela permet d'avoir un impact sur l'ensemble du territoire. Parmi ces politiques, il y a le plan d'action pour l'implémentation des VSDG, qui entérine le concept de « city without violence against women and girls », comme discuté au chapitre précédent. Oanh, la directrice d'une OSCV genre qui a collaboré à *Safe City for Women*, explique « we also match [the safe city] issue to the SDG program at the national level ».

Les personnes participantes impliquées dans les trois programmes « ville sûre » mettent toutefois l'accent surtout sur l'influence que leurs organisations ont exercée sur un programme adopté par le gouvernement central en 2016, soit la *National Thematic Project for Gender-Based Violence Prevention and Response 2016-2020*. Selon l'énoncé de ce programme, celui-ci vise à donner une « strategic direction on the effective implementation of the gender-based violence prevention and response ». À cette fin, le programme identifie cinq « tasks and solutions » et la notion de « ville sûre » se retrouve dans deux de celles-ci. La notion est mentionnée une première fois comme une des solutions pour l'augmentation de la capacité des agences gouvernementales en matière de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre. Pour ce faire, la politique préconise d'élaborer des directives et des critères sur les « safe cities for women and girls ». La deuxième mention concerne l'implantation de services pour prévenir et répondre aux violences basées sur le genre. À cette fin, la politique propose d'« implementing safe city models for women and girls to ensure safety at public places ». Thanh (directrice adjointe, État vietnamien) explique qu'« à partir de ce programme, le *Department of Gender Equality* du MoLISA va « perfect and issue a standard model on safe city. Other localities can apply the model in practice ».

Des participantes associées aux programmes d'AAV, PIV et d'ONU Femmes ont souligné comment chacune de ces organisations internationales ont contribué à l'intégration du concept de « ville sûre » dans ce programme du gouvernement central. Toutefois, selon Thanh, représentante du gouvernement, c'est l'expérience de PIV qui a été déterminante :

When the Gender Equality Department built a scheme on protection and response to violation in the period 2016-2020 with vision to 2030, it organized many conferences consulting on activities related to protection and response to problems related to gender violence. During the consultation, the department got much sharing from Plan Vietnam. Plan Vietnam deployed a pilot model in Hanoi, exactly in Dong Anh, on safe city model which is friendly with girls. Therefore, the Department realized the model was much suitable with what it intends to do in order to reduce violence towards women and girls in public places. So the Department brought the model into the scheme with an aim to duplicate the model in some localities.

Selon Phuong (coordonnatrice de programme, OI), une participante associée au programme de PIV, le modèle de PIV est « one of the star projects under the national program ». Elle ajoute que « Plan even lost corporate staff to the gender bureau », à cause de leur expertise. Pour sa part, Tiên (coordonnatrice de programme, OI) rapporte qu'ONU Femmes a joué un rôle dans l'importante place accordée au concept de « ville sûre » dans ce programme :

UN Women also supported the government of Vietnam to develop the national thematic project on gender-based violence prevention response to address different forms of violence beyond domestic violence. And in that national thematic project they consider Safe City model it's one of the important models to address the harassment.

Quant à AAV, l'ONGI rapporte aussi avoir eu une influence sur cette politique : « 2017 also saw the development and national launch of the Safe Cities and Safe Communities criteria. This ActionAid initiative had been included as part of the government's National Project for Gender-Based Violence Prevention and Response 2016–2020 » (AAV 2017a, 27).

Cet exemple illustre l'idée que le gouvernement peut être « colonized by the personnel and ideas » des organisations de société civile (Hannah 2009, 85). Hannah parlait plus précisément des organisations de la société civile locale, mais on peut observer que dans ce cas-ci, cette dynamique s'applique tout à fait aux organisations internationales également.

La traduction de l'approche femmes et villes dans les politiques publiques se joue aussi à l'échelle locale. Les organisations internationales ont été plus particulièrement en mesure de pérenniser certaines pratiques dans le domaine du transport public. Par exemple, à HCMV, dans le cadre d'un projet de la BM, certaines mesures ont été rendues obligatoires pour les compagnies de bus privées : « operators will be contractually required to take necessary measures, including adequate training of operators and conductors regarding sexual harassment » (BM 2019, 28). À présent, seules les compagnies de bus qui répondent à ces exigences peuvent obtenir des contrats avec le département de transport de HCMV.

Un autre exemple d'intégration de politiques publiques réussie au niveau local découle des efforts conjoints d'AAV et d'ONU Femmes dans le cadre de leurs programmes « ville sûre » respectifs. Cet exemple illustre aussi l'effet de synergie qui peut exister entre les différentes pratiques femmes et villes, comme le présentait le chapitre précédent. La publication des résultats de la première étude d'AAV sur le harcèlement sexuel dans l'espace public a eu des effets sur certains règlements locaux à HCMV : « in 2015, the findings of our research on safe cities for women and girls prompted the HCMC People's Committee to promulgate regulations for installation of video cameras on public buses in Ho Chi Minh City » (AAV 2018a, 7). Depuis, les nouveaux bus sont obligés de s'équiper de caméras de surveillance. Ce n'est toutefois qu'une première étape, car ONU Femmes a contribué par la suite à ce que les caméras soient véritablement utiles, comme le rapporte Tiên (coordonnatrice de programme, OI) :

With our program we have success in advocating the public transport's department centre to use the evidence from the camera against the perpetrator of violence and they also agree to use the hotline of the public bus to receive the call and complain and report on sexual harassment.

Lorsque ce sujet a été abordé en entretien, le ton de Tiên m'a semblé sous-entendre que le rôle d'AAV était minime à ses yeux. Cette impression rappelle les propos des trois organisations internationales, qui ont toutes rapporté être derrière l'intégration du concept de « ville sûre » dans la *National Thematic Project for Gender-Based Violence Prevention and Response 2016-2020*. C'est seulement au sujet du plaidoyer politique que ce genre de tension entre les organisations internationales s'est révélé dans les données récoltées. Ces dynamiques nuancent le constat d'un effet de synergie entre les pratiques associées à l'approche femmes et villes au Vietnam. Cette synergie n'est pas exempte de tension. De plus, cela suggère que l'influence auprès des autorités publiques est potentiellement une source de compétition entre les organisations internationales.

La section suivante développe plus largement l'importance des relations avec les autorités publiques.

7.2.2 Miser sur les autorités publiques

Afin d'influencer les politiques publiques, les organisations internationales et leurs partenaires de la société civile vietnamienne impliqués dans les pratiques femmes et villes misent sur la création de liens avec les autorités publiques nationales et locales. Les démarches entreprises dans ce sens reflètent les propos de Beresford (2008, 222), qui considère que « the Party is not an autonomous monolith, but is clearly embedded in the society that gave birth to it and has an ongoing tradition of reaching decisions by a process of experimentation, compromise and consensus ». Ce processus est en jeu dans les efforts consacrés à la création de liens avec les autorités dans le cadre de la traduction locale de l'approche femmes et villes.

L'importance d'établir des relations

L'importance d'établir des relations avec les autorités apparaît notamment dans le cas du programme *Safer Cities for Girls* de PIV. Selon Mai (directrice adjointe, OSCV genre), une collaboratrice du programme, établir ces relations est avantageux : « in Safer and our other projects, we have the good relationship with the People Committee at the commune level, district level and the city level. That is very good because if we work with the People Committee, we can involve a lot of the other departments ». Pour Phuong (coordonnatrice de programme, OI), aussi impliquée dans ce programme, les partenaires gouvernementaux sont donc « mandatory so we can influence and make the changes ». Cette une stratégie qui est explicitement nommée par PIV : « leveraging strong and long-standing relationships with government partners will set the stage for opportunities for significant and targeted policy advocacy » (PIV 2016, 2). Cette opinion est également partagée du côté gouvernemental, du moins si on se fie aux propos de My (directrice adjointe, État vietnamien), qui a collaboré à *Safer Cities for Girls*. En entrevue, cette participante a mis l'accent à plusieurs reprises sur l'importance d'impliquer le gouvernement local afin d'être « more effective ». De cette manière, la collaboration des autorités est bénéfique pour mener à bien les projets. Kim (chargée de programme, OI) résume cette idée en déclarant que « for good results, you need to work with the authorities ». Selon cette participante, employée dans une organisation internationale qui œuvre en développement urbain, la réalisation effective

de leurs projets demande que les autorités soient impliquées dès le départ et que leur participation soit valorisée. Kim explique ainsi que « you want them to know that their role is important ».

Établir des relations avec les autorités demande des efforts soutenus. Il s'agit alors de développer des liens durables avec certains partenaires du gouvernement et non uniquement de les approcher de façon ponctuelle. Selon Oanh, la directrice d'une organisation de la société civile vietnamienne qui a contribué à la mise en œuvre du programme *Safe Cities for Women* d'AAV, collaborer avec le gouvernement demande d'entretenir des rapports étroits :

We need to work together for better. So our advocating activities it's not about workshops, it's more about working close and working together with the government agency. [...] I think in the advocacy in Vietnam, we need to work close with some person, it works more than with the whole department.

Dans son étude de l'influence des organisations internationales sur le système de protection de la jeunesse au Vietnam, Spence (2021) fait également le constat de l'importance de cette collaboration rapprochée. Ses résultats montrent en effet que « the IOs would take care to involve government officials from an early stage in order to increase the likelihood of government acceptance of the issue » (Spence 2021, 225). Il s'agit ainsi de s'assurer que les autorités s'approprient les activités des organisations internationales.

En outre, il semble que si cette appropriation est limitée, l'impact de la traduction locale de l'approche femmes et villes peut se retrouver lui aussi limité. C'est un problème auquel s'est buté AAV. En effet, Tiên (coordonnatrice de programme, OI) explique que l'étude d'AAV qui indique que 87 % des femmes ont vécu du harcèlement sexuel dans l'espace public à Hanoï et HCMV n'est pas reconnue par les autorités pour cette raison : « the government never accepted that number because they say it is the number of the NGO. It is not owned by the government [...] ActionAid, they did not engage the government to do that data, they did it independently. So the government did not recognize that data ». Une représentante d'AAV reconnaît cette difficulté : « there was a challenge that the top leaders of the province did not fully accept the ActionAid research because they were not involved » (ONU Femmes 2016b, 38).

Certains obstacles font en sorte qu'établir des relations avec les autorités n'est pas un exercice facile dans un contexte où la responsabilité politique et administrative des dossiers est fragmentée entre plusieurs organes étatiques de différents niveaux. Dans le cas du programme de PIV, l'équipe a eu de la difficulté à atteindre tous les interlocuteurs souhaités au sein de l'administration

de Hanoï, dans laquelle se concentrent les activités de leur programme *Safer Cities for Girls*, comme le déplore une participante impliquée dans ce programme : « as I mentioned, Hanoi is a megacity. Our success is in one district but to see how to bring it to the city level, to all the leaders at the city level, it will take time, it's not easy to get in » (Phuong, coordonnatrice de programme, OI). Une collaboratrice du programme de PIV souligne les mêmes limites : « I think they [PIV] did a lot of things, but I also see that it's quite difficult for them because when it comes to the system, the big system, they cannot. [...] I think it's already good but I think that they have to reach the higher levels ». C'est d'autant plus compliqué dans la mesure où « one of the risks at the city level is the changing of the leaders » selon Maï (directrice adjointe, OSCV genre), une autre participante. Pour sa part, Kim (chargée de programme, OI) mentionne rapidement que les « authorities don't always want to get involved ».

L'importance accordée à ces relations avec les autorités vietnamiennes, pour mener à bien les projets associés à la traduction locale de l'approche femmes et villes, illustre les propos de Bauzbauer (2017, 257). À ses yeux, le succès de la circulation internationale d'une politique est lié aux relations sociales et politiques qui entourent cette circulation et non seulement au mérite technique intrinsèque de la politique en question. Dès lors, la capacité des passeurs de l'approche femmes et villes à exercer efficacement leur fonction de diffuseur au Vietnam est intimement liée à leur capacité à créer des liens avec les autorités locales.

Cadrer son discours

Comme le soulève Cold-Ravnkilde, Engberg-Pedersen et Fejerskov (2018, 85), les organisations impliquées dans des processus de traduction font face à plusieurs obstacles qui demandent qu'elles usent de diverses stratégies, notamment des stratégies de légitimation. Dans le cas de la traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam, cette stratégie consiste à cadrer son discours d'une certaine manière afin de convaincre les autorités de l'intérêt de l'approche femmes et villes.

Un premier type de cadrage consiste à présenter les programmes « ville sûre » comme faisant partie d'un mouvement mondial. Ici, le fait que l'approche femmes et villes fasse l'objet d'un discours international est utilisé de manière stratégique par les passeurs. Dans leurs communications, les organisations internationales mettent alors en valeur le caractère mondial de leur programme. Par exemple, une publication Facebook d'ONU Femmes Vietnam annonce que « this 2017, Ho Chi Minh City is the first city in Vietnam to take part in the UN Women's "Safe

Cities and Safe Public Spaces” Global Initiative, joining with 25 other participating cities worldwide! » (ONU Femmes Vietnam 2017b, s.p.). Lors d’une des activités de PIV, la directrice du bureau local de l’ONGI utilise le même argument : « you’re all part of a very big global movement, looking at safe cities for girls. It’s a global movement [sic] has been implemented in many countries around the world » (Phuong Nguyen 2018, paragr. 3). De plus, les organisations impliquées dans les pratiques femmes et villes au Vietnam font aussi savoir aux autorités qu’il s’agit d’un mouvement mondial auquel même les villes occidentales participent et que ce ne sont donc pas seulement les villes vietnamiennes qui doivent composer avec les enjeux de sécurité des femmes dans l’espace public. Tiên (coordonnatrice de programme, OI) rapporte comment ONU Femmes a adopté cette stratégie en approchant les autorités de HCMV :

When UN Women presented it to the city, they also mentioned that the effort to address sexual harassment and sexual violence in public space has just come up at the global level. [...] Sexual violence against women and girls is all over the world, even in developed cities it still exists and we want to explore whether this happened in HCMC or not. [...] UN Women used different evidence from different cities including London in Canada to see that it's not a single issue of HCMC.

Dans une stratégie de cadrage légèrement différente, les organisations impliquées dans le programme de PIV ont cherché à présenter leur programme « ville sûre » sous un angle positif, tel que le relate une partenaire du programme :

In some countries, like Vietnam, how you're able to work is a bit different. So for example, we couldn't say that we are doing a safe space programme and that girls face all of these challenges and blah blah blah. It was more how do we make sure that Hanoi stays a safe city for girls, what measures could we put in place. So the framing of things was a bit different in different places. (Jade, directrice, OI)

Un deuxième type de cadrage nous ramène à un élément développé dans le chapitre consacré au contexte vietnamien. Dans le discours de l’État-parti vietnamien, les villes vietnamiennes doivent s’inscrire dans la modernité en devenant « civilized ». Les programmes « ville sûre » sont alors présentés comme une part intégrante de ce projet. Il s’agit d’associer explicitement cette notion du discours international sur l’approche femmes et villes aux normes locales sur les villes. Ce type d’association est d’ailleurs un élément central de la diffusion des normes internationales selon Krook et True (2010, 111). Par exemple, dans une de ses études, AAV parle en conclusion des villes sûres pour les femmes comme étant des « cities of peace and

civilization » (AAV, 2014 21). Plus explicitement, dans le cadre du programme d'ONU Femmes, celui-ci est discuté dans cette optique lors d'un atelier : « participants suggested HCM City includes the criteria of a safe city in its ongoing programme to build a civilized and modern city » (Vietnam Plus 2016, paragr. 4). Dans un autre atelier, le programme d'ONU Femmes a encore été associé à l'idée de « building of a more civilised and modern environment in public places » (Saigon Giai Phong 2018, paragr. 7). Évidemment, cette perspective est aussi adoptée par les partenaires gouvernementaux des programmes « ville sûre ». Dans le cadre de la campagne de sensibilisation de bus oranges mise en place par ONU Femmes et AAV à HCMV (voir le chapitre 6), une représentante des autorités locales explique que les services de transport public ont été améliorés « to meet demand for women, children, the elderly and the disabled towards building friendly, safe and civilised buses ».(Vietnam Plus 2018, paragr. 5). L'UFV adopte aussi l'expression. Dans une rencontre avec des homologues coréennes, la vice-présidente de l'UFV présente ainsi le contexte dans lequel les programmes « ville sûre » sont mis en œuvre au Vietnam : « along with urbanisation process, the goal of civilised urban construction has been a priority, with a number of policies and activities aimed at the development of women » (Nhan Dan 2017, paragr. 5). L'UFV raccroche ainsi la notion de « ville sûre » au discours de l'État-parti sur la ville « civilisée ».

La définition de ce qu'est une ville civilisée reste floue, mais l'expression est connotée positivement. Il s'agit de faire appel à la vision d'une « city that is educated, modern, and cosmopolitan » (Coe 2015, 618). En établissant les programmes « ville sûre » comme participant à rendre les villes « civilisées » et comme étant un mouvement mondial, les ONGI et ONU Femmes cherchent à s'appuyer sur le désir postcolonial du Vietnam, autant du côté de la société que de l'État, de ne pas être perçu par le reste du monde comme un pays qui ne serait pas « moderne ».

Par ailleurs, du côté des IFI, un des effets de cadrage utilisé consiste à faire le lien entre les pratiques femmes et villes et les bienfaits pour l'économie. C'est un lien qui est déjà mis de l'avant par ce type d'organisation dans le discours que celui-ci porte sur l'approche femmes et villes à l'international (voir le chapitre 3), mais il est aussi repris au niveau du Vietnam comme stratégie de légitimation par ces passeurs. Liêm, un spécialiste genre dans une IFI, explique comment il applique cette idée dans son travail : « when we do advocate we need to focus on the economic benefit of gender equality, when they [the government] see that practical benefit, then it becomes more encouraging for them to apply our model, or develop and replicate it ».

Enfin, cadrer son discours consiste également à laisser certains éléments de côté, comme cela a été le cas pour l'expression « harcèlement sexuel ». D'autres sujets peuvent aussi être sensibles de la sorte. Une partenaire du programme d'AAV, Oanh (directrice, OSCV genre), explique en entrevue qu'à son organisation, « we don't think about human rights because human rights word is a very sensitive issue in Vietnam, even now we cannot talk about human rights in public ». C'est la seule participante à avoir mentionné cette idée, les personnes participantes n'ayant pas été interrogées précisément sur cette question, mais on peut imaginer que c'est une posture courante. En effet, dans ses recherches sur l'approche basée sur les droits en développement au Vietnam, Toan N. Dang (2018, 105) a constaté que les actrices et acteurs impliqués dans des projets de développement évitaient de parler de droits humains.

Adopter une approche verticale ou horizontale

Un autre moyen utilisé par les passeurs pour influencer les autorités publiques et leurs politiques consiste à mobiliser la gouvernance centralisée du Vietnam de manière stratégique. Les organisations impliquées dans les pratiques femmes et villes adoptent des approches verticales ou horizontales afin d'avoir un impact sur l'action publique.

L'approche verticale met en valeur le jeu d'échelle en cause dans la traduction locale du discours international sur l'approche femmes et villes. Avec cette approche, les organisations internationales et leurs partenaires passent soit par les organes du gouvernement central, soit par ceux des gouvernements locaux pour influencer la prise de décision politique. Il existe quelques exemples dans lesquels l'influence des trois organisations internationales qui ont des programmes « ville sûre » a percolé du gouvernement central vers les gouvernements locaux. À titre d'illustration, le lancement conjoint et médiatisé des premières études d'AAV et de PIV sur la sécurité des femmes et des filles dans l'espace public a amené une agence du gouvernement central, le *National Traffic Safety Committee*, à « send a request to Hanoi and Ho Chi Minh City authorities to take proper actions to mitigate sexual harassment against women and girls on public transportation » (AAV 2015,15). Cette demande a eu des suites :

Hanoi has required the Department of Transportation, Hanoi Police and Hanoi Transport Corporation to investigate and specify places where sexual harassment against women often happens. The city has also directed relevant agencies to give warnings and adopt preventive methods like enhancing public lighting. (Tuoi Tre News 2016, paragr. 13).

Cet exemple met bien en lumière la manière dont on peut tirer profit du système politique centralisé dans les pratiques femmes et villes. Il éclaire également les propos de Vasavakul (2003) selon qui, dans le contexte vietnamien, le « vertical networking » favorise la capacité des organisations de la société civile à influencer le processus de prise de décision politique. Ce réseautage consiste à établir des rapports avec certaines composantes dans la hiérarchie de l'État-parti dans la perspective où « the vertical alliance provide[s] the necessary policy support from elements within the party-state » (Vasvakul 2003, 26). C'est une approche qui semble être également adoptée par les IFI, comme le rapporte Vãn, une spécialiste genre dans une de ces organisations. Celle-ci explique que l'une des « strategy for influence » serait de mobiliser les paliers de gouvernement supérieurs : « sometimes we have a certain influence! I still think this is a challenge how to do it. Maybe that would be more acting at top level, central level, PPC [Provincial People Committee], if they're aware and they really want to do it ».

De l'autre côté de l'approche verticale, convaincre des gouvernements locaux par des expérimentations locales est aussi une manière d'influencer les décisions politiques nationales. C'est une dynamique déjà reconnue dans la littérature sur le Vietnam, tel que nous l'avons vu dans le chapitre sur le contexte vietnamien. Malesky et London (2014, 408), notamment, considèrent que « in Vietnam, experimentation has also been an important part of the policy process ». Les programmes « ville sûre » implémentés au Vietnam illustrent l'idée selon laquelle des expérimentations locales sont utilisées pour tester certaines orientations avant de les intégrer aux politiques publiques nationales. Comme mentionné précédemment, le projet pilote de PIV a directement mené à l'intégration du concept de « ville sûre » dans le *National Thematic Project for Gender-Based Violence Prevention and Response 2016-2020*. Il s'agit en fait d'une adoption délibérée de l'approche verticale de la part de PIV. En effet, Phuong (coordonnatrice de programme, OI) et Mai (directrice adjointe, OSCV), toutes deux impliquées dans le programme de PIV, rapportent que l'objectif de ce projet pilote était de démontrer la pertinence du programme « ville sûre » aux autorités du gouvernement central afin qu'elles l'intègrent dans les politiques publiques. PIV (2016, 1) annonce d'ailleurs explicitement dans son plan stratégique que l'organisation internationale utilisera le système politique vietnamien de manière stratégique : « [Plan] will continue to work with and through government structures for greater impact and sustainability. Utilizing state structures will expand its reach ». Aux yeux de Mai, la démarche des expérimentations locales est efficace, car elle permet de faire une démonstration réelle :

If you work with gender norm and gender equality, perhaps you can have some areas to focus. For example, one city like Hanoi and one province, for example in the north, based

on two provinces. We can have the lesson learned and experience very different. After that, we can use this experience to advocate at the national level. It is very good and it's very strong evidence.

L'expérimentation locale n'a pas seulement été à l'origine du *National Thematic Project for Gender-Based Violence Prevention and Response 2016-2020*. Les expérimentations sont en effet aussi utilisées pour mettre en œuvre le modèle « ville sûre » inclus dans ce programme. Comme l'explique Thanh (directrice adjointe, État vietnamien), « the [Gender Equality] Department is in cooperation with international and domestic experts to perfect guideline to bring the model into practice. The model includes criteria on safe city, village and friendly to women and girls ». AAV et PIV ont entre autres été désignés pour piloter le modèle et ses critères dans 14 villes vietnamiennes (AAV 2018c). Il s'agit d'« evaluate the criteria » (Linh, coordonnatrice de programme, OI) avant de les adopter plus largement : « this pilot will be an opportunity for people to use the criteria to improve community safety and provide feedback to develop consolidated standards for adoption by national and local governments » (AAV 2017a, 2). Cette démarche s'inscrit directement dans ce que Fritzen (2003, 243) désigne comme « an explicit "policy experiment" orientation » dans une analyse sur le rôle des donateurs internationaux dans le développement du Vietnam.

Par ailleurs, l'approche horizontale fait aussi partie des stratégies utilisées pour exercer une influence sur la prise de décision politique, mais dans une moins grande mesure. Il s'agit notamment d'atteindre les décideuses et décideurs les plus influents en passant par certaines agences gouvernementales. ONU Femmes l'utilise dans la mise en œuvre de *HCMC Safe and Friendly City for Women and Children*. Ainsi, l'agence onusienne privilégie la collaboration avec le *City Committee for the Advancement of Women* (CFAW) de HCMV, car celle-ci leur permet d'exercer une plus grande influence auprès des personnes importantes du gouvernement de HCMV, comme le relate Tiên (coordonnatrice de programme, OI), une participante impliquée dans la mise en œuvre de ce programme :

Actually the Department of Labour, Invalid and Social Affairs is the state management agency to coordinate [gender equality], but their role is very weak compared with other departments so they have to use the City Committee for the Advancement of Women and

Gender Equality⁶⁸ to support the coordination and in HCMC all the leaders of different departments who would be the member of that committee and they have the biannual meeting. So any issue we want to work on urban planning, we have to channel this with this kind of committee so the leaders can be aware of the thing happening.

En plus d'y retrouver la direction des départements, dans les CFAW des gouvernements locaux « le chef du comité, c'est souvent l'adjoint du maire », comme l'explique Chuyên (professeure retraitée, université). Pour ONU Femmes, collaborer avec ce comité permet donc d'accéder aux membres du gouvernement local qui ont un grand pouvoir d'influence. Cela leur a permis de travailler « not just [with] the department of Labour and Related Social Affairs, they also work with the Department of Public Transport, department of Construction, People Council, Department of Information and Communication, Culture, different departments have to be involved » (Tiên, coordonnatrice de programme, OI).

Les IFI passent aussi par les CFAW pour exercer une influence sur la prise de décision politique. Par exemple, la BM a organisé des ateliers avec le CFAW du MoT en 2010. Ces ateliers ont eu des impacts pérennes :

Participants included MOT staff at the national decision-making level to staff from provincial departments of transport. A key workshop outcome was the decision to integrate gender content into the MOT national training institute curriculum, including rural transport training curriculum, to institutionalize gender-informed transport approaches. (BAD 2013c, 23)

En outre, l'approche horizontale peut aussi se faire de ville en ville en utilisant des expérimentations locales pour convaincre d'autres gouvernements locaux. En effet, selon Mai (directrice adjointe, OSCV genre), le fait d'exercer une influence sur les autorités de Hanoï permet de convaincre d'autres villes, mais aussi le gouvernement central : « for Hanoi it seems very much more difficult than for other cities. But for most of our projects, programs, we focus on Hanoi. Because if Hanoi approves, it's very much easier to approve for other cities. And if Hanoi approves, it's a very strong point for the national level ». Hanoï se situe donc à la croisée entre les approches verticale et horizontale.

⁶⁸ À HCMV, les autorités ont ajouté « égalité de genre » à la désignation de leur CFAW, qui se nomme à présent *City Committee for the Advancement of Women and Gender Equality*. Pour des détails sur les particularités de HCMV en termes d'égalité de genre voir la section suivante.

7.2.3 Répondre aux besoins des gouvernements locaux

Un autre aspect du système politique vietnamien a un effet sur la manière dont l'approche femmes et villes prend forme au Vietnam. Dans un contexte où le cadre institutionnel et réglementaire est très développé en ce qui concerne l'égalité de genre, les gouvernements locaux vietnamiens ont à présent plusieurs responsabilités en la matière. Or, dans un environnement politique qui se transforme par un processus de décentralisation au bilan « mitigé » (Bony-Cisterne 2019, 71), la prise en charge des enjeux d'égalité de genre par les gouvernements locaux a, elle aussi, des résultats mitigés. L'action publique locale à l'égard de ces enjeux est freinée par les mêmes problématiques qui limitent la décentralisation dans son ensemble. Les passeurs de l'approche femmes et villes au Vietnam répondent alors, en partie, à certains besoins des gouvernements locaux en la matière.

Des responsabilités grandissantes en égalité de genre

Les différentes lois et politiques publiques qui encadrent l'action publique en égalité de genre au Vietnam attribuent certaines responsabilités aux paliers gouvernementaux inférieurs. C'est notamment le cas de la principale loi en la matière, la *Law on Gender Equality* de 2006. Selon le décret n° 70/2008/ND-CP, qui détaille l'implémentation de celle-ci, « People's Committees at all levels shall exercise the state management of gender equality in their respective localities as decentralized by the Government » (République Socialiste du Vietnam 2008, art. 2). De plus, dans la *National Strategy on Gender Equality (2011-2020)*, il est stipulé que « Provincial-level People's Committees shall organize the strategy implementation in their localities » (République Socialiste du Vietnam 2010, art. 2). La responsabilité des gouvernements locaux est de cette façon clairement établie dans les deux cadres normatifs les plus importants concernant l'égalité de genre au Vietnam. Plus précisément, les responsabilités des gouvernements locaux sont de plusieurs ordres et visent une intégration transversale de l'égalité de genre. Selon le décret n° 70/2008/ND-CP, les provinces et les villes au statut de province doivent concevoir et réaliser un plan d'action annuel et quinquennal en égalité de genre. Elles doivent également intégrer les enjeux d'égalité de genre dans les stratégies et les plans de développement socio-économique. Enfin, tous les paliers de gouvernements inférieurs (provinces, districts et communes/sous-districts) doivent participer à la mise en œuvre locale des politiques publiques en égalité, promouvoir l'égalité de genre, attribuer des ressources au dossier, collecter des données sur le

sujet et superviser la mise en œuvre de la *Law on Gender Equality*. Par ailleurs, les gouvernements locaux sont aussi interpellés dans d'autres politiques publiques en lien avec l'égalité de genre. Les provinces et les villes au statut de province sont de cette façon tenues de rendre compte de la mise en œuvre des VSDG, ce qui inclut l'objectif cinq sur l'égalité de genre dans lequel on retrouve la notion de « ville sûre », sur leur territoire (République Socialiste du Vietnam 2017, art. 5). En somme, en matière d'égalité de genre, « local governments have to follow the national programme », selon Long (conseiller sénior, OSCV genre). D'après Dao, l'ancienne directrice d'une organisation de la société civile qui a travaillé auprès des gouvernements locaux vietnamiens, ceux-ci sont « concerned with this issue now ».

Sur le terrain toutefois, ces responsabilités ne sont remplies qu'en partie, bien qu'on peut tout de même identifier certains accomplissements. Par exemple, la *National Strategy on Gender Equality* (2011-2020) précise que toutes les provinces et villes au statut de province doivent avoir « adequate gender equality cadres » (République Socialiste du Vietnam 2010, art. 1). Lorsque questionnée à ce sujet, Thanh (directrice adjointe, État vietnamien), qui travaille dans une agence du gouvernement central, confirme que « until now 63 Departments of Labour, Invalids and Social Affairs of 63 provinces/cities assigned people to work in the field of gender equality ». Par contre, ce ne sont pas toutes les autorités locales qui ont conçu un plan d'action en égalité comme le stipule la *National Strategy on Gender Equality* (2011-2020). Un article rapporte en 2016 que seulement « 50 cities and provinces nationwide had approved plans of action for gender equality » sur l'ensemble des 63 provinces vietnamiennes (Nhan Dan 2016, paragr. 3).

Le niveau d'engagement et d'effectivité sur le dossier d'égalité de genre diffère donc d'un gouvernement local à l'autre. Selon Long (conseiller sénior, OSCV genre), les gouvernements locaux « are not at the same level » bien qu'il y ait « some progress ». En lien avec l'approche femmes et villes plus précisément, Thanh (directrice adjointe, État vietnamien) explique que :

Some cities start taking gender issue into urban development such as Da Nang, Hanoi. These cities committed to build 1,000 public restrooms which maintain secure and friendly with people. They are clean, private and safe to approach. In Ho Chi Minh City, they paved the sidewalk that disable people can access and use.

Ainsi, certaines villes se démarquent plus particulièrement. C'est notamment le cas de la ville au statut de province de Can Tho, dans le sud du Vietnam. Les autorités de la ville rapportaient lors d'une conférence sur l'implémentation locale de la *National Strategy on Gender Equality* (2011-

2020) que « the city met the national gender equality targets on employment, healthcare services and training, among others » (Vietnam News 2015b).

Or, c'est surtout la ville de HCMV qui se démarque pour sa prise en charge du dossier de l'égalité de genre. En effet, avant même que le programme « ville sûre » d'ONU femmes y soit déployé, la ville était reconnue pour son leadership en la matière. Selon un article sur l'implémentation de la *National Strategy on Gender Equality (2011-2020)* à HCMV, celle-ci « has outpaced the national average in terms of several gender equality-related criteria, taking the lead in efforts for the advancement of women » (Vietnam Plus 2016a, paragr. 1). Le ministre adjoint du MoLISA déclare même que « the city's achievement in gender equality and women's empowerment will contribute significantly to the success of the national strategy on gender equality for the 2011–2020 period » (Vietnam News 2016c, paragr. 16). Les autorités de la ville réitèrent régulièrement leurs engagements en termes d'égalité. Elles ont notamment conçu un plan d'action pour la période 2016-2020 qui contient plus de cibles que la stratégie nationale. C'est d'ailleurs une des deux seules villes vietnamiennes qui a assigné des responsables en égalité de genre au niveau des districts. Selon Tiên (coordonnatrice de programme, OI), la principale réalisation qui témoigne du leadership de HCMV est la modification du nom du CFAW local :

HCMC is the only one who has the name "advancement of women and gender equality", all others including the national one are only called "women advancement". So they can engage men, they can do many things with the subject of gender equality and it's like a very leading city to address and to implement gender equality in the country.

On peut supposer que ce contexte a grandement facilité la mise en œuvre du programme d'ONU Femmes à HCMV. D'après Tiên, les autorités de la ville se sont réellement approprié le programme :

UN Women only provides a technical support and they let the local authority decides what they want to do and they use their own budget with a little bit support technically from them. So they own it and they decide it instead of UN Women. So they have a high commitment of the city leaders on this.

C'est un engagement qui s'inscrit en continuité avec le niveau d'engagement déjà présent du côté des autorités de HCMV.

Des moyens limités palliés par les passeurs de l'approche femmes et villes

HCMV fait toutefois figure d'exception : en général les gouvernements locaux sont peu outillés pour remplir leurs obligations en égalité de genre. À l'échelle du Vietnam, il y a un écart entre ce qui est écrit dans le cadre réglementaire et ce qui est réellement réalisé en égalité de genre et on retrouve le même enjeu à l'échelle des gouvernements locaux. Comme évoqué précédemment, cet écart est dû au manque de ressources et au manque d'intérêt des décideurs et décideuses, de même qu'à l'impression que l'égalité de genre est déjà bien promue en raison d'un engagement historique du PCV et de plusieurs politiques publiques sur le sujet.

Les obstacles à la mise en œuvre des politiques publiques en égalité de genre au niveau local sont nombreux. Parmi ceux-ci, le plus important est le manque de ressources humaines dédiées au dossier de l'égalité de genre au sein des gouvernements locaux. Selon une représentante du gouvernement central, Thanh (directrice adjointe, État vietnamien), même si les 63 provinces ont assigné une personne à l'égalité de genre, « in general, in my viewpoint, human resources to do this are still limited ». C'est une des principales « difficulties », selon elle. Il s'agit d'un enjeu qui est rapporté par plusieurs. L'ambassadeur du Vietnam à l'ONU a lui-même fait ce constat lors d'une allocution : « Vietnam is still faced with challenges, including limited numbers of full-time staff available to work on gender issues, especially at the provincial level » (Vietnam Plus 2013, paragr. 14). Pour Phuong (coordonnatrice de programme, OI), il s'agit également d'un obstacle d'envergure à tous les paliers inférieurs : « at the city level they do not have it [gender equality department], only one person. How can you address the issue of gender equality with only one person? And the commune level, district level, no people ».

Questionnée à savoir si les gouvernements locaux se préoccupent de l'égalité de genre, Hiên (chargée de programme, OSCV urbain), une participante qui travaille auprès des gouvernements locaux vietnamiens, répond que : « they want, but they can't do well. The obstacles and limitations are capacity, opportunity and time ». Au sujet du manque de capacité, la représentante du DoLISA à HCMV explique que même « the staff of gender equality departments in provinces have not been trained on the Law on Gender Equality » (Vietnam News 2018b, paragr. 7) Cet enjeu de manque de capacité est exacerbé dans un « contexte où les services publics sont débordés, ces questions de genre arrivent et c'est comme trop » selon Romain (directeur, OI). Ces dynamiques s'inscrivent dans un contexte plus large où le processus de décentralisation mis en place au Vietnam est limité par plusieurs obstacles. PIV explique ainsi que : « Vietnam has undergone a broad decentralisation process with more powers devolved to provincial and district levels. However, the central government has not invested in the necessary capacity development at lower levels to effectively manage their new responsibilities » (PIV 2016, s.p.).

Le manque de directives claires du gouvernement central sur le dossier de l'égalité de genre constitue un autre obstacle à la prise en charge de ce dossier au niveau local, selon Oanh, directrice dans une des plus vieilles OSCV genre au Vietnam. Au sujet du niveau de préoccupation des gouvernements locaux par rapport à ce dossier, Oanh considère que « they care a lot because we have the national plan on this but they don't have activity within the national plan. So we think we need to advocate more about activities ». Les villes vietnamiennes, notamment, expriment elles-mêmes le besoin de mobiliser des partenaires internationaux pour les appuyer dans la réalisation de leurs responsabilités en égalité de genre. C'est le cas de la ville de Can Tho qui « hopes to bolster international cooperation to mobilise resources for gender equality activities in the locality » Vietnam Plus 2017a, paragr. 4). Dès lors, les passeurs de l'approche femmes et villes répondent directement aux besoins des gouvernements locaux qui manquent d'idées et de ressources pour mettre en œuvre à l'échelle locale les politiques publiques en égalité de genre.

Du côté des IFI, les projets qu'elles financent les amènent à appuyer les gouvernements locaux vietnamiens dans leurs responsabilités en égalité de genre. C'est le cas notamment de la BM qui rapporte, dans l'énoncé de sa stratégie partenariale avec le Vietnam (BM 2017), qu'une des actions transversales à la stratégie consiste à appuyer le gouvernement du Vietnam dans l'application de la *Law on Gender Equality*. Cette action implique de renforcer les capacités « on GE [gender equality] mainstreaming in law and policy formulation for leaders of people's committees at provincial and district levels » (BM 2017, 80). Une illustration concrète du rôle des IFI auprès des gouvernements locaux en égalité de genre est rapportée par Liêm (spécialiste genre, OI) qui explique que dans le cadre d'un des projets sur lequel il travaille, son IFI offre un appui technique aux villes participantes dans la planification d'infrastructures qui améliorent l'accès des femmes au travail rémunéré : « we help the city to develop, to do needs assessment and from needs assessment we will help them to identify the location within the city where it is needed and to what extent. And more important, we will identify resources where the city can tap into to build the facilities ». L'IFI est donc impliquée de très près dans les actions de ces villes en termes d'égalité de genre.

Les deux ONGI, PIV et AAV, qui sont responsables des programmes « ville sûre » au Vietnam, expliquent également venir en appui aux gouvernements locaux. PIV annonce dans son plan stratégique que l'organisation internationale « will build the capacity of the provincial and district level authorities to deliver more responsive services to the marginalized » (PIV 2016,15). L'importance accordée à cet appui est reflétée par l'énoncé d'un des indicateurs que PIV utilise pour évaluer son impact : « the prevalence of government entities we work with in urban

communities (including schools) increase their awareness and action towards promoting girls' safety in schools, public spaces and public transportation » (PIV 2017, 29). Avant de mettre en œuvre *Safe Cities for Women*, AAV avait quant à elle travaillé avec des gouvernements locaux sur les enjeux de la violence domestique. Dans son rapport annuel de 2015, AAV relate avoir :

Successfully implemented the model “Community based Counseling Center against domestic violence”. Started in Go Vap district, Ho Chi Minh City (LRP5) the initiative provides a “shelter” where women who are beaten up by their husbands can go to avoid further violence or they can find the free counseling services relating to domestic violence. This model has been highly valued by the city authorities and it was expanded to other districts following the instruction of local authorities. (AAV 2015, 27)

C'est toutefois ONU Femmes qui appuie au plus près les gouvernements locaux dans l'accomplissement de leurs responsabilités en égalité de genre. Par exemple, le programme *HCMC Safe and Friendly City for Women and Children* « has been designated as a key component of the City Action Plan to implement the National Thematic Project on Gender-Based Violence Prevention and Response (2016-2020) » (BM 2019, 23). Dans le cas d'ONU Femmes, le programme « ville sûre » est donc une pratique liée au discours international sur l'approche femmes et villes qui répond directement aux obligations de HCMV en égalité de genre. Par ailleurs, ce programme est également une réponse à une autre exigence réglementaire en termes d'égalité de genre. Depuis la révision de la *Law on State Budget*, en 2015, « gender equality has been included as one of the principles for state management of budgets » (ONU Femmes 2019c, 2). Selon ONU Femmes, cette intégration est la base légale par laquelle le budget sensible au genre, une mesure promue dans le discours international sur l'approche femmes et villes, peut être intégré au Vietnam (ONU Femmes Vietnam 2015a). C'est dans ce contexte que le budget sensible au genre a été intégré aux activités du programme « ville sûre » à HCMV afin, entre autres, d'inspirer les autres gouvernements locaux :

The development of the guidelines and piloting the application of GRB [gender responsive budgeting] in the Viet Nam context is essential to offer valuable lessons learned and experiences to policy makers. This also forms a basis for the wider application of gender-responsive budgeting in other cities and provinces in Viet Nam. (ONU Femmes 2019a, 6)

Cela dit, l'appui offert par ONU Femmes aux autorités de HCMV dans le cadre du programme « ville sûre » a déjà attiré l'attention des autorités d'autres villes vietnamiennes, notamment sur le dossier des violences faites aux femmes : « UN Women has supported Da Nang city with the project on community mobilization in prevention of violence against women and girls. Inspired by

the UN Women's Global SafeCities and Safe Public Spaces Flagship Initiative, Da Nang city requests UN Women Viet Nam's support » (ONU Femmes Vietnam 2018, 3). Les programmes « ville sûre » semblent aussi inspirer des provinces : « the southern province of Dong Nai aims to build a safe city that protects women and girls from sexual harassment and violence. This is part of the province's project on tackling gender-based violence in 2016-2020 » (Vietnam Plus 2017b, paragr. 2). La dissémination du programme « ville sûre », avant même que le modèle ne soit effectivement testé par le gouvernement central (voir la section 7.2.2), démontre bien l'intérêt que lui accordent les gouvernements locaux.

Plus généralement, les expériences des IFI, des ONGI et d'ONU Femmes illustrent l'idée soutenue par Zeigermann (2020, 576), selon laquelle la capacité des acteurs à jouer leur fonction de passeurs est directement liée aux fenêtres d'opportunités qui s'ouvrent à eux. Ici, les nombreuses responsabilités en termes d'égalité de genre et le manque de moyen des gouvernements locaux représentent une fenêtre d'opportunité de premier ordre pour la traduction locale de l'approche femmes et villes.

7.2.4 Le rôle de l'UFV dans la traduction locale de l'approche femmes et villes

Dans le système politique vietnamien, l'UFV est un acteur central de l'action publique en égalité de genre et il s'avère donc essentiel d'interroger le rôle qu'elle peut jouer dans la traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam. Il est d'autant plus intéressant de se pencher sur son rôle dans la mesure où l'existence de l'UFV permet d'interroger dans un contexte réel l'incidence d'une des principales mesures promues dans le discours international sur l'approche femmes et villes. Comme évoqué au chapitre 3, il est suggéré dans ce discours de mettre en place au sein des gouvernements locaux de nouvelles structures administratives responsables des enjeux d'égalité de genre. Or, l'UFV, du fait de sa présence sur l'ensemble du territoire vietnamien, assure déjà la présence d'un interlocuteur étatique pour aborder les enjeux d'égalité de genre au niveau local. Néanmoins, les lacunes inhérentes au travail de l'UFV font en sorte que l'apport de celle-ci dans l'implémentation de pratiques femmes et villes est en réalité limité.

Un potentiel important

Avant de se pencher sur les limites, il faut d'abord analyser de quelles manières les forces de l'UFV lui confèrent potentiellement un rôle privilégié dans la traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam. L'important rôle de l'UFV est reconnu par plusieurs personnes participantes à la recherche. Selon Chuyên (professeure retraitée, université) : « quand il s'agit de genre on consulte l'UFV [...] l'essentiel se passe à travers l'Union des Femmes ». Aux yeux de Lê (spécialiste genre, OI), « they [UFV] are very very strong, the strongest organization ». Une autre participante, Vân (spécialiste genre, OI), souligne pour sa part le rôle prééminent de l'UFV par rapport au DoLISA, le département officiellement responsable de l'égalité de genre au niveau des provinces et des districts :

The people in the DoLISA have a less active role in promoting the gender equality than the Women Union because at the district level, for example, one person in the district, at DoLISA, had a lot of tasks and responsibility and gender becomes very small while the Women Union it's like their mandate, part of the mandate. They are two lines, but the government official line is less active and I think influence more from the Women Union.

Au-delà de son historique et de ses fonctions officielles, déjà abordés au chapitre 5, plusieurs raisons expliquent l'influence importante de l'UFV. Premièrement, les branches locales de l'UFV ont une grande capacité de mobilisation : « if you want to implement an activity with women beneficiaries, Women Union is the best. For communication, it's the best with Women Union » (Lê, spécialiste genre, OI). C'est une des raisons pour laquelle l'UFV est un partenaire recherché. Par exemple, Ân (directrice, OSCV genre) rapporte que « when we go the local government, we always connect to the local Women Union because they are very active to do because they know it is their rights, their benefits and they achieve to participate ». Deuxièmement, l'UFV occupe une place stratégique au sein des communautés locales : « Women Union is a key stakeholder of city People Committee » (Hiên, chargée de programme, OSCV urbain). Long (conseiller sénior, OSCV genre) rapporte ainsi que « their network is everywhere in the community and government system ». Ce réseau permet donc aux organisations collaboratrices de l'UFV de « connect with the local government » comme l'indique Doãn (directrice, OSCV urbain). De plus, l'UFV est largement présente : « the Vietnamese Women Union is quite a large organization from the center to grassroot level. There are 63 provinces in Vietnam and we have 63 Unions from the districts commune and the province level » (Châu, chargée de programme, État vietnamien). C'est d'ailleurs ce qui distingue l'UFV des ONG vietnamiennes qui travaillent en égalité de genre, selon Vân (spécialiste genre, OI) : « of course, NGOs working in small areas in different parts of the

country, we cannot say it's widely spread. But the Women Union they have a programme everywhere in the country ».

Le rôle et les forces de l'UFV font en sorte qu'elle est impliquée dans la traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam. L'UFV a notamment joué un rôle important dans le cadre d'un projet pilote en transport de la BM qui visait à faire participer les femmes aux travaux de maintenance des routes (BM 2012). La capacité de mobilisation de l'UFV a grandement contribué au projet, car c'est par elle que les femmes ont été recrutées et formées. Elle a aussi contribué au renforcement des capacités des autorités locales. La collaboration avec l'UFV est considérée comme « critical to the success of the pilot » selon la BM (2012, 3). Un autre exemple du rôle que peut jouer l'UFV dans les pratiques femmes et villes nous vient de Hoa, une participante chargée de programme dans une organisation internationale, qui travaille sur les enjeux urbains au Vietnam. Elle explique que partout où son organisation a des projets d'aménagement, « we always work with the local Women Union ». Selon Hoa ce sont des partenaires efficaces : « Women Unions also played an active role in building playgrounds, maintaining, improving their living environment. So, we found that women's organizations are very active and important partners ».

L'UFV a également eu une influence considérable sur la mise en œuvre du programme *Safer Cities for Girls* de PIV et plus particulièrement sur le projet pilote dans le district de Dong Anh, à Hanoï. La collaboration avec l'UFV a permis d'organiser plusieurs activités avec les membres de la communauté comme le rapporte une collaboratrice du programme, My (directrice adjointe, État vietnamien) :

The Women Union held trainings for girls, listen to their voice, held dialogue exchange about their life and give support. The Women Union prepared propaganda for parents of children, to tell parents about children's rights and create safe environment for them [...]. The Women Union has very practical activities, they had 15 meeting for parents, children, teachers.

Ainsi, la capacité de mobilisation de l'UFV a profité à la réalisation du programme de PIV, mais c'est également leur proximité avec les autorités locales qui a contribué au déploiement du projet pilote de PIV. En effet, Phuong (coordonnatrice de programme, OI), une participante impliquée dans ce programme, explique qu'au départ les membres du Comité populaire du district ont décidé que le partenaire étatique de PIV dans le projet pilote serait l'UFV local. En fait, My (directrice adjointe, État vietnamien) explique qu'au départ « the local government did not know the importance of the activity [...] they were not willing at first ». Toutefois, après avoir constaté le

succès des activités organisées par PIV en partenariat avec l'UFV locale, il y a eu un « big change in the mind of leaders », car les autorités ont « step by step realised the importance » du programme de PIV. Elles ont alors fourni du personnel et participé à la promotion des activités. Une autre collaboratrice du programme confirme cette évolution d'opinion chez les membres du Comité populaire de Dong Anh. Selon elle, « they changed their attitude very much. They have a strong commitment for the future » (Maï, directrice adjointe, OSCV genre). Un article de presse rapporte même que le Comité populaire du district espère que PIV va étendre son projet à d'autres localités (Chuyện Tuần Này 2018). Selon My, la collaboration entre les deux organisations a été cruciale : « if Women Union and Plan work independently less effective spreading of the project ». On peut facilement imaginer que l'adhésion des autorités locales a été facilitée par l'implication de l'UFV dans la mesure où une relation étroite avec les autorités contribue aux succès des activités des organisations de la société civile (Taylor et al. 2012). En travaillant avec l'UFV, les propositions de PIV ont potentiellement donné « the appearance of emerging from “within the system” » (Read 2009, 16) ce qui contribue à la capacité des organisations de la société civile à influencer la prise de décision politique dans le contexte politique vietnamien.

Les exemples présentés précédemment illustrent de quelle façon l'UFV peut jouer un rôle actif dans la traduction locale de l'approche femmes et villes, mais leur seule présence dans les différentes localités vietnamiennes contribue également à la mise en pratique de certaines mesures associées à l'approche dans le discours international. Par exemple, la participation des femmes au développement urbain est considérée comme un élément essentiel dans ce discours (voir le chapitre 3). Or, en raison de sa présence et de son rôle dans les communautés locales, l'UFV permet justement que les femmes soient parties prenantes de différents projets urbains. C'est notamment le cas dans le cadre du travail de l'organisation internationale où travaille Kim (chargée de programme, OI). Elle rapporte que son organisation n'adopte pas nécessairement une approche de genre dans leur travail : « projects don't focus on gender, they focus on procedures and results. We focus on opportunity for all ». Toutefois, dans les rencontres organisées dans le cadre de leurs projets, des groupes représentant toute la communauté, dont l'UFV, sont invités. Les femmes se retrouvent alors de facto représentées dans les projets urbains, bien que l'organisation internationale ne cherche pas activement à intégrer les enjeux de genre dans ses activités. C'est aussi le cas pour l'organisation de la société civile vietnamienne où travaille Doãn (directrice, OSCV urbain) qui a des projets d'aménagement dans diverses localités vietnamiennes. Doãn précise que dans le cadre de leurs activités, ses collègues et elle se préoccupent du « character » des usagers et usagères, « not their gender ». Selon elle, leur travail

« is not just about promoting gender equality ». Pourtant, sur le terrain son organisation collabore régulièrement avec l'UFV dans leurs projets d'aménagement : « they organize all of the meetings, they connect with other people and they are the main persons who organize everything ». L'organisation de Doàn profite ainsi du rôle que jouent les branches locales de l'UFV dans leur communauté : « I think it's very naturally that they are very active in the community. I think they have a system of talking and connecting others ». Encore une fois, la présence de l'UFV facilite la participation des femmes dans des projets urbains, bien que cela ne soit pas un objectif explicite pour l'organisation porteuse du projet. Enfin, la présence de l'UFV contribue à la représentation des femmes dans les projets d'une autre organisation internationale impliquée dans les enjeux urbains, celle où est employée Hoa (chargée de programme, OI). Celle-ci mentionne que même si les autorités des gouvernements locaux manquent d'intérêt pour l'égalité de genre, l'UFV pallie à ce manque : « however I found that local authorities, they invite the representative of women union, sometimes. For example, when they have any decisions related to public spaces use, and something like that, we can find the representation, participation, the Women's Union representation ». Dès lors, la présence de l'UFV sur l'ensemble du territoire vietnamien facilite la réalisation d'une des prescriptions du discours international sur l'approche femmes et villes, celle de s'assurer que les femmes participent au développement urbain.

Les limites de l'apport de l'UFV dans l'adoption de l'approche femmes et villes

L'apport potentiel de l'UFV à l'application de l'approche femmes et villes au Vietnam est cependant restreint par les différentes limites inhérentes à la posture de l'organisation de masse. Le chapitre 5 faisait déjà état des problématiques, mises en lumière par la littérature sur le Vietnam, qui minent la contribution de l'UFV à l'égalité de genre. Les données récoltées dans le cadre cette thèse appuient également ces constats.

Tout d'abord, l'UFV « is grossly under-resourced » (Goetz 2003, 73), ce qui peut rendre difficile la réalisation de nouvelles activités liées à l'approche femmes et villes. Le manque de ressources de l'UFV a notamment eu un impact sur le projet pilote du programme de PIV. Une participante qui a collaboré au programme, My (directrice adjointe, État vietnamien), explique que la branche locale de l'UFV à Dong Anh a une équipe de seulement six personnes et qu'au départ « they were not willing to participate, they were quite busy with their own activities ». L'équipe s'est tout de même engagée dans le projet pilote de PIV, mais My rapporte que « many activities they have arranged cannot be done in time ». De plus, le manque de ressources peut être exacerbé par le

manque de capacité du personnel de l'UFV. C'est un enjeu qui a d'ailleurs été soulevé lors d'un séminaire qui portait sur l'augmentation de la capacité des femmes à participer à l'action publique en égalité : « there were shortcomings, including capability and qualifications of [Women] union members, especially at local levels » (Vietnam News 2016a, paragr. 7).

En outre, l'UFV connaît également un déficit d'influence politique. Dans la perspective où son rôle est de participer à l'application des priorités du l'État-parti, l'UFV « tends to avoid political tensions » (Waibel et Glück 2013, 358). D'après Maï (directrice adjointe, OSCV genre), « Vietnam Women Union is not strong [...]. There is a risk if we base only, if we focus on the Women Union, there are not strong like the People Committee ». Ainsi, l'UFV ne serait pas un acteur politique avec un pouvoir décisionnel suffisamment important et il vaudrait donc mieux miser sur d'autres agences gouvernementales, selon Maï : « of course, the Vietnam Women Union is one of the focal point for a long time in the gender equity. But now, in my opinion, we can involve some other ministry to this, because the ministry can make the policies, can make the decisions ». Aux yeux de Hoa (chargée de programme, OI), il faut toutefois préciser que l'influence de l'UFV dépend du niveau de gouvernement : « at the central level, I think that Women Union representation and participation in policy making is weak. They are not consulted very much. At the lower level is better than at the central level ».

Par ailleurs, l'existence de l'UFV entraîne, d'une part, un désengagement des autorités publiques dans le dossier de l'égalité de genre et, d'autre part, un cantonnement des enjeux d'égalité de genre. Ainsi, au lieu de contribuer à l'application *gender mainstreaming* dans les actions du gouvernement local, comme prescrit dans le discours international sur l'approche femmes et villes, leur présence y nuit. À cet égard, Ân (directrice, OSCV genre) déplore le manque d'intérêt des autorités locales pour les enjeux d'égalité. Elle relate par exemple que « when we open some training course on gender issues, they think it is a women's work and they send women go to there, we call them but they send women ». Selon une autre participante, cette dynamique est à remplacer : « we want to change the thinking that it's only women to work with the gender norm » (Maï, directrice adjointe, OSCV genre). C'est un enjeu que dénonce publiquement des membres de l'UFV comme la directrice adjointe de la *Vietnam Women's Academy*, le centre de formation pour les cadres de l'UFV, qui déclare en entrevue que : « the promotion of gender equality has not really been a focus in some localities, where authorities consider it just part of the local Women's Union task » (Vietnam News 2018a). C'est exactement ce qui s'est passé dans le cas du projet pilote de PIV à Dong Anh, où le Comité populaire a assigné à l'UFV la tâche de collaborer

avec l'organisation internationale. Cette dynamique est d'autant plus problématique considérant l'influence politique limitée de l'UFV évoqué précédemment.

Dès lors, le cas du Vietnam illustre le fait que l'intérêt d'une structure administrative responsable des enjeux d'égalité de genre au niveau local est limité si cette structure n'a qu'un pouvoir politique restreint et peu de ressources. Dans de telles circonstances, la structure administrative peut même être contreproductive si sa présence fait en sorte que les enjeux d'égalité de genre y sont cantonnés.

Un dernier élément reste à explorer pour mieux comprendre le rôle que peut jouer l'UFV dans la traduction locale de l'approche femmes et villes. Une autre particularité de l'UFV laisse entrevoir l'effet potentiel que peut avoir l'organisation de masse sur la traduction locale de l'approche femmes et villes. Comme le mettait en lumière le chapitre 5, l'UFV participe à perpétuer les rôles de genre traditionnels et stéréotypés en propageant le discours de genre de l'État. C'est une idée qu'appuie notamment Anh, une spécialiste genre dans une organisation internationale :

The Women Union it is the long hand of the Communist Party and even if in principle it represents the women, but the Women Union themselves in their mindset and also in their concept when delivering the different programs for promoting gender equality, they themselves their mindsets and also their concept is also the gender stereotype.

Selon Chuyên (professeure retraitée, université), il ne faut effectivement pas oublier que « l'Union des Femmes est une organisation surtout politique même si on dit que c'est social. La population ignore que c'est politique [...]. L'Union des Femmes fonctionne dans le système ». Pour sa part, Oanh (directrice, OSCV genre) explique que face à la vision stéréotypée des rôles de genre de l'UFV, son organisation « try to change this, try to change their opinion ». Un autre participant, Chung, un coordonnateur de programme dans une OSCV genre qui répond du tac au tac « we hate that » lorsque l'UFV est mentionnée une première fois en entrevue, rapporte que l'organisation où il travaille ne critique pas ouvertement l'UFV, plutôt « we just choose to not work with them ».

En somme, du fait de sa proximité avec l'État-parti et son discours sur les rôles de genre traditionnels et stéréotypés, l'UFV peut potentiellement se retrouver en tension avec certaines idées associées à l'approche femmes et villes, telles que promues dans le discours international. Le cas du Vietnam met donc en perspective l'idée que les groupes de femmes sont parmi les acteurs les plus importants de la traduction locale de la norme internationale d'égalité de genre

(Merry et Levitt 2020, 148). Il semble que cela soit beaucoup moins le cas dans des contextes où le groupe de femmes le plus important fait partie même de l'État.

Conclusion du chapitre

La recherche sur les mobilités de politiques urbaines nous invite à porter le regard vers l'importance du contexte local tandis que celle sur la norme internationale d'égalité de genre décortique comment s'exerce l'influence du contexte local. C'est cette posture que ce chapitre a adoptée afin d'approfondir l'analyse de la traduction du discours international sur l'approche femmes et villes au Vietnam. Pour ce faire, le chapitre s'est d'abord penché sur les éléments du contexte social qui ont un effet sur cette traduction avant de se tourner vers les éléments du contexte politique. Dans l'ensemble ces résultats ont montré que l'influence du contexte social et politique sur la traduction du discours international sur l'approche femmes et villes se joue autant à l'échelle nationale qu'à l'échelle locale.

Dans le cas des éléments du contexte social, certains d'entre eux ont pour effet de faciliter la traduction locale de l'approche femmes et villes. C'est principalement le cas du déplacement vers les villes vietnamiennes d'une population migrante, majoritairement féminine, à la recherche d'opportunités d'emploi. Cette transition urbaine soulève de nombreux défis pour les autorités vietnamiennes, mais c'est aussi une occasion pour les passeurs de l'approche femmes et villes d'arrimer leurs activités à cet enjeu et ainsi répondre aux besoins des autorités locales et créer des partenariats avec des OSCV. D'autres éléments du contexte local demandent de la part des passeurs des efforts d'adaptation particuliers. Plus spécifiquement, la persistance des stéréotypes de genre vient directement influencer la mise en œuvre des pratiques liées à l'approche femmes et villes. Dans le cas des programmes « ville sûre », cela prend la forme d'une focale sur les jeunes qui, dans le contexte vietnamien, ont historiquement été considérés comme à l'avant-plan des transformations sociales. Cette persistance a aussi un effet sur la mise en œuvre effective de ces pratiques dans la mesure où les passeurs doivent composer avec des décideurs et décideuses politiques qui véhiculent eux-mêmes ces stéréotypes ce qui crée une barrière à la traduction locale de l'approche femmes et villes. Enfin, un dernier élément important du contexte social porte sur l'expression de « harcèlement sexuel » qui est une composante centrale du discours international sur l'approche femmes et villes. Les résultats montrent une réticence des autorités vietnamiennes à utiliser cette expression. Cette réticence, qui s'inscrit dans un contexte où on évite d'aborder la sexualité dans la sphère publique, a progressivement diminué à mesure

que l'expression de harcèlement sexuel connaissait un processus de vernacularisation. Ce dernier cas montre combien l'influence du contexte local sur les diverses opérations de traduction est un processus dynamique qui peut évoluer rapidement. Le travail du passeur en est donc un qui demande une adaptation constante à son environnement.

Du côté du contexte politique, ce que les résultats mettent en valeur c'est, d'une part, combien ce contexte forme un cadre auquel les passeurs se modulent pour que leur travail de traduction soit influant. Les résultats montrent effectivement la diversité des stratégies utilisées par les passeurs de l'approche femmes et villes pour s'insérer dans le système politique local et ainsi avoir un plus grand impact. Ces stratégies demandent de faire du plaidoyer politique à tous les niveaux du gouvernement vietnamien même s'il s'agit d'un système politique centralisé. Ces efforts de plaidoyer ont connu des succès importants tant à l'échelle nationale que locale. Les autres stratégies consistent à établir et entretenir de proches relations avec les autorités pour mieux faire accepter les pratiques liées à l'approche femmes et villes. Une autre façon d'y arriver, c'est de cadrer son discours de manière à ce qu'il corresponde aux vues de l'État-parti, notamment en mettant en valeur le fait que l'approche femmes et villes est l'objet d'un discours international et en liant la notion de « ville sûre » à l'ambition de développer des villes « civilisées ». Une autre stratégie consiste à adopter une approche verticale ou une approche horizontale afin d'avoir une influence sur toutes les branches du gouvernement à tous les niveaux.

D'autre part, l'analyse de l'effet du contexte politique sur la traduction locale de l'approche femmes et villes montre que ce contexte offre des fenêtres opportunités plus ou moins pertinentes pour cette traduction. Du côté des plus pertinentes, on retrouve les importantes responsabilités en matière d'égalité de genre qui incombent aux gouvernements locaux vietnamiens. Ceux-ci sont tenus de mettre en œuvre différentes politiques liées à l'égalité de genre, mais ils manquent de moyens et d'idées pour le faire. Les passeurs peuvent alors présenter leurs activités liées à l'approche femmes et villes comme une solution pour les autorités locales. Du côté des moins pertinentes, il y a l'UFV. À priori, l'UFV, qui est présente à tous les niveaux de gouvernement, correspond à l'idée promue dans le discours international sur l'approche femmes et villes d'avoir des organes étatiques responsables de l'égalité de genre dans les gouvernements locaux. Dans les faits par contre, l'UFV a peu de pouvoir d'influence et une vision conservatrice de l'égalité de genre qui fait en sorte que son apport à la traduction locale de l'approche femmes et villes est en réalité limité.

Ces résultats s'inscrivent dans d'autres recherches qui ont mis de l'avant l'effet déterminant de l'environnement local dans la traduction à l'échelle locale d'idées qui circulent à l'échelle

internationale. Comme le résumant Cold-Ravnkild, Engberg-Pedersen et Fejerskov (2018, 92) « all these cases demonstrate that the scope for taking particular ideas about gender equality further is heavily circumscribed by contingent and contextual factors ». Cette thèse est une pierre de plus à l'édifice de cette démonstration.

CONCLUSION

La présente thèse s'est penchée sur l'approche femmes et villes, qui vise à prendre en considération les enjeux de genre dans les interventions sur les milieux urbains. Plus précisément, les objectifs de la thèse consistaient à mettre en lumière la manière dont le discours international sur l'approche femmes et villes s'est construit et circule à travers le monde, la manière dont il est traduit dans le contexte vietnamien ainsi que la manière dont les passeurs identifiés participent à cette traduction. Pour atteindre ces objectifs, la thèse s'est déployée en deux temps : la première partie de la thèse est consacrée au discours international sur l'approche femmes et villes et la deuxième aux formes que prend cette approche au Vietnam. L'approche conceptuelle qui a structuré l'ensemble de la thèse s'est intéressée aux échelles (locale, nationale et internationale) ainsi qu'aux acteurs et actrices qui façonnent le phénomène étudié. Cette approche a permis d'analyser les processus de traduction qui sont à l'œuvre, tant lorsque l'approche femmes et villes constitue un discours international que lorsque cette même approche est mise en application au Vietnam.

Le chapitre 3 a d'abord mis en évidence en quoi consiste le discours international sur l'approche femmes et villes. Il a ainsi montré qu'il s'agit d'un discours qui s'est construit progressivement depuis les années 1970 à travers les échanges de divers acteurs et actrices, principalement des organisations féministes et des organisations internationales, qui interviennent à différentes échelles. Puis, l'analyse du discours lui-même, à partir des publications des actrices et acteurs impliqués dans sa circulation, a permis de mettre en lumière les principales idées qui le constituent, notamment en termes d'argumentaires et de mesures préconisées. Cette analyse a révélé que, bien qu'un certain nombre d'idées fassent consensus au sein de ce discours, ce dernier ne constitue pas pour autant un ensemble monolithique. Le chapitre 4 a par la suite examiné comment le discours international sur l'approche femmes et villes circule à travers le monde. J'ai d'abord montré que cette circulation est le résultat du rôle de passeur que jouent une quinzaine d'actrices et acteurs clés (agences onusiennes, association de gouvernements locaux, IFI, ONG et villes modèles). Le chapitre a aussi donné à voir combien ces acteurs et actrices, qui forment un réseau fragmenté, usent de diverses pratiques circulatoires afin de partager des connaissances sur l'approche femmes et villes et de construire et diffuser une norme internationale à ce sujet. Le chapitre a ainsi montré que c'est l'action combinée de ces passeurs qui est à la source du phénomène de la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes.

La deuxième partie de la thèse a mis en lumière les divers processus de traduction à l'œuvre lorsque l'approche femmes et villes prend forme au Vietnam. Le chapitre 5 a d'abord mis en exergue les éléments du contexte politique et social vietnamien qui peuvent avoir un effet sur le processus de traduction de l'approche femmes et villes dans ce contexte. Puis, le chapitre 6 a démontré qu'en prenant forme au Vietnam, l'approche femmes et villes passe par un ensemble de microprocessus de traduction menés par les passeurs impliqués dans l'application du *gender mainstreaming* dans les projets urbains des IFI, dans les programmes de « ville sûre » pour les femmes d'AAV, PIV et ONU Femmes et dans l'adoption des ODD. L'analyse a montré que certains de ces passeurs sont au premier plan des processus de traduction. Ceux-ci opèrent différents types de procédés pour traduire l'approche femmes et villes au Vietnam, notamment l'utilisation de données quantitatives. Enfin le chapitre 7 a permis de mettre en lumière la manière dont le contexte social et politique du Vietnam influence ces processus de traduction et le rôle des passeurs qui y participent. Il a montré que les éléments contextuels comme la transition urbaine, le régime de genre, le système politique centralisé mais flexible et le partage des responsabilités dans l'action publique en égalité de genre ont un effet considérable sur la manière dont les passeurs traduisent l'approche femmes et villes au Vietnam. Certains éléments sont facilitants, comme les nouvelles responsabilités des gouvernements locaux en égalité de genre, d'autres, comme la persistance des stéréotypes de genre, constituent des barrières à la traduction, mais dans tous les cas, ils demandent aux passeurs de se moduler constamment aux dynamiques sociales et politiques de l'environnement vietnamien.

Contributions de la thèse

La principale contribution empirique de la thèse est de permettre de mieux comprendre l'approche femmes et villes. Comme le soulève Perrone (2020, 285), le genre est devenu un élément central de la question urbaine au XXI^e siècle, or les mécanismes qui ont mené à cet état de fait restent, à ce jour, peu documentés. La thèse a permis de les mettre en lumière en analysant l'historique, les acteurs et actrices ainsi que les pratiques derrière la circulation du discours international sur l'approche femmes et villes. Ce travail d'état des lieux a aussi permis de faire ressortir les principales idées qui composent ce discours. La thèse offre ainsi une grille d'analyse qui permet de comprendre les origines ainsi que les rapports entre les diverses propositions et initiatives qui s'inscrivent dans l'approche femmes et villes.

C'est un aspect de la thèse qui la rend intéressante pour les décideurs et décideuses politiques et pour les professionnelles et professionnelles de l'urbain. Ceux-ci et celles-ci peuvent se référer

à cette grille lorsqu'ils et elles planifient des interventions publiques qui s'inscrivent dans l'approche femmes et villes. Par exemple, un gouvernement local qui travaillerait à la mise en place d'une politique locale d'égalité de genre pourrait nourrir les réflexions à ce sujet à partir de cette grille d'analyse. Une autre contribution pour la pratique touche les groupes qui militent pour une plus grande intégration des enjeux de genre dans l'action urbaine. Pour ces groupes, les résultats de la thèse peuvent notamment informer leur stratégie de plaidoyer. En effet, les divers processus de traduction mis en lumière par la thèse mettent en exergue les différents aspects à prendre en compte afin de pouvoir appliquer l'approche femmes et villes. Par ailleurs, la thèse elle-même peut être utilisée pour illustrer le fait qu'il s'agit d'une préoccupation de plus en plus partagée à l'échelle internationale.

En outre, les résultats de la thèse contribuent de différentes façons aux études urbaines. D'une part, ces résultats contribuent à la recherche féministe en études urbaines en illustrant combien l'action urbaine genrée est un phénomène foncièrement multiéchelle. En effet, tant dans l'analyse du discours international sur l'approche femmes et villes que dans celle du cas vietnamien, les résultats ont montré que la mise en application de l'approche femmes et villes résultent d'échanges entre actrices et acteurs actifs aux échelles locale, nationale et internationale. Ces analyses démontrent l'importance d'approfondir la question de la circulation, qui implique un passage d'une échelle à l'autre, dans les travaux sur l'action urbaine genrée.

D'autre part, la thèse amène un éclairage complémentaire sur les mobilités des politiques urbaines. Selon Silvestre (2016, 66), on peut diviser en trois catégories les idées urbanistiques qui circulent. Au niveau microscopique, on retrouve les instruments en lien avec l'organisation du territoire comme le zonage. Au niveau mésoscopique, on retrouve des théories et des principes de planification urbaine comme les cités-jardins. Et finalement au niveau macroscopique, il y a des « abstract ideas rooted in values and norms shared with other policy areas and that characterise a wider political orientation » (Silvestre 2016, 66). Selon Silvestre, le néolibéralisme serait un bon exemple de cette troisième catégorie et comme nous l'avons vu dans la recension des écrits au chapitre 1, plusieurs travaux se sont effectivement intéressés aux effets du néolibéralisme sur les mobilités de politiques urbaines. Ma thèse montre en outre que le féminisme devrait également être considéré comme une de ces idées abstraites en jeu dans la circulation internationale des idées urbanistiques. La thèse ouvre ainsi la porte à d'autres études qui pourraient analyser différents aspects de l'influence du féminisme sur les mobilités de politiques urbaines.

C'est l'agencement conceptuel entre les outils théoriques de la littérature sur les mobilités de politiques urbaines et de celle sur la circulation de la norme internationale d'égalité de genre qui a permis de faire cette démonstration. Ainsi, une autre des contributions théoriques de la thèse est de mettre en évidence l'intérêt du concept de traduction afin d'approfondir l'analyse de l'influence du contexte local dans les mobilités de politiques urbaines.

Enfin, la thèse supporte l'idée selon laquelle il est important d'intégrer l'État dans les analyses des mobilités de politiques urbaines. C'est un travail entamé par d'autres travaux (Béal, Epstein et Pinson 2015; Peyroux 2016; Bok 2017; He. et al. 2018; Croese 2018), auquel la thèse contribue en démontrant que le fonctionnement et les priorités de l'État-parti vietnamien exercent une influence importante sur les processus de traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam. C'est également une contribution d'un point de vue méthodologique. Considérant que l'État vietnamien est difficile d'accès pour la recherche, la thèse a montré qu'il est possible de l'étudier à partir de son pourtour. En analysant les échanges entre différents organes étatiques et les organisations qui traduisent l'approche femmes et villes au Vietnam, il a été possible de mettre en lumière l'influence de l'État sur cette traduction à partir de divers types de données (entretiens avec les organisations internationales et OSCV, analyse documentaire et revue de presse) et non seulement à partir des trois entrevues qui ont pu être réalisées avec des personnes représentantes de l'État vietnamien.

Limites et ouvertures

La thèse connaît toutefois certaines limites méthodologiques. La première concerne l'étude des idées qui composent le discours international sur l'approche femmes et villes. Dans le cadre de cette thèse, cette étude repose presque uniquement sur l'analyse des publications produites par les actrices et acteurs clés de la circulation internationale de ce discours. Il s'agit là du discours officiel de ces organisations, un discours qui, comme l'explique Ferguson (2015, 385), se cristallise une fois que la version finale de la publication a été approuvée. Ces publications sont alors moins en mesure de refléter les différentes évolutions que peut connaître le discours sur l'approche femmes et villes dans le travail quotidien de ces organisations. Interviewer directement le personnel qui travaille dans les organisations qui font circuler le discours sur l'approche femmes et villes aurait certainement amené un éclairage différent, potentiellement plus riche et plus nuancé. C'est une des avenues à suivre pour enrichir les connaissances à propos de l'approche femmes et villes et ses diverses déclinaisons selon les acteurs et actrices qui la promeuvent.

Une autre limite de la thèse est en continuité avec la précédente. Les outils de collecte de données utilisés ont difficilement permis de saisir l'adhésion des actrices et acteurs vietnamiens au discours international sur l'approche femmes et villes à une échelle individuelle. L'analyse documentaire et la revue de presse ne le permettaient pas, mais les entretiens semi-dirigés n'ont pas pu combler cet angle puisque le questionnaire n'avait pas été construit dans cette optique. Il aurait été pertinent d'inclure dans l'analyse l'influence des parcours individuels, qui sont aussi le produit des contextes social et politique locaux, sur les processus de traduction qu'opèrent les différents membres du personnel des organisations impliquées dans la traduction de l'approche femmes et villes au Vietnam. Par exemple, avec l'ouverture du pays, plusieurs Vietnamiens et Vietnamiennes ont pu étudier à l'étranger avant de revenir travailler pour une organisation internationale installée au Vietnam. Dans quelle mesure ce parcours a joué sur leur façon de mettre en œuvre leurs actions liées à l'approche femmes et villes ? Ce type de données aurait permis d'approfondir l'analyse des microprocessus de traduction.

Une autre limite concerne les entretiens semi-dirigés. Les entrevues se sont très majoritairement déroulées en anglais, une langue que ni moi ni la plupart des personnes participantes à la recherche ne maîtrisons parfaitement. Les données récoltées grâce à ces entretiens en ont potentiellement perdu en finesse, mais travailler systématiquement avec des interprètes aurait aussi amené d'autres enjeux en termes de perte ou de transformation du sens lors de la traduction. Par contre, si j'avais été en mesure de parler parfaitement le vietnamien, la recherche aurait pu creuser la question de la traduction linguistique comme d'autres travaux sur la circulation de la norme internationale de l'égalité de genre l'ont fait (Silfver 2010; Østebø et Haukanes 2016; Rajaram et Zararia 2009).

Enfin, une dernière limite de la thèse est liée à la pandémie de Covid-19. En effet la collecte de données s'est déroulée en 2018 et en 2019, soit avant la pandémie, qui a eu un impact important sur les conditions de vie des femmes à travers le monde (Razavi et al. 2022). Parmi ces impacts, Razavi et al. (2022) notent les pertes d'emploi pour les travailleuses informelles, une augmentation du temps que les femmes doivent consacrer au travail de reproduction et une contraction de la spatialité des femmes autour de la maison qui a augmenté les risques de violences domestiques. Ces impacts sont aussi visibles au Vietnam, où le taux de participation des femmes au marché du travail a diminué de 8 % entre 2019 et 2020 et où les femmes ont rapporté avoir subi plus de contrôle coercitif et de violence économique (ONU Vietnam 2022). L'importance de ces enjeux a probablement eu un impact sur les priorités des organisations internationales qui travaillent sur les questions d'égalité de genre. Il serait intéressant de voir si le

momentum autour de l'approche femmes et villes documenté dans la thèse est toujours aussi important après la pandémie.

D'autres questions méritent d'être creusées davantage afin de préciser notre compréhension du phénomène de la circulation du discours international de l'approche femmes et villes. Une voie potentiellement fertile pour la recherche consisterait à faire une étude comparative de la traduction de l'approche femmes et villes dans différents territoires. Déjà, en mettant le cas du Vietnam en perspective à partir de ma connaissance de celui de Montréal⁶⁹, j'ai pu constater que les enjeux abordés, les actions réalisées et les actrices et acteurs impliqués dans les initiatives qui s'inscrivent dans l'approche femmes et villes diffèrent. Ainsi, une comparaison formelle de l'approche femmes et villes dans différents pays permettrait de mettre en lumière d'autres types de passeurs et d'autres facteurs d'influence du contexte local que ceux que le cas du Vietnam a permis d'éclairer. De plus, dans la mesure où la recherche en études urbaines s'est surtout concentrée sur l'action urbaine genrée dans le contexte de l'UE, dont certains travaux comparatifs (Booth et Gilroy 2001; Zebracki 2014; Horelli 2017), notre compréhension de la circulation de l'approche femmes et villes en dehors de l'Europe est toujours très limitée. Il serait alors d'autant plus enrichissant de réaliser des comparaisons entre pays non européens afin d'amener un éclairage complémentaire sur le phénomène de la circulation internationale de l'approche femmes et villes.

Pour terminer, il a une avenue importante que la recherche devrait prendre en étudiant les effets réels des mesures liées à l'approche femmes et villes sur l'amélioration des conditions de vies des femmes dans une perspective intersectionnelle. Cela permettrait d'intégrer dans l'analyse la notion que le genre est une question de rapport de pouvoir. Documenter les effets de la mise en application de l'approche femmes et villes dans cette perspective permettrait par exemple de voir si certaines mesures sont favorables pour certains groupes de femmes, mais pas pour d'autres. Mieux comprendre ces effets permettrait aux groupes de femmes de se mobiliser plus stratégiquement et cela permettrait également de donner lieu à une action publique plus efficace lorsque les gouvernements locaux agissent sur l'égalité de genre à l'échelle de la ville. La thèse se voulait être un premier pas dans cette direction.

⁶⁹ Un cas que je connais bien en raison de mon implication au Conseil des Montréalaises tout au long de mon doctorat. Le Conseil des Montréalaises est une instance consultative de la Ville de Montréal qui conseille l'administration montréalaise sur les enjeux d'égalité entre les hommes et les femmes et entre toutes les femmes.

Bibliographie

- Abraham, Christy, Daphne Jayasinghe, Rachel Noble et Kasia Staszewska. 2015. « Safe Cities programming and campaigning in the ActionAid Federation. » *Gender and Development* 23 (1) : 31-44.
- Abuza, Zachary. 2015. *Stifling the Public Sphere: Media and Civil Society in Vietnam*. International Forum for Democratic Studies et National Endowment for Democracy. Rapport. <https://www.ned.org/wp-content/uploads/2015/10/Stifling-the-Public-Sphere-Media-Civil-Society-Vietnam-Forum-NED.pdf>
- Acharya, Amitav. 2004. « How ideas spread: Whose norms matter? Norm localization and institutional change in Asian regionalism. » *International Organization* 58 (2) : 239-275.
- ActionAid. 2011. *Women and the City: Examining the Gender impact of Violence and Urbanisation*. Rapport. <https://actionaid.org/publications/2011/women-and-city>.
- . 2015. « Who we are » *ActionAid*. <https://actionaid.org/who-we-are>
- . 2016a. *Freedom to move, women's experience of urban public transport in Bangladesh, Brazil and Nigeria, and how lost tax revenues can pay to improve it*. Rapport. https://actionaid.org/sites/default/files/178622_2786.pdf.
- . 2016b. « Safe Cities Round Table in Dublin. » *ActionAid*. <https://actionaid.ie/safe-cities-round-table-dublin/>
- . 2018. « Safe Cities for Women and Girls. » *ActionAid*. <https://actionaid.nl/safecities/>
- ActionAid Vietnam, Alliance Anti Trafic, American Red Cross, BORDA Vietnam, Bread for the World, Catholic Relief Services Vietnam, CBM Vietnam, ChildFund Vietnam, Federation of Canadian Municipalities, Foundation for International Development / Relief, Friedrich Ebert Stiftung, Hagar International in Vietnam, Handicap International, Heifer Vietnam, MAG Vietnam, MCNV Vietnam, Medecins du Monde, Mekong Plus, Oxfam in Vietnam, Plan International Vietnam, Room to Read Vietnam, Saigon children's charity IO, The Fred Hollows Foundation, Vets With A Mission, VinaCapital Foundation, VUFO-NGO Resource Centre, World Vision International Vietnam et WWF Vietnam. S.d. *Combined INGO Comments on the Voluntary National Review (VNR) Report of Vietnam*. Rapport. <https://action4sd.org/wp-content/uploads/2018/07/Vietnam-VNR-Combined-NGO-Comment.pdf>.
- ActionAid Vietnam. 2014. *Policy brief: Safe cities for women and girls: can dreams come true?* Rapport. <https://vietnam.actionaid.org/en/publications/2014/safe-cities-women-and-girls-can-dreams-come-true>.
- . 2015. *Annual Report 2014*. Rapport. <https://actionaid.org/sites/default/files/ar20report20201420final2028not20spreads29.pdf>,
- . 2016. *Policy brief: Safe city for women and girls*. Note de politique. <https://vietnam.actionaid.org/en/publications/2017/policy-brief-safe-city-women-and-girls>.

- . 2017a. *Annual Report Vietnam 2017*. Rapport. <https://vietnam.actionaid.org/sites/vietnam/files/publications/AAV%27s%20Annual%20Report%202017.pdf>.
- . 2017b. « Nhân dịp hưởng ứng ngày Quốc tế Thanh niên 12/8/2017, hơn 100 thanh niên huyện Kế Sách. » *Facebook*, 11 août. <https://www.facebook.com/page/670650646396373/search/?q=Nh%C3%A2n%20d%E1%BB%8Bp%20h%C6%B0%E1%BB%9Fng%20%E1%BB%A9ng%20ng%C3%A0y%20Qu%E1%BB%91c%20t%E1%BA%BF%20Thanh%20ni%C3%AA>
- . 2018a. *ActionAid Vietnam Country strategy paper 2018-2023*. Document de stratégie. https://vietnam.actionaid.org/sites/vietnam/files/publications/csp_en_full.pdf.
- . 2018b. « On 17 October 2018, Ministry of Labour – Invalids and Social Affairs (Gender Equality Department) in collaboration with ActionAid Vietnam (AAV). » *Facebook*, 20 octobre. <https://www.facebook.com/page/670650646396373/search/?q=on%2017%20october>
- . 2018c. *Terms of reference: Consultant for Developing SCity Mobile Phone Application*. Termes de références. <https://ngocentre.org.vn/jobs/consultant-developing-s-city-mobile-phone-application>.
- Adur, Shweta M. et Shreyasi Jha. 2018. « (Re)centering street harassment - an appraisal of safe cities global initiative in Delhi, India. » *Journal of Gender Studies* 27 (1) : 114-124.
- Allal, Amin. 2010. « Les configurations développementistes internationales au Maroc et en Tunisie : des policy transfers à portée limitée. » *Critique internationale* (3) : 97-116.
- Alniaçık, Ayşe, Özlem Altan-Olcay, Ceren Deniz et Fatoş Gökşen. 2017. « Gender policy architecture in Turkey: Localizing transnational discourses of women's employment. » *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society* 24 (3) : 298-323.
- Alonso, Alba. 2017. « Who learns what from whom? Implementing gender mainstreaming in multi-level settings. » *European Journal of Womens Studies* 24 (2) : 174-188.
- Altan-Olcay, Özlem. 2022. « Expertise at the intersection of technicality and ambiguity: international governance of gender and development. » *Third World Quarterly* 43 (1) : 206-224.
- Andersson, Ida et Ian R Cook. 2019. « Conferences, award ceremonies and the showcasing of 'best practice': A case study of the annual European Week of Regions and Cities in Brussels. » *Environment and Planning C : Politics and Space* 37 (8) : 1361-1379.
- Anh Nguyen Thuc. 2011. « A case study of NGO-Government Collaboration in Vietnam: partnership Dynamics Explained through contexts, incentives, and Barriers. » Mémoire de maîtrise, Texas A&M University.
- Arab, Nadia. 2007. « À quoi sert l'expérience des autres ? "Bonnes pratiques" et innovation dans l'aménagement urbain. » *Espaces et sociétés* 131 (4) : 33-47.
- Azcona, Ginette et Antra Bhatt. 2020. « Inequality, gender, and sustainable development: measuring feminist progress. » *Gender and Development* 28 (2) : 337-355.

- Banque asiatique de Développement. 2005. *Viet Nam : Gender Situation Analysis*. 2005. Stratégie et évaluation du programme. <https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/32246/cga-viet-nam.pdf>.
- . 2006. *Gender checklist : urban development and housing*. Guide. <http://hdl.handle.net/11540/2442>.
- . 2010. *Gender Equality Results in ADB projects, Vietnam country Report*. Rapport. <http://hdl.handle.net/11540/1029>.
- . 2013a. *Gender and urban poverty in South Asia*. Rapport. <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/30099/gender-urban-poverty-south-asia.pdf>.
- . 2013b. *Gender-inclusive approaches in urban development*. Guide. <https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/766916/tip-sheet-gender-inclusive-urban-development.pdf>.
- . 2013c. *Gender tool kit : transport. Maximizing the benefits of improved mobility for all*. Guide. <https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/33901/files/gender-tool-kit-transport.pdf>.
- . 2016. *Viet Nam, 2016–2020 Fostering More Inclusive and Environmentally Sustainable Growth*. Énoncé de stratégie. <https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/199661/cps-vie-2016-2020.pdf>.
- . 2019. *Strategy 2030 Operational Plan for Priority 2 Accelerating progress in Gender Equality, 2019-2024*. Énoncé de stratégie. <https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/495956/strategy-2030-op2-gender-equality.pdf>.
- Banque asiatique de Développement et ONU Femmes. 2019. *Policy Brief - Gender Responsive Budgeting In Viet Nam: Gender Equality In Transport*. Note de politique. <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/531976/budgeting-viet-nam-gender-equality-transport.pdf>.
- Banque Interaméricaine de Développement. 2018. *Inclusive cities : urban productivity through gender equality*. Rapport. <http://dx.doi.org/10.18235/0001320>.
- Banque mondiale. 2010a. *Making urban development work for women and men, tools for task teams*. Guide. http://siteresources.worldbank.org/EXTSOCIALDEVELOPMENT/Resources/244362-1265299949041/6766328-1270752196897/Making_Urban_Development_Work_for_Women_and_Men.pdf.
- . 2010b. *Intégration du genre dans les transports routiers : directives opérationnelles pour le personnel de la Banque Mondiale*. Guide. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/568201468152102391/pdf/569540NWP0FR-EN00Box379836B00PUBLIC0.pdf>.
- . 2012. *Building capacity to make transport work for women and men in Vietnam: gender and transport challenges*. Rapport. <http://hdl.handle.net/10986/10065>.

- . 2016. *Gender Strategy 2016-2023*. Énoncé de stratégie. <https://www.gfdrr.org/sites/default/files/publication/wbg-gender-strategy-2016-2023.pdf>.
- . 2017. *Country Partnership framework for the Socialist Republic of Vietnam. For the period FY18-22*. Rapport. <http://documents.worldbank.org/curated/en/173771496368868576/Vietnam-Country-partnership-framework-for-the-period-FY18-FY22>.
- . 2019. *Gender equality in urban areas*. Actes de conference. Da Nang, Vietnam.
- . 2020. *Vietnam's Urbanization at a Crossroads: Embarking on an Efficient, Inclusive, and Resilient Pathway*. Rapport. <http://hdl.handle.net/10986/34761>.
- Barcucci, Valentina, William Cole et Rosina Gammarano. 2021. *Gender and the labour market in Viet Nam An analysis based on the Labour Force Survey*. Hanoi : Organisation internationale du travail.
- Barthe, France et Claire Hancock. 2005. « Introduction : Le genre, constructions spatiales et culturelles. » *Géographie et Cultures* 54 : 3-9.
- Béal, Vincent, Renaud Epstein et Gilles Pinson. 2015. « La circulation croisée. Modèles, labels et bonnes pratiques dans les rapports centre-périphérie. » *Gouvernement et action publique* 4 (3) : 103-127.
- Beck, Erin. 2017. « What a Feminist Curiosity Contributes to the Study of Development. » *Studies in Comparative International Development* 52 (2) : 139-154.
- Beeson, Mark et Hung Hung Pham. 2012. « Developmentalism with Vietnamese characteristics: The persistence of state-led development in East Asia. » *Journal of contemporary Asia* 42 (4) : 539-559.
- Benedikter, Simon. 2016. « Bureaucratisation and the state revisited: Critical reflections on administrative reforms in post-renovation Vietnam. » *International Journal of Asia-Pacific Studies* 12 (1) : 1-40.
- Bereni, Laure, Sébastien Chauvin, Alexandre Jaunait et Anne Revillard. 2012. *Introduction aux études sur le genre*, 2e éd. Louvain-la-Neuve et Paris : De Boeck Supérieur.
- Biarrotte, Lucile. 2012. « "Femmes et ville" à Montréal. Un programme municipal genré et ses conséquences urbaines. » Mémoire de recherche, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01658168/>
- . 2017. « Féminismes et aménagement : influences et ambiguïtés. La diffusion internationale d'initiatives d'urbanisme dédiées à l'émancipation des femmes. » *Les annales de la recherche urbaine* 112 : 26-35.
- Bilge, Sirma. 2009. « Théorisations féministes de l'intersectionnalité. » *Théorisations féministes de l'intersectionnalité* 225 (1) : 70-88.
- Björkdahl, Annika et Lejla Somun-Krupalija. 2020. « Gender equality and local governance: Global norms and local practices. » In *Governance for Urban Services: Access*,

Participation, Accountability, and Transparency, sous la dir. de Shabbir Cheema, 107-126. Singapore : Springer Singapore.

Blais, Mireille et Stéphane Martineau. 2006. « L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes. » *Recherches qualitatives* 26 (2) : 1-18.

Blidon, Marianne. 2017. « Genre et ville, une réflexion à poursuivre. » *Annales de la recherche urbaine* 112 : 6-15. <http://www.annalesdelarechercheurbaine.fr/genre-et-ville-une-reflexion-a-poursuivre-a744.html>.

———. 2019. « Still a long way to go: gender and feminist geographies in France. » *Gender, Place and Culture* 26 (7-9) : 1039-1048.

Blidon, Marianne et Sofia Zaragocin. 2019. « Mapping gender and feminist geographies in the global context. » *Gender, Place and Culture* 26 (7-9) : 915-925.

Boggiano, Victoria, Lesley Maradik Harris et Duy Thang Nguyen. 2015. « Building Connections While Conducting Qualitative Health Fieldwork in Vietnam: Two Case Studies. » *International Journal of Qualitative Methods* 14 (4) : 1-7.

Bok, Rachel et Neil M. Coe. 2017. « Geographies of policy knowledge: The state and corporate dimensions of contemporary policy mobilities. » *Cities* 63 : 51-57.

Bondi, Liz. 1998. « Gender, class, and urban space: Public and private space in contemporary urban landscapes. » *Urban Geography* 19 (2) : 160-185.

———. 2003. « Empathy and identification: Conceptual resources for feminist fieldwork. » *Acme-an International E-Journal for Critical Geographies* 2 (1) : 64-76. <https://www.scopus.com/inward/record.uri?eid=2-s2.0-3042642010&partnerID=40&md5=36cf091ef6b343b9013ad8b3010bd181>

Bondi, Liz et Damaris Rose. 2003. « Constructing gender, constructing the urban: A review of Anglo-American feminist urban geography. » *Gender, Place and Culture* 10 (3) : 229-245.

Bondi, Liz et Joyce Davidson. 2005. « Situating gender. » In *A Companion to Feminist Geography*, sous la dir. de Lise Nelson et Joni Seager, 15-32. Oxford : Blackwell Publishing Ltd.

Bongrand, Philippe et Pascale Laborier. 2005. « L'entretien dans l'analyse des politiques publiques : un impensé méthodologique ? » *Revue française de science politique* 1 (55) : 73-111.

Bonnin, Christine. 2013. « Doing Fieldwork and Making Friends in Upland Northern Vietnam: Entanglements of the Professional, Personal, and Political. » In *Red Stamps and Gold Stars: Fieldwork Dilemmas in Upland Socialist Asia*, sous la dir. de Sarah Turner, 121-142. Vancouver : UBC Press.

Bony-Cisternes, Romain. 2019. « Collectivités locales et développement urbain au Vietnam : approches juridiques et pratiques de la décentralisation. » Thèse de doctorat, École doctorale de droit et Institut Léon Duguit - Cerdare, Université de Bordeaux.

- Booth, Chris et Rose Gilroy. 2001. « Gender-aware approaches to local and regional development. » *Town Planning Review* 72 (2) : 217-243.
- Borén, Thomas et Craig Young. 2021. « Policy mobilities as informal processes: evidence from “creative city” policy-making in Gdańsk and Stockholm. » *Urban Geography* 42 (4) : 551-569.
- Boserup, Ester. 1970. *Women's Role in Economic Development*. New York : St. Martin's Press.
- Bosold, Alyssa L. 2013. « International Non-Governmental Organizations in Vietnam: A Case Study with Project Gaia. » Thèse de maîtrise, Gettysburg College.
- Brouder, Alan et Caroline Sweetman. 2015. « Introduction: Working on gender issues in urban areas. » *Gender and Development* 23 (1) : 1-12.
- Brown, Joyce. 1997. « Influencing the international stage: a case study of the women's caucus and the Habitat II Conference. » *Canadian Woman Studies* 17 (2) : 58-63.
- Brugmann, Jeb. 2009. *Welcome to the urban revolution: how cities are changing the world*. New York : Bloomsbury Press.
- Bryman, Alan. 2008. *Social Research Methods*. Oxford : Oxford University Press.
- Bunch, Charlotte et Susana Fried. 1996. « Beijing'95: Moving women's human rights from margin to center. » *Signs: Journal of Women in Culture and Society* 22 (1) : 200-204.
- Burr, Rachel. 2006. *Vietnam's Children in a Changing World*. New Brunswick, N.J. : Rutgers University Press.
- Butler, Judith, Zeynep Gambetti et Leticia Sabsay. 2016. « Introduction. » In *Vulnerability in Resistance*, sous la dir. de Judith Butler, Zeynep Gambetti et Leticia Sabsay, 1-11. Durham: Duke University Press.
- Carrasco, Carmen Pía. 2007. « Théorie et pratique de l'approche de genre : Politique du logement social et stratégies des femmes à La Pintana (Chili). » Thèse de doctorat en études urbaines, Institut National de la Recherche Scientifique.
- Chant, Sylvia. 2013. « Cities through a "gender lens": A golden "urban age" for women in the global South? » *Environment and Urbanization* 25 (1) : 9-29.
- Chant, Sylvia et Caroline Sweetman. 2012. « Fixing women or fixing the world?'Smart economics', efficiency approaches, and gender equality in development. » *Gender & Development* 20 (3) : 517-529.
- Chant, Sylvia et Cathy McIlwaine. 2015. *Cities, slums and gender in the Global South: Towards a feminised urban future*. Londres et New York : Routledge.
- Charton, Laurence et Julie-Anne Boudreau. 2017. « 'We or them,' 'you and I,' and 'I': spaces of intimacy and (not so) public displays of affection in Hanoi. » *Gender, Place & Culture* 24 (9) : 1303-1322.

- Chiricosta, Alessandra. 2010. « Following the trail of the fairy-bird: The search for a uniquely Vietnamese women's movement. » In *Women's Movements in Asia: Feminisms and Transnational Activism*, sous la dir. de Mina Roces et Louise Edwards, 124-143. London : Routledge.
- Chitti, Marco. 2019. « L'assistance technique nord-sud en urbanisme : circulation de modèles ou circulation d'urbanistes? » *Les annales de la recherche urbaine* 113 (1) : 66-77.
- . 2020. « Histoires et cultures urbanistiques en action et en situation : la pratique de l'urbanisme en contexte d'assistance technique Nord-Sud. » Thèse de doctorat en aménagement, Université de Montréal.
- Chuyện Tuần Này. 2018. « Mô hình thành phố, làng quê an toàn, thân thiện với phụ nữ và trẻ em gái có điểm gì khác biệt? ». Thời Đại. 18 octobre. <https://thoidai.com.vn/mo-hinh-thanh-pho-lang-que-an-toan-than-thien-voi-phu-nu-va-tre-em-gai-co-diem-gi-khac-biet-68483.html>.
- Cîrstocea, Ioana, Delphine Lacombe et Elisabeth Marteu. 2018. *La globalisation du genre. Mobilisations, cadres d'actions, savoirs*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Cités et Gouvernements Locaux Unis. 2013. *The equality agenda of United Cities and Local Governments*. Note de politique. <https://www.uclg-cisd.org/sites/default/files/uclg-women-EN.pdf>.
- . 2015. *From SDG 5 to habitat III: the role of local governments in promoting gender equality for sustainability*. Plan d'action. https://www.uclg.org/sites/default/files/the_role_of_local_governments_in_promoting_gender_equality_for_sustainability.pdf.
- . 2019. *The right to the city for women*. Déclaration. <https://www.uclg-cisd.org/sites/default/files/EN%20-%20The%20Right%20to%20the%20City%20for%20Women.pdf>.
- Clarke, John, Dave Bainton, Noémi Lendvai et Paul Stubbs. 2015. *Making Policy Move: Towards a Politics of Translation and Assemblage*. Bristol : Bristol University Press & Policy Press.
- Clerc, Valérie. 2005. « Les politiques de résorption de l'habitat informel à Phnom Penh. Influence des organisations internationales et contradictions de l'action publique. » *Géocarrefour* 80 (3) : 183-196.
- Cochrane, Allan et Kevin Ward. 2012. « Researching the geographies of policy mobility - confronting the methodological challenges. » *Environment and Planning A* 44 (1) : 5-12.
- Coe, Cari An. 2015. « 'Civilized city': how embedded civil society networks frame the debate on urban green space in Hanoi, Vietnam. » *Asian Journal of Communication* 25 (6) : 617-635.
- Cohen, Dan. 2015. « Grounding mobile policies: Ad hoc networks and the creative city in Bandung, Indonesia. » *Singapore Journal of Tropical Geography* 36 (1) : 23-37.
- Cold-Ravnkilde, Signe Marie, Lars Engberg-Pedersen et Adam Moe Fejerskov. 2018. « Global norms and heterogeneous development organizations: Introduction to special issue on

New Actors, Old Donors and Gender Equality Norms in International Development Cooperation. » *Progress in Development Studies* 18 (2) : 77-94.

Collins, Patricia Hill. 2002. *Black Feminist Thought: Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*. Londres et New York : Routledge.

Condon, Stéphanie, Marylène Lieber et Florence Maillonchon. 2005. « Insécurité dans les espaces publics : comprendre les peurs féminines. » *Revue française de sociologie* 46 (2) : 265-294.

Connelly, Patricia, Tania Murray Li, Martha MacDonald et Jane L. Parpart. 2000. « Feminism and Development: Theoretical Perspectives. » In *Theoretical Perspectives on Gender and Development*, sous la dir. de Patricia Connelly et Eudine Barriteau Jane L. Parpart, 51-160. Ottawa : International Development Research Centre.

Conseil des communes et régions d'Europe. 2005. *The town for equality, a methodology and good practices for equal opportunities between women and men*. Guide.

———. 2006. *La charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale*. Charte. <http://afccre.org/mailling/Charte-egalite-FR.pdf>.

Cook, Ian R. 2015. « Policy mobilities and interdisciplinary engagement. » *International Journal of Urban and Regional Research* 39 (4) : 835-837.

Cornwall, Andrea, Elizabeth Harrison et Ann Whitehead, dir. 2007. *Feminisms in Development: Contradictions, Contestations and Challenges*. Londres et New York : Zed Books.

Cornwall, Andrea et Althea-Maria Rivas. 2015. « From 'gender equality and 'women's empowerment' to global justice: reclaiming a transformative agenda for gender and development. » *Third World Quarterly* 36 (2) : 396-415.

Cornwall, Andrea et Jenny Edwards. 2015. « Introduction: Beijing+20 - Where now for Gender Equality? » *IDS Bulletin* 46 (4) : 1-8.

Côté, Denyse. 2013. « Entretien avec Anne Michaud réalisée par Denyse Côté. » *Économie et solidarités* 43 (1-2) : 125-130.

Craggs, Ruth et Hannah Neate. 2016. « Post-colonial careering and urban policy mobility: between Britain and Nigeria, 1945-1990. » *Transactions of the Institute of British Geographers* 42 (1) : 44-57.

Crenshaw, Kimberley. 1989. « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine. » *The University of Chicago Legal Forum* 1989 (1) 139-167.

Cresswell, Tim et Tanu Priya Uteng. 2008. *Gendered mobilities*. London : Routledge.

Crivello, Silvia. 2015. « Urban Policy Mobilities: The Case of Turin as a Smart City. » *European Planning Studies* 23 (5) : 909-921.

- Croese, Sylvia. 2018. « Global urban policymaking in Africa: A view from Angola through the redevelopment of the Bay of Luanda. » *International Journal of Urban and Regional Research* 42 (2) : 198-209.
- Culas, Christian et Nguyen van Suu. 2010. *Norms and Practices in Contemporary Rural Vietnam*. Bangkok : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine.
- Cusset, Jean Michel. 2005. « Expertise étrangère et expertise locale : le cas des villes au Viêt-nam. » *Géocarrefour* 80 (3) : 227-235.
- Damyranovic, Doris et Barbara Zibell. 2013. « Is there still gender on the agenda for spatial planning theories?: Attempt to an integrative approach to generate gender-sensitive planning theories. » *disP - The Planning Review* 49 (4) : 25-36.
- de Gregorio Hurtado, Sonia. 2017. « A critical approach to EU urban policy from the viewpoint of gender. » *Journal of Research in Gender Studies* 7 (1) : 200-217.
- . 2020. « An Analysis of EU Urban Policy from the Perspective of Gender. » In *Engendering Cities*, sous la dir. de Inés Sánchez de Madariaga et Michael Neuman, 214-229. New York : Routledge.
- Députation de Barcelone. 2006. *Urbanism and gender: a necessary vision for all*. Rapport. <https://www.diba.cat/documents/540797/544667/seep-fixers-urbanismgender-pdf.pdf>.
- Desroches, Marie-Ève. 2018. « Le logement comme clé pour le droit à la ville des femmes. » *Métropoles* (22).
- Dhar, Suneeta. 2020. « Women at Work for Safer Cities. » *Safetipin*. Consulté le 3 août 2022. <https://safetipin.com/women-at-work-for-safer-cities/>.
- Direnberger, Lucia et Camille Schmoll. 2014. « Ce que le genre fait à l'espace... et inversement. » *Les cahiers du CEDREF* (21).
- Dolowitz, David et David Marsh. 2000. « Learning from abroad: The role of policy transfer in contemporary policy-making. » *Governance* 13 (1) : 5-24.
- Drummond, Lisa B.W. 2006. « Gender in Post-Doi Moi Vietnam: Women, desire, and change. » *Gender, Place & Culture* 13 (3) : 247-250.
- . 2000. « Street scenes: Practices of public and private space in urban Vietnam. » *Urban Studies* 37 (12) : 2377-2391.
- Drummond, Lisa B.W et Helle Rydstrøm. 2004. *Gender practices in contemporary Vietnam*. Singapour : Singapore University Press.
- Dufour, Pascale, Dominique Masson et Dominique Caouette. 2010. *Solidarities beyond borders: Transnationalizing women's movements*. Vancouver : UBC Press.
- Duminy, James, Jorgen Andreasen, Fred Lerise, Nancy Odendaal et Vanessa Watson. 2014. *Planning and the Case Study Method in Africa: The Planner in Dirty Shoes*. New York : Palgrave Macmillan

- Dymén, Christian et Vania Ceccato. 2012. « An international perspective of the gender dimension in planning for urban safety. » In *The Urban Fabric of Crime and Fear*, sous la dir. de Vania Ceccato, 311-339. Dordrecht : Springer.
- ECOSOC. 1997. *Agreed Conclusions 1997/2*. sous la dir. de Conseil économique et social des Nations unies. New York.
- Eisen, Arlene. 1984. *Women and Revolution in Vietnam*. London : Zed Books.
- Engberg-Pedersen, Lars. 2018. « Do norms travel? The case of gender in Danish development cooperation. » *Progress in Development Studies* 18 (3) : 153-171.
- Engberg-Pedersen, Lars, Adam Fejerskov et Signe Marie Cold-Ravnkilde. 2020. *Rethinking gender equality in global governance: The delusion of norm diffusion*. Cham : Springer.
- Engel, Susan. 2010. « The international development institutions and regionalism: the case of South-East Asia. » *Australian Journal of International Affairs* 64 (1) : 55-69.
- England, Kim V. L. 1994. « Getting personal: Reflexivity, positionality, and feminist research. » *Professional Geographer* 46 (1) : 80-89.
- Esquivel, Valeria et Caroline Sweetman. 2016. « Gender and the Sustainable Development Goals. » *Gender and Development* 24 (1) : 1-8.
- Esquivel, Valeria et Corina Rodríguez Enríquez. 2020. « The Beijing Platform for Action charted a future we still need to bring up: building feminist economic policy. » *Gender & Development* 28 (2) : 281-298.
- Fainstein, Susan et Lisa Servon, dir. 2005. *Gender and Planning: A Reader*. Londres : Rutgers University Press.
- Falquet, Jules. 2021. « Généalogies du féminisme décolonial. En femmage à María Lugones. » *Multitudes* 84 (3) : 68-77.
- Falu, Ana, Kalpana Viswanath et Carolyn Whitzman. 2020. *Looking Back, Looking Forward: The Safe Cities for Women Movement*. Webinaire en ligne sur Youtube. Consulté le 25 septembre 2022. https://www.youtube.com/watch?v=w9eRQp86-wQ&t=6s&ab_channel=Safetipin-SupportingSaferCities%21.
- Farmer, Tracy, Kerry Robinson, Susan J. Elliott et John Eyles. 2006. « Developing and implementing a triangulation protocol for qualitative health research. » *Qualitative Health Research* 16 (3) : 377-394.
- Fédération canadienne des municipalités et Ville de Montréal. 2004. *A city tailored to women, The role of municipal governments in achieving gender equality* (2ième édition). Guide. <https://fcm.ca/sites/default/files/documents/resources/guide/a-city-tailored-to-women-the-role-of-municipal-governments-in-achieving-gender-equality-wilg.pdf>.
- Fejerskov, Adam Moe. 2018. « Development as resistance and translation: Remaking norms and ideas of the Gates Foundation. » *Progress in Development Studies* 18 (2) : 126-143.

Femmes et Villes International. 2012. *Tackling gender exclusion: Experiences from the gender inclusive cities programme*. Rapport. http://www.iagori.org/wp-content/uploads/2012/04/GICP_Final-report.pdf.

———. 2019. *Strategic plan 2019-2023*. Énoncé de stratégie.

Femmes et Villes International, ONU-Habitat et Plan International. 2012. *Adolescent Girls Creating Safer Cities: Harnessing the Potential of Communication for Development (C4D)*. Rapport.

Femmes et Villes International et Plan International. 2013. *Adolescent Girls' Views on Safety in cities*. Rapport. <http://prensa.plan-international.es/ficheros/2016/10-dia-mundial-ciudades/informe-seguridad-ciudad-vision-ninas/adolescent%20girls%20views%20on%20safety%20in%20cities.pdf>.

Ferguson, Lucy. 2015. « This is our gender person: The messy business of working as a gender expert in international development. » *International Feminist Journal of Politics* 17 (3) : 380-397.

Ferguson, Lucy et Sophie Harman. 2015. « Gender and infrastructure in the World Bank. » *Development Policy Review* 33 (5) : 653-671.

Franck, Manuelle et Charles Goldblum. 2012. « Des trajectoires diversifiées de métropolisation. » In *Territoires de l'urbain en Asie du Sud-Est : Métropolisations en mode mineur*, sous la dir. de Manuelle Franck, Christian Taillard et Charles Goldblum, 281-306. Paris : CNRS Éditions.

Fritzen, Scott. 2003. « Donors, local development groups and institutional reform over Vietnam's development decade. » In *Getting organized in Vietnam: Moving in and around the socialist state*, sous la dir. de Benedict J Tria Kerkvliet, Russell H.K. Heng et David W.H. Koh, 234-270. Singapore: Institute of Southeast Asian Studies.

Fritzen, Scott A. 2006. « Probing system limits: Decentralisation and local political accountability in Vietnam. » *Asia Pacific Journal of Public Administration* 28 (1) : 1-23.

Gabizon, Sascha. 2016. « Women's movements' engagement in the SDGs: lessons learned from the Women's Major Group. » *Gender and Development* 24 (1) : 99-110.

Gainsborough, Martin. 2010a. « Present but not powerful: Neoliberalism, the state, and development in Vietnam. » *Globalizations* 7 (4) : 475-488.

———. 2010b. *Vietnam, Rethinking the state*. Londres et New York : Zed Books.

Gal, Susan, Julia Kowalski et Erin Moore. 2015. « Rethinking Translation in Feminist NGOs: Rights and Empowerment Across Borders. » *Social Politics* 22 (4) : 610-635.

Garcia-Ramon, Maria Dolores, Anna Ortiz et Maria Prats. 2004. « Urban planning, gender and the use of public space in a peripheral neighbourhood of Barcelona. » *Cities* 21 (3) : 215-223.

Gauger, Bri. 2021. « From the Women's Movement to the Academy: Feminist Urban Planning, 1970-1985. » In *Feminist Geography Unbound: Discomfort, Bodies, and Prefigured*

Futures, sous la dir. de Sara Smith, Christopher Neubert, Michael Hawkins et Banu Gokariksel, 213-234. Morgantown : West Virginia University Press.

Geertman, Stephanie et Julie-Anne Boudreau. 2018. « “Life as Art” : Emerging Youth Networks in Hanoi and the Tree Hug Movement. » *City & Society* 30 (2) : 210-236.

Geertman, Stephanie et Le Quynh Chi. 2010. *The Globalization of Urban Forms in Hanoi*. Utrecht University Repository. Rapport.

General Statistics Office of Vietnam. 2019. *Press release on results of the population and housing census*. Consulté le 9 août 2022.
<https://www.gso.gov.vn/en/events/2019/12/press-release-on-results-of-the-population-and-housing-census-01-4-2019/>.

Gerring, John. 2004. « What is a case study and what is it good for? » *American Political Science Review* 98 (2) : 341-354.

Gibert, Marie et Juliette Segard. 2015. « L'aménagement urbain au Vietnam, vecteur d'un autoritarisme négocié. » *Justice spatiale, Spatial justice* 8 : 1-25.

Glaeser, Edward. 2011. *Triumph of the City: How Our Greatest Invention Makes Us Richer, Smarter, Greener, Healthier, and Happier*. New York : Penguin Press.

Goetz, Anne Marie. 2003. « National women's machinery: state-based institutions to advocate for gender equality. » In *Mainstreaming Gender, Democratizing the State: Institutional Mechanisms for the Advancement of Women*, sous la dir. de Shirin M. Kai, 69-95. London : Routledge.

Greed, Clara et Dory Reeves. 2005. « Mainstreaming equality into strategic spatial policy making: Are town planners losing sight of gender? » *Construction Management and Economics* 23 (10) : 1059-1070.

Grimwood, Rebecca, Tom Baker, Louise Humpage et Jacob Broom. 2021. « Policy, fast and slow: Social impact bonds and the differential temporalities of mobile policy. » *Global Social Policy* 22 (1) : 122-140.

Grosse, Ingrid. 2015. « Gender values in Vietnam—Between confucianism, communism, and modernization. » *Asian journal of peacebuilding* 3 (2) : 253-272.

Hainard, François et Christine Verschuur. 2001. « Filling the urban policy breach: Women's empowerment, grass-roots organizations, and urban governance. » *International Political Science Review* 22 (1) : 33-53.

———. 2004. *Femmes et politiques urbaines, ruses, luttes et stratégies*. Paris : Karthala.

Hajer, Maarten. 1993. « Discourse Coalitions and the Institutionalization of Practice: The Case of Acid Rain in Great Britain. » In *The Argumentative turn in policy analysis and planning*, sous la dir. de Frank Fischer et John Forester, 43-77. Londres et Durham : Duke University Press.

Hancock, Ange-Marie. 2015. « Intersectionality's will toward social transformation. » *New Political Science* 37 (4) : 620-627.

- Hancock, Claire. 2012. « Une lecture de politiques urbaines genrées dans des pays émergents. » *EchoGéo* (21).
- . 2014. « L'espace ressource ou leurre : qu'est-ce que penser spatialement fait gagner, et perdre, à la réflexion sur le genre ? » *Les cahiers du CEDREF* (21).
- Hancock, Claire et Lucile Biarrotte. 2020. « Are Safe Cities Just Cities? A Perspective from France. » In *Engendering Cities*, sous la dir. de Inès Sanchez de Madariaga et Michael Neuman, 154-169. New York : Routledge.
- Hannah, Joseph. 2009. « The mutual colonization of state and civil society organizations in Vietnam. » In *Local Organizations and Urban Governance in East and Southeast Asia*, sous la dir. de Benjamin L. Read et Robert Pekkanen, 84-100. London : Routledge.
- Harcourt, Wendy. 2006. *The Global Women's Rights Movement: Power Politics around the United Nations and the World Social Forum*. Genève : United Nations Research Institute for Social Development.
- Harris, Andrew et Susan Moore. 2013. « Planning Histories and Practices of Circulating Urban Knowledge. » *International Journal of Urban and Regional Research* 37 (5) : 1499-1509.
- Hayden, Dolores. 1984. *Redesigning the American Dream: The future of Housing, Work, and Family Life*. New York: W. W. Norton.
- He, Shenjing, Lingyue Li, Yong Zhang et Jun Wang. 2018. « A small entrepreneurial city in action: Policy mobility, urban entrepreneurialism, and politics of scale in Jiyuan, China. » *International Journal of Urban and Regional Research* 42 (4) : 684-702.
- Henshall Momsen, Janet. 2004. *Gender and Development*. Londres et New York : Routledge.
- Hoai Anh Tran et A. Schlyter. 2010. « Gender and class in urban transport: the cases of Xian and Hanoi. » *Environment and Urbanization* 22 (1) : 139-155.
- Holzschelter, Anna. 2014. « Between Communicative Interaction and Structures of Signification: Discourse Theory and Analysis in International Relations. » *International Studies Perspectives* 15 (2) : 142-162.
- Horelli, Liisa. 2017. « Engendering urban planning in different contexts - successes, constraints and consequences. » *European Planning Studies* 25 (10) : 1779-1796.
- Howells, Jeremy RL. 2002. « Tacit knowledge, innovation and economic geography. » *Urban Studies* 39 (5-6) : 871-884.
- Huang, Shirlena et Brenda SA Yeoh. 1996. « Ties that bind: state policy and migrant female domestic helpers in Singapore. » *Geoforum* 27 (4) : 479-493.
- Huang, Shirlena et Kamalini Ramdas. 2019. « Generative spaces of gender and feminist geography in Singapore: entanglements of the personal and political. » *Gender, Place & Culture* 26 (7-9) : 1233-1242.
- Humphrey, Chris. 2022. « Award-winning Vietnamese environmentalist arrested as rights groups fear 'clamp down'. » *The Guardian*, 9 février 2022.

- Huning, Sandra. 2020. « From feminist critique to gender mainstreaming — and back? The case of German urban planning. » *Gender, Place and Culture* 27 (7) : 944-964.
- Hunting, Gemma et Olena Hankivsky. 2020. « Cautioning against the co-optation of intersectionality in gender mainstreaming. » *Journal of International Development* 32 (3) : 430-436.
- Huong Vo. 2021. *Understanding urban migration in Viet Nam: Evidence from a micro–macro link*. Tokyo : Asian Development Bank Institute.
- Institute for Social Development Studies. 2015. *Social Determinants of Gender Inequality in Vietnam*. 2015. Rapport.
http://vietnam.embassy.gov.au/files/hnoi/ISDS_Report_Binh%20dang%20gioi_EN_PDF-2.pdf.
- Jacobs, J. M. 2012. « Urban geographies I: Still thinking cities relationally. » *Progress in Human Geography* 36 (3) : 412-422.
- Jacobsen, Malve. 2020. *Assembling Bus Rapid Transit in the Global South: Translating Global Models, Materialising Infrastructure Politics*. New York et Oxon : Routledge.
- Jagori. 2011. *Building safe and inclusive cities for women: a practical guide*. Guide.
https://asiapacific.unwomen.org/sites/default/files/Field%20Office%20ESEAAsia/Docs/Publications/2015/southasia/reportstudies/01_evaw/Building%20Safe%20Inclusive%20Cities%20for%20Women_A-Practical%20Guide_20111.pdf
- Jaquette, Jane S. 2017. « Women/gender and development: the growing gap between theory and practice. » *Studies in Comparative International Development* 52 (2) : 242-260.
- Jaquette, Jane et Gale Summerfield. 2006. *Women and gender equity in development theory and practice: Institutions, resources, and mobilization*. Londres : Duke University Press.
- Jobard, Fabien, Jérémy Geeraert, Bénédicte Laumond, Irina Mützelburg et Ulrike Zeigermann. 2020. « Sociologie politique des passeurs. Acteurs dans la circulation des savoirs, des normes et des politiques publiques. » *Revue française de science politique* 70 (5) : 557-573.
- Jones, Ben. 2018. « “A more receptive crowd than before” : Explaining the World Bank’s gender turn in the 2000s. » *Progress in Development Studies* 18 (3) : 172-188.
- Jones, Nicola et Tran Thi Van Anh. 2012. *The politics of gender and social protection in Viet Nam: opportunities and challenges for a transformative approach*. London : Overseas Development Institute.
- Joss, Simon, Frans Sengers, Daan Schraven, Federico Caprotti et Youri Dayot. 2019. « The smart city as global discourse: Storylines and critical junctures across 27 cities. » *Journal of urban technology* 26 (1) : 3-34.
- Kardam, Nüket. 2004. « The emerging global gender equality regime from neoliberal and constructivist perspectives in international relations. » *International Feminist Journal of Politics* 6 (1) : 85-109.

- Kaspar, Heidi et Elizabeth Bühler. 2009. « Planning, design and use of the public space wahlenpark (Zurich, Switzerland) : Functional, visual and semiotic openness. » *Geographica Helvetica* 64 (1) : 21-29.
- Kearl, Holly. 2010. *Stop street harassment: Making public places safe and welcoming for women*. Santa Barbara : ABC-CLIO.
- Keck, Margaret et Kathryn Sikkink. 1998. *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*. Ithaca et Londres : Cornell University Press.
- Kelly, Kristy. 2010. « Learning to Mainstream Gender in Vietnam: Where 'Equity' Meets 'Locality' in Development Policy. » Thèse de doctorat, University of Wisconsin-Madison.
- Kennedy, Sean M. 2016. « Urban policy mobilities, argumentation and the case of the model city. » *Urban Geography* 37 (1) : 96-116.
- Kennett, Patricia et Noemi Lendvai. 2014. « Policy paradigms, gender equality and translation: Scales and disjuncture. » *Journal of International and Comparative Social Policy* 30 (1) : 6-16.
- Kerkvliet, Benedict J. Tria. 2003. « Introduction: Grappling with Organizations and the State in Contemporary Vietnam. » In *Getting organized in Vietnam: Moving in and around the socialist state*, sous la dir. de Benedict J Tria Kerkvliet, Russell H.K. Heng et David W.H. Koh, 1-24. Singapour : Institute of Southeast Asian Studies.
- . 2009. « Everyday politics in peasant societies (and ours). » *The journal of peasant studies* 36 (1) : 227-243.
- . 2014. « Government Repression and Toleration of Dissidents in Contemporary Vietnam. » In *Politics in Contemporary Vietnam*, sous la dir. de Jonathan D. London, 100-134. London: Palgrave Macmillan.
- Khuat Thu Hong. 2004. « Sexual harassment in Vietnam: A new term for an old phenomenon. » In *Gender practices in contemporary Vietnam*, sous la dir. de Lisa Drummond et Helle Rydstrøm, 117-136. Singapour : Singapore University Press.
- King, Anthony D. 1976. *Colonial Urban Development: Culture, Social Power, and Environment*. Oxon : Routledge & Paul.
- Klodawsky, Fran, Caroline Andrew et Janet Siltanen. 2016. « "The City Will be Ours: We Have So Decided": Circulating Knowledges in a Feminist Register. » *Acme-an International E-Journal for Critical Geographies* 15 (2) : 309-329.
- Knodel, John, Vu Manh Loi, Rukmalie Jayakody et Vu Tuan Huy. 2004. *Gender Roles in the Family: Change and Stability in Vietnam*. Asian Population Studies, 1 (1) 69-92.
- Koh, David. 2004. « Illegal construction in Hanoi and Hanoi's wards. » *European Journal of East Asian Studies* 3 (2) : 337-369.
- Koeth, Elsa et Cristina Temenos. 2022. « "Let them sing!" The paradoxes of gender mainstreaming in urban policy and urban scholarship. » *Urban Geography* 43 (6) : 944-955.

- Krook, Mona Lena et Jacqui True. 2010. « Rethinking the life cycles of international norms: The United Nations and the global promotion of gender equality. » *European Journal of International Relations* 18 (1) : 103-127.
- Kunz, Rahel et Elisabeth Prügl. 2019. « Introduction: Gender experts and gender expertise. » *European Journal of Politics and Gender* 2 (1) : 3-21.
- Labbé, Danielle. 2011. « On the edge: A History of Livelihood and Land Politics on the Margins of Hà Nội. » Thèse de doctorat, University of British Columbia.
<https://open.library.ubc.ca/soa/cIRcle/collections/ubctheses/24/items/1.0072256>
- . 2019. « Examining the governance of emerging urban regions in Vietnam: the case of the Red River Delta. » *International Planning Studies* 24 (1) : 40-52.
- Labbé, Danielle et Julie-Anne Boudreau. 2011. « Understanding the causes of urban fragmentation in Hanoi: the case of new urban areas. » *International Development Planning Review* 33 (3) : 273-292.
- Lacombe, Delphine, Elisabeth Marteu, Anna Jarry-Omarova, Brigitte Frotie et Isabelle Guerin. 2011. « Le genre globalisé : cadres d'actions et mobilisations en débats. » *Cultures et conflits* 83 : 7-13.
- Lacoste, Yves. 1976. *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*. Paris : Maspero.
- Lan Anh Hoang. 2020. « The Vietnam Women's Union and the Contradictions of a Socialist Gender Regime. » *Asian Studies Review* 44 (2) : 297-314.
- Lange, Alexandra. 2021. « Teen Girls Need Better Public Spaces to Hang Out. » *Bloomberg, CityLab Design*, 28 mai <https://www.bloomberg.com/news/features/2021-05-28/we-need-more-public-space-for-teen-girls>
- Larsson, Anita. 2006. « From equal opportunities to gender awareness in strategic spatial planning: Reflections based on Swedish experiences. » *The Town Planning Review* 77 (5) : 507-530.
- Laslett, Barbara et Johanna Brenner. 1989. « Gender and social reproduction: Historical perspectives. » *Annual Review of Sociology* 15 (1) : 381-404.
- Latendresse, Anne. 2007. « La ville, un espace investi par les femmes et les groupes de femmes ? » In *Les femmes entre la ville et la cité, tome III, Actes du 4e Congrès de recherches féministes de la francophonie plurielle*, sous la dir. de Marie-Blanche Tahon et Céline Widmer. Montréal : Les Éditions du Remue-Ménage.
- Lazreg, Nordin. 2016. « La circulation d'une idée : une cartographie des réseaux de politique publique autour de la sécurité citoyenne. » Thèse de doctorat, Université de Montréal.
https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/19060/Lazreg_Nordin_2016_these.pdf?sequence=2&isAllowed=y
- Lê Quang Bình, Nguyễn Thu Nam, Phạm Quỳnh Phương et Phạm Thanh Trà. 2015. *Benchmark Assessment of Civil Society Space in Vietnam*. Hanoi.

- Leaf, Michael. 1999. « Vietnam's urban edge: the administration of urban development in Hanoi. » *Third World Planning Review* 21 (3) : 297.
- Lefebvre, Henri. 1968. *Le droit à la ville*. Paris : Anthropos.
- Lendvai, Noémi et Paul Stubbs. 2007. « Policies as translation: situating transnational social policies. » In *Policy reconsidered: Meanings, politics and practices*, sous la dir. de Susan M. Hodgson et Zoë Irving, 173-190. Bristol : The Policy Press.
- Lett, Didier. 2012. « Les régimes de genre dans les sociétés occidentales de l'Antiquité au XVIIe siècle. » *Annales Histoire, Sciences Sociales* 67e année (3) : 563-572.
<https://www.cairn.info/revue-Annales-2012-3-page-563.htm>
- Levitt, Peggy et Sally Merry. 2009. « Vernacularization on the ground: local uses of global women's rights in Peru, China, India and the United States. » *Global Networks* 9 (4) : 441-461.
- Levy, Charmain, Anne Latendresse et Marianne Carle-Marsan. 2017. « Gendering the Urban Social Movement and Public Housing Policy in Sao Paulo. » *Latin American Perspectives* 44 (3) : 9-27.
- Liang, Bin et Hong Lu. 2006. « Conducting fieldwork in China: Observations on collecting primary data regarding crime, law, and the criminal justice system. » *Journal of Contemporary Criminal Justice* 22 (2) : 157-172.
- Lieber, Marylène. 2002. « Le sentiment d'insécurité des femmes dans l'espace public : une entrave à la citoyenneté ? » *Nouvelles Questions Féministes* 21 (1) : 41-56.
- . 2021. « La lutte contre le harcèlement de rue et les (nouveaux) indésirables des espaces publics. » *Déviance et société* 45 (1) : 91-114.
- Lieto, Laura. 2015. « Cross-border mythologies: The problem with traveling planning ideas. » *Planning Theory* 14 (2) : 115-129.
- Lind, Amy. 1997. « Gender, Development and Urban Social Change: Women's Community Action in Global Cities. » *World Development* 25 (8) : 1205-1223.
- London, Jonathan D. 2014a. « Politics in Contemporary Vietnam » In *Politics in Contemporary Vietnam: Party, State, and Authority Relations*, sous la dir. de Jonathan D. London, 1-20. London: Palgrave Macmillan.
- . 2014b. « Welfare regimes in China and Vietnam. » *Journal of contemporary Asia* 44 (1) : 84-107.
- Louargant, Sophie. 2002. « De la géographie féministe à la "Gender Geography" : une lecture francophone d'un concept anglophone. » *Espace, populations, sociétés* 20 (3) : 397-410.
- Lovell, Heather. 2017. « Mobile policies and policy streams: The case of smart metering policy in Australia. » *Geoforum* 81 : 100-108.
- Lovell, Heather. 2019. « Policy failure mobilities. » *Progress in Human Geography* 43 (1) : 46-63.

- Malesky, Edmund. 2004. « Leveled mountains and broken fences: Measuring and analysing de facto decentralisation in Vietnam. » *European Journal of East Asian Studies* 3 (2) : 307-336.
- Malesky, Edmund et Jonathan London. 2014. « The political economy of development in China and Vietnam. » *Annual Review of Political Science* 17 (1) : 395-419.
- Martin, Patricia M. et Anne Latendresse. 2019. « Féministes tant qu'il le faudra ! The multiple possibilities of francophone feminist geographies au Québec/Canada. » *Gender, Place and Culture* 26 (7-9) : 976-987.
- Mashhadi Moghadam, Seyed N. et Mojtaba Rafieian. 2019. « What did urban studies do for women? A systematic review of 40 years of research. » *Habitat International* 92.
- McCann, Eugene. 2008. « Expertise, truth, and urban policy mobilities: global circuits of knowledge in the development of Vancouver, Canada's 'four pillar' drug strategy. » *Environment and Planning A* 40 (4) : 885-904.
- . 2011. « Urban Policy Mobilities and Global Circuits of Knowledge: Toward a Research Agenda. » *Annals of the Association of American Geographers* 101 (1) : 107-130.
- McCann, Eugene et Kevin Ward. 2010. « Relationality/territoriality: Toward a conceptualization of cities in the world. » *Geoforum* 41 (2) : 175-184.
- . 2012. « Policy Assemblages, Mobilities and Mutations: Toward a Multidisciplinary Conversation. » *Political Studies Review* 10 (3) : 325-332.
- . 2015. « Thinking Through Dualisms In Urban Policy Mobilities. » *International Journal of Urban and Regional Research* 39 (4) : 828-830.
- McDowell, Linda. 1979. « Women in British geography. » *Area* 11 : 151-155.
- . 1992. « Doing Gender: Feminism, Feminists and Research Methods in Human Geography. » *Transactions of the Institute of British Geographers* 17 (4) : 399-416.
- . 1993. « Space, place and gender relations: Part I. Feminist empiricism and the geography of social relations. » *Progress in Human Geography* 17 (2) : 157-179.
- McGee, Terry G. 2001. « The urban future of Vietnam reconsidered. » *Ritsumeikan Journal of Geography*. 12 (1) : 1-18.
- . 2009. « Interrogating the production of urban space in China and Vietnam under market socialism. » *Asia Pacific Viewpoint* 50 (2) : 228-246.
- Merry, Sally Engel et Peggy Levitt. 2020. « Remaking Women's Human Rights in the Vernacular: The Resonance Dilemma. » In *Rethinking Gender Equality in Global Governance: The Delusion of Norm Diffusion*, sous la dir. de Lars Engberg-Pedersen, Adam Fejerskov et Signe Marie Cold-Ravnkilde, 145-169. Cham : Springer.
- Metropolis. 2009. *Déclaration de Séoul : Visions and challenges for a women friendly city*. Déclaration. <https://womennetwork.metropolis.org/sites/default/files/pages/docs-media/docs/declarationwomennetworkseoul.pdf>.

- . 2016. *Big Cities and Women: the importance of gender mainstreaming in local policies*. Rapport.
<https://www.metropolis.org/sites/default/files/Big%20cities%20and%20women%2C%20the%20importance%20of%20gender%20mainstreaming%20in%20local%20policies>.
- . 2018a. *Espaces métropolitains égalitaires dans le contexte des agendas mondiaux*. Note de concept.
- . 2018b. *Espaces métropolitains égalitaires*. Document de discussion.
https://www.metropolis.org/sites/default/files/metobsip4_fr_13.pdf.
- . (2018c). *Gender impact assessment 2018*. Rapport.
https://www.metropolis.org/sites/default/files/resources/Gender_Impact.pdf.
- Metropolis et Femmes et Villes International. 2018. *Safety and public space: mapping metropolitan gender policies*. Rapport.
https://www.metropolis.org/sites/default/files/resources/Mapping_metropolitan_gender_policies_0.pdf.
- Metropolis et Ville de Bruxelles. 2007. *Dynamic cities need women: Action and policies for gender equality*. Actes de conference. <https://www.metropolis.org/sites/default/files/2019-01/Actions%20and%20Policies%20for%20Gender%20Equality%202007%20EN.pdf>.
- Michaud, Anne. 1997. « Les femmes et la ville : un enjeu local, un enjeu mondial. » *Recherches féministes* 10 (2) : 181-191.
- Migdal, Joel S. 2001. *State in Society: Studying How States and Societies Transform and Constitute One Another*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Milward, Kirsty, Maitrayee Mukhopadhyay et Franz F. Wong. 2015. « Gender Mainstreaming Critiques: Signposts or Dead Ends? » *IDS Bulletin* 46 (4) : 75-81.
- Minh Phuong (2017). « Public WC design competition: Action for changes toward a safe city.» *Thoi Dai*, 25 novembre. <http://vietnamfriendship.vn/Public-WC-design-competition-Action-for-changes-toward-a-safe-city-02-17228.html>
- Mocca, Elisabetta. 2018. « 'All cities are equal, but some are more equal than others'. Policy mobility and asymmetric relations in inter-urban networks for sustainability. » *International Journal of Urban Sustainable Development* 10 (2) : 139-153.
- Modlich, Regula. 2012. « Women Plan Toronto (1985-2000) and Toronto Women's City Alliance (2004-and Struggling on) : Experiences and Lessons. » *Universitas Forum* 3 (1) : 1-11.
- Mohanty, Chandra Talpade. 1986. « Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourses. » *Boundary 2* 12 (3) : 333-358.
- Monstadt, Jochen et Sophie Schramm. 2017. « Toward the networked city? Translating technological ideals and planning models in water and sanitation systems in Dar es Salaam. » *International Journal of Urban and Regional Research* 41 (1) : 104-125.
- Morris-Jung, Jason. 2017. « Reflections on governable spaces of activism and expertise in Vietnam. » *Critical Asian Studies* 49 (3) : 441-443.

- Moser, Caroline et Annalise Moser. 2005. « Gender mainstreaming since Beijing: A review of success and limitations in international institutions. » *Gender and Development* 13 (2) : 11-22.
- Moser, Caroline. 1989. « Gender Planning in the Third World: Meeting Practical and Strategic Gender needs. » *World Development* 17 (11) : 1799-1825.
- . 2021. « From gender planning to gender transformation: Positionality, theory and practice in cities of the global South. » *International Development Planning Review* 43 (2) : 205-229.
- Moussi, Maud. 2010. « Trajectoires et transactions de modèles urbains. Échafaudages théoriques et accommodements locaux. » *Les Cahiers d'EMAM Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée* (20) : 9-22.
- Mukamurera, Joséphine, France Lacourse et Yves Couturier. 2006. « Des avancées en analyse qualitative : pour une transparence et une systématisation des pratiques. » *Recherches qualitatives* 26 (1) : 110-138.
- Mukhopadhyay, Maitrayee. 2014. « Mainstreaming gender or reconstituting the mainstream? Gender knowledge in development. » *Journal of International Development* 26 (3) : 356-367.
- Mukhtarov, Farhad, Andrea Brock, Sanne Janssen et Armelle Guignier. 2013. « Actors and strategies in translating global conservation narratives to Vietnam: An agency perspective. » *Policy and Society* 32 (2) : 113-124.
- The Asia Foundation. 2013. *Municipal Government in Vietnam: Case studies of Ho Chi Minh City and Da Nang*. 2013. Rapport.
- Narayanaswamy, Lata. 2014. « NGOs and feminisms in development: Interrogating the 'southern women's NGO'. » *Geography Compass* 8 (8) : 576-589.
- . 2016. « Whose feminism counts? Gender(ed) knowledge and professionalisation in development. » *Third World Quarterly* 37 (12) : 2156-2175.
- Ngo Thi Ngan Binh. 2004. « The Confucian Four Feminine Virtues (tu duc) : The Old Versus the New Ke thua Versus. » In *Gender Practices in Contemporary Vietnam*, sous la dir. de Lisa Drummond et Helle Rydstrøm, 47-73. Singapour : Singapore University Press.
- Ngoc Dinh. 2019. « Vietnam's legal impotence on sexual harassment arouses outrage ». *VnExpress International*, 26 mars. <https://e.vnexpress.net/news/life/trend/vietnam-s-legal-impotence-on-sexual-harassment-arouses-outrage-3897819.html>.
- Nguyen, Laurence, Nguyen Duc Nhuân, Nguyen T. Nam Trân et Lê Van Thanh. 2004. *L'évaluation des projets d'aides publiques au développement (APD) à la lumière des formes de partenariats : De Hô Chi Minh ville à Hanoi, la question des divergences d'objectifs, de délégations et de transferts*. Rapport du programme de recherche urbaine pour le développement, action concertée incitative du fonds de solidarité prioritaire du ministère des Affaires étrangères, conduite par le Gemdev et l'Isted. Paris : Programme de recherche urbaine pour le développement.

- Nhan Dan (2016). «Month of action to call for end to violence against women.» *Nhan Dan*, 10 octobre. <https://en.nhandan.com.vn/society/item/4771602-month-of-action-to-call-for-end-to-violence-against-women.html>
- Nhan Dan (2017). «Vietnam-Korea women's forum discusses gender mainstreaming in policy making.» *Nhan Dan*, 1 juillet. <https://en.nhandan.com.vn/society/item/5312402-vietnam-korea-women%E2%80%99s-forum-discusses-gender-mainstreaming-in-policy-making.html>.
- Nhung Agustoni-Phan. 1997. *L'esprit du Vietnam : croyances, culture et société, réflexion sur la société et la pensée vietnamienne*. Genève : Olizane.
- Norlund, Irene. 2007. « Civil society in Vietnam. Social organisations and approaches to new concepts. » *Asien* 105 : 68-90.
- Oakley, Ann. 1972. *Sex, gender and society*. Londres : Maurice Temple Smith Ltd.
- Odera, Josephine A et Judy Mulusa. 2020. « SDGs, gender equality and women's empowerment: what prospects for delivery. » In *Sustainable development goals and human rights*, sous la dir. de Markus Kaltenborn, Markus Krajewski et Heike Kuhn, 95-118. Cham : Springer International Publishing.
- OECD *Urban Policy Reviews: Viet Nam*. 2018. Paris : Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD).
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre. 2000. « Le "je" méthodologique. Implication et explication dans l'enquête de terrain. » *Revue française de sociologie* 41 (3) : 417-445.
- ONU. 1996. *Report of the United Nations conference on human settlements (Habitat II). Programme*. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G96/025/00/PDF/G9602500.pdf?OpenElement>.
- . 2015. *Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development*. Programme. <https://sdgs.un.org/publications/transforming-our-world-2030-agenda-sustainable-development-17981>.
- . 2016. *Nouveau Programme pour les Villes*. Programme. <https://habitat3.org/wp-content/uploads/NUA-French.pdf>.
- . 2018. *Tracking progress towards inclusive, safe resilient and sustainable cities SDG11 synthesis report 2018: and human settlements*. Rapport. <http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/sdg11-synthesis-report-2018-en.pdf>.
- . 2019a. *World Population Prospects 2019: Highlights (ST/ESA/SER.A/423)*. Department of Economic and Social Affairs, Population Division.
- . 2019b. *World Urbanization Prospects: The 2018 Revision (ST/ESA/SER.A/420)*. Department of Economic and Social Affairs, Population Division.
- ONU Femmes. 2011. *Factsheet Briefing on Gender Issues in Migration and Urbanisation as They Relate to Poverty*. <http://www.unwomen-eseasia.org/Vietnam/docs/GCGenderFactsheet021211.pdf>.

- . 2016a. *Gender Equality and the new urban agenda*. Note de politique.
<https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2016/UNWHabitat3Brief-en.pdf>.
- . 2016b. *Born to be free: A Regional Study of Interventions to Enhance Women and Girls' Safety and Mobility in Public Spaces*. Rapport.
<https://asiapacific.unwomen.org/sites/default/files/Field%20Office%20ESEAAsia/Docs/Publications/2016/09/Born-to-be-free-webss.pdf>.
- . 2017. *Safe Cities And Safe Public Spaces Global Results Report*. Rapport.
<https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2017/Safe-Cities-and-Safe-Public-Spaces-Global-results-report-en.pdf>.
- . 2018. *Fourth UN Women Safe Cities and Safe Public Spaces Global Leaders' Forum : Proceedings report*. Edmonton, Alberta. Octobre 2018. Actes de conference.
<https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2018/Fourth-UN-Women-Global-Forum-2018-Report-en.pdf>.
- . 2019. *Flagship Programme Safe Cities and Safe Public Spaces*. Note de politique.
<https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/How%20We%20Work/flagship%20programmes/UN-Women-Flagship-programme-Safe-cities-public-spaces-en.pdf>.
- . 2021. *Country Gender Equality Profile – Viet Nam*. Rapport.
https://asiapacific.unwomen.org/sites/default/files/Field%20Office%20ESEAAsia/Docs/Publications/2021/10/vn-CGEP_Full.pdf.
- ONU Femmes, ONU-Habitat, Commission Huairou. 2018. *Towards the gender-responsive implementation of the New Urban Agenda*. Note de politique.
- ONU Femmes, ONU-Habitat, Programme des Nations Unies pour l'Environnement. 2018. *Building sustainable and resilient societies through the gender-responsive implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development*. Rapport.
<https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2018/Report-and-recommendations-EGM-on-Building-sustainable-and-resilient-societies-en.pdf>.
- ONU Femmes Vietnam. 2015. *Gender Responsive Budgeting in Viet Nam*. Rapport.
<https://asiapacific.unwomen.org/sites/default/files/Field%20Office%20ESEAAsia/Docs/Publications/2015/12/GRB-Report-EN.pdf>.
- . 2015b. *Towards Gender Equality in Viet Nam: Making inclusive Growth Work for Women*. Rapport.
<https://asiapacific.unwomen.org/sites/default/files/Field%20Office%20ESEAAsia/Docs/Publications/2016/07/Making-inclusive-FULL-EN-Final.pdf>.
- . 2016. *Terms of reference: International consultant to lead a scoping study on sexual violence against women and girls in public spaces and development of a safe cities programme in Ho Chi Minh City, Viet Nam*. Termes de référence.

- . 2017a. «Ngày 13-14/09, đoàn đại biểu đến từ UBND TP. Hồ Chí Minh bao gồm đại diện các Sở.» *Facebook*, 21 septembre.
<https://www.facebook.com/page/519716588197902/search/?q=On%20September%2013%20and%2014%2C%20the%20HCM%20city%20delegation%20visited%20>
- . 2017b. «Năm 2017 này, thành phố Hồ Chí Minh là nơi đầu tiên tại Việt Nam tham gia sáng kiến.» *Facebook*, 14 septembre.
<https://www.facebook.com/page/519716588197902/search/?q=N%C4%83m%202017%20n%C3%A0y%2C%20th%C3%A0nh%20ph%E1%BB%91%20H%E1%BB%93%20Ch%C3%AD%20Minh%20l%C3%A0%20n%C6%A1i>
- . 2018. *Terms of reference: National Consultant to provide technical supports for safe cities programme in Viet Nam*. Termes de référence.
- . 2019a. *Gender responsive budgeting in the verification and Monitoring of the budget implementation of the people’s council*. Guide.
<https://vietnam.un.org/sites/default/files/2019-06/GRB-ENG-FINAL-COMPRESSED.pdf>.
- . 2019b. «Launching Ceremony Viet Nam Women’s Union’s theme of the year – “Safety for women and children 2019”.» ONU Femmes Vietnam. <https://vietnam.un.org/en/8938-launching-ceremony-viet-nam-womens-unions-theme-year-safety-women-and-children-2019>
- . 2019c. *Term of reference : National Coordinator to support Ho Chi Minh initiatives on gender responsive budgeting and prevention of violence against women under the project on safe cities for women and girls*. Termes de référence.
- . 2019d. «Bạn có biết? Tp Hồ Chí Minh đã thành lập 7 CLB bao gồm 200 nam.» *Facebook*, 9 avril.
<https://www.facebook.com/page/519716588197902/search/?q=7%20clubs>
- . 2020. *Term of reference : Local Gender Consultant to support Ho Chi Minh city to coordinate activities in agreed workplan 2020 under the MOU 2019-2021 between UN Women and DOLISA HCMC to implement the Safe Cities Programme in HCMC for the period 2019-2021*. Termes de référence.
- ONU-Habitat. 2000. *Policy paper on women and urban governance*. Note de politique.
https://www.ucl.ac.uk/dpu-projects/drivers_urb_change/urb_society/pdf_gender/HABITAT_policy_paper_women_urban.pdf.
- . 2008a. *Gender mainstreaming in local authorities, best practices*. Rapport.
<https://unhabitat.org/sites/default/files/download-manager-files/Gender%20Mainstreaming%20in%20Local%20Authorities%20%E2%80%93%20Best%20Practices.pdf>.
- . 2008b. *Plan d’action pour l’égalité des sexes*. Plan d’action.
- . 2012a. *Gender issue guide : urban planning and design*. Guide.
<https://unhabitat.org/sites/default/files/download-manager-files/Gender%20Responsive%20Urban%20Planning%20and%20Design.pdf>.

- . 2012b. *Gender and urban planning: issues and trends*. Rapport. https://www.mypsup.org/library_files/downloads/Gender%20and%20Urban%20Planning%20-%20Issues%20and%20Trends.pdf.
- . 2013. *State of women in cities 2012-2013, gender and the prosperity of cities*. Rapport. <https://unhabitat.org/sites/default/files/download-manager-files/Gender%20and%20Prosperity%20of%20Cities.pdf>.
- . 2014. *Gender equality action plan*. Plan d'action. <https://unhabitat.org/sites/default/files/download-manager-files/GENDER%20EQUALITY%20ACTION%20PLAN%202014-2019.pdf>.
- . 2015. *UN Habitat policy and plan for gender equality and the empowerment of women in urban development and human settlements 2014-2019*. Note de politique. https://www.citiesalliance.org/sites/default/files/UN-Habitat%20-%20Gender%20Policy%20and%20Plan2%20draft%2020%20jan_.pdf.
- ONU-Habitat, FVI, OCDE. 2016. *Engendering the city: women and urban governance*. Rapport de discussion. https://www.wikigender.org/wp-content/uploads/2016/09/Synthesisreport_FINAL.pdf.
- ONU-Habitat, FVI et Plan International. s.d. *Because I Am A Girl: Global Analysis, Findings from the Because I am a Girl : Urban Programme Study in Dehli, Hanoi, and Kampala*. Rapport. <https://studylib.net/doc/6593361/a-global-analysis---sustasis-foundation>.
- ONU Vietnam. 2016. *Viet Nam Gender Briefing Kit*. Rapport. <https://asiapacific.unwomen.org/sites/default/files/Field%20Office%20ESEAAsia/Docs/Publications/2017/04/Gender%20Briefing%20Kit-EN-s.pdf>.
- . 2017. *Viet Nam One UN Results Report 2017*. Rapport. <https://vietnam.un.org/en/download/817/4127>.
- ONU Vietnam, GBVNet et ONU Femmes. 2019. *Independent review Review Report 25 Year-Implementation of the Beijing Declaration And Platform For Action In Viet Nam, Focusing on Gender-Based Violence from Perspectives of Civil Society Organisations*. Rapport. Hanoi : ONU Femmes et GBVnet.
- Parenteau, Rene et Nguyen Quoc Thong. 2010. « The role of civil society in urban environmental management. » In *The Vietnamese City in Transition* : 167-210. Singapore: Institute of Southeast Asian Studies.
- Parker, Brenda. 2021. « Feminist urban research: Praxis and possibility across time and space. » In *Companion to urban and regional studies*, sous la dir de Javier Ruiz-Tagle et Serena Vicari Haddock, 218-236. Hoboken, NJ : John Wiley & Sons.
- Parnreiter, Christof. 2011. « Commentary: Toward the Making of a Transnational Urban Policy? » *Journal of Planning Education and Research* 31 (4) : 416-422.
- Parpart, Jane L. 2014. « Exploring the transformative potential of gender mainstreaming in international development institutions. » *Journal of International Development* 26 (3) : 382-395.

- Peake, Linda. 2017. « Feminism and the urban. » In *A Research Agenda for Cities*, sous la dir. de John Rennie Short, 82-97. Cheltenham, UK : Edward Elgar Publishing.
- Peake, Linda et Martina Rieker. 2013. *Rethinking feminist interventions into the urban*. New York et Londres : Routledge.
- Peck, Jamie. 2011. « Geographies of policy: From transfer-diffusion to mobility-mutation. » *Progress in Human Geography* 35 (6) : 773-797.
- Peck, Jamie et Nik Theodore. 2012. « Follow the policy: A distended case approach. » *Environment and Planning A* 44 (1) : 21-30.
- Perrone, Camilla. 2020. « Gender and the Urban in the Twenty-First Century: Paving the Way to 'Another' Gender Mainstreaming. » In *Engendering Cities*, sous la dir. de Inés Sánchez de Madariaga et Michael Neuman, 281-301. New York : Routledge.
- Pettus, Ashley. 2003. *Between sacrifice and desire: National identity and the governing of femininity in Vietnam*. New York : Routledge.
- Peyroux, Elisabeth. 2016. « Circulation des politiques urbaines et internationalisation des villes : la stratégie des relations internationales de Johannesburg. » *EchoGéo* (36).
- Peyroux, Elisabeth et Thierry Sanjuan. 2016. « Stratégies de villes et "modèles" urbains : approche économique et géopolitique des relations entre villes. Introduction. » *EchoGéo* (36).
- Phelps, Nicholas A., Tim Bunnell, Michelle Ann Miller et John Taylor. 2014. « Urban inter-referencing within and beyond a decentralized Indonesia. » *Cities* 39 : 37-49.
- Phuoc Dinh Le et Huyen Minh Do. 2021. Urban Planning in Vietnam: Why Gender Matters. In *Proceedings of the 15th International Asian Urbanization Conference*, sous la dir. de Le Thi Thu Huong et George M. Pomeroy, 123-136. Singapour : Springer.
- Phuong An Nguyen. 2006. « State–society relations in contemporary Vietnam: An examination of the arena of youth. » *Asia Pacific Viewpoint* 47 (3) : 327-341.
- Phuong Nguyen. 2018. « 20 short films that convey powerful messages about safe cities for women, girls. » *Thoi Dai*, 2 mars. <http://vietnamfriendship.vn/20-short-films-that-convey-powerful-messages-about-safe-cities-for-women-girls-02-18954.html>
- Piché, Denise. 1989. « Des villes au féminin : projets d'ici et d'ailleurs. » *Recherches féministes* 2 (1) : 115-123.
- Pires, Alvaro. 1997. « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique. » In *La recherche qualitative : Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, sous la dir. de Jean Poupart et Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives, 113-169. Montréal : Gaëtan Morin.
- Pistor, Nora et Le Thi Quy. 2014. « Enclosing women's rights in the kitchen cabinet? Interactions between the Vietnam Women's Union, civil society and state on gender equality. » In *Southeast Asia and the Civil Society Gaze*, sous la dir. de Gabi Waibel, Judith Ehlert et Hart N. Feuer, 93-112. London : Routledge.

- Plan International. 2010. *Because I am a Girl, the state of the world's girls 2010*. Rapport. https://plan-international.org/uploads/2022/01/because_i_am_a_girl_2010_full_report_english.pdf.
- . 2017. *Terms of Reference (ToR) for an external evaluation of the Safer Cities for Girls Programme*. Termes de référence.
- . 2021. « Plan International Vietnam ». *Plan International*. <https://plan-international.org/vietnam>.
- . 2022. « Creating Safer Cities ». *Plan International*. Consulté le 30 juillet 2022. <https://plan-international.org/ending-violence/safer-cities-girls>.
- Plan International Vietnam. S.d. *Safer Cities for Girls in Hanoi, Facts and figures*. Note de politique.
- . 2016. *Country Strategic Plan 2016-2021*. Énoncé de stratégie.
- . 2017a. *Country strategy plan for the period 2016-2021 IV baseline report*. Rapport.
- . 2019a. « CÂU LẠC BỘ THỦ LĨNH CỦA SỰ THAY ĐỔI. » *Facebook*, 11 avril. <https://www.facebook.com/page/157321451028824/search/?q=C%C3%82U%20L%E1%BA%A0C%20B%E1%BB%98>
- . 2019b. « TỔ CHỨC PLAN INTERNATIONAL VIỆT NAM HỖ TRỢ GÓC ĐỌC VỀ GIỚI. » *Facebook*, 22 avril. <https://www.facebook.com/page/157321451028824/search/?q=PLAN%20INTERNATIONAL%20VIET%20NAM%20SUPPORTED%20THE%20LIBRARY>
- . 2019c. « CẢI TẠO KHÔNG GIAN CÔNG CỘNG AN TOÀN. » *Facebook*, 7 janvier. <https://www.facebook.com/page/157321451028824/search/?q=C%E1%BA%A2I%20T%E1%BA%A0O%20KH%C3%94NG%20GIAN%20C%C3%94NG%20C%E1%BB%98NG>
- Platt, Jennifer. 1988. « What can case studies do? » In *Studies in qualitative methodology*, sous la dir. de Robert G. Burgess, 1-23. Greenwich : Jai Press.
- Prince, Russell. 2010. « Policy transfer as policy assemblage: making policy for the creative industries in New Zealand. » *Environment and Planning A* 42 (1) : 169-186.
- . 2017. « Local or global policy? Thinking about policy mobility with assemblage and topology. » *Area* 49 (3) : 335-341.
- Quertamp, Fanny, Laurent Pandolfi et Laura Petibon. 2012. *L'urbanisme au Viet-Nam outils et méthodes pour la planification et la gestion urbaine* : PADDI-IMV. Rapport.
- Quynh Trang. 2016. « Reports of sexual violence shake expat community in Hanoi. » *VnExpress International*, 14 novembre 2016. <https://e.vnexpress.net/news/travel-life/reports-of-sexual-violence-shake-expat-community-in-hanoi-3498911.html>.
- Rajaram, N. et Vaishali Zararia. 2009. « Translating women's human rights in a globalizing world: the spiral process in reducing gender injustice in Baroda, India. » *Global Networks-a Journal of Transnational Affairs* 9 (4) : 462-484.

- Rapoport, Elizabeth. 2015. « Globalising sustainable urbanism: the role of international masterplanners. » *Area* 47 (2) : 110-115.
- Rathgeber, Eva. 1990. « WID, WAD, GAD: trends in research and practice. » *Journal of Developing Areas* 24 (4) : 489-502.
- . 2005. « Gender and development as a fugitive concept. » *Canadian Journal of Development Studies* 26 : 579-591.
- Razavi, Nasya S. 2020. « Women in Cities: The Nexus Between SDG 5 and SDG 11. » In Gender Equality. *Encyclopedia of the UN Sustainable Development Goals*, sous la dir. de Walter Leal Filho, 1159-1168. Cham : Springer International Publishing.
- Razavi, Shahra. 2019. « Indicators as Substitute for Policy Contestation and Accountability? Some Reflections on the 2030 Agenda from the Perspective of Gender Equality and Women's Rights. » *Global Policy* 10 : 149-152.
- Read, Benjamin L. 2009. « Introduction: state-linked associational life – illuminating blind spots of existing paradigms. » In *Local Organizations and Urban Governance in East and Southeast Asia*, sous la dir. de Benjamin L. Read et Robert Pekkanen, 1-26. London : Routledge.
- Read, Benjamin L. et Robert Pekkanen. 2009. *Local Organizations and Urban Governance in East and Southeast Asia*. London : Routledge.
- Red Mujer y Habitat. 2019. *Agenda de mujeres por la ciudad en América Latina: por una ciudad compartida, con derechos e igualdad de género*. Guide. <http://www.sitiosur.cl/wp-content/uploads/2019/03/Agenda-por-la-ciudad-.pdf>.
- République Socialiste du Vietnam. 2016. *National Report for United Nation Conference on Housing and Sustainable Urban Development (Habitat III)*. Rapport. <https://habitat3.org/wp-content/uploads/National-Report-Asia-Pacific-Vietnam-English.pdf>.
- . 2018a. *Statement by H.E. Mr. Nguyen The Phuong Vice Minister of Planning and Investment, Head of Viet Nam Delegation to the High-level Political Forum of the UN ECOSOC*. Déclaration. <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/27664statementbyvietnam.pdf>.
- . 2018b. *Viet Nam's Voluntary National Review on the Implementation of the Sustainable Development Goals*. Rapport. https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19967VNR_of_Viet_Nam.pdf.
- . 2017. *National action plan for the implementation of the 2030 sustainable development agenda*. Plan d'action. <https://vietnam.un.org/index.php/en/download/47488/4123>.
- . 2010. *Decision No 2351/QD-TTg of December 24, 2010, approving the 2011-2020 national strategy for gender equality*. Hanoï, Ministère de la Justice.
- . 2008. *Decision No.70/2008/ND-CP of June 4 2008, detailing the implementation of a number of articles of the law on gender equality*. Hanoï, Ministère de la Justice.

- Roberts, Adrienne et Susanne Soederberg. 2012. « Gender equality as smart economics? A critique of the 2012 World Development Report. » *Third World Quarterly* 33 (5) : 949-968.
- Roberts, Marion et Inés Sánchez de Madariaga. 2013. *Fair shared cities: The impact of gender planning in Europe*. Londres : Routledge.
<https://www.scopus.com/inward/record.uri?eid=2-s2.0-84900690459&partnerID=40&md5=b2336330b0769984efa366b0c6c07910>.
- Robinson, Jennifer. 2002. « Global and world cities: A view from off the map. » *International Journal of Urban and Regional Research* 26 (3) : 531-554.
- . 2006. *Ordinary Cities: Between Modernity and Development*. London : Routledge.
- . 2011. « The spaces of circulating knowledge: City strategies and global urban governmentality. » In *Mobile urbanism: Cities and policymaking in the global age*, sous la dir. de Eugene McCann et Kevin Ward, 15 - 40. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- . 2013. « 2010 Urban Geography Plenary Lecture—The Travels of Urban Neoliberalism: Taking Stock of the Internationalization of Urban Theory. » *Urban Geography* 32 (8) : 1087-1109.
- . 2015. « 'Arriving At' Urban Policies: The Topological Spaces of Urban Policy Mobility. » *International Journal of Urban and Regional Research* 39 (4) : 831-834
- Rose, Damaris. 1993. « On Feminism, Method And Methods In Human Geography: An Idiosyncratic Overview. » *Canadian Geographer / Le Géographe canadien* 37 : 57-61.
- Rose, Gillian. 1997. « Situating knowledges: Positionality, reflexivities and other tactics. » *Progress in Human Geography* 21 (3) : 305-320.
- Roulston, Kathryn, Kathleen Demarrais et Jamie B. Lewis. 2003. « Learning to Interview in the Social Sciences. » *Qualitative Inquiry* 9 (4) : 643-668.
- Roy, Ananya. 2011. « Commentary: Placing Planning in the World--Transnationalism as Practice and Critique. » *Journal of Planning Education and Research* 31 (4) : 406-415.
- . 2012. « Ethnographic circulations: Space–time relations in the worlds of poverty management. » *Environment and Planning A* 44 (1) : 31-41.
- Roy, Simon. 2016. « L'étude de cas. » In *Recherche sociale, de la problématique à la collecte de données*, sous la dir. de Benoît Gauthier et Isabelle Bourgeois, 187-208. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Rydstrøm, Helle. 2006. « Sexual desires and 'social evils': young women in rural Vietnam. » *Gender, Place & Culture* 13 (3) : 283-301.
- Saigon Giai Phong (2018). « HCM City to issue communication materials on sexual harassment. Saigon Giai Phong.» *Saigon Giai Phong*, 24 août.
<https://www.sggpnews.org.vn/hochiminhcity/hcm-city-to-issue-communication-materials-on-sexual-harassment-76458.html>

- Salemink, Oskar. 2006. « Translating, Interpreting, and Practicing Civil Society in Vietnam. » In *Development Brokers and Translators: The Ethnography of Aid and Agencies*, sous la dir. de David Lewis et David Mosser, 101-126. West Harford : Kumarian Press.
- Sanchez de Madariaga, Inés et Michael Neuman. 2020. *Engendering cities: designing sustainable urban spaces for all*. New York : Routledge.
- Sanchez de Madariaga, Inés et Inés Novella Abril. 2019. « A new generation of gender mainstreaming in spatial and urban planning under the new international framework of policies for sustainable development. » In *Gendered Approaches to Spatial Development in Europe*, sous la dir. de Barbara Zibell, Doris Damyanovic et Ulrike Sturmm, 181-203. London : Routledge.
- Sandercock, Leonie et Ann Forsyth. 1992. « A gender agenda new directions for planning theory. » *Journal of the American Planning Association* 58 (1) : 49-59.
- Sandler, Joanne et Anne Marie Goetz. 2020. « Can the United Nations deliver a feminist future? » *Gender & Development* 28 (2) : 239-263.
- Sauer, Arn T. 2018. *Equality governance via policy analysis? The implementation of Gender Impact Assessment in the European Union and Gender-Based Analysis in Canada*. Bielefeld : Transcript-Verlag.
- Saunders, Doug. 2010. *Arrival city: The final migration and our next world*. Toronto : Vintage Books Canada.
- Savery, Lynn. 2007. *Engendering the state: The international diffusion of women's human rights*. Abingdon : Routledge.
- Savoie-Zajc, Lorraine. 2016. « L'entrevue semi-dirigée. » In *Dans Recherche sociale, de la problématique à la collecte de données*, sous la dir. de Benoît Gauthier et Isabelle Bourgeois, XX-XX. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Schilen, Sandy. 1997. « The Huairou Commission and Women, Homes, and Community Super Coalition. A New Way of Partnering to Expand Women's Leadership in Global Policy Initiatives. » *Habitat Debate* 3 (1) : 1.
- Schuler, Sidney Ruth, Hoang Tu Anh, Vu Song Ha, Tran Hung Minh, Bui Thi Thanh Mai et Pham Vu Thien. 2006. « Constructions of gender in Vietnam: In pursuit of the 'Three Criteria'. » *Culture, Health & Sexuality* 8 (5) : 383-394.
- Schwenkel, Christina. 2013. « Post/socialist affect: Ruination and reconstruction of the nation in urban Vietnam. » *Cultural Anthropology* 28 (2) : 252-277.
- . 2015. « Reclaiming rights to the socialist city: bureaucratic artefacts and the affective appeal of petitions. » *South East Asia Research* 23 (2) : 205-225.
- Scott, Steffanie, Fiona Miller et Kate Lloyd. 2006. « Doing fieldwork in development geography: Research culture and research spaces in Vietnam. » *Geographical Research* 44 (1) : 28-40.

- Scott, Steffanie et Chuyen Truong Thi Kim. 2007. « Gender research in Vietnam: Traditional approaches and emerging trajectories. » *Women's Studies International Forum* 30 (3) : 243-253.
- Segard, Juliette. 2014. « Du rural à l'urbain dans la périphérie de Hà Nội (Vietnam). Villages de métiers, pouvoir et territoire. » Thèse de doctorat, Université Paris Ouest-Nanterre La Défense.
- . 2016. The production of the city: reshaping state-society relation. *The Newsletter - International Institute for Asian Studies*. (73) : 36.
- Sénac-Slawinski, Réjane. 2008. « Du gender mainstreaming au paritarisme : genèse d'un concept controversé. » *Cahiers du Genre* 44 (1) : 27-47.
- Sidel, Mark. 2010. « Maintaining firm control: Recent developments in nonprofit law and regulation in Vietnam. » *Int'l J Not-for-Profit L* 12 : 52.
- Silfver, Ann-Louise. 2010. « Emancipation or neo-colonisation ? Global gender mainstreaming policies, Swedish gender equality politics and local negotiations about putting gender into education reforms in the Lao People's Democratic Republic. » *Compare-a Journal of Comparative and International Education* 40 (4) : 479-495.
- Silvestre, Gabriel Campos-Salles. 2016. « Circulating knowledge and urban change: ideas, interests and institutions in the development of Olympic Rio de Janeiro. » Thèse de doctorat, University College London.
- Small, Mario L. 2009. « 'How many cases do I need?': On science and the logic of case selection in field-based research. » *Ethnography* 10 (1) : 5-38.
- Smith, David W et Joseph L Scarpaci. 2000. « Urbanization in transitional societies: An overview of Vietnam and Hanoi. » *Urban Geography* 21 (8) : 745-757.
- Söderström, Ola. 2014. *Comparing Cities in Relations: Trajectories of Urban development in Hanoi and Ouagadougou*. Chichester : Wiley Blackwell.
- Söderström, Ola et Stephanie Geertman. 2013. « Loose threads: The translocal making of public space policy in Hanoi. » *Singapore Journal of Tropical Geography* 34 : 244-260.
- Sondarjee, Maïka. 2020. « Change and stability at the World Bank: inclusive practices and neoliberal technocratic rationality. » *Third World Quarterly* 42 (2) : 348-365.
- Souami, Touafik. 2003. « Mondialisation et cultures urbanistiques. » In *Villes et citadins dans la mondialisation*, sous la dir. de Annik Osmond et Charles Goldblum, 263-284. Paris : Karthala.
- Spence, Nigel. 2021. « The influence of international organisations on child protection policy in Vietnam. » Thèse de doctorat, University of New South Wales.
- Spivak, Gayatri Chakravorty. 1988. « Can the Subaltern Speak? » In *Marxism and the Interpretation of Culture*, sous la dir. de Cary Nelson et Lawrence Grossberg, 271-313. Chicago : University of Illinois Press.

- Stone, Diane. 2004a. « Knowledge networks and global policy. » In *Global knowledge networks and international development*, sous la dir. de Simon Maxwell et Diane Stone, 89-105. London : Routledge.
- . 2004b. « Transfer agents and global networks in the ‘transnationalization’ of policy. » *Journal of European Public Policy* 11 (3) : 545-566.
- . 2012. « Transfer and translation of policy. » *Policy Studies* 33 (6) : 483-499.
- . 2017. « Understanding the transfer of policy failure: bricolage, experimentalism and translation. » *Policy and Politics* 45 (1) : 55-70.
- Sweetman, Caroline. 1996. « Editorial. » *Gender & Development* 4 (1) : 2-8.
- Taft, Isabelle. 2018. « #MeToo, Vietnam: Vietnam’s fledgling #MeToo movement reveals the limits of the country’s progress on gender equality. » *The Diplomat*, 15 mai.
- Taylor, William, Nguyễn Thu Hằng, Phạm Quang Tú et Huỳnh Thị Ngọc Tuyết. 2012. *Civil Society in Vietnam: A Comparative Study of Civil Society Organizations in Hanoi and Ho Chi Minh City*. Hanoi : The Asia Foundation.
- Teerawichitchainan, Bussarawan, John Knodel, Vu Manh Loi et Vu Tuan Huy. 2010. « The gender division of household labor in Vietnam: Cohort trends and regional variations. » *Journal of Comparative Family Studies* 41 (1) : 57-85.
- Temenos, Cristina. 2016. « Mobilizing drug policy activism: conferences, convergence spaces and ephemeral fixtures in social movement mobilization. » *Space and Polity* 20 (1) : 124-141.
- Temenos, Cristina et Torn Baker. 2015. « Enriching Urban Policy Mobilities Research. » *International Journal of Urban and Regional Research* 39 (4) : 841-843.
- Temenos, Cristina et Eugene McCann. 2013. « Geographies of policy mobilities. » *Geography Compass* 7 (5) : 344-357.
- Temenos, Cristina, Baker Tom et Ian Cook. 2019. « Inside mobile urbanism: cities and policy mobilities. » In *Handbook of urban Geography*, sous la dir. de Tim Schwanen et Ronal van Kempen, 103-118. Cheltenham : Edward Elgar.
- Thayer, Carlyle A. 2009. « Vietnam and the challenge of political civil society. » *Contemporary Southeast Asia: A Journal of International and Strategic Affairs* 31 (1) : 1-27.
- . 2010. « Political legitimacy in Vietnam: Challenge and response. » *Politics & Policy* 38 (3) : 423-444.
- Thoi Dai 2016. « Plan: Hãy bình đẳng để trẻ em gái được học tập, quyết định và phát triển. » *Thoi Dai*, 10 octobre. <https://thoidai.com.vn/plan-hay-binh-dang-de-tre-em-gai-duoc-hoc-tap-quyet-dinh-va-phat-trien-53229.html>
- . 2018. « Look back at 4 years implementing “Safer Cities for Girls” project. » *Thoi Dai*, 29 juin. <http://vietnamfriendship.com.vn/Look-back-at-4-years-implementing-Safer-Cities-for-Girls-project-01-21552.html>

- Thomson, Jennifer. 2017. « Thinking globally, acting locally? The women's sector, international human rights mechanisms and politics in Northern Ireland. » *Politics* 37 (1) : 82-96.
- Thu Van Trung Ho, Alison Cottrell, Peter Valentine et Simon Woodley. 2012. « Perceived barriers to effective multilevel governance of human-natural systems: an analysis of Marine Protected Areas in Vietnam. » *Journal of Political Ecology* 19 (1) : 17-35.
- Toan N. Dang. 2018. « The Impact of political culture on the human rights-based approach to development in the central highlands of Vietnam. » *Journal of Sustainable Devevelopment* 11 : 101-111.
- Tomlinson, Richard, Andrea Rizvi, Rene Salinas, Stefanie Garry, Jennifer Pehr et Francisco Rodriguez. 2010. « The Influence of Google on Urban Policy in Developing Countries. » *International Journal of Urban and Regional Research* 34 (1) : 174-189.
- Tran Han Giang. 2005. *Women/gender studies in Vietnam*. Institute for Family and Gender Studies. Hanoi : Vietnamese Academy of Social Science.
- Trang Bui. 2016. « 'Women are meant to be teased': Vietnam survey uncovers toxic culture of sexual harassment. » *VnExpress International*, 3 décembre.
<https://e.vnexpress.net/news/news/women-are-meant-to-be-teased-vietnam-survey-uncovers-toxic-culture-of-sexual-harassment-3508208.html>.
- True, Jacqui et Michael Mintrom. 2001. « Transnational networks and policy diffusion: The case of gender mainstreaming. » *International Studies Quarterly* 45 (1) : 27-57.
- True, Jacqui et Laura Parisi. 2013. « Gender mainstreaming strategies in international governance. » In *Feminist strategies in international governance*, sous la dir. de Gülay Calgar, Elisabeth Prügl et Susanne Zwingel, 37-56. Londres : Routledge.
- Tummers, Lidewij. 2015. « Stéréotypes de genre dans la pratique de l'urbanisme. » *Travail, genre et sociétés* 33 (1) : 67-83.
- Tuoi Tre News. 2016. « Hanoi not to pilot female-only bus routes for now. » *Tuoi Tre News*, 28 décembre. <https://tuoitrenews.vn/news/society/20141228/hanoi-not-to-pilot-female-only-bus-routes-for-now/32306.html>
- Turner, Sarah. 2013. « Dilemmas and detours: Fieldwork with ethnic minorities in upland southwest China, Vietnam, and Laos. » In *Red Stamps and Gold Stars: Fieldwork Dilemmas in Upland Socialist Asia*, sous la dir. de Sarah Turner, 1-21. Vancouver : UBC Press.
- UNICEF. 2016. « What is the Child Friendly Cities Initiative? ». *Child Friendly Cities*.
<https://childfriendlycities.org/what-is-the-child-friendly-cities-initiative/>.
- UNIFEM, FVI, Red Mujer y Habitat. 2010. Safe Cities. Rapport.
<https://www.endvawnow.org/uploads/modules/pdf/1304107021.pdf>
- Union des Femmes du Vietnam. 2013. *Report on ensuring and promoting women's rights*. Hanoi : Union des Femmes du Vietnam.

- Union internationale des villes et pouvoirs locaux. 1998. *Worldwide Declaration on Women in Local Governments*. Déclaration.
https://www.rgre.de/fileadmin/user_upload/pdf/resolutionen/hg_iula_women.html.
- Urbact. 2019. *Gender equal cities*. Rapport. <https://urbact.eu/sites/default/files/urbact-genderequalcities-edition-pages-web.pdf>.
- Vacchelli, Elena et Eleonore Kofman. 2018. « Towards an inclusive and gendered right to the city. » *Cities* 76 : 1-3.
- Vainer, Carlos. 2014. « Disseminating 'Best Practice'? The Coloniality of Urban Knowledge and City Models. » In *The Routledge Handbook on Cities of the Global South*, sous la dir. de Susan Parnell et Sophie Oldfield, 48-56. New York : Routledge.
- Valentine, Gill. 1989. « The Geography of Women's Fear. » *The Royal Geography Society* 21 (4) : 385-390.
- . 2002. « People like us: negotiating sameness and difference in the research process. » In *Feminist geography in practice: Research and methods*, sous la dir. de Pamela J. Moss, 116-126. Oxford : Blackwell Publications.
- Van Neste, Sophie L. 2014. « Place-framing by coalitions for car alternatives: a comparison of Montréal and Rotterdam The Hague metropolitan areas. » Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal et Institut national de la recherche scientifique.
- Van Nguyen. 2015. « Internal Migration, Networks and Gender Roles among Domestic Workers in Vietnam. » Thèse de doctorat, University of Western Ontario.
<https://ir.lib.uwo.ca/cgi/viewcontent.cgi?article=4954&context=etd>
- Varró, Krisztina et Damion J. Bunders. 2020. « Bringing back the national to the study of globally circulating policy ideas: 'Actually existing smart urbanism' in Hungary and the Netherlands. » *European Urban and Regional Studies* 27 (3) : 209-226.
- Vasavakul, Thaveeporn. 2003. « From Fence-Breaking to Networking: Interests, Popular Organizations and Policy Influences in Post-Socialist Vietnam. » In *Getting organized in Vietnam: Moving in and around the socialist state*, sous la dir. de Benedict J Tria Kerkvliet, Russell H.K. Heng et David W.H. Koh, 25-61. Singapore: Institute of Southeast Asian Studies.
- Velázquez, Isabela. 2006. « A look back: women in town planning and city construction. » In *Urbanism and Gender, A necessary vision for all*, 15-26. Barcelona : Institut d'Edicions de la Disputacio de Barcelona.
- Verdeil, Eric. 2005. « Expertises nomades au Sud. Éclairages sur la circulation des modèles urbains. » *Géocarrefour* 80 (3) : 165-169.
- Verschuur, Christine. 2009. « Quel genre ? Résistances et mésententes autour du mot "genre" dans le développement. » *Revue Tiers Monde* 4 (200) : 785-803.
- Vietnam News. 2015a. « Programme to ensure safety for women. » *Vietnam News*, 23 octobre.
<https://vietnamnews.vn/society/277499/programme-to-ensure-safety-for-women.html#cyIBMGVysYSettpV.97>

- . 2015b. «Can Tho city meets national targets on gender equality. » *Vietnam News*, 30 décembre. <https://vietnamnews.vn/society/280543/can-tho-city-meets-national-targets-on-gender-equality.html#ku8AUdLrsozJ5wv5.97>
- . 2016a. « Policies essential part of gender equality. » *Vietnam News*, 12 mai. <https://vietnamnews.vn/society/296622/policies-essential-part-of-gender-equality.html#JBXGMFPpX7Zkmpcd.97>
- . 2016b. « Conference on gender equality. » *Vietnam News*, 13 août. <https://vietnamnews.vn/society/301121/conference-on-gender-equality.html#Hdp9FsZvkq4XFY3J.97>
- . 2016c. « City applauded for gender equity gains. » *Vietnam News*, 25 avril. <https://vietnamnews.vn/society/295787/city-applauded-for-gender-equity-gains.html#coy6Q2yoRESYBIGU.97>
- . 2018. « Fight for gender equality is not for women only. » *Vietnam News*, 29 janvier. <https://vietnamnews.vn/opinion/421905/fight-for-gender-equality-is-not-for-women-only.html#VdKMwqUL6YYqkpQG.97>
- . 2018b. « Experts discuss gender equality during workshop. » *Vietnam News*, 28 mars. <https://vietnamnews.vn/society/425283/experts-discuss-gender-equality-during-workshop.html#i78kJRx0P7dyE1iR.97>
- Vietnam Plus. 2013. « Vietnam affirms strong commitment to advancement of women. » *Vietnam Plus*, 15 octobre. <https://en.vietnamplus.vn/vietnam-affirms-strong-commitment-to-advancement-of-women/50524.vnp>
- Vietnam Plus. 2016a. « HCM City outstrips national average in gender equality promotion. » *Vietnam Plus*, 22 avril. <https://en.vietnamplus.vn/hcm-city-outstrips-national-average-in-gender-equality-promotion/92231.vnp>
- Vietnam Plus. 2016b. « HCM City suggested to become safe to women, girls. » *Vietnam Plus*, 17 novembre. <https://en.vietnamplus.vn/hcm-city-suggested-to-become-safe-to-women-girls/102731.vnp>
- Vietnam Plus. 2017a. « Can Tho works to promote gender equality for ethnic minorities. » *Vietnam Plus*, 26 décembre. <https://en.vietnamplus.vn/can-tho-works-to-promote-gender-equality-for-ethnic-minorities/123920.vnp>
- Vietnam Plus. 2017b. « Dong Nai builds city safe for women, girls. » *Vietnam Plus*, 14 avril. <https://en.vietnamplus.vn/dong-nai-builds-city-safe-for-women-girls/110238.vnp>
- Vietnam Plus. 2018. « Solutions to end sexual harassment against women, girls in public. » *Vietnam Plus*, 28 novembre. <https://en.vietnamplus.vn/solutions-to-end-sexual-harassment-against-women-girls-in-public/142679.vnp>
- Vietnam Plus. 2019a. « PM issued roadmap for SDGs realisation by 2030. » *Vietnam Plus*, 5 juin. <https://en.vietnamplus.vn/pm-issued-roadmap-for-sdgs-realisation-by-2030/153847.vnp>

- Vietnam Plus. 2019b. « Prime Minister directs ensuring safety for women, children. » *Vietnam Plus*, 6 mars. <https://en.vietnamplus.vn/prime-minister-directs-ensuring-safety-for-women-children/147801.vnp>.
- Ville de Berlin. 2011. *Gender mainstreaming in urban development*. Guide. https://civitas.eu/sites/default/files/berlin_gender_mainstreaming_0.pdf.
- Ville de Vienne. 2012. *Gender mainstreaming in urban planning and urban development*. Guide. <https://www.wien.gv.at/stadtentwicklung/studien/pdf/b008358.pdf>.
- Viltard, Yves. 2010. « Diplomatie des villes : collectivités territoriales et relations internationales. » *Politique étrangère* (3) : 593-604.
- Waibel, Gabi et Sarah Glück. 2013. « More than 13 million: mass mobilisation and gender politics in the Vietnam Women's Union. » *Gender & Development* 21 (2) : 343-361.
- Waibel, Michael. 2006. « The production of urban space in Vietnam's metropolis in the course of transition: Internationalization, polarization and newly emerging lifestyles in Vietnamese society. » *Trialog* 89 : 37.
- Ward, Kevin. 2018. « Urban Redevelopment Policies on the Move: Rethinking the Geographies of Comparison, Exchange and Learning. » *International Journal of Urban and Regional Research* 42 (4) : 666-683.
- Watson, Vanessa. 2009. « Seeing from the South: Refocusing Urban Planning on the Globe's Central Urban Issues. » *Urban Studies* 46 (11) : 2259-2275.
- Webber, Sophie. 2015. « Mobile adaptation and sticky experiments: Circulating best practices and lessons learned in climate change adaptation. » *Geographical Research* 53 (1) : 26-38.
- Wells-Dang, Andrew. 2014. « The Political Influence of Civil Society in Vietnam. » In *Politics in Contemporary Vietnam*, sous la dir. de Jonathan D. London, 162-183. London : Palgrave MacMillan.
- Werner, Jayne. 2002. « Gender, Household, State: Renovation (Đổi Mới) as Social Process in Việt Nam. » In *Gender, Household, State: Đổi Mới in Việt Nam*, sous la dir. de Jayne Werner et Danièle Bélanger, 29-48. Ithaca : Cornell Southeast Asia Program Publications.
- . 2009. *Gender, Household and State in Post-Revolutionary Vietnam*. New York : Routledge.
- Whitehead, Ann. 1979. « Some preliminary notes on the subordination of women 1. » *The IDS Bulletin* 10 (3) : 10-13.
- Whitney, Ryan Anders. 2022. « FROM HERE, THERE, AND EVERYWHERE: English-language Media Outlets and Urban Planning Best Practices in the Global South. » *International Journal of Urban and Regional Research* 46 (3) : 466-479.
- Whitzman, Carolyn, Caroline Andrew et Kalpana Viswanath. 2014. « Partnerships for women's safety in the city: "four legs for a good table". » *Environment and Urbanization* 26 (2) : 443-456.

- Whitzman, Carolyn et Jana Perkovic. 2010. « Women's Safety Audits and Walking School Buses: the diffusion/de-fusion of two radical planning ideas. » In *Crossing borders: International Exchange and Planning Practices*, sous la dir. de Patsy Healey et Robert Upton, 219-236. Londres et New York : Routledge.
- Wilson, Kalpana. 2015. « Towards a radical re-appropriation: Gender, development and neoliberal feminism. » *Development and Change* 46 (4) : 803-832.
- Wischemann, Joerg et Nguyen Quang Vinh. 2003. « The relationship between civic and governmental organizations in Vietnam: selected findings. » In *Getting organized in Vietnam: Moving in and around the socialist state*, sous la dir. de Benedict J Tria Kerkvliet, Russell H.K. Heng et David W.H. Koh, 185-233. Singapore: Institute of Southeast Asian Studies.
- Wood, Astrid. 2014. « Learning through policy tourism: Circulating bus rapid transit from South America to South Africa. » *Environment and Planning A* 46 (11) : 2654-2669.
- . 2015. « Multiple Temporalities of Policy Circulation: Gradual, Repetitive and Delayed Processes of BRT Adoption in South African Cities. » *International Journal of Urban and Regional Research* 39 (3) : 568-580.
- . 2016. « Tracing policy movements: Methods for studying learning and policy circulation. » *Environment and Planning A* 48 (2) : 391-406.
- Wood, Elisabeth Jean. 2007. « Field research. » In *The Oxford handbook of comparative politics*, sous la dir. de Carles Boix et Susan Carol Stokes. Oxford : Oxford University Press.
- Wyant, Rachael et Katarina Spasić. 2015. « Grassroots women's accountability mechanisms: strengthening urban governance through organizing and partnerships. » *Gender and Development* 23 (1) : 95-111.
- Yin, Robert K. 2003. *Case study research, design and methods*, 3e éd. Londres : Sage publications.
- Yip, Ngai-ming et Hoai-anh Tran. 2008. « Urban housing reform and state capacity in Vietnam. » *The Pacific Review* 21 (2) : 189-210.
- Zaragocin, Sofia. 2021. « Challenging Anglocentric feminist geography from Latin American feminist debates on territoriality. » *Feminist Geography Unbound: Discomfort, Bodies, and Prefigured Futures*, sous la dir. de Banu Gökarıksel, Michael Hawkins, Christopher Neubert et Sara Smith, 235-252. Morgantown : West Virginia University Press.
- Zebracki, Martin. 2014. « Sex in the city: gender mainstreaming urban governance in Europe. The case of Sweden and Italy. » *Fennia - International Journal of Geography* 192 (1) : 54-64.
- Zeigermann, Ulrike. 2020. « Quand les passeurs passent par les organisations internationales. » *Revue française de science politique* 70 (5) : 575-593.

- Zwingel, Susanne. 2005. « From intergovernmental negotiations to (sub) national change: A transnational perspective on the impact of CEDAW. » *International Feminist Journal of Politics* 7 (3) : 400-424.
- . 2012. « How Do Norms Travel? Theorizing International Women's Rights in Transnational Perspective. » *International Studies Quarterly* 56 (1) : 115-129.
- . 2013. « Translating international women's rights norms: CEDAW in context. » In *Feminist Strategies in International Governance*, sous la dir. de Gülay Caglar, Elisabeth Prügl et Susanne Zwingel, 111-126. Londres : Routledge.
- . 2020. « Gender Equality Norms in International Governance: Actors, Contexts, Meanings. » In *Rethinking Gender Equality in Global Governance: The delusion of norm diffusion*, sous la dir. de Lars Engberg-Pedersen, Adam Fejerskov et Signe Marie Cold-Ravnkilde, 41-70. Cham : Springer.

ANNEXE 1 : PROFIL DES PERSONNES PARTICIPANTES À LA RECHERCHE

Pseudonyme	Type d'organisation	Position	Sexe du participant	Nationalité
Kim	Organisation internationale	Chargée de projet	Femme	Vietnamienne
Hoa	Organisation internationale	Chargée de projet	Femme	Vietnamienne
Phuong	Organisation internationale	Coordonnatrice de programme	Femme	Vietnamienne
Linh	Organisation internationale	Coordonnatrice de programme	Femme	Vietnamienne
Dao	OSCV urbain	Ancienne directrice	Femme	Vietnamienne
Ân	OSCV genre	Directrice	Femme	Vietnamienne
Thuy	OSCV genre	Directrice	Femme	Vietnamienne
Doàn	OSCV urbain	Directrice	Femme	Vietnamienne
Anh	Organisation internationale	Spécialiste genre	Femme	Vietnamienne
Vân	Organisation internationale	Spécialiste genre	Femme	Vietnamienne
Long	OSCV genre	Conseiller sénior	Homme	Vietnamienne
Hiên	OSCV urbain	Chargée de projet	Femme	Vietnamienne
My	État vietnamien	Directrice adjointe	Femme	Vietnamienne
Tiên	Organisation internationale	Coordonnatrice de programme	Femme	Vietnamienne
Thanh	État vietnamien	Directrice adjointe	Femme	Vietnamienne

Oanh	OSCV genre	Directrice	Femme	Vietnamienne
Châu	État vietnamien	Chargée de projet	Femme	Vietnamienne
Liên	OSCV urbain	Directrice	Femme	Vietnamienne
Mai	OSCV genre	Directrice adjointe	Femme	Vietnamienne
Romain	Organisation internationale	Directeur	Homme	Française
Chung	OSCV genre	Coordonnateur de programme	Homme	Vietnamienne
Chuyên	Université	Professeure retraitée	Femme	Vietnamienne
Liên	Organisation internationale	Spécialiste genre	Homme	Vietnamienne
Tao	OSCV urbain	Ancien directeur	Homme	Vietnamienne
Lê	Organisation internationale	Spécialiste genre	Femme	Vietnamienne
Jade	Organisation internationale	Directrice	Femme	Canadienne

ANNEXE 2 : GUIDE D'ENTRETIEN

Organization information

- What is your responsibility within the organization?
- Can you present me briefly the work of your organization?
- Who are your main partners?
- How would you describe the place of gender issues in your projects?
- Is a gender issues are a concern for your partners?

Safe city project information

- Why did your organization get involved in safe city project?
- What is your role in the project?
- Who are the partners of the project?
- Can you tell me more about the designing and implementing of the project?
- What are the difficulties? What are the good outcomes?
- What are the sources of inspiration for the project?
- When you have to make presentation about the project, how do you present it?
- Do you think the project helps to disseminate knowledge about gender in urban development in Vietnam?

Notes : Demander d'identifier les documents dans lesquels on retrouve de l'information sur le projet.

Gender mainstreaming

- What kind of projects does the organization have in the urban sector in Vietnam? How do they include gender?
- Do you use specific tools to include a gender perspective in your projects?
- How do these tools are adapted to Vietnam's context?
- Do all employees receive gender trainings?
- Do you work with specific partners to include a gender perspective in projects?
- In your dialogue with the Vietnamese government, how do you approach gender?
- Do you think your organization's work help to disseminate knowledge about gender in urban development in Vietnam?

Gender equality in Vietnam

- What are the Vietnamese gender norms specificities? How did they evolve?
- There are many laws and policies about gender equality in Vietnam, how are they translated into actions?
- Who are the main organizations, domestic and international, in Vietnam that work on gender equality?
- What's the role of Vietnam Women Union in gender equality ? What kind of impact do they have ?
- Do you think that the international discourse on gender equality has influence in Vietnam ?

Women and city in Vietnam

- In the context of Vietnam, what are the differences between the way men and women use the city? Are there differences between the women themselves?
- Do you think gender issues are taken into account in urban planning in Vietnam?
- Do you think that local governments, at the city level, are concerned with gender equality?
- In your opinion, in which sector of urban development does a gender perspective should be included? And which actors should be responsible?
- In the last years, many organizations in Vietnam have started projects about safe cities for women. Have you heard about them? Do you think that this kind of projects helps to spread the importance of taking gender issues into account in urban development?
- At the international level, we talk more and more about the role of urban development to achieve gender equality, for example in the New Urban Agenda and the Sustainable Development Goals, do you think this international discourse has influence in Vietnam?

Notes : Demander des références d'autres personnes à rencontrer

ANNEXE 3 : DOCUMENTS SUR LE DISCOURS INTERNATIONAL SUR L'APPROCHE FEMMES ET VILLES (1996-2019)

Titre	Année	Organisation	Type de document	Nombre de pages
Report of the United Nations conference on human settlements (Habitat II)	1996	ONU	Déclaration	229
Worldwide Declaration on Women in Local Governments	1998	Union internationale des villes et pouvoirs locaux	Charte	4
Policy paper on women and urban governance	2000	ONU-Habitat	Note de politique	20
A city tailored to women, The role of municipal governments in achieving gender equality (2ième édition)	2004	Fédération canadienne des municipalités et Ville de Montréal	Guide	59
The town for equality, a methodology and good practices for equal opportunities between women and men	2005	Conseil des communes et régions d'Europe	Guide	68
Gender checklist : urban development and housing	2006	Banque asiatique de Développement	Guide	37
La charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale	2006	Conseil des communes et région d'Europe	Charte	36
Urbanism and gender: a necessary vision for all	2006	Députation de Barcelone	Rapport	153
Plataforma politica de la red mujer y habitat de America Latina	2006	Red Mujer y Habitat	Plateforme politique	24
Dynamic cities need women: Action and policies for gender equality	2007	Metropolis et Ville de Bruxelles	Actes de conférence	160

Gender mainstreaming in local authorities, best practices	2008a	ONU-Habitat	Guide	139
Plan d'action pour l'égalité des sexes	2008b	ONU-Habitat	Plan d'action	28
Déclaration de Séoul : Visions and challenges for a women friendly city	2009	Metropolis	Déclaration	6
Making urban development work for women and men, tools for task teams	2010a	Banque mondiale	Guide	51
Intégration du genre dans les transports routiers : directives opérationnelles pour le personnel de la Banque mondiale	2010b	Banque mondiale	Guide	54
Safe Cities	2010	UNIFEM, Femmes et Villes International, Red Mujer y Habitat	Rapport	251
Gender mainstreaming in urban development	2011	Ville de Berlin	Guide	43
Gender and sustainable urban mobility	2011	ONU-Habitat	Rapport	69
Building safe and inclusive cities for women: a practical guide	2011	Jagori	Guide	32
Tackling gender exclusion: Experiences from the gender inclusive cities programme	2012	Femmes et Villes International	Rapport	128
Gender issue guide : urban planning and design	2012a	ONU-Habitat	Rapport	72
Gender and urban planning: issues and trends	2012b	ONU-Habitat	Rapport	74
Gender mainstreaming in urban planning and urban development	2013	Ville de Vienne	Guide	104

The equality agenda of United Cities and Local Governments	2013	Cités et Gouvernements Locaux Unis	Note de politique	4
Gender and urban poverty in South Asia	2013a	Banque asiatique de Développement	Actes de conférences	175
Gender-inclusive approaches in urban development	2013b	Banque asiatique de Développement	Guide	6
Gender tool kit : transport. Maximizing the benefits of improved mobility for all	2013c	Banque asiatique de Développement	Guide	95
State of women in cities 2012-2013, gender and the prosperity of cities	2013	ONU-Habitat	Rapport	102
Gender equality action plan	2014	ONU-Habitat	Plan d'action	34
UN Habitat policy and plan for gender equality and the empowerment of women in urban development and human settlements 2014-2019	2015	ONU-Habitat	Note de politique	52
From SDG 5 to habitat III: the role of local governments in promoting gender equality for sustainability	2015	Cités et Gouvernements Locaux Unis	Plan d'action	12
Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development	2015	ONU	Programme	41
Engendering the city: women and urban governance	2016	ONU-Habitat, FVI, OCDE	Rapport de discussion	5
Freedom to move, women's experience of urban public transport in Bangladesh, Brazil and Nigeria, and how lost tax revenues can pay to improve it	2016	ActionAid	Rapport	12
Big Cities and Women: the importance of gender mainstreaming in local policies	2016	Metropolis	Note de politique	8

Nouveau Programme pour les Villes	2016	ONU	Programme	72
Gender Equality and the new urban agenda	2016	ONU Femmes	Note de politique	12
Towards the gender-responsive implementation of the New Urban Agenda	2018	ONU Femmes, ONU-Habitat, Commission Huairou	Note de politique	37
Building sustainable and resilient societies through the gender-responsive implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development	2018	ONU Femmes, ONU-Habitat, Programme des Nations Unies pour l'Environnement	Rapport	20
Tracking progress towards inclusive, safe resilient and sustainable cities SDG11 synthesis report 2018: and human settlements.	2018	ONU (8 agences de l'ONU)	Rapport	128
Espaces métropolitains égalitaires dans le contexte des agendas mondiaux	2018a	Metropolis	Note de concept	2
Espaces métropolitains égalitaires	2018b	Metropolis	Document de discussion (<i>issue paper</i>)	20
Safety and public space: mapping metropolitan gender policies	2018	Metropolis et Femmes et Villes International	Rapport	60
Gender impact assessment 2018	2018c	Metropolis	Rapport	30
Inclusive cities : urban productivity through gender equality	2018	Banque Interaméricaine de Développement	Rapport	115
Gender equal cities	2019	Urbact	Rapport	68
The right to the city for women	2019	Cités et Gouvernements Locaux Unis	Déclaration	1

Agenda de mujeres por la ciudad en América Latina: por una ciudad compartida, con derechos e igualdad de género	2019	Red Mujer y Habitat	Guide	16
---	------	---------------------	-------	----

ANNEXE 4 : MÉDIAS RETENUS POUR LA REVUE DE PRESSE

Nom du média	Site internet	Langue	Type de média
Nhân Dân	http://www.nhandan.com.vn/	Vietnamien et anglais	En continu, publication du Parti Communiste Vietnamien
Phụ Nữ Việt Nam	http://phunuvietnam.vn/	vietnamien	En continu, publication de l'Union des Femmes du Vietnam
Tạp chí kiến trúc	https://www.tapchikientruc.com.vn/	vietnamien	Mensuel, publication de l'association des architectes du Vietnam
Tạp chí Quy hoạch đô thị:	https://quyhoachdothi.vn/	vietnamien	Quadrimestrielle, publication de l'association du <i>Vietnam Urban Planning and Development Association</i> (VUDPA)
<u>Thời Đại</u>	https://thoidai.com.vn/	vietnamien et anglais	En continu, publication du <i>Vietnam Union of Friendship Organisations</i> (VUFO)
Tuổi Trẻ	https://tuoitre.vn/	vietnamien et anglais	En continu, publication de la jeunesse communiste de HCMV
Vietnam +	https://www.vietnamplus.vn/	vietnamien et anglais	En continu, généraliste
VietnamNews	https://vietnamnews.vn/	anglais	En continu, généraliste
VnExpress International	https://e.vnexpress.net/	anglais	En continu, généraliste

ANNEXE 5: PRATIQUES FEMMES ET VILLES RECENSÉES DANS LES QUATRE PROJETS URBAINS FINANCÉS PAR DES IFI ANALYSÉS

Type de pratiques femmes et villes	Ho Chi Minh City Urban Mass Rapid Transit (MRT) Line 2 Investment Program	Central Region Urban Environmental Improvement Project	Da Nang Sustainable City Development Project	Ho Chi Minh City Development Policy Operation
Formation et renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation au genre et formations sur la mise en œuvre des plans d'actions genre pour le Comité populaire de HCMV et le personnel du <i>Management Authority for Urban Railways</i> - Inclure tout le personnel féminin de l'agence responsable de la mise en œuvre du projet dans les activités de renforcement de capacité - Intégrer un contenu substantiel lié au genre dans les activités de renforcement des capacités 	<ul style="list-style-type: none"> - Formations sur les rôles de genre dans l'assainissement environnemental pour les membres de l'unité de gestion de projet, de l'UFV, des comités de gestion communautaire et de la communauté (incluant les filles et les garçons) et les travailleurs de l'assainissement. 50 % des formateurs sont des femmes - Au moins 50 % des participants aux formations, groupes de discussion, ateliers et activités de communication sont des femmes - Renforcement des capacités de l'UFV dans la 	<ul style="list-style-type: none"> - Les activités de renforcement des capacités sensibilisent les femmes à la valeur du projet pour elles 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la sensibilisation et de l'attitude des chauffeurs de bus sur les besoins différenciés des femmes, des filles et des enfants - Établir des forces d'interventions rapide (incluant des chauffeurs de bus) dotés des compétences nécessaires pour lutter contre les crimes dans les bus

		mise en œuvre d'activités (ex. des formations)		
Consultation publique et comités citoyens	- Les travaux de génie civil sont conçus et construits en consultation avec les femmes et comprennent des caractéristiques spécifiques au genre	- Le comité de gestion communautaire de l'assainissement comprend 50 % de femmes - Pour les décisions sur les activités d'assainissement communautaire, 30 % des membres de la communauté sont des femmes - Les hommes et les femmes sont consultés sur la conception des stratégies de communication et le matériel des campagnes de communication répond aux besoins et aux intérêts des hommes et des femmes.	- Des femmes sont nommées dans les positions de liaison communautaire pendant la construction - Les activités de consultation pour le BRT se concentrent sur les femmes (et autres populations vulnérables, incluant les personnes en situation de pauvreté, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et les étudiants et étudiantes)	- Les invitations pour les consultations incluent le nom des femmes. Les rencontres doivent se tenir en petit groupe. Les femmes sont sensibilisées à l'importance de ces consultations. Les signatures des femmes se retrouvent sur les comptes rendus et pour les paiements

<p>Empowerment économique des femmes</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Cible de 20 % de femmes dans les emplois en construction et de 30 % de femmes aux stations du MRT - Tous les contrats de construction pour les travaux de génie civil du MRT comprennent les normes de travail liés à l'égalité de genre - Des espaces commerciaux sont dédiés à des entreprises appartenant à des femmes - Encourager et promouvoir de manière proactive l'emploi des femmes dans le secteur des services de transport 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de travail des femmes à l'emploi des <i>Urban Environment Compagny</i> (URENCO) 		<ul style="list-style-type: none"> - Développer des garderies pour les employés du BRT
<p>Mesures pour la sécurité des femmes</p>			<ul style="list-style-type: none"> - Re-considérer la conception des toilettes publiques dans les terminaux de transport publics pour assurer la sécurité des femmes et des filles - Mise en place d'une ligne d'assistance téléphonique d'aide dans le BRT 	<ul style="list-style-type: none"> - Ligne d'assistance téléphonique dans les bus pour prévenir les crimes - Ouverture de ligne de bus de nuit en assurant la sécurité des femmes et des filles en leur permettant de demander un arrêt n'importe où, sans avoir à attendre les arrêts de bus officiels.

			<ul style="list-style-type: none"> - Installation de caméras dans les bus et coordination avec les corps policiers 	<ul style="list-style-type: none"> - Mesures visant à accroître la sécurité des conductrices de scooters-taxis - Étendre la couverture des caméras pour renforcer la surveillance des bus et des arrêts de bus afin d'améliorer la sécurité des femmes et des filles
Campagne de sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> - Les campagnes d'information et de sensibilisation sur des questions telles que la traite des personnes et le VIH/sida comprennent du contenu lié au genre - Marketing auprès des femmes en tant qu'utilisatrices du MRT 	<ul style="list-style-type: none"> - Des campagnes de sensibilisation sur la construction, l'usage et la gestion des systèmes de drainage visent les hommes et les femmes - Les campagnes d'éducation pour améliorer les pratiques des hommes et des femmes en matière d'élimination des déchets solides, d'utilisation des services de collecte et de paiement des frais de collecte - Les filles et les garçons des écoles primaires et secondaires participent aux activités de sensibilisation et aux formations données par 	<ul style="list-style-type: none"> - Préparation et diffusion d'affiches pour communiquer sur les enjeux d'harcèlement sexuels 	

		l'UFV en matière d'assainissement		
Aménagement des espaces publics	<ul style="list-style-type: none"> - Sécuriser l'éclairage public autour des stations - Points de débarquement et de cueillette accessibles - Les wagons du MRT sont conçus avec des caractéristiques spécifiques au genre - Les composantes physiques spécifiques au genre sont mises en évidence dans les nouvelles stations 			<ul style="list-style-type: none"> - Fournir des toilettes intelligentes pour les femmes et les filles aux arrêts du BRT
Mesures d'atténuation des plans de relocalisation (<i>resettlement risk mitigation</i>)	<ul style="list-style-type: none"> - S'assurer que les femmes cheffes de famille sont priorisées dans les plans de relocalisation - 100 % des femmes cheffes de famille affectées ont accès à une compensation égale et à un soutien pour la restauration des moyens de subsistance 		<ul style="list-style-type: none"> - Les plans de relocalisation incluent de la formation professionnelle pour les femmes directement impactées par l'acquisition des terres 	

Collecte de données genrées			- Satisfaction à l'égard du système de transport public suivi et rapporté séparément pour les hommes et les femmes	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une base de données comprenant des données genrées sur les services de soins - Réalisation d'une étude pour comprendre les différents besoins des personnes travaillant dans les zones industrielles (dont beaucoup sont des femmes) et vivant dans des quartiers défavorisés
Subventions		- Subventions pour des projets communautaires d'assainissement sensible au genre		- Location subventionnée de bicyclettes pour répondre aux besoins des femmes en matière de déplacements sur de courtes distances
Autres	- Les systèmes de billetterie et les horaires du MRT sont adaptés aux voyages multiples et à une utilisation intermodale des transports	<ul style="list-style-type: none"> - Plus de 75 % des bénéficiaires du programme d'assainissement domestique seront des femmes issues de ménages à faibles revenus - Les femmes cheffes de famille et les veuves ne sont pas exclues du programme en raison de leur statut marital, de leur 		- Pour le transport public, application de cartes à puce gratuite qui prend en compte la facilité d'utilisation pour les femmes et les jeunes filles qui doivent porter de nombreux sacs

		âge ou de leur propriété foncière.		
--	--	------------------------------------	--	--

Sources : BAD 2013c, BM 2010a

ANNEXE 6 : ÉTUDES SUR LA SÉCURITÉ DES FEMMES DANS L'ESPACE PUBLIC RÉALISÉES DANS LES TROIS PROGRAMMES « VILLE SÛRE » IMPLÉMENTÉS AU VIETNAM (2011-2019)

Programme	Étude	Année	Objectif	Méthodologie	Exemple de résultats
Safe Cities for Women	Étude sur le harcèlement sexuel dans l'espace public à Hanoï et HCMV	2014	Étudier les attitudes et expériences de harcèlement sexuel dans l'espace public	Quantitatif : Sondage administré dans l'espace public à 2046 répondants (femmes et témoins)	87 % des femmes et filles ont rapporté avoir subi du harcèlement sexuel
	Étude sur le harcèlement sexuel dans l'espace public dans cinq provinces	2016	Étudier la violence fondée sur le genre dans les bus, arrêts de bus et toilettes publiques à Hanoï, HCMV, Hai Phong, Uong Bi, Tra Vinh	Quantitatif : Sondage administré dans l'espace public à 2033 répondants (femmes et témoins)	51 % des femmes et des filles se sentent en danger dans les bus et les arrêts de bus surpeuplés
Safer Cities for Girls	Évaluation rapide de la situation	2012	Faire un portrait rapide de la manière dont Hanoï (district de Hoan Kiem, district de Thanh Xuan et district de Dong Anh) est sûre et inclusive pour les adolescentes	Qualitatif et quantitatif : - Entretiens avec 36 informateurs clés - Cartographie participative avec 84 garçons et 108 filles - Focus group avec 83 filles - Marche exploratoire avec 36 filles	14,6 % des filles ont rapporté toujours se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent dans l'espace public
	Étude de base	2014-2015	Étudier les enjeux liés à la sécurité des adolescentes dans l'espace public et générer des données qui	Qualitatif et quantitatif : - Examen des politiques publiques	65 % des fonctionnaires accordent une grande valeur à la participation des filles dans le

			serviront au suivi et à l'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Sondage auprès de fonctionnaires et leaders communautaires - Entretiens avec des filles et des garçons - Sondage dans la rue 	développement et la gouvernance urbaine
HCMC Safe and Friendly City for Women and Children	Étude exploratoire	2016	Évaluation qualitative générale de la violence sexuelle contre les femmes et les filles dans l'espace public	Qualitatif : <ul style="list-style-type: none"> - Entretiens avec des informateurs clés - Focus group 	Le harcèlement sexuel et les violences sexuelles sont présents différents lieux : rues, bus, autres modes de transport public, piscines publiques, toilettes publiques, université, écoles, bars, cinéma et centres sportifs
	Étude de base	2017	Étude quantitative et qualitative de la violence sexuelle contre les femmes et les filles dans l'espace public afin d'avoir des indicateurs de suivi et d'évaluation	<i>Aucune information</i> ⁷⁰	40 % des femmes et des hommes ont été témoins de harcèlement sexuel dans la dernière année

Sources : ONU-Habitat, FVI et Plan International (s.d.); FVI et Plan International (2013). ActionAid Vietnam (2014); ActionAid Vietnam (2016); ONU Femmes Vietnam (2018); BM 2019; entrevue avec Tiên

⁷⁰ Dans les données récoltées dans le cadre cette thèse, il n'y a aucune information sur la méthodologie de cette étude.